



Assemblée générale LIBRARY

MAY 2

UN/... COLLECTION

Distr.
GENERALE

A/42/290
13 mai 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-deuxième session
Points 84 a) et 121 de la liste
préliminaire*

ACTIVITES OPERATIONNELLES POUR LE DEVELOPPEMENT : ACTIVITES
OPERATIONNELLES DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

CORPS COMMUN D'INSPECTION

Représentation locale des organisations du système des
Nations Unies : structure et coordination

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale les observations du Comité administratif de coordination (CAC) sur le rapport du Corps commun d'inspection intitulé "Représentation locale des organisations du système des Nations Unies : structure et coordination" (A/41/424).

Le Secrétaire général n'a pas d'autre observation à formuler au nom du Secrétariat au sujet des recommandations du Corps commun d'inspection.

* A/42/50 et Corr.1.

ANNEXE

Observations du Comité administratif de coordination
sur le rapport du Corps commun d'inspection intitulé :
"Représentation locale des organisations du système
des Nations Unies : structure et coordination"

I. GENERALITES

1. Le rapport du Corps commun d'inspection (CCI) intitulé "Représentation locale des organisations du système des Nations Unies : structure et coordination" (A/41/424) a été favorablement accueilli dans l'ensemble par les membres du Comité administratif de coordination (CAC). Si nombre d'organisations avaient des vues différentes de celles du Corps commun d'inspection sur tel ou tel aspect de l'analyse, le plupart étaient d'avis que le rapport contribue de façon constructive et opportune à améliorer l'efficacité du système des Nations Unies dans le domaine des activités opérationnelles.
2. Les organisations estiment généralement que le rapport dresse un aperçu global de la nature et de la structure de la représentation locale du système. Quelques-unes ont regretté cependant de ne pas voir dans le rapport certaines informations concrètes qu'elles avaient communiquées aux inspecteurs.
3. De l'avis général, il aurait été souhaitable d'inclure dans le rapport une analyse chronologique plus méthodique de l'évolution des arrangements concernant la représentation locale dans le système des Nations Unies depuis leur mise en place au début des années 50. Elles ont aussi jugé trop peu étayées certaines hypothèses de base, conclusions et recommandations relatives à une structure plus centralisée de la représentation locale.
4. Plusieurs organisations ont procédé à la décentralisation des activités aux niveaux régional et national, développant en même temps leur représentation locale en application des principes énoncés par leurs organes directeurs respectifs et conformément à leur mission statutaire. Le CAC souligne qu'en principe les représentations locales sont créées à la demande expresse des gouvernements hôtes afin de leur permettre de retirer de plus grands avantages des activités des organismes représentés.
5. Le CAC constate que la question de la représentation locale est examinée régulièrement par les organes directeurs des organismes intéressés. A cet égard, il convient de réaffirmer qu'il serait plus facile d'aborder la question de la représentation locale des organisations des Nations Unies d'une façon logique et cohérente si les gouvernements adoptaient une politique plus systématique dans les diverses instances intergouvernementales du système.
6. Les membres du CAC qui ont des activités opérationnelles sont particulièrement conscients de la nécessité, dans les circonstances actuelles d'austérité financière, de maintenir les dépenses administratives à un niveau minimal de manière à pouvoir consacrer directement aux programmes et aux projets qui bénéficient aux pays en développement la plus grande part possible de ressources. Il a été noté que plusieurs organismes ont pris ou sont en train de prendre certaines mesures pour reconsidérer les effectifs de leur représentation locale. Le Secrétaire général signale qu'à sa demande sera entrepris, sous les auspices du

Groupe consultatif mixte des politiques, un examen systématique de tous les bureaux extérieurs des organismes des Nations Unies qui relèvent directement de lui; il s'agira de déterminer les possibilités de rationalisation dans les bureaux extérieurs, y compris dans le partage des services, préjudice de l'efficacité de l'exécution des programmes.

II. OBSERVATIONS PARTICULIERES

7. Commentant le rapport, plusieurs organisations ont décrit les caractéristiques propres des dispositions relatives à leur représentation locale, qui correspondent à leur mission et à leurs objectifs et qui leur permettent de mettre à la disposition des gouvernements, de manière efficace et commode, tous les services qu'elles offrent. Le CAC tient à souligner que le soutien aux activités de coopération technique n'est pas la seule raison d'être des bureaux extérieurs, qui appuient aussi d'autres fonctions - établissement de normes et de règles et recherche - des organisations, dont certaines ont des bureaux au niveau des régions et non des pays. La façon dont la représentation locale du système a évolué et les différences dans les raisons d'être et les objectifs des bureaux extérieurs ont évidemment une incidence sur les perspectives d'arrangements futurs.

8. Plusieurs organismes des Nations Unies, aussi bien grands que petits par le volume des activités de coopération technique, n'ont pas de représentation locale. Certains se font représenter par le représentant/coordonnateur résident et ont recours au Bureau du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour l'appui administratif. Le CAC reconnaît que de telles dispositions sont rentables et propices à l'harmonisation des activités opérationnelles du système au niveau des pays. L'utilisation de locaux communs, lorsque cela est possible, et le recours maximal aux services d'appui fourni par le réseau des bureaux du PNUD sont aussi des solutions généralement approuvées par les organismes du système. Le CAC note en outre que le PNUD fait rembourser aux organisations les services administratifs ainsi rendus chaque fois qu'ils représentent pour lui des dépenses supplémentaires.

9. Le CAC poursuit ses efforts pour mieux adapter les activités opérationnelles du système à leur objectif et les rendre plus efficaces en renforçant la coordination au niveau des pays. Pour cette raison, il juge utile le rôle du coordonnateur résident. Celui-ci devrait représenter impartialement le système dans son ensemble et, chaque fois que possible, appeler l'attention du gouvernement sur les mandats, les compétences et les ressources des différentes organisations du système.

10. Le CAC estime que l'un des objectifs principaux est de renforcer l'ensemble des ressources disponibles pour les activités opérationnelles, en particulier par des institutions multilatérales comme le PNUD. En dernière analyse, la stagnation actuelle des ressources disponibles se répercute sur tous les aspects des activités opérationnelles. Si, pour certaines organisations, les arrangements de coordination au niveau des pays souffrent de la réduction de la part du PNUD dans l'ensemble des activités de coopération technique du système, d'autres sont d'avis que le rôle de coordination du PNUD n'est pas déterminé tant par ses ressources financières proprement dites que par sa connaissance et sa vision globale des problèmes des pays.

/...

11. Plusieurs organismes, notant la place que le rapport fait à une coordination plus étroite, ont souligné qu'il méconnaissait la nécessité de procéder d'une manière souple, compte tenu du caractère pluridimensionnel du système et la situation particulière de chaque pays. Un excès de rigidité risquait d'aller à l'encontre des objectifs.

12. Un certain nombre d'observations ont porté sur les renseignements chiffrés contenus dans le rapport et sur leur interprétation. Premièrement, certaines organisations ont apporté des mises à jour aux chiffres relatifs à leur représentation locale et à son évolution (voir appendice).

13. Deuxièmement, après avoir analysé la croissance de la dotation en personnel opérationnel et la diminution du nombre d'experts résidents, les inspecteurs ont conclu qu'en 10 ans le nombre des administrateurs en poste dans les bureaux extérieurs avait grandi alors que celui des experts de la coopération technique qu'ils servaient avait baissé (par. 45) et qu'au total les effectifs du personnel des bureaux extérieurs risquaient de bientôt l'emporter sur ceux du personnel des projets (par. 46). A ce sujet, le CAC constate que la proportion entre le personnel des projets et les effectifs du personnel des bureaux extérieurs ne permet pas de mesurer correctement l'efficacité ou l'utilité de la représentation locale. Le personnel des bureaux extérieurs remplit de nombreuses fonctions importantes autres que celles qui sont liées aux activités opérationnelles. En outre, la distinction classique entre administrateurs en poste dans les bureaux extérieurs et personnel des projets n'est plus valable car de nombreux organismes confient l'exécution des projets à leurs administrateurs en poste dans les bureaux extérieurs. De plus, la complexité accrue des projets et l'emploi d'un plus grand nombre de consultants pour des périodes de courte durée ainsi que de personnel national de projets alourdissent la tâche des bureaux extérieurs. Par ailleurs, le nombre de projets exécutés directement par les gouvernements, exigeant dans bien des cas l'appui des bureaux extérieurs, augmente.

14. Troisièmement, les vues exprimées aux paragraphes 78 et 79 du rapport des inspecteurs au sujet des relations entre le PNUD et les autres organisations appellent des observations. D'un côté, les arrangements relatifs aux coordonnateurs résidents reposent sur les décisions des Etats Membres et reflètent la nécessité de mieux coordonner les activités opérationnelles au niveau des pays. D'un autre côté, il y a des problèmes qui se posent du fait que certaines organisations considèrent que le PNUD leur fait concurrence pour l'exécution des projets.

15. Selon le paragraphe 79 du rapport, "le fait que l'intéressé soit investi de deux charges n'est pas pour simplifier les choses : il relève en effet de l'Administrateur en sa qualité de représentant résident et du Secrétaire général en tant que coordonnateur résident". Le Secrétaire général tient à préciser que cette prétendue dualité de charges ne s'est pas manifestée fréquemment dans la pratique et que l'Administrateur du PNUD participe pleinement à la mise en place des arrangements qui règlent les activités du coordonnateur résident.

Observations relatives à certaines recommandations

16. Les deux premières recommandations du rapport - réaffirmation du rôle du coordonnateur résident (recommandation 1), suspension de toute nouvelle disposition

concernant l'établissement d'une représentation sur le terrain en attendant que soit remplis les critères proposés [recommandation 2 a)] et mise à l'épreuve de la rentabilité et de l'efficacité de la représentation sur le terrain [recommandation 2 b)] - sont jugées acceptables en principe par le CAC, sous réserve d'autres observations pertinentes formulées dans la présente note. La troisième recommandation, qui porte sur l'établissement d'un fichier de candidats qualifiés aux postes de coordonnateur résident, est examinée aux paragraphes 21 et 22. La quatrième, qui a trait aux relations entre les coordonnateurs résidents et les directeurs des centres d'information des Nations Unies, est communiquée à l'Organisation des Nations Unies.

17. Dans la première recommandation du rapport, l'Assemblée générale est invitée à réaffirmer sa volonté de promouvoir le développement cohérent des activités du système des Nations Unies dans l'intérêt des Etats Membres ainsi que le rôle du coordonnateur résident en tant que fonctionnaire le mieux placé pour promouvoir ces objectifs au niveau du pays.

18. Le CAC accepte cette recommandation. Le Conseil économique et social, au paragraphe 15 de sa résolution 1986/74 du 23 juillet 1986 sur l'examen des orientations des activités opérationnelles pour le développement, a invité "les organes directeurs des organisations du système des Nations Unies à réaffirmer leur soutien total à l'objectif d'une action plus cohérente du système au niveau des pays, ainsi qu'au rôle dévolu au coordonnateur résident conformément à la résolution 32/197 de l'Assemblée générale".

19. La recommandation 2 a) se rattache à la deuxième partie de la recommandation 1 puisqu'elle vise la suspension de toute nouvelle disposition concernant l'établissement d'une représentation sur le terrain en attendant que certains critères proposés soient remplis. Le CAC juge cette recommandation acceptable en principe. Les critères définis au paragraphe 110 du rapport concernant la création ou l'élargissement d'une représentation sur le terrain sont utilisés par les organes directeurs.

20. Il est rappelé qu'au paragraphe 17 de sa résolution 1986/74, le Conseil économique et social a prié les organes directeurs des organisations du système des Nations Unies d'accorder une attention particulière à la nécessité de rationaliser la représentation des organisations sur le terrain, et reconnaissant la nécessité de consulter le gouvernement bénéficiaire sur ces questions, de ne créer de nouveaux bureaux extérieurs que si les services nécessaires ne pouvaient pas être partagés avec d'autres organisations ou fournis d'une autre façon.

21. Selon la recommandation 2 b), les organes directeurs devraient éprouver la rentabilité et l'efficacité de leur représentation sur le terrain et y mettre fin dans les cas où après examen, celle-ci ne paraît pas viable. Cette recommandation est aussi jugée généralement acceptable, étant entendu que les organes directeurs continueront à procéder à des examens à la lumière des évaluations du Secrétariat. Les mesures déjà prises par le Secrétaire général sont mentionnées au paragraphe 6 ci-dessus.

22. Dans la recommandation 3, le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale est invité à établir un fichier des candidats possibles aux postes de coordonnateur résident, fichier qui comprendrait notamment

/...

des candidats qualifiés venant d'institutions spécialisées. La plupart des organisations ont fait des observations favorables à cette proposition qui, à leur avis, aurait l'avantage d'associer plus étroitement l'ensemble du système au processus de coordination. Elles ont toutefois tenu à souligner que toutes les organisations et entités du système devraient participer à ce processus.

23. Le PNUD a fait observer que la création d'un tel fichier pourrait avoir pour effet de retirer à l'Administrateur le droit de désigner les représentants résidents du PNUD. Sur les 115 représentants résidents actuels du PNUD, 40 ont travaillé dans une ou plusieurs organisations du système autres que le PNUD; 7 autres viennent d'organismes d'aide bilatérale et sont détachés par leur gouvernement. Dans ces conditions, le PNUD propose que le Directeur général et les chefs de secrétariat lui proposent des candidatures aux postes de représentant résident pour lui permettre de tenir un fichier officiel de candidats intéressants et hautement qualifiés venant du système des Nations Unies. Cet élargissement du fichier du PNUD pourrait répondre aux préoccupations formulées dans le rapport.

24. Le Directeur général et l'Administrateur du PNUD conserveront cette question à l'examen afin de s'assurer que des candidats qualifiés et expérimentés seront nommés aux postes de coordonnateur résident.

25. Selon la recommandation 4, le Secrétaire général devrait prévoir une seule et même accréditation auprès des gouvernements, couvrant en même temps les fonctions de coordonnateur résident et de directeur du centre d'information des Nations Unies et aussi mieux organiser l'action des directeurs des centres d'information des Nations Unies par rapport à celle des coordonnateurs résidents.

26. Le Secrétaire général a décidé, en accord avec l'Administrateur du PNUD, de fusionner les centres d'information des Nations Unies avec le Bureau du coordonnateur/représentant résident si ce n'est pas encore fait et s'il apparaît qu'un accord sera à la fois plus rentable et plus efficace tout en respectant les conditions d'exécution des programmes. Il est entendu que cette fusion n'entraînera pas de dépenses supplémentaires pour le PNUD.

27. Le Secrétaire général a aussi décidé - et ceci vaut en particulier pour les centres d'information des Nations Unies -, que, sauf si d'autres dispositions étaient plus appropriées, le coordonnateur résident le représenterait au niveau local dans son pays d'affectation.

APPENDICE

Données à jour sur la représentation locale des organisations
du système des Nations Unies

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE

Au sujet du rapport du Corps commun d'inspection intitulé "Représentation locale des organisations du système des Nations Unies : structure et coordination" (JIU/REP/86/1, l'Organisation mondiale de la santé tient à fournir des chiffres à jour au sujet de sa représentation locale :

Page 9, paragraphe 30 a) ii)

Remplacer 400 par 996

Page 14, paragraphe 43 c)

Remplacer la dernière phrase par le texte suivant :

La diminution des effectifs au siège de l'OMS (de 505 en 1974 à 482 en 1983, soit 4,6 % en moins) résulte de l'accent mis sur l'orientation régionale de l'organisation, qui est inscrite dans sa constitution.

Page 14, paragraphe 44, tableau

Les chiffres relatifs à l'OMS doivent être remplacés par les chiffres suivants :

1 095	667	428	39
-------	-----	-----	----

Page 46, tableau 2, partie A

Dans la colonne des administrateurs, remplacer les chiffres relatifs à l'OMS par les chiffres suivants :

1 288	1 011	848
-------	-------	-----

Dans la colonne des agents des services généraux locaux, remplacer les chiffres relatifs à l'OMS par les chiffres suivants :

890	1 547	1 811
-----	-------	-------

Page 47, tableau 2, partie B

Dans la colonne des administrateurs, remplacer les chiffres relatifs à l'OMS par les chiffres suivants :

107	115	149
-----	-----	-----

Dans la colonne des agents des services généraux locaux, remplacer les chiffres relatifs à l'OMS par les chiffres suivants :

188	217	262
-----	-----	-----



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/42/292
29 mai 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/ARABE/
FRANCAIS

Quarante-deuxième session
Point 25 de la liste préliminaire*

COOPERATION ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET
L'ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE

Lettre datée du 11 mai 1987, adressée au Secrétaire général par le
Représentant permanent de la Guinée auprès de l'Organisation des
Nations Unies

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir faire distribuer comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 25 de la liste préliminaire de l'ordre du jour provisoire, la déclaration et les résolutions adoptées à la quarante-cinquième session ordinaire du Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine tenue à Addis-Abeba, Ethiopie, du 23 au 28 février 1987 (voir annexe).

Le Représentant permanent de la République
de Guinée auprès de l'Organisation des
Nations Unies,

Président du Groupe africain pour le mois
de mai,

(Signé) Mohamed TRAORE

* A/42/50 et Corr.1.

ANNEXE

Déclaration et résolutions adoptées par le Conseil des ministres de
l'Organisation de l'unité africaine à sa quarante-cinquième session
ordinaire, tenue à Addis-Abeba du 23 au 28 février 1987

TABLE DES MATIERES

<u>Déclaration/ Résolutions No</u>	<u>Titre</u>	<u>Pages</u>
CM/ST.23 (XLV)	Déclaration sur l'Afrique australe	4
CM/Res.1075 (XLV)	Résolution sur le programme et le budget pour l'exercice financier 1987-1988	8
CM/Res.1076 (XLV)	Résolution sur le barème des contributions des Etats membres	9
CM/Res.1077 (XLV)	Résolution sur la réforme des structures de l'OUA	10
CM/Res.1078 (XLV)	Résolution sur la célébration du vingt-cinquième anniversaire de l'OUA	11
CM/Res.1079 (XLV)	Résolution sur le rapport de la sixième session extraordinaire du Comité directeur permanent	12
CM/Res.1080 (XLV)	Résolution sur le Fonds spécial d'assistance d'urgence pour la lutte contre la sécheresse et la famine en Afrique	13
CM/Res.1081 (XLV)	Résolution sur le renforcement de la capacité d'intervention des institutions spécialisées de l'OUA ..	14
CM/Res.1082 (XLV)	Coopération afro-arabe	15
CM/Res.1083 (XLV)	Résolution sur les votes contre le projet de résolution S/18705 du 19 février 1987 du Conseil de sécurité relatif aux sanctions sélectives obligatoires contre l'Afrique du Sud	16
CM/Res.1084 (XLV)	Résolution sur la situation des réfugiés en Afrique	18
CM/Res.1085 (XLV)	Résolution sur la situation au Moyen-Orient	21
CM/Res.1086 (XLV)	Résolution sur la question de Palestine	23
CM/Res.1087 (XLV)	Résolution sur la situation dans les camps palestiniens au Liban	26

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Déclaration/ Résolutions No</u>	<u>Titre</u>	<u>Pages</u>
CM/Res.1088 (XLV)	Résolution sur la candidature de M. Mohamed Bedjaoui au poste de juge à la Cour internationale de Justice ...	27
CM/Res.1089 (XLV)	Résolution sur la candidature du docteur Godwin Olu Patrick Obasi comme secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale	28
CM/Res.1090 (XLV)	Motion de remerciement	29

Déclaration sur l'Afrique australe

1. La situation générale en Afrique australe devient de plus en plus préoccupante et au fil des jours, il devient clair que le régime de Pretoria n'est pas favorable à un règlement négocié en vue de l'élimination du système de l'apartheid, ce qui prouve son intransigeance contre tout changement de la situation dans la région. En effet, l'intransigeance du régime de Pretoria sur laquelle l'Afrique n'a cessé de sensibiliser la communauté internationale a été reconnue et dénoncée par le Groupe des Sages du Commonwealth qui a vivement recommandé l'imposition immédiate de sanctions économiques efficaces contre l'Afrique du Sud afin de l'obliger à mettre fin à sa politique d'apartheid.
2. A l'intérieur de l'Afrique du Sud, les soulèvements continus des masses et la lutte résolument engagée par les travailleurs, les étudiants, des jeunes, des femmes et des membres patriotes du clergé gagnent de plus en plus d'ampleur. Face à ces luttes concertées, le régime a eu recours à des mesures plus répressives par l'imposition d'un état d'urgence sur toute l'étendue du territoire, l'arrestation et la détention de plus de 22 000 patriotes dont plus de 4 000 enfants, par l'introduction de la censure stricte, l'utilisation de soi-disant brigades composées d'hommes de main pour susciter la violence sur les Noirs par les Noirs. Depuis septembre 1984, le régime a assassiné plus de 2 300 hommes, femmes et enfants. Face à l'intransigeance du régime de Pretoria, l'intensification du soutien politique et de la lutte armée ainsi que l'imposition des sanctions globales et obligatoires contre l'Afrique du Sud raciste sont plus que jamais impératives.
3. La célébration au niveau mondial du soixante-quinzième anniversaire de la création de l'ANC témoigne de la solidarité de la communauté internationale avec le peuple sud-africain dans sa lutte de libération et réaffirme la justesse de cette cause.
4. L'Afrique du Sud raciste poursuit l'occupation illégale de la Namibie au mépris des résolutions et des décisions des Nations Unies, en particulier la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. La South West Africa People's Organization (SWAPO) et le peuple namibien ont réussi à contrecarrer toutes les tentatives du régime colonial raciste visant à leur imposer un gouvernement fantoche. Le régime de Pretoria prépare en ce moment une autre constitution fantoche avec un référendum prévu en mai ou juin 1987. L'Afrique rejette ce plan diabolique de l'Afrique du Sud raciste et exhorte la communauté internationale à ne pas reconnaître une telle mise en scène ou lui accorder une créance quelconque.
5. L'utilisation de soldats noirs enrôlés dans les soi-disant bantoustans sud-africains pour combattre l'armée de libération du peuple namibien (ALPN) en Namibie et perpétrer des actes d'agression contre l'Angola, de même que le déploiement des Namibiens enrôlés dans la prétendue force territoriale du sud-ouest africain en vue de mener des actes de violence contre les "cités-dortoirs" noires d'Afrique du Sud constituent de nouvelles manoeuvres du régime raciste visant à affaiblir la solidarité entre les peuples opprimés d'Afrique du Sud et de Namibie et à dresser des Noirs contre d'autres Noirs.

6. Il convient de rappeler que le Conseil des Nations Unies pour la Namibie demeure la seule autorité chargée d'administrer la Namibie jusqu'à son accession à l'indépendance. A cet égard, les Etats membres du Mouvement des pays non alignés, des Nations Unies, des organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales et les institutions spécialisées des Nations Unies sont invités à soutenir les activités du Conseil des Nations Unies pour la Namibie et à contribuer au renforcement de la coopération entre le Conseil et la SWAPO, unique représentant authentique et légitime du peuple namibien.

7. La résolution 435 des Nations Unies demeure la seule base acceptable pour une solution pacifique à la question namibienne. Il est du devoir du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies d'assumer pleinement sa responsabilité en se réunissant en vue d'examiner la question de la Namibie et d'imposer des sanctions globales et obligatoires contre l'Afrique du Sud raciste afin de l'amener à coopérer dans la mise en oeuvre de la résolution 435. En attendant la lutte armée, la mobilisation et l'action menée par le peuple doivent être intensifiées.

8. Les incursions constantes, les missions de sabotage et l'infiltration de bandits armés et d'éléments criminels organisées par le régime de Pretoria pour détruire des vies humaines et des biens en Angola, au Mozambique, en Zambie, au Botswana, au Zimbabwe, au Lesotho et au Swaziland constituent un autre aspect des machinations diaboliques pour créer des régimes fantoches qui serviraient à perpétuer l'apartheid et à protéger les intérêts commerciaux des sociétés occidentales et d'autres compagnies multinationales.

9. Les actes de subversion perpétrés par Pretoria en vue de déstabiliser les Etats indépendants dans la région et de saper la lutte de libération peuvent être mis en échec si l'Afrique et toutes les forces progressistes qui ont toujours soutenu la lutte anti-colonialiste apportent un appui total et immédiat aux Etats de la ligne de front pour les aider à renforcer leurs capacités de défense. Une telle assistance de la part de la communauté internationale devient impérative et urgente si l'on veut que les peuples de la Namibie et de l'Afrique du Sud, par l'intermédiaire de leurs mouvements de libération, détruisent rapidement le système d'apartheid. La quarante-septième session ordinaire du Comité de coordination pour la libération de l'Afrique a lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle apporte de toute urgence sa contribution au fonds créé par le huitième Sommet du Mouvement des non-alignés à l'intention de l'Afrique australe, appel qui a été approuvé par le Conseil des ministres.

10. L'occupation continue de certaines parties du sud de l'Angola par les troupes de l'Afrique du Sud raciste, et l'aide militaire ouverte que le régime de Pretoria et l'Administration Reagan apportent aux bandits de l'UNITA constituent une preuve du complot visant à renverser le Gouvernement légitime de l'Angola.

11. La récente incursion militaire jusqu'à 75 kilomètres à l'intérieur de l'Angola, au cours de laquelle les forces racistes d'Afrique du Sud ont pénétré au sud de l'Angola à partir des frontières de la Namibie occupée, constitue une autre manifestation du terrorisme et du banditisme d'Etat menés par le régime de Pretoria contre la République populaire de l'Angola. Cet acte d'agression ou tout autre acte semblable doit non seulement être condamné mais également combattu.

12. Les actes que ne cessent de mener les bandits armés, recrutés, financés, entraînés, équipés et infiltrés en République populaire du Mozambique par le régime de Pretoria, constituent la principale cause de pertes en vies humaines, de la destruction des infrastructures économiques et sociales et les afflux massifs de personnes déplacées du Mozambique.

13. Le Conseil se félicite de la décision du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de nommer un représentant personnel au Mozambique pour suivre l'évolution de la situation due en grande partie aux activités menées par les bandits appuyés par l'Afrique du Sud et aux calamités naturelles. A cet égard, la quarante-cinquième session ordinaire du Conseil des ministres lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle apporte son assistance à la République populaire du Mozambique.

14. La lutte de libération menée en Afrique du Sud et en Namibie entre dans le cadre du processus de décolonisation du continent africain. Toute tentative visant à présenter cette lutte comme faisant partie du conflit Est-Ouest doit être totalement rejetée par l'Afrique et la communauté internationale. C'est à cet effet que toute tentative de l'Administration Reagan visant à empêcher l'éradication du système d'apartheid dont entre autres la politique d'engagement constructif qui a échoué et l'établissement de liens entre l'indépendance de la Namibie et le retrait des troupes cubaines d'Angola constitue un acte hostile qui doit être condamné.

15. La volte-face de l'Administration des Etats-Unis et du Gouvernement britannique qui actuellement souhaitent vouloir entamer des pourparlers avec les mouvements de libération nationale de la Namibie et en Afrique du Sud qu'ils ont toujours qualifiés de terroristes est encourageante mais ne peut constituer un moyen d'éliminer l'apartheid. Le dialogue est indispensable mais ne peut amener la chute du régime raciste de Pretoria. Ces deux gouvernements ont le devoir moral d'appuyer l'imposition de sanctions globales et obligatoires.

16. Pleinement conscient de la situation extrêmement grave prévalant en Afrique australe et de la collusion de l'Administration Reagan avec le régime de Pretoria pour empêcher délibérément la mise en application de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité des Nations Unies, le Conseil des ministres a catégoriquement affirmé ce qui suit :

a) L'appui exprimé par les cadres de l'Administration Reagan pour la prétendue OPTION NATAL, à savoir "The NATAL INDABA", est une autre tentative destinée à louer la bantoustanisisation de l'Afrique du Sud. L'OPTION NATAL constitue un pas en arrière, une manoeuvre destinée à mettre en évidence l'idée "d'une coexistence pacifique et raciale" dans un cadre multinational où l'Afrique du Sud ne sera pas un état unitaire doté d'un gouvernement démocratique, mais une conglomération d'entités provinciales qui sanctifieraient l'idée anachronique et inacceptable de la suprématie blanche et du développement séparé des races. La prétendue "INDABA" est par conséquent catégoriquement rejetée car elle a pour objectif la division de l'Afrique du Sud;

b) L'enlèvement de personnes dans les pays voisins et dans les Etats de la ligne de front par les agents du régime de Pretoria constitue une violation grave du droit international et de l'intégrité territoriale des Etats de la région et doit être condamné;

c) L'acte ignoble et illégal par lequel le régime de Pretoria détient des milliers d'enfants innocents est abject. Par conséquent, le Conseil des ministres exige la libération immédiate de tous ces enfants;

d) Le Conseil de sécurité se doit d'assumer sa responsabilité politique et morale pour assurer l'application stricte et le respect de l'embargo de 1977 sur les armes, qui continue à être violé avec la complicité et la duplicité de certains gouvernements occidentaux;

e) Les pays exportateurs et producteurs de pétrole, en particulier les pays du Golfe, doivent veiller au respect de l'embargo et à ce que leur pétrole ne soit plus acheminé vers l'Afrique du Sud. Ils doivent également prendre les mesures nécessaires contre tous ceux qui violent cet embargo pétrolier;

f) Le défi flagrant lancé à l'opinion publique internationale par le régime de Pretoria et son mépris pour les résolutions de l'OUA, de l'Organisation des Nations Unies et du Mouvement des non-alignés, appellent nécessairement l'intensification de la lutte armée en Namibie et en Afrique du Sud;

g) La lutte populaire en Afrique du Sud n'est pas une lutte idéologique. Il s'agit d'une lutte menée contre un système ignoble que l'Afrique est dans l'obligation morale et politique d'éliminer;

h) Le fait de lier l'indépendance de la Namibie au retrait des forces internationales cubaines de la République populaire d'Angola, sur lequel insistent l'Administration Reagan et le régime raciste d'Afrique du Sud est moralement et politiquement inacceptable;

i) La souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de la République populaire d'Angola ne doivent en aucun cas faire l'objet de négociation politique. Une fois de plus la question du retrait des troupes cubaines d'Angola tout comme l'idée de négocier avec les bandits en Angola sont catégoriquement rejetées;

j) La campagne en faveur des sanctions internationales contre l'Afrique du Sud doit se poursuivre afin de parvenir à imposer des sanctions globales et obligatoires conformément au chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la République fédérale d'Allemagne sont invités à reconsidérer leur position et à se joindre au reste de la communauté internationale pour l'application de sanctions effectives, globales et obligatoires contre l'Afrique du Sud;

k) Le récent vote négatif des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la République fédérale d'Allemagne destiné à faire échouer les efforts de la communauté internationale visant à imposer des sanctions obligatoires et sélectives, doit être condamné comme un acte hostile aux aspirations du continent africain;

l) Les peuples de ces pays sont invités à accentuer la pression sur leurs gouvernements respectifs pour que ceux-ci agissent conformément au consensus international demandant l'imposition de sanctions contre l'Afrique du Sud raciste;

m) Le veto de l'Administration Reagan qui est contradictoire à l'esprit de sa propre législation sur les sanctions constitue une grave préoccupation. A cet effet, le Conseil a lancé un appel au peuple américain et aux législateurs hostiles à l'apartheid pour qu'ils organisent une nouvelle campagne pour l'imposition de sanctions globales et obligatoires.

CM/Res.1075 (XLV)

Résolution sur le programme et le budget pour l'exercice financier 1987-1988

Le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine, réuni en sa quarante-cinquième session ordinaire à Addis-Abeba, Ethiopie, du 23 au 28 février 1987,

Ayant examiné le rapport financier du Secrétaire général sur l'exécution du budget au titre de l'exercice financier 1985-1986 tel que contenu dans le document CM/1409 (XLV) Rev.2, le rapport du Comité consultatif sur les questions administratives, budgétaires et financières (document CM/1407 (XLV) Rev.1), le rapport annuel de la Division du contrôle budgétaire sur l'exercice financier 1985-1986 (document CM/1409 (XLIV), annexes I à X), le rapport du Conseil des vérificateurs externes sur les comptes et la gestion financière de l'OUA au titre de l'exercice financier 1985-1986 ainsi que les observations du secrétariat général et celles des bureaux régionaux (documents CM/1408 (XLV), annexes I à XVII et CM/1408 (XLV), annexes I à XVI respectivement), les états des contributions dues au titre du budget ordinaire de l'OUA au 20 février 1987 (document CM/1411 (XLV) Rev.1) et le projet de programme et de budget pour l'exercice financier 1987-1988 (documents CM/1408 (XLV), vol. 1/Rev.1 et CM/1408 (XLV) vol. II/Rev.1),

Ayant en outre examiné de manière détaillée le rapport du Comité consultatif sur les questions administratives, budgétaires et financières contenu dans le document CM/1407 (XLV) Rev.1,

Ayant examiné le projet de programme et de budget du secrétariat général pour l'exercice financier 1987-1988 (document CM/1408 (XLV) Rev.1/vol. I et II,

Désireux d'assurer une gestion financière saine de l'Organisation,

Conscient des difficultés économiques et financières que connaissent tous les Etats membres de l'OUA,

Vivement préoccupé par l'accroissement constant du montant des arriérés de contributions au budget de fonctionnement de l'Organisation et conscient de la nécessité de prendre des mesures urgentes en vue de résoudre ce problème très important qui, s'il n'était pas résolu, pourrait paralyser les activités du Secrétariat général de l'OUA,

1. Félicite le Président en exercice de l'OUA pour les initiatives positives qu'il ne cesse de prendre pour encourager les Etats membres à payer leurs arriérés de contributions ainsi que leurs contributions au budget de l'exercice en cours;

2. Félicite les Etats membres qui ont intégralement payé leurs contributions et lance un appel à tous les Etats membres qui ne l'ont pas encore fait pour qu'ils payent leurs contributions;

3. Prend acte du travail accompli par les Vérificateurs externes et le Comité consultatif dans le cadre de l'évaluation et du contrôle des activités financières et de gestion du secrétariat de l'OUA;

4. Encourage le Secrétaire général à poursuivre les efforts qu'il a entrepris en vue de garantir une meilleure gestion des ressources financières, matérielles et humaines de l'Organisation;

5. Approuve le programme pour l'exercice 1987-1988 et adopte le budget de fonctionnement de l'Organisation de 23 211 575 dollars des Etats-Unis pour l'exercice financier 1987-1988;

6. Autorise le Secrétaire général à exécuter le budget et à résoudre, en consultation avec le Comité consultatif sur les questions administratives, budgétaires et financières, toutes les questions administratives et financières évoquées dans le rapport et les recommandations du Comité dans les limites des crédits approuvés au titre du budget, tel que stipulé au paragraphe 5 et conformément au règlement financier de l'OUA;

7. Demande au Comité consultatif de faire rapport annuellement au Conseil sur les questions administratives.

CM/Res.1076 (XLV)

Résolution sur le barème des contributions des Etats membres

Le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine, réuni en sa quarante-cinquième session ordinaire du 23 au 28 février 1987 à Addis-Abeba, Ethiopie,

Ayant examiné le rapport du Comité sur la révision du barème des contributions contenu dans le document CM/1413 (XLV),

Prenant note du rapport du Comité consultatif sur la question du barème des contributions,

Rappelant l'article XXIII de la Charte de l'OUA,

Rappelant en outre sa décision de remplacer l'ancien Comité ad hoc par un comité permanent tel que stipulé dans le document CM/Res.1066 (XLIV),

Convaincu que l'élargissement du Comité permettra à ce dernier de s'acquitter plus efficacement de sa tâche,

Conscient de l'urgente nécessité d'élaborer un barème de contributions acceptable par tous les Etats membres,

1. Prend note du rapport du Comité sur le barème des contributions;

2. Décide de porter de 6 à 14 le nombre des membres du Comité sur la base de la représentation régionale qui doit se faire de la façon suivante : Algérie, Angola, Cap-Vert, Éthiopie, Guinée, Kenya, Lesotho, Libéria, Malawi, Niger, Rwanda, Seychelles, Tunisie, Zaïre;

3. Demande au Comité sur le barème des contributions de poursuivre son travail et de proposer à la quarante-septième session ordinaire du Conseil des ministres un seul barème de contributions pour examen et adoption;

4. Lance une fois de plus un appel aux Etats membres qui ne l'ont pas encore fait pour qu'ils communiquent leurs données économiques et statistiques au secrétariat général avant la fin de juin 1987 afin de permettre au Comité d'établir un barème de contributions réaliste et acceptable pour tous les Etats membres de l'Organisation;

5. Décide que le barème de contributions adopté en 1981 sans la contribution du Maroc soit toujours appliqué en attendant l'adoption d'un nouveau barème.

CM/Res.1077 (XLV)

Résolution sur la réforme des structures de l'OUA

Le Conseil des Ministres de l'Organisation de l'unité africaine, réuni en sa quarante-cinquième session ordinaire à Addis-Abeba, Éthiopie, du 23 au 28 février 1987,

Rappelant sa décision prise à sa quarante et unième session ordinaire à Addis-Abeba en février 1984 relative à la création d'un comité ad hoc chargé de procéder à un examen exhaustif des conditions de travail de tout le personnel de l'Organisation et des autres conditions qui affectent le fonctionnement du secrétariat général,

Ayant à l'esprit les dispositions de la Charte de l'OUA qui autorise le Conseil à amender les fonctions et le règlement intérieur régissant le fonctionnement du secrétariat général,

Notant que le Comité n'a fait des recommandations que sur certains points de son mandat,

Conscient du fait que la question de la réforme des structures de l'OUA doit être examinée globalement en vue d'identifier les implications financières,

1. Prend note du travail effectué jusqu'ici par le Comité et invite le Comité à achever la tâche qui lui a été assignée et à remettre son rapport final à la quarante-septième session ordinaire du Conseil après avoir déterminé les incidences financières en consultation avec le Comité consultatif sur les questions administratives, budgétaires et financières.

CM/Res.1078 (XLV)

Résolution sur la célébration du vingt-cinquième anniversaire
de l'OUA

Le Conseil des Ministres de l'Organisation de l'unité africaine, réuni en sa quarante-cinquième session ordinaire du 23 au 28 février 1987, à Addis-Abeba, Ethiopie,

Ayant examiné la note du Secrétaire général sur la célébration du vingt-cinquième anniversaire de l'OUA, contenue dans le document CM/1423 (XLV),

Considérant qu'après un quart de siècle d'existence, le moment est venu pour l'OUA de faire le bilan de ses activités passées et de définir les grandes lignes pour les actions futures,

Désireux de célébrer cette occasion avec l'éclat qu'elle mérite au siège, dans les bureaux régionaux et dans les Etats membres,

Considérant les mesures prises au cours de la préparation du dixième anniversaire de l'OUA,

1. Adopte le programme proposé par le Secrétaire général dans sa note;
2. Décide que le thème sur lequel doivent porter les activités de cette célébration soit "Unité, solidarité, libération et développement";
3. Décide de maintenir le Comité d'organisation qui a été mis sur pied pour le dixième anniversaire et d'y inclure deux pays de l'Afrique australe; le Comité ainsi formé sera composé des Etats membres suivants : Botswana, Cameroun, Egypte, Ethiopie, Ghana, Mozambique, Nigéria, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie et Zambie;
4. Demande au Comité d'organisation de prendre toutes les mesures nécessaires pour sensibiliser l'opinion publique africaine et internationale sur la nécessité de promouvoir les idéaux du panafricanisme considérés comme conditions indispensables pour la paix et le développement;
5. Demande au secrétariat général de collaborer étroitement avec le Comité pour lui permettre de mener à bien la mission qui lui a été confiée;
6. Exhorte tous les Etats membres à apporter leur collaboration à l'exécution des programmes élaborés par le Comité qui a été créé à cette fin;
7. Invite le secrétariat à célébrer le vingt-cinquième anniversaire comme un événement de dimension mondiale en veillant à ce que les organisations non gouvernementales y participent;
8. Invite tous les Etats membres et les mouvements de libération à célébrer l'événement avec éclat.

Résolution sur le rapport de la sixième session ordinaire du
Comité directeur permanent

Le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine, réuni en sa quarante-cinquième session ordinaire du 23 au 28 février 1987, à Addis-Abeba, Ethiopie,

Ayant examiné le rapport de la sixième session ordinaire du Comité directeur permanent [document CM/1415 (LXV)] tenue du 8 au 12 décembre 1986, à Brazzaville, République populaire du Congo,

Réaffirmant l'engagement qu'il a pris de mettre en oeuvre le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990,

Ayant également examiné les mesures à prendre dans le cadre de la préparation des grandes négociations et conférences internationales,

Soulignant la nécessité pour tous les Etats membres et les organisations africaines de participer de manière effective à ces négociations et conférences en vue de sauvegarder les intérêts de l'Afrique ainsi que la nécessité pour les secrétariats de l'Organisation de l'unité africaine, de la Commission économique pour l'Afrique, de la Banque africaine de développement, du Centre africain d'études monétaires, etc., de fournir l'appui technique et logistique au cours de la préparation de ces négociations et conférences,

Ayant examiné les mesures prises par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies dans le cadre de la mise en oeuvre des décisions de la session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la situation critique de l'Afrique,

1. Adopte le rapport et les recommandations de la sixième session ordinaire du Comité directeur permanent [document CM/1415 (XLV)]; tout en soulignant la qualité exceptionnelle du rapport présenté;

2. Invite tous les Etats membres à mettre en oeuvre les recommandations du Comité en particulier celles relatives à l'exécution du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et du Programme d'action des Nations Unies et aux négociations et conférences internationales, et à faire rapport au Secrétaire général de l'OUA sur les mesures prises à cet effet avant la tenue de la quarante-sixième session ordinaire du Conseil des ministres;

3. Invite également tous les Etats membres à intensifier la campagne internationale pour l'imposition de sanctions globales et obligatoires contre le régime raciste d'Afrique du Sud et à faire rapport sur la mise en oeuvre des recommandations à la quarante-sixième session du Conseil;

4. Réaffirme le principe de la tenue d'une conférence internationale sur la dette extérieure de l'Afrique et la priorité à accorder à la recherche d'une

solution efficace au problème de la dette extérieure de l'Afrique et demande aux secrétariats de l'OUA, de la CEA, de la BAD et du CAEM d'accélérer les études techniques et les activités préparatoires entreprises sur cette question;

5. Se félicite de l'intention exprimée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de prendre des initiatives en vue du règlement du problème de la dette extérieure de l'Afrique, et invite le Secrétaire général de l'OUA et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à engager des consultations sur la possibilité d'intégrer ces initiatives aux activités du Comité intersecrétariats sur la dette extérieure de l'Afrique composé des secrétariats de l'OUA, de la CEA, de la BAD et du CAEM, et de coordonner leurs programmes en tenant compte des calendriers des réunions des institutions financières internationales;

6. Rend hommage au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour les mesures qu'il a prises dans le cadre du Comité directeur des Nations Unies pour assurer le suivi des sessions extraordinaires de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la situation économique critique de l'Afrique;

7. Rend un vibrant hommage à S. E. le Colonel Denis Sassou Nguesso, Président de la République du Congo, ainsi qu'au Gouvernement et au peuple congolais pour avoir abrité la sixième session du Comité directeur permanent à Brazzaville;

8. Demande au Secrétaire général de continuer à assurer le suivi et l'application des recommandations du Comité directeur permanent et d'en faire périodiquement rapport au Conseil.

CM/Res.1080 (XLV)

Résolution sur le Fonds spécial d'assistance d'urgence pour la
lutte contre la sécheresse et la famine en Afrique

Le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine, réuni en sa quarante-cinquième session ordinaire du 23 au 28 février 1987, à Addis-Abeba, Ethiopie,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur le Fonds spécial d'assistance d'urgence pour la lutte contre la sécheresse et la famine en Afrique [document CM/1422 (XLV)],

Rappelant la résolution AHG/Res. 133 (XX) et les résolutions CM/Res.962 (XLI) et CM/Res.1006 (XLII) relatives aux modalités de fonctionnement du Fonds,

Désireux d'intensifier la campagne de mobilisation de ressources au profit du Fonds en vue de lui permettre de répondre à ses objectifs fondamentaux,

1. Prend acte du rapport du Secrétaire général;

2. Lance à nouveau un appel à tous les Etats membres qui ne l'ont pas encore fait d'apporter des contributions volontaires au Fonds, et à ceux qui ont déjà fait des annonces de s'acquitter effectivement de leurs contributions;

3. Félicite le Secrétaire général de l'OUA pour les activités importantes entreprises au cours de la période écoulée pour faire connaître le Fonds à travers l'opinion publique africaine et internationale et lui demande de poursuivre ces efforts;

4. Invite tous les Etats membres à participer à la campagne de mobilisation de ressources financières au profit du Fonds;

5. Exprime sa gratitude aux pays non africains et aux Etats membres qui ont généreusement apporté des contributions en faveur des pays africains victimes de la sécheresse et de la famine;

6. Demande au Secrétaire général d'assurer le suivi des activités entreprises en collaboration avec les Etats membres bénéficiaires, dans le cadre de l'utilisation des subventions déjà accordées à ces Etats, et d'en faire rapport régulièrement au Comité directeur du Fonds, conformément aux critères et conditions d'octroi des subventions et/ou des prêts;

7. Remercie la Banque africaine de développement pour les efforts louables déployés dans le cadre de l'administration et la gestion du Fonds et en particulier pour les facilités mises en place pour le décaissement rapide des fonds en faveur des Etats membres bénéficiaires.

CM/Res.1081 (XLV)

Résolution sur le renforcement de la capacité d'intervention des institutions spécialisées de l'OUA

Le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine, réuni en sa quarante-cinquième session ordinaire du 23 au 28 février 1987, à Addis-Abeba, Ethiopie,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur les activités des institutions spécialisées de l'OUA (document CM/1406 (XLV) Partie IV),

Notant avec satisfaction les efforts consentis par le Secrétaire général et les institutions spécialisées de l'OUA en vue de mettre en oeuvre les dispositions de la Charte de l'Organisation, le Plan d'action et l'Acte final de Lagos ainsi que les déclarations subséquentes adoptées par les chefs d'Etat et de gouvernement sur le développement économique de l'Afrique,

Conscient de la nécessité de renforcer davantage la capacité d'intervention de ces institutions spécialisées en vue de mettre en oeuvre les activités et projets susceptibles de promouvoir la coopération entre pays membres de l'OUA, qui devraient être soutenus par les organismes de financement africains et non africains,

Considérant les accords de coopération conclus entre l'OUA et les organismes financiers,

Considérant la nécessité de promouvoir, le cas échéant, les accords similaires entre les institutions spécialisées de l'OUA et ces organismes,

1. Prie instamment les Etats membres :

a) D'honorer leurs obligations financières à l'égard des institutions spécialisées pour leur permettre de remplir les fonctions et les responsabilités qui leur sont assignées dans leurs domaines de compétence;

b) De fournir tout le soutien politique et logistique auxdites institutions;

2. Demande au Secrétaire général :

a) De tout mettre en oeuvre pour aider les institutions spécialisées de l'OUA à renforcer leur capacité d'intervention afin qu'elles puissent contribuer plus efficacement au raffermissement de la coopération entre les Etats membres, au redressement de leurs économies ainsi qu'au renforcement de la coopération entre elles et le secrétariat général;

b) D'encourager la mise en place au sein de ces institutions de mécanismes visant à répondre aux besoins des Etats membres en matière d'experts nécessaires à l'exécution des tâches requises dans la mise en oeuvre des projets nationaux et régionaux;

c) De fournir l'appui nécessaire aux institutions spécialisées de l'OUA au cours de leurs négociations avec les organismes de financement afin de faire de ces institutions spécialisées les agents d'exécution, et partant, favoriser l'utilisation de compétences africaines;

d) De faire périodiquement rapport au Conseil de l'application et du suivi de la présente résolution.

3. Demande en outre à toutes les institutions spécialisées de l'OUA de continuer à faire rapport au Conseil des ministres sur leurs activités par l'intermédiaire du Secrétaire général.

CM/Res.1082 (XLV)

Coopération afro-arabe

Le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine, réuni en sa quarante-cinquième session ordinaire du 23 au 28 février 1987, à Addis-Abeba, Ethiopie,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la coopération afro-arabe [document CM/1421 (XLV)],

Gardant à l'esprit les déclarations et le Programme d'action du premier Sommet afro-arabe tenu au Caire (Egypte), en mars 1977,

Réaffirmant son engagement à promouvoir les principes et les objectifs de la coopération afro-arabe,

1. Prend acte du rapport du Secrétaire général sur la coopération afro-arabe;

2. Félicite les deux secrétaires généraux de l'OUA et de la Ligue des Etats arabes pour les efforts déployés en vue de renforcer la coopération afro-arabe, et les exhorte à poursuivre ces efforts en vue de la convocation dans un proche avenir de la première session de la Conférence ministérielle afro-arabe conjointe;

3. Accepte les recommandations du Comité ad hoc chargé de la préparation de la Conférence ministérielle afro-arabe notamment le projet d'ordre du jour pour cette conférence et la nécessité de tenir la neuvième session de la Commission permanente pour la coopération afro-arabe à Ouagadougou (Burkina Faso) en avril 1987;

4. Félicite le Gouvernement du Burkina Faso et les deux secrétariats généraux OUA/Ligue des Etats arabes pour les dispositions prises pour l'organisation dans les meilleures conditions de la neuvième session de la Commission permanente pour la coopération afro-arabe et invite tous les Etats membres du Comité des Douze de l'OUA à apporter leur entière coopération pour le plein succès de cette réunion;

5. Remercie le Gouvernement de la République du Soudan pour son aimable invitation à abriter la première session de la Conférence ministérielle afro-arabe conjointe à Khartoum à une date qui sera fixée ultérieurement après consultations entre toutes les parties intéressées.

CM/Res.1083 (XLV)

Résolution sur les votes contre le projet de résolution S/18705
du 19 février 1987 du Conseil de sécurité relatif aux sanctions
sélectives obligatoires contre l'Afrique du Sud

Le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine, réuni en sa quarante-cinquième session ordinaire à Addis-Abeba, Ethiopie, du 23 au 28 février 1987,

Notant avec indignation que les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la République fédérale d'Allemagne ont une fois encore fait obstruction aux efforts de la communauté internationale en votant contre le projet de résolution S/18705 du 19 février 1987 du Conseil de sécurité,

Conscient du fait que ces votes contre le projet de résolution S/18705 du Conseil de sécurité constituent une preuve supplémentaire de la collusion de ces pays avec le régime d'apartheid et un mépris pour les appels lancés par l'Afrique en faveur des sanctions contre l'Afrique du Sud,

Réaffirmant que l'apartheid est un crime contre l'humanité et constitue une menace contre la paix et la sécurité internationales,

Réaffirmant en outre que l'intensification de la répression brutale et le massacre dont sont victimes les populations sans défense d'Afrique du Sud de la part du régime raciste soulèvent l'indignation de la communauté internationale tout entière opposée au système odieux de l'apartheid,

Rappelant les décisions de la Conférence de Paris sur les sanctions contre l'Afrique du Sud,

Rappelant en outre les décisions de la huitième session des chefs d'Etat et de gouvernement du Mouvement des pays non alignés,

Tenant compte des recommandations du Groupe des sages du Commonwealth demandant l'imposition de sanctions contre Pretoria,

1. Condamne énergiquement les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la République fédérale d'Allemagne pour leur vote contre le projet de résolution S/18705 du 19 février 1987 relative aux sanctions sélectives obligatoires contre l'Afrique du Sud ainsi que leur opposition constante aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies préconisant l'adoption de sanctions globales et obligatoires contre le régime raciste d'apartheid conformément aux dispositions du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies;

2. Déclare que les votes des Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni et de la République fédérale d'Allemagne contre la résolution du Conseil de sécurité constituent un acte d'hostilité envers les Etats membres de l'Organisation de l'unité africaine;

3. Lance un appel à la communauté internationale, en particulier aux peuples des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de France, de la République fédérale d'Allemagne et du Japon pour qu'ils intensifient la campagne en faveur des sanctions globales et obligatoires contre l'Afrique du Sud;

4. Félicite les membres non africains du Conseil de sécurité qui ont voté en faveur de la résolution S/18705 du 19 février 1987;

5. Se félicite des sanctions que certains Etats de la communauté internationale ont volontairement adoptées contre l'Afrique du Sud;

6. Lance un appel en faveur du démantèlement immédiat du système d'apartheid qui nécessite un soutien accru de la communauté internationale en faveur des sanctions globales et obligatoires et du désinvestissement ainsi que l'intensification de la lutte armée.

* Réserves émises par la Côte d'Ivoire, l'Egypte et la Tunisie.

Résolution sur la situation des réfugiés en Afrique

Le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine, réuni en sa quarante-cinquième session ordinaire, à Addis-Abeba, Ethiopie, du 23 au 28 février 1987,

Ayant examiné minutieusement le rapport du Secrétaire général sur les activités du secrétariat général relatives à la situation des réfugiés en Afrique, ainsi que le rapport sur les activités de la Commission des Quinze de l'OUA sur les réfugiés,

Considérant que des réfugiés continuent d'affluer dans différentes parties du continent et de constituer un fardeau supplémentaire pour les pays d'asile, en particulier pour les Etats de la ligne de front et les autres Etats voisins de l'Afrique du Sud raciste,

Notant en outre avec une vive préoccupation la destruction des infrastructures sociales et économiques des pays de la ligne de front et dans d'autres pays de la région par les activités de ces bandits armés et par les attaques militaires des forces de sécurité du régime raciste,

Rappelant les différentes résolutions de l'OUA, en particulier la résolution CM/Res.987 (XLII) sur l'adhésion à la Convention des Nations Unies de 1951 sur les réfugiés et son Protocole de 1967, à la Convention de l'OUA de 1969 régissant les aspects spécifiques des problèmes des réfugiés en Afrique ainsi que les principes énoncés dans la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples de 1981,

Notant avec satisfaction l'entrée en vigueur en octobre 1986 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples,

Rappelant l'article premier de la Convention de l'OUA de 1969 régissant les aspects spécifiques des problèmes des réfugiés en Afrique, la recommandation No 2 de la Conférence d'Arusha de 1979 relative à la définition du terme réfugié et de son statut ainsi que la résolution CM/Res.727 (XXXIII) concernant la Conférence d'Arusha sur les réfugiés,

Rappelant l'article 11 6) de la Convention de l'OUA de 1969 régissant les aspects spécifiques des problèmes des réfugiés en Afrique qui stipule que pour des raisons de sécurité, les pays d'asile devront, autant que possible, installer les réfugiés à une distance raisonnable des frontières de leur pays d'origine,

Rappelant en outre l'article III de la Convention de l'OUA de 1969 régissant les aspects spécifiques des problèmes des réfugiés en Afrique et la résolution AHG/Res.26 (II) sur l'engagement des Etats membres à mener une politique humanitaire en faveur des réfugiés, particulièrement sur la nécessité d'empêcher les réfugiés résidant dans les Etats membres respectifs d'entreprendre toute activité militaire ou politique susceptible de compromettre les bonnes relations entre les pays d'asile et le pays d'origine, sans porter préjudice aux droits des peuples sous domination coloniale et victimes de l'apartheid,

Réaffirmant une fois de plus l'article V de la Convention de l'OUA de 1969 régissant les aspects spécifiques des problèmes des réfugiés en Afrique ainsi que les différentes résolutions de l'OUA demandant aux Etats membres d'encourager les rapatriements volontaires considérés comme la solution la plus souhaitable aux problèmes des réfugiés,

Rappelant la résolution CM/Res.1040 (XLIV) sur la nécessité de rassembler les données statistiques fiables et exactes sur les populations des réfugiés et des rapatriés volontaires, et la nécessité pour les Etats membres d'incorporer dans leurs plans nationaux de développement à moyen et long terme la formulation et l'exécution de programmes en faveur des réfugiés et des rapatriés volontaires afin de permettre une intégration harmonieuse des avantages mutuels et une interaction sociale entre les nationaux et les réfugiés,

Notant le risque que représentent pour la sécurité des réfugiés, des travailleurs dans les camps des réfugiés et des citoyens des pays d'asile, les actes militaires et autres actes d'hostilité à l'intérieur et à l'extérieur des camps de réfugiés ainsi que dans leur voisinage immédiat,

Notant avec préoccupation qu'en dépit de nombreuses résolutions de l'OUA, certains Etats membres continuent à exiger des frais d'études spéciaux aux réfugiés qui fréquentent leurs établissements scolaires et conscient de la nécessité pour la Commission des Quinze de l'OUA sur les réfugiés de poser aux Etats membres, lors de ses missions d'enquête sur le terrain en 1987, la question des frais d'études spéciaux, de la fourniture des infrastructures, de réinstallation et d'enseignement en faveur des réfugiés,

Notant en outre avec satisfaction les activités louables entreprises par la communauté internationale en particulier le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et les agences bénévoles en faveur des réfugiés,

1. Prend acte du rapport du Secrétaire général sur les activités du secrétariat général eu égard à la situation des réfugiés en Afrique;
2. Adopte le rapport sur les activités de la Commission des Quinze de l'OUA sur les réfugiés;
3. Félicite les Etats membres qui continuent d'accueillir les réfugiés et de subvenir à leurs besoins;
4. Se déclare solidaire des Etats membres de l'OUA voisins de l'Afrique du Sud raciste, et leur exprime en outre la reconnaissance de l'Afrique pour les sacrifices que ces Etats continuent de consentir pour offrir l'asile et la sécurité aux réfugiés qui fuient les actes de banditisme de l'Afrique du Sud raciste et de ses agents;
5. Invite une fois de plus les Etats membres de l'OUA à fournir d'urgence une assistance matérielle et financière accrue aux Etats de la ligne de front et autres Etats voisins de l'Afrique du Sud raciste pour leur permettre de subvenir de manière adéquate aux besoins des réfugiés;

6. Invite instamment les Etats membres à examiner sérieusement la possibilité de fournir des facilités de transit et de réinstallation aux réfugiés d'Afrique australe dont la sécurité est menacée;

7. Félicite les Etats membres qui ont ratifié la Convention des Nations Unies de 1951 et son Protocole de 1967, la Convention de l'OUA de 1969 sur les réfugiés et, spécialement, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et prie instamment ceux d'entre eux qui ne l'ont pas encore fait de ratifier dès que possible ces instruments juridiques concernant les réfugiés;

8. Invite les Etats membres qui n'abritent pas un grand nombre de réfugiés, à apporter leur assistance à d'autres pays surchargés par la présence des réfugiés en vue de permettre à ces pays de disposer d'infrastructures adéquates pour leur installation, leur placement et leur éducation et ce, sur la base des principes de solidarité et de partage du fardeau;

9. Invite les Etats membres à adhérer aux règles établies définissant le statut des réfugiés conformément à la Convention de 1951 sur les réfugiés et à la Convention de 1969 de l'OUA régissant les aspects spécifiques du problème des réfugiés en Afrique;

10. Demande aux Etats membres d'installer les réfugiés dans des camps situés à des distances raisonnables des frontières de leur pays d'origine;

11. Invite les Etats membres à faire respecter le caractère civil des camps de réfugiés;

12. Lance un appel aux Etats membres pour qu'ils s'efforcent de mettre en place des conditions devant favoriser le rapatriement volontaire des réfugiés, dès que les raisons qui ont entraîné la demande d'asile disparaissent;

13. Prie instamment les Etats membres qui accueillent des réfugiés de permettre aux organisations apolitiques, indépendantes, neutres et humanitaires, en particulier le HCR, d'avoir un accès libre aux camps de réfugiés dans le respect des conventions internationales pertinentes et de la législation nationale des pays d'accueil afin de permettre à ces organisations d'aider les gouvernements à vérifier le nombre, le statut et les besoins réels des personnes sollicitant le statut de réfugiés;

14. Demande aux Etats membres d'assurer la sécurité et la protection nécessaires aux réfugiés et aux travailleurs réfugiés contre tout acte d'agression quelle que soit son origine à l'intérieur ou à l'extérieur des camps de réfugiés;

15. Invite les Etats membres, en collaboration avec le Secrétariat de l'OUA, le HCR, le PNUD et les autres organisations humanitaires compétentes, à prendre les mesures nécessaires pour incorporer dans leurs plans nationaux des programmes en faveur des réfugiés et à prendre des mesures en vue de faciliter la réinsertion des rapatriés volontaires dans leur société d'origine;

16. Prie instamment en outre les Etats membres qui continuent à faire payer aux réfugiés des frais d'études spéciaux dans leurs établissements scolaires à prendre sans délai les mesures qui s'imposent pour supprimer ces frais d'études spéciaux;

17. Demande à la Commission des Quinze de l'OUA sur les réfugiés de s'occuper de toutes les questions relatives au partage du fardeau, en particulier en ce qui concerne les infrastructures dans les domaines de la réinstallation, du placement et de l'éducation en faveur des réfugiés, et ce, en collaboration avec les Etats membres concernés lors des missions d'enquête sur le terrain qu'entreprendra la Commission dans ces Etats, et faire rapport sur les résultats de ces consultations à la quarante-sixième session du Conseil des ministres de juillet 1987;

18. Demande à la communauté internationale, en particulier au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés d'accroître au maximum son assistance en faveur des réfugiés;

19. Demande au Secrétaire général de poursuivre les contacts déjà entrepris auprès des pays membres de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe en vue de la tenue effective de la Conférence internationale sur la situation des réfugiés en Afrique australe, conférence à laquelle devraient participer tous les Etats africains et organisations internationales telles que le HCR, le PNUD et autres organisations.

CM/Res.1085 (XLV)

Résolution sur la situation au Moyen-Orient

Le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine réuni, en sa quarante-cinquième session ordinaire à Addis-Abeba, Ethiopie, du 23 au 28 février 1987,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine sur le Moyen-Orient contenu dans le document CM/1419 (XLV),

Guidé par les principes et les objectifs stipulés dans les Chartes de l'Organisation de l'unité africaine et des Nations Unies ainsi que par la détermination commune des peuples africains et arabes à lutter ensemble pour la sauvegarde de leur liberté,

Rappelant les résolutions successives adoptées par les sessions précédentes de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement et du Conseil des ministres de l'OUA sur la situation au Moyen-Orient,

Rappelant également les nombreuses recommandations et résolutions adoptées par les diverses conférences du Mouvement des non-alignés concernant la situation au Moyen-Orient,

Notant avec une vive préoccupation, qu'en dépit des multiples résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies, le Conseil de sécurité et l'Organisation de l'unité africaine demandant instamment à Israël de se retirer des territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, Israël non seulement persiste dans son refus d'appliquer ces résolutions, mais continue de pratiquer sa politique d'expansionnisme et d'occupation,

Déplorent l'obstruction systématique opposée par Israël à tous les efforts déployés pour parvenir à une solution pacifique du problème palestinien,

Pleinement conscient du fait que le soutien accordé à Israël par certaines puissances, en particulier les Etats-Unis d'Amérique, lui permet de poursuivre ses actes d'agression et l'encourage à perpétrer des actes de terrorisme et d'occupation illégale d'une partie des territoires de la région,

Notant avec préoccupation que l'alliance entre le régime sioniste d'Israël et le régime d'apartheid d'Afrique du Sud vise à poursuivre la politique de terrorisme et de liquidation, d'une part, des Palestiniens et des Arabes dans les territoires occupés, et d'autre part, de la population noire, largement majoritaire en Afrique du Sud et en Namibie,

1. Réaffirme toutes les résolutions précédemment adoptées par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement et le Conseil des ministres de l'OUA ainsi que son soutien total et effectif au peuple palestinien sous la direction dynamique de son seul et légitime représentant, l'Organisation de libération de la Palestine;

2. Réaffirme également son soutien total aux pays arabes victimes de l'agression israélienne, ainsi qu'au peuple de la Palestine dans leur lutte légitime visant à recouvrer leurs droits usurpés et leurs territoires occupés;

3. Condamne vigoureusement l'implantation par Israël de colonies de peuplement en Palestine et dans les autres territoires occupés ainsi que la judaïsation de la ville de Jérusalem et sa proclamation comme capitale d'Israël.

4. Se félicite des efforts courageux déployés par le peuple libanais face à l'agression sioniste israélienne et condamne avec force les agressions perpétrées contre le Liban et les camps palestiniens;

5. Recommande aux Etats membres de renouveler leur ferme détermination à ne pas établir ou rétablir des relations diplomatiques avec Israël, complice naturel et inconditionnel du régime raciste d'Afrique du Sud*;

6. Condamne vigoureusement tous les accords conclus séparément et tous les engagements pris individuellement qui constituent une violation flagrante des

* Le Zaïre a émis des réserves sur le paragraphe 5.

Le Cameroun a émis des réserves sur les paragraphes 4, 5 et 6 du dispositif.

La Côte d'Ivoire a émis des réserves sur cette résolution.

droits du peuple palestinien de retourner dans sa patrie, d'exercer son droit à l'autodétermination et à la souveraineté totale sur son territoire;

7. Condamne fermement l'installation par Israël de missiles nucléaires sur les hauteurs du Golan et le désert du Néguev, installation qui, non seulement représente une menace directe pour les pays arabes mais également pour la paix et la sécurité en Afrique;

8. Condamne énergiquement Israël, la force d'occupation, pour ne s'être pas conformé aux dispositions de la quatrième Convention de Genève du 12 août 1949 relative à la protection des civils en temps de guerre;

9. Demande instamment à Israël de mettre fin immédiatement à son occupation illégale du Sud-Liban et considère nulle et non avenue toute mesure prise par Israël dans les territoires arabes occupés visant à l'exploitation de leurs ressources et demande à tous les Etats, à toutes les organisations internationales et aux organismes d'investissement de ne pas reconnaître l'autorité d'Israël dans lesdits territoires, et de ne pas coopérer avec lui, sous quelque forme que ce soit, pour exploiter les richesses et les sources d'énergie de ces territoires;

10. Lance un appel pressant à la communauté internationale pour qu'elle exerce sur Israël une pression efficace à tous les niveaux afin de l'obliger à se conformer aux décisions de la communauté internationale;

11. Réitère sa demande au Conseil de sécurité de prendre les mesures nécessaires pour obliger Israël à mettre un terme à son occupation des territoires arabes et palestiniens, et aider le peuple palestinien à exercer ses droits nationaux, conformément aux recommandations adoptées par le Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien;

12. Demande au Secrétaire général de l'OUA de suivre l'évolution de la situation au Moyen-Orient et d'en faire rapport à la prochaine session ordinaire du Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine.

CM/Res.1086 (XLV)

Résolution sur la question de Palestine

Le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine réuni, en sa quarante-cinquième session ordinaire à Addis-Abeba, Ethiopie, du 23 au 28 février 1987,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine sur la question palestinienne contenu dans le document CM/1419 (XLV),

Rappelant les résolutions adoptées par les précédentes sessions du Conseil des ministres et la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA sur le problème du Moyen-Orient et sur la question palestinienne,

Guidé par les principes et les objectifs de l'OUA et de l'ONU et par la cause commune que constitue la lutte contre le sionisme et le racisme pour la liberté, l'indépendance et la paix,

Rappelant que la question palestinienne est au centre du conflit du Moyen-Orient et que l'OLP est le seul représentant légitime du peuple palestinien,

Réitérant les décisions pertinentes de l'OUA faisant de la question palestinienne une cause tant arabe qu'africaine,

Conscient de la gravité de la situation actuelle due à l'occupation continue par Israël des territoires palestiniens et arabes, son refus de respecter les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité des Nations Unies, sa volonté délibérée d'implanter des colonies de peuplement dans les territoires arabes occupés, notamment à Jérusalem, modifiant ainsi les caractéristiques géographiques, démographiques et socio-culturelles de la Palestine,

Vivement préoccupé par la dangereuse escalade des actions menées par Israël à l'intérieur des territoires palestiniens arabes occupés, telles que l'implantation de nouvelles colonies de peuplement, l'intensification des mesures arbitraires contre la population arabe menacée dans ses biens et dans sa sécurité, la violation flagrante des lieux saints, la pression continue exercée sur les établissements scolaire et universitaires arabes à l'intérieur des territoires occupés,

Réaffirmant en outre qu'une paix juste et durable ne peut être réalisée que par l'exercice par le peuple palestinien de ses droits inaliénables, notamment son droit au retour dans sa patrie, le recouvrement de sa souveraineté nationale, son droit à l'autodétermination et son droit de créer sur son territoire un Etat indépendant,

Réaffirmant la légitimité du combat du peuple palestinien sous le commandement de l'Organisation de libération de la Palestine pour la récupération de ses territoires et le plein exercice de ses droits nationaux,

Tenant compte des recommandations du Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et vivement préoccupé par l'alliance entre le régime sioniste d'Israël et le régime raciste d'Afrique du Sud dont l'objectif est d'intensifier les actes de terrorisme et de génocide contre les peuples de Palestine et d'Afrique du Sud,

1. Réaffirme toutes les précédentes résolutions sur la question palestinienne, réitère son soutien indéfectible au peuple palestinien sous la direction de son seul représentant légitime, l'OLP, et réaffirme le droit du peuple de poursuivre la lutte sous toutes les formes, politique et militaire, et par tous les moyens pour libérer son territoire occupé et recouvrer ses droits nationaux inaliénables, notamment le droit au retour à la patrie, le droit à l'autodétermination et à la création d'un Etat indépendant sur son territoire;

2. Condamne :

a) Toutes manoeuvres et formules visant à empêcher le peuple palestinien d'exercer ses droits à l'autodétermination, de réaliser ses aspirations nationales au retour à sa patrie et d'exercer sa liberté et sa souveraineté totales;

b) Toute initiative, mesure ou accord qui ne tienne pas compte des aspirations du peuple palestinien et de son seul représentant légitime, l'Organisation de libération de la Palestine (OLP); considère tout accord sur la question palestinienne sans la participation de l'Organisation de libération de la Palestine comme nul et non avenu;

c) Les politiques expansionnistes menées par Israël tendant à imposer le fait accompli dans les territoires occupés; condamne aussi la politique d'expansion et d'établissement de colonies de peuplement et d'expropriation des terres et d'émigration forcée de la population autochtone, les actes de génocide collectifs ou individuels afin de modifier les caractéristiques démographiques du territoire;

d) La politique israélienne d'expulsion des dirigeants et des penseurs du peuple palestinien ainsi que d'autres peuples arabes et en particulier du peuple libanais;

e) Les actions expansionnistes, colonialistes, racistes et terroristes perpétrées par Israël contre le peuple palestinien et le peuple libanais;

f) La collusion entre le régime sioniste d'Israël et le régime raciste d'Afrique du Sud.

3. Invite tous les Etats membres à intensifier leurs efforts en vue de faire face à ce danger et de renforcer la lutte contre le sionisme, l'apartheid et l'impérialisme. A cet effet, il demande aux Etats membres de l'OUA et de la Ligue des Etats arabes d'inscrire à l'ordre du jour de leurs prochaines sessions un point intitulé "Collusion entre l'Afrique du Sud et Israël";

4. Lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle intensifie davantage sa pression sur Israël dans tous les domaines afin de l'obliger à se conformer à la Charte des Nations Unies et aux résolutions adoptées sur la question palestinienne, souligne l'importance des efforts déployés par le Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et invite le Conseil de sécurité à appliquer les recommandations de ce comité adoptées par l'Assemblée générale;

5. Invite le Conseil de sécurité à prendre les mesures effectives pour la garantie de l'exercice par le peuple palestinien de ses droits nationaux imprescriptibles reconnus par l'Assemblée générale des Nations Unies et considère que la résolution 242 du Conseil de sécurité du 22 novembre 1967 ne garantit pas l'avenir du peuple palestinien et ses droits imprescriptibles, pas plus qu'elle ne fournit une base pour une solution juste à la question palestinienne;

6. Appuie fermement le Plan de paix arabe adopté lors du douzième Sommet arabe tenu à Fez, le 9 septembre 1982, qui constitue une contribution importante à la recherche d'un règlement juste, global et durable au conflit du Moyen-Orient, tout comme il demande l'application de la résolution 39/49 du 11 décembre 1984 de l'Assemblée générale relative à la tenue d'une conférence internationale pour la paix au Moyen-Orient; et invite les Etats membres à tout mettre en oeuvre pour l'application de ladite résolution*;

7. Félicite le Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien pour les efforts qu'il déploie en vue de la restauration des droits inaliénables du peuple palestinien;

8. Demande au Secrétaire général de l'OUA de suivre l'évolution de la question palestinienne et d'en faire rapport à la prochaine session ordinaire du Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine.

CM/Res.1087 (XLV)

Résolution sur la situation dans les camps palestiniens au Liban

Le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine, réuni en sa quarante-cinquième session ordinaire à Addis-Abeba, Ethiopie, du 23 au 28 février 1987,

S'inspirant des principes de la Charte de l'OUA,

Réaffirmant son appui indéfectible à la lutte du peuple palestinien en vue de l'aider à recouvrer ses droits nationaux inaliénables,

Exprimant sa vive préoccupation devant les événements tragiques qui se déroulent dans les camps palestiniens et qui ont pour but de détruire et d'éliminer ces camps, ainsi que de disperser leurs habitants par la force, conformément à un plan bien tracé, visant à les réimplanter dans un "autre pays" et dans le cadre d'un complot ourdi contre le peuple palestinien, contre sa juste cause et contre l'Organisation de libération de la Palestine, seul représentant légitime du peuple palestinien,

Exprimant sa forte indignation devant la poursuite du siège des camps palestiniens, le bombardement incessant de ces camps par toutes sortes d'armements massacrant et blessant des milliers de leurs habitants, dont des enfants, des femmes et des vieillards privés de médicaments, de provisions d'eau et d'électricité; sans parler des enlèvements, des détentions et des assassinats, alors que parallèlement les forces israéliennes continuent d'effectuer des raids sur ces camps qu'elles bombardent par voie maritime, terrestre et aérienne, y causant un horrible massacre, suivant une stratégie préétablie et préparée depuis des années, au mépris de la conscience internationale,

* La Libye a exprimé des réserves sur le paragraphe 6 du dispositif.

S'inspirant des résolutions des Nations Unies sur la protection des réfugiés palestiniens dans les pays arabes d'accueil, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des Conventions de Genève de 1949,

1. Condamne vigoureusement le siège des camps palestiniens au Liban et les massacres inhumains perpétrés contre la population civile innocente;

2. Demande :

a) Un cessez-le-feu immédiat et l'arrêt de tous les actes d'agression contre les camps palestiniens;

b) Un arrêt total du siège imposé aux camps palestiniens et la possibilité d'assurer l'assistance médicale et de fournir les denrées alimentaires essentielles aux habitants de ces camps;

c) Le retour à leurs camps de tous les Palestiniens déplacés et enlevés ainsi que la reconstruction de ces camps;

3. Lance un appel à l'Organisation des Nations Unies pour qu'elle décide des mesures nécessaires à la protection des camps palestiniens en tenant pleinement compte de la souveraineté du Liban;

4. Demande au Président du Conseil et au Secrétaire général de l'OUA de déployer tous les efforts, en coopération avec d'autres organisations et institutions internationales, notamment la Ligue des Etats arabes, en vue de mettre en oeuvre la présente résolution;

5. Demande au Secrétaire général de l'OUA de soumettre un rapport sur la mise en oeuvre de cette résolution à la quarante-sixième session ordinaire du Conseil des ministres de l'OUA.

CM/Res.1088 (XLV)

Résolution sur la candidature de M. Mohamed Bedjaoui au poste de
juge à la Cour internationale de Justice

Le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine, réuni en sa quarante-cinquième session ordinaire à Addis-Abeba, du 23 au 28 février 1987,

Tenant compte de l'importance que revêt la Cour internationale de Justice en tant qu'instance judiciaire suprême pour l'évolution du droit international et la promotion de rapports égaux et pacifiques entre nations,

Ayant examiné les recommandations du Comité ministériel des candidatures relatives aux candidatures internationales,

Considérant la contribution du juge M. Bejdaoui à la codification du droit international,

1. Prend acte avec satisfaction de la décision du groupe national ad hoc algérien de présenter la candidature de M. Mohamed Bedjaoui au poste de juge à la Cour internationale de Justice lors de la quarante-deuxième session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies;
2. Approuve les recommandations du Comité ministériel des candidatures sur cette question;
3. Demande à tous les Etats membres de l'OUA d'apporter leur plein appui à cette candidature et prie le Secrétaire général de l'OUA de prendre les initiatives appropriées pour assurer l'élection du candidat.

CM/Res.1089 (XLV)

Résolution sur la candidature du docteur Godwin Olu Patrick Obasi comme secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale

Le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine réuni en sa quarante-cinquième session ordinaire à Addis-Abeba, Ethiopie, du 23 au 28 février 1987,

Considérant l'importance capitale de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) dans le développement,

Ayant examiné les recommandations du Comité ministériel sur les candidatures aux postes dans les organisations internationales,

Rappelant l'approbation à sa trente-septième session ordinaire de la candidature du professeur Obasi, en tant que candidat de l'Afrique au poste de Secrétaire général de l'OMM et l'élection/la nomination subséquente de ce dernier à ce poste,

Conscient de la capacité de dirigeant du professeur Obasi et de ses réalisations à ce poste,

Se félicitant de la décision du dixième Congrès météorologique mondial de réélire le professeur Obasi pour un nouveau mandat de quatre ans,

1. Adopte les recommandations du Comité ministériel des candidatures aux postes dans les organisations internationales relatives à ce sujet;
2. Se félicite de la décision du dixième Congrès météorologique mondial de réélire le professeur Obasi au poste de secrétaire général de l'OMM;
3. Accepte le professeur Obasi comme candidat de l'Afrique au poste de secrétaire général de l'OMM;
4. Invite tous les Etats membres de l'OUA à soutenir pleinement la candidature du professeur Obasi et demande au Secrétaire général de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer l'élection du candidat africain.

CM/Res.1090 (XLV)

Motion de remerciement

Le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine, réuni en sa quarante-cinquième session ordinaire à Addis-Abeba, du 23 au 28 février 1987,

Se félicitant des excellents moyens mis à sa disposition qui ont grandement contribué au succès et au bon déroulement des travaux de la quarante-cinquième session ordinaire dans l'esprit de la fraternité et de la solidarité africaine,

Se félicitant en outre de la compétence et du sérieux avec lesquels la Présidente a dirigé les travaux de la présente session,

Notant le caractère important que revêt la quarante-cinquième session et la façon dont les problèmes vitaux et brûlants qui affectent le continent ont été examinés,

1. Exprime sa profonde gratitude au Gouvernement et au peuple frère de l'Ethiopie socialiste pour l'accueil chaleureux et typiquement africain réservé aux délégations des Etats membres de l'OUA;
2. Exprime en outre ses vifs remerciements à S. E. le camarade Mengistu Haile Mariam, Secrétaire général du Comité central du Parti des travailleurs de l'Ethiopie et Président du Conseil administratif militaire provisoire, Commandant en chef des forces armées de l'Ethiopie socialiste pour le discours liminaire prononcé en son nom par le camarade Berhanu Bayih, membre du Bureau politique du Comité central du parti des travailleurs d'Ethiopie et Ministre des affaires étrangères de l'Ethiopie socialiste;
3. Félicite chaleureusement la Présidente du Conseil, l'honorable docteur G. K. T. Chiepe, Ministre des affaires étrangères du Botswana, pour la compétence et le sérieux avec lesquels elle a dirigé les travaux de la présente session;
4. Remercie et félicite le Secrétaire général et son personnel pour les rapports clairs, complets et détaillés qu'ils ont présentés au Conseil et pour le dévouement à la tâche qu'ils n'ont cessé de manifester tout au long de cette session.



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/42/293
13 mai 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-deuxième session
Point 84 de la liste préliminaire*

ACTIVITES OPERATIONNELLES POUR LE DEVELOPPEMENT

Lettre datée du 21 avril 1987, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent de la Thaïlande auprès de l'Organisation
des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-inclus le texte du discours prononcé le 21 avril 1987 par S. E. le général Prem Tinsulanonda, Premier Ministre de la Thaïlande, pour ouvrir officiellement la quarante-troisième session de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, qui marque aussi le quarantième anniversaire de la Commission (voir annexe). Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document officiel de l'Assemblée générale au titre du point 84 de la liste préliminaire.

Le Représentant permanent,

(Signé) M. L. Birabhongse KASEMSRI

* A/42/50 et Corr.1.

ANNEXE

Discours prononcé le 21 avril 1987 par le Premier Ministre de
la Thaïlande pour ouvrir officiellement la quarante-troisième
session de la Commission économique et sociale pour l'Asie et
le Pacifique

J'aimerais tout d'abord, au nom du Gouvernement et du peuple thaïlandais, souhaiter la bienvenue à tous les distingués délégués ici présents.

C'est pour moi un grand honneur d'être aujourd'hui parmi vous et d'ouvrir officiellement la quarante-troisième session annuelle de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, qui marque le quarantième anniversaire de la Commission. Tout au long de ces 40 ans, la CESAP a joué un rôle appréciable dans le développement économique et social des pays de la région. De plus, elle a su s'adapter aux changements, tenir compte des conditions nouvelles et répondre aux besoins de ses membres. Elle a aussi imprimé un nouvel élan à leur action concertée pour construire un monde meilleur. En effet, la CESAP s'est associée, dès leur mise en train, à la réalisation de nombreux projets régionaux, notamment la Banque asiatique de développement, la Télécommunauté de l'Asie et du Pacifique et la Société asiatique de réassurance.

La CESAP a déjà nombre de réussites à son actif, mais plus rude encore est la tâche qui l'attend. C'est pourquoi je pense que cette session commémorative vient à point nommé pour évaluer sans complaisance nos activités passées. C'est aussi l'occasion de regarder vers l'avenir et d'élaborer de nouvelles lignes directrices pour nos travaux futurs.

Le principal thème de la présente session s'intitule "Problèmes, politiques et perspectives de valorisation des ressources humaines" ou, en termes plus accessibles, comment contribuer à relever le niveau de compétence et la qualité de vie de nos peuples. A cet égard, j'aimerais citer, pour l'exemple, le roi de Thaïlande, S. M. Bhumibol Adulyadej, dont le soixantième anniversaire coïncide également avec les 40 ans de la CESAP, car Sa Majesté a toujours eu pour premier souci le bien-être de son peuple.

Les multiples projets d'importance dont Sa Majesté a eu l'initiative et qui ont bénéficié de son soutien actif vont de la création des pluies artificielles et de zones d'irrigation au progrès de l'éducation et aux soins de santé, et ils témoignent de l'intérêt que notre souverain n'a cessé de porter à l'amélioration de la situation économique et sociale du peuple thaïlandais. Plusieurs de ces projets ont non seulement contribué à relever le niveau de vie des Thaïlandais mais ils ont aussi apporté des connaissances nouvelles et des renseignements utiles que les organismes publics et les villageois eux aussi n'ont pas manqué de mettre à profit dans le cadre de projets analogues. En outre, les données d'expérience et les clartés nouvelles ainsi mises au service du développement économique et social - notamment dans le secteur agricole, pilier de l'économie dans la plupart des pays de la région - ont été répertoriées et sont maintenant à la disposition des pays membres de la CESAP.

L'oeuvre de Sa Majesté ainsi que son dévouement au mieux-être économique et social des Thaïlandais représentent une source d'inspiration pour le Gouvernement royal thaïlandais, soucieux qu'il est de travailler pour le bien de tous les Thaïlandais et de réaliser les idéaux et les objectifs que partagent les pays de la région.

Les progrès accomplis depuis 40 ans sont considérables. Avec le même courage, la même conviction et le même espoir, dont nous avons donné tant de preuves, préparons maintenant ensemble l'avenir. Il nous faut puiser la force nécessaire dans nos réalisations passées et poursuivre avec lucidité les tâches qui s'imposent à nous pour assurer la prospérité et le bien-être des habitants de notre région.

Je voudrais, en cette occasion propice, adresser mes félicitations chaleureuses à la Commission, la complimenter de ses réalisations, et exprimer l'espoir qu'elle continuera sans relâche, durant les années qui viennent, à encourager le progrès économique et social des habitants de cette région.

J'ai l'honneur de déclarer ouverte la quarante-troisième session annuelle de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, et aussi de vous souhaiter un plein succès dans vos travaux et un agréable séjour en Thaïlande.

Je vous remercie.



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/42/295
22 mai 1987
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-deuxième session
Points 117 et 121 de la liste préliminaire*

PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1988-1989

CORPS COMMUN D'INSPECTION

Les problèmes et les coûts du stockage dans les organismes
des Nations Unies

Observations du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de soumettre à l'Assemblée générale ses observations sur le rapport du Corps commun d'inspection intitulé "Les problèmes et les coûts du stockage dans les organismes des Nations Unies" (A/41/806 et Corr.1).

* A/42/50 et Corr.1.

ANNEXE

Observations du Secrétaire général

I. INTRODUCTION

1. De l'avis du Secrétaire général, le rapport du Corps commun d'inspection intitulé "Les problèmes et les coûts du stockage dans les organismes des Nations Unies" représente une analyse particulièrement intéressante des conditions, dans lesquelles s'effectue le stockage de la documentation, du matériel et des fournitures, des collections des bibliothèques, des dossiers et des archives dans les organismes des Nations Unies, ainsi que de l'évolution prévue de la situation à cet égard. Les inspecteurs, procédant à un examen exhaustif et pénétrant de cette question, ont appelé l'attention sur les nombreux facteurs interdépendants qui doivent être pris en considération lors de toute tentative visant à résoudre les problèmes liés au stockage des différentes catégories d'articles considérées. Face aux multiples problèmes qui se posent dans ce domaine, une série de recommandations judicieuses et pratiques a été présentée et, en appelant l'attention sur le potentiel qu'offre l'utilisation des systèmes à disques optiques, les inspecteurs ont apporté une contribution particulièrement opportune.

2. Dans les paragraphes qui suivent, le Secrétaire général présente ses observations sur les recommandations figurant au paragraphe 88 du rapport des inspecteurs. Les réactions des organismes intéressés des Nations Unies seront prises en considération dans les observations du Comité administratif de coordination, qui seront publiées en tant qu'additif 1 au présent document.

3. Il convient de noter certains éléments postérieurs à la date de publication du rapport (novembre 1986) qui ne sont pas sans effet sur les recommandations du Corps commun d'inspection. En particulier, la crise financière de l'Organisation se poursuit sans changement notable depuis 1987, ce qui a pour effet d'empêcher tout redéploiement important des ressources au cours de l'exercice biennal en cours; cette situation aura également des incidences sur l'infrastructure et les possibilités de financement au titre du matériel et des installations et services pendant l'exercice biennal 1988-1989. Par ailleurs, comme on le verra dans les observations relatives à la recommandation 6, des techniques nouvelles ont récemment été mises en application ou sont en cours d'introduction pour plusieurs opérations mentionnées par les inspecteurs.

II. Observations relatives aux différentes recommandations

Recommandation 1 : Les organismes des Nations Unies devraient appliquer à la lettre les résolutions de leurs organes directeurs relatives à la limitation de la documentation. Chaque fois que possible, ils devraient aussi envisager l'adoption des mesures supplémentaires énumérées ci-après de façon à réduire les premiers tirages et les stocks de documents :

- a) Inviter par lettre les Etats Membres et les autres utilisateurs à envisager de réduire le nombre d'articles et d'exemplaires qu'ils demandent

1. Le Secrétaire général, en suivant de près la situation et en engageant les intéressés à se conformer aux dispositions applicables, a particulièrement veillé à assurer le respect des règles relatives au contrôle et à la limitation de la documentation, grâce à ces efforts ainsi qu'à la coopération des organismes intergouvernementaux et des services du Secrétariat, dont il est rendu compte dans les rapports périodiques sur les questions de documentation qui sont soumis au Comité des conférences, le volume de la documentation traitée par le Département des services de conférence semble s'être stabilisé et, dans une certaine mesure en raison de la crise financière, une diminution de volume semble même s'amorcer.

2. Entre autres notes verbales aux représentants des Etats Membres et lettres aux chefs des départements et bureaux ayant pour objet d'appeler périodiquement leur attention sur les moyens grâce auxquels l'Organisation pourrait, avec leur assistance, réduire le volume de la documentation, des communications ont été adressées par le Secrétaire général adjoint aux services de conférence et chargé de fonctions spéciales, les 12 septembre et 12 novembre 1986 respectivement, à tous les destinataires - représentants de gouvernements ou fonctionnaires du Secrétariat - de documents faisant l'objet d'une distribution officielle, pour leur demander de réexaminer leurs besoins dans le but de réduire le nombre des exemplaires qui leur sont automatiquement adressés. Les réponses reçues n'ont pas permis de réduire sensiblement ce nombre et, dans certains cas, une augmentation du nombre d'exemplaires a même été demandée. En conséquence, le Secrétaire général envisage de revoir les directives concernant la distribution des documents et publications pour fixer une limite au nombre d'exemplaires mis à la disposition des délégations et ministères, des organisations intergouvernementales, des fonctionnaires des Nations Unies et autres destinataires.

- b) Imprimer les documents sur deux colonnes en utilisant des caractères plus petits, similaires à ceux des journaux

3. Il y a quelques années, et encore une fois tout récemment, le Secrétaire général a procédé à des essais de portée restreinte en vue de réduire le volume de la documentation mécaniquement, en réduisant par photocopie la production des machines de traitement de textes, ce qui permet de reproduire davantage de texte sur une page standard. La réaction des utilisateurs, que ce soit parmi les délégations ou au Secrétariat, a été nettement négative. En remplaçant le texte normalement dactylographié par un texte photocomposé, on obtiendrait toutefois un texte en petits caractères plus facile à lire, selon l'Organisation des

Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, qui en a fait l'expérience. Cette question est à l'étude au niveau interorganisations et l'on continuera à suivre l'évolution de la situation. Il convient de noter que le choix d'une présentation en deux colonnes, certes approprié pour des publications telles que l'index des documents officiels des Nations Unies (UNDOC : Current Index), dont on pourrait réduire sensiblement le nombre de pages, entraînerait des difficultés dans le cas des documents de séance : ceux-ci devant être publiés à très bref délai, la composition de pages à deux colonnes est totalement exclue car elle demande trop de temps.

- c) Imprimer sur la page de couverture de tous les documents publiés une note informant les délégations que par souci d'économie les documents font l'objet d'un tirage limité et les invitant à ne pas demander d'exemplaires supplémentaires

4. L'envoi d'une telle note ainsi que la distribution d'avis aux délégations, dans les salles de conférence, pour inviter les utilisateurs à apporter leurs propres documents en séance au lieu d'en demander des exemplaires supplémentaires, deux formules mises à l'essai au Siège, n'ont pas eu pour effet de réduire les demandes de documents supplémentaires lors des séances tenues à l'ONU. Etant donné la crise financière, l'on pourrait appliquer à nouveau de telles mesures de sorte que les délégations et les fonctionnaires du Secrétariat prennent conscience de la nécessité impérieuse de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour réduire les dépenses liées aux demandes de documents supplémentaires, celles-ci pouvant être évitées.

- d) Faire payer les exemplaires que les Etats Membres et les autres usagers demandent au-delà d'un certain quota

5. Une telle mesure, jugée peu pratique pour la distribution de documents dans les salles de conférence, est appliquée dans le cas des commandes, au-delà d'un certain nombre d'exemplaires, en particulier pour les utilisateurs qui passent régulièrement des commandes importantes ou pour ceux qui commandent un grand nombre d'exemplaires de documents dont le stock initial est épuisé. Les recettes ainsi produites compensent largement le temps consacré par les fonctionnaires à l'établissement des factures et à la comptabilité.

Recommandation 2 : Les organisations dans lesquelles il existe des règles strictes énonçant les principes à suivre pour faire l'inventaire des stocks et se débarrasser des documents ronéotypés, des publications et des documents officiels en surnombre devraient veiller à leur application et les autres devraient élaborer des règles analogues et les appliquer.

6. Le Comité des publications a récemment publié une instruction administrative révisée concernant l'examen périodique et l'élimination des stocks de documents officiels, de publications et de documents. Etant donné qu'on ne dispose plus de l'entrepôt de Long Island pour conserver ces stocks (voir plus loin, recommandation 4), le Comité a décidé de réduire considérablement le nombre d'ouvrages et de documents à conserver, ainsi que la durée pendant laquelle les diverses catégories d'articles doivent être conservées. Les directives révisées seront strictement observées et un rapport annuel sur l'élimination des stocks continuera à être soumis au Comité des publications.

Recommandation 3 : Il faudrait élaborer et appliquer des règles strictes en vue de la centralisation des services de l'enregistrement dans les départements. Au lieu d'être conservées dans les bureaux, les archives devraient être regroupées dans un seul et même centre placé sous la responsabilité d'archivistes qualifiés.

7. Les règles et procédures applicables en ce qui concerne les archives de l'Organisation des Nations Unies au Siège ont été énoncées dans l'instruction administrative ST/AI/326 du 28 décembre 1984, intitulée "Archives de l'Organisation des Nations Unies". L'établissement d'un centre d'archives commun pour l'Office des Nations Unies à Genève supposerait au préalable la réalisation d'une étude en vue de déterminer la possibilité de mettre en place un tel centre compte tenu du manque de locaux pour le stockage au Palais, ainsi que de la disposition particulière des bâtiments, peu élevés mais tout en longueur.

Recommandation 4 : Par souci d'économie mais aussi de sécurité, le Siège de l'Organisation des Nations Unies devrait renoncer aux entrepôts de Long Island et de Park Avenue et en transférer les stocks qui s'y trouvent dans ses locaux (garage).

Recommandation 9 b) : Un accord devrait être passé avec le propriétaire des entrepôts de Park Avenue de façon que celui-ci en rachète le bail. La somme ainsi récupérée permettrait de financer le transport au Siège du contenu de cet entrepôt et de l'entrepôt de Long Island.

8. A la date de la rédaction des présentes observations, le Secrétaire général avait résilié le bail de l'Organisation des Nations Unies relatif au stockage de documents et de publications à l'entrepôt de Long Island par le Département des services de conférence. Le stock restant, après élimination de 60 % du contenu de l'entrepôt, a été transporté au Siège, dans des locaux qui faisaient partie du garage et ont été réaménagés pour y entreposer de la documentation. Du fait de la résiliation du bail, on compte pouvoir réaliser des économies de plus de 400 000 dollars par an, qui se décomposent comme suit : 329 000 dollars représentant le coût annuel de la location de 55 000 pieds carrés (surface brute) de locaux à l'entrepôt de Long Island, y compris les impôts dus à l'Etat (les chiffres indiqués à ce sujet au paragraphe 21 du rapport ne sont pas exacts) et 105 000 dollars représentant les frais annuels d'éclairage, de chauffage, d'énergie et d'eau et autres dépenses de fonctionnement. Les économies réalisées en 1987 seront toutefois réduites d'environ 150 000 dollars représentant le coût de l'aménagement des nouveaux locaux d'entreposage dans le garage du Secrétariat. Comme on l'a vu plus haut (recommandation 2), il a fallu éliminer des quantités de documents relatifs aux séances, de documents officiels et de publications; en conséquence, les demandes de documentation supplémentaire que pourra recevoir la Section de la distribution du Département des services de conférence en souffriront (par exemple, les stocks de documents et publications des bureaux hors siège ne peuvent désormais être conservés qu'en quantités minimales, de sorte que les demandes devront être transmises aux bureaux d'origine); en outre, il faudra presque certainement réimprimer certains articles qui ne sont plus conservés. Pour les départements dont émanent les publications, la réduction de la superficie des locaux consacrés à l'entreposage signifie que la Section de la distribution ne disposera plus que de moyens extrêmement limités pour conserver les stocks des

départements et que les listes de distribution des départements devront être communiqués en même temps que les manuscrits soumis au Département des services de conférence.

9. Le Secrétaire général a examiné la question de l'avenir des archives de l'Organisation des Nations Unies, qui occupent 40 000 pieds carrés (surface brute) de locaux loués Park Avenue au coût annuel de 304 000 dollars. Des négociations sont en cours avec le propriétaire concernant la possibilité d'un rachat du bail et l'on recherche au Siège des locaux appropriés pour la conservation de ces archives. Le Secrétaire général considère que le transport des archives de l'Organisation au Siège permettrait non seulement de réaliser des économies mais aussi d'accroître l'efficacité du fonctionnement de l'Organisation, tous les services d'archivage étant ainsi rassemblés au Siège.

Recommandation 5 : A l'ONUG, il faudrait procéder aussitôt que possible au transfert de nombreux locaux de stockage, transfert sur lequel le Service des publications et les services généraux se sont déjà mis d'accord.

10. Le transfert de locaux de stockage à l'Office des Nations Unies à Genève a commencé le 9 mars 1987 et un plan d'action est en cours d'application en vue de regrouper les locaux de stockage adjacents aux services chargés des publications et aux salles de conférence. Le manque de ressources pour l'acquisition de matériel et l'aménagement des installations ainsi que le manque de place au Palais des Nations, compte tenu des besoins des différents utilisateurs, sont les principaux obstacles à une solution durable et efficace. Il est envisagé, après 40 années d'expérience, de procéder au cours des prochains mois à un examen approfondi de la politique de l'Office concernant l'utilisation des locaux, la gestion des dossiers et la conservation des documents. S'agissant de la situation en matière de stockage à la Bibliothèque de l'Office (par. 38 à 40 du rapport), il a fallu, étant donné la crise financière enregistrée en 1986-1987, reporter les travaux de transformation du sous-sol qui avaient été prévus pour aménager des locaux de stockage supplémentaires; ce projet devrait par conséquent être mis à exécution au cours de l'exercice biennal 1988-1989.

Recommandation 6 : Les organisations qui peuvent en attendre une efficacité accrue et une diminution des coûts, devraient automatiser les opérations de stockage en recourant notamment à des installations de type "compactus", aux microformes et aux systèmes informatisés.

11. Pour ce qui est du Département des services de conférence, des installations de type "compactus" (étagères mobiles) sont mises en place progressivement depuis 1980 à la Section de la distribution et l'on prévoit, à condition de disposer des ressources nécessaires, de continuer à mettre en place ce système, qui permet de gagner beaucoup de place, dans les locaux de stockage de la documentation. Par ailleurs, on étudie actuellement les avantages que présenterait l'acquisition d'un système d'emballage sous plastique thermo-rétrécissant pour améliorer l'emballage de certains documents et publications par la Section de la distribution au Siège. L'installation d'étagères mobiles dans d'autres services, par exemple à la Section de documentation, de référence et de terminologie, est aussi requise d'urgence pour accroître la capacité de stockage et rationaliser

l'organisation, la gestion et l'utilisation de la collection irremplaçable d'ouvrages de référence en plusieurs langues. La mise sur microfiches de la documentation de l'Organisation s'effectue depuis 1969 sous les auspices de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld et l'on peut avoir accès actuellement à 7 millions de pages en quatre langues. Il est jugé souhaitable d'établir dorénavant des microfiches pour les documents se présentant sous forme électronique, lorsque cela est possible, afin de compléter les microformes de type classique et/ou l'utilisation du disque optique. S'agissant des systèmes informatisés, un système d'inventaire et de contrôle des stocks sur mini-ordinateur sera sous peu opérationnel et permettra à la Section de la distribution du Siège d'avoir accès plus aisément et de façon plus précise aux données sur les publications et documents en stock, ainsi que d'ajuster les commandes en fonction de la demande.

12. Le Service des achats et des transports du Bureau des services généraux vient de mener à bien un projet pilote relatif à un système d'achats informatisé. L'évaluation du projet a montré que ce système, comparable à celui qu'utilisent d'autres grandes organisations, remplissait des fonctions très diverses. Il devrait répondre à tous les besoins actuels de la Section et offrir un potentiel non négligeable pour l'avenir. Tout en minimisant les erreurs humaines, il permettra d'automatiser des procédures manuelles fastidieuses et améliorera en outre la capacité de gestion de l'information. Ce nouveau système est en cours d'installation et l'on compte acquérir au cours de l'année 1987 un progiciel qui permettra au Service de disposer à tout moment d'un inventaire à jour des fournitures consommables et non consommables, de déterminer sans trop de difficulté et dans un souci d'économie les quantités appropriées à commander, et de réduire les besoins en locaux en identifiant, pour les éliminer, les stocks d'articles peu demandés.

13. A l'ONUG, on procède actuellement à l'informatisation du système d'approvisionnement, de gestion, de contrôle des stocks et d'inventaire du matériel.

14. A la Commission économique pour l'Afrique, du fait qu'il est nécessaire de commander le matériel et les fournitures par grandes quantités, le problème des locaux d'entreposage est sérieux, mais il serait quelque peu atténué si l'on installait des rayonnages adéquats. L'expansion de la Bibliothèque de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique a été assurée en installant des rayonnages mieux conçus.

15. Les départements ont indiqué qu'ils étaient plus que disposés à tirer parti des avantages qu'offrent les innovations technologiques, mais ils avaient dû tenir compte de l'insuffisance des ressources en établissant la liste du matériel qu'ils souhaitaient acquérir.

Recommandation 7 : Le système à disques optiques étant très prometteur pour régler les problèmes de stockage et de recherche des documents, il faudrait le mettre à l'essai aussitôt que possible. Par souci d'efficacité et d'économie, c'est l'ONUG qui devrait être autorisé à effectuer cet essai, à la fois au Service des publications et à la Bibliothèque où les conditions de stockage sont les plus déplorable.

16. L'opportunité de mettre à l'essai les possibilités d'utilisation du disque optique pour une vaste gamme d'applications à l'Organisation est généralement admise. Reste à déterminer de quelle manière cet essai peut être réalisé aussi efficacement que possible. Il convient de reconnaître que le stockage de la documentation sur disque optique pour atténuer les sérieux problèmes de stockage qui se posent à l'ONUG représentait l'application la plus urgente et la plus souhaitable au stade initial, et qu'un essai à l'ONUG devrait servir de projet pilote pour l'Organisation des Nations Unies et les organismes du système (voir les observations du CAC sur le rapport à ce sujet).

17. Il serait peut-être souhaitable, au lieu de se concentrer sur un seul essai coûteux, de prévoir simultanément plusieurs petits projets de moindre importance portant sur des applications variées dans différents lieux d'affectation. On pourrait par exemple envisager un essai sur la conservation de la documentation, ainsi qu'un projet de gestion des dossiers réalisé ailleurs et, dans un troisième bureau, un projet de caractère linguistique (par exemple le stockage de données terminologiques en plusieurs langues à l'intention des traducteurs, des interprètes et des autres fonctionnaires intéressés).

Recommandation 8 : Avant d'acquérir eux-mêmes cette technologie, notamment aux fins du stockage et de la recherche documentaires, les organismes des Nations Unies devraient attendre de connaître les résultats de l'essai effectué à l'ONUG de façon à choisir un système qui puisse s'adapter à l'évolution technologique et qui permette d'utiliser la documentation et les installations d'autres organismes.

18. Il convient à ce sujet de se reporter aux observations du Comité administratif de coordination. On prévoit que les organisations intéressées auraient la possibilité de participer à part entière à la conception, au suivi et à l'évaluation de tout projet pilote qui serait entrepris, projet dont les résultats auraient des incidences sur leurs opérations.

Recommandation 9 a) : L'ONUG devrait être autorisé à financer cet essai (acquisition, installation, entretien et exploitation du matériel) en redéployant les ressources inscrites au budget de 1986-1987 et en s'abstenant d'appliquer au Service des publications et à la Bibliothèque toute nouvelle réduction ou tout nouveau report des crédits dont l'ouverture a été approuvée au titre du budget de 1986-1987, au cas où, en 1987, de telles mesures seraient à nouveau jugées nécessaires pour faire face à la crise financière de l'Organisation.

19. La crise financière de l'Organisation se poursuivant et les mesures d'économie en résultant étant maintenues en 1987, la réaffectation de ressources pour l'acquisition d'un système à disques optiques ne peut être envisagée. Pour qu'un projet pilote puisse être lancé pendant l'exercice biennal 1988-1989, il faudrait prévoir des crédits supplémentaires au projet de budget présenté pour cet exercice.

Recommandation 9 b) : Un accord devrait être passé avec le propriétaire des entrepôts de Park Avenue de façon que celui-ci en rachète le bail. La somme ainsi récupérée permettrait de financer le transport au Siège du contenu de cet entrepôt et de l'entrepôt de Long Island.

20. Voir les commentaires correspondant à la recommandation 4.

Recommandation 9 c) : Un appel devrait être lancé aux Etats Membres pour qu'ils versent des contributions anticipées au budget ordinaire (qui viendraient en déduction de leurs contributions futures) ou des contributions volontaires aux fins de l'introduction du système à disques optiques.

21. De l'avis du Secrétaire général, cette proposition mérite d'être examinée de près; il serait toutefois reconnaissant aux Etats Membres de lui faire connaître leurs réactions préliminaires. Ils pourraient notamment lui donner leur avis sur la possibilité d'appliquer une telle formule et ses modalités d'application, et lui faire savoir par exemple s'ils envisageraient de verser des contributions en espèces ou en nature à cette fin.



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/42/298
21 mai 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-deuxième session
Point 26 de la liste préliminaire*

ANNEE INTERNATIONALE DE LA PAIX

Note verbale datée du 11 mai 1987, adressée au Secrétaire général par
la Mission permanente de la Yougoslavie auprès de l'Organisation des
Nations Unies

La Mission permanente de la République fédérative socialiste de Yougoslavie auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation. Se référant à la note verbale du Secrétaire général datée du 3 février 1987 et à sa propre note datée du 31 mars 1987, elle a l'honneur de demander que le document ci-joint, qui rend compte de la célébration de l'Année internationale de la paix en Yougoslavie, soit distribué en tant que document de l'Assemblée générale, au titre du point 26 de la liste préliminaire (voir annexe).

* A/42/50 et Corr.1.

ANNEXE

Célébration de l'Année internationale de la paix en Yougoslavie

S'employant elle-même à promouvoir la paix dans le monde, la Yougoslavie s'est félicitée de l'initiative qu'a prise l'Assemblée générale des Nations Unies de déclarer l'année 1986 Année internationale de la paix.

Le Conseil exécutif fédéral, sur proposition de la Ligue yougoslave pour la paix. l'indépendance et l'égalité des nations, a décidé de créer un comité national chargé de présider à la célébration de cette année internationale. Le Comité était composé de 34 représentants d'organes et organismes de la Fédération et d'organisations socio-politiques et populaires ainsi que d'un certain nombre d'éminents représentants des milieux scientifique et culturel et d'autres personnalités. Le Comité était placé sous la présidence de M. Aleksandar Grlickov, Président de la Conférence fédérale de l'Alliance socialiste des travailleurs yougoslaves.

Le Comité a adopté en février 1986 un programme d'action pour la célébration de l'Année. Ce programme définissait l'approche à adopter et les activités concrètes à réaliser pour mieux atteindre les objectifs de l'Année internationale de la paix; il s'inscrivait dans le cadre d'une vaste action populaire générale devant être menée en Yougoslavie et à l'étranger pour promouvoir la paix et le désarmement, le développement et l'établissement d'une coopération internationale équitable conformément aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et à la politique de non-alignement.

Le concours très actif du Comité, l'action des organisations sociales et les efforts individuels ont permis de sensibiliser l'opinion et d'organiser des activités sur le thème de la paix. Ces activités ont été intégrées dans les programmes et actions socio-politiques ordinaires et dans les manifestations traditionnelles ou tenues à l'occasion de célébrations particulières; dans tout le pays, elles ont imprimé un nouvel élan à l'ensemble du mouvement pour la paix.

La lutte pour la paix est l'un des postulats et des objectifs fondamentaux de la politique non alignée de la Yougoslavie et la célébration de l'Année internationale de la paix s'inscrit logiquement dans le cadre de cette politique. La République fédérative socialiste s'est toujours employée à l'ONU, au sein du Mouvement des pays non alignés et partout ailleurs, à promouvoir la paix. Elle est l'un des premiers pays qui ont demandé des mesures de désarmement. Le vingt-cinquième anniversaire de la Conférence de Belgrade et le trentième anniversaire de la rencontre à Brioni de Tito, Nehru et Nasser, ont été l'occasion de diverses manifestations en faveur de la paix.

Les activités marquant l'Année internationale de la paix se sont surtout concentrées au niveau des Républiques socialistes soviétiques et des provinces autonomes, en particulier à l'échelon local - communes, universités, groupes d'enseignants, écoles, associations de travailleurs, collectivités - avec la participation d'organisations socio-politiques et populaires, notamment des organisations de jeunesse. Toutes les actions menées à plus grande échelle ont été placées sous le signe de l'action pour la paix. Toutes les organisations et associations socio-politiques et

populaires ont dans le cours de leurs activités politiques ordinaires traité de la question de la paix, cruciale entre toutes et dont dépend l'avenir de l'humanité. Après avoir adopté un programme d'activités et désigné les responsables, le Comité national en a coordonné l'exécution.

Pour s'acquitter de sa tâche, le Comité national a étroitement collaboré avec les comités créés dans les Républiques socialistes et les provinces autonomes, diverses organisations, des organismes scientifiques et spécialisés, les médias, etc. Grâce à ses initiatives concrètes et à la coordination qu'il a assurée, il a contribué à diffuser l'esprit et la substance de l'Année internationale.

La contribution de la Yougoslavie à la célébration de l'Année internationale de la paix a été essentiellement fondée sur l'action que les travailleurs et les autres citoyens ont menée dans les Républiques socialistes et les provinces autonomes; partout dans le pays, en effet la volonté de promouvoir et de sauvegarder la paix imprègne toute la vie quotidienne et tous les comportements. Les activités les plus importantes ont donc été celles faisant appel à une large participation du public [festivals, concours, jeux dans divers domaines (sport, musique, arts, sciences, etc.)].

Le programme du Comité mettait l'accent sur les activités d'éducation pour promouvoir la paix, activités qui doivent dans les années à venir se poursuivre sur la base des recommandations du programme de l'ONU pour l'Année internationale de la paix.

La participation des jeunes aux activités de l'Année a revêtu une importance particulière puisque c'est d'eux que dépend l'avenir de l'humanité, que l'Année vise précisément à sauvegarder. Le programme a fait ressortir l'importance de la participation des jeunes dans le processus d'éducation axé sur la paix.

Les médias ont joué un rôle de premier plan en menant une vaste et sérieuse campagne auprès du public, au moyen de programmes spéciaux, interviews, articles, commentaires, conférences de presse, débats publics, tables rondes, etc. pour l'inciter à participer activement à l'Année.

Les études et les publications ont également été axées sur l'Année internationale de la paix. On a intensifié l'information et la diffusion d'idées en faveur de la paix et du désarmement pour sensibiliser l'opinion. Une documentation sur la question de la paix a été publiée et largement diffusée. La Ligue yougoslave pour la paix a collaboré avec l'ONU à la publication de deux brochures sur la course aux armements et la campagne pour le désarmement dans le monde.

L'action menée dans les milieux culturels, notamment par les artistes, les musiciens, les écrivains ou les acteurs, a occupé une grande place dans la célébration de l'Année. Des manifestations sportives ont également été organisées. La Fédération des organisations de culture physique de Yougoslavie, pour sa part, a contribué à mieux faire comprendre les objectifs de l'Année internationale de la paix grâce à l'action dynamique qu'elle a menée auprès du public dans le cadre de ses programmes. Il y a eu aussi de nombreux concerts consacrés à l'Année.

Au nombre des principales initiatives prises à l'échelon fédéral ou à l'échelon des Républiques socialistes et des provinces autonomes on peut citer les suivantes :

Production d'affiches sur le thème de l'Année internationale de la paix pour la sauvegarde de la paix et l'avenir de l'humanité par divers organismes publics et organisations comme la Conférence de l'Union des jeunesses socialistes, les universités, la Ligue pour la paix, des comités à divers niveaux, des écoles, etc.;

Organisation de concours littéraires ou artistiques par les pionniers et les jeunesses yougoslaves;

La course de relais Tito, qui en 1986 a été consacrée à la paix. Sur le parcours de cette course, qui a eu lieu du 22 mars au 25 mai, les jeunes Yougoslaves ont proclamé leur haine de la guerre et condamné les rivalités entre les blocs politiques, la politique de non-alignement leur apparaissant comme la voie à suivre pour instaurer un ordre mondial plus équitable et étant pour eux l'avenir;

La Journée des jeunes à Belgrade, s'est achevée sur un certain nombre de manifestations marquant l'Année internationale de la paix. Près de 5 500 jeunes Yougoslaves venus de tout le pays ont participé le 25 mai au programme. Une soixantaine de milliers de personnes ont assisté à la cérémonie de clôture, qui a été retransmise en direct à la télévision;

Le festival yougoslave de l'enfant organisé à Sibenik (juin-juillet 1986) a mis l'accent sur la paix et l'amitié entre les nations. Y ont assisté des enfants venus de toutes les régions de Yougoslavie et d'une dizaine d'autres pays;

De nombreuses manifestations marquant l'Année internationale de la paix (débats, expositions, concerts, conférences, tables rondes notamment) ont été organisées pendant la semaine du désarmement, du 24 au 30 octobre;

La Ligue yougoslave pour la paix a distribué au début de 1987 des badges portant l'emblème de l'Année internationale;

Un timbre commémoratif spécial a été émis;

Une soirée des jeunes pour la paix a été organisée à Split par l'Union des jeunesses socialistes yougoslaves;

Un concert de jeunes violonistes yougoslaves, autrichiens et italiens a été organisé à Ljubljana;

Une manifestation de solidarité a eu lieu à Belgrade dans le cadre de l'Année internationale de la paix, à l'occasion de la Semaine de solidarité avec le peuple namibien.



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/42/299
21 mai 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : RUSSE

Quarante-deuxième session
Point 26 de la liste préliminaire*

ANNEE INTERNATIONALE DE LA PAIX

Lettre datée du 21 avril 1987, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent de la République socialiste soviétique
d'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies

En réponse à votre note du 3 février 1987, j'ai l'honneur de vous adresser des informations concernant la célébration de l'Année internationale de la paix en RSS d'Ukraine (voir l'annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir en faire distribuer le texte comme document officiel de l'Assemblée générale au titre du point 26 de la liste préliminaire.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de la
RSS d'Ukraine auprès de
l'Organisation des
Nations Unies,

(Signé) G. OUDOVENKO

* A/42/50 et Corr.1.

ANNEXE

Informations concernant la célébration de l'Année internationale
de la paix en RSS d'Ukraine

L'opinion publique de la RSS d'Ukraine a approuvé la décision prise par l'Assemblée générale des Nations Unies de déclarer 1986, Année internationale de la paix. Cette décision reflétait l'inquiétude de la communauté mondiale pour l'avenir de la civilisation et sa préoccupation devant la poursuite de la course aux armements, l'accroissement de la tension dans diverses parties du monde et le danger de militarisation de l'espace. Les nobles objectifs de cette importante initiative de l'ONU et son slogan humaniste, "La sauvegarde de la paix et de l'avenir de l'humanité", ont recueilli un appui général et sans réserve dans notre république.

L'Année internationale de la paix a démarré par un événement d'une immense portée internationale - la déclaration faite le 15 janvier 1986 par le Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), M. S. Gorbatchev, sur les questions de désarmement (voir A/41/97). L'Union soviétique a proposé un programme d'une ampleur sans précédent visant à édifier un monde exempt d'armes nucléaires et à liquider tous les types d'armements de destruction massive avant la fin de ce siècle.

Pendant toute l'année, de nombreuses actions pratiques ont concrétisé et renforcé ce programme. Le silence a régné sur les polygones d'essais d'armes nucléaires soviétiques. On a continué, dans les instances multilatérales et dans le cadre de contacts bilatéraux, à déployer des efforts actifs pour renforcer la confiance entre les Etats, instaurer une atmosphère d'entente réciproque et de coopération en pleine égalité et introduire dans les relations internationales un nouveau mode de pensée politique. Les approches philosophiques et politiques de l'édification d'un monde non violent et exempt d'armes nucléaires ont trouvé leur expression dans la Déclaration de New Delhi. Malgré la duplicité flagrante du Gouvernement des Etats-Unis, Reykjavik contribue aussi à la paix. Les gens ont vu que, si l'autre partie y répondait les initiatives soviétiques signifiaient une véritable cessation de la course aux armements et un tournant radical vers le désarmement et l'élimination du danger nucléaire.

Prenant part à des réunions internationales, la RSS d'Ukraine a manifesté son soutien des initiatives de grande envergure lancées par l'Union soviétique et les autres pays socialistes en vue de créer les conditions de la survie de l'humanité et de garantir une sécurité véritable pour tous les pays et tous les peuples.

A la quarante et unième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui s'est terminée à la fin de l'Année internationale de la paix, le groupe des Etats socialistes, dont fait partie la RSS d'Ukraine, a proposé une initiative tendant à mettre en place un système général de sécurité internationale. La conception socialiste de la sécurité, approuvée par l'Assemblée générale, offre à l'humanité un moyen réaliste de sortir de l'impasse dangereuse que représentent les missiles et les armes nucléaires.

Les mesures constructives prises par l'Union soviétique et les autres pays de la communauté socialiste ont eu une influence favorable sur les activités menées sur plusieurs plans par les partisans de la paix en RSS d'Ukraine. Ces activités ont été coordonnées par la Commission pour la célébration de l'Année internationale de la paix, présidée par un membre du Bureau politique du Comité central du Parti communiste d'Ukraine et premier vice-président du Conseil des ministres de la RSS d'Ukraine, M. E. V. Katchalovsky.

Cette commission était composée de dirigeants du Parti et d'hommes politiques responsables de la République, ainsi que de dirigeants des ministères, départements et institutions scientifiques, de même que des organisations sociales. De nombreux membres de la Commission étaient des députés au Soviet suprême de la RSS d'Ukraine.

La Commission a tenu régulièrement des séances au cours desquelles elle a examiné la mise en oeuvre du programme de manifestations pour l'Année de la paix. En outre, en février, la Commission des affaires étrangères du Soviet suprême de la RSS d'Ukraine a tenu à Kiev une réunion spéciale consacrée à l'Année internationale de la paix.

Le premier jour ouvrable de l'année 1986 en RSS d'Ukraine a été une journée du travail pour la paix. Conformément à une décision prise par les travailleurs eux-mêmes, les salaires de cette journée ont été versés au Fonds soviétique pour la paix. Telle a été la réaction du peuple ukrainien, dictée par l'esprit et par le coeur, par le sentiment et par la conviction à la proclamation de 1986 comme Année de la paix.

Dans le cadre de l'Année internationale de la paix, on a célébré la Veille pour la paix (25 février), la Semaine d'action contre la guerre, pour la sécurité et la coopération en Europe (mai), la Semaine de lutte pour la paix (22-29 juin), la Semaine d'action pour l'interdiction de l'arme nucléaire (6-13 août), la Journée internationale de la paix, la Semaine d'action pour le désarmement (octobre), etc. Le 1er septembre, dans tous les établissements scolaires, universitaires et autres établissements d'enseignement d'Ukraine a eu lieu une leçon de paix.

Des dizaines de millions de personnes ont participé à des manifestations contre la guerre, réunions publiques et manifestations sportives consacrées à l'Année internationale de la paix. Ainsi, rien que pendant la Semaine d'action contre la guerre, pour la sécurité et la coopération en Europe organisée en mai 1986 à l'appel du Conseil mondial de la paix, il y a eu en Ukraine plus de 23 000 actions contre la guerre, auxquelles ont pris part plus de 12 millions de personnes.

En tout, on a organisé dans la République 175 000 manifestations contre la guerre. Elles ont démontré la volonté inébranlable de la RSS d'Ukraine de prendre une part active aux efforts déployés pour atteindre les buts et objectifs de l'Année, et d'apporter sa contribution au renforcement de la paix et de la sécurité ainsi qu'au développement de l'entente mutuelle et de la coopération entre les peuples.

En août, ont eu lieu en Ukraine des manifestations de masse et des actions de travailleurs pour appuyer le moratoire soviétique sur les explosions nucléaires, et les Etats-Unis ont été invités à suivre l'exemple de l'URSS.

Toute la population, en particulier les représentants de la jeune génération de la République, ont pris une part active aux manifestations consacrées à l'Année internationale de la paix. On a organisé des festivals et rassemblements étudiants, des forums et des conférences, ainsi que des camps internationaux de jeunes pour la paix et l'amitié, auxquels ont pris part également des représentants de l'opinion publique et des étudiants étrangers. Le festival de la jeunesse, "Chansons de lutte pour la paix", organisé à Kiev et auquel ont participé des représentants de plus de 30 pays, a eu un grand retentissement.

En avril, a eu lieu à Kiev le quatrième festival étudiant international pour la paix, qui a rassemblé des jeunes gens et des jeunes filles de plus de 100 pays. Le programme du festival était axé sur le thème de l'unité des mouvements des partisans de la paix, condition indispensable au succès de la lutte contre la menace de guerre nucléaire. Les participants ont manifesté leur solidarité avec ceux qui luttent contre les forces de la réaction, pour la paix, la démocratie et le progrès social.

Au cours de l'année 1986, des camps internationaux de jeunes pour la paix et l'amitié se sont déroulés à Zaporojie, Kherson et Kanev. La rencontre entre des jeunes de la RSS d'Ukraine et de République fédérale d'Allemagne, qui a eu lieu en automne 1986 à Odessa, était également consacrée à la lutte contre la menace d'une catastrophe nucléaire.

Les jeunes de la République se sont montrés très actifs pendant le référendum de la jeunesse contre la guerre dont le mot d'ordre était "Il est temps d'agir!" (22-23 novembre). On a organisé des expositions, des concours d'affiches politiques et de chansons et une campagne de signature de pétitions pour la défense de la paix.

La fameuse "Course cycliste pour la paix", qui a pris le départ à Kiev, capitale de l'Ukraine, en mai, était consacrée à l'Année internationale de la paix et à ses objectifs.

Toutes sortes de réunions, fêtes, meetings, festivals et autres manifestations ont eu lieu cette année sous le signe des idéaux et objectifs de l'Année internationale de la paix. Des séminaires, conférences et colloques internationaux ont été organisés en Ukraine en relation étroite avec ce thème.

"Arrêtons la course aux armements!", "Préserveons l'espace à des fins pacifiques.", "Entrons dans le XXI^e siècle sans armes nucléaires.", tels étaient les appels adressés aux peuples du monde et aux chefs d'Etat par les participants à la course cycliste internationale "Bike for peace - 86" sur l'itinéraire Kiev-Prague-Montréal-New York. Cette course cycliste a suscité un vif intérêt. Dans tous les pays sur le territoire desquels elle est passée, des centaines d'habitants, partisans du mouvement pour la paix, se sont joints aux participants officiels.

Les idées de l'Année internationale de la paix ont trouvé un écho dans les travaux de la trente et unième session du Conseil international de la Fédération mondiale des villes jumelées, qui a eu lieu en octobre dans la capitale de l'Ukraine. Les participants à la session, venus de 21 pays, ont adopté un appel adressé à l'opinion publique des villes jumelées pour qu'elle redouble d'efforts afin d'écarter la menace de guerre nucléaire.

Les problèmes de la sauvegarde de la paix et le rôle de l'opinion publique dans le renforcement de la sécurité internationale ont été au coeur des actions de masse menées dans le cadre des Journées de l'Union soviétique célébrées dans neuf pays (Mongolie, Rwanda, Burundi, Philippines, Chypre, Norvège, République fédérale d'Allemagne, Suisse et Japon) avec la participation de la RSS d'Ukraine.

La communauté scientifique de la République a pris une part active aux manifestations de l'Année internationale de la paix. On a organisé des conférences et débats scientifiques, des tables rondes et des conseils de savants, et réalisé une série de publications scientifiques se rapportant aux thèmes de l'Année internationale de la paix. En avril, une conférence scientifique de l'URSS s'est tenue à Kiev sur le thème "Le vingt-septième Congrès du PCUS et les problèmes actuels du développement mondial", suivie en octobre d'une conférence scientifique et théorique de la République sur le thème "Le renforcement de la paix et l'ONU", à laquelle ont participé d'éminents savants et spécialistes des questions internationales ukrainiens. Les savants de la République ont donné des conférences et participé à des débats et à divers forums internationaux.

Les artistes ukrainiens ont pris part à l'exposition artistique internationale "Maîtres de la culture pour la paix", qui a eu lieu en octobre à Moscou et qui était consacrée à l'Année internationale de la paix.

On a accordé beaucoup d'attention à l'éducation de la jeune génération dans l'esprit des idéaux de paix, d'amitié et de coopération entre les peuples. Dans les écoles, collèges techniques et établissements d'enseignement professionnel et technique, on a organisé de nombreux concours de rédaction, expositions de dessins, d'affiches et de photographies et projections de films sur des thèmes pacifistes. Les musées scolaires, cercles socio-politiques et clubs d'amitié internationale ont intensifié leurs activités. La Semaine du livre pour enfants et adolescents, consacrée à l'Année internationale de la paix, s'est déroulée en mars avec la participation active des bibliothèques scolaires.

Un important travail s'est fait dans la République pour publier des ouvrages dédiés à l'Année internationale de la paix. La liste comprend 36 titres de livres, brochures et affiches tirés au total à 2,1 millions d'exemplaires et portant sur une large gamme de questions touchant divers aspects de la vie intérieure de la République et de son activité sur la scène internationale.

Parmi les ouvrages consacrés à l'Année internationale de la paix, on peut citer les suivants : A. Mironenko, "La lutte pour la paix et les problèmes mondiaux actuels" (Politizdat Oukrainy, 1986), G. Tsvetkov "Pour préserver la paix" (Politizdat Oukrainy, 1986), N. Zamobovski "Pour que la Terre dure éternellement..." ("Molod", 1986).

Des ouvrages tels que "La RSS d'Ukraine et les accords internationaux (1976-1985)", "L'Unesco et les problèmes urgents du monde contemporain" et "Les aspects juridiques de la participation de la RSS d'Ukraine à la vie internationale" (tous publiés par les éditions Politizdat Oukraïny) ont été consacrés au rôle joué par la RSS d'Ukraine dans la lutte pour le renforcement de la paix et le désarmement.

Les activités des partisans de la paix ont reçu une vaste publicité dans les médias de la République. La radio et la télévision transmettent des émissions régulières sur "L'Année internationale de la paix", "L'Ukraine sur la scène internationale", "Les ponts de l'amitié", etc. Les thèmes de l'Année internationale de la paix ont été abordés à la radio, à la télévision et dans la presse par des hommes politiques en vue, par des responsables du parti et des organisations de masse, ainsi que par des scientifiques et des spécialistes.

Dans un certain nombre de régions de la République on a organisé des rencontres et des tables rondes consacrées aux problèmes de la paix et de la détente, auxquelles ont participé des journalistes ukrainiens et leurs confrères de Pologne, de Hongrie, de Tchécoslovaquie, de Bulgarie, des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et du Danemark.

Dans les cinémas des villes et des villages ainsi que dans les clubs des kolkhozes de la République on a projeté de nombreux films (documentaires et autres) consacrés à la lutte pour la paix et contre la menace de guerre. Les séances ont été régulièrement précédées de causeries animées par des spécialistes des questions internationales, par d'anciens combattants de la grande guerre patriotique, par des hommes de science ou des responsables de la culture.

Dans la majorité des bibliothèques publiques et scientifiques de la République, on a organisé des expositions thématiques consacrées à l'Année internationale de la paix, ainsi qu'à la participation de la RSS d'Ukraine aux activités de l'ONU et des autres organisations internationales.

La RSS d'Ukraine estime que les activités entreprises à l'occasion de l'Année internationale de la paix ainsi que les idéaux et objectifs de cette dernière resteront toujours actuels et ne se déprécieront pas avec le temps. C'est précisément pour cette raison que la délégation de la RSS d'Ukraine à la quarante et unième session de l'Assemblée générale de l'ONU s'est prononcée pour la résolution 41/9 dans laquelle entre autres dispositions, il est affirmé que "les idéaux et objectifs énoncés dans la Proclamation de l'Année internationale de la paix resteront une source d'inspiration à l'avenir pour le dialogue et l'action en faveur de la paix".

La RSS d'Ukraine reste, quant à elle, prête à participer activement à la réalisation des objectifs de l'Année internationale de la paix et à contribuer activement au renforcement de la paix et de la sécurité ainsi qu'au développement de la compréhension mutuelle et de la coopération entre les peuples.



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/42/305
26 mai 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/ESPAGNOL

Quarante-deuxième session
Points 84 d) et 121 de la liste préliminaire*

ACTIVITES OPERATIONNELLES POUR LE DEVELOPPEMENT : ACTIVITES DE
DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

CORPS COMMUN D'INSPECTION

Coopération technique entre le Programme des Nations Unies
pour le développement (PNUD) et les commissions régionales :
Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
(CEPALC)

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale le rapport du Corps commun d'inspection intitulé "Coopération technique entre le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et les commissions régionales : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)" (JIU/REP/87/1).

* A/42/50 et Corr.1.

COOPERATION TECHNIQUE ENTRE LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES
 POUR LE DEVELOPPEMENT (PNUD) ET LES COMMISSIONS REGIONALES :
 COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAIBES
 (CEPALC)

Document établi par le Coordonnateur, E. Ferrer-Vieyra
 et Norman Williams

Table des matières

	<u>Paragrapbes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	1 - 4	3
II. COOPERATION ENTRE LE PNUD ET LA CEPALC	5 - 32	3
A. Instruments régissant cette relation	5 - 11	3
B. Coordination/coopération dans la préprogrammation/ programmation de projets régionaux	12 - 20	5
C. Coopération/coordination dans l'exécution des projets régionaux	21 - 32	7
CONCLUSION		9

Annexes

I. PROJETS DU PNUD DIRECTEMENT EXECUTES PAR LA CEPALC	10
II. PROJETS DE PAYS DU PNUD POUR LESQUELS LA CEPALC EST AGENT ASSOCIE ..	11
III. PROJETS REGIONAUX EXECUTES PAR LA CEPALC EN 1986 ET FINANCES PAR DES SOURCES BILATERALES, LE PNUE, L'UNU ET UNIFEM	14
IV. SOUS-CONTRAT ENTRE ORGANISMES	18
V. LETTRE CONSTITUANT UN ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE L'URUGUAY ET LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAIBES (CEPALC) EN SA QUALITE D'ORGANISME COOPERANT (C'EST-A-DIRE D'ORGANISME ASSOCIE A UN PROJET DONT L'EXECUTION EST CONFIEE AU GOUVERNEMENT)	22

COOPERATION TECHNIQUE ENTRE LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT (PNUD) ET LES COMMISSIONS REGIONALES :
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAIBES
(CEPALC)

I. INTRODUCTION

1. Le Corps commun d'inspection a inclus dans son programme de travail pour 1986 un rapport sur la coopération entre le PNUD et les commissions économiques régionales. Ce rapport a essentiellement pour objet d'étudier l'application de diverses résolutions, notamment la résolution 32/197 de l'Assemblée générale, qui habilite les commissions régionales à servir d'agent d'exécution pour des projets de caractère régional.
2. Pour établir le présent rapport, les Inspecteurs ont pris contact avec les bureaux compétents du PNUD à New York ainsi qu'avec les services responsables des questions liées aux projets régionaux à Santiago.
3. Un premier rapport sur les relations entre le PNUD et la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a été établi par l'inspecteur Kabongo (JIU/REP/86/10). Les études portant sur les autres commissions régionales devraient être terminées en 1987.
4. Les Inspecteurs souhaitent remercier particulièrement les fonctionnaires de la CEPALC et du PNUD qui les ont aidés en leur fournissant des informations. Ils espèrent que le présent rapport (ainsi que les autres rapports analogues) aura pour résultat positif d'améliorer, de renforcer et d'actualiser une relation dont l'importance est capitale pour le processus du développement régional poursuivi par le système des Nations Unies.

II. COOPERATION ENTRE LE PNUD ET LA CEPALC

A. Instruments régissant cette relation

5. Le texte législatif de base qui régit la coordination et la coopération dans les secteurs économique et social du système des Nations Unies est la résolution 32/197 de l'Assemblée générale, du 20 décembre 1977. C'est dans la partie IV de l'annexe à cette résolution que sont exposées les structures de la coopération régionale et interrégionale (par. 19 à 23). Ces paragraphes exposent en détail les mesures que doivent prendre les commissions économiques régionales pour mieux s'acquitter des responsabilités que leur confie l'Assemblée générale et le Conseil économique et social.
6. Le plus important de ces paragraphes (tout au moins en ce qui concerne le présent rapport) est le paragraphe 23, qui stipule que l'Assemblée générale et le Conseil économique et social doivent prendre des mesures en vue de permettre aux commissions régionales de jouer rapidement le rôle d'agent d'exécution pour les projets intersectoriels de caractère sous-régional, régional et interrégional et, dans des secteurs qui ne correspondent pas aux attributions sectorielles d'institutions spécialisées ou d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies, pour d'autres projets de caractère sous-régional, régional et interrégional.

7. La résolution 2688 (XXV) relative à la capacité du système des Nations Unies pour le développement, adoptée par l'Assemblée générale quelques années auparavant, le 11 décembre 1970, stipule (annexe, par. 5) que les pays en développement doivent recevoir, sur leur demande, une assistance de l'Organisation des Nations Unies, y compris des commissions régionales, pour la formulation de leurs plans et objectifs de développement national. La résolution énonce en outre à l'intention du PNUD des directives concernant la programmation par pays et l'établissement des programmes multinationaux, lesquels sont définis comme étant "les programmes d'assistance destinés à des groupes de pays, sur une base sous-régionale, régionale, interrégionale ou globale" (annexe, par. 21). Dans une résolution antérieure - résolution 2687 (XXV) - les commissions régionales étaient priées de poursuivre et d'intensifier encore leurs efforts pour contribuer à promouvoir, dans le cadre régional, sous-régional ou interrégional, l'accroissement du commerce, la coopération économique et l'intégration entre leurs pays membres.

8. Il y a en outre lieu de signaler que le PNUD a signé, le 1er mars 1977, un accord avec la Commission économique pour l'Afrique (CEA), nommant la Commission agent d'exécution pour les projets régionaux du PNUD. En outre, le 27 juillet 1984, le Conseil économique et social a adopté la résolution 1984/74 relative au renforcement de la Commission économique pour l'Afrique en sa qualité d'agent d'exécution.

9. Par sa résolution 33/202 du 29 janvier 1979, l'Assemblée générale a réaffirmé sa décision selon laquelle les commissions régionales devraient avoir elles-mêmes le statut d'agent d'exécution dans le cas de catégories de projets décrites au paragraphe 23 de l'annexe à la résolution 32/197, et elle a précisé que le Directeur général au développement et à la coopération économique devrait être chargé d'exécuter les fonctions dévolues au Secrétaire général par la résolution susmentionnée.

10. Comme il est dit ci-avant, la résolution qui habilitait les commissions régionales à servir d'agents d'exécution pour des projets régionaux leur fixait en outre des directives à suivre pour adapter leur structure à des fins de coopération régionale et interrégionale et élargir leurs domaines de compétence. De ce fait, outre leur rôle de principaux centres d'activités de développement économique et social pour leurs régions respectives, les commissions régionales devraient avoir un rôle moteur en même temps qu'elles assumeraient la responsabilité de la coordination et de la coopération au niveau régional. La tâche la plus importante des commissions régionales est toutefois d'établir une coopération étroite avec le Programme des Nations Unies pour le développement, afin de participer activement aux activités opérationnelles menées dans le cadre du système des Nations Unies, et notamment à l'élaboration de programmes multinationaux, selon les besoins, dans les régions qu'elles desservent. La résolution 34/206 réaffirme encore ces idées. Le document E/CEPAL/G.1174 du 15 avril 1981 montre comment la structure de la Commission a été adaptée conformément aux dispositions de la résolution 32/197. Le document E/CEPAL/Plen.16/L.6 fait le point de l'opération de la restructuration et de l'application de la résolution 431 (XIX) de la CEPALC. Les Inspecteurs constatent que la coopération CEPALC-PNUD intervient essentiellement à deux niveaux : préprogrammation et programmation des projets, et exécution des projets.

11. Dans le présent rapport les Inspecteurs n'ont pas traité le problème spécifique que soulève l'interprétation de la première phrase du paragraphe 20 de l'annexe à la résolution 32/197. Dans ce paragraphe, il est dit que les commissions régionales devraient avoir un rôle moteur en même temps qu'elles assumeraient la responsabilité de la coordination et de la coopération au niveau régional. Il y est ajouté que les commissions pourraient tenir des réunions périodiques, selon les besoins, afin d'améliorer la coordination des activités économiques et sociales menées par les organismes des Nations Unies dans leurs régions respectives. Cette disposition a été interprétée de façon restrictive dans un document du Secrétaire général (A/35/546) qui établit un lien entre elle et la disposition relative aux fonctions de coordination de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social, prévue dans la même résolution 32/197 1/. Tous les pays étant représentés dans leurs commissions régionales respectives, les Inspecteurs ne partagent pas cette interprétation restrictive. Toutefois, il ne fait pour eux aucun doute qu'en ce qui concerne la coordination et la programmation régionale (deux domaines fondamentaux), le rôle des commissions régionales est essentiel.

B. Coordination/coopération dans la préprogrammation/programmation de projets régionaux

12. Les Inspecteurs ont eu à leur disposition des documents traitant de la coopération technique entre le PNUD et la CEPALC pendant la programmation de projets régionaux destinés à l'Amérique latine et aux Caraïbes pour le troisième cycle de programmation (RPLAC III, 1982-1986), ainsi que pour le cycle suivant (RPLAC IV, 1987-1991) 2/. Ces deux organismes et les gouvernements de la région se sont consultés à maintes reprises sur le programme régional pour le troisième cycle. Une réunion conjointe s'est tenue à Montevideo en mai 1981 et le programme régional a été ajusté pour tenir compte des directives fixées dans le document de base de la CEPALC intitulé "Programme d'action régional pour l'Amérique latine dans les années 80" (voir Cuadernos de la CEPAL, No 40). Il y a lieu de souligner que les pays ont mis l'accent sur des projets exigeant une coopération entre eux et sur des projets faisant une part de plus en plus grande aux institutions régionales.

13. Pour préparer le quatrième cycle de programmation du PNUD, RPLAC IV (1987-1991), on a suivi une procédure tenant compte des dispositions de la décision 34/206 de l'Assemblée générale relative à l'application de la section IV de l'annexe à la résolution 32/197, d'une recommandation destinée à l'Administrateur,

1/ Voir aussi les résolutions 1978/74, du 4 août 1978, et 1979/64, du 3 août 1979, du Conseil économique et social.

2/ Dans la terminologie du PNUD, le deuxième programme régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes correspond à RPLAC III et le troisième programme à RPLAC IV.

adoptée par le Conseil d'administration (80/9), et plus particulièrement des recommandations de l'Administrateur visant à promouvoir la participation collective des pays en développement à la préparation du programme et à la détermination des priorités régionales (DP/435, 15 mars 1980).

14. Conformément au document DP/RP/RL3 du 21 juillet 1986, pour les activités de coopération et de consultation en vue de préparer le troisième programme régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes (RPLAC IV) 1987-1991, on a essentiellement suivi la procédure suivante :

Le programme régional est le résultat de consultations tenues par le Bureau régional du PNUD, les gouvernements, des institutions spécialisées, des institutions régionales et sous-régionales et des groupes d'experts.

Aux fins de ces consultations, le Bureau régional a établi un document intitulé "Bases du programme régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes : 1987-1991" (DP/RLA/3), qui a été distribué en août 1985.

Deux autres documents de base intitulés, l'un "Le programme régional 1987-1991 : la communauté des Caraïbes", et l'autre "L'Amérique centrale dans le programme de coopération technique du PNUD pour l'Amérique latine et les Caraïbes, 1987-1991", ont été établis afin d'étudier les besoins particuliers de ces régions. Le Bureau sous-régional de la CEPALC pour le Mexique et l'Amérique centrale a préparé une étude qui recense les activités potentielles et les projets à appliquer dans l'isthme, dans le cadre de RPLAC IV. Les documents susmentionnés ont été examinés lors de réunions tenues dans diverses villes d'Amérique latine et auxquelles la CEPALC a participé activement. L'une d'elles a eu lieu au siège de la CEPALC, en avril/mai 1985. Le Groupe des Etats d'Amérique latine à l'ONU à New York a également tenu une réunion d'information avec le Bureau régional.

15. A partir de ces documents et des opinions qui y sont exprimées, un document intitulé "Cadre général du programme régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes : 1987-1991" (DP/RLA/3/WP) a été établi et soumis, pour examen par les gouvernements, à la Réunion spéciale pour les consultations communes CEPALC/PNUD, tenue à Mexico en avril 1986 3/.

16. Le troisième programme régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes visait trois objectifs principaux : a) contribuer à l'élimination des conditions de pauvreté extrême, tout en promouvant l'égalité sociale et la création d'emplois; b) encourager la croissance économique autonome; et c) promouvoir l'évolution technique.

17. Le présent rapport ne cherche pas à évaluer dans quelle mesure ces objectifs se sont traduits en projets dans le cadre du troisième programme régional, ni à dire s'ils reflètent bien la notion de développement unifié si souvent mentionnée

3/ Le document DP/RLA/3 a été mis à jour le 11 novembre 1986.

dans les résolutions et recommandations de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social. On se contentera ici de souligner que tous les gouvernements de la région ont participé pleinement à la programmation de RPLAC IV.

18. Conformément à la résolution 85/16 du Conseil d'administration, le CIP régional pour RPLAC IV a été évalué à 49 millions de dollars environ, soit 18 % de plus que le chiffre correspondant pour la période 1982-1986. On a considéré que ce montant et la programmation effectuée constituaient un "cadre idéal" pour une progression sensible des financements par participation aux coûts.

19. A la CEPALC, c'est la Division des opérations qui est responsable de la coopération avec le PNUD. Selon les informations obtenues, la Division assure une collaboration et une coopération étroites avec le Bureau régional du PNUD pour l'Amérique latine et les Caraïbes à New York. A Santiago, il existe en outre un Bureau de liaison PNUD/CEPALC, dirigé par le Coordonnateur résident pour le Chili, qui maintient des contacts étroits avec les coordonnateurs des projets régionaux. Dans les pays où la CEPALC n'a pas de bureau, le représentant résident du PNUD représente également la CEPALC.

20. Il y a lieu de signaler que la coopération entre le PNUD et la CEPALC dans le cas d'une catastrophe naturelle - que ce soit pour déterminer l'importance de la catastrophe ou pour formuler des programmes de reconstruction - revêt une importance particulière, comme le prouvent les exemples de la Bolivie, de l'Equateur, du Pérou, de la Colombie, du Mexique et d'El Salvador.

C. Coopération/coordination dans l'exécution des projets régionaux

21. Selon les informations données aux Inspecteurs par la CEPALC et le PNUD, l'exécution des projets régionaux n'a soulevé aucun problème majeur. Le recrutement d'experts et de consultants hautement qualifiés provenant de la région ou d'ailleurs s'est effectué de façon satisfaisante. La délégation au Comité des achats de la CEPALC du pouvoir de passer des commandes à concurrence de 40 000 dollars des Etats-Unis a permis d'acheter des équipements en temps voulu. En revanche, on a constaté certains délais dans le recrutement d'experts de niveau L.6 et des niveaux supérieurs, du fait que les pouvoirs correspondants n'avaient pas été délégués.

22. On trouvera à l'annexe I au présent rapport la liste des projets régionaux exécutés par la CEPALC et financés par le PNUD au cours du troisième cycle. Le PNUD a fait savoir aux Inspecteurs que le taux d'exécution atteignait près de 100 %. En outre, la CEPALC a exécuté ou est en train d'exécuter une quarantaine de projets régionaux grâce à des fonds provenant d'autres sources. Le présent rapport n'ayant pas pour but d'évaluer l'exécution des projets régionaux par la CEPALC, les Inspecteurs se sont contentés de décrire la situation.

23. A l'instar des autres commissions régionales, la CEPALC ne met pas en oeuvre de projets de pays. Pour certains d'entre eux, elle a eu et continue d'avoir le statut d'agent d'exécution associé, lorsque l'agent d'exécution est une institution spécialisée, l'Organisation des Nations Unies, le PNUD ou le gouvernement lui-même. Dans ces cas, la CEPALC signe un accord avec l'institution ou le

gouvernement en cause. La CEPALC intervient comme agent d'exécution associé dans une trentaine de projets de pays, dont la plupart ont trait à la planification du développement. Lorsque la CEPALC est intervenue à titre d'agent d'exécution associé dans des projets mis en oeuvre par l'Organisation des Nations Unies, des délais considérables ont retardé la conclusion des accords correspondants. L'ONU devrait prendre des mesures pour accélérer le processus.

24. Le paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 2688 (XXV) susmentionnée réaffirme que les pays en développement doivent recevoir, sur leur demande, une assistance de l'Organisation des Nations Unies, y compris des commissions régionales, pour la formulation de leurs plans de développement national. La résolution 32/197 (annexe, par. 24) souligne que les commissions régionales devraient aider les pays en développement à identifier des projets et préparer des programmes visant à promouvoir la coopération entre ces pays ^{4/}. La CEPALC a limité sa participation à la préparation de programmes de développement national, soit par l'intermédiaire de l'Institut latino-américain de planification économique et sociale (ILPES), soit directement, mais un grand nombre de ses documents ont servi de cadre de référence pour des activités menées au niveau national et régional.

25. Cette coopération est extrêmement importante, qu'il s'agisse de l'élaboration d'un projet de pays ou d'un projet multinational. De l'avis des Inspecteurs, la participation des commissions régionales à la formulation de programmes par pays est fondamentale dans le cas de projets multidisciplinaires ou lorsqu'un projet est susceptible de toucher directement ou indirectement le développement d'autres pays de la région. Il est aussi possible que la CEPALC ait des difficultés logistiques et financières pour participer à la préparation de programmes de pays.

26. A l'heure actuelle, la situation est la suivante : les bureaux extérieurs du PNUD et les gouvernements sont pratiquement seuls responsables de la formulation des projets de pays; la formulation des projets régionaux est entreprise par le PNUD, en coopération avec les commissions régionales, les institutions spécialisées, l'Organisation des Nations Unies, des institutions régionales et des gouvernements. Tout porte à penser qu'il est nécessaire d'avoir une instance au sein de laquelle la planification des projets régionaux puisse être liée d'une façon ou d'une autre à celle des projets de pays.

27. Afin de résoudre partiellement ce problème, le PNUD et la CEPALC ont décidé, en janvier 1986, que la CEPALC devrait, sur la demande du PNUD, coopérer avec ce dernier dans la formulation de programmes et de projets de pays. Ces deux organismes ont donc coopéré dans la programmation par pays concernant notamment le Belize et le Venezuela. En outre, la CEPALC intervient dans l'évaluation de certains projets de pays (Belize, Haïti).

^{4/} Voir aussi résolution 34/206 du 19 décembre 1979.

28. Au sein du PNUD, il existe un mécanisme de coordination des projets de pays et des projets régionaux (Comité d'approbation des programmes par pays; Comité d'examen du Programme). Tout récemment, l'Administrateur a créé, à titre d'essai, un comité d'action chargé d'étudier les projets lors de la phase finale d'approbation.

29. De même que l'on est passé de la notion traditionnelle de "projets" de développement à celle de "programme", on cherche de plus en plus à lier encore davantage les projets ou programmes de développement par pays à des projets ou programmes sous-régionaux. Il est difficile de concevoir un projet de pays qui n'ait pas, s'il est d'une certaine importance, quelques incidences économiques et sociales sur les pays voisins. Par suite des progrès réalisés dans les moyens de communication, les transports et les techniques de pointe, les grands problèmes du développement ont cessé d'être exclusivement "nationaux" et ont pris une dimension sous-régionale ou régionale importante. De surcroît, pour qu'un pays arrive à un développement optimal, il faut qu'il y ait un développement correspondant à l'échelle de la sous-région ou de la région.

30. Ce fait a des répercussions sur l'utilisation des CIP nationaux. Il se peut que les gouvernements soient obligés d'accepter de consacrer une partie plus importante de leur CIP à l'exécution de projets sous-régionaux ou régionaux, notamment de ceux qui visent à encourager les échanges ou qui mettent l'accent sur l'intégration sociale.

31. Le problème des coûts des projets régionaux a une certaine incidence sur celui des "frais généraux". A l'instar des autres commissions régionales, la CEPALC est remboursée à concurrence de 13 % des coûts encourus à ce titre, bien qu'elle ne se voie attribuer et qu'elle n'utilise que 16 % du montant total approuvé par le PNUD pour les projets régionaux. Elle demande, non sans raison, à être considérée comme un "petit" agent d'exécution, comme l'UIT, l'UPU et d'autres. Le PNUD fait valoir que les commissions régionales font partie du Secrétariat de l'ONU et que rien ne justifie donc qu'on leur accorde un pourcentage plus élevé. Les Inspecteurs considèrent que le principal critère à retenir devrait être celui des coûts réels, qu'il faudrait appliquer aux commissions régionales assimilables à de "petits" agents d'exécution. Ils estiment en outre que le critère du PNUD concernant la fourniture de "services consultatifs pour les projets régionaux" (RLA/86/016) n'est pas le plus souhaitable.

32. Les Inspecteurs ne veulent pas que le présent rapport aille au-delà de son but principal. Compte tenu des documents et des renseignements ci-dessus mentionnés, ils considèrent que la coopération entre la CEPALC et le PNUD est tout à fait satisfaisante et ils ne formulent donc aucune recommandation à ce sujet. Ils estiment en outre qu'un des principaux objectifs de la coordination et de la coopération entre le PNUD et la CEPALC concernant les projets régionaux devrait être de veiller à ce que les gouvernements de la région jouent un rôle plus actif dans l'exécution de ces projets.

CONCLUSION

Les Inspecteurs considèrent que la coopération entre le PNUD et la CEPALC est satisfaisante.

Annexe I

PROJETS DU FNUD DIRECTEMENT EXECUTES PAR LA CEPALC

Cote et titre du projet		Dépenses en dollars des États-Unis					
		Durée	Avant 1982		1982-1985		1986 a/
RLA/77/015	Fourniture de biens d'équipement en Amérique latine : situation et perspectives	Juillet 1980 Décembre 1986	1979 : 1 224 1980 : 97 471 1981 : 192 563 291 258	1982 : 209 531 1983 : 168 423 1984 : 127 545 1985 : 100 960 606 459	Crédit ouvert : 123 800 Décaissements : 102 476		
RLA/77/021	Incidences pour l'Amérique latine de la situation du système monétaire et financier international	Janvier 1978 Décembre 1986	1978 : 127 364 1979 : 133 807 1980 : 53 859 1981 : 157 714 472 744	1982 : 120 358 1983 : 169 615 1984 : 157 714 1985 : 161 572 609 259	Crédit ouvert : 166 800 Décaissements : 123 055		
RLA/77/013	Appui au système latino-américain de coopération entre les organismes de planification, par le biais des activités de l'ILPES	Janvier 1982 Décembre 1986	-	1982 : 1 049 922 1983 : 784 546 1984 : 646 919 1985 : 358 870 2 840 284	Crédit ouvert : 320 000 Décaissements : 217 828		
RLA/82/014	Les ressources maritimes et le développement de l'Amérique latine	Septembre 1982 Février 1986	-	1982 : 14 960 1983 : 72 519 1984 : 160 862 1985 : 341 929	Crédit ouvert : 5 000 Décaissements : 5 000		
RLA/85/003	Appui à la coopération technique sous-régionale en Amérique centrale	Mars 1985 Février 1987	-	1985 : 104 300	Crédit ouvert : 67 200 b/ Décaissements : 61 700		
RLA/86/002	Appui aux services extérieurs en Amérique latine	Janvier 1986 Décembre 1986	-	-	Crédit ouvert : 391 500 Décaissements : 297 024		
RLA/86/013	Révision et mise à jour de la planification en Amérique latine	Juin 1986 Décembre 1986	-	-	Crédit ouvert : 100 588 Décaissements : 83 987		
RLA/86/016	Services consultatifs pour les projets régionaux	Août 1986 Décembre 1987	-	-	Crédit ouvert : 247 000 Décaissements : 80 075		

a/ Dépenses au 30 septembre 1986.

b/ Dont 6 500 dollars des États-Unis pour 1987.

Le coût de ces projets représente environ 15 % de RPLAC III.

N. B. : le document DP/RP/RLA.3 du 31 juillet 1986 contient les projets prévus pour le troisième programme régional.

Annexe II

PROJETS DE PAYS DU PNUD POUR LESQUELS LA CEPALC EST AGENT ASSOCIE

	Total	1984	1985	1986
	(Dollars des Etats-Unis)			
1. ARG/84/012 Troisième cours international sur la planification agricole régionale (Balcarce)	28 815	-	28 815	-
2. ARG/84/013 Deuxième et troisième cours interna- tionaux sur la planification et les projets de développement rural	24 542	-	24 542	-
3. ARG/85/022 Etudes prioritaires sur la formulation d'une politique industrielle	11 599	-	11 599	-
4. BRA/77/005 Cours de planification du développement régional	16 950	16 950	-	-
5. BRA/81/011 Cours de planification du développement rural	14 825	14 825		
6. BRA/82/017 Politiques agricoles au Panama	42 600	-	22 600	20 000
7. BZE/84/001 Aide au système de planification PNUD/ILPES/CEPALC	76 164	31 009	45 155	-
8. COS/82/002 a/ Solutions de problèmes techniques découlant de la conjoncture économique	79 907	73 636	-	6 271
9. DOM/83/001 Aspects opérationnels de la planification économique et sociale	27 223	-	24 398	2 825

	Total	1984	1985	1986
	(Dollars des Etats-Unis)			
10. DOM/84/002 Troisième cours sur la planification du développement agricole	14 125	14 125	-	-
11. DOM/85/004 Etude des perspectives économiques à moyen terme de la République dominicaine dans le contexte institutionnel	13 900	-	-	13 900
12. ECU/81/001 Politiques publiques	2 785	2 785	-	-
13. ECU/85/002 Formulation de politiques et élaboration de plans	9 999	-	3 219	6 780
14. ELS/83/004 Assistance à la coopération technique	4 551	4 551	-	-
15. GUA/81/002 Planification de l'énergie	2 700	-	2 700	-
16. GUA/81/008 a/ Soutien au programme	6 445	-	6 445	-
17. GUA/84/015 Mise au point du système national de statistique	122 750	-	19 220	103 350
18. HON/82/002 Assistance technique au CONSUPLAN	62 158	5 957	44 945	11 256
19. NIC/81/005 a/ Appui technique au processus de développement	28 313	-	28 313	-
20. PAR/82/007 Plan de développement national	13 770	-	13 770	-
21. PAR/83/003 a/ Séminaire sur les services de planification du développement régional rural	36 015	-	11 096	24 919

	Total	1984	1985	1986
	(Dollars des Etats-Unis)			
23. PER/85/002 Programme de formation à la planification microrégionale	11 977	-	11 978	-
24. PER/85/008 Propositions de projets en coopération	87 010	-	-	87 010
25. URU/81/001 <u>a</u> / Services de consultants sur le commerce extérieur et l'aide au programme	81 434	22 600	20 640	38 194
26. URU/85/005 Analyse économique et sociale	24 860			24 860
27. VEN/84/001 Programme de formation à l'établissement et à la gestion de projets de développement agricole et de développement rural intégré	249 613	-	130 967	118 646
28. VEN/84/002 Système de planification	22 734	-	-	22 734
TOTAL	1 117 585	186 438	450 402	480 745

a/ Projets menés avec le BEP.

Annexe III

PROJETS REGIONAUX EXECUTES PAR LA CEPALC EN 1986 ET FINANCES PAR
 DES SOURCES BILATERALES, LE PNUE, L'UNU ET UNIFEM

(En dollars E.-U)

1. Projet : Urbanification (Projets connexes : ESP/86/S90- IUL/86/S55)	(WBK/86/S01)	10 000
2. Projet : Accord CIDA-CELADE	(CID/81/S01)	2 426 582
3. Projet : Politiques, programmes et mobilisation en faveur de la jeunesse en Amérique latine	(ESP/85/S88)	5 954
4. Projet : Programme de coopération Gouvernement français et CEPALC/ ILPES/CELADE, 1984-1985	(FRA/84/S12)	56 610
Programme de coopération Gouvernement français et CEPALC/ ILPES/CELADE, 1985-1986	(FRA/85/S20)	56 973
Programme de coopération Gouvernement français et CEPALC/ ILPES/CELADE, 1986-1987	(FRA/86/S01)	66 920
5. Projet : Formation en urbanification	(ESP/86/S90)	12 203
6. Projet : Coopération économique entre les pays d'Amérique latine en vue d'établir des terminaux de déchar- gement à l'intérieur des terres	(HOL/84/S03)	93 740
7. Projet : Renforcement des coopératives d'épargne et de crédit de l'isthme centraméricain	(HOL/84/S04) (HOL/85/S54)	106 600 28 815
8. Projet : Mesures visant à améliorer les mécanismes de paiement et de financement pour la promotion du commerce des pays de l'ALADI	(HOL/85/S05)	91 530
9. Projet : Etablissement d'un cadre conceptuel et normatif pour les politiques de développement technologique	(HOL/85/S40)	20 905

(En dollars E.-U)

10. Projet : Intégration économique et coopération régionale	(HOL/85/S42)	143 510
11. Projet : Les politiques macro-économiques et le processus d'ajustement en Amérique latine	(HOL/85/S43)	72 546
12. Projet : Structures agraires et politiques agricoles en Amérique latine	(HOL/85/S44)	103 960
13. Projet : Promotion des avantages comparatifs et dynamisme industriel	(HOL/85/S53)	25 990
14. Projet : Renforcement de la capacité de formation de l'ILPES	(HOL/86/S07)	98 707
15. Projet : Appui au programme régional de formation du CELADE	(HOL/86/S21)	98 707
	TOTAL PARTIEL	<u>3 520 252</u>
16. Projet : Options politiques liées à l'évolution des techniques de la sidérurgie en Amérique latine	(IRC/84/S24)	119 000
17. Projet : Logiciel : mise au point, buts et distribution pour la recherche de données d'état civil dans de petites régions (REDATAM)	(IRC/85/S22)	62 390
18. Projet : Echange de données bibliographiques sur microfiches	(IRC/85/S49)	17 125
19. Projet : Réseau de données pour les Caraïbes	(IRC/85/S50)	273 245
20. Projet : Le discours créole et le développement social aux Caraïbes	(IRC/85/S51)	51 300
21. Projet : Données intéressant les politiques de développement et de planification (INFOPLAN PHASE III)	(IRC/86/S01)	176 370
22. Projet : Planification et gestion des ressources en eau des bassins de haute montagne	(ITA/84/S83)	255 513
23. Projet : Coopération pour la promotion du développement technique en Amérique latine	(ITA/85/S30)	717 714

/...

(En dollars E.-U)		
24. Projet : Aménagement urbain	(IUL/86/S55)	10 000
25. Projet : Renforcement du Bureau de l'environnement de la CEPALC	(PMA/78/S01)	116 417
26. Projet : Intégration de facteurs environnementaux dans les projets, programmes et politiques de développement	(PMA/86/S01)	210 000
27. Projet : Cours sur la gestion écologique dans la planification du développement	(RFA/84/CD2)	37 518
28. Projet : Coopération horizontale au niveau de la gestion des projets d'aménagement des ressources en eau - phase I	(RFA/84/S10)	118 511
29. Projet : Systèmes écologiques et stratégies de développement agricole en Amérique latine	(RFA/85/S85)	188 179
30. Projet : Exportations des petites et moyennes entreprises : potentiel et restrictions par rapport au marché européen	(RFA/86/S80)	116 984
31. Projet : La femme et le commerce aux Caraïbes	(RLA/84/W03)	20 005
32. Projet : La femme et les ressources budgétaires nationales	(RLA/84/W02)	<u>20 439</u>
	TOTAL PARTIEL	<u>6 030 962</u>
33. Projet : Analyse statistique de la condition de la femme dans les pays d'Amérique latine au moyen d'enquêtes sur les ménages	(RLA/85/W05)	17 500
34. Projet : Formation pour l'intégration de la population au développement socio-économique	(RLA/86/P01)	841 270
35. Projet : Formation à l'information démographique et technologique pour le développement	(RLA/86/P02)	217 680
36. Projet : Formation en démographie, questions de population et développement	(RLA/86/P03)	322 980

(En dollars E.-U)

37. Projet : La gravidité des adolescentes	(UNI/85/PS1)	15 000
38. Projet : Politiques d'urbanification	(UNU/86/S01)	10 000
39. Projet : Coopération latino-américaine pour le développement dans certains pays et zones de la sous-région andine	(ITA/85/S84)	<u>326 000</u>
	TOTAL GENERAL	<u><u>7 781 392</u></u>

Annexe IV

SOUS-CONTRAT ENTRE ORGANISMES

Lettre d'accord

1. Nous avons l'honneur de nous référer aux consultations tenues entre les fonctionnaires de notre organisation, en ce qui concerne la participation de votre organisation à l'exécution du projet d'assistance du PNUD No GUA/81/008 - Appui aux programmes, qui a pour agent d'exécution le Bureau de l'exécution des projets du PNUD.
2. Conformément au descriptif du projet et aux termes et conditions précisés ci-après, nous vous confirmons que nous acceptons les services à fournir par votre organisation pour l'exécution de ce projet.
3. La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) (dénommée ci-après l'"Organisme associé") se chargera, sous la supervision générale du Bureau de l'exécution des projets du PNUD (dénommé ci-après PNUD/BEP), de fournir les services et facilités indiqués à l'annexe I de la présente lettre et conformes au mandat ci-inclus.
4. Le PNUD/BEP conservera la responsabilité générale de la mise en oeuvre de l'assistance du PNUD au projet, par l'intermédiaire du Bureau du représentant résident (ci-après dénommé le Représentant résident), qui représentera le PNUD/BEP et les organismes associés dans les relations avec le gouvernement.
5. Le personnel affecté au projet par l'Organisme associé travaillera sous la direction générale du Représentant résident, du spécialiste de la gestion des projets du BEP et du Coordonnateur de projet s'il y a lieu, sous la supervision technique de l'Organisme associé.
6. En cas de désaccord entre le Coordonnateur de projet et le personnel affecté au projet par l'Organisme associé, le Représentant résident soumettra la question controversée au Directeur du BEP, qui consultera l'Organisme associé afin de trouver une solution satisfaisante. Dans l'intervalle, afin d'assurer le déroulement harmonieux du projet, les décisions du Représentant résident prévaudront.
7. Une fois la présente lettre acceptée et conformément au budget affecté au projet par le descriptif du projet, ainsi qu'au plan de travail, le PNUD/BEP réservera des fonds selon les montants indiqués à l'annexe II, sous réserve des conditions ci-après :
 - i) Les dépenses correspondant aux services de personnel fournis au titre de la section I de l'annexe II sont limitées aux traitements, allocations et autres émoluments, y compris le remboursement de l'impôt sur le revenu, payables au personnel de l'Organisme associé en vertu de son règlement, y compris les frais de voyage à l'occasion de l'affectation au projet, les voyages officiels dans le pays ou la région du projet et le rapatriement.

Le PNUD/BEP inscrira au budget les fonds nécessaires pour couvrir les coûts des experts sur la base du montant estimatif des dépenses effectives. Le PNUD/BEP remboursera l'Organisme associé pour les services fournis, sur la base des coûts effectifs pour ce qui est des éléments de dépense de la catégorie I, et sur la base du coût moyen pour les éléments de dépense de la catégorie II en vigueur au moment de la prestation de ces services. Le calcul des mois-experts de services mentionnés à l'annexe II pourra être ajusté, par consultation entre le PNUD/BEP et les organismes associés. Si cela s'avère que ces ajustements sont utiles au projet et à condition qu'ils soient effectués conformément aux dispositions du descriptif du projet;

- ii) Les dépenses de sous-traitance prévues à la section II de l'annexe II sont limitées aux dépenses engagées conformément au règlement et à la réglementation de l'Organisme associé;
- iii) Les dépenses au titre des bourses et autres facilités de formation, prévues à la section III de l'annexe II, sont limitées aux dépenses engagées conformément à la réglementation relative aux bourses et aux autres normes pertinentes de l'Organisme associé. Dans le cadre de l'allocation totale, des ajustements pourront être calculés pour l'élément formation, par consultation entre l'Organisme associé et le PNUD/BEP, si cela s'avère utile au projet et à condition que de tels ajustements soient conformes aux dispositions du descriptif du projet;
- iv) Les dépenses au titre de l'achat de matériel prévues à la section IV de l'annexe II, sont limitées aux dépenses engagées pour l'achat dudit matériel, conformément au règlement et à la réglementation de l'Organisme associé;
- v) Dans le cadre des limites budgétaires du descriptif du projet, le PNUD/BEP assurera la prestation des différents services (secrétariat, affranchissement et télégrammes, transports) dont le personnel de l'Organisme associé peut avoir besoin dans l'exercice de ses fonctions. Néanmoins, les dépenses pour ces services pourront être engagées par l'Organisme associé et remboursées par le PNUD/BEP, jusqu'à concurrence des montants indiqués à la section V de l'annexe II;
- vi) Le montant prévu à la section VI de l'annexe II représente normalement depuis 1982, 13 % du total des montants prévus aux sections I, II, III, IV et V de ladite annexe.

8. L'Organisme associé présentera au PNUD/BEP un état des dépenses, conformément aux modèles ci-joints [annexes III a) et b)]. L'état correspondant à la période allant du 1er janvier au 30 juin [annexe III a)] sera présenté avant le 31 juillet et comportera uniquement les mois-experts et les décaissements effectués au cours de ladite période. L'état correspondant à la période allant du 1er juillet au 31 décembre [annexe III b)] sera présenté avant le 31 décembre et comportera la totalité des mois-experts effectués jusqu'au 31 décembre et les engagements non liquidés à cette date; on pourra y inclure un état estimatif pour les dépenses du

mois de décembre, si les montants effectifs ne peuvent être déterminés au moment de la présentation du rapport. Le PNUD/BEP veillera à ce que l'Organisme associé soit remboursé au reçu de ces états, étant entendu que les demandes de remboursement de dépenses qui dépassent les limites fixées au paragraphe 5 ci-dessus et les demandes d'éléments d'assistance à fournir conformément à l'annexe II ne seront pas honorées si l'autorisation préalable du PNUD/BEP n'a pas été obtenue. Le remboursement de l'Organisme associé par l'agent d'exécution sera centralisé par la Section de la comptabilité du PNUD, au vu des états récapitulatifs présentés semestriellement par l'agent d'exécution (modèle de l'annexe IV). Les montants correspondants seront crédités au Fonds de fonctionnement de l'Organisme associé et débités au Fonds de fonctionnement de l'agent d'exécution.

9. L'Organisme associé pourra apporter les modifications nécessaires à l'évaluation des dépenses et au calendrier des services (projet de budget, annexe II), lors de la présentation de l'état des dépenses mentionné au paragraphe 8. Le PNUD/BEP inscrira les ajustements nécessaires dans ses livres et confirmera la révision présentée par l'Organisme associé.

10. L'état des dépenses présenté par l'Organisme associé au PNUD/BEP pour le premier semestre [annexe III a)] devra inclure le montant estimatif des dépenses prévues pour le semestre suivant; l'état des dépenses correspondant au deuxième semestre [annexe III b)] devra inclure le montant estimatif des dépenses prévues pour les 12 mois suivants.

11. L'Organisme associé présentera les rapports que pourra raisonnablement demander le PNUD/BEP, dans le cadre de l'obligation qui lui est faite de présenter des rapports au gouvernement et au PNUD.

12. L'Organisme associé fournira au PNUD/BEP, à la fin de chaque année civile, un état indiquant tout le matériel acheté par l'Organisme associé pour le projet. Le PNUD/BEP inscrira ce matériel dans son inventaire principal pour le projet.

13. L'Organisme associé communiquera au PNUD/BEP les curriculum vitae et les définitions d'emploi du personnel affecté aux projets.

14. L'Organisme associé se chargera d'obtenir l'agrément du gouvernement pour le personnel affecté aux projets et tiendra le PNUD/BEP informé.

15. Les privilèges et immunités auxquels l'Organisme associé et son personnel ont droit ne pourront être levés que par le Secrétaire général de l'ONU ou par le Directeur général de l'Organisme associé.

16. Aucune modification du descriptif du projet susceptible d'affecter les travaux exécutés par l'Organisme associé conformément à l'annexe I ne sera recommandée sans consultation préalable avec l'Organisme associé.

17. Toute modification aux présentes dispositions sera décidée par accord mutuel sans une nouvelle lettre d'accord appropriée.

18. Les questions qui ne sont pas spécifiquement prévues dans le présent accord seront régies, mutatis mutandis, par les dispositions correspondantes du descriptif du projet et les modifications ou ajustements y relatifs, ainsi que par les dispositions applicables du règlement financier et des règles de gestion financière du PNUD.

19. Toute correspondance ultérieure relative à l'application du présent accord, à l'exception des lettres d'accord et amendements y relatifs dûment signés, devra être adressée à :

M. Bernt Bernander
Directeur du Bureau de l'exécution des projets
304 East 45th Street, 9e étage
New York, N.Y. 10017

Télex : 645 495 UNDOPE

Si les dispositions ci-dessus énoncées rencontrent votre agrément, veuillez retourner à notre bureau deux (2) exemplaires, dûment signés, de la présente lettre. Votre acceptation servira ainsi de base à la participation de votre organisation à l'exécution du projet.

Le Directeur du Bureau de
l'exécution des projets,

(Signé) Bernt Bernander

Pour la CEPALC, Organisme associé :

L'Administrateur chargé de la
Division des opérations

(Signé) J. Roberto Jove

12. L'Organisme coopérant fournira au Gouvernement des définitions d'emploi des postes à pourvoir par l'Organisme coopérant et il sollicitera l'agrément du Gouvernement en ce qui concerne le personnel qui occupera ces postes.

13. Aucune modification du descriptif de projet susceptible d'affecter les activités confiées à l'Organisme coopérant conformément au supplément 1 ne sera recommandée sans consultation préalable avec l'Organisme coopérant.

14. Toute modification aux présentes dispositions sera décidée par accord mutuel dans une nouvelle lettre d'accord appropriée.

15. Les dispositions pertinentes du descriptif de projet et les révisions y afférentes ainsi que les dispositions pertinentes du règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisme coopérant s'appliqueront mutatis mutandis à toute question qui n'est pas visée expressément dans les présentes dispositions.

16. Toute correspondance ultérieure relative à l'application du présent accord, à l'exception des lettres d'accord et amendements y relatifs dûment signés, devra être adressée au Directeur de la Division de la planification du Bureau du plan et du budget.

17. Le Gouvernement et l'Organisme coopérant tiendront le représentant résident du PNUD pleinement informé de toutes les mesures qu'ils ont prises pour appliquer le présent accord.

Si les dispositions ci-dessus énoncées rencontrent votre agrément, veuillez signer deux exemplaires de la présente lettre et les renvoyer à notre Bureau. Votre acceptation servira ainsi de base à la participation de votre organisation à l'exécution du projet.

Veuillez agréer, Monsieur, les assurances de ma haute considération.

Pour le Gouvernement uruguayen
Le 6 novembre 1985

Le Directeur adjoint du Bureau du plan
et du budget,
Cabinet du Président de la République,

(Signé) Agustín F. Canessa

Pour la Commission économique pour
l'Amérique latine et les Caraïbes
Le 6 mars 1986

Le Directeur par intérim de la CEPALC,

(Signé) Ruben Katzman



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/42/306 ✓
S/18878
26 mai 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-deuxième session
Point 62 de la liste préliminaire*
ARMES CHIMIQUES ET BACTERIOLOGIQUES
(BIOLOGIQUES)

CONSEIL DE SECURITE
Quarante-deuxième année

Lettre datée du 21 mai 1987, adressée au Secrétaire général par
Le Représentant permanent de la République islamique d'Iran auprès
de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une lettre que vous adresse S. E. M. Ali Akbar Velayati, Ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran (voir l'annexe).

Je saisis cette occasion pour exprimer la reconnaissance de mon gouvernement pour l'envoi de la mission de spécialistes et pour les efforts déployés par les membres de cette mission. Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 62 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) Said RAJAIE-KHORASSANI

* A/42/50 et Corr.1.

ANNEXE

Lettre datée du 21 mai 1987, adressée au Secrétaire général par le
Ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran

Votre note en date du 8 mai 1987 (S/18852 et Corr.1) au Conseil de sécurité concernant le dernier rapport de la mission de spécialistes chargée d'enquêter sur l'utilisation d'armes chimiques non seulement confirme pour la quatrième fois en trois ans l'utilisation de ces armes par le régime iraquien contre les forces iraniennes, mais aussi contient des points importants. Le rapport en question réaffirme que les armes chimiques ont été utilisées contre des civils, question sur laquelle j'appelais votre attention dans ma correspondance antérieure. En outre, la question de l'utilisation de gaz neurotoxiques, armes sophistiquées dont la production n'est pas technologiquement à la portée du régime iraquien, est soulevée pour la deuxième fois dans ce rapport. On y réitère une sérieuse mise en garde, à savoir que la poursuite de l'utilisation d'armes chimiques risque d'affaiblir le Protocole de Genève de 1925 concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques et fait peser sur notre planète la menace de l'utilisation d'armes biologiques.

Fait plus important, la mission a conclu qu'elle avait fait tout ce qu'elle pouvait d'un point de vue technique et que seuls "des efforts concertés au niveau politique" permettraient maintenant de mettre fin aux violations du Protocole de Genève de 1925. Vous avez également insisté sur ce point dans votre note au Conseil de sécurité, dans laquelle vous appeliez l'attention du Conseil sur le fait que jusqu'ici les appels répétés du Conseil de sécurité et du Secrétaire général ont été vains.

Malheureusement, bien que vous-mêmes et la mission ayez été on ne peut plus clairs, le Conseil de sécurité, dans sa déclaration du 14 mai 1987 (S/18863) s'est contenté de reprendre, à l'exception de quelques petites modifications de forme, le texte de sa déclaration du 21 mars 1986 (S/17932). Si le Conseil de sécurité prend aussi peu fermement position, cela signifie soit qu'il n'a pas examiné le rapport de la mission et la note que vous lui aviez adressée, soit que, sous l'influence de quelques-uns de ses membres permanents ou non permanents, il est incapable de s'acquitter de ses tâches et continue à éviter d'adopter toute mesure qui susciterait l'opposition au régime iraquien.

Réitérer une déclaration qui, selon vos propres dires, non seulement a été vain, mais a amené le régime iraquien à poursuivre ses attaques chimiques, voire à les faire porter aussi contre des civils, ne peut signifier qu'une chose, à savoir que le Conseil de sécurité se désintéresse de l'effet de sa propre décision et est résigné à n'être qu'un témoin impuissant face à la poursuite de l'utilisation d'armes chimiques et à la menace de guerre biologique. Le Conseil de sécurité devrait clairement comprendre que le régime iraquien, nonobstant une nouvelle condamnation par le Conseil, continuera à recourir aux armes chimiques. En outre, il est évident que l'Iraq ne manquera pas d'exploiter le fait que le Conseil a mentionné d'autres aspects du conflit, alors que le Protocole de Genève de 1925 est applicable sans conditions et qu'il a été exclusivement formulé pour les situations de guerre.

L'établissement de ce rapport - qui doit contribuer à consolider le droit humanitaire international et à prévenir des crimes barbares contre l'humanité - constitue certes, de votre part et de la part de vos collaborateurs et des membres de la mission, une initiative sérieuse qui est appréciée par la communauté internationale et par la République islamique d'Iran, mais aucune mesure jusqu'ici n'a eu pour effet de modifier le comportement criminel du régime iraquien.

Avant le départ de la mission, la République islamique d'Iran a, par l'intermédiaire de sa Mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies, contesté qu'il fût souhaitable d'envoyer la mission en Iraq en se fondant uniquement sur des affirmations de pure propagande et avant toute demande officielle en ce sens. Compte tenu des antécédents du régime iraquien et de sa parfaite indifférence à l'égard des nombreux appels pressants de l'Organisation des Nations Unies, on se serait logiquement attendu à ce que le Secrétaire général exhorte le régime iraquien à s'engager à accepter les conclusions du rapport de la mission et les positions adoptées ultérieurement par l'Organisation des Nations Unies.

Comme l'a confirmé la mission, les assertions iraqiennes n'avaient d'autre but que de détourner l'attention de l'opinion publique des crimes commis par le régime iraquien, et il n'est pas étonnant que celui-ci, conscient de la nature de ses assertions et redoutant la réaction du peuple iraquien, ait interdit toute mention concernant la mission dans la presse locale.

En tout état de cause, le plus important maintenant c'est que les efforts déployés par vous-même et par les membres de la mission ne perdent pas toute portée pratique à cause du manque de fermeté du Conseil de sécurité. Il est indispensable d'entreprendre les "efforts concertés au niveau politique" pour renforcer le Protocole de Genève de 1925.

Il est impérieux, avant que l'Iraq n'utilise de nouveau des armes chimiques, que cette question cruciale soit portée à l'attention du Conseil de sécurité et que le Secrétaire général, avec l'aval du Conseil, réitère son appel du 29 juin 1984 auquel l'Iraq n'a toujours pas donné suite. Il pourrait également demander à tous les Etats et à toutes les organisations internationales compétentes d'agir de concert pour amener le régime iraquien à s'engager à ne pas utiliser d'armes chimiques. En outre, il faudrait engager tous les Etats à s'abstenir d'exporter tous produits chimiques susceptibles d'être convertis en armes chimiques. L'accès de l'Iraq aux agents chimiques, aux gaz neurotoxiques en particulier, appelle un examen attentif, et il serait opportun que la mission poursuive ses recherches en la matière.

Vos efforts et vos initiatives dans ce domaine ont, comme par le passé, l'appui de la République islamique d'Iran. Cela étant, je tiens à répéter qu'en l'absence de mesures efficaces prises par l'Organisation des Nations Unies, si la République islamique d'Iran endure des pertes considérables et tragiques en vies

humaines du fait des attaques chimiques du régime criminel iraquien sans exercer son droit légitime de représailles, il ne faut pas y voir une constante inaltérable de la politique de la République islamique d'Iran.

Le Ministre des affaires étrangères
de la République islamique d'Iran,

(Signé) Ali Akbar VELAYATI



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/42/307
29 mai 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-deuxième session
Point 128 de la liste préliminaire*

MESURES VISANT A PREVENIR LE TERRORISME INTERNATIONAL QUI MET EN DANGER OU ANEANTIT D'INNOCENTES VIES HUMAINES, OU COMPROMET LES LIBERTES FONDAMENTALES, ET ETUDE DES CAUSES SOUS-JACENTES DES FORMES DE TERRORISME ET D'ACTES DE VIOLENCE QUI ONT LEUR ORIGINE DANS LA MISERE, LES DECEPTIONS, LES GRIEFS ET LE DESESPoir ET QUI POUSSENT CERTAINES PERSONNES A SACRIFIER DES VIES HUMAINES, Y COMPRIS LA LEUR, POUR TENTER D'APPORTER DES CHANGEMENTS RADICAUX

Lettre datée du 21 mai 1987, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Jamahiriya arabe libyenne auprès de l'Organisation des Nations Unies

L'Organisation internationale pour le progrès, organisation non gouvernementale internationale dotée du statut consultatif auprès de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, a convoqué récemment une conférence internationale sur la question du terrorisme, qui s'est tenue à Genève du 19 au 21 mars 1987.

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint la Déclaration de Genève sur le terrorisme, publiée à l'issue de cette importante réunion (voir annexe) et de demander que ce texte soit distribué comme document de l'Assemblée générale au titre du point 128 de la liste préliminaire.

Le Représentant permanent,

(Signé) Dr Ali A. TREIKI

* A/42/50 et Corr.1.

ANNEXE

Déclaration adoptée par la Conférence internationale sur la question
du terrorisme, qui s'est tenue à Genève du 19 au 21 mars 1987

PREAMBULE

Les peuples du monde sont engagés dans une série de luttes déterminantes pour défendre un monde juste et pacifique fondé sur les droits fondamentaux qui sont désormais consacrés par une série de conventions juridiques internationales jouissant d'un large appui.

Ces luttes se heurtent à diverses actions cruelles et violentes menées par les forces politiques, économiques et idéologiques associées aux principales structures de domination existant dans le monde, qui répandent le terrorisme d'une façon jusqu'ici inconnue dans l'histoire internationale. Bien que ces luttes se déroulent à l'échelle mondiale, il y a certains domaines qui exigent aujourd'hui une attention particulière et des mesures urgentes. Nous citerons tout d'abord à cet égard la lutte menée en Afrique australe contre le système d'apartheid, contre le régime criminel qui défend ce système et contre la politique qu'il applique, lançant des interventions militaires dans toute la région et propageant ainsi le terrorisme au-delà des champs de bataille immédiats de l'Afrique du Sud et de la Namibie; nous citerons la lutte pour la reconquête de sa patrie que le peuple palestinien continue de mener contre la politique militaire et paramilitaire qu'Israël et les Etats-Unis d'Amérique poursuivent dans toute la région de la Méditerranée orientale et qui infligent au peuple libanais des souffrances et des angoisses indicibles; nous citerons enfin les luttes qui se déroulent en Amérique centrale contre les forces réactionnaires contrôlées ou non par les gouvernements, qui sont actuellement organisées et orchestrées par les Etats-Unis d'Amérique par l'intermédiaire de la Central Intelligence Agency (CIA).

Sur ce fond de tourments et de lutte, le débat sur le terrorisme international est lancé, manipulé dans les médias et ailleurs par les forces de domination; le public est encouragé à associer le terrorisme uniquement avec les victimes de ce système. Nous voulons préciser que le terrorisme est essentiellement l'expression de ces structures de domination et n'est que très accessoirement le résultat des luttes menées à des fins de résistance légitime.

Nous devons comprendre que la caractéristique essentielle du terrorisme est la peur et que cette peur est intensifiée par la menace de recourir à des formes de violence aveugle et terrifiante contre les civils dans le monde entier. Le type le plus flagrant de terrorisme international est la préparation de la guerre nucléaire, en particulier le déploiement d'armes nucléaires dans l'espace et l'activité fébrile déployée en faveur de la présence d'armes de première frappe. Le terrorisme englobe la perspective d'holocaustes déclenchés par les Etats contre les peuples du monde.

Le terrorisme des Etats modernes et de leur arsenal de haute technologie dépasse qualitativement, et de très loin, la violence politique à laquelle recourent des groupes qui cherchent à mettre fin à l'oppression et à se libérer.

Expliquons-nous clairement : nous défendons la résistance non violente lorsqu'elle est possible et nous louons les efforts patients que font les mouvements de libération en Afrique du Sud et ailleurs pour ne pas recourir à la violence dans leur action en faveur de la justice. Nous condamnons toutes les tactiques et toutes les méthodes de lutte qui font d'innocents civils les victimes directes de la violence. Nous ne voulons participer à aucune forme de terrorisme, mais nous devons souligner que le terrorisme a son origine dans les armes nucléaires, les régimes criminels, les crimes d'Etat, les attaques lancées avec l'aide de techniques de pointe contre les peuples du tiers monde et la violation systématique des droits de l'homme. C'est un cruel prolongement du fléau terroriste que de taxer de "terrorisme" les luttes menées contre le terrorisme même. Nous soutenons ces luttes et nous demandons qu'on libère le langage politique en même temps qu'on libère les peuples.

Le terrorisme naît du système étatique de violence et de domination structurelles qui nie le droit des peuples à l'autodétermination (comme cela se produit en Palestine, en Afrique du Sud); qui viole de façon flagrante et systématique les droits de l'homme fondamentaux de ses propres citoyens (comme c'est le cas au Chili, en El Salvador, au Guatemala, en Afrique du Sud); ou qui commet des actes d'agression militaire et des interventions ouvertes ou clandestines contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'autres Etats (l'Afghanistan, l'Angola, la Grenade, le Liban, la Jamahiriya arabe libyenne, le Mozambique et le Nicaragua, par exemple).

I. TERRORISME D'ETAT

Le terrorisme d'Etat prend notamment les formes suivantes :

1. Pour imposer son emprise par la peur, l'Etat policier recourt à l'encontre de sa propre population à diverses mesures : surveillance, dispersion des réunions de groupes de personnes, contrôle des organes d'information, sévices, torture, arrestations arbitraires et massives, accusations non fondées et propagation de rumeurs, parodies de procès, massacres et exécutions sommaires;
2. L'introduction ou le transport d'armes nucléaires par un Etat sur le territoire ou dans les eaux territoriales d'autres Etats ou dans les eaux internationales;
3. L'organisation par un Etat d'exercices ou de manoeuvres militaires à proximité d'un autre Etat en vue de menacer l'indépendance politique ou l'intégrité territoriale de cet autre Etat (comme cela s'est produit au Honduras, en Corée, dans le golfe de Syrte);
4. Les attaques lancées par les forces militaires d'un Etat sur des objectifs qui mettent en danger la population civile d'un autre Etat (par exemple les bombardements de Benghazi, de Tripoli et de Tunis, de villages druzes au Liban et de villages kurdes);
5. La constitution et le financement par un Etat de forces mercenaires armées dans le but de porter atteinte à la souveraineté d'un autre Etat (par exemple à l'encontre du Nicaragua, de l'Angola, du Mozambique);

6. Les assassinats ou tentatives d'assassinats et les complots fomentés par un Etat contre les membres du gouvernement d'autres Etats ou de mouvements de libération nationale, qu'ils soient exécutés par l'armée, par des commandos ou dans le cadre d'opérations clandestines menées par les services d'espionnage ou les agents d'une tierce partie (par exemple les attaques de la CIA contre des hommes politiques du Nicaragua, la famille Qadhafi, Yasir Arafat);

7. Les opérations clandestines organisées par les services d'espionnage ou par d'autres forces d'un Etat en vue de déstabiliser ou de renverser un autre Etat, des mouvements de libération nationale ou le mouvement international pour la paix (par exemple l'attentat à la bombe contre le Rainbow Warrior);

8. Les campagnes de désinformation menées par un Etat, dans le but de déstabiliser un autre Etat ou de mobiliser l'appui du public en faveur d'un acte de force ou d'intimidation économique, politique ou militaire contre un autre Etat;

9. La vente d'armes qui permettent de poursuivre des guerres régionales et entravent la recherche de solutions politiques à des différends internationaux;

10. L'abrogation des droits civils, des libertés individuelles, des garanties constitutionnelles et légales, sous le prétexte de prétendues mesures "antiterroristes";

11. La mise au point, l'essai et le déploiement de systèmes nucléaires dans l'espace qui accroissent les risques de génocide et de désastre écologique tout en condamnant les plus démunis à continuer à vivre dans la misère et la famine et l'humanité tout entière à vivre dans un climat de crainte perpétuelle.

A l'heure actuelle, la manifestation la plus dangereuse du terrorisme d'Etat est en effet le terrorisme que pratiquent les Etats dotés d'armes nucléaires à l'encontre des autres Etats et que l'on désigne sous l'euphémisme de "dissuasion nucléaire". Ce système de terrorisme nucléaire constitue en fait une activité criminelle internationale puisqu'il s'agit de planification, de préparation et de collusion en vue de commettre des crimes contre la paix, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre, des génocides et de graves violations des quatre Conventions de Genève de 1949. La responsabilité personnelle de ceux qui prennent à l'échelon gouvernemental les décisions en matière d'armement nucléaire se trouve donc engagée et ces personnes sont passibles de sanctions aux termes des Principes de Nuremberg en raison du terrorisme nucléaire auquel ils soumettent quotidiennement tous les Etats et peuples du monde.

Cela étant, nous nous félicitons néanmoins des propositions constructives formulées par le Gouvernement soviétique en vue de la conclusion d'accords valables de contrôle et de réduction des armes nucléaires en ce qui concerne les armes déployées dans l'espace, les armes nucléaires stratégiques et les armements nucléaires de portée intermédiaire. Nous déplorons que le Gouvernement des Etats-Unis n'ait pas réagi à ces initiatives pleines de promesses et ait, en fait, exacerbé la course aux armements nucléaires en poursuivant sa prétendue initiative de défense stratégique.

II. MOUVEMENTS DE LIBERATION NATIONALE

Comme l'Assemblée générale des Nations Unies l'a reconnu à maintes reprises, les peuples qui luttent contre la domination coloniale et l'occupation étrangère et contre les régimes racistes, dans l'exercice de leur droit à l'autodétermination, ont le droit de recourir à la force pour atteindre leurs objectifs dans le cadre du droit humanitaire international. Ces cas d'emploi licite de la force ne doivent pas être confondus avec les actes de terrorisme international. Ainsi, il serait légalement injustifiable de considérer comme des criminels de droit commun les membres des mouvements de libération nationale qui opèrent dans le bassin des Caraïbes, en Amérique centrale, en Namibie, en Irlande du Nord, dans les Iles du Pacifique, en Palestine et en Afrique australe notamment. En fait, ces combattants qui luttent pour la libération nationale, notamment ceux qui appartiennent aux mouvements reconnus en vertu du Protocole I, devraient être considérés comme des combattants soumis à la fois aux lois et coutumes de la guerre et au droit humanitaire international applicable aux conflits armés, tel qu'il est énoncé par exemple dans les Règlements de La Haye de 1907, les quatre Conventions de Genève de 1949 et leur Protocole additionnel I de 1977. En conséquence, les combattants de la libération nationale doivent bénéficier des mêmes normes de conduite de la guerre que les soldats engagés dans un conflit armé international. Ainsi, lorsqu'un combattant de la liberté est capturé dans un Etat belligérant, il devrait être non pas jugé comme un criminel, mais traité comme un prisonnier de guerre. Il pourrait soit être interné pendant la durée du conflit, soit être relâché s'il s'engage à ne pas continuer à participer aux hostilités, soit enfin faire l'objet d'un échange de prisonniers de guerre. Lorsqu'un combattant de la libération nationale se trouve dans un Etat neutre, il ne devrait pas être sujet à extradition vers l'Etat belligérant.

Dans l'esprit du Protocole I de Genève, si un combattant de la libération nationale est capturé après avoir directement et délibérément attaqué des civils innocents, il devrait cependant être traité comme un prisonnier de guerre - comme ce serait le cas pour des soldats de forces armées régulières -, mais il pourrait être traduit devant un tribunal international impartial, de préférence dans un Etat neutre, ou devant une cour internationale, pour y répondre d'un crime de guerre. Dans la mesure où les Etats belligérants concernés refusent, pour des raisons politiques ou à des fins de propagande, de traiter les combattants de la libération nationale de la même manière que des soldats, ils portent une part considérable de responsabilité pour les actes de violence commis contre leurs populations civiles par ces combattants.

Nous tenons toutefois à souligner que la grande majorité des violations des lois et coutumes de la guerre ont été, et sont encore, commises par les forces régulières, irrégulières, paramilitaires ou clandestines des Etats, et non par les combattants de la libération nationale. Les médias occidentaux ont à dessein faussé et mal interprété les rapports numériques à cet égard pour encourager le culte du contre-terrorisme et servir ainsi les buts militaristes et terroristes de leurs propres gouvernements.

III. CONFLITS ARMES NON INTERNATIONAUX

En ce qui concerne les situations où des groupes ou des organisations subnationaux ont recours à la force contre l'appareil de l'Etat mais ne représentent cependant pas des mouvements de libération nationale, nous déclarons que l'article 3 commun aux quatre Conventions de Genève de 1949 et à leur Protocole additionnel II de 1977 est applicable à ces conflits armés non internationaux. En particulier, il convient de maintenir en tout temps et en toutes circonstances la distinction fondamentale entre combattants et non-combattants.

IV. LE ROLE DES MEDIAS INTERNATIONAUX

Les médias internationaux jouent également un rôle direct en ce qui concerne le terrorisme international lorsqu'ils propagent des éléments de désinformation provenant de "sources officielles", qui visent à rendre le public favorable au recours à la force brutale ou à d'autres formes de violence économique et politique contre un autre Etat. Les médias internationaux jouent en outre un rôle indirect du fait qu'ils définissent et décrivent les actes de terrorisme d'une manière sélective. Les médias ont tendance à passer sous silence ou à minimiser les formes institutionnalisées de terrorisme, en réservant le terme de "terrorisme" aux mouvements de libération nationale et à ceux qui les appuient. Les médias deviennent ainsi des agents de contrôle idéologique, en travaillant au renversement du concept de terrorisme.

V. CONCLUSION

Les principes de la Charte des Nations Unies, s'ils sont appliqués sous tous leurs aspects, constituent un instrument efficace pour transformer en politique de respect mutuel les politiques actuelles de puissance et d'hégémonie qui prévalent entre Etats souverains. D'autre part, le véritable terrorisme international est le résultat du fait que les Etats puissants imposent leur volonté à ceux qui sont faibles par le biais de la domination économique, politique, culturelle et militaire. Nous déclarons que, pour mettre fin à toutes les formes de terrorisme, il est essentiel d'instaurer de nouvelles relations entre les nations et entre les peuples, sur la base du respect indéfectible du droit à l'autodétermination des peuples, et grâce à un effort de portée mondiale pour assurer l'égalité économique, politique et sociale.



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/42/309
1er juin 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-deuxième session
Point 80 de la liste préliminaire*

OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES
REFUGIES DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT

Université de Jérusalem "Al-Qods" pour les réfugiés de Palestine

Rapport du Secrétaire général

1. Le présent rapport est présenté conformément à la résolution 41/69 K de l'Assemblée générale, en date du 3 décembre 1986, dont le dispositif est libellé comme suit :

"L'Assemblée générale,

...

1. Souligne la nécessité de renforcer l'enseignement dans les territoires arabes occupés depuis le 5 juin 1967, y compris Jérusalem et, en particulier, la nécessité de créer l'université envisagée;

2. Prie le Secrétaire général de continuer à prendre toutes les mesures nécessaires à la création de l'Université de Jérusalem 'Al-Qods', conformément à la résolution 35/13 B de l'Assemblée générale, en date du 3 novembre 1980, en tenant dûment compte des recommandations compatibles avec les dispositions de ladite résolution;

3. Demande une fois de plus à Israël, puissance occupante, de coopérer à l'application de la présente résolution et de lever les obstacles qu'il a mis à la création de l'Université de Jérusalem 'Al-Qods';

4. Prie le Secrétaire général de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa quarante-deuxième session, sur les progrès réalisés dans l'application de la présente résolution."

* A/42/50 et Corr.1.

2. L'Assemblée générale a envisagé pour la première fois la création de cette université à sa trente-cinquième session. Elle avait alors adopté le 30 novembre 1980 la résolution 35/13 B dans laquelle elle demandait au Secrétaire général, agissant en coordination avec le Conseil de l'Université des Nations Unies, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et l'Unesco d'étudier les moyens de créer à Jérusalem, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, une université comportant des facultés de lettres et des sciences pour répondre aux besoins des réfugiés de Palestine dans la région.

3. Depuis lors, l'Assemblée générale a adopté six nouvelles résolutions à ce sujet (36/146 G du 16 décembre 1981, 37/120 C du 16 décembre 1982, 38/83 K du 15 décembre 1983, 39/99 K du 14 décembre 1984, 40/165 K du 16 décembre 1985 et 41/69 K du 3 décembre 1986) et le Secrétaire général a présenté cinq rapports (A/37/599, A/38/386, A/39/528, A/40/543 et A/41/457) dans lesquels il décrit les mesures qu'il a prises en application des résolutions de l'Assemblée générale, y compris l'élaboration d'une étude de faisabilité fonctionnelle en vue de la création de l'université envisagée, que l'Assemblée avait demandée pour la première fois dans sa résolution 36/146 G, ainsi que la position adoptée par le Gouvernement israélien à l'égard de la création de l'Université.

4. Comme le Secrétaire général l'avait indiqué précédemment 1/, il ne pourrait répondre à la demande que l'Assemblée générale lui avait adressée qu'après avoir mené à son terme l'étude de faisabilité envisagée dans la résolution 36/146 G. En conséquence, après l'adoption de la résolution 41/69 K, le Secrétaire général s'est mis en rapport avec le Recteur de l'Université des Nations Unies qui a désigné, pour aider à mener cette étude, un expert hautement qualifié.

5. Le 11 février 1987, le Secrétaire général a adressé au Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies une note verbale dans laquelle, se référant à la demande qui lui était faite par l'Assemblée générale, il déclarait ce qui suit :

"...

Comme le sait le Représentant permanent, le Secrétaire général pense qu'il y aurait lieu, avant de pouvoir répondre à la demande de l'Assemblée, de mener à son terme l'étude de faisabilité fonctionnelle visée au paragraphe 5 de la résolution 36/146 G. A cette fin, le Recteur de l'Université des Nations Unies a désigné, à la demande du Secrétaire général, un éminent universitaire espagnol, M. Federico Mayor, de l'Université autonome de Madrid, pour aider à mener l'étude envisagée. Afin de s'acquitter de sa mission, l'expert devrait évidemment se rendre dans la région et rencontrer les autorités israéliennes compétentes en gardant à l'esprit le fait qu'Israël exerce le contrôle effectif de la zone concernée.

Le Secrétaire général n'ignore pas, bien entendu, les questions soulevées dans le passé par le Gouvernement israélien, ni sa position à l'Assemblée générale concernant l'université envisagée. Rappelant les éclaircissements déjà fournis par le Secrétariat 2/, le Secrétaire général exprime l'opinion que ces questions pourraient être examinées de la façon la plus utile à l'occasion de la visite de l'expert de l'Organisation des Nations Unies. En

conséquence, étant donné la nouvelle résolution adoptée par l'Assemblée générale à ce sujet et gardant à l'esprit le fait qu'il doit faire rapport à l'Assemblée générale lors de sa prochaine session, le Secrétaire général serait reconnaissant au Gouvernement israélien de faciliter la visite susmentionnée, qui pourrait avoir lieu à une date mutuellement acceptable."

6. Le 22 avril 1987, le Représentant permanent d'Israël a adressé au Secrétaire général la réponse suivante :

"La position du Gouvernement israélien sur cette résolution a été exprimée dans la déclaration faite à la Commission politique spéciale par le Représentant d'Israël le 25 décembre 1983 (A/38/PV.98), dans la lettre du 22 mai 1984 adressée au Secrétaire général adjoint de l'époque, M. Brian Urquhart, par le Représentant permanent d'Israël 3/ et dans des notes verbales adressées au Secrétaire général par le Représentant permanent d'Israël 4/ le 2 mai 1985 et le 10 juin 1986.

Le Gouvernement israélien a constamment voté contre cette résolution pour les raisons exposées dans la déclaration et les documents susmentionnés. Il est évident que ceux qui ont pris l'initiative de la résolution 41/69 K cherchent à exploiter le domaine de l'enseignement supérieur afin de politiser des questions totalement étrangères à des réelles préoccupations de caractère universitaire.

Les établissements d'enseignement supérieur de Judée et de Samarie répondent fort bien aux besoins des habitants de la région, tout en continuant à améliorer le niveau de l'enseignement. En juin 1967, il n'y avait aucune université en Judée et en Samarie. C'est le Gouvernement israélien qui a permis la création de cinq universités ainsi que d'autres collèges universitaires et écoles normales. Aujourd'hui, plus de 15 000 étudiants suivent des cours dans ces établissements d'enseignement supérieur.

Les documents susmentionnés précisait que mon gouvernement a besoin de certains éclaircissements approfondis. En conséquence, tant qu'il ne les aura pas reçus, le Gouvernement d'Israël ne sera pas en mesure de poursuivre cette affaire."

7. En raison de la position prise par le Gouvernement israélien, il n'a pas été possible de conduire à son terme, comme prévu, l'étude de faisabilité fonctionnelle concernant l'université envisagée à Jérusalem.

Notes

1/ Voir A/41/457, par. 4.

2/ Voir A/36/593, annexe I.

3/ Voir A/39/528, par. 11.

4/ Voir A/40/543, par. 10 et A/41/457, par. 6.



Assemblée générale
Conseil économique et social

Distr.
GENERALE

A/42/310 ✓
E/1987/88
8 juin 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-deuxième session
Point 12 de l'ordre du jour provisoire*
RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL
Seconde session ordinaire de 1987
Point 15 de l'ordre du jour provisoire**
COOPERATION ET COORDINATION INTER-
NATIONALES DANS LE CADRE DU SYSTEME
DES NATIONS UNIES

Année internationale de la mobilisation de ressources financières
et techniques destinées à accroître la production alimentaire
et agricole en Afrique

Rapport de Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	1 - 2	3
II. LA CRISE ALIMENTAIRE ET AGRICOLE EN PERSPECTIVE	3 - 15	3
III. PROBLEMES QUE SOULEVE LE DEVELOPPEMENT TECHNIQUE EN AFRIQUE	16 - 31	6
A. Rôle des innovations techniques dans l'agriculture en Afrique	16 - 22	6
B. Transfert de technologie : théorie et pratique .	23 - 28	8
C. Conséquences pour la création de techniques en Afrique	29 - 31	9

* A/42/50 et Corr.1.

** E/1987/100.

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
IV. IMPERATIFS LIES A LA CREATION ET A LA DIFFUSION DE TECHNIQUES EN AFRIQUE	32 - 56	10
A. Choix à opérer	32 - 37	10
B. Renforcement de la recherche fondamentale en Afrique	38 - 41	12
C. Renforcement des systèmes nationaux de recherche agricole	42 - 43	13
D. Formation en vue du renforcement des capacités scientifiques locales	44 - 46	13
E. Domaines d'avenir liés aux investissements en matière de recherche	47 - 53	14
F. Evolution des techniques et des méthodes de gestion	54 - 55	16
G. Incidences financières	56	16
V. RESSOURCES FINANCIERES DESTINEES AU SECTEUR AGRICOLE EN AFRIQUE	57 - 69	17
A. Tendances antérieures.....	57 - 59	17
B. Causes de la crise de ressources financières ...	60 - 63	18
C. Courants d'aide publique au développement	64 - 66	19
D. Ressources nécessaires et leur utilisation	67 - 71	21
VI. CONCLUSION	72 - 73	22

I. INTRODUCTION

1. Dans sa résolution 38/198, relative à l'année internationale de la mobilisation de ressources financières et techniques destinées à accroître la production alimentaire et agricole en Afrique, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'élaborer, en consultation avec les organes, organisations et organismes intéressés des Nations Unies, des propositions axées sur l'action, en prévision de l'année internationale de la mobilisation de ressources financières et techniques destinées à accroître la production alimentaire et agricole en Afrique, et de faire rapport à l'Assemblée générale lors de sa quarantième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, sur l'application de ladite résolution.

2. Dans une note (E/1985/113), le Secrétaire général a avisé le Conseil économique et social que le rapport demandé dans ladite résolution ne serait pas prêt pour la quarantième session de l'Assemblée générale. Le Conseil a alors demandé, par sa décision 1986/149, que le rapport soit présenté à l'Assemblée à sa quarante-deuxième session, par l'intermédiaire du Conseil à sa seconde session ordinaire de 1987. Le présent rapport est donc soumis comme suite à la résolution 38/198 de l'Assemblée générale et à la décision 1986/149 du Conseil économique et social.

II. LA CRISE ALIMENTAIRE ET AGRICOLE EN PERSPECTIVE

3. Au cours des deux dernières décennies, l'Afrique a graduellement perdu les moyens qu'elle avait de nourrir sa population et de financer ses investissements dans le secteur agricole. Elle dépend de plus en plus des pays industrialisés pour la satisfaction de ses besoins. Au cours des 10 dernières années, les recettes provenant de ses principales cultures d'exportation ont nettement chuté alors que sa dette extérieure s'est alourdie. L'Afrique au sud du Sahara, région la plus pauvre du monde, est la seule région où le taux de croissance démographique est en hausse et où le revenu moyen par habitant continuera probablement à baisser au cours de la décennie 1985-1995, entraînant une réduction de l'ordre de 0,7 % du produit intérieur brut (PIB) par habitant 1/. La question logique est par conséquent de savoir s'il existe un quelconque espoir pour les populations d'Afrique. La réponse est affirmative à condition que les populations et les gouvernements africains soient prêts à relever le défi. Un regard porté sur l'Asie permettra dans une certaine mesure de placer les problèmes et défis auxquels fait face l'Afrique dans une perspective plus claire que des prévisions pessimistes prises isolément.

4. Au début des années 60, l'Inde était en proie au même problème que l'Afrique aujourd'hui : elle n'arrivait pas à nourrir sa population. A présent, l'Inde est autosuffisante dans le domaine céréalier et, en 1985, elle a même fait don aux pays africains de 100 000 tonnes de céréales. Elle dispose d'un stock céréalier de plus de 17 millions de tonnes et exporte du blé. Bien que l'Inde compte encore une large proportion de personnes souffrant de malnutrition, elle a montré comment des politiques fermes en matière agricole soutenues par des investissements complémentaires dans les domaines de la construction de routes en zone rurale, de la recherche en matière d'irrigation et du développement d'un nouveau système d'écoles d'agriculture avaient contribué à une transformation fondamentale du secteur agricole. Evidemment, il y a des différences socio-économiques et

structurelles majeures entre l'Inde et l'Afrique, mais la comparaison fait apparaître que l'Afrique possède un potentiel physique qui doit lui permettre non seulement de nourrir sa population de 450 millions d'habitants, mais également de se procurer des devises et de soutenir l'emploi dans d'autres secteurs économiques 2/. La question est de savoir comment exploiter ce potentiel. La crise actuelle incite à réexaminer enfin le rôle de l'agriculture dans le développement de l'Afrique.

5. La grave situation alimentaire et agricole en Afrique s'est manifestée sous diverses formes : dans certains pays, en particulier dans la zone sahélienne, on a assisté à des déplacements massifs de populations et de bétail. Nombre de pays de la région qui, à un moment, étaient exportateurs nets de produits de base comme l'huile de palme, le cacao, le sisal, l'arachide et les céréales, ont soit perdu la place qu'ils occupaient sur les marchés mondiaux, soit sont devenus de grands importateurs de ces mêmes produits de base. D'autres pays, qui étaient à un moment les greniers de l'Afrique, subsistent à présent principalement grâce aux importations alimentaires. En fait, l'aide internationale à l'Afrique a atteint un point où son niveau par habitant est le plus élevé au monde. Les besoins d'aide alimentaire en 1985 des 21 pays souffrant de pénuries aiguës étaient estimés à 7 millions de tonnes contre 5,3 millions de tonnes en 1983-1984.

6. Toutefois, du fait de l'amélioration principalement des conditions climatiques en 1985 et 1986, la production alimentaire a augmenté de plus de 8 % 3/, ce qui a eu pour effet de réduire les besoins d'aide alimentaire en Afrique au sud du Sahara, qui sont estimés à 1,21 million de tonnes de céréales en 1986-1987. En dépit de cette amélioration d'ensemble, des problèmes alimentaires localisés, mais graves cependant, persistent en Afrique où sept pays sont toujours menacés de pénuries aiguës.

7. Le fort ralentissement de la production alimentaire par habitant et la baisse de la valeur des exportations agricoles (-1,040 % en 1980-1985 et -3,996 % en 1980-1984 respectivement) ont eu de graves conséquences : une hausse constante des prix des produits alimentaires, un endettement accru et une aggravation des problèmes posés par le service de la dette, ainsi qu'une misère et une malnutrition généralisées. On estime à plus de 150 millions le nombre de personnes souffrant de la faim et de la malnutrition en Afrique 4/. Sur les 39 pays d'Afrique dont la ration énergétique alimentaire par habitant se situait en deçà des normes minimales en 1969-1971, 28 avaient encore une ration énergétique alimentaire par habitant en deçà des normes minimales en 1979-1981 5/.

8. Les principales causes de la crise sont bien connues. Le présent document n'en relève que les aspects saillants. La sécheresse, les inondations et autres catastrophes naturelles enregistrées en 1969-1973 et en 1981-1984 ont révélé la crise au grand jour, et la croissance démographique est venue s'ajouter à la pression exercée sur les ressources dans des domaines spécifiques; toutefois, les principales causes immédiates de la crise sont les politiques et les stratégies de développement aux niveaux national et international qui ont dénié à l'agriculture sa place prioritaire de moteur du développement 6/. A la base, un certain nombre de facteurs politiques, sociaux, techniques et économiques fondamentaux (en particulier l'évolution des prix des produits énergétiques et la récession économique globale) jouent depuis longtemps. De nombreux pays africains ont poursuivi des politiques d'exploitation minière en raison du rôle méconnu de

l'agriculture dans le développement national, ce qui a entraîné une détérioration des termes de l'échange, un financement insuffisant et un rapport élevé coûts-bénéfices dans le secteur agricole.

Nécessité d'adopter des mesures à moyen terme et à long terme

9. La crise alimentaire en Afrique fait partie d'une crise agraire globale qui se manifeste par la malnutrition, la pauvreté, le sous-développement et la dépendance alimentaire croissante à l'égard des nations industrialisées. Pour mettre un terme à la faim et à la pauvreté, les gouvernements doivent redéfinir de manière fondamentale les stratégies de développement à court, à moyen et à long terme en faveur de l'agriculture. Les donateurs doivent également aider l'Afrique à remédier à sa crise agraire en réexaminant le rôle de l'aide, en procédant à des réformes fondamentales de l'aide et en renforçant les capacités locales aux fins du développement et de l'application de la science et de la technique pour s'attaquer aux principaux problèmes de l'agriculture en Afrique : faiblesse de la productivité, fragilité des écosystèmes, mise en valeur limitée des ressources en eau et des terres, mauvaise gestion, épizooties et épiphyties, fortes pertes alimentaires et systèmes inadéquats de fourniture de services. (Bien qu'essentiels à une survie immédiate, les programmes d'aide alimentaire d'urgence à court terme n'entrent pas dans le cadre de la présente étude.)

10. Le présent rapport est axé sur trois domaines critiques :

- a) Le renforcement du personnel scientifique local;
- b) Le renforcement des services nationaux de recherche et de technologie afin de créer et de diffuser davantage de techniques en Afrique et de moins dépendre des transferts de technologie;
- c) La mobilisation de ressources financières sur le plan national et international en faveur du développement agricole de l'Afrique.

11. Les deux premiers domaines ont été négligés tant par les Etats africains que par les donateurs parce qu'ils mettaient trop l'accent sur le transfert direct de technologie, la formation à l'étranger d'agronomes et la création de centres internationaux de recherche agricole. La période minimale nécessaire pour créer des infrastructures de base en Afrique et renforcer celles qui existent pour mettre la science et la technique au service de l'agriculture en Afrique est estimée à 25 ans.

Proclamation d'une année internationale de l'Afrique et problèmes à surmonter

12. L'attention du monde entier s'est tournée vers l'Afrique en raison des ravages que la famine et la pauvreté y ont exercés récemment. La nature et la dimension de la crise en Afrique ont suscité l'intérêt du monde entier comme on ne l'avait jamais vu auparavant et, espérons-le, comme on ne le verra jamais plus. Le présent rapport cherche à encourager la communauté internationale à mobiliser des ressources pour combattre la faim et la pauvreté en Afrique.

13. Il s'agit principalement de formuler des propositions à l'occasion de la proclamation d'une année internationale de la mobilisation de ressources

financières et techniques destinées à accroître la production alimentaire et agricole en Afrique. L'année 1991 pourrait certes être proclamée Année internationale de l'Afrique, mais elle devrait être considérée comme l'année au cours de laquelle des activités devant démarrer immédiatement atteindraient leur point culminant; des plans de redressement à long terme portant sur les deux ou trois prochaines décennies pourraient également être lancés à cette occasion. La situation agraire en Afrique est si urgente que la mobilisation devrait se faire sans tarder.

14. En adoptant sa résolution 38/198, l'Assemblée générale a noté avec une profonde préoccupation que la situation de l'alimentation et de l'agriculture a empiré en Afrique, comme en témoigne une baisse considérable de l'autosuffisance alimentaire. L'Assemblée est pleinement consciente que l'aide étrangère peut jouer un rôle primordial dans le développement du tiers monde si des ressources supplémentaires sont mobilisées parallèlement. L'Assemblée reconnaît également que le retard technologique de l'Afrique est directement lié au recul de la productivité agricole, lequel est aggravé par des facteurs naturels tels que la sécheresse et la désertification.

15. Le présent rapport examine plus en détail les problèmes financiers et techniques qui se posent au secteur de l'agriculture en Afrique. Il tient compte du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 adopté en juillet 1985 par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine 7/ et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990, adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution S-13/2 du 1er juin 1986, dans lesquels les pays africains, avec le concours de la communauté internationale, se sont engagés à consacrer davantage de ressources au secteur agricole et à introduire des changements de politique et les ajustements structurels nécessaires qui auraient pour conséquence de moins les exposer à l'avenir à des situations d'urgence, en même temps qu'ils jetteraient les bases d'un développement et d'une croissance économiques auto-entretenus.

III. PROBLEMES QUE SOULEVE LE DEVELOPPEMENT TECHNIQUE EN AFRIQUE

A. Rôle des innovations techniques dans l'agriculture en Afrique

16. En dépit d'un énorme potentiel de production, le taux d'accroissement de la production alimentaire en Afrique depuis 1970 n'a représenté que la moitié du taux de croissance démographique. Trois décennies d'expérience dans le tiers monde ont montré qu'aucun facteur (capitaux, climat, population ou technologie) ne pouvait expliquer à lui seul l'évolution ou la stagnation de l'agriculture. On s'accorde à croire que le changement technique constitue l'un des quatre ou cinq moyens ou éléments stratégiques de modernisation de l'agriculture.

17. On pourrait commencer par examiner un élément central de l'innovation technique, à savoir la recherche agricole. Les progrès enregistrés dans ce domaine ont eu des conséquences si spectaculaires en Asie que, devant la crise en Afrique, toute analyse sérieuse du rôle de la technologie dans le redressement de la situation en Afrique doit en tenir compte. Cette question est étudiée plus en détail aux paragraphes 23 à 28; il suffira de noter ici qu'en l'espace de six ans (1960-1966), l'Institut international de recherche sur le riz a produit une

nouvelle variété de riz (IR-8) qui a considérablement accru les rendements en Inde, aux Philippines et dans d'autres pays d'Asie. Au cours de la même décennie, de nouvelles variétés de blé produites par le Centre international d'amélioration du maïs et du blé du Mexique ont permis à l'Inde de doubler sa production de blé en huit ans, résultat remarquable qu'aucun autre grand pays au monde n'est parvenu à obtenir jusqu'ici.

18. Les critiques de la révolution verte en Asie ont été axées sur ses conséquences économiques et sociales inégales, bien que de récents travaux de recherche aient montré que de façon générale, les petits agriculteurs comme les grands avaient adopté les semences à grand rendement dans des proportions plus ou moins égales, avec des gains similaires en efficacité. La critique la plus pertinente est que le bond quantitatif fait par l'Asie tient au type de culture hautement intensive pratiquée sur ce continent depuis plusieurs générations. Toutefois, ceux qui doutent qu'il soit prudent de chercher à résoudre les problèmes de l'Afrique en misant sur la technologie doivent tenir compte de trois importants éléments : le taux global de rendement de ces investissements; le rôle historique joué par la recherche agricole en Afrique; et le potentiel de croissance qu'offre le secteur agricole en Afrique s'il s'adapte aux techniques. Ce qui importe avant tout, c'est d'encourager cette évolution en suivant une stratégie efficace, non pas pendant un an ou deux seulement dans les limites d'un projet étroitement défini, mais à long terme. Ces différents arguments sont brièvement exposés ci-dessous.

19. On s'accorde à reconnaître aujourd'hui que la recherche agricole est une activité d'investissement rentable. Plus de 50 études empiriques effectuées sur le taux de rentabilité des investissements consacrés à la recherche agricole sont à présent disponibles dans des pays industrialisés, en Amérique latine et en Asie. Ces études montrent toutes que le taux de rentabilité des investissements consacrés à la recherche agricole est élevé (entre 40 et 60 %). Ce qui est surprenant, c'est qu'aucune de ces études ne porte sur l'Afrique.

20. Quatre points importants se dégagent du passé historique de l'Afrique. Premièrement, des variétés améliorées de coton, d'arachides, d'huile de palme, de café et de thé ont permis une ouverture de l'économie rurale en Afrique et fourni des possibilités économiques à des millions d'agriculteurs. Par exemple, il y a aujourd'hui environ 18 000 petits producteurs de thé au Kenya. Deuxièmement, le type de progrès rendu possible par la révolution verte a été réalisé dans le secteur de l'huile de palme au Zaïre dans les années 60, et dans celui du maïs hybride au Zimbabwe dans les années 50 et au Kenya dans le milieu des années 60 respectivement. Bien que ces importants progrès n'aient pas trouvé un large écho dans les revues scientifiques ou dans la presse en général, ils n'en illustrent pas moins le rôle que la recherche agricole à long terme peut jouer dans la production de nouvelles techniques en Afrique même. Troisièmement, l'expérience montre qu'à l'exception des travaux de recherche effectués sur le maïs hybride au Zimbabwe (1932-1949) et au Kenya (1955-1964), la plupart des travaux de recherche durant la période coloniale étaient axés sur les cultures d'exportation. Quatrièmement, l'expérience montre également que le laps de temps qui s'écoule en moyenne entre le début des travaux de recherche et la mise au point d'une nouvelle technique est d'environ 10 ans. Par conséquent, la recherche agricole a besoin de programmes d'investissement à long terme et d'un soutien constant de la part des pays africains et des donateurs si l'on veut remédier à la crise agraire actuelle.

/...

21. On peut tirer de cet examen sommaire de la situation en Afrique d'autres enseignements liés en particulier au développement de la production alimentaire. Les gouvernements de l'ère postcoloniale ont continué à mettre l'accent, comme par le passé, sur la recherche agricole, mais les systèmes de recherche agricole ont été affaiblis par l'absence de partisans inconditionnels d'une recherche effective. Les petits agriculteurs ont dans l'ensemble souffert de leur mauvaise organisation et de la faiblesse de leur pouvoir politique. Les riches agriculteurs ont souvent considéré l'exploitation agricole comme un prolongement de leurs intérêts mercantiles, soucieux d'un profit à court terme plutôt que d'une viabilité à long terme. Les systèmes de recherche actuels ont souvent besoin d'être restaurés.

22. Ces considérations permettent non seulement de conclure que les engagements à long terme liés au développement technique de l'Afrique peuvent être tenus et méritent de l'être, mais qu'ils doivent reposer sur les conditions en vigueur en Afrique, à savoir la situation de la vaste majorité des agriculteurs africains ainsi que les variétés de cultures et d'écosystèmes spécifiques au continent. Cela conduit à la question de savoir jusqu'à quel point le transfert de technologie peut aider à réaliser des progrès fondamentaux dans le domaine de l'agriculture en Afrique.

B. Transfert de technologie : théorie et pratique

23. Lorsqu'en 1960, 16 pays d'Afrique ont accédé à l'indépendance, un tel optimisme régnait qu'on pensait pouvoir sauter des stades de développement et rattraper les pays industrialisés. Le transfert de technologie a suscité au niveau des pays africains l'espoir qu'ils pourraient adopter ces techniques pour moderniser à la fois leur industrie et leur agriculture dans un laps de temps relativement court. Il n'est donc que normal qu'après l'indépendance, les pays africains et les donateurs se soient tournés vers le transfert de technologie, d'importation de variétés de semences améliorées et les races de bétail améliorées pour moderniser l'agriculture.

24. Sur le plan théorique, les arguments en faveur du transfert de technologie ne sont pas compliqués. Pour les scientifiques, qui travaillent dans des instituts, groupes ou équipes de recherche, ses avantages sont prouvés. On suppose que le produit de ces groupes de recherche - à savoir des techniques améliorées - peut être transféré par l'intermédiaire des secteurs public et privé vers des clients se trouvant dans d'autres zones géographiques. Compte tenu du faible nombre d'agronomes, de leur mauvaise répartition ainsi que des conditions déplorable dans lesquelles ils travaillent dans la plupart des pays africains, l'importation de techniques "toutes prêtes" constitue une idée attrayante. L'aide liée favorise également l'importation de techniques étrangères.

25. Une analyse du transfert effectif de technologie a montré que nombre de centres de création de nouvelles variétés d'huile de palme, de coton et de maïs, par exemple, avaient bénéficié de l'apport de techniques importées au cours de plusieurs décennies. Toutefois, dans beaucoup de pays, il y a loin de la théorie à la pratique pour ce qui est du transfert de technologie. De nombreux centres internationaux de recherche agricole situés en Afrique ont principalement axé leurs activités sur le transfert direct de variétés de plantes améliorées sans trop se soucier du transfert de capacités - c'est-à-dire aider les services et les

instituts nationaux de recherche à développer leurs propres moyens scientifiques en vue de choisir et d'emprunter des techniques, de les adapter aux besoins locaux et ainsi d'attirer et de retenir la main-d'oeuvre locale qualifiée.

26. La plupart des donateurs ont sérieusement sous-estimé la variabilité de l'agriculture en Afrique, la capacité scientifique nécessaire à l'échelon local pour bénéficier au maximum de l'emprunt de techniques (par le biais d'un transfert) à partir du système mondial de recherche. L'acceptation aveugle du transfert direct de technologie crée chez de nombreux donateurs la douce illusion qu'il est possible d'éviter le long, pénible et coûteux processus de renforcement des capacités de recherche fondamentale appliquée au niveau des services nationaux de recherche agricole et dans les universités africaines. Mais, l'expérience qu'a eue l'Afrique de cette forme de transfert de technologie au cours des 25 dernières années renforce les conclusions bien établies selon lesquelles seul un pays doté de ses propres moyens de recherche agricole peut bénéficier pleinement du progrès des connaissances scientifiques et les adapter à ses propres ressources ainsi qu'à ses valeurs culturelles.

27. En résumé, l'importation de techniques est déterminée par le stade de développement d'un pays donné. Au stade actuel du développement de l'Afrique, l'écart entre la théorie et la pratique au niveau du transfert de technologie est partiellement fonction des modestes moyens administratifs, financiers et scientifiques locaux. Malheureusement, le soutien à long terme nécessaire au renforcement des capacités scientifiques locales ne reçoit qu'une faible priorité de la part de la plupart des pays africains et des donateurs qui sont pour l'essentiel prisonniers de cycles de projet d'une durée de trois à cinq ans.

28. L'une des opinions les plus répandues chez les donateurs est qu'il y a un grand nombre de techniques agricoles éprouvées en Afrique et que le problème est de savoir comment les diffuser parmi les agriculteurs. En ce qui concerne les cultures vivrières, il est établi qu'à l'exception du maïs en Afrique de l'Est et en Afrique australe, du sorgho hybride au Soudan et du développement et de la vulgarisation de variétés de manioc et de maïs résistant aux épiphyties dans certaines zones de l'Afrique de l'Ouest, il reste peu de techniques agricoles éprouvées à diffuser. Il apparaît également de plus en plus que la base de ressources génétiques de cultures d'exportation comme le cacao, l'huile de palme et le caoutchouc s'épuise. Cette érosion est due en partie à la redéfinition des priorités en matière de recherche sur les cultures vivrières mais également en partie à cause de l'inexpérience des jeunes scientifiques africains.

C. Conséquences pour la création de techniques en Afrique

29. Au cours des 25 années qui se sont écoulées depuis le fin de l'ère coloniale, on a beaucoup appris sur le développement agricole et le rôle de la science et de la technique dans la transformation de l'agriculture en Afrique. Il apparaît de plus en plus clairement que le transfert de techniques, en particulier dans les domaines biologique et chimique, a été trop va. é et la mise au point de techniques en Afrique sous-estimée par les pays africains et les donateurs. En outre, de nombreux pays africains ont été incapables d'exploiter le transfert de technologie parce qu'ils ne disposaient pas des ressources et des agronomes motivés nécessaires

pour choisir et transférer les techniques à partir des Etats voisins, des réseaux régionaux et du réseau mondial de recherche. Le transfert de techniques, bien qu'étant un important aspect du développement agricole en Afrique, ne devrait pas être le seul sur lequel on compte pour résoudre la crise agraire en Afrique.

30. Il a été indiqué qu'en raison de la croissance rapide de la population, il importait d'augmenter les dépenses consacrées à la recherche agricole en Afrique afin de créer un flux continu de techniques agricoles et ce, en vue de l'intensification de la production. Vingt-cinq années d'indépendance ont également montré que les responsables du secteur agricole en Afrique ne devraient pas espérer que les 13 centres internationaux de recherche agricole fourniront aux pays africains de nouvelles techniques. Bien que ces centres internationaux aient un rôle à jouer au niveau du système mondial, il ne sauraient remplacer des services nationaux de recherche bien structurés. La conclusion générale est qu'une plus grande attention doit être accordée au renforcement des capacités scientifiques locales aux fins de l'acquisition de techniques.

31. Les incidences de cette situation pour les pays africains et les donateurs sont claires. Les investissements consacrés à la recherche sur les cultures vivrières et sur les cultures d'exportation, en particulier dans le premier cas, et destinés à l'ensemble des producteurs ruraux, devront être considérablement accrus dans la plupart des pays africains. Tant que la recherche agricole locale ne favorisera pas la création d'un courant continu de techniques nouvelles, la course entre l'accroissement de la production alimentaire et des revenus et l'accroissement de la population en Afrique ne pourra jamais être gagnée.

IV. IMPERATIFS LIES A LA CREATION ET A LA DIFFUSION DE TECHNIQUES EN AFRIQUE

A. Choix à opérer

32. Etant donné que la recherche est une activité de longue haleine, des choix difficiles doivent être faits en matière de priorités dans ce domaine. Il est dit dans le présent document que la recherche sur les produits de base (cultures d'exportation et vivrières) devrait recevoir une priorité élevée parce que ce type de recherche offre la possibilité de créer de nouvelles sources de revenu ainsi que des emplois en milieu rural. Des activités de recherche d'appoint sur les terres, l'humidité, la conservation des ressources en eau, les investissements destinés à permettre la mise en place d'infrastructures et de services de vulgarisation en zone rurale sont également nécessaires pour faciliter l'introduction de systèmes d'exploitation agricole adaptés, et bien soutenus par des progrès techniques dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage.

33. L'équilibre à observer entre la recherche scientifique fondamentale, la recherche appliquée, les systèmes de recherche agricole et la recherche effectuée par les agriculteurs eux-mêmes dépendra des circonstances. Toutefois, dans tous les cas, le souci principal sera de continuer à faire participer les scientifiques et les agriculteurs aux différents types de recherche dans le cadre d'une étroite collaboration. Dans la plupart des cas, seule la recherche appliquée a bénéficié d'une grande attention. Les restrictions sur le transfert de technologies ont déjà

été évoquées dans la section III. Des choix doivent être également faits sur les formes que pourrait revêtir la recherche. Dans le passé, la recherche a été axée sur la lutte contre les parasites et les épiphyties. Bien que la recherche agronomique sur les cultures vivrières ait été encouragée, elle avait tendance à négliger certaines considérations d'ordre agricole pratique touchant les paysans pauvres et les paysans exposés à certains risques (par exemple la disponibilité de la main-d'oeuvre et les cultures intercalaires). La mécanisation, les récoltes, le stockage et autres aspects économiques n'avaient pas reçu toute l'attention requise 8/. Chose plus importante encore pour l'Afrique, toute la question de savoir comment les communautés allaient pouvoir utiliser les ressources disponibles a également été souvent omise dans les calendriers des activités de recherche.

34. Le présent rapport souligne que le renforcement des systèmes de production a été négligé. L'accent a été mis sur l'agriculteur (riche ou pauvre) et on a fait peu cas de la façon dont les ressources allaient être gérées d'un point de vue communal, national ou régional. Des politiques à court terme et orientées vers le profit ont été adoptées en ce qui concerne les systèmes de production et de recherche. Créer des systèmes solides nécessite une combinaison des quatre types de recherche mentionnés plus haut. En pratique, étant donné que la plupart des pays sont déjà dotés de centres de sélection et de création de variétés de cultures, la priorité devrait à présent être donnée à la recherche fondamentale appliquée dans les domaines de la gestion et de la dynamique des ressources en sols et en eau, de la mécanisation appropriée, de l'exploitation agricole mixte en particulier pour ce qui est du problème des bêtes de trait, des cultures intercalaires et des rotations de cultures, de la fertilisation à partir de produits organiques, de la lutte intégrée contre les parasites, du développement et de l'introduction de variétés appropriées (y compris de variétés xérophyles) et de la lutte contre la désertification. Il est clair que la recherche fondamentale sera largement inefficace sans les vastes ressources financières et le personnel scientifique qu'un pays a du mal à avoir tout seul. Une collaboration régionale est certainement nécessaire. Tous les programmes régionaux de recherche devront être conçus de telle façon que chaque pays membre aura le sentiment de disposer de suffisamment de moyens lui permettant de réaliser ses priorités et de porter remède à ses problèmes.

35. Toutefois, parmi les problèmes les plus graves qui entravent l'efficacité de la recherche en Afrique figurent notamment la faiblesse des systèmes de distribution qui empêche les techniques développées au niveau des centres de recherche de parvenir aux agriculteurs pour être adoptées et appliquées. Il est d'autant plus nécessaire de disposer de systèmes de distribution et de recherche meilleurs et plus efficaces. Les faibles relations entre les services de recherche, de vulgarisation et le paysannat retardent le développement et la diffusion de techniques si nécessaires au progrès.

36. Des choix plus difficiles concernent les groupes cibles des investissements en matière de recherche. Compte tenu du grand nombre de paysans démunis en Afrique, une plus grande attention devrait être accordée aux investissements liés à la recherche principalement axée sur les problèmes de ce groupe de population. Même les thèmes de la recherche scientifique fondamentale (par exemple la dynamique des sols) devraient refléter certains des principaux problèmes rencontrés par les petits agriculteurs (y compris les petites agricultrices).

37. Etant donné que par le passé, la recherche avait porté sur les domaines à fort potentiel, la répartition de la pauvreté et la vulnérabilité à la faim, il est logique que davantage de ressources soient consacrées aux zones agro-écologiques marginales plus éloignées qui comptent néanmoins une forte population. Ces considérations appellent une reformulation des politiques en matière de technologie, ce qui permettrait d'accorder une attention particulière et des ressources supplémentaires à ces zones dont certaines avaient été plus ou moins négligées par le passé.

B. Renforcement de la recherche fondamentale en Afrique

38. Au cours des deux dernières décennies, les donateurs s'étaient engagés à apporter un soutien généreux aux centres internationaux de recherche agricole. Les ressources consacrées par les donateurs à la recherche appliquée dans les centres internationaux de recherche agricole et les services nationaux de recherche s'élèveront probablement à plusieurs milliards de dollars au cours de la période 1980-2000. En dépit du fait que la plupart des centres internationaux de recherche agricole sont basés en Afrique, seuls le Laboratoire international de recherche sur les maladies des animaux (LIRMA), l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA) et dans une certaine mesure le Centre international pour l'élevage en Afrique (CIPEA) se consacrent à la recherche scientifique fondamentale. Tandis que les autres centres internationaux de recherche agricole se concentrent sur la recherche appliquée et les études à plus court terme, le LIRMA se consacre pour sa part à la recherche à long terme sur deux types de maladies animales, la tripanosomiose et la theileriose (fièvre de la Côte Est) dont souffre principalement le bétail en Afrique.

39. Le soutien presque exclusif apporté par les donateurs à la recherche appliquée et les modestes ressources consacrées par eux à la recherche scientifique fondamentale dans les universités et instituts de recherche d'Afrique impliquent que le transfert de technologie et la recherche appliquée suffisent à résoudre les problèmes de l'agriculture en Afrique. Mais les problèmes d'ordre technique que connaît l'agriculture dans la région sont tels que seuls des efforts concertés et conjugués à long terme dans les domaines de la recherche appliquée et de la recherche scientifique fondamentale peuvent contribuer à les résoudre efficacement. Bien que les programmes de l'IITA, de l'Office de recherche scientifique et technique outre-mer (ORSTOM) et de l'Institut de recherche agronomique tropicale (IRAT) en Afrique de l'Ouest soient consacrés à la recherche fondamentale sur les sols puisque ces organismes s'occupent de pratiques culturales, il est évident que la recherche sur le faible niveau de fertilité des sols ainsi que sur la gestion et la mise en valeur des ressources en eau concerne certains des domaines ayant le plus besoin des apports de la recherche scientifique fondamentale. En fait, on éprouve déjà la nécessité de renforcer la recherche sur les sols en Afrique. La solution de la crise agricole et alimentaire en Afrique nécessite des travaux de recherche ainsi qu'une meilleure connaissance de l'agroclimatologie. Outre les activités menées par les organismes de recherche susmentionnés, les apports de l'Institut international de recherche sur les cultures en zone tropicale semi-aride (ICRISAT) et de l'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest (ADRAO) etc. méritent d'être signalés. En particulier, le travail accompli par le Centre international de physiologie et d'écologie entomologiques (CIPE) dans le domaine de l'immunologie et de la lutte intégrée contre les parasites est remarquable et mérite d'être soutenu.

40. L'Année internationale pour l'Afrique offre une bonne occasion d'évaluer l'état des connaissances dans les domaines de la recherche scientifique fondamentale et de la recherche appliquée, le degré d'efficacité de la recherche scientifique fondamentale dans les centres internationaux de recherche agricole, le fonctionnement des services nationaux et des universités d'Afrique et d'examiner la possibilité de transférer des connaissances scientifiques de base des pays industrialisés aux instituts de recherche agricole d'Afrique. Les résultats de ces travaux aideraient les donateurs à établir un dosage entre la recherche scientifique fondamentale et la recherche appliquée pour les 20 ou 25 années à venir. Il conviendrait de mentionner toutefois que certaines de ces activités sont déjà en cours de réalisation dans les pays membres de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe, sous la supervision du Centre de coopération en matière de recherche agricole de l'Afrique australe basé au Botswana.

41. L'un des défauts de la recherche scientifique fondamentale est qu'elle est souvent éloignée des réalités sur le terrain. Les chercheurs dans ces universités sont généralement isolés. Des efforts accrus doivent être déployés pour associer les spécialistes de la recherche scientifique fondamentale aux spécialistes de la recherche appliquée et également aux utilisateurs des techniques. Des enseignements pourraient être tirés de l'étude des organismes ayant fait leurs preuves dans ce domaine, comme l'Institut de recherche agricole Samaru (de l'Université Amadou Bello du Nigéria).

C. Renforcement des systèmes nationaux de recherche agricole

42. Pour renforcer leurs systèmes de recherche agricole, les pays africains devraient recueillir, stocker et tester du matériel génétique produit au niveau local et adapter des techniques développées en dehors de leurs pays. Il se peut que dans certains domaines, il n'y ait pas de techniques "toutes prêtes" à importer (par exemple la conservation des sols et la fertilisation à partir de produits organiques) et que dans d'autres, il n'y ait aucune raison de ne pas utiliser le matériel local.

43. Il importe également au plus haut point que les chercheurs prennent part directement aux activités menées dans les exploitations agricoles et que les agriculteurs jouent un rôle dans la recherche. Les agriculteurs devraient également aider à établir le programme des activités de recherche et effectuer certains des essais prévus dans l'exploitation agricole. Un plus grand nombre de travaux de recherche devraient être réalisés sur le terrain plutôt qu'en laboratoire, compte tenu de la grande variabilité des conditions naturelles et socio-économiques d'un endroit à un autre. Les agriculteurs peuvent participer aux activités menées dans les stations expérimentales locales.

D. Formation en vue du renforcement des capacités scientifiques locales

44. Tandis que tout était mis en oeuvre pour africaniser la fonction publique, le secteur commercial et le secteur industriel, l'africanisation des universités et des organismes de recherche, elle, n'a pas bénéficié de la même attention. Ce qui en résulte, c'est une pénurie aiguë de scientifiques, de gestionnaires et d'enseignants africains dans les facultés et écoles d'agriculture et une dépendance excessive à l'égard d'experts étrangers.

45. Les donateurs sont conscients de la pénurie aiguë de scientifiques et de gestionnaires africains. Mais la pratique actuelle qui consiste à envoyer un grand nombre d'étudiants africains à l'étranger pour une formation universitaire supérieure ne saurait être le meilleur moyen de résoudre les problèmes de main-d'oeuvre en Afrique dans le secteur agricole étant donné que seul un nombre étonnamment restreint de ces étudiants effectuent des travaux de recherche sur les problèmes africains au cours de leurs programmes d'études. Pour que la formation universitaire supérieure soit de quelque utilité à l'agriculture en Afrique, elle doit se dérouler dans un cadre où les problèmes posés s'apparentent à ceux rencontrés en Afrique.

46. Aussi, la formation des scientifiques et des agronomes africains au niveau de la maîtrise et du doctorat de troisième cycle devrait-elle se dérouler non plus dans les pays industrialisés mais en Afrique. La formation universitaire supérieure devrait également mettre l'accent sur le travail pratique et l'organisation des carrières des chercheurs devrait tenir compte de leurs travaux sur le terrain. Le moment est venu d'opérer ce changement. Toutefois, avant que les donateurs ne poursuivent leurs programmes d'investissement destinés à accroître les capacités scientifiques et de gestion nécessaires au développement agricole, la question de l'enseignement supérieur en Afrique devrait être examinée de façon approfondie dans une étude régionale au cours de l'Année internationale pour l'Afrique. Plus précisément, des données devraient être obtenues sur les coûts directs et indirects de formation des étudiants en Afrique par comparaison avec le coût de leur formation à l'étranger.

**E. Domaines d'avenir liés aux investissements
en matière de recherche**

47. Il existe, en plus de ceux qui ont déjà été explorés, de nombreux domaines d'avenir liés aux investissements en matière de recherche qui ont été relativement négligés. Il n'est pas possible de les recenser entièrement parce que pour des raisons d'ordre matériel ou socio-économique, peu de données ont été rassemblées sur l'expérience en Afrique. La première priorité de la recherche consisterait à identifier les quatre principales zones de production alimentaire et agricole :

- a) Economie fermée de forêts productives et de cultures d'exportation;
- b) Savane humide;
- c) Savane aride et zones semi-arides; et
- d) Zones agro-sylvo-pastorales.

La seconde étape consisterait à présenter à partir de sources secondaires et de travaux de recherche empiriques, un tableau des techniques éprouvées ou des techniques d'avenir. Une autre tâche consisterait à déterminer les facteurs responsables de l'existence de ces organismes de développement et de recherche qui ont fait ou qui pourraient plus ou moins faire leurs preuves en Afrique et de diffuser largement les résultats de ces études dans la région.

1. Amélioration des cultures et du patrimoine zootechnique

48. Les programmes nationaux de création de nouvelles variétés de cultures et de zootechnies sont évidemment hautement prioritaires. Toutefois, l'accent devrait être davantage placé sur l'évaluation appropriée et continue des problèmes des pauvres clients africains. Les systèmes de diffusion, en particulier les services de vulgarisation devraient être renforcés pour rapprocher les chercheurs des agriculteurs. Les besoins fondamentaux en matière de création de nouvelles variétés et de zootechnie ne devrait plus être le rassemblement et la sélection de matériel exogène mais l'amélioration du matériel et des variétés locales. On aurait dû créer depuis longtemps des banques de semences et de zootechnie en collaboration avec les agriculteurs et les éleveurs. La culture de types d'arbres hybrides peut également aider à améliorer le rendement de la plupart des terres arables ainsi que la production du bétail.

2. Entretien et amélioration de la qualité des sols

49. Il existe au niveau de l'exploitation agricole des possibilités d'améliorer la gestion des sols. Les méthodes de labour, notamment les techniques de labour minimal et l'adaptation de ces pratiques à la traction animale, permettent de préserver la structure des sols et d'éviter l'érosion. L'utilisation d'engrais ainsi que le choix de cultures de couverture et de cultures associées sont souvent négligés alors qu'il s'agit là de méthodes permettant d'améliorer les sols et nécessitant à la fois des études socio-économiques et techniques. Par ailleurs, l'exploitation agricole et forestière offre la possibilité à la fois de créer des revenus et d'améliorer et de préserver la qualité des sols au moment où le prix des combustibles monte. Sur le plan communautaire, le problème de l'érosion et de la dégradation des sols peut être résolu en encourageant les collectivités à lancer des programmes d'exploitation forestière communautaire et de conservation de l'environnement. L'établissement de droits plus spécifiques dans le domaine foncier et l'utilisation des vivres comme mode de rémunération du travail accompli dans le cadre de l'exécution des programmes constituent autant de mesures d'incitation devant permettre d'obtenir le soutien nécessaire à cet effet.

3. Humidité et conservation des sols

50. Etant donné que de nombreux problèmes liés en Afrique aux faibles rendements et à la production irrégulière découlent de la sécheresse (précipitations faibles ou mal réparties), l'attention particulière doit être accordée aux mesures de conservation de l'humidité. Cela vaut même pour les zones de fortes précipitations où les tempêtes tropicales entraînent un ruissellement excessif et l'érosion des sols.

51. Compte tenu du fait qu'il est possible d'accroître la sécurité alimentaire grâce à l'irrigation, les projets d'irrigation de petite et moyenne envergure à partir de sources situées à la surface ou de sources souterraines doivent bénéficier d'investissements plus importants; cela est possible à moyen terme. Une approche plus prudente est préconisée pour ce qui est des grands travaux d'irrigation en raison des difficultés de gestion, du coût et de la tendance qu'ont les grands projets d'irrigation à modifier l'utilisation des terres. Toutefois,

les raisons qui militent en faveur du lancement de grands travaux d'irrigation dans les zones semi-arides sont nombreuses. La recherche est de ce fait nécessaire puisqu'elle permet d'en réduire les coûts et d'en améliorer la gestion.

52. L'usage de pompes à eau fonctionnant à l'énergie solaire, à l'énergie éolienne, au biogaz ou nécessitant le recours à la force humaine et animale doit être répandu. Les techniques sont disponibles. Le tout est de les appliquer aux fins de la conservation de l'humidité et de l'eau ainsi que de l'amélioration de la gestion des ressources en eau.

4. Techniques de stockage, de transport et de commercialisation

53. Les techniques de stockage, de transport et de commercialisation des produits alimentaires mises au point par des groupes cherchant à élaborer des techniques appropriées sont également disponibles mais n'ont pas été suffisamment utilisées pour améliorer la situation. On sait que près de 15 à 30 % des aliments produits parviennent à peine aux consommateurs du fait des pertes et des problèmes de stockage, de transport et de commercialisation. L'adoption de mesures adéquates, y compris la mise au point de techniques locales, est essentielle pour faire face à ces problèmes.

F. Evolution des techniques et des méthodes de gestion

54. D'importants changements devront être apportés aux techniques et aux méthodes de gestion pour assurer le maintien de la production agricole et de la production de l'élevage dans la plupart des pays d'Afrique. Il ne s'agit pas seulement de mettre au point des techniques pour réduire l'écart de production, mais de développer des systèmes de recherche appropriés. Ces systèmes permettraient de créer par la suite des techniques qui seront fort utiles aux agriculteurs et aux éleveurs, de subventionner leur introduction ou de restructurer des mesures d'incitation de manière à les rendre intéressantes. Autant que possible, l'accroissement de la productivité des terres ne doit pas se faire aux dépens de la productivité de la main-d'oeuvre : les deux devraient aller de pair. Ceci ne sera pas possible dans tous les cas, aussi les gouvernements et les organismes donateurs doivent-ils être prêts à accorder d'énormes subventions ou à procéder à une restructuration économique. L'utilisation des vivres comme mode de rémunération du travail accompli constitue une possibilité à cet égard.

55. Un développement agricole et alimentaire soutenu nécessite aussi une gestion efficace des ressources naturelles. Actuellement, l'Etat joue dans de nombreux cas un rôle symbolique dans la gestion des ressources; les collectivités jouent rarement un rôle vital. Les Etats devraient mettre en place une législation et instituer un cadre administratif à l'intérieur duquel le contrôle des ressources peut être confié aux utilisateurs de ces ressources.

G. Incidences financières

56. Les raisons qu'il y a de solliciter davantage de ressources financières sur le plan national et international pour la recherche scientifique, la création de techniques et la formation agricole en Afrique devraient à présent être évidentes. Un soutien considérable et à long terme serait nécessaire pour résoudre le grave

problème que posent la réorientation et le renforcement des systèmes de production et de recherche agricoles, pour développer et renforcer les capacités scientifiques et techniques locales, et passer d'un système comportant des risques d'épuisement des ressources à un système favorisant leur régénération.

V. RESSOURCES FINANCIERES DESTINEES AU SECTEUR AGRICOLE EN AFRIQUE

A. Tendances antérieures

57. La présente section traite des ressources financières nécessaires à la croissance et au redressement du secteur agricole en Afrique. Les ressources financières sont considérées ici dans leur sens le plus large et englobent à la fois les courants d'investissement internes et externes en direction du secteur agricole, les fonds nécessaires à l'importation de facteurs de production agricoles et l'aide alimentaire. Une attention particulière est accordée à l'aide publique au développement (APD) parce que les types d'assistance nécessaires (pour appuyer la recherche, la formation, la mise en place d'infrastructures matérielles, la sécurité alimentaire), n'attirent pas de capitaux privés. La présente section examine également les causes qui sont à l'origine de la grave pénurie de ressources dont souffre le secteur agricole en Afrique, les récentes tendances liées aux flux de ressources externes et les besoins futurs en matière de financement devant permettre la réalisation des objectifs à moyen terme et à long terme dans le domaine agricole.

58. L'examen des besoins futurs en matière de financement doit être placé dans le contexte des tendances antérieures. Il est à présent largement reconnu que le secteur agricole, dans la plupart des pays africains, avait été plus ou moins privé de ressources financières pratiquement tout au long des deux dernières décennies, s'agissant à la fois des capitaux publics et privés et des flux de ressources externes et internes. La part du gouvernement dans les dépenses de développement allouées au secteur agricole était très faible comparée à la proportion de la population travaillant dans ce secteur, ainsi qu'à la part du secteur dans le produit intérieur brut. C'est ainsi que, dans le milieu des années 70, la part de l'agriculture dans les investissements publics se situait entre 15 et 20 % pour de nombreux pays africains où 80 % de la population était employée dans l'agriculture et où la part de l'agriculture dans le PIB était de 60 %. Il en était de même pour les dépenses ordinaires de l'Etat consacrées à l'agriculture, dépenses qui représentaient en moyenne entre 5 et 6 % seulement du total des dépenses publiques ordinaires au début des années 70 et qui ont sensiblement diminué en termes réels au début des années 80. La faible part de l'agriculture dans les flux de l'aide publique au développement est examinée plus loin.

59. Le volume relativement faible des flux de ressources en direction du secteur agricole n'est pas le seul problème que l'expérience a montré. L'usage auquel avait été destinée une large part des flux de ressources était loin d'être judicieux, tout comme les structures institutionnelles par le biais desquelles les gouvernements étaient en contact avec les agriculteurs, étaient loin d'être appropriées. En particulier, on a estimé que dans le passé, les ressources étaient allouées de manière injustifiée à de vastes et ambitieux projets agricoles au détriment des petits exploitants, et que les interventions des gouvernements dans

la fixation des prix des produits agricoles et dans leur commercialisation entravaient gravement le développement de la production des petits agriculteurs. Cela ne veut pas dire que tous les flux de ressources à destination de l'agriculture ont eu des effets négatifs, mais plutôt que l'accent relatif mis sur l'utilisation de ressources rares n'a pas permis de créer les conditions nécessaires à un développement soutenu du secteur de la petite agriculture qui est à la base de l'économie agricole dans la plupart des pays africains.

B. Causes de la crise de ressources financières

60. L'Afrique connaît une crise de ressources financières qui s'est aggravée depuis le début des années 70 et qui a en partie exacerbé la crise agraire et fait qu'il est devenu très difficile pour les gouvernements africains d'opérer effectivement les réformes fondamentales des politiques en faveur de l'agriculture.

61. Les causes du déficit de plus en plus important de ressources financières sont multiples et s'expliquent par des éléments extérieurs et intérieurs cumulatifs au cours des années 70 et notamment au début des années 80, quand le continent a été frappé par la sécheresse. La baisse de la production agricole des années 70 a eu pour effet de diminuer les recettes en devises étrangères provenant des exportations agricoles et d'alourdir la facture de produits alimentaires importés. Cette situation a détérioré la balance des paiements de la plupart des pays africains qui était déjà déficitaire en raison de facteurs externes tels que la flambée des prix du pétrole et l'inflation touchant les articles manufacturés. A mesure que le prix de la plupart des produits agricoles d'exportation diminuait après 1980 et que celui des produits importés augmentait, les pays africains ont vu leurs termes de l'échange se détériorer considérablement.

62. Ces phénomènes et d'autres événements connexes ont eu de graves répercussions sur la dette extérieure de l'Afrique qui, entre 1974 et 1984, a septuplé, atteignant 145 milliards de dollars des Etats-Unis en 1984 et 200 milliards de dollars à la fin de 1985 9/. Le coût du service de cette dette se situe, selon les estimations, entre 14,6 et 24,5 milliards de dollars par an, alors que le rapport du service de la dette aux exportations a atteint 30 % en 1984, soit un quadruplement par rapport à 1974 10/. L'existence de problèmes d'endettement de cette ampleur signifie que l'Afrique est obligée d'utiliser une portion de plus en plus importante des ressources dont elle dispose pour faire face à des obligations financières passées au lieu de les investir dans des programmes de redressement de l'agriculture ou de promouvoir de nouvelles activités productives. A l'évidence, un examen des futures ressources financières doit nécessairement porter sur les obligations des pays africains au titre du service de la dette.

63. Un facteur important qui a accéléré la chute de la production agricole dans certains pays africains a été l'existence de taux de change surévalués. Cette surévaluation a fait que l'équivalent en monnaie nationale des prix internationaux, tant pour les cultures d'exportation que pour les cultures vivrières, est demeuré faible. Dans certains cas, elle a également donné lieu à l'apparition de marchés parallèles et à des transferts non autorisés de cultures à travers les frontières nationales. Il conviendrait de noter toutefois que la correction des distorsions des taux de change est ambiguë quant à ses effets : elle peut être nuisible en

raison de ses effets négatifs sur les prix des facteurs de production agricoles et sur le niveau général de l'inflation à laquelle les agriculteurs ont à faire face. Ainsi, la politique des taux de change ne peut être examinée séparément des autres instruments d'économie politique et dans le contexte actuel, elle ne peut être dissociée d'autres formes d'appui à la balance des paiements.

C. Courants d'aide publique au développement

64. Alors que la dette constitue l'un des obstacles financiers les plus visibles auxquels les pays africains ont à faire face au milieu des années 80, le volume et la composition de l'aide publique au développement (APD) revêt une importance considérable tant en ce qui concerne la solution du problème de la dette que la fourniture de ressources nouvelles pour assurer un redressement soutenu de l'agriculture.

65. Les tableaux 1 et 2 montrent respectivement les engagements et les décaissements nets au titre de l'APD pour l'ensemble de l'Afrique pendant la période 1979-1984. Il est remarquable de noter que le total des engagements en faveur de l'Afrique a continuellement baissé entre 1980 et 1983 (une chute de 3,9 %). Par ailleurs, les décaissements nets effectifs au titre de l'APD n'ont cessé de varier au cours de la période 1979 à 1984.

Tableau 1

Engagements au titre de l'APD en faveur de l'Afrique,
toutes sources confondues

(En millions de dollars des Etats-Unis)

	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Total pour l'Afrique	11 107,1	13 299,1	13 059,4	12 943,7	12 552,6	14 044,8
Sud du Sahara	8 133,6	9 900,9	9 384,0	9 649,4	9 749,0	10 164,4
Nord du Sahara	2 792,9	3 266,8	3 474,3	3 064,2	2 542,9	2 906,4
Pays africains non spécifiés	180,6	131,4	201,1	230,1	260,7	974,0

Source : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Computerized data bank on external assistance to agriculture, 12 août 1986.

Tableau 2

Décaissements nets au titre de l'APD en faveur de l'Afrique,
1979-1984

(En millions de dollars des Etats-Unis)

	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Total pour l'Afrique	8 871,6	10 429,6	10 471,0	10 525,1	9 993,5	11 148,8
Sud du Sahara	6 424,8	7 547,1	7 512,1	7 756,4	7 533,9	7 830,2
Nord du Sahara	2 254,8	2 710,9	2 751,5	2 557,6	2 237,9	2 358,9
Pays africains non spécifiés	192,1	176,6	207,4	211,1	221,7	959,7

Source : Organisation de coopération et de développement économiques,
"Répartition géographique des flux financiers vers les pays en développement".

66. En ce qui concerne l'agriculture, les engagements publics au titre de l'assistance extérieure à ce secteur dans les pays en développement ont été généralement faibles - environ 24 % du total des engagements publics de donateurs bilatéraux et multilatéraux de 1979 à 1980 et de 1982 à 1983 11/. Les données disponibles pour l'Afrique (tableau 3) montrent que ces engagements, à l'exclusion des dons au titre de l'assistance technique ont non seulement été faibles mais en fait baissé, (si l'on retient la définition générale de l'agriculture donnée par l'OCDE) de 3,4 milliards de dollars en 1982 à 2,8 milliards de dollars en 1984. Cette situation, ajoutée au fait que les décaissements effectifs ont probablement été inférieurs aux engagements, comme c'est habituellement le cas, montrent à quel point l'agriculture africaine a manqué de ressources financières au cours des 20 dernières années.

Tableau 3

Engagements au titre de l'aide publique (à des conditions de faveur
et aux conditions du marché) à l'agriculture en Afrique : 1980-1984

(En millions de dollars des Etats-Unis)

	1980	1981	1982	1983	1984
Définie au sens large	2 631,5	3 097,5	3 419,3	3 091,0	2 821,8
Définie au sens étroit <u>a/</u>	1 608,9	1 905,2	1 599,7	1 913,7	1 850,7

Source : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture,
Computerized data bank on external assistance agriculture, 12 août 1986.

a/ Définie au sens étroit, l'agriculture ne comprend pas la sylviculture. /...

D. Ressources nécessaires et leur utilisation

67. Un examen de l'utilisation des ressources doit à l'évidence précéder une estimation des ressources nécessaires, dans la mesure où il faut d'abord identifier les domaines généraux ayant besoin d'urgence de ressources financières réelles et sur lesquelles il faut axer les efforts futurs. Le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990, fournit le cadre dans lequel doit s'inscrire tout programme d'action en vue du redressement et du développement de l'agriculture africaine. Dans ce contexte, et compte tenu des conclusions figurant aux sections III et IV ci-dessus, ces domaines généraux sont les suivants :

a) augmentation de la production alimentaire; b) développement des terres arables et amélioration des terres; c) développement de l'élevage et des productions animales; d) mécanisations; e) stockage et commercialisation; f) recherche agronomique, formation de la main-d'oeuvre et vulgarisation agricole; g) gestion des ressources en eau et ouvrages d'irrigation à faible coût; et h) programmes de reboisement et de lutte contre la sécheresse et la désertification. Dans l'ordre de priorité viennent ensuite les mesures d'encouragement à d'autres secteurs d'appui à l'agriculture et le renforcement de ces secteurs.

68. En ce qui concerne les ressources futures nécessaires, il est très difficile de faire des estimations précises étant donné la complexité de la situation financière dans laquelle se trouvent actuellement les pays africains. Les secours d'urgence, sous forme d'aide alimentaire ou d'appui aux importations générales, se sont confondus avec les besoins à long terme, et les obligations accrues au titre du service de la dette tendent à diminuer le montant des ressources financières nouvelles disponibles. Heureusement, toutefois, les estimations financières concernant l'Afrique ont été faites pays par pays et le coût total du programme prioritaire national établi compte tenu du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990. L'objectif dans le domaine alimentaire et agricole fixé dans le Programme prioritaire en cours des cinq années allant de 1986 à 1990 a été établi à 57,4 milliards de dollars, soit 44,8 % du coût total requis pour l'exécution du Programme prioritaire. Cela veut dire que pour les domaines généraux identifiés plus haut dans le secteur alimentaire et agricole, 57,4 milliards de dollars seront nécessaires pour les cinq prochaines années. Sur ce montant, les pays africains se sont fermement engagés à fournir 40,3 milliards de dollars sur leurs ressources intérieures, ce qui laisse un déficit de 17,2 milliards de dollars qui doit être comblé par la communauté internationale.

69. Un élément important dans le présent rapport a été l'accent mis sur l'importance de la recherche agricole en vue de la mise au point de techniques appropriées pour l'alimentation et l'agriculture en Afrique et la nécessité d'augmenter de façon substantielle les ressources financières consacrées à la recherche agricole. Le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique ne donne malheureusement aucune indication sur la part qui irait à la recherche dans les 57,4 milliards de dollars alloués à l'agriculture. Une estimation de ressources financières futures nécessaires pour les instituts de recherche agronomique en Afrique au cours des prochaines années, est donnée dans les conclusions et recommandations d'une étude du Programme des Nations Unies pour le développement et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture sur la recherche agricole dans certains pays en développement 12/.

Après une analyse complète de tous les éléments pertinents, cette étude recommande, pour assurer le développement et la croissance soutenus de l'agriculture africaine, de consacrer à la recherche agricole entre 10 et 20 % du total des fonds affectés au développement agricole et au moins 1 % du PIB agricole 13/.

70. Dans le cadre du Programme prioritaire, pour appliquer la recommandation tendant à ce que l'on consacre à la recherche entre 10 et 20 % du total des fonds alloués à l'agriculture, il faudrait investir entre 5,74 et 11,48 milliards de dollars dans les instituts de recherche agricole nationaux en Afrique au cours des cinq années allant de 1986 à 1990. Cela représente un investissement annuel se situant entre 1,2 et 2,3 milliards de dollars et c'est une estimation correcte des ressources nécessaires pour opérer les réformes dans le domaine de la recherche telles que recommandées aux sections II et III ci-dessus 14/. Puisque la période pendant laquelle il faut assurer le développement et la croissance soutenus du secteur alimentaire et agricole en Afrique est de 25 ans, des investissements de cette importance devront être maintenus tout au long de la période.

71. Pour assurer un investissement de 2,3 milliards de dollars par an, limite supérieure souhaitable pour opérer une percée technologique, les gouvernements africains devraient consentir des sacrifices; ils devraient notamment intensifier les services d'appui à la recherche tout en utilisant plus efficacement ces ressources accrues grâce à de meilleures relations entre la recherche, la vulgarisation, les universités et d'autres services connexes. Toutefois, quels que soient les sacrifices que l'Afrique s'est engagée à faire, elle ne peut certainement pas fournir l'ensemble des ressources nécessaires pour jeter les bases d'une transformation structurelle du secteur agricole et en fait, de l'ensemble de son économie. Par conséquent, l'Année internationale de l'Afrique devrait fournir à la communauté internationale l'occasion d'appuyer le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique.

VI. CONCLUSION

72. L'attention de l'Assemblée générale est attirée sur le paragraphe 2 de sa résolution 38/198, où elle a noté que "l'année 1991 pourrait être proclamée année internationale de la mobilisation de ressources financières et techniques destinées à accroître la production alimentaire et agricole en Afrique, compte dûment tenu des critères pertinents énoncés dans l'annexe à la résolution 1980/67 du Conseil économique et social, en date du 25 juillet 1980".

73. Lorsque le présent rapport a été soumis à la Conférence des ministres de la CEA (23-27 mars 1987), il contenait des propositions détaillées relatives aux arrangements spéciaux à prendre pour l'année internationale. Compte tenu de l'adoption, à la treizième session de l'Assemblée générale, du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990, le Secrétaire général estime qu'il serait préférable d'envisager les mesures à prendre comme suite à la résolution 38/198 dans le contexte de l'application du Programme d'action des Nations Unies.

Notes

1/ Banque mondiale, Programme d'action concerté pour le développement stable de l'Afrique au sud du Sahara (1984).

2/ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture/Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population/Institut international pour l'analyse des systèmes de haut niveau, "Land and population", document présenté à la Conférence de la FAO lors de sa vingt-deuxième session (Rome, novembre 1983).

3/ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, The state of food and agriculture, 1986 (CL 90/2 - sup. 1, novembre 1986), p. 7, par. 30.

4/ Réunion de donateurs sur le redressement de l'agriculture en Afrique (Rome, 29 mars 1985).

5/ Commission économique pour l'Afrique, "Situation de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique" (E/ECA/CM.10/19, Addis-Abeba, 14 février 1984), tableau 5.

6/ Commission économique pour l'Afrique, Africa's food and agriculture crisis: perspectives and proposals for 1985 and 1986 (E/ECA/CM.11/29, 1er avril 1985), p. 2.

7/ A/40/666, annexe, déclaration AHG/Décl.1 (XXI), annexe.

8/ Programme des Nations Unies pour le développement/Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, National agricultural research; rapport sur une étude d'évaluation dans certains pays (Rome, 1984), p. 6.

9/ Organisation de l'unité africaine/Commission économique pour l'Afrique, "Propositions présentées par l'Afrique à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la crise économique et sociale en Afrique" (Addis-Abeba, mars 1986) (A/AC.229/2), p. 63 et 64.

10/ Ibid.

11/ Organisation de coopération et de développement économiques, Vingt-cinq années de coopération pour le développement (Paris, 1985), p. 214.

12/ National agricultural research ...

13/ Ibid., p. 65, par. 8.2.

14/ Un taux d'investissement d'au moins 1 % du PIB agricole dans la recherche, tel que suggéré dans l'étude PNUD/FAO et par un groupe de travail SPAAR*, nécessiterait un investissement annuel de 0,7 milliard de dollars des Etats-Unis. Cette estimation est toutefois considérée faible car elle entraînerait une pénurie technologique (National agricultural research ..., p. 65, par. 8.1).

* "Guidelines for strenghtening national agricultural research systems in sub-Saharan Africa", (draft, octobre 1986), p. 11.



**Assemblée générale
Conseil économique et social**

Distr.
GENERALE

A/42/314 ✓
E/1987/77
4 juin 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-deuxième session
Point 12 de la liste préliminaire*
RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE
ET SOCIAL

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL
Deuxième session ordinaire de 1987
Point 3 de l'ordre du jour
provisoire**
DEBAT GENERAL SUR LA POLITIQUE
ECONOMIQUE ET SOCIALE INTER-
NATIONALE, Y COMPRIS L'EVOLUTION
REGIONALE ET SECTORIELLE

La notion de sécurité économique internationale

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	1 - 6	2
II. PROBLEMES ET PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE MONDIALE	7 - 12	3
III. L'ANALOGIE NATIONALE	13 - 18	4
IV. SOURCES NATIONALES ET INTERNATIONALES D'INSTABILITE ECONOMIQUE	19 - 28	5
V. EFFORTS POUR RENFORCER LA SECURITE ECONOMIQUE	29 - 54	8
A. Efforts nationaux et régionaux	30 - 34	8
B. Efforts internationaux pour renforcer la croissance, le développement et la coopération et la sécurité économique internationales	35 - 54	10
1. Le dialogue entre pays développés et pays en développement	39 - 45	11
2. Relations Est-Ouest	46 - 49	13
3. Les économies de marché	50 - 54	14
VI. TENDANCES ET INTERETS COMMUNS	55 - 57	15
VII. MESURES PRATIQUES VISANT A RENFORCER LA SECURITE ECONOMIQUE INTERNATIONALE ET CONCLUSIONS	58 - 60	16

* A/42/50 et Corr.1.

** E/1987/100.

I. INTRODUCTION

1. Le Secrétaire général a établi le présent rapport préliminaire à la demande de l'Assemblée générale qui l'avait prié, au paragraphe 2 de sa résolution 40/173 du 17 décembre 1985, d'établir, en tenant compte des études antérieures pertinentes, un rapport analytique complet sur la notion de sécurité économique internationale, y compris les moyens d'y parvenir, en mettant l'accent sur les intérêts des pays en développement et de lui présenter ledit rapport lors de sa quarante-deuxième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social.

2. Dans la résolution 41/184 du 8 décembre 1986, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général, lorsqu'il établirait son rapport, de tenir compte notamment : a) des éléments communs aux approches en matière de développement économique et de coopération économique internationale; b) des vues exprimées à la quarante et unième session de l'Assemblée générale quant aux moyens possibles de développer le dialogue sur le développement et la coopération économique internationale; et c) du rôle et des responsabilités des organisations, institutions et instances internationales et régionales existantes.

3. En août 1986, le Secrétaire général a, dans une note verbale, invité les gouvernements à exprimer leurs vues sur la sécurité économique internationale. En mars 1987, il a renouvelé sa demande. Les Gouvernements des Etats suivants ont envoyé leur réponse : Afghanistan, Algérie, Argentine, Brésil, Bulgarie, Colombie, Cuba, Equateur, Honduras, Hongrie, Iraq, Maroc, Mongolie, Oman, Pakistan, Pérou, Pologne, République démocratique allemande, République populaire démocratique de Corée, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Viet Nam et Yémen.

4. En août 1986, le Secrétaire général a sollicité le point de vue des organismes et institutions des Nations Unies parmi lesquels ont répondu : la CNUCED, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, la Commission économique pour l'Europe, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Conseil mondial de l'alimentation, l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation de l'aviation civile internationale, l'Organisation mondiale de la santé, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, l'Union internationale des télécommunications, l'Organisation maritime internationale, le Fonds international de développement agricole, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, l'Agence internationale de l'énergie atomique et le GATT. Un résumé de leurs réponses sera publié sous la forme d'un additif au présent rapport.

5. M. A. Bressand, Directeur de Prométhée, organisme privé ayant son siège à Paris, et auparavant associé à l'Institut français des relations internationales, a participé à l'établissement du présent rapport, à la demande du Secrétariat. Son étude, intitulée "Economic security : economic blocks for an analytical framework", a été publiée par le Secrétariat (en anglais seulement) en tant que document d'information. Elle porte essentiellement sur les aspects conceptuels de la sécurité économique internationale.

6. L'Organisation des Nations Unies a déjà examiné les questions de sécurité dans un contexte plus large (pour une étude récente, voir le document publié sous la cote A/40/553).

II. PROBLEMES ET PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE MONDIALE

7. Il est entendu généralement que l'économie mondiale contemporaine, qui regroupe 5 milliards d'êtres humains dans près de 160 pays du monde produisant chaque année l'équivalent de plus de 13 000 milliards de dollars de biens et services (dont 2 000 milliards au titre du commerce international), a un potentiel considérable, mais est aussi en proie à de multiples problèmes.

8. On s'accorde de même à estimer que le taux global de croissance économique est plus élevé et que le chômage, le sous-emploi et la pauvreté absolue ont atteint des niveaux inacceptables. La montée du protectionnisme, la croissance lente des moyens financiers internationaux, l'extrême instabilité des taux de change et la dépression des prix des matières premières sont parmi les problèmes les plus souvent mentionnés qui, dans la plupart des cas, touchent plus durement les pays en développement que les pays industriels. Les perspectives à long terme de l'économie mondiale sont marquées d'une certaine imprévisibilité qui réagit sur les investissements dont le niveau global ne permet pas une accumulation de capital suffisante.

9. L'exploitation du potentiel d'une économie mondiale interdépendante est encore loin, elle aussi, d'avoir atteint son niveau optimal. Alors que l'interdépendance entre les nations s'accroît de jour en jour (comme l'indique la progression du commerce international et des investissements par rapport à la production totale), la crainte est vive que les politiques et institutions actuelles n'aillent pas dans le sens d'une interdépendance stable, équilibrée et orientée vers la croissance. La recherche des moyens de "gérer l'interdépendance" continue.

10. De plus, comme bien des événements récents l'ont montré, la volonté et la capacité de la race humaine d'établir un équilibre entre besoins présents et besoins futurs par la préservation efficace de l'écosystème mondial sont de plus en plus souvent mises en question. Le monde est largement conscient de la dégradation progressive de l'environnement et s'inquiète de ce que sera le patrimoine légué aux générations à venir. Famines et catastrophes, qui sèment la mort et la destruction, continuent à frapper régulièrement l'humanité. Il apparaît que beaucoup auraient pu être évitées par un minimum de prévoyance et une intervention efficace et opportune.

11. Comme les débats internationaux tendent à porter surtout sur les difficultés déjà nées, on finit souvent par négliger les éléments positifs et l'exploitation des potentialités. Après tout, l'économie mondiale, y compris celles des pays en développement, a connu une croissance sans précédent durant l'après-guerre et jusqu'à la fin des années 70. Les revenus ont augmenté dans de nombreuses régions du monde et les indicateurs sociaux se sont améliorés, même dans les pays à faible revenu. La production vivrière globale a augmenté. La technique et les communications ont ouvert de nouveaux horizons à l'humanité en éliminant le côté pénible ou fastidieux de la production, en apportant des produits et des services entièrement nouveaux, et en facilitant comme jamais auparavant les voyages et les contacts entre peuples du monde. Par-dessus tout, le potentiel des ressources humaines, la ressource naturelle la plus précieuse, demeure sous-exploité alors même que les moyens techniques de sa mise en valeur sont entièrement à la portée des connaissances humaines.

12. Ces dernières années, tandis que l'interdépendance se renforçait et prenait des formes nouvelles, la recherche de la croissance économique et du développement s'est doublée d'une aspiration à davantage de sécurité. En fait, l'une et l'autre interagissent de plus en plus fort.

III. L'ANALOGIE NATIONALE

13. La notion de sécurité économique internationale est relativement nouvelle, mais les idées fondamentales qu'elle exprime remontent, elles, à beaucoup plus loin 1/. La sécurité est définie généralement comme l'absence de danger, de crainte ou de menace. En tant que telle, elle est une préoccupation constante de la race humaine.

14. Le mot "sécurité" s'emploie couramment dans le domaine militaire et s'applique traditionnellement à la nation, même si elle s'est parfois appliquée aussi à l'individu et à la collectivité. Les Etats-nations diffèrent par leur taille, leur situation géographique, leur climat, leur stade de développement et leur richesse naturelle. Chaque nation est soucieuse de sa sécurité en ce qu'elle recherche la sûreté, l'absence de danger provenant des autres Etats-nations.

15. Historiquement, le moyen le plus courant pour les nations de parvenir à cette sécurité a été le recours à la puissance militaire, soit la leur, soit celle issue de leur alliance avec d'autres pays et conçue pour lutter contre les desseins véritablement hostiles ou perçus comme tels d'autres Etats-nations ou groupes d'Etats. La course aux armements, qui atteint aujourd'hui des proportions sans précédent, est le résultat direct de cette conception de la sécurité. Comme il ressort du rapport de la Commission indépendante sur les questions de désarmement et de sécurité 2/, la notion de "dissuasion mutuelle" l'emporte actuellement. Les dépenses militaires ont maintenant dépassé la barre des 1 000 milliards de dollars par an, soit près de 7 % du total de la production mondiale.

16. Cette conception de la sécurité, trop étroite à l'époque de l'arme nucléaire, a fait place à des définitions beaucoup plus larges de la sécurité nationale 3/. Les efforts des Etats-nations pour créer l'Organisation des Nations Unies et pour régler pacifiquement les conflits grâce à un système de sécurité collective (qui

comprend le Conseil de sécurité, le droit international, le dialogue politique, les opérations de maintien de la paix, les mesures de désarmement et de création d'un climat de confiance) sont la preuve qu'il est pour le moins possible d'envisager de nouveaux moyens de parvenir à la sécurité, même si, en pratique, ils n'ont pas permis d'instaurer la paix universelle. Depuis la seconde guerre mondiale, plus de 150 conflits ont éclaté, la plupart dans le monde en développement, mais à aucun moment le monde n'a frôlé une troisième guerre mondiale.

17. Certains aspects de la sécurité nationale ont des homologues dans le domaine économique. La sécurité a une composante subjective : l'évaluation de la réalité d'une menace et de l'intensité à donner à la riposte. La notion de souveraineté reste vitale pour les Etats-nations; elle est relativement récente dans l'histoire de l'humanité et nombre de minorités luttent encore pour elle. Toutefois, il y a aussi bien des différences entre la sécurité militaire et la sécurité économique et elles méritent d'être étudiées.

18. Il serait utile de définir certaines des principales formes et sources d'insécurité économique qui sont communes aux Etats-nations ou y sont endémiques, les tentatives faites pour les éliminer et le chemin restant à parcourir. A ce propos, il faut accorder une attention particulière aux éléments tels que l'instabilité, l'imprévisibilité et la fragilité dans les relations économiques. Peut-être l'analyse débouchera-t-elle sur une conception de la sécurité économique internationale acceptable par les Etats Membres et capable de contribuer à la résolution des problèmes qu'ils rencontrent.

IV. SOURCES NATIONALES ET INTERNATIONALES D'INSTABILITE ECONOMIQUE

19. Tout au long de l'histoire, la source la plus commune d'insécurité économique a été les catastrophes naturelles, et en particulier celles qui sont d'origine climatique comme les mauvaises récoltes, les séismes, les inondations, les sécheresses, etc. Pour un très grand nombre de pays, et surtout pour les pays en développement les plus pauvres, les catastrophes naturelles demeurent une source majeure de danger; l'exemple le plus récent en est la famine causée par la sécheresse en Afrique entre 1982 et 1984. Ce n'est pas un hasard si les pays en développement les plus pauvres sont parmi les pays les plus exposés à cette forme particulière d'insécurité, car ils ne disposent ni d'informations sur les catastrophes imminentes ni des ressources nécessaires pour faire face à la situation quand le désastre s'est produit. Les pays développés ne sont pas à l'abri de ce type de danger, mais ils sont mieux équipés pour prendre des mesures préventives et limiter les dégâts.

20. Les dangers économiques et sociaux causés par la destruction des écosystèmes ou l'incapacité d'y remédier quand le risque est manifeste sont des phénomènes très proches des catastrophes naturelles. Au fur et à mesure de la croissance démographique et du développement agricole et industriel, la dégradation de l'environnement est devenue une source préoccupante d'insécurité économique. Aucun pays n'en est protégé. Dans les économies qui reposent surtout sur les forces du marché, le mécanisme de fixation des prix ne tient pas suffisamment compte des externalités et, souvent, ne prend pas en considération les coûts et les avantages sociaux. Dans les pays où le jeu des forces du marché est remplacé ou complété par des décisions administratives, il arrive souvent aussi qu'on ne tienne pas compte

des externalités. Bien entendu, aucun mécanisme de fixation des prix ou système administratif ne peut tenir compte de tous les facteurs qui interviennent dans les activités humaines. On peut donc employer une combinaison des deux systèmes pour se rapprocher le plus possible du résultat souhaité. Ces dernières années, les phénomènes écologiques transfrontière ont aussi suscité des préoccupations et, en raison de leur nature même, il n'est pas possible d'y remédier au niveau national.

21. La manière dont le système commercial mondial fonctionne actuellement est aussi considérée comme un facteur d'instabilité et d'imprévisibilité. Par suite de l'intensification de la division internationale du travail, de la baisse des coûts du transport, de l'amélioration de qualité et des possibilités de diffusion des informations sur les marchés et les sources d'approvisionnement, le commerce mondial a augmenté plus rapidement que la production mondiale. Les structures de production nationales sont devenues progressivement plus interdépendantes à cause des investissements directs. Une part élevée du commerce international est actuellement attribuable aux sociétés transnationales qui peuvent opérer en dehors du contrôle des autorités nationales. La mondialisation du système financier international a facilité considérablement cette évolution. L'interdépendance croissante fait que les décisions prises dans un pays sur des bases économiques purement nationales ont des incidences directes et instantanées sur d'autres pays. Aussi les pays ont-ils le sentiment qu'ils perdent une partie de leur contrôle ou de leur influence sur leur propre destinée économique.

22. Les facteurs d'insécurité inhérents au système commercial international sont encore aggravés par certaines décisions délibérées des autorités nationales. Les mesures protectionnistes, qui se sont multipliées rapidement ces derniers temps, sont source de préoccupations particulières. A cet égard, une forme spécifique d'insécurité est provoquée par l'emploi des mesures commerciales, comme le blocus et l'embargo, à des fins politiques (voir le document A/40/596) 4/. Ces dernières années, il y a eu plusieurs exemples d'emploi de ces mesures; toutefois, étant donné que les informations à ce sujet ne sont pas recueillies systématiquement, il est difficile de déterminer si la fréquence et l'intensité des mesures de ce type ont augmenté. Il n'y a pas eu non plus d'analyse approfondie des effets de ces mesures. Les pays en développement y sont particulièrement vulnérables, mais les autres pays ne sont pas à l'abri. On ne peut pas dire que ces mesures violent les normes internationales, car elles sont prévues aussi bien dans la Charte des Nations Unies que dans l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, mais uniquement dans un cadre bien défini. C'est le recours unilatéral à ces mesures à des fins essentiellement politiques qui est à l'origine du problème.

23. L'instabilité des prix des produits primaires est une source importante d'insécurité économique, surtout pour les nombreux pays en développement dont les recettes dépendent essentiellement des exportations d'un seul produit primaire ou d'un petit nombre de ces produits. Les prix de ces produits sont non seulement bas, étant donné qu'ils ont baissé pendant une longue période, mais ils sont aussi soumis à de larges fluctuations. Au cours de ces dernières décennies, on s'est préoccupé spécialement de la situation dans le domaine de l'énergie, et surtout des perspectives à long terme. Il y a eu des incertitudes similaires en ce qui concerne l'approvisionnement alimentaire pendant les années de pénurie.

24. Le progrès et l'évolution rapides de la technologie entraînent de même une situation imprévisible. Le progrès technique peut provoquer dans un pays particulier une modification immédiate des avantages comparatifs. Le processus du progrès technique est caractérisé par un manque aigu de transparence. Plus le rythme des changements s'accélère et plus l'origine géographique des progrès techniques devient diffuse, plus les risques d'instabilité augmentent.

25. L'accès à la technologie peut aussi être source d'instabilité, car les pays en position de supériorité sont tentés d'utiliser l'accès à leur technologie pour obtenir des avantages politiques au niveau bilatéral. De telles actions non seulement sont préjudiciables à la fois aux fournisseurs et aux acheteurs, mais entravent aussi le progrès technique, car il se nourrit de la liberté de mouvement. Il faut observer qu'un large ensemble de techniques est aujourd'hui dans le domaine public.

26. A la base des échanges économiques internationaux se trouve le système financier international qui facilite les échanges de biens et services et qui canalise l'épargne excédentaire d'une partie du monde vers une autre suivant les taux de rendement relatifs, la sécurité des investissements et la facilité avec laquelle les investissements peuvent être liquidés ou transformés. Dans le domaine des finances internationales, le principal agent du transfert a été le secteur privé, mais les organismes officiels bilatéraux et multilatéraux jouent néanmoins un rôle critique en ce qui concerne les pays en développement, et en particulier les pays à bas revenu. Ces dernières années, les filières privées sont devenues relativement plus importantes. Bien qu'elles soient capables de transférer des fonds rapidement et d'une manière novatrice, surtout lorsqu'il s'agit de nouveaux domaines d'activité, elles sont généralement plus versatiles, car elles fondent essentiellement leurs choix sur des notions privées de qualité du crédit qui manquent souvent de transparence. Le point faible du système financier privé est illustré par la manière dont les banques commerciales se sont précipitées dans les années 70 pour recycler les excédents des pays exportateurs de pétrole dans les pays en développement qui avaient désespérément besoin de capitaux. Cette action a été à l'origine de la crise d'endettement. Lorsque la crise a éclaté, les banques se sont retirées de ces mêmes pays, ce qui a encore aggravé l'ampleur de la crise au début des années 80.

27. Les modifications fréquentes des taux d'intérêt sont une source supplémentaire d'insécurité financière. Ce facteur est devenu plus important au cours de ces dernières années et a touché un nombre croissant de pays, en particulier les pays en développement débiteurs. En outre, l'accès aux marchés des capitaux a parfois été restreint pour des motifs politiques. Toutefois, cet élément a perdu de l'importance, car les marchés financiers sont devenus plus compétitifs, ont été déréglementés et échappent de plus en plus au contrôle national. (Cette perte d'influence sur les marchés financiers est elle-même une source d'instabilité pour les responsables politiques.) Par ailleurs, l'aide bilatérale, et parfois même multilatérale, a été également soumise à des restrictions pour des motifs purement politiques.

28. A la base du système financier se trouve le système monétaire international, qui continue à reposer pour l'essentiel sur un petit nombre de monnaies nationales. Il s'ensuit que le système monétaire international est exceptionnellement sensible aux politiques monétaires d'un seul pays ou d'un petit nombre de pays dont la monnaie nationale est utilisée comme unité de compte et instrument de change au niveau international. La cause d'instabilité la plus commune se trouve dans les fluctuations amples et fréquentes des taux de change qui ne sont pas dues à l'évolution économique et sont provoquées par la spéculation privée. En raison de ces faiblesses, le processus d'ajustement de la balance des paiements présente une certaine asymétrie, car la charge de l'ajustement incombe disproportionnellement aux pays déficitaires les plus faibles. En outre, le processus de création des liquidités ne correspond pas toujours aux besoins mondiaux. Enfin, on estime en général que le mécanisme de décision à l'intérieur du système monétaire international n'accorde pas suffisamment de poids aux pays en développement et qu'il est influencé par les pressions nationales.

V. EFFORTS POUR RENFORCER LA SECURITE ECONOMIQUE

29. D'une certaine manière, les efforts en vue d'améliorer la sécurité économique constituent aussi l'histoire de la croissance et du développement économiques et de la coopération économique internationale. En effet, c'est surtout par l'augmentation de son stock de capital, la mise en valeur de ses ressources humaines, l'obtention d'un équilibre écologique et la coopération dans tous ces domaines qu'un pays peut améliorer sa sécurité économique. La sécurité économique peut être recherchée à plusieurs niveaux.

A. Efforts nationaux et régionaux

30. La forme principale d'action nationale en vue d'améliorer la sécurité économique consiste à prévoir les phénomènes naturels et à prendre des dispositions à ce sujet. On peut citer comme exemple la constitution de stocks alimentaires, dans le cadre de la sécurité alimentaire nationale. La recherche de l'autosuffisance nationale doit faire l'objet d'efforts similaires, mais à une plus grande échelle. Toutefois, cette orientation entraîne des coûts économiques importants : la perte des avantages procurée par la participation au commerce international. Cette voie vers la sécurité économique n'est pas ouverte à de nombreux pays en développement, et en particulier aux petits pays. Beaucoup d'entre eux sont sortis de la période coloniale avec des structures de production assez peu diversifiées. Leur dépendance continue vis-à-vis de la demande et des prix fluctuants sur les marchés étrangers est probablement la plus grande source d'insécurité économique pour ces pays.

31. Les pays peuvent faire beaucoup par eux-mêmes pour renforcer leur sécurité économique, mais la vulnérabilité d'un pays et les moyens dont il dispose pour lutter contre l'instabilité dépendent fortement d'un certain nombre de facteurs :

a) La taille de l'économie : d'une manière générale, plus une économie est importante, mieux elle peut résister aux chocs;

b) Le niveau de développement : en général, plus un pays est riche et son économie diversifiée, mieux il peut éviter les dangers et ajuster son économie en conséquence;

c) La structure de l'économie : en général, plus un pays est industrialisé (par opposition aux pays essentiellement agricoles) et plus sa main-d'oeuvre est mobile, plus son marché des capitaux est solide et mieux il peut surmonter les dangers et s'ajuster aux chocs; ce sont là, dans l'ensemble, les caractéristiques des économies plus développées;

d) La mesure dans laquelle il est tenu compte des imprévus dans la formulation des politiques : par exemple, un pays qui a pris les précautions nécessaires en constituant des réserves peut supporter plus facilement une baisse de ses recettes d'exportation;

e) L'influence sur les institutions économiques internationales : dans la mesure où les institutions économiques internationales ont pour objet d'aider les pays à surmonter les effets de l'incertitude et de l'imprévisibilité, la capacité d'influencer ces institutions serait un élément important de la capacité du pays de faire face aux situations critiques; dans le cas des institutions financières, la faculté pour un pays d'utiliser ses propres ressources peut faire une grande différence dans sa réaction aux chocs.

32. Les efforts visant à parvenir à la sécurité économique régionale ou sous-régionale sont une variante des efforts nationaux. Les échanges économiques sont physiquement plus aisés avec des voisins géographiques, et les possibilités d'autosuffisance, de meilleure répartition des ressources et de marchés plus larges sont renforcées par l'élargissement d'une entité économiquement intégrée. Les mécanismes employés le plus souvent sont les zones de libre-échange et les zones douanières régionales, qui permettent de créer des marchés plus vastes qui sont plus ou moins protégés vis-à-vis de la concurrence extérieure. Un exemple de réussite déjà ancien est celui de la Communauté européenne. Le Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) a des objectifs similaires et prévoit une certaine répartition planifiée des investissements. Ces deux mécanismes sont parvenus à augmenter la sécurité économique des pays membres en élargissant les échanges commerciaux et les mouvements des investissements dans ces pays, et en présentant un front commun aux pays non membres.

33. Les pays en développement ont fait des tentatives similaires au niveau régional. Le Groupe andin, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest et, plus récemment, l'Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale en sont des exemples. Ces entreprises de coopération visent à surmonter les graves problèmes rencontrés par de nombreux pays en développement en raison de l'étroitesse de leur marché et de la structure non diversifiée de leur économie. La pénurie croissante de capitaux vient appuyer les arguments en faveur de la coopération économique régionale. Cette coopération renforce aussi le pouvoir de négociation collectif avec le reste du monde.

34. Bien que ces efforts aient réussi partiellement, les avantages ont été bien inférieurs aux résultats escomptés ou potentiels. L'une des difficultés provient des caractéristiques structurelles qu'un grand nombre de ces pays ont héritées de leur passé colonial. L'inégalité des niveaux de développement a aussi nui à la mise en commun des ressources et l'intégration. Néanmoins, ce mécanisme reste l'un des moyens les plus efficaces d'améliorer la sécurité économique des pays en développement. La communauté internationale peut apporter une contribution très utile en appuyant les efforts de coopération régionale et sous-régionale des pays en développement.

B. Efforts internationaux pour renforcer la croissance, le développement et la coopération et la sécurité économique internationales

35. C'est au niveau international que les efforts les plus efficaces ont été faits pour améliorer la sécurité économique internationale. A l'époque moderne, ils ont été stimulés surtout par l'expérience de la grande Dépression, puisque c'est la poursuite irréfléchie de politiques économiques nationalistes qui a entraîné une catastrophe économique sans précédent pour un aussi grand nombre de pays. Les leçons apprises à cette époque sont toujours utiles, même aujourd'hui.

36. La décision politique prise après la guerre d'établir un système d'institutions économiques internationales représente la tentative la plus avancée et la plus complexe de renforcer la coopération économique internationale dans l'histoire récente. Un large éventail de pays ont participé à l'établissement de ce système, bien qu'un grand nombre d'entre eux, et notamment certains pays socialistes, ne soient pas devenus membres par la suite. Bien entendu, la plupart des pays en développement n'étaient pas encore des Etats souverains à cette époque. Les principaux piliers du système étaient les suivants :

a) Le système commercial international centré autour de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et fondé sur la non-discrimination et la réciprocité, qui prévoyait des séries successives de négociations sur les réductions tarifaires ^{5/}; le système du GATT a lui-même remplacé l'Organisation internationale du commerce, qui avait un cadre plus large; à l'origine, l'Accord était orienté davantage vers le commerce entre les pays industriels. Des dispositions spéciales ont été introduites par la suite pour protéger les efforts de développement des pays en développement vis-à-vis d'une concurrence internationale prématurée et pour les encourager à coopérer entre eux;

b) Le système monétaire du Fonds monétaire international (FMI), qui a pour objet d'encourager la coopération monétaire, et qui permet de surveiller les politiques économiques et les taux de change des pays membres et de leur donner des moyens de résister aux chocs imprévus qui atteignent la balance des paiements (y compris ceux que provoque l'instabilité des recettes d'exportation), en permettant aux Etats membres de prélever des ressources dans un fonds autorenouvelable; l'évolution de la situation a conduit le FMI à s'occuper aussi des problèmes de la dette des pays en développement;

c) Le système de la Banque mondiale, établi initialement pour aider les pays européens dont l'économie avait été dévastée par la guerre à relever les ruines et qui est devenu par la suite une filière pour le transfert des ressources, principalement, mais non exclusivement, entre les pays prospères membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et les pays en développement; au début, les prêts de la Banque étaient surtout fondés sur l'exécution de projets, mais ils sont, depuis quelques années, fondés davantage sur le choix d'une politique.

37. Avec ce système de coopération économique, qui s'appuie surtout sur l'économie de marché, coexiste le groupement du CAEM qui a pour objet d'accroître les échanges entre les Etats membres sur la base d'une division spécifique du travail et d'une planification économique à long terme.

38. Ces deux systèmes de coopération économique internationale ont permis à leurs Etats membres de réaliser des progrès économiques assez remarquables et sans parallèle dans l'histoire économique récente. Actuellement, les pays les plus industrialisés membres de ces systèmes de coopération ont une économie très diversifiée qui leur permet de résister à quasiment tous les chocs d'origine extérieure ou intérieure.

1. Le dialogue entre pays développés et pays en développement

39. D'autre part, les pays en développement ont estimé que le système de coopération économique préconisé par le GATT, le FMI et la Banque mondiale ne correspond pas aux besoins et aux aspirations de la grande majorité d'entre eux en matière de développement. Le dialogue qui s'est engagé par la suite a, pour l'essentiel, porté sur les problèmes et mesures politiques décrits ci-après.

a) Prix des produits de base instables et non rémunérateurs

40. Beaucoup d'efforts ont été consacrés à la mise au point d'accords internationaux de produit en vue de stabiliser les prix et les recettes d'exportation. Plus récemment, ces efforts ont également porté sur le Fonds commun et sur le développement du traitement et de la diversification des produits de base des pays en développement. Ces efforts ont malheureusement échoué puisqu'un très petit nombre d'accords de produit sont en vigueur et que les prix sont à leur niveau le plus bas. Pour un grand nombre de pays en développement, le déficit des recettes d'exportation constitue le problème le plus important auquel la communauté internationale doit faire face pour améliorer la sécurité économique. La conclusion d'autres accords de produit, la ratification de l'Accord portant création du Fonds commun et l'adoption de mesures visant à aider les pays en développement à diversifier davantage leurs produits de base contribueraient beaucoup à remédier à la situation.

b) Accès inadéquat aux marchés des pays industriels riches et pratiques discriminatoires à l'encontre des pays en développement

41. Bien que les pays en développement aient fait des progrès notables pour s'assurer un meilleur accès aux marchés des pays industriels, les difficultés se sont accrues ces dernières années par suite de la baisse du taux de croissance économique sur les marchés financiers, de la recrudescence du chômage et du fait qu'un nombre important de pays en développement se sont assuré une légère supériorité pour un grand nombre de produits. L'adoption soudaine de nombreuses mesures protectionnistes très rigoureuses, l'opacité des marchés et l'absence de sécurité à long terme en ce qui concerne l'accès aux marchés des pays industriels portent gravement atteinte à la sécurité économique. Les obligations découlant de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce sont de plus en plus ignorées, comme il ressort du fait que les barrières non tarifaires ont proliféré et que les arrangements bilatéraux empiètent sur le système de commerce multilatéral. Bon nombre de pays en développement ont eu recours au commerce de compensation.

42. On espère que la nouvelle série de négociations commerciales multilatérales permettra d'inverser ce processus et fera bénéficier les pays en développement de certains avantages en abolissant les obstacles au commerce et en renforçant le système commercial. A cette fin, il faudra assurer une plus grande stabilité sur le plan financier et monétaire. L'accès préférentiel des pays en développement aux marchés de pays plus riches devra également être renforcé ainsi que les mesures de sauvegarde.

c) Insuffisance des moyens de financement mis à la disposition des pays à des conditions appropriées et nécessité d'assurer une plus grande stabilité du système monétaire

43. Les pays en développement ont également demandé que les milieux financiers et monétaires s'emploient à augmenter les apports financiers, notamment les apports assortis de conditions favorables et à assurer une plus grande stabilité au système monétaire international. Des efforts ont été déployés sur le plan international pour fixer certains objectifs touchant les apports financiers, mais ils sont loin d'avoir été atteints. Pour un grand nombre de pays dont le revenu se situe dans la moyenne supérieure, ce sont surtout les filières privées qui leur ont permis de se procurer des capitaux aux taux du marché. La persistance de l'endettement, qui est probablement à l'heure actuelle le plus grand obstacle à la relance du développement dans un grand nombre de pays en développement, témoigne de l'instabilité et de l'incertitude inhérentes au mode actuel de financement du développement. Les tentatives visant à élaborer des directives internationales pour faire face au problème de l'endettement sur la base de la responsabilité partagée n'ont guère été concluantes jusqu'à présent et celles visant à alléger ou à annuler les dettes des pays à faible revenu n'ont pas abouti non plus, sauf dans une mesure très restreinte. Les problèmes du système financier sont étroitement liés au système monétaire mentionné précédemment. Ces dernières années, les pays en développement ont proposé de traiter ces questions financières et monétaires dans le cadre d'une conférence internationale.

44. En ce qui concerne les investissements directs privés qui sont également soumis aux fluctuations, on a aussi cherché à instituer une plus grande stabilité. Nombre de pays en développement ont essayé de créer des conditions plus propices aux investissements par le biais d'incitations fiscales et autres. Sur le plan international, les négociations concernant un code de conduite pour les sociétés transnationales se sont poursuivies pendant plusieurs années sans toutefois aboutir. Un code auquel tous les pays souscriraient permettrait d'assurer une plus grande sécurité à cette source vitale de coopération économique internationale. Des efforts parallèles sont déployés actuellement dans le cadre de la Banque mondiale qui essaie de créer une agence multilatérale de garantie des investissements; le code de conduite pour le transfert de technologies négocié par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) vise à faciliter aux pays en développement l'accès aux technologies.

45. A un plus large niveau, les pays en développement ont cherché à définir des principes plus généraux pour la restructuration de l'ordre économique international 6/. Les résolutions concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, la Charte des droits et devoirs économiques des Etats et

les tentatives faites pour engager des négociations à l'échelon international constituent les efforts politiques les plus importants qui aient été déployés pour modifier la structure actuelle des relations économiques Nord-Sud de sorte qu'elles contribuent davantage à assurer le développement des pays en développement et à leur conférer plus de poids dans les institutions régissant les relations économiques. Ces efforts ont échoué, mais ils ont permis d'établir certains repères en ce qui concerne l'évolution des relations économiques internationales. Les efforts déployés en ce sens par les pays en développement ont été plus pragmatiques ces dernières années. Ces pays se sont, par exemple, montrés davantage disposés à débattre de leur politique nationale en vue d'accroître leurs possibilités de développement.

2. Relations Est-Ouest

46. D'une manière générale, les pays socialistes ont appuyé les efforts que l'on vient de décrire. Bon nombre de résolutions de l'ONU ont été adoptées sur leur initiative, la plus récente étant celle ayant trait à l'élaboration de mesures propres à créer un climat de confiance (voir A/41/320-E/1986/73 et Add.1).

47. Au fur et à mesure de l'expansion et de la diversification des économies des pays socialistes, les échanges économiques avec les autres pays se sont accrus. Les pays socialistes se sont toutefois heurtés à certaines difficultés du fait que leurs économies sont fondées sur un processus de planification à long terme. Ils ne se sont en général guère préoccupés d'accélérer la mise au point de règles régissant les échanges économiques Est-Ouest. Un certain nombre de pays socialistes sont devenus membres des institutions de Bretton Woods et du GATT ou en ont exprimé le désir. Dans le cadre de l'Accord d'Helsinki, des débats au sein de la Commission économique pour l'Europe et des contacts bilatéraux et multilatéraux qui se sont multipliés ces dernières années, les pays socialistes ont cherché à développer les échanges économiques avec l'Ouest et à arrêter un modus operandi pour ces relations. Des efforts analogues ont été déployés, en particulier au sein de la CNUCED, en ce qui concerne les relations avec les pays en développement.

48. Les pays socialistes ont pris récemment des mesures très importantes en vue d'accroître la souplesse de leurs économies et de décentraliser le processus de prise de décisions, ce qui devrait leur permettre d'établir des relations plus solides avec les économies des autres pays. Le développement de leurs liens avec les économies d'autres pays mettra en évidence d'autres domaines pour lesquels les "règles du jeu" devront être mieux définies. Des discussions portant sur le recours aux mesures économiques à des fins politiques seront notamment très utiles en vue de préserver les échanges commerciaux, les finances et les transferts de technologie des vicissitudes politiques.

49. De telles mesures favoriseront beaucoup la croissance à long terme des économies planifiées, mais la poursuite des efforts sur le plan interne sera indispensable pour répondre à l'évolution des besoins des consommateurs, des technologies et de l'économie internationale.

3. Les économies de marché

50. Par suite de l'évolution de l'économie mondiale, les pays à économie de marché se sont heurtés à des difficultés ces dernières années. D'une manière générale, il leur a fallu lutter contre l'inflation qui au cours des années 70 a été pour eux et pour les autres pays la source d'une grande instabilité. Pour la combattre, ils ont eu recours aux mesures traditionnelles en imposant des restrictions fiscales et monétaires assorties plus récemment de mesures relatives à la régulation de l'offre pour accroître la flexibilité de leurs économies et éliminer les rigidités du marché en ce qui concerne la main-d'oeuvre et les produits.

51. Les mesures anti-inflationnistes ont été remarquablement efficaces et bénéfiques pour tous les pays, mais très coûteuses sur le plan du chômage et des fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change. Cela tient au fait que dans le cadre de systèmes financiers intégrés et déréglementés, les politiques macro-économiques à court et à moyen terme des principaux pays industriels sont moins compatibles. Cette situation a eu des effets négatifs sur les investissements productifs en biens d'équipement et les problèmes sociaux se sont également aggravés. Des modifications importantes en matière d'avantages comparatifs, non seulement parmi les pays industriels, mais entre les pays industriels et des pays nouvellement industrialisés, ont aggravé ces difficultés. Le non-alignement des taux de change a souvent été à l'origine de certaines de ces modifications qui ne sont donc pas liées aux conditions économiques.

52. Il en résulte que les pays membres de l'OCDE ont, ces dernières années, reconnu qu'il importait de coordonner plus étroitement les politiques macro-économiques afin de les rendre plus uniformes et d'assurer notamment une plus grande stabilité aux taux de change et d'adopter des mesures concertées en vue d'abolir les barrières commerciales et de stimuler ainsi la croissance économique. Ces efforts ne se sont traduits jusqu'à présent que par des résultats mitigés; les taux de croissance n'ont certainement pas augmenté. On prévoit, en fait, une croissance à long terme extrêmement modérée et de nombreuses incertitudes persistent. On ne s'attend pas notamment à ce que le chômage diminue sensiblement.

53. Dans le cadre de ce processus, qui est relativement nouveau, la perception de l'interdépendance croissante de l'économie mondiale et des questions en jeu s'est accrue considérablement, en particulier au sein du public. La nécessité d'engager le dialogue est de plus en plus largement reconnue, ce qui laisse bien augurer de la coopération internationale future.

54. En ce qui concerne l'harmonisation concertée des politiques macro-économiques à court et à long terme avec les ajustements structurels à long terme, très peu de progrès ont été réalisés. Un grand nombre de pays développés cherchent à accroître la souplesse de leurs structures en vue de s'adapter à l'évolution actuelle et future de l'économie mondiale. Un consensus ne s'est pas encore dégagé en ce qui concerne la compatibilité des objectifs économiques à moyen et à long terme avec ceux des autres pays, notamment des pays en développement. Certaines tentatives ont été faites au sein de la CNUCED et de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel pour débattre de ces questions, mais sans succès jusqu'à présent. Un consensus ne s'est pas dégagé non plus au sujet des réformes

complémentaires indispensables dont les institutions internationales régissant le fonctionnement de l'économie mondiale devront faire l'objet. A longue échéance, un tel consensus revêt une importance critique si l'on veut conférer une plus grande stabilité à l'économie mondiale.

VI. TENDANCES ET INTERETS COMMUNS

55. En l'absence de planification mondiale à long terme ou de planification indicative, il est difficile de prévoir quelles seront les futures structures de l'économie mondiale. Il est certain, toutefois, que bon nombre des tendances sous-jacentes actuelles de l'économie mondiale exerceront une grande influence. Dans une organisation internationale comme l'Organisation des Nations Unies, il semblerait utile d'organiser périodiquement des débats sur les tendances qui se dessinent. L'Assemblée générale a en effet adopté des résolutions dans lesquelles elle a demandé qu'il soit procédé à l'étude des tendances à long terme, mais celles-ci n'ont pas encore donné lieu à des discussions précises et sérieuses et à un dialogue. De nombreuses études ont également été menées hors du cadre de l'ONU. Le principal mérite de ces efforts est de permettre aux gouvernements de prendre des mesures correctives lorsqu'un signal d'alarme se déclenche. De nombreux gouvernements ont recommandé la création d'un système d'alerte avancée. Ces débats aideraient également les entreprises du secteur privé à tenir compte de considérations à long terme dans leurs plans d'investissement. De telles mesures favoriseraient la stabilité économique et permettraient de prendre rapidement des mesures pour faire face à des situations imprévues.

56. Au nombre des facteurs économiques et sociaux actuels les plus importants et des tendances qui se manifestent, on mentionnera ceux qui suivent :

a) L'accroissement de la population mondiale se poursuivra vraisemblablement pendant une bonne partie du XXI^e siècle avant que ne s'amorce une stabilisation. La plus grande partie de cette croissance démographique se produira dans les pays en développement. Comme l'éducation et la prise de conscience se développent grâce aux techniques modernes et aux moyens de communication de masse, les aspirations des populations se développeront également;

b) La croissance démographique et le développement en général feront peser une lourde charge sur les ressources mondiales 8/. Les conséquences désastreuses sur l'environnement deviendront plus fréquentes et plus visibles et certaines pourront donner lieu à des catastrophes. Des crises pourront surgir périodiquement en ce qui concerne l'énergie et les produits alimentaires;

c) La technologie progresse plus rapidement et dans des domaines totalement nouveaux. Ces progrès augmenteront considérablement la productivité du capital et de la main-d'oeuvre et permettront la découverte de nouveaux matériaux et, notamment, de produits permettant de remplacer les matières premières actuelles. L'évolution des avantages comparatifs sur le plan international sera plus étroitement liée à ces progrès techniques. Les capacités scientifiques et techniques nationales étant relativement sous-développées dans bon nombre de pays en développement, l'écart technologique entre les pays risque de se creuser davantage;

d) Dans les économies de marché, une évolution importante se produit déjà dans les différents secteurs, les ressources étant transférées dans le secteur des services aux dépens de l'agriculture et de l'industrie. L'insuffisance des investissements dans les infrastructures industrielles risque d'avoir des conséquences fâcheuses à l'avenir. La déréglementation et la privatisation amèneront à redéfinir le rôle des gouvernements, et il y aura des frictions entre les interventionnistes et leurs opposants. L'intégration de l'industrie et du système financier dans les économies de marché s'accentuera, ainsi qu'entre ces économies et certains pays en développement et entre ce groupe de pays et certains pays socialistes;

e) Les économies planifiées sont peut-être en train d'atteindre la limite d'un développement extensif. La productivité sera un paramètre décisif et la décentralisation ainsi que l'expansion des échanges économiques avec les autres pays permettront à la fois une plus grande souplesse et une plus grande adaptabilité. L'abondance des ressources et les progrès déjà accomplis en ce qui concerne la mise en valeur des ressources humaines dans ce groupe de pays seront des atouts importants pour faire face aux ajustements structurels indispensables;

f) L'interaction entre ces principaux groupes économiques, déjà très étroite, s'accentuera. Les problèmes de transition sont inévitables. S'ils sont rapidement résolus et si les institutions internationales doivent s'adapter aux circonstances, l'économie mondiale pourrait grandement bénéficier des échanges entre les groupes.

57. Ces facteurs amènent à conclure que tous les pays s'attacheront ensemble à réaliser un taux de croissance élevé, à généraliser les progrès techniques, à assurer un climat propice et stable pour les systèmes commerciaux et financiers. L'ampleur des problèmes liés à la croissance des systèmes, au développement et à l'environnement auxquels l'humanité doit faire face est telle qu'un dialogue plus intense entre les nations, tenant compte des intérêts de tous, demeurera une nécessité. La possibilité de rapprocher les grands groupes économiques actuels, les économies de marché, le CAEM et les pays en développement serait un élément important de ce dialogue. Il faudra veiller à ce que les échanges économiques ne soient pas perturbés pour des raisons politiques ou du moins à ce que de telles perturbations soient réduites au minimum. L'ONU devra constamment s'adapter à l'évolution de la situation pour que ce dialogue soit possible.

VII. MESURES PRATIQUES VISANT A RENFORCER LA SECURITE ECONOMIQUE INTERNATIONALE ET CONCLUSIONS

58. L'analyse détaillée du concept de la sécurité économique internationale, demandée par l'Assemblée générale, représente une tâche complexe dans la mesure où ce concept suscite des réactions diverses selon les régions. Interprété dans un sens restreint, ce concept peut permettre de circonscrire des problèmes spécifiques à un moment donné. Un examen approfondi fait toutefois apparaître la nature complexe des idées que recouvre ce concept. Pour qu'il ait une portée pratique, il doit, dans toute la mesure du possible, être mieux défini, afin d'englober les préoccupations de tous les pays et leurs perceptions de la sécurité.

59. Dans l'immédiat, toutefois, tout progrès vers la réalisation des objectifs qu'implique ce concept serait facilité si des mesures pratiques pouvaient être prises dans le cadre des délibérations actuelles de l'ONU, comme on l'a noté précédemment. On pourrait par exemple inciter les Etats Membres à examiner la question des systèmes d'alerte avancée. De même, un examen plus poussé, dans le cadre de l'ONU, des tendances mondiales à long terme, fondées sur une analyse adéquate de la situation des pays, permettra à la communauté internationale d'être mieux à même de prévoir dans quels domaines des problèmes pourraient surgir. Certaines dispositions du GATT et du FMI pourraient également être réexaminées par des experts de manière à ce que ces institutions jouent un rôle plus stabilisateur dans les relations économiques internationales en tenant plus pleinement compte des intérêts de toutes les nations. Enfin, la Conférence des Nations Unies sur le désarmement et le développement, qui doit se tenir prochainement, pourrait permettre d'atteindre certains objectifs qui contribueraient beaucoup à réaffecter au secteur économique des ressources utilisées à des fins militaires.

60. Il ressort de la présente étude, qui a nécessairement un caractère préliminaire, que la sécurité économique des nations peut être menacée à divers niveaux et de diverses manières. C'est également à divers niveaux, notamment aux niveaux national et régional, que l'on peut remédier à cette situation. Toutefois, par suite de l'interdépendance croissante des nations et des bouleversements que connaît actuellement l'économie mondiale, l'éventail de pays qui ont intérêt à ce que les relations économiques mondiales soient plus prévisibles et plus stables s'est considérablement élargi. Il importe également que les relations économiques ne soient pas perturbées par les impératifs politiques. Les coûts sur les plans économique, social et politique de l'instabilité et de l'imprévisibilité de l'économie sont de plus en plus élevés. Les pays ne peuvent guère se permettre de les supporter. Il est donc essentiel qu'un dialogue constructif s'engage entre les pays afin de favoriser la croissance et le développement, de maintenir l'équilibre écologique, d'assurer le progrès technique, l'expansion et la stabilisation du commerce mondial et des courants de capitaux. Dans le cadre de ce dialogue, l'introduction et l'élaboration plus poussée du concept de la sécurité économique ne manquera pas d'être utile.

Notes

1/ Pour l'examen approfondi des divers aspects de cette notion, voir F. A. M. Alting von Gesau and J. Pelkmans (éd.), National Economic Security: Perceptions, Threats and Policies, (Tilburg, Pays-Bas, John F. Kennedy Institute, 1982). La documentation concernant la question est abondante et le présent document n'aborde qu'un nombre limité de points.

2/ Voir Common Security: A Blueprint for Survival (New York, Simon and Schuster, 1982) (Sécurité collective : un plan de survie).

3/ Pour un examen approfondi, voir M. Simai : "The comprehensive system, the different dimensions and levels of security in the world of the 1980s and beyond" (Académie des sciences de Hongrie, document établi pour la réunion de 1987 de l'International Studies Association, Washington, D. C.).

4/ Voir également G. Hufbauer and J. Schott, Economic Sanctions in Support of Foreign Policy Goals (Cambridge, Mass., Institute for International Economics, 1983).

5/ Pour un bref exposé et l'étude du rôle du GATT ces dernières années, voir General Agreement on Tariffs and Trades, Trade policies for a better future: Proposals for Action (Genève, 1985). En ce qui concerne la perspective de l'ONU, voir History of the United Nations Conference on Trade and Development, 1964-1984 (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.85.II.D.6). Cette publication traite également de questions comme les relations commerciales entre pays dotés de systèmes économiques et sociaux différents.

6/ A ses cinquante-quatrième, cinquante-cinquième et cinquante-septième sessions, le Conseil économique et social a examiné le point intitulé "Sécurité économique collective". Par la suite, ce concept a été inclus dans une résolution relative à l'évaluation de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (voir résolution 1911 (LVII) du Conseil économique et social).

7/ Pour un examen du rôle en évolution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques dans l'économie mondiale, voir I. D. Ivanov, "The Soviet Union in a changing global economic setting: the prospects for trade-oriented growth" (Genève, 1986).

8/ Pour une évaluation récente, voir Lester R. Brown et al., State of the World, 1987 (Washington, D. C., World Watch Institute, 1987) et World Commission on Environment and Development, Our Common Future (New York, 1987).



Assemblée générale
Conseil économique et social

Distr.
GENERALE

A/42/314/Add.1
E/1987/77/Add.1
15 octobre 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-deuxième session
Point 12 de l'ordre du jour
RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE
ET SOCIAL

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL
Deuxième session ordinaire de 1987
Point 3 de l'ordre du jour
DEBAT GENERAL SUR LA POLITIQUE
ECONOMIQUE ET SOCIALE INTER-
NATIONALE, Y COMPRIS L'EVOLUTION
REGIONALE ET SECTORIELLE

La notion de sécurité économique internationale

Rapport du Secrétaire général

Additif

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	1 - 2	2
II. APERCU DES PRINCIPAUX POINTS SOULEVES	3 - 12	2
III. RESUME DES REPONSES DES GOUVERNEMENTS	13 - 39	5
IV. RESUME DES REPONSES DES ORGANISATIONS	40 - 67	13

I. INTRODUCTION

1. Dans son rapport concernant la notion de sécurité économique internationale (A/42/314-E/1987/77), le Secrétaire général a tenu compte des vues exprimées par les gouvernements et les organismes des Nations Unies, en précisant qu'un résumé plus détaillé de ces vues serait publié sous forme d'un additif.

2. Le présent additif donne un aperçu des principaux points soulevés tant par les gouvernements que par les organismes et institutions des Nations Unies, suivi d'un résumé des réponses reçues.

II. APERÇU DES PRINCIPAUX POINTS SOULEVES

3. Dans leurs réponses à la demande qui leur a été adressée par le Secrétaire général, les gouvernements et les organismes des Nations Unies ont présenté diverses suggestions concernant l'utilité, les fonctions, la structure et les éléments d'un système de sécurité économique internationale. L'idée maîtresse qui se dégage des vues présentées est que la sécurité économique nationale est un élément essentiel d'une conception élargie de la sécurité nationale qui va au-delà de la définition traditionnelle plus étroite circonscrite aux domaines politiques et militaires. L'interdépendance économique croissante des Etats ouvre la voie à une division internationale du travail plus rationnelle et crée par la même occasion une plus grande vulnérabilité aux menaces économiques extérieures.

4. Un système efficace de sécurité économique internationale doit viser à reconcilier et harmoniser des intérêts économiques nationaux quelquefois divergents et rivaux, sans préjudice toutefois des légitimes préoccupations de sécurité économique nationale, quel que soit le régime socio-économique ou le degré de développement économique des Etats participants. Il s'agit surtout de rendre les relations économiques internationales plus stables, plus prévisibles et plus solides, notamment de les adapter à une situation internationale changeante.

5. Les éléments d'un système de sécurité économique internationale sont constitués par des cadres appropriés internationalement acceptés, ensemble de principes, de normes et de directives qui règlent la conduite des Etats dans leurs relations économiques internationales. Outre qu'il comporte un ou plusieurs cadres généraux régissant les transactions économiques internationales, le système doit aussi prévoir des cadres pour les différents secteurs des relations économiques internationales tels que commerce, relations monétaires et financières et transfert de technologie.

6. La création d'un système de sécurité économique internationale exige un examen approfondi de l'application des directives existantes, de leur adaptation à des situations changeantes et de l'utilité d'établir des cadres nouveaux. Les politiques économiques des Etats doivent être compatibles avec les principes et directives de base généralement adoptés afin d'instaurer un climat de confiance, de stabilité et de fiabilité dans les relations économiques internationales.

7. Le système de sécurité économique internationale doit reposer sur les intérêts collectifs de tous les Etats. Il faudra d'abord harmoniser les intérêts économiques nationaux antagonistes si l'on veut instaurer une sécurité économique

collective. La sécurité économique internationale doit donc être fondée sur la notion de sécurité collective et commune. Il ne peut y avoir de sécurité économique nationale d'un Etat aux dépens d'autres Etats. Les mesures propres à accroître la confiance dans les relations économiques internationales doivent faire partie intégrante du système de sécurité économique internationale.

8. Le système actuel de relations économiques internationales est caractérisé par différentes formes d'insécurité, d'instabilité et de déséquilibre. Le cadre général fixant la conduite des Etats dans leurs relations économiques internationales a besoin d'être sérieusement remanié. Les cadres existants ne sont pas conçus pour répondre aux intérêts de tous les Etats participants (pays développés à économie de marché, économies planifiées et pays en développement). Les méthodes préconisées ne sont pas toujours correctement suivies, et dans certains cas le besoin se fait manifestement sentir d'en adopter d'autres.

9. La situation actuelle est caractérisée par d'importants déséquilibres commerciaux et financiers, des fluctuations fantasma des taux de change, l'effondrement et l'instabilité des cours des produits de base, une tendance accrue aux mesures protectionnistes, restrictives et coercitives, ainsi que le lourd endettement de nombreux pays en développement. Ces facteurs non seulement menacent la sécurité économique internationale, mais sont également source d'insécurité et d'instabilité. Pour remédier à cette situation d'insécurité, il faut inscrire les relations économiques internationales et les politiques économiques des Etats dans un cadre de principes, normes et règles généralement acceptés.

10. L'édification d'un système de sécurité économique internationale doit reposer sur des arrangements globaux régionaux et sectoriels. Quelques instruments propres à la création d'une sécurité économique régionale (tels que les dispositions liées à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, le Système économique latino-américain et le Conseil de l'unité économique arabe) sont déjà en place et peuvent servir de base à l'élaboration d'autres instruments. On devra recourir au mécanisme multilatéral du système des Nations Unies pour évaluer l'utilité des dispositions existantes et la mesure dans laquelle elles sont appliquées, et pour élaborer les nouveaux cadres globaux, régionaux et sectoriels qu'exige la création d'un système de sécurité économique internationale. Cela devrait comprendre l'examen des politiques économiques et de leurs incidences sur la sécurité économique internationale.

11. Les propositions présentées par les gouvernements donnent également une indication des éléments dont il devra être tenu compte dans la mise en place d'un système de sécurité économique internationale, et fournissent des suggestions sur les mesures à prendre, à savoir, entre autres :

a) L'application d'une définition générale de la notion de sécurité nationale englobant celle de sécurité économique nationale;

b) L'examen des cadres existants et la création de nouveaux cadres appropriés pour la coopération économique internationale en vue de renforcer la stabilité, la prévisibilité et la fiabilité des relations économiques internationales, notamment au moyen de garanties et d'engagements de sécurité de la part des Etats; il faudra à cet égard réexaminer les principes, codes, normes et

règlements régissant les transactions économiques internationales dans différents secteurs, comme par exemple le commerce des produits manufacturés et des produits de base, les relations monétaires et financières, la coopération en matière énergétique et de commerce des produits alimentaires;

c) L'examen des politiques économiques, la réduction, et finalement l'élimination des mesures restrictives, discriminatoires et coercitives dans les relations économiques internationales;

d) L'élaboration et l'application des différents types de mesures propres à accroître la confiance en tant qu'élément de la sécurité économique internationale;

e) La nécessité de délibérations et de négociations dans le cadre des Nations Unies portant sur les principaux éléments du système de sécurité économique internationale, y compris l'élaboration par les institutions spécialisées ou les commissions régionales de mesures de sécurité appropriées aux différents secteurs ou régions;

f) L'exécution, dans le cadre multilatéral de l'Organisation des Nations Unies, d'activités visant à systématiser et à institutionnaliser progressivement l'application par la communauté internationale de mesures visant à assurer la sécurité économique collective; pour ce faire, il faudra identifier les sources d'insécurité, de déséquilibre et les contradictions (fonction d'évaluation); élaborer un mécanisme et des procédures de contrôle des crises (fonction d'intervention d'urgence), notamment pour le règlement des différends; formuler les principes, codes, normes et règlements définissant la conduite des Etats en matière de coopération économique internationale en vue de protéger et d'harmoniser les intérêts économiques nationaux (fonction régulatrice); élaborer et appliquer des mesures, y compris des mécanismes institutionnels et consultatifs, pour faire en sorte que des bénéfices communs de la prospérité économique soient répartis entre tous les pays et entre toutes les classes de la société (fonction d'équité); et adapter les mécanismes multilatéraux à l'exécution des tâches ci-dessus;

g) L'élaboration d'un système global de coopération multilatérale dans le domaine de la science et de la technologie;

h) L'examen et la réduction subséquente des budgets militaires, compte tenu d'une évaluation réaliste et globale des intérêts liés à la sécurité économique nationale, et d'une évaluation des facteurs extérieurs susceptibles de menacer la sécurité nationale, et étude de mécanismes appropriés pour la réaffectation des ressources ainsi libérées à des fins socio-économiques nationales et internationales;

i) L'identification, l'examen et la réforme des politiques économiques fondées sur une conception partielle et étroite de la sécurité nationale, et l'examen de leurs répercussions sur la sécurité économique internationale (mesures économiques coercitives telles que sanctions, embargos, contrôles des exportations et blocus);

j) L'examen et l'élimination des déséquilibres et restrictions qui frappent le commerce international et les relations monétaires; l'élaboration et l'application de mesures pour stabiliser les marchés des produits de base, les prix et les recettes d'exportation connexes; la stabilisation des taux de change et l'adoption de mesures pour éviter leur fluctuation désordonnée; l'élimination de politiques commerciales restrictives et protectionnistes; le règlement du problème de l'endettement des pays en développement;

k) L'élaboration de mesures tendant à renforcer la coopération dans le domaine énergétique et à accroître la sécurité et la prévisibilité des approvisionnements, de la demande et de la tendance des prix.

12. La sécurité économique internationale doit être conçue comme un élément essentiellement dynamique car l'objectif visé est que la coopération économique internationale réponde à tout moment à des conditions changeantes, à de nouvelles situations et à de nouveaux besoins.

III. RESUME DES REPONSES DES GOUVERNEMENTS

13. Evoquant les divers documents des Nations Unies, et notamment ceux qui portent sur le nouvel ordre économique international, l'Afghanistan a déclaré que l'interdépendance entraînait une réciprocité d'intérêts favorables à l'instauration d'un milieu économique mondial sûr, prévisible et équitable. Ce milieu pouvait être créé grâce à la participation de toute la communauté internationale à une démarche multisectorielle et coopérative visant à protéger chaque Etat contre la discrimination, les sanctions, les politiques de chantage et divers blocus économiques et techniques. L'Afghanistan a proposé qu'une instance soit convoquée au niveau mondial pour délibérer de tous les problèmes qui entravent le libre jeu des relations internationales. Il fallait éventuellement envisager des mesures d'alerte avancée pour surveiller et évaluer les problèmes naissants et formuler des recommandations concrètes en vue de les affronter.

14. L'Algérie s'est inquiétée de constater que le désordre économique actuel aggravait l'insécurité, notamment pour les pays en développement, et ébranlait les fondements du système international. Pour réduire la polarisation croissante du monde, il fallait relancer le dialogue Nord-Sud. A cet égard, l'Algérie a mis l'accent sur les documents du Mouvement des pays non alignés et les résolutions de l'Organisation des Nations Unies relatives au nouvel ordre économique international. L'indivisibilité de la paix et de la sécurité internationales, ainsi que l'interrelation de leurs aspects économiques et politiques appelaient une approche globale et cohérente.

15. L'Argentine a considéré que la sécurité économique internationale, située dans le cadre des décisions relatives à la sécurité économique régionale adoptées par le Système économique latino-américain, était le droit souverain de toutes les nations de choisir leur propre voie dans les domaines économique, social et politique, dans la paix et la liberté, affranchies des contraintes et des menaces extérieures. Les Etats devaient s'abstenir de prendre des mesures coercitives, notamment vis-à-vis des pays en développement, ainsi qu'en dispose l'article 32 de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats (résolution 3281 (XXIX) de l'Assemblée générale).

16. Pour le Brésil, les éléments fondamentaux de la notion de sécurité économique collective étaient : a) la nécessité de réformer le système économique international de l'après-guerre; b) l'élimination de la pauvreté; c) la justice, c'est-à-dire notamment le traitement préférentiel des pays en développement, la protection contre les pressions extérieures, la souveraineté permanente sur les ressources naturelles et l'exploitation sans réserve de toutes les possibilités de développement des pays en développement; d) l'amélioration des instruments juridiques multilatéraux, éventuellement au moyen de négociations semi-permanentes; e) l'affectation au développement des ressources consacrées à l'armement; f) l'adoption universelle de nouveaux mécanismes commerciaux et financiers adaptés aux besoins spécifiques des pays en développement.

17. La Bulgarie a attaché une importance considérable aux mesures économiques destinées à renforcer la sécurité internationale. La détérioration du climat économique international attribuable au recours croissant à la discrimination, au protectionnisme, aux sanctions, aux blocus économiques, aux embargos et autres mesures, avait engendré l'insécurité et exercé des effets particulièrement néfastes sur les pays en développement. Un moyen de renforcer la sécurité économique internationale était de poursuivre la restructuration des relations économiques internationales. Il fallait exploiter au mieux les progrès accomplis à cet égard, comme en témoignaient l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et un certain nombre de documents des Nations Unies relatifs au nouvel ordre économique international. Il fallait aussi tenir compte des nouvelles conditions et réalités du monde contemporain. La sécurité économique internationale supposait avant tout la protection des droits et des intérêts de tous les Etats, c'est-à-dire notamment : a) la stabilité des relations internationales; b) le désarmement pour le développement; c) la non-discrimination à l'égard des Etats dotés d'un système économique et social différent ou de ceux qui en sont à un stade inférieur de développement économique; d) le renoncement aux mesures coercitives; e) la suppression de tous les obstacles aux échanges de technologies modernes; et f) l'ajustement équitable et à long terme des relations internationales en matière monétaire, financière et de crédit. Ces thèmes devaient être au coeur des activités des organes de l'ONU chargés des questions économiques et sociales. La Bulgarie se rangeait aux côtés de ceux qui estimaient que la convocation d'une instance internationale pouvait constituer la prochaine étape sur la voie de l'affirmation des principes, des objectifs, du contenu et de la forme d'un système de sécurité économique internationale et de l'examen des problèmes qui s'opposent au développement normal des relations économiques entre les Etats.

18. Selon la République socialiste soviétique de Biélorussie, la mise en place d'un système global de paix et de sécurité internationales, portant notamment sur la sécurité économique internationale, offrait des possibilités exceptionnelles pour résoudre les problèmes du monde en normalisant et en améliorant les relations économiques internationales. Pour cela, il fallait a) protéger les droits et les intérêts économiques légitimes de chaque Etat et instaurer au niveau international des garanties juridiques solides assurant leur respect, b) renoncer aux politiques de discrimination, de blocus économique et de sanction, et c) adopter des mesures pour réglementer le processus d'interdépendance croissante. La sécurité économique supposait la cessation de la course aux armements et l'affectation de certaines des ressources ainsi libérées à l'aide aux pays en développement. La RSS de Biélorussie était favorable à la convocation d'une instance mondiale chargée

d'examiner sur un plan global tous les obstacles aux relations économiques mondiales. Elle jugeait aussi important de renforcer le rôle que le Conseil économique et social assurait dans la solution des problèmes économiques mondiaux et dans la coordination des programmes économiques et sociaux à l'échelle du système des Nations Unies.

19. La Colombie a estimé que le strict respect des principes fondamentaux qui gouvernent les relations internationales, notamment ceux qui sont stipulés dans la Charte des Nations Unies, était la pierre angulaire de relations économiques internationales justes et stables. Tout système de sécurité économique internationale devait contribuer efficacement à promouvoir le développement économique et social, notamment dans les pays en développement.

20. Se référant aux inégalités et déséquilibres croissants de l'économie mondiale qui ont aggravé la situation économique des pays en développement et creusé l'écart entre ces derniers et les pays développés, Cuba a fait valoir qu'il serait possible d'y remédier en favorisant la sécurité économique internationale et a préconisé un certain nombre de mesures de confiance pour étayer la sécurité économique internationale, notamment l'application des principes et des mesures énoncés dans la Charte des Nations Unies et les documents relatifs au nouvel ordre économique international. Elle a souligné la nécessité d'instaurer un dialogue constructif, de résoudre le problème de la dette et d'assurer un transfert continu de ressources vers les pays en développement. Certaines questions telles que celles d'un nouveau système monétaire et financier international, d'un code de conduite des sociétés transnationales, d'un code de conduite relatif au transfert de technologie, de la sécurité alimentaire, du désarmement complet et de l'affectation au développement économique de certaines ressources actuellement consacrées à la défense étaient de toute première importance. Cuba proposait un programme d'action reposant sur une base élargie et axé sur le progrès des pays en développement, notamment par l'intermédiaire de l'ONU et des organismes du système qui se consacrent au développement.

21. La Tchécoslovaquie a déclaré que la sécurité économique internationale faisait partie intégrante de la sécurité internationale. Elle a préconisé l'adoption au plan international de garanties juridiques obligatoires relatives à la non-utilisation de la force et de la discrimination dans les relations économiques internationales, et considéré que chacun devrait s'engager à résoudre les problèmes essentiels grâce à des efforts concertés. Il fallait prendre en considération l'interrelation des facteurs économiques et politiques, notamment en ce qui concernait la course aux armements et ses conséquences néfastes sur le développement. Les mesures suivantes joueraient un rôle de toute première importance dans l'instauration de la sécurité économique internationale : a) les efforts concertés et la volonté politique de tous les pays; b) la réduction des dépenses militaires et l'utilisation d'une partie des ressources ainsi libérées pour résoudre les problèmes mondiaux; c) la non-discrimination; d) le non-recours aux mesures coercitives; e) une réglementation juste et à long terme des relations monétaires et financières internationales; f) la coopération technique pacifique; g) des mesures de stabilisation en matière commerciale et financière; et h) la coopération dans le domaine de la recherche et l'utilisation pacifique de l'espace. La Tchécoslovaquie était convaincue de la nécessité de définir une notion globale de sécurité économique internationale et de convoquer un congrès mondial pour examiner les problèmes de sécurité économique.

22. La République populaire démocratique de Corée a préconisé la restructuration de l'ordre économique international selon les principes définis dans les documents correspondants des Nations Unies. Elle a estimé qu'il faudrait entamer dès que possible des négociations mondiales pour créer à cette fin, grâce à la convocation d'une conférence sur les problèmes monétaires et financiers, un système monétaire et financier international qui soit juste et stable, ainsi que pour instaurer un nouvel ordre commercial équitable et une coopération Sud-Sud. L'élaboration d'une notion de sécurité économique internationale serait bénéfique à de telles négociations.

23. Le Yémen démocratique a considéré que la notion de sécurité économique internationale englobait tous les problèmes et aspects économiques de l'économie mondiale. Il fallait prendre des mesures aux niveaux local, régional et international. Les ajustements de structure opérés dans les pays en développement devaient s'appuyer sur la disparition du protectionnisme, la réduction des taux d'intérêt et la garantie de prix raisonnables pour les produits de base. Le Yémen démocratique a souligné aussi le rôle essentiel de l'autonomie collective parmi les pays en développement. Il fallait appliquer les principes des relations internationales énoncés dans les documents relatifs au nouvel ordre économique international. Il serait décisif de mettre un terme à la course aux armements et d'affecter les ressources qui lui sont consacrées au progrès des pays en développement. Le Yémen démocratique était favorable à la réunion d'une conférence internationale sur les aspects monétaires et financiers du développement, au dialogue multilatéral à propos de la dette extérieure et à l'adoption d'un code de conduite des sociétés transnationales.

24. L'Equateur a déclaré que l'interdépendance croissante des Etats obligeait chacun, riche ou pauvre, développé ou sous-développé, capitaliste ou socialiste, à réfléchir et à proposer des mesures efficaces pour remédier aux causes de la crise qui touchait une large fraction de l'économie mondiale. Il était favorable à tous les efforts entrepris pour rendre les relations économiques et commerciales plus équitables et se félicitait des initiatives et des mesures prises à cette fin par l'ONU et les organismes qui s'y rattachent.

25. La République démocratique allemande a préconisé la définition au sein de l'ONU d'une notion de sécurité économique internationale comme élément essentiel d'un système global de sécurité internationale. La nécessité d'une sécurité économique internationale découlait directement de l'interdépendance complexe qui caractérisait l'évolution économique mondiale, de la dimension mondiale des problèmes économiques et du nouveau stade atteint par le progrès scientifique et technique. Les principes fondamentaux de la sécurité économique internationale étaient consacrés dans la Charte des Nations Unies et dans d'autres documents des Nations Unies. La sécurité économique internationale devrait asseoir la coopération économique internationale sur une base plus ferme, plus stable et plus prévisible et assurer le respect des intérêts économiques légitimes de tous les participants, en excluant de ce domaine l'arbitraire et la discrimination. Un système de sécurité économique internationale devrait se composer de plusieurs éléments essentiels parmi lesquels l'élimination des sources de conflits économiques internationaux et des formes efficaces et complètes de coopération économique équitable aux niveaux régional et mondial. Parmi les tâches prioritaires devaient figurer la disparition du sous-développement, l'allégement

de la dette extérieure des pays en développement, la réaffectation des dépenses militaires au développement économique et la sécurité de l'approvisionnement en nourriture, combustible et matières premières. La convocation d'une instance mondiale chargée d'examiner tous les problèmes liés à la sécurité économique serait un pas important vers l'élaboration d'une stratégie mondiale de coopération économique mutuellement avantageuse.

26. Pour parvenir à une plus grande sécurité économique internationale qui étayerait ses propres efforts de développement, le Honduras a mis l'accent sur un certain nombre de thèmes qui devaient faire partie intégrante de tout plan de sécurité économique internationale. Il s'agissait notamment de la suppression des barrières commerciales, de l'instauration d'un nouvel ordre économique international, du règlement du problème de la dette des pays en développement et du renforcement de la primauté du droit dans les relations économiques internationales, particulièrement en ce qui concerne les investissements internationaux.

27. La Hongrie a souligné qu'il était dans l'intérêt de tous les pays de veiller à ce que les déséquilibres mondiaux en matière commerciale, financière et autre restent dans des limites "maîtrisables" grâce au renforcement de la stabilité et à une plus grande prévisibilité. La notion de sécurité économique internationale devrait prévoir des stratégies axées sur la croissance pour a) restructurer les économies nationales, b) sauvegarder le plus possible les aspects économiques des relations internationales, c) assurer aux échanges un caractère prévisible, d) assurer la libre circulation de la technologie, e) sortir de la crise de la dette et f) affecter au développement des ressources consacrées aux dépenses militaires.

28. L'Iraq a fait valoir qu'un ordre économique international fondé sur les principes de justice, d'égalité et d'avantage réciproque était une condition essentielle de la sécurité économique internationale. Evoquant les documents des Nations Unies relatifs au nouvel ordre économique international, il a indiqué divers moyens de renforcer la sécurité économique internationale, à savoir les efforts nationaux et internationaux visant à diversifier les économies des pays en développement en tant qu'éléments intégrants de l'économie mondiale interdépendante, le renoncement aux politiques et pratiques unilatérales, coercitives et discriminatoires en matière économique, l'autonomie collective, la stabilité monétaire et financière et celle des prix, le règlement du problème de la dette, la restructuration des relations économiques internationales grâce notamment à des négociations au niveau mondial, à la tenue d'une conférence internationale sur les questions monétaires et financières, à l'élaboration de codes de conduite des sociétés transnationales et au transfert de technologie, enfin, le renforcement de la coopération régionale dans un cadre global. L'Iraq appuyait les résolutions appelant à promouvoir la sécurité économique internationale et à instaurer la confiance dans les relations économiques internationales sur une base juste et équitable.

29. La Mongolie a jugé indispensable que tous les pays mettent en pratique les principes du nouvel ordre économique international, tels qu'ils sont énoncés dans les documents pertinents des Nations Unies. L'internationalisation croissante des relations économiques mondiales, les progrès extrêmement rapides de la science et

de la technique, la prise de conscience d'une destinée commune et l'émergence de nouvelles tâches de grande ampleur affectant les intérêts de l'humanité tout entière exigeaient l'élaboration d'une nouvelle approche mondiale et d'une base nouvelle pour assurer la sécurité économique mondiale et nationale. Sur ce dernier point, la Mongolie recommandait que soient pris en considération les principes fondamentaux régissant les relations internationales. En particulier, elle a souligné la nécessité de garantir le libre accès aux marchés étrangers sans discrimination aucune et dans des conditions équitables, de résoudre le problème de l'endettement et d'affecter les ressources militaires à des projets de développement. La Mongolie appuyait la proposition relative à la convocation, à une date appropriée, d'une conférence mondiale sur les problèmes liés à la sécurité économique, en insistant sur le rôle qui incombait à l'Organisation des Nations Unies et à ses organes dans l'élaboration du concept de sécurité économique.

30. Le Maroc a estimé que l'érosion du multilatéralisme était étroitement liée aux crises qui s'aggravaient dans plusieurs domaines : commerce, questions monétaires et questions financières. Ces processus mettaient en danger la stabilité et le développement harmonieux des relations internationales. Le désarmement et le développement économiques étaient les deux défis les plus importants pour l'humanité. Pour le Maroc, le concept de sécurité économique internationale devait être fondé sur la Charte des Nations Unies et tenir compte des dimensions mondiales de l'interdépendance. Des problèmes tels que la protection de l'environnement, l'épuisement des ressources naturelles et l'évolution démographique, qui influaient sur la production, la consommation et les échanges, exigeaient une solution commune. L'intégration régionale jouait un rôle particulièrement important. Un troisième élément de la sécurité économique internationale était l'institution d'un mécanisme de surveillance, qui servirait les intérêts de tous les pays.

31. Se plaçant dans le contexte des documents de base des Nations Unies sur les relations internationales, l'Oman considérait que la sécurité économique internationale était étroitement liée à des facteurs tels que la crise alimentaire et la crise de l'endettement, le protectionnisme et des pratiques commerciales restrictives, les problèmes touchant l'exportation des produits de base, l'aide officielle au développement, les problèmes relatifs à la stabilité monétaire et financière et l'évolution démographique.

32. Se référant au document de base relatif au nouvel ordre économique international, le Pakistan s'est déclaré convaincu que la reprise du dialogue Nord-Sud dans le but de mettre en oeuvre les principes d'un tel ordre nouveau constituait le moyen le plus efficace de promouvoir la sécurité économique internationale, en particulier pour les pays en développement.

33. Se référant également aux documents de base relatifs au nouvel ordre économique international, le Pérou a jugé essentiel que la définition du concept de sécurité économique internationale soit axée sur le respect des principes universellement admis en matière de développement. Cela contribuerait en effet à promouvoir une coopération économique internationale efficace, élément important de la mise au point de solutions équitables, en particulier dans le cas des problèmes les plus pressants auxquels se heurtent les pays en développement, de façon à assurer un processus de développement soutenu dans un environnement mondial sûr et favorable.

34. La Pologne considérait que la sécurité économique internationale devait constituer non une solution de rechange au nouvel ordre économique international, mais un instrument en vue d'atteindre les objectifs de la restructuration des relations économiques internationales. L'accent devrait être mis en tout premier lieu sur la création d'un environnement économique externe propice au développement et à la coopération économique. La formulation d'un concept de sécurité économique internationale pourrait permettre de déterminer les moyens d'éliminer les déséquilibres existants et les aspects négatifs des relations économiques internationales et de concevoir des mesures visant à développer la coopération afin d'assurer la stabilité et la normalisation des relations internationales dans leur contexte mondial et régional. La Pologne appuyait la création d'un fonds en vue d'aider les pays en développement grâce à des réductions des dépenses militaires. Elle préconisait également la formulation d'un programme mondial de coopération scientifique, et technique sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Elle considérait par ailleurs qu'il pourrait être utile d'élaborer un code de conduite uniforme pour les relations économiques internationales dans le contexte de négociations mondiales.

35. La Roumanie a fondé sa position sur le lien qu'elle voyait entre les problèmes de sous-développement, les controverses politiques et le désarmement. Ces problèmes devaient être examinés conjointement, en partie dans le but de réaffecter les dépenses d'armement aux fins du progrès économique et social. Il était indispensable de formuler un concept de sécurité économique internationale en se référant aux principes fondamentaux régissant les relations internationales, tels qu'ils sont exprimés dans la Charte des Nations Unies et dans les documents relatifs au nouvel ordre économique international. Une attention particulière devrait être consacrée à la solution des problèmes liés à la dette extérieure, à la restructuration du système monétaire et financier international et à la réglementation des échanges internationaux, y compris la suppression des mesures protectionnistes et l'indexation des prix des produits de base sur ceux des biens industriels. Les pays en développement devraient avoir accès, sans entrave aucune, aux progrès de la science et de la technique. La Roumanie approuvait l'idée de la convocation de conférences internationales sur les problèmes mondiaux et sur la restructuration du système monétaire et financier international.

36. Parmi les éléments jouant un rôle important dans la sécurité économique internationale, le Togo a cité la réduction du protectionnisme, l'accroissement de la mobilité de la main-d'oeuvre, l'utilisation systématique des avantages comparatifs dans des domaines tels que la coopération régionale, le respect des droits de pêche, l'aide au développement, le traitement approprié des déchets nucléaires ainsi que la pleine application des principes régissant les relations économiques internationales, tels qu'ils sont énoncés dans divers documents des Nations Unies.

37. La République socialiste soviétique d'Ukraine a considéré que l'objectif fondamental d'un concept de sécurité économique internationale était d'ouvrir la voie à la normalisation et à l'amélioration des relations économiques internationales dans l'intérêt de tous les Etats. Les éléments les plus importants de ce concept étaient l'application plus stricte des principes fondamentaux régissant les relations internationales et l'instauration du nouvel ordre économique international, le règlement du problème de la dette extérieure,

l'affectation des crédits militaires au développement économique des pays en développement et la solution de problèmes mondiaux tels que le retard économique, la famine, la pauvreté, les épidémies, l'analphabétisme, la pénurie de ressources énergétiques, de matières premières et de denrées alimentaires, la protection de l'environnement et l'exploration pacifique des océans et de l'espace. La RSS d'Ukraine était en faveur de la convocation future d'une réunion mondiale au cours de laquelle tous les obstacles aux relations économiques internationales pourraient être examinés dans un contexte global.

38. Les vues de l'Union des Républiques socialistes soviétiques étaient fondées sur les principes qui ont été énoncés concernant l'établissement d'un système global de sécurité internationale dans le domaine économique, ainsi que sur le mémorandum du Gouvernement soviétique consacré à cette question (A/41/118). L'objectif de base d'un concept de sécurité économique internationale était d'ouvrir la voie à la normalisation et à l'amélioration des relations économiques internationales dans l'intérêt de tous les pays. Il était très important de sauvegarder les droits et intérêts économiques légitimes de chaque Etat et d'établir à cet effet des garanties fiables. En conséquence, la sécurité économique internationale pourrait être définie comme étant une situation dans laquelle l'économie mondiale et les relations économiques internationales, fondées sur les principes de la justice, de la démocratie et du profit mutuel, créent les conditions indispensables à la coexistence pacifique et à la coopération entre tous les Etats, quels que soient leurs systèmes économiques et sociaux respectifs et les autres différences qui les séparent. L'un des objectifs importants de ce concept devrait être la définition précise de directives et de procédures aux fins d'un dialogue et d'une coopération systématiques entre tous les Etats, aux niveaux tant bilatéral que multilatéral, sur la base des principes admis qui régissent les relations internationales. L'URSS a appelé l'attention, entre autres, sur les principaux points suivants : a) la suppression des déséquilibres économiques mondiaux tels que la crise de l'endettement, l'instabilité monétaire et financière, les fluctuations des marchés des produits de base, l'exploitation par les monopoles internationaux, le protectionnisme et les barrières commerciales élevées pour des raisons d'ordre politique; b) la solution de problèmes mondiaux tels que la famine, les maladies, la pauvreté et l'utilisation pacifique de l'espace et des océans; c) l'affectation d'une partie des crédits militaires au développement économique des pays en développement; d) le lancement d'un programme mondial de coopération scientifique et technique sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, dans le cadre du rôle qui incombe à celle-ci dans les efforts visant à garantir la sécurité économique internationale; e) l'abandon des politiques de discrimination, de blocus économique et de sanctions. L'URSS préconisait le renforcement du rôle du Conseil économique et social pour ce qui est de la recherche de solutions aux problèmes économiques mondiaux les plus pressants et de la coordination des programmes sociaux et économiques de l'ensemble du système des Nations Unies. Elle a demandé la convocation future d'une réunion mondiale où seraient examinées toutes les questions qui font obstacle aux relations économiques mondiales.

39. Le Viet Nam a estimé que les menaces à la sécurité dans le domaine du développement et des relations économiques internationales découlaient de problèmes non encore résolus au niveau des relations internationales. La création d'un système de sécurité économique internationale était une tâche pressante qui aiderait peut-être à résoudre certains problèmes interdépendants qui se posaient

dans le cadre des relations internationales. Pour assurer la mise en place d'un tel système, les mesures suivantes devraient, entre autres, être prises : a) négociations sincères en vue de l'instauration d'un nouvel ordre économique international, b) développement de la coopération entre Etats quels que soient leur système économique et leur niveau de développement, c) réaffectation des ressources militaires au développement économique et social, d) renforcement des relations internationales sur la base de la Charte des Nations Unies.

IV. RESUME DES REPONSES DES ORGANISATIONS

40. Dans leurs réponses à la note du Secrétaire général, certains organismes et organisations se sont inspirés de leurs propres règles et principes fondamentaux ou des résolutions pertinentes adoptées par des organes intergouvernementaux (CEPALC, GATT, FMI, CNUCED et FNUAP). Il était clairement précisé que ces réponses reflétaient les vues personnelles des chefs de secrétariat des organisations considérées (CEE, PNUD et HCR). D'autres réponses ont été soumises au nom du chef de secrétariat de l'organisation (AIEA et Banque mondiale). Le Secrétaire général de l'OMI a indiqué qu'il comptait consulter le Conseil de l'OMI pour information et suite à donner. L'Unesco et l'UNRWA ont répondu que la résolution 40/173 de l'Assemblée générale ne relevait pas de leur compétence. L'OMM était pour sa part disposée à contribuer à la mise en oeuvre de la résolution 40/173 mais n'a fait aucune suggestion.

41. Presque toutes les réponses évoquaient les priorités actuelles des organisations respectives, qui se considéraient comme faisant partie intégrante d'un système international axé, entre autres, sur la promotion de la sécurité économique internationale. A cet égard, le GATT, le FMI et la CNUCED, en particulier, ont appelé l'attention sur deux points : a) leurs règles principales et leurs principes fondamentaux étaient en fait des éléments d'un système de sécurité économique internationale; b) les nombreuses préoccupations exprimées quant à la sécurité économique internationale étaient à la source de la création de leur organisation.

42. Dans de nombreuses réponses, l'attention était appelée sur l'importance fondamentale de la sécurité économique internationale dans un monde où l'interdépendance ne cesse de croître. Dans un monde extrêmement internationalisé dont tous les éléments sont de plus en plus interdépendants, aucun pays ne pouvait se développer avec succès sans prendre part à la Division internationale du travail. Le développement des relations économiques internationales entraînait un accroissement des ressources productives et constituait l'un des éléments déterminants de la stabilité internationale.

43. Pour le secrétariat de la CNUCED, les principaux objectifs d'un système de sécurité économique international étaient les suivants : a) prévention d'une catastrophe nucléaire, b) élimination de la méfiance existant actuellement entre les pays, c) recherche de solutions aux problèmes mondiaux, d) efforts pour surmonter le sous-développement et rattraper le retard dans les pays en développement, e) coopération économique, f) faire en sorte que tous les pays aient la possibilité de planifier leurs propres efforts de développement. L'accent était mis sur le lien entre la sécurité militaire et politique d'une part et le bien-être économique, de l'autre. Le secrétariat de la CNUCED a en outre proposé, pour examen, la définition suivante d'un système de sécurité économique internationale :

Un ensemble de conditions qui, une fois mis en place et maintenu dans le contexte d'une interdépendance de plus en plus grande résultant de l'internationalisation croissante des activités économiques mondiales, garantira à tous les Etats, quels que soient leur potentiel économique, leur niveau de développement social et économique et leur régime politique, la possibilité d'assurer leur développement économique de façon indépendante sur la base de leur participation, à la division internationale du travail, sur un pied d'égalité, et de la coopération économique qu'elle implique. Ce système prévoit aussi la recherche commune de solutions aux problèmes mondiaux présentant un caractère humanitaire commun.

44. Le secrétariat de la CNUCED a souligné que la Charte des droits et devoirs économiques des Etats pourrait constituer un point de départ utile pour la mise en place d'un cadre nouveau aux fins d'une sécurité économique internationale globale. L'insécurité, dans une économie mondiale interdépendante, découlait dans une large mesure du non-respect des principes existants, internationalement reconnus. Pour promouvoir plus efficacement le système de sécurité économique internationale, il était jugé nécessaire de renforcer le multilatéralisme en général et l'Organisation des Nations Unies, avec ses institutions spécialisées, en particulier. Un système global de sécurité économique internationale affecterait quasiment tous les domaines qui intéressaient la CNUCED. A cet égard, le renforcement du système commercial, exposé en détail dans divers documents de la CNUCED, pourrait contribuer pour beaucoup à la mise en place d'un tel système. Un programme d'action était proposé, dans lequel la CNUCED pourrait jouer un rôle de premier plan.

45. Etant donné l'intérêt particulier que portait le GATT à la nécessité d'assurer la prévisibilité et l'équité dans les relations commerciales, le Directeur général de cet organisme a souligné que la recherche de la sécurité économique internationale avait été à l'origine de la création du GATT et avait inspiré ses activités, lui permettant de survivre pendant 40 années. Les deux objectifs principaux étaient : a) un système de règles visant à accroître la prévisibilité en cherchant à assurer l'ordre dans le domaine du commerce, et b) établir une base institutionnelle pour la libéralisation multilatérale des échanges.

46. Dans sa réponse, le Directeur général a réaffirmé les deux principales règles du GATT - non-discrimination et interdiction de toutes les formes de pratiques commerciales restrictives - et il a souligné que la souplesse et le pragmatisme caractérisaient son action. Le GATT accordait une attention particulière à la participation des pays en développement au commerce mondial, dans le but de leur assurer des conditions d'accès plus favorables aux marchés mondiaux, de leur encourager à être moins tributaires de la production et de l'exportation d'un petit nombre de produits de base, et d'éliminer les mesures qui limitaient et faussaient les échanges, en particulier lorsqu'elles étaient appliquées unilatéralement ou dans le cadre d'accords bilatéraux ou sectoriels. Le GATT considérait que le ralentissement de la croissance, les mouvements brusques des prix, les incertitudes qui faisaient obstacle aux investissements, l'extrême instabilité des taux de change et les mouvements de capitaux à grande échelle étaient autant d'éléments d'instabilité qui contribuaient à réduire la sécurité économique mondiale.

47. Dans une économie mondiale de plus en plus interdépendante, la libéralisation des échanges et l'existence d'un système commercial multilatéral solide et ouvert servaient les intérêts de tous les pays. Le volume accru des échanges et les efforts en cours pour diversifier la production des pays en développement expliquaient la participation croissante de ces pays aux activités du GATT. Dans la nouvelle série de négociations commerciales, on pouvait prévoir une participation accrue des pays en développement, que l'on pourrait faciliter en prévoyant une souplesse suffisante pour tenir compte des besoins particuliers de ces pays lorsqu'ils adoptaient des mesures visant à libéraliser leur propre commerce. Ces mesures contribueraient elles aussi à accroître la sécurité de l'environnement dans lequel ces pays s'efforçaient de promouvoir et d'accélérer leur développement économique.

48. Dans sa réponse, le secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) a examiné le concept de sécurité économique internationale uniquement du point de vue des pays en développement et a identifié trois grands domaines d'intérêt particulier : a) diversification de l'éventail des produits d'exportation des pays en développement; b) accroissement des ressources en devises, notamment en décourageant la fuite des capitaux et en inversant les courants de capitaux; et c) solution de la crise agricole actuelle étant donné que toute politique économique nationale en matière de sécurité alimentaire, aussi bien conçue soit-elle, ne peut réussir que si elle s'accompagne d'une action internationale concertée.

49. La plupart des programmes actuels de l'ONUDI avaient pour objet d'aider directement ou indirectement les pays en développement à choisir, formuler et appliquer des stratégies et politiques industrielles visant à renforcer leur sécurité économique. Il n'existait certes aucune politique ou stratégie unique permettant à tous les pays en développement de renforcer leur sécurité économique, mais le développement économique autosoutenu à long terme, qui était fondamental pour assurer la sécurité économique nationale, nécessitait un minimum d'apports d'une importance cruciale du secteur industriel national.

50. Le secrétariat du Fonds international de développement agricole (FIDA) a souligné que la question de la sécurité alimentaire devait être abordée aux niveaux international, national, voire local, afin de réagir comme il convient lorsque surviennent des catastrophes. L'amélioration de la production vivrière des pays les plus pauvres constituait un pas important dans la bonne direction. La sécurité alimentaire demandait en outre que l'on procède à des ajustements structurels en fonction des besoins des populations pauvres des zones rurales.

51. Le secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a souligné que la vaste portée du concept de sécurité économique internationale s'étendait à presque toute la gamme de ses activités. Les domaines les plus pertinents pour la FAO étaient les suivants : politiques relatives aux produits de base, commerce et sécurité alimentaire mondiale. Ce dernier domaine a trois objectifs sous-jacents : a) parvenir au niveau souhaitable de production alimentaire, b) renforcer la stabilité des approvisionnements en denrées alimentaires et c) assurer, le cas échéant, l'accès au ravitaillement en vivres. Dans sa réponse, le secrétariat a attaché une attention toute particulière à la nécessité d'améliorer la fourniture de services d'aide alimentaire en cas d'urgence.

52. Le secrétariat de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré que pour atteindre l'objectif de la sécurité économique internationale, il fallait que la souveraineté économique soit beaucoup plus grande au niveau de chaque Etat. Pour accroître la sécurité économique nationale, des remaniements des politiques tant nationales qu'internationales pouvaient être nécessaires. Il fallait que ces remaniements tiennent compte des conséquences humanitaires car une population active saine, instruite et employée utilement renforçait la sécurité économique nationale.

53. Le secrétariat du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP) a déclaré qu'un certain nombre de facteurs pouvaient influencer sur la réalisation de l'objectif de la sécurité économique internationale. Toutefois, l'interdépendance entre divers aspects de la population d'un pays et son développement économique et social était devenue cruciale pour le renforcement de la sécurité. L'évolution démographique - effectif, taux d'accroissement, structure et répartition de la population - des pays en développement avait de lourdes conséquences sur l'ordre économique, social et politique mondial. Une croissance démographique rapide exacerbait les problèmes économiques et sociaux, tels que l'insécurité alimentaire, le chômage, l'insuffisance des soins de santé, la misère et l'urbanisation inadéquate. Pour relever ce défi, il fallait accorder la priorité à une approche intégrée tenant compte, dans les politiques nationales et internationales, de l'interdépendance qui existe entre la population et le développement.

54. Le secrétariat du FNUAP a souligné la nécessité d'inclure tous les aspects des établissements humains dans une stratégie de développement d'ensemble. Cette façon d'aborder ce besoin fondamental, qui devrait avoir la priorité absolue dans les politiques de développement, était un moyen satisfaisant de remplacer les stratégies classiques de substitution aux exportations ou de promotion des exportations. Un effort soutenu en vue de renforcer le secteur de la mise en valeur des ressources humaines favorisait la sécurité économique nationale, notamment dans les pays en développement, ce qui semblait être la façon la plus efficace de renforcer la sécurité économique internationale.

55. Le secrétariat de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) a souligné que la sécurité économique internationale était tributaire d'un système mondial de transport aérien efficace et économique. L'un des principaux objectifs de l'OACI dans le domaine des transports aériens était la sécurité économique des pays en développement.

56. Le secrétariat de l'Union internationale des télécommunications (UIT) était convaincu que les télécommunications, tant nationales qu'internationales, étaient un élément clef de la sécurité économique internationale. L'organisation continuerait d'aider les pays en développement à améliorer leur infrastructure dans ce domaine.

57. Le secrétariat du Fonds monétaire international (FMI) a répondu en citant les objectifs de l'organisation tels qu'ils sont énoncés à l'article premier de ses statuts.

58. Le secrétariat de la Banque mondiale a déclaré que l'organisation contribuait largement à la coordination des mesures internationales visant à promouvoir la sécurité économique, notamment en rétablissant la croissance économique dans les pays en développement. Les questions principales étaient les prêts au titre des ajustements structurels, les prêts de l'Association internationale de développement et la relance des investissements privés. Pour favoriser la sécurité économique, il fallait que les pays en développement relancent leur économie en vue d'une croissance soutenue. L'expansion régulière du commerce revêtait une importance toute particulière dans cette stratégie. Accélérer la mise en valeur des ressources humaines, alléger la misère, protéger l'environnement et accroître le rôle des femmes étaient autant d'autres objectifs du processus de développement.

59. Le Bureau international du Travail (BIT) a déclaré que l'OIT mettait au point des approches et des stratégies en vue de répartir plus équitablement le fardeau de l'ajustement aux chocs extérieurs. Pour élaborer de telles stratégies et veiller à ce qu'elles soient respectées dans les faits, des échanges de vues et des accords entre partenaires sociaux étaient essentiels. En outre, l'assistance aux pays en développement pour la mise au point de politiques visant à promouvoir l'emploi et les activités génératrices de revenus pour les plus démunis permettaient à leur économie d'être plus solide et par là même moins vulnérable aux vicissitudes de l'économie mondiale.

60. Le secrétariat de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a estimé que son programme de coopération technique renforçait l'autosuffisance des pays en développement et par conséquent la sécurité économique, aussi bien directement qu'indirectement.

61. L'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a attaché une importance considérable à la notion de sécurité économique internationale, dont l'une des conditions préalables était la sécurité économique nationale, que le PNUD cherchait à renforcer par le biais de ses programmes de pays et projets de coopération technique. La coopération internationale et régionale en matière économique devait être également encouragée par le biais de programmes régionaux et mondiaux propices à cette fin. Les organisations économiques internationales devaient réagir face à l'évolution du contexte général et s'adapter aux circonstances. Ainsi pourraient-elles contribuer à l'instauration d'une sécurité économique internationale.

62. Le secrétariat de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a axé son examen de la question sur la sécurité économique régionale. La sécurité économique internationale était fonction de l'adoption par des groupes de pays, à l'échelon sous-régional ou régional, de plans concrets de coopération mutuelle. Les organisations régionales pouvaient fournir un appui aux pays victimes de mesures économiques coercitives.

63. Le secrétariat de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) a souligné que la sécurité économique, politique et sociale aux échelons national et international, constituait un tout dont les éléments étaient interdépendantes. A son avis, il était impérieux de prendre des mesures aux niveaux national, sous-régional et régional avant d'entreprendre une action économique internationale. Toutefois, les critères généraux définis à l'échelle

mondiale pouvaient servir de directives pour la formulation des politiques, des objectifs et des stratégies. Il fallait que les organisations multilatérales et régionales jouent un rôle plus concret et plus efficace dans le renforcement de la coopération économique entre pays membres.

64. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe (CEE) a évoqué la grande diversité des normes et approches en matière de droit international. La conciliation de ces vues opposées sur la seule base d'un nouvel instrument global de sécurité économique internationale tel celui envisagé par les tenants de la résolution 40/173 de l'Assemblée générale, paraissait difficile. Pour ce qui est du rôle de la CEE touchant la sécurité économique internationale, le Secrétaire exécutif a souligné que toutes les activités de la CEE pouvaient à juste titre être considérées comme contribuant à la stabilité et au caractère prévisible de l'économie, facteurs favorables à la sécurité économique internationale. La CEE pouvait renforcer ce processus de deux façons au moins : a) promotion des échanges commerciaux Est-Ouest et des autres relations économiques et b) travaux sur les perspectives économiques globales de la région de la CEE d'ici à l'an 2000. On considérerait que les commissions régionales étaient particulièrement bien placées pour promouvoir des mesures concrètes favorables aux intérêts et bénéfices mutuels, ce qui était de plus en plus reconnu en droit international.

65. Le secrétariat de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) a résumé l'évolution de la situation économique dans sa région. Il considérerait la sécurité économique internationale comme résultant de la capacité d'adaptation et de la souplesse des économies nationales ainsi que de la stabilité de l'environnement extérieur. La sécurité économique internationale pour les économies - moyennes et petites - de la région résultait dans une large mesure de leur capacité à s'adapter à l'évolution de l'économie internationale et à en tirer profit.

66. Le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés a estimé que l'assistance aux réfugiés et aux rapatriés, par le biais d'activités favorables au développement, contribuerait pour beaucoup à la sécurité économique internationale.

67. Le secrétariat du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a fait observer que les programmes de développement, notamment ceux des organisations internationales, devraient être plus sensibles aux facteurs liés à l'environnement.



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/42/317
5 juin 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-deuxième session
Point 83 a) de la liste préliminaire*

DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE : COMMERCE ET DEVELOPPEMENT

Aspects du transfert inverse de technologie relatifs au développement

Note du Secrétaire général

1. Par sa résolution 38/154 du 19 décembre 1983, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de créer d'urgence un groupe interorganisations en vue de coordonner les mesures relatives à la question du transfert inverse de technologie et, en particulier, d'étudier et de renforcer l'efficacité des moyens dont dispose le système des Nations Unies pour répondre aux besoins complexes des pays intéressés, ainsi que toutes mesures supplémentaires à cette fin. Au paragraphe 8 de la même résolution, l'Assemblée a prié le Secrétaire général de lui présenter, lors de sa trente-neuvième session, un rapport sur les résultats des réunions du Groupe interorganisations. Le Groupe interorganisations du transfert inverse de technologie, créé en application de la résolution 38/154, s'est réuni deux fois en 1984 et, comme suite à la demande formulée au paragraphe 8 de cette résolution, a présenté un rapport à l'Assemblée générale lors de sa trente-neuvième session (A/39/397, annexe).
2. Conformément à la résolution 39/211 de l'Assemblée générale en date du 18 décembre 1984, le Secrétaire général a soumis à l'Assemblée, à sa quarantième session, un rapport sur les résultats des nouvelles réunions tenues en 1985 par le Groupe interorganisations du transfert inverse de technologie (A/40/798, annexe). Le présent rapport a été établi comme suite à la résolution 40/191 de l'Assemblée en date du 17 décembre 1985 et porte sur les réunions tenues les 9 et 10 mars 1987 à Genève (voir annexe).

* A/42/50 et Corr.1

ANNEXE

Rapport du Groupe interorganisations du transfert inverse de
technologie

(Genève, 9 et 10 mars 1987)

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	1 - 6	4
II. OUVERTURE DE LA REUNION	7 - 8	5
III. RESUME DES RENSEIGNEMENTS FOURNIS PAR LES ORGANES, ORGANISATIONS ET ORGANISMES DU SYSTEME DES NATIONS UNIES CONCERNANT LEURS ACTIVITES LIEES AU TRANSFERT INVERSE DE TECHNOLOGIE	9 - 44	5
A. Organisation internationale du Travail	10 - 12	6
B. Agence internationale de l'énergie atomique	13 - 17	6
C. Union internationale des télécommunications	18 - 20	7
D. Union postale universelle	21	8
E. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	22 - 26	8
F. Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales	27 - 30	9
G. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	31 - 36	10
H. Bureau du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale (ONU)	37	11
I. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	38 - 44	11
IV. CONTRIBUTION DES ORGANISATIONS AUX PREPARATIFS DE LA QUATRIEME REUNION D'EXPERTS GOUVERNEMENTAUX DU TRANSFERT INVERSE DE TECHNOLOGIE	45 - 46	13
V. CONCLUSIONS	47 - 48	13

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
APPENDICES	
I. Liste des participants	15
II. Action menée par le Comité intergouvernemental pour les migrations dans le domaine du transfert inverse de technologie	16
III. Conclusions	21

I. INTRODUCTION

1. Dans le paragraphe 3 de sa résolution 38/154 du 19 décembre 1983, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de créer d'urgence un groupe interorganisations composé de représentants de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, de l'Organisation internationale du Travail, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, de l'Organisation mondiale de la santé, du Programme des Nations Unies pour le développement, du Centre pour la science et la technique au service du développement du Secrétariat de l'ONU, de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, du Bureau de statistique du Secrétariat de l'ONU et d'autres organes et organismes appropriés des Nations Unies, en vue de coordonner les mesures relatives à la question du transfert inverse de technologie et, en particulier, d'étudier et de renforcer l'efficacité des moyens dont dispose le système des Nations Unies pour répondre aux besoins complexes des pays intéressés, ainsi que toutes mesures supplémentaires à cette fin.

2. Comme suite à la résolution susmentionnée, le Groupe interorganisations du transfert inverse de technologie s'est réuni en 1984 et 1985. Les rapports des réunions du Groupe interorganisations, publiés sous les cotes A/39/397 et A/40/798, ont respectivement été présentés à l'Assemblée générale à ses trente-neuvième et quarantième sessions.

3. Au paragraphe 1 de sa résolution 40/191 du 17 décembre 1985, l'Assemblée générale a pris acte du rapport du Groupe interorganisations du transfert inverse de technologie sur les réunions qu'il a tenues à Genève les 24 et 25 juin 1985 (A/40/798, annexe) et, au paragraphe 7 de la même résolution, prié le Secrétaire général de convoquer de nouvelles réunions du Groupe interorganisations et de lui faire rapport sur leurs résultats lors de sa quarante-deuxième session.

4. Le Groupe interorganisations du transfert inverse de technologie s'est réuni les 9 et 10 mars 1987 à Genève. Les programmes et organes des Nations Unies indiqués ci-après ont participé aux réunions : Bureau du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale du Secrétariat de l'ONU; Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales; Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe. Les institutions spécialisées indiquées ci-après y ont également participé : Organisation internationale du Travail (OIT); Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco); Union postale universelle (UPU); Union internationale des télécommunications (UIT); Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Le Comité intergouvernemental pour les migrations (CIM) a assisté aux réunions en qualité d'observateur. Les réunions étaient présidées par la CNUCED. On trouvera une liste des participants à l'appendice I du présent rapport.

5. L'ordre du jour de la réunion de 1987 du Groupe interorganisations comportait deux questions de fond intitulées "Coordination des mesures relatives à la question du transfert inverse de technologie et, en particulier, étude et renforcement de l'efficacité des moyens dont dispose le système des Nations Unies pour répondre aux

besoins complexes des pays intéressés, et examen de toutes mesures supplémentaires" et "Contribution des organisations aux préparatifs de la quatrième Réunion d'experts gouvernementaux du transfert inverse de technologie".

6. La section II des deux précédents rapports du Groupe interorganisations du transfert inverse de technologie (A/39/397 et A/40/798, annexe) contenait des renseignements détaillés sur les activités des organes, organisations et organismes du système des Nations Unies dans le domaine du transfert inverse de technologie. A sa réunion de 1987, le Groupe interorganisations a examiné plus particulièrement les activités et progrès récents, notamment en matière d'efforts communs et de coopération. La section III du présent rapport relatif à la réunion de 1987 contient essentiellement des informations sur les activités entreprises au sein du système des Nations Unies dans le domaine du transfert inverse de technologie au cours des deux dernières années.

II. OUVERTURE DE LA REUNION

7. Dans son discours d'ouverture, le Directeur de la Division du transfert de technologie de la CNUCED, M. Diogo de Gaspar, a souligné que le Groupe interorganisations du transfert inverse de technologie, créé en vertu de la résolution 37/207 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1982, était devenu une véritable tribune pour l'échange d'idées et pour une meilleure coordination au sein du système des Nations Unies sur cette importante question. Les efforts déployés par le Groupe interorganisations pour renforcer l'efficacité des moyens dont dispose le système des Nations Unies pour répondre aux besoins complexes des pays en développement ont été dûment notés par l'Assemblée et ont aidé les Etats membres à réaliser des accords sur cette question complexe et délicate.

8. M. Diogo de Gaspar a souligné que les ressources humaines, notamment le personnel hautement qualifié, étaient le moteur de la croissance et du développement. Toute perte de capital humain non seulement diminuait la réserve de compétences, mais avait aussi des effets néfastes sur les facteurs de production connexes. Dans ce domaine, l'Organisation des Nations Unies avait pour rôle de produire et de mettre en oeuvre des idées et des systèmes pouvant contribuer à concilier le droit des particuliers de se déplacer librement avec les intérêts globaux, sur le plan de l'économie et du développement, des pays dont ils sont ressortissants. Cela signifiait que toute mesure proposée en matière de transfert inverse de technologie devait être soigneusement équilibrée pour tenir compte des intérêts de toutes les parties concernées, et notamment de ceux des particuliers.

III. RESUME DES RENSEIGNEMENTS FOURNIS PAR LES ORGANES, ORGANISATIONS ET ORGANISMES DU SYSTEME DES NATIONS UNIES CONCERNANT LEURS ACTIVITES LIEES AU TRANSFERT INVERSE DE TECHNOLOGIE

9. Pour répondre aux décisions des organes intergouvernementaux, et dans le cadre de leurs mandats et programmes de travail respectifs, plusieurs programmes, organisations et institutions du système des Nations Unies ont poursuivi leurs activités dans le domaine du transfert inverse de technologie (exode des compétences). On trouvera ci-après le résumé des déclarations faites lors de la Réunion par les représentants de ces organes, organisations et organismes du système des Nations Unies, au sujet des activités entreprises dans ce domaine au

cours de l'année écoulée. La déclaration du Comité intergouvernemental pour les migrations sur ses activités relatives au transfert inverse de technologie figure à l'appendice II du présent rapport.

A. Organisation internationale du Travail

10. Les conclusions du rapport établi par un consultant de haut niveau engagé par l'OIT pour étudier la possibilité de créer un fonds international pour la formation professionnelle (à la suite de la proposition faite par le Président égyptien, M. Mubarak, à la Conférence internationale du travail de 1983) ont été incluses dans un document soumis à la session de novembre 1985 du Conseil d'administration (GB.231/PFA/9/6). Les gouvernements et les organisations non gouvernementales ont tous reconnu dans leurs réponses la réalité et l'ampleur du problème, mais ont refusé de contribuer en quoi que ce soit à l'éventuelle création d'un tel fonds, invoquant des contraintes budgétaires, d'autres priorités pressantes et leur déception quant aux résultats des initiatives similaires déjà proposées par la communauté internationale.

11. A la suite de la publication du document de travail de l'OIT intitulé "Le retour assisté des migrants qualifiés dans leur pays d'origine : les programmes multilatéraux du PNUD et du CIM", deux études de cas portant sur des programmes nationaux ont été achevées. La première concernait la réattraction aux Philippines du personnel scientifique installé à l'étranger (programme Balik) et la seconde traitait des politiques relatives au retour des ressources humaines qualifiées en Colombie. Cette dernière étude doit être prochainement publiée sous forme de document de travail.

12. Les propositions de programme et de budget pour 1988-1989 de l'Organisation internationale du Travail comprennent un projet d'activité sur l'échange de compétences entre pays en développement. Ce projet a pour but de promouvoir une coopération effective et appropriée entre les pays voisins dont les valeurs culturelles similaires et les liens socio-économiques permettent la fourniture de compétences nécessaires à leur développement socio-économique, conduisant ainsi à l'autosuffisance collective. Des études sous-régionales seront entreprises, en commençant par des groupements de pays d'Amérique du Sud (pays du Pacte andin et/ou de la pointe méridionale), sur le dépistage et la mesure des pénuries de personnel qualifié, l'évaluation des compétences disponibles pour y remédier et la possibilité de créer des mécanismes opérationnels pour gérer efficacement les échanges de compétences. Au stade de l'exécution du projet, l'OIT entend mettre en place la coordination nécessaire avec les activités menées par d'autres organisations (comme la CNUCED, le CIM et l'OEA) dans des domaines connexes.

B. Agence internationale de l'énergie atomique

13. Bien que l'AIEA ne mène pas d'activités spéciales en ce qui concerne le problème du transfert inverse de technologie, ses activités au titre de la coopération technique ainsi que dans le cadre de son programme ordinaire présentent des caractéristiques qui, de par leur nature même, font obstacle à l'"exode des compétences" du fait qu'elles visent essentiellement à créer ou à renforcer les structures institutionnelles dans les pays en développement. Le programme de

visites scientifiques, par exemple, ainsi que les cours de formation, offrent aux spécialistes nationaux l'occasion de mettre à jour leurs connaissances et de rester en contact avec leurs collègues d'autres régions du monde.

14. Un problème se pose du fait que les organismes nationaux "homologues" de l'Agence ne s'occupent en général que d'énergie nucléaire et ont parfois tendance à être isolés. L'utilisation des seules techniques nucléaires peut ne pas suffire à occuper et motiver le personnel scientifique. Le meilleur moyen de résoudre ce problème est la coopération au niveau national entre les organismes nucléaires et d'autres organismes s'occupant par exemple d'alimentation et d'agriculture, de techniques industrielles ou d'hydrologie. Au niveau international, l'AIEA s'efforce de développer sa coopération avec les autres institutions, afin que son programme de coopération technique puisse contribuer plus efficacement à des efforts de développement de portée élargie.

15. Au titre de son programme ordinaire, l'Agence encourage les spécialistes travaillant dans les pays en développement, par le biais de son programme de contrats de recherche. Les spécialistes qui font des recherches sur des problèmes connexes dans différents pays ont la possibilité de coopérer et d'échanger leurs résultats respectifs lors de réunions de coordination de recherches, organisées par l'AIEA. Les contrats de recherche permettent également d'obtenir de petits éléments d'équipement et diverses fournitures qu'il serait difficile de se procurer par d'autres moyens.

16. Dans le cadre du Programme de coopération technique, on veille à ce que le personnel local soit formé à l'utilisation et à l'entretien du matériel avant le départ des experts internationaux. Cela pose un problème à l'AIEA, en raison de la nature complexe du matériel et des difficultés que présente l'obtention des pièces de rechange.

17. Le Centre international de physique théorique de Trieste, géré conjointement par l'AIEA et l'Unesco, compte parmi les exemples les plus traditionnels d'organismes s'efforçant de lutter contre l'exode des compétences. L'une des particularités de ce centre est d'offrir aux spécialistes la possibilité d'y passer quelques mois de temps en temps pour effectuer des recherches dans une ambiance internationale, tout en poursuivant leurs travaux et en conservant leur poste dans leur pays d'origine.

C. Union internationale des télécommunications

18. L'Union internationale des télécommunications (UIT) n'a ni budget ordinaire ni programme spécifiquement consacré au transfert inverse de technologie. Toutefois, presque tout le programme d'assistance technique de l'UIT a une influence indirecte mais positive sur le transfert de technologie - l'antithèse du transfert inverse de technologie - vers les pays en développement. L'UIT a examiné le problème du transfert inverse de technologie, en a identifié les causes premières et secondaires multiples et étroitement imbriquées, et a conclu qu'il s'agissait là d'un problème complexe, lourd de paradoxes et d'incertitudes. En conséquence, l'UIT appuie les efforts déployés par le Groupe interorganisations pour renforcer la coopération et la coordination à l'égard du transfert inverse de technologie en vue d'accroître la contribution du système des Nations Unies dans ce domaine.

19. En tant qu'institution spécialisée s'occupant de l'une des branches technologiques dont l'évolution et le développement sont le plus rapides, l'UIT a une expérience de première main du transfert de technologie - ou de son absence -, des techniques endogènes et du transfert inverse de technologie. Il n'est pas question de faire ici l'analyse de cette expérience, car le sujet a déjà été abondamment traité. Il semble, toutefois qu'il reste encore à faire en matière de recherche sur le transfert inverse de technologie, en vue de trouver des solutions qui traitent les causes fondamentales du problème plutôt que ses symptômes. Ces mesures doivent être évolutives afin de tenir compte du caractère dynamique du problème.

20. L'UIT a pris note du programme TOKTEN du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le trouve très intéressant. Peut-être pourrait-on cependant, rendre ce programme à la fois plus attrayant pour les candidats éventuels et plus facilement acceptable pour les pays bénéficiaires. L'UIT appuie également les mesures prises par d'autres organismes des Nations Unies dans ce domaine. En conclusion, un problème aux causes aussi diverses que le transfert inverse de technologie requiert de la part de toutes les parties concernées une action coordonnée menée dans de multiples directions.

D. Union postale universelle

21. L'Union postale universelle (UPU) n'a entrepris aucune activité particulière concernant directement la question du transfert inverse de technologie. Elle participe toutefois dans une certaine mesure aux efforts tendant à éliminer ce problème. Les activités suivantes menées dans le cadre de l'UPU peuvent être mentionnées dans ce contexte :

- a) Echanges d'informations, études et recherches, notamment au sein du Conseil consultatif des études postales;
- b) Echanges de données d'expérience et de cadres entre pays en développement dans le cadre des régions;
- c) Création d'un centre d'études et de recherches;
- d) Création d'ateliers pour la fabrication de matériel postal. Toutes les activités susmentionnées visent à faire en sorte que les cadres restent dans leur pays ou dans d'autres pays en développement.

E. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

22. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) attache une extrême importance à sa participation à la Réunion, organisée par la CNUCED, du Groupe interorganisations du transfert inverse de technologie (appelé, dans la terminologie de l'Unesco, migration de personnel hautement qualifié), car cette réunion permet des échanges dans le cadre de la coopération au sein du système des Nations Unies sur un sujet intimement lié aux principaux domaines de compétence de l'Unesco, à savoir l'exode des compétences.

23. Au cours des dernières décennies, l'une des préoccupations essentielles de l'Unesco a été d'analyser les tendances des migrations, des pays en développement vers les pays développés et entre pays développés, qu'effectue le personnel hautement qualifié dans les domaines de l'éducation, de la science, de la culture et des communications.

24. Plusieurs études ont été entreprises dans les années 60 et 70 et un rapport spécial sur les résultats d'une étude des mesures adoptées par les pays économiquement développés et les pays en développement pour résoudre ce problème a été analysé par le Conseil d'administration de l'Unesco à sa quatre-vingt-quinzième session, en septembre 1974.

25. La plus récente activité de l'Unesco en ce qui concerne l'exode des compétences a été entreprise en application de la décision 3.5 adoptée par le Conseil d'administration à sa cent vingt-cinquième session, en automne 1986. Aux termes de cette décision, le Conseil d'administration de l'Unesco doit effectuer une étude sur "Le problème de l'exode des compétences : causes, conséquences et remèdes et rôle de l'Unesco à cet égard". On espère que les résultats de cette étude aideront l'Unesco dans l'élaboration de sa politique à l'égard du problème de l'exode des compétences durant la décennie à venir, et notamment durant la période du troisième Plan à moyen terme de l'Unesco (1990-1996).

26. Enfin, l'Unesco estime cette réunion stimulante pour la réflexion commune et, en fin de compte, pour l'action sur la question de l'exode des compétences, et confirme qu'elle est prête à coopérer avec d'autres institutions des Nations Unies pour la réalisation de diverses activités dans ce domaine.

F. Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales

27. La plupart des études publiées par le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales traitent, encore qu'à des degrés divers, de questions touchant la technologie et des emplois créés par les sociétés transnationales dans les pays en développement. En s'implantant dans les pays en développement, les sociétés transnationales créent des possibilités d'emploi local pour le personnel qualifié de ces pays et mettent ainsi un frein à l'exode des compétences. Dans le même temps, le personnel employé par les filiales des sociétés transnationales implantées dans les pays en développement est parfois amené à travailler à l'étranger dans la mesure où il est intégré au réseau mondial de ces sociétés. Il en résulte une forme de transfert inverse de technologie, mais il faut également garder à l'esprit que ce transfert permet aux nationaux des pays en développement en poste à l'étranger d'acquérir de nouvelles compétences.

28. Dans le cadre de son programme d'assistance technique et de formation, le Centre s'occupe directement de certains aspects de la question du transfert inverse de technologie. Le Centre a contribué à améliorer le niveau des compétences dans les pays en développement, en ce qui concerne les personnes travaillant directement avec les sociétés transnationales qui opèrent dans ces pays. Grâce à ses activités, le personnel local des pays en développement a pu acquérir les compétences nécessaires sans être tenu de se rendre à l'étranger, où il serait peut-être resté une fois ses études terminées. A ce propos, il faut noter que le Centre exécute actuellement un programme dans le cadre duquel les établissements

d'enseignement supérieur des pays en développement offrirait à leurs ressortissants une formation pour tout ce qui a trait aux sociétés transnationales et à l'activité économique internationale.

29. Le Centre se félicite de l'occasion qui lui est donnée de participer aux travaux du Groupe interorganisations et envisage avec intérêt de poursuivre sa coopération avec la CNUCED et d'autres institutions spécialisées en vue de contribuer, autant que possible, à la recherche d'une solution efficace au problème du transfert inverse de technologie. Il s'agit là d'un problème très complexe puisqu'il a trait à l'inégalité fondamentale entre pays en développement et pays développés, s'agissant des possibilités qui existent sur le plan économique. Il faut donc l'envisager dans le contexte des problèmes de développement global des pays en développement.

30. Le Centre est prêt à communiquer à la CNUCED son évaluation globale de la mesure dans laquelle on peut s'attendre que les sociétés transnationales s'implantent à l'avenir dans les pays en développement, augmentant ainsi les possibilités d'emploi local pour le personnel qualifié de ces pays. Cette évaluation sera prochainement formulée dans le contexte de l'étude globale actuellement effectuée par le Centre sur les sociétés transnationales et le développement mondial. Plus spécifiquement, le Centre est prêt à étudier, en coopération avec la CNUCED, la mesure dans laquelle les sociétés transnationales, en installant des unités de recherche-développement dans les pays en développement, peuvent y ouvrir des possibilités d'emploi faisant largement appel aux compétences, ce qui freinerait l'exode du personnel qualifié de ces pays. Plus récemment, les sociétés transnationales ont installé d'importants services de recherche-développement dans certains pays en développement. Dans le contexte du problème global du transfert inverse de technologie, les pays en développement auraient directement intérêt à entreprendre une étude sur les motivations qui incitent les sociétés transnationales à mettre en place de tels services, et sur la nature et l'importance de ces services.

G. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

31. L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) considère que sa participation aux réunions organisées sous l'égide de la CNUCED sur la question du transfert inverse de technologie revêt une importance particulière du fait que ces réunions sont une bonne occasion d'examiner la situation, d'échanger des informations et de stimuler la réflexion sur un sujet qui est intimement lié aux conditions de l'industrialisation.

32. En ce qui concerne l'ONUDI, il est opportun de rappeler que son mandat de base, à savoir la promotion de l'industrie dans les pays en développement, constitue en soi un objectif qui, s'il est poursuivi avec succès, concourra éminemment à enrayer le transfert inverse de technologie.

33. Parmi les programmes et activités de l'ONUDI susceptibles d'être signalés dans ce contexte, il y a lieu de mentionner la création du Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie, l'organisation de la deuxième Consultation sur la formation de la main-d'oeuvre industrielle et le Programme de promotion des investissements.

34. Durant la période qui s'est écoulée depuis la dernière réunion du Groupe interorganisations du transfert inverse de technologie, le Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie est devenu opérationnel. Ce centre, composé de deux éléments situés l'un à Trieste (Italie) et l'autre à New Delhi (Inde), stimulera les activités de recherche-développement et, indirectement, la création de capacités de production par l'application de biotechnologies dans les pays en développement, ouvrant ainsi des possibilités d'emploi sur place pour les spécialistes et techniciens locaux.

35. Dans le cadre de son système de consultations, l'ONUDI organise actuellement, en étroite coopération avec l'OIT, la deuxième Consultation sur la formation de la main-d'oeuvre industrielle, qui doit se tenir du 14 au 19 septembre 1987 à Paris (France). Cette deuxième consultation sera consacrée au problème de la mise en valeur des ressources humaines dans le domaine de l'entretien industriel. Le débat sera axé sur des questions actuellement en cours de définition et s'appuiera sur une documentation de base appropriée. Bien que les documents pertinents ne soient pas encore disponibles, on peut s'attendre qu'une partie de la documentation élaborée en vue de la consultation ainsi que les conclusions et recommandations qui en découleront contiendront certains éléments applicables au problème du transfert inverse de technologie.

36. Enfin, étant donné qu'il faudrait que les pays en développement aient une plus grande capacité de production pour que le transfert inverse de technologie soit ralenti et finalement enrayé, il convient de mentionner que l'ONUDI s'efforce de promouvoir des investissements en vue d'activités industrielles dans les pays en développement par l'intermédiaire de son service de promotion des investissements, qui repose sur un réseau de bureaux de promotion des investissements situés dans les pays industrialisés. Ce service oriente les ressources financières et les capitaux des pays industrialisés vers les possibilités d'investissement offertes par les chefs d'entreprise locaux dans les pays en développement.

H. Bureau du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale (ONU)

37. Non seulement le Groupe interorganisations du transfert inverse de technologie assure des contacts étroits entre les organisations qui s'occupent de ce problème, mais il sert aussi de tribune pour l'échange de vues sur les questions de fond, ce qui se traduit par une meilleure réaction de l'ensemble du système des Nations Unies à leur égard. Il est particulièrement important de noter, dans le cadre de ses débats sur le fond, un élément d'auto-évaluation collective des programmes et des activités dans le domaine du transfert inverse de technologie. C'est pourquoi le recours à la méthode suivie par le Groupe interorganisations doit être encouragé dans d'autres domaines de coopération interorganisations.

I. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

38. Conformément à la résolution 39/211 de l'Assemblée générale en date du 18 décembre 1984, la troisième Réunion d'experts gouvernementaux du transfert inverse de technologie s'est tenue du 26 août au 4 septembre 1985. Afin d'assister les experts dans leurs délibérations, le secrétariat de la CNUCED a élaboré trois notes techniques respectivement intitulées "Examen des modes d'approche et des mesures envisageables au sujet du transfert inverse de technologie" 1/, "Schéma

préliminaire d'un ensemble de lignes directrices sur le transfert inverse de technologie" 2/ et "Eléments possibles d'un questionnaire de renseignements quantitatifs et qualitatifs sur le transfert inverse de technologie" 3/.

39. La Réunion a poursuivi son examen des sujets suivants : a) examen des modes d'approche possibles pour la définition et l'application de politiques tendant à atténuer les effets dommageables du transfert inverse de technologie sur les pays en développement; b) examen de l'établissement d'un ensemble de définitions, de principes, de lignes directrices et de règles convenus au niveau international en ce qui concerne tous les aspects du transfert inverse de technologie et c) examen des moyens d'améliorer la collecte et la diffusion de renseignements sur les aspects quantitatifs et qualitatifs du transfert inverse de technologie.

40. Comme pour les deux séances précédentes, un groupe régional n'a pas participé à la troisième Réunion d'experts gouvernementaux par suite de son désaccord sur le mandat conféré aux experts par l'Assemblée générale dans sa résolution 39/211.

41. Tout en regrettant l'absence de ce groupe, les experts gouvernementaux se sont mis d'accord sur des conclusions et des recommandations 4/. La Réunion a conclu, entre autres choses, que "la conjoncture économique internationale actuelle a accentué l'écart entre pays en développement et pays développés, renforçant ainsi les facteurs qui déterminent le transfert inverse de technologie". "Il faut", a-t-elle également conclu, "des mesures internationales et une action concertée de toutes les parties intéressées pour compléter ce qui est fait au niveau national afin que la migration de main-d'oeuvre qualifiée des pays en développement vers les pays développés d'accueil constitue un échange dans lequel les intérêts des pays lésés par le transfert inverse de technologie soient convenablement protégés".

42. La Réunion a fait plusieurs recommandations concernant les futurs travaux de la CNUCED. Elle a également recommandé "que tous les organismes, organes et organisations pertinents du système des Nations Unies continuent de coopérer avec la CNUCED dans les travaux futurs relatifs au transfert inverse de technologie".

43. Les conclusions et recommandations ainsi approuvées ont été transmises à l'Assemblée générale à sa quarantième session, par l'intermédiaire du Conseil du commerce et du développement. Après avoir attentivement examiné la question, l'Assemblée a adopté la résolution 40/191, qui représente un pas important vers un accord plus large sur le transfert inverse de technologie. Au paragraphe 3 de cette résolution, l'Assemblée a prié "le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement de convoquer une réunion d'experts gouvernementaux chargée d'étudier, sous tous ses aspects, la situation actuelle de la migration internationale de personnel qualifié hors des pays en développement, ces experts devant se concentrer sur la nature, l'ampleur et les conséquences de ces mouvements, compte tenu des intérêts de toutes les parties, afin de proposer à la Conférence et, s'il y a lieu, à d'autres organisations internationales, des travaux complémentaires qu'elles pourraient réaliser pour atténuer les effets préjudiciables de ce phénomène, plus particulièrement du point de vue de ses conséquences pour les pays en développement, et compte tenu également, s'il y a lieu, des travaux effectués jusqu'à présent par des groupes d'experts gouvernementaux, ainsi que de tous autres éléments pertinents".

44. La quatrième Réunion d'experts gouvernementaux du transfert inverse de technologie doit se tenir du 31 août au 9 septembre 1987 à Genève.

IV. CONTRIBUTION DES ORGANISATIONS AUX PREPARATIFS DE LA QUATRIEME REUNION D'EXPERTS GOUVERNEMENTAUX DU TRANSFERT INVERSE DE TECHNOLOGIE

45. Au paragraphe 5 de sa résolution 40/191, l'Assemblée générale a recommandé que le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement invite tous les organes et organismes compétents des Nations Unies et d'autres organisations internationales appropriées à participer à l'établissement des études et aux travaux de la Réunion d'experts gouvernementaux.

46. Conformément à cette recommandation, le secrétariat de la CNUCED a fait distribuer aux participants le plan général des documents à établir pour la quatrième Réunion d'experts gouvernementaux du transfert inverse de technologie. Le secrétariat a pris note des observations et suggestions encourageantes et constructives faites par les autres organisations. L'offre faite par l'OIT, le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales et le CIM de faire des contributions spécifiques à ces documents a été particulièrement appréciée. Des contacts bilatéraux seront poursuivis avec ces organisations afin de déterminer la forme et le contenu de leurs contributions. Une première version des documents sera distribuée aux membres du Groupe interorganisations afin qu'ils fassent connaître leurs observations et suggestions.

V. CONCLUSIONS

47. Lors de l'échange de vues auquel ils ont procédé, les participants ont de nouveau insisté sur le caractère complexe et polymorphe du transfert inverse de technologie (exode des compétences). La question a par suite été examinée sous différents angles, selon une approche pluridisciplinaire. En ce sens, chaque organisation a contribué dans son propre domaine de compétence à élucider les aspects conceptuels et empiriques du phénomène et a proposé des mesures concrètes pour le résoudre. Il a été souligné que les réunions du Groupe interorganisations du transfert inverse de technologie devaient jouer un rôle de catalyseur pour la coordination de l'action menée par les divers organismes dans le domaine du transfert inverse de technologie ainsi que pour l'échange d'informations et de compétences entre ces organismes.

48. Les conclusions approuvées à la première réunion du Groupe interorganisations en 1984 constituent un cadre constructif pour la coopération dans le domaine du transfert inverse de technologie (voir appendice III au présent rapport). Les déclarations faites à la Réunion ont montré que des mesures concrètes étaient actuellement prises en vue d'améliorer la coordination de l'action menée dans le cadre du système des Nations Unies. Il a été noté, par exemple, que le PNUD entreprenait des projets conjoints avec le CIM dans ce domaine et que l'OIT, le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales et le CIM contribueront à l'établissement de la documentation préparée par la CNUCED pour la quatrième Réunion d'experts gouvernementaux du transfert inverse de technologie.

Notes

1/ TD/B/AC.35/11.

2/ TD/B/AC.35/12.

3/ TD/B/AC.35/13.

4/ Voir le rapport de la troisième Réunion d'experts gouvernementaux du transfert inverse de technologie, tenue à Genève du 26 août au 4 septembre 1985 (TD/B/1073).

APPENDICE I

Liste des participants

Organisation des Nations Unies

Bureau du Directeur général au développement
et à la coopération économique internationale

M. T. Zoupanos

Centre des Nations Unies sur les sociétés
transnationales

M. H.-F. Samuelsson
M. J. M. Jakobowicz

Conférence des Nations Unies sur le commerce
et le développement

M. D. de Gaspar
M. J. d'Oliveira e Sousa

Bureau du Coordonnateur des Nations Unies
pour les secours en cas de catastrophe

M. D. Zupka

Institutions spécialisées

Organisation internationale du Travail

M. E. Bru Bautista

Organisation des Nations Unies pour
l'éducation, la science et la culture

M. D. Beridze

Union postale universelle

Mme V. Chandrasiri

Union internationale des télécommunications

M. J. Elotu

Organisation des Nations Unies pour le
développement industriel

M. G. Papuli

Agence internationale de l'énergie atomique

Mme M. Opelz

Observateur

Comité intergouvernemental pour les migrations

M. R. Lorhmann
M. L. Ruiz-Rios

APPENDICE II

Action menée par le Comité intergouvernemental pour les migrations dans le domaine du transfert inverse de technologie

I. RETOUR DE NATIONAUX LATINO-AMERICAINS QUALIFIES

1. Le Comité intergouvernemental pour les migrations (CIM) suit depuis de nombreuses années le phénomène de l'émigration de personnel qualifié et hautement qualifié des pays en développement. En 1974, à la demande de plusieurs de ses Etats membres latino-américains, le CIM a lancé un programme intitulé "Retour des talents" en Amérique latine visant à faciliter le retour volontaire et la réinsertion dans leur pays d'origine de nationaux latino-américains hautement qualifiés résidant dans des pays industrialisés. Dans le cadre de ce programme, le Comité a fourni des services d'orientation et de placement ainsi que des indemnités de voyage et d'installation en vue de contribuer à atténuer certains des effets négatifs qu'a, dans les pays en développement, l'exode de ressources humaines hautement qualifiées vers les pays développés. Depuis le début de ce programme en 1974 jusqu'à la fin de 1986, 7 360 nationaux hautement qualifiés de pays latino-américains ont reçu une aide pour leur retour et leur réintégration. Le nombre de cadres qui sont rentrés dans leur pays grâce à ce programme en 1985 et 1986 s'élevait à 1 366 et 1 429 respectivement.

2. Pour compléter cette activité, les projets et programmes sous-régionaux et nationaux suivants ont été mis en oeuvre au cours des deux dernières années.

A. Projet de réintégration de nationaux latino-américains qualifiés dans cinq pays d'Amérique centrale et des Caraïbes

3. Ce projet, financé par la Communauté économique européenne et lancé au cours du premier trimestre de 1984, vise à aider des nationaux latino-américains qualifiés, vivant actuellement dans des pays industrialisés, à rentrer au Costa Rica, en République dominicaine, au Honduras, au Nicaragua et au Panama. Ce projet consiste à recruter 75 cadres et techniciens latino-américains qualifiés, à organiser leur transfert dans les pays visés par le projet, à leur garantir un emploi dans leur pays dans des secteurs tels que la production vivrière, la santé, l'enseignement supérieur et le développement rural, et à les aider à s'intégrer dans la société et dans le monde du travail de leur pays. Ce projet fournit une assistance, entre autres, pour le transport des cadres et des personnes qui sont à leur charge, l'indemnité d'intégration, l'assurance maladie et l'achat du matériel et de la documentation professionnels nécessaires à l'exécution des tâches pour lesquelles ces cadres ont été recrutés.

4. Avant le démarrage du projet et à la demande des pays bénéficiaires, le CIM a réalisé, en étroite coopération avec les autorités compétentes, des études des besoins prioritaires en matière de ressources humaines qualifiées en vue de recenser les postes vacants à pourvoir par du personnel hautement qualifié. Les résultats de ces études ont indiqué que les cinq gouvernements avaient besoin de cadres et de techniciens expérimentés pour leur programmes de développement dans des secteurs tels que l'agriculture, l'industrie, le commerce extérieur, l'énergie, les industries extractives, les travaux publics, l'infrastructure sociale, la recherche et la technologie, l'enseignement, la formation professionnelle et la planification économique.

5. A la fin de 1986, 41 cadres et techniciens latino-américains ont bénéficié d'une aide pour leur retour et leur réintégration dans les cinq pays visés par le projet et exercent actuellement des fonctions importantes dans les secteurs public et privé.

B. Programmes de retour, de réinstallation et de réinsertion professionnelle en Argentine, au Chili et en Uruguay

6. Ces programmes, lancés en juillet 1985, visent à faciliter et à promouvoir le processus de réintégration des nationaux rentrant dans leur pays d'origine à un moment où ces trois pays reçoivent un nombre considérable de rapatriés. Ces programmes sont mis en oeuvre de la manière suivante : analyse et évaluation des possibilités d'emploi existantes, identification de domaines d'activité économique susceptibles de fournir des emplois, évaluation des perspectives pour les petits projets d'investissement, et financement des projets permettant de réintégrer efficacement les rapatriés à leur retour.

7. Ces programmes sont exécutés suivant une approche multisectorielle, l'accent étant mis sur l'identification des domaines d'activité économique susceptibles de fournir des emplois aux rapatriés.

8. Ces activités de réintégration sont entreprises en coopération avec des organismes nationaux ainsi qu'avec l'appui financier de plusieurs organisations non gouvernementales internationales.

9. Depuis le début de ce programme jusqu'à la fin de 1986, plus de 200 projets ont été financés dans les trois pays participants, lesquels ont permis de créer plus de 350 nouveaux emplois.

C. Projet de rapatriement et de réintégration d'Uruguayens qualifiés aux fins du développement national

10. A la demande du Gouvernement uruguayen, et en coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), qui fournit une aide financière, le CIM effectue une étude des besoins prioritaires en matière de ressources humaines qualifiées pour le développement. Cette étude vise à faciliter, entre autres, l'identification des projets prioritaires du programme de pays qui sera exécuté par le PNUD en Uruguay durant la période 1987-1991; par ailleurs, l'évaluation de la demande nationale non satisfaite permettra au CIM d'orienter ses programmes de transfert de ressources humaines qualifiées en Uruguay, en privilégiant le retour de nationaux compte tenu des domaines de développement prioritaires où on a besoin d'eux.

11. En outre, les résultats de cette étude constitueront un apport très utile pour l'exécution du projet intitulé "Rapatriement et réinsertion d'Uruguayens qualifiés aux fins du développement national", qui sera financé par la Communauté économique européenne. Ce projet, qui a pour objectif fondamental de renforcer les structures publiques et privées de l'Uruguay en vue de contribuer à sa reprise économique et sociale, sera exécuté conjointement par la Commission nationale uruguayenne pour le rapatriement et le CIM. Ce projet facilitera le rapatriement et la réinsertion de 200 nationaux qualifiés en Uruguay.

II. REINTEGRATION DE NATIONAUX AFRICAINS QUALIFIES

12. Bien qu'il semble que l'exode des compétences des pays en développement vers les pays industrialisés ne se soit pas accru au cours des dernières années, ce problème demeure extrêmement préoccupant pour de nombreux pays en développement. Pleinement conscient de ce fait, le CIM, à la demande de ses Etats membres, a lancé en 1983 un autre programme de "Retour des talents" dans plusieurs pays africains. Ce programme vise à faciliter le retour et la réintégration à long terme de nationaux africains qualifiés et hautement qualifiés.

Evaluation du programme

13. Le programme a été récemment évalué par les gouvernements participants lors d'un séminaire d'évaluation tenu à Nairobi en décembre 1986. Certaines conclusions du rapport d'évaluation et les principales conclusions adoptées par les gouvernements africains participant à ce séminaire sont reproduites ci-après :

"Lorsque le CIM exécute des projets de réintégration, il examine les divers facteurs qui influent sur la décision des migrants de retourner dans leur pays, l'un des plus importants étant la possibilité d'obtenir certains emplois. La mise en oeuvre de ces projets consiste donc, entre autres, à proposer des emplois à des expatriés qualifiés. Ces projets offrent également une série d'avantages considérés nécessaires pour obtenir les résultats souhaités, tels que la prise en charge des frais de voyage et de l'assurance maladie, la fourniture d'une aide à l'intégration et de matériel professionnel.

De janvier 1983 au 31 septembre 1986, le CIM a aidé 420 nationaux africains à rentrer en Afrique : 271 dans le cadre d'un projet pilote financé par la Communauté économique européenne et 149 dans le cadre d'un autre projet financé par les Etats-Unis d'Amérique. A cette fin, le CIM a examiné plus de 1 000 notices personnelles de candidats qui, en principe, remplissaient les conditions requises pour pouvoir bénéficier d'une assistance au titre de l'un des projets ou des deux projets. Sur les candidats restants, plus de 360 attendaient toujours que leur notice personnelle soit examinée au titre de l'un ou de l'autre des projets le 31 septembre 1986.

L'analyse des activités du CIM en matière de placement des rapatriés en Afrique montre, entre autres, que :

- a) 41 % des Africains ayant reçu une aide ont une maîtrise ou un doctorat, 30 % sont des techniciens et 26 % ont une licence;
- b) 58 % travaillent dans les secteurs public et semi-public et 42 % dans le secteur privé;
- c) La majorité des rapatriés ont été placés, par ordre de priorité, dans les secteurs suivants :
 - i) Services communautaires, sociaux et personnels;
 - ii) Services financiers et commerciaux et assurances;

iii) Industrie manufacturière;

d) 83 % des rapatriés estiment que les emplois qui leur ont été offerts à leur retour correspondent à l'expérience professionnelle qu'ils ont acquise à l'étranger;

e) 69 % des rapatriés estiment qu'ils communiquent leurs connaissances et leur expérience directement à leurs collègues et 29 % pensent que leurs connaissances et leur expérience sont transférées indirectement à d'autres personnes."

14. Compte tenu des points qui précèdent, les gouvernements africains participant au séminaire d'évaluation sont parvenus aux conclusions suivantes :

"L'exode de main-d'oeuvre qualifiée prive les pays africains de personnel qualifié dont l'éducation et la formation représentent une perte pour le pays et fait obstacle au développement productif. Le programme du CIM contribue à atténuer les effets de ce phénomène et à débloquer la situation en faisant rentrer des nationaux qui représentent une main-d'oeuvre indispensable - professeurs, administrateurs, médecins spécialisés, etc. - et qui ont un effet multiplicateur à long terme en encourageant une plus large utilisation des ressources productives et en permettant à d'autres collègues d'être plus productifs. Le rapatriement permanent d'experts nationaux a un impact plus important que le placement provisoire d'expatriés étrangers.

Le projet pilote de 'retour de talents' en Afrique exécuté par le CIM a été salué comme le premier projet de ce type sur ce continent et comme une expérience ayant atteint avec succès ses principaux objectifs et devant être poursuivie.

Les pays participants ont reconnu que l'aide financière accordée au titre des voyages, de la transition et de la réintégration, de même que le placement professionnel et l'achat du matériel professionnel nécessaire sont importants pour faciliter le retour de nationaux qualifiés. Ces éléments sont déterminés compte tenu de la situation personnelle de chaque candidat, du placement professionnel et de la condition existant dans chaque pays.

On a reconnu que le programme du CIM intitulé 'retour des talents' facilitait la mise en oeuvre du Programme prioritaire pour le redressement économique en Afrique, ainsi que du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, qui ont tous deux identifié la planification efficace, la mise en valeur et l'utilisation productive des ressources humaines comme l'un des quatre domaines prioritaires.

On a reconnu la nécessité d'élargir ce programme à l'échelon régional, dans la limite des ressources disponibles, et notamment de fournir une assistance aux pays africains francophones et lusophones.

On a reconnu que le CIM pouvait aider des travailleurs qualifiés et des techniciens de niveau intermédiaire ainsi que des cadres hautement qualifiés à rentrer dans leur pays d'origine."

15. Les participants au séminaire ont en outre approuvé les recommandations suivantes :

"Compte tenu du nombre d'Africains qui ont besoin d'aide et de l'accroissement probable de ce nombre à mesure que ce programme sera mieux connu, les trois pays participants ont demandé aux pays donateurs - en particulier à la Communauté économique européenne et au Gouvernement des Etats-Unis - de maintenir et d'accroître leur aide financière à ce programme en octroyant des subventions à long terme.

On a recommandé qu'un programme d'échange régional de main-d'oeuvre qualifiée en Afrique soit envisagé en vue d'une expansion future du programme."

16. Il semblerait, d'après l'évaluation qui précède des deux projets en Afrique, que les programmes intitulés "Retour des talents" exécutés par le CIM constituent une contribution modeste mais importante à l'amélioration de l'offre de ressources humaines dans plusieurs pays en développement qui sont gravement touchés par l'exode des talents. En tirant cette conclusion, le CIM est conscient du fait qu'un retour et une réintégration réussis impliquent l'existence de conditions d'emploi favorables dans les pays d'origine, ce qui n'est pas toujours le cas dans tous les pays faisant face à un exode de ressources humaines qualifiées et hautement qualifiées. A cet égard, les diverses autres mesures prises par des organismes des Nations Unies pour atténuer les répercussions néfastes du transfert inverse de technologie sont pleinement reconnues.

APPENDICE III

Conclusions

Le Groupe interorganisations du transfert inverse de technologie est parvenu aux conclusions suivantes :

- a) L'existence d'une main-d'oeuvre qualifiée en nombre suffisant est un élément central de l'évolution technologique des pays en développement;
- b) Le problème du transfert inverse de technologie est un problème complexe et multiforme qui fait obstacle au processus de développement national des pays en développement. Il est donc nécessaire que les organismes des Nations Unies déploient des efforts concertés pour aider les pays concernés à donner un coup d'arrêt au transfert inverse de technologie et à régler ce problème;
- c) L'exode de la main-d'oeuvre qualifiée constitue non seulement un phénomène d'émigration mais également un transfert de ressources productives des pays d'origine vers les pays d'accueil. Les pertes qu'un tel transfert occasionne aux pays en développement devraient être comptabilisées de manière adéquate;
- d) Il conviendrait de poursuivre les efforts visant à mettre au point des méthodes permettant de mesurer les courants de ressources humaines tant en termes statistiques qu'en valeur;
- e) Il est nécessaire de formuler des normes et des critères acceptés par les gouvernements dans le domaine du transfert inverse de technologie;
- f) Un grand nombre d'études ont été élaborées sur le transfert inverse de technologie. Cependant, il est nécessaire de passer des recommandations concrètes à des conclusions de fond;
- g) Une action est nécessaire au niveau national et doit être complétée au niveau international par des politiques et des mesures concrètes;
- h) Les migrations Sud-Sud méthodiques et planifiées de main-d'oeuvre qualifiée ou les échanges de compétences au titre de la coopération doivent être intensifiés;
- i) Les réunions du Groupe interorganisations sur le transfert inverse de technologie contribuent à améliorer l'échange d'informations au sein du système des Nations Unies et permettent de mieux comprendre les activités menées par les divers organismes qui le composent dans leurs domaines de compétence respectifs, renforçant ainsi l'efficacité et le rôle du système dans le domaine du transfert inverse de technologie;
- j) Les réunions ont démontré que les activités menées par les divers organes, organismes et organisations du système des Nations Unies reflètent leurs mandats et domaines de compétence spécifiques, ce qui permet une action mutuellement profitable et complémentaire;

k) La coopération au sein du système des Nations Unies dans le domaine du transfert inverse de technologie revêt actuellement les formes suivantes :

- i) participation active aux réunions techniques d'autres organisations;
- ii) participation à l'élaboration d'études et de rapports établis par d'autres organisations;
- iii) détachement ponctuel de personnel en vue d'améliorer la pertinence technique des études élaborées ou des réunions organisées par d'autres organisations; et
- iv) participation à des activités opérationnelles conjointes;

l) Les réunions permettent d'identifier les domaines dans lesquels des activités conjointes sont possibles. On a estimé que l'on pouvait renforcer l'efficacité de l'action menée par le système des Nations Unies en vue de répondre aux besoins pressants des pays affectés par le transfert inverse de technologie au moyen d'activités conjointes - études, réunions d'experts et activités opérationnelles, par exemple - à condition que des ressources additionnelles soient disponibles à cette fin;

m) Le Groupe interorganisations sur le transfert inverse de technologie a estimé qu'il devait se réunir régulièrement;

n) Il serait utile d'associer les organisations intergouvernementales n'appartenant pas au système des Nations Unies ainsi que les organisations non gouvernementales qui s'occupent des problèmes liés au transfert inverse de technologie aux travaux menés par le système des Nations Unies dans ce domaine.



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/42/320
5 juin 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-deuxième session
Point 16 g) de la liste préliminaire*

ELECTIONS AUX SIEGES DEVENUS VACANTS DANS LES ORGANES SUBSIDIAIRES

Election de 12 membres du Conseil mondial de l'alimentation

Note du Secrétaire général

1. Au paragraphe 8 de sa résolution 3348 (XXIX) du 17 décembre 1974, l'Assemblée générale a décidé que le Conseil mondial de l'alimentation serait composé de 36 membres dont la candidature serait proposée par le Conseil économique et social et qui seraient élus par l'Assemblée pour un mandat de trois ans, compte tenu des exigences d'une représentation géographique équilibrée, un tiers des membres étant renouvelé chaque année et les membres sortants étant rééligibles. Le mandat des membres suivants expire le 31 décembre 1987 :

Brésil, Bulgarie, Canada, Chine, Côte d'Ivoire, Etats-Unis d'Amérique, Kenya, Mexique, Sri Lanka, Thaïlande, Turquie et Zambie.

2. Par sa décision 1987/130 du 27 mai 1987, le Conseil économique et social, agissant conformément au paragraphe 8 de la résolution 3348 (XXIX) de l'Assemblée générale, a décidé de proposer à l'Assemblée la candidature des Etats ci-après comme membres du Conseil mondial de l'alimentation :

a) Etats d'Afrique (trois sièges vacants) : Côte d'Ivoire, Madagascar et Zambie;

b) Etats d'Asie (trois sièges vacants) : Chine, Indonésie, Népal et Thaïlande;

c) Etats d'Europe orientale (un siège vacant) : Bulgarie;

* A/42/50 et Corr.1.

d) Etats d'Amérique latine (deux sièges vacants) : Brésil, Mexique et Uruguay;

e) Etats d'Europe occidentale et autres Etats (trois sièges vacants) : Canada, Etats-Unis d'Amérique et Turquie.



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/42/321
5 juin 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-deuxième session
Point 16 c) de la liste préliminaire*

ELECTIONS AUX SIEGES DEVENUS VACANTS DANS LES ORGANES SUBSIDIAIRES

Election de sept membres du Comité du programme et de la coordination

Note du Secrétaire général

1. Conformément au paragraphe 7 du mandat du Comité du programme et de la coordination (résolution 2008 (LX) du Conseil économique et social en date du 14 mai 1986, annexe), les membres du Comité sont désignés par le Conseil économique et social et élus par l'Assemblée générale pour un mandat de trois ans.
2. Pour 1987, la composition du Comité du programme et de la coordination est la suivante (voir la décision 41/312 de l'Assemblée générale) :

Allemagne, République fédérale d'*, Argentine**, Bangladesh*, Bénin**, Brésil***, Burkina Faso***, Cameroun***, Chine***, Etats-Unis d'Amérique**, France**, Indonésie***, Japon***, Pays-Bas*, Pérou**, République socialiste soviétique de Biélorussie*, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord*, Trinité-et-Tobago*, Tunisie***, Union des Républiques socialistes soviétiques**, Yougoslavie* et Zambie**.

* Mandat expirant le 31 décembre 1987.

** Mandat expirant le 31 décembre 1988.

*** Mandat expirant le 31 décembre 1989.

* A/42/50 et Corr.1.

3. A sa quarante-deuxième session, l'Assemblée générale sera donc appelée à élire sept membres, désignés par le Conseil économique et social, pour remplacer les membres du Comité du programme et de la coordination dont le mandat vient à expiration, à savoir : Allemagne, République fédérale d', Bangladesh, Pays-Bas, République socialiste soviétique de Biélorussie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Trinité-et-Tobago et Yougoslavie. En vertu des dispositions du paragraphe 7 du mandat du Comité, les sièges vacants doivent être pourvus comme indiqué ci-après :

- a) Un membre choisi parmi les Etats d'Asie;
- b) Deux membres choisis parmi les Etats d'Europe orientale;
- c) Un membre choisi parmi les Etats d'Amérique latine;
- d) Trois membres choisis parmi les Etats d'Europe occidentale et les autres Etats.

4. Par sa décision 1987/130 du 27 mai 1987, le Conseil économique et social a désigné les Etats Membres dont les noms suivent pour être élus par l'Assemblée générale à sa quarante-deuxième session, pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 1988 :

- a) Etats d'Asie (un siège vacant) : Bangladesh et Inde;
- b) Etats d'Europe orientale (deux sièges vacants) : Bulgarie, Pologne, Roumanie et Yougoslavie;
- c) Etats d'Amérique latine (un siège vacant) : Cuba, Mexique et Trinité-et-Tobago;
- d) Etats d'Europe occidentale et autres Etats (trois sièges vacants) : Allemagne, République fédérale d', Autriche, Canada, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Suède.



**Assemblée générale
Conseil économique et social**

Distr.
GENERALE

A/42/326 ✓
E/1987/82
10 juin 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-deuxième session
Point 84 a) de la liste
préliminaire*
ACTIVITES OPERATIONNELLES
POUR LE DEVELOPPEMENT

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL
Seconde session ordinaire de
1987
Point 14 de l'ordre du jour
provisoire**
ACTIVITES OPERATIONNELLES
POUR LE DEVELOPPEMENT

ACTIVITES OPERATIONNELLES DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

Note du Secrétaire général

1. La résolution 1986/74 du Conseil économique et social, en date du 23 juillet 1986, relative à l'examen des orientations des activités opérationnelles pour le développement, que l'Assemblée générale a fait sienne par la suite dans sa résolution 41/171 du 5 décembre 1986, contient des recommandations concrètes à l'intention des organes directeurs des organismes des Nations Unies, de leur secrétariat et des Etats Membres.
2. Les organismes des Nations Unies présenteront, dans des documents séparés, les vues et observations de leurs organes directeurs concernant les questions portées à leur attention au paragraphe 35 de la résolution 1986/74 du Conseil, annexée à la résolution 41/171 de l'Assemblée. Toutefois, étant donné le calendrier de leurs réunions, plusieurs de ces organismes ne seront pas en mesure de faire connaître leurs vues à temps pour la seconde session ordinaire du Conseil en 1987.
3. Comme le prévoit l'annexe de la résolution 41/171 de l'Assemblée, le rapport annuel pour 1987 du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale sur les activités opérationnelles pour le développement, qui traite de questions de politique générale et de gestion, est présenté ci-après (voir annexe). Pour établir ce rapport, le Directeur général a utilisé les renseignements communiqués par les coordonnateurs résidents de l'Organisation des Nations Unies ainsi que les débats du Comité consultatif pour les questions de fond (activités opérationnelles).

* A/42/50 et Corr.1.

** E/1987/100.

4. Un additif au présent rapport, qui sera distribué à une date ultérieure, apportera des renseignements au sujet des études de cas sur la gestion des activités opérationnelles, qui sont actuellement menées sous la responsabilité du Directeur général conformément au paragraphe 22 de l'annexe de la résolution 41/171 de l'Assemblée. Cet additif contiendra également des données statistiques détaillées sur les activités opérationnelles pour 1986, qui n'ont pas encore été communiquées.

ANNEXE

Rapport du Directeur général au développement et à la
coopération économique internationale sur les activités
opérationnelles pour le développement

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	1 - 6	4
II. QUESTIONS RELATIVES AU FINANCEMENT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES	7 - 27	5
A. Volume et affectation des ressources	7 - 13	5
B. L'aide alimentaire, ressources pour le développement	14 - 18	10
C. Incidences sur le rôle central dévolu au Programme des Nations Unies pour le développement en matière de financement	19 - 27	11
III. QUESTIONS RELATIVES A L'ADMINISTRATION ET A LA GESTION DES ACTIVITES OPERATIONNELLES	28 - 56	14
A. Participation des pays en développement aux activités opérationnelles en faveur du développement	31 - 40	14
B. Problèmes qui se posent aux organismes des Nations Unies au niveau local	41 - 51	17
1. Bureaux extérieurs	41 - 44	17
2. Le programme de pays en tant que cadre de référence des activités opérationnelles	45 - 46	17
3. Rôle du coordonnateur résident	47 - 51	18
C. Administration et gestion des activités opérationnelles	52 - 56	19
Problèmes qui se posent aux organismes des Nations Unies au niveau mondial	52 - 56	19
IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	57 - 59	21

I. INTRODUCTION

1. Les activités opérationnelles pour le développement constituent désormais une dimension permanente et importante des efforts des organismes des Nations Unies à l'appui du développement. Ces activités sont surtout financées par des contributions volontaires. L'examen d'ensemble des orientations des activités opérationnelles pour le développement, que le Conseil économique et social a effectué l'année dernière sur la base du rapport du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale (A/41/350-E/1986/108, annexe), contenait des éléments qui montraient l'importance que les Etats Membres attachent aux questions de politique générale concernant le financement, l'organisation et l'efficacité des activités opérationnelles pour le développement.

2. Il est de tradition que le rapport du Directeur général sur les activités opérationnelles pour le développement fasse une large place aux organismes des Nations Unies qui apportent une assistance sous forme de dons aux pays en développement, essentiellement au titre de la coopération technique. Le rapport ne mentionnait qu'accessoirement les opérations d'institutions financières telles que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et le Fonds international de développement agricole (FIDA). Il est toutefois de plus en plus difficile d'analyser institution par institution les activités de coopération technique en faveur des pays en développement. La Banque mondiale, par l'intermédiaire de l'Association internationale de développement (IDA), par exemple, finance une grande partie de l'assistance technique aux pays en développement. De ce fait, même si le rapport continuera à faire la plus large place aux questions touchant aux activités opérationnelles des organismes des Nations Unies qui fournissent une aide sous forme de dons, il tiendra compte, dans l'examen de ces questions, des opérations des autres organismes multilatéraux.

3. On s'accorde aujourd'hui à reconnaître que la nature des activités opérationnelles évolue et qu'il faut réfléchir sérieusement à la forme qu'elles devraient prendre d'ici la fin du siècle. Les formules traditionnelles de coopération technique sont remises en question. Le modèle de réalisation actuel des projets, qui allie les services d'experts internationaux, des bourses et des quantités limitées de matériel, ne peut plus s'appliquer de façon uniforme.

4. En application du paragraphe 22 de l'annexe de la résolution 41/171 de l'Assemblée générale, le Directeur général mène actuellement des études de cas sur la gestion des activités opérationnelles pour en déterminer l'utilité et l'effet. M. Kurt Jansson, ancien Sous-Secrétaire général chargé des opérations d'urgence en Ethiopie, aide le Directeur général dans cette tâche. Huit pays en développement recevront chacun une mission de deux membres dirigée par un éminent spécialiste des questions de développement. Ces missions étudieront le rôle et l'importance des activités opérationnelles de l'ONU dans les pays en question, la représentation sur place des organismes des Nations Unies, la coordination des activités ainsi que la participation du pays d'accueil aux activités opérationnelles. Un rapport, que le coordonnateur des études présentera au Directeur général à la fin de l'été 1987, fera la synthèse des données recueillies et des recommandations formulées par les missions.

5. Les rapports annuels du Directeur général ont toujours porté sur un large éventail de questions. Les résolutions relatives aux activités opérationnelles prévoyaient des observations et des opinions sur un grand nombre de questions concernant l'ensemble du système. Il pourrait être utile à l'avenir d'axer le rapport annuel sur un ou deux thèmes précis auxquels les Etats Membres et les organismes des Nations Unies attachent de l'importance, de façon à pouvoir procéder à un examen approfondi. Une recommandation à cet effet apparaît dans la conclusion du présent rapport (voir sect. IV, par. 59, recommandation 12).

6. Le présent rapport, qui a un caractère préliminaire, met en lumière des questions de politique générale abordées dans la résolution 41/171 de l'Assemblée, qui influent sur la cohérence et le fonctionnement des activités de l'ensemble du système. La première partie du rapport traite de certaines questions relatives au financement des activités opérationnelles, y compris le rôle fondamental du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en matière de financement. La seconde partie traite de certaines questions se rapportant à l'administration et à la gestion des activités opérationnelles, y compris la part qu'y prennent les pays en développement eux-mêmes.

II. QUESTIONS RELATIVES AU FINANCEMENT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES

A. Volume et affectation des ressources

7. Le montant total des sommes versées au titre de l'aide publique au développement (APD) a augmenté, en valeur réelle, d'environ 2,2 % en moyenne par an entre 1979 et 1985 (voir tableau 1). Etant donné les intentions exprimées par un important donateur et la réduction de l'aide externe accordée par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) à la suite de la diminution des revenus pétroliers, les sommes versées au titre de l'APD n'augmenteront probablement pas beaucoup, en valeur réelle, dans les années à venir.

8. Les ressources mises à la disposition des organismes d'aide des Nations Unies ont augmenté en volume. En 1986, elles se sont accrues d'environ 15 % du fait en partie des fluctuations de change dues à la dépréciation du dollar. Par contre, le montant total de l'APD consentie à ces organisations a baissé entre 1979 et 1986.

Tableau 1

Montant total net de l'aide publique au développement accordée
aux pays en développement

(En milliards de dollars des Etats-Unis, aux prix et taux de change de 1984)									
	1975	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Aide publique au développement (APD)	30,9	30,5	31,8	34,7	35,5	33,3	32,8	34,6	36,0
A. Bilatérale	25,4	24,5	25,5	27,5	28,0	26,0	25,4	26,8	27,7
a) Pays de l'OCDE	12,0	14,8	16,6	16,8	17,6	18,2	18,3	19,7	21,7
b) Pays de l'OPEP	8,3	7,4	6,5	8,0	7,2	4,4	3,8	3,7	2,3
c) Pays du CAEM	2,2	1,8	2,1	2,5	3,0	3,1	3,1	3,2	3,5
d) Autres pays	0,6	0,6	0,3	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2
B. Multilatérale	5,5	6,0	6,2	7,2	7,5	7,3	7,4	7,8	8,3
a) IDA			1,2					2,4	2,6
b) FIDA			-					0,17	0,27
c) Banques régionales de développement			0,49					0,84	0,95
d) ONU			2,4					2,9	3,1

Source : D'après le rapport pour 1986 du Président du Comité d'aide au
développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques,
tableau III.

9. Il importe de relever que ces dernières années, la répartition de l'APD entre
les diverses régions du monde s'est modifiée. Le tableau 2 ci-après montre que
l'aide s'est davantage dirigée vers l'Afrique subsaharienne : les sommes versées au
titre de l'APD y ont augmenté en volume et en proportion, témoignant de la volonté
de la communauté internationale de remédier à la situation économique critique des
pays de cette partie du monde. Il ressort du tableau que l'aide multilatérale à
l'Afrique a progressé, en pourcentage, plus vite que l'aide bilatérale.

Tableau 2

Répartition géographique de l'aide publique au développement,
en pourcentage

Engagements, aux prix et taux de change courants

	1979-1980		1984-1985	
	APD, toutes provenances	APD multit- latérale	APD, toutes provenances	APD multi- latérale
Afrique subsaharienne	21,9	24,4	30,3	35,3
Asie, Moyen-Orient non compris	36,1	48,4	30,9	50,3
Afrique du Nord et Moyen-Orient	26,6	9,4	20,7	4,4
Amérique latine et Caraïbes	11,0	16,6	13,3	8,8
Europe et Océanie	4,4	1,2	4,8	1,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : Rapport pour 1986 du Président du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, tableau III.6.

10. Comme le montre le tableau 1, 22 % environ de l'APD provient, depuis 1981, de sources multilatérales. Ce chiffre comprend les crédits accordés aux banques régionales de développement qui ne font pas partie du système des Nations Unies. Depuis six ans, les contributions à ces banques ont fortement augmenté; il en est allé de même de leurs décaissements, les prêts qu'elles accordent à des conditions de faveur étant passés de 506 à 954 millions de dollars entre 1980 et 1985. Elles financent notamment des projets techniques. Ces banques sont donc devenues des partenaires de plus en plus importants dans le processus de développement, et il est indispensable de renforcer les contacts avec ces institutions. Depuis 1980, les contributions aux institutions financières du système des Nations Unies, telles que la Banque mondiale/IDA et le FIDA, ont elles aussi beaucoup augmenté. Parallèlement à cet accroissement du financement des institutions multilatérales, la part de l'APD distribuée par l'intermédiaire des organismes des Nations Unies qui accordent des dons aux pays en développement a relativement diminué. Selon les calculs de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), cette part serait passée de 53 % en 1979-1980 à 44 % en 1984-1985.

11. Depuis six ans, les dons consentis à des pays en développement par des organisations non gouvernementales à des fins humanitaires ou de développement se sont fortement accrus, passant de 2,1 milliards de dollars E.-U. en 1979 à 3 milliards en 1985. Certaines des ressources de ces organisations proviennent des gouvernements et sont donc déjà comptabilisées dans les montants versés au titre de

l'APD qui sont indiqués au tableau 1 ci-dessus, mais une partie importante provient du grand public et correspond à des courants de capitaux privés en direction des pays en développement, ce qui témoigne de l'importance croissante du rôle des organisations non gouvernementales dans les pays en développement.

12. La part relative des contributions reçues par chaque organisation dans l'ensemble de l'APD allouée aux organismes des Nations Unies qui versent une aide sous forme de dons s'est quelque peu modifiée depuis six ans. Comme le montre le tableau 3 ci-après, les contributions aux organismes chargés de l'aide aux réfugiés, de l'assistance humanitaire et des secours en cas de catastrophe ont progressé modérément, passant de 474 millions de dollars en 1979 à 593 millions en 1985. Les contributions au Programme alimentaire mondial (PAM) ont, quant à elles, nettement augmenté, passant de 1 226,9 millions pour l'exercice biennal 1979-1980 à 1 610 millions pour l'exercice biennal 1985-1986 : l'aide alimentaire est devenue un moyen important de financement des activités opérationnelles pour le développement. Les contributions versées directement à des institutions spécialisées, qui étaient restées pratiquement inchangées de 1982 à 1985, ont augmenté de plus de 10 % en 1986. Les contributions au PNUD ont connu une croissance modérée de 1979 à 1985 (de 775 à 847 millions de dollars). Par contre, en 1986, elles ont fait un véritable bond (pour atteindre 847 millions de dollars), et il en est allé de même dans le cas du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE). Il faut espérer que cet accroissement des contributions correspond à un soutien accru apporté à ces organisations et qu'il se poursuivra.

13. Il ressort des indications données dans les tableaux 1 et 2 ci-dessus que les institutions financières multilatérales obtiennent des ressources de plus en plus importantes pour mener à bien leurs activités. Ces ressources sont indispensables pour qu'elles puissent s'acquitter de leur mandat. Reste cependant à savoir si les organismes des Nations Unies qui fournissent une aide sous forme de dons reçoivent une part suffisante de l'APD totale pour exécuter les diverses tâches que les Etats Membres leur ont confiées. Il est indispensable de maintenir un bon équilibre dans la répartition globale de l'aide au développement de façon à répondre aux besoins variés des pays en développement, qu'il s'agisse d'un soutien financier direct, de prêts à des conditions de faveur ou d'une aide sous forme de dons pour des activités de coopération technique. Il serait peut-être bon de revoir la répartition actuelle pour s'assurer que les organisations des Nations Unies qui fournissent une aide sous forme de dons reçoivent des ressources suffisantes, étant donné en particulier l'importance croissante donnée à la mise en valeur des ressources humaines et la nécessité d'adopter une nouvelle approche en ce qui concerne les activités de coopération technique et la coordination de ces activités.

Tableau 3

Contributions volontaires aux organismes des Nations Unies

(En millions de dollars des Etats-Unis)

	1979	%	1980	%	1981	%	1982	%	1983	%	1984	%	1985	%	1986*
1. Contributions aux organismes chargés de l'aide aux réfugiés, de l'assistance humanitaire et des secours en cas de catastrophe	472,2	19,2	602,5	21,0	625,1	21,1	581,8	18,8	497,5	17,1	556,3	18,9	593,4	18,9	-
2. Contributions au PNM	567,5	23,4	659,4	23,5	678,8	23,3	745,0	24,5	661,1	23,2	663,5	23,1	809,4	26,4	804
3. PNUD a/	775,6	31,6	826,3	28,8	840,4	28,4	847,6	27,3	921,1	31,7	840,5	28,5	847,9	27,1	1 000
4. FISE	218,9		270,7		261,6		352,1		296,8		297,9		340,0		413
5. Institutions spécialisées	254,3	10,4	305,2	10,6	365,3	12,3	379,8	12,2	326,9	11,3	376,1	12,8	340,1	10,9	400
6. FNUAP	133,4		135,9		129,7		134,4		136,0		131,2		128,2		133,5
7. Autres fonds de l'ONU b/	32,9		57,6		56,3		59,7		62,4		81,9		73		
Total	2 454,8	100,0	2 865,6	100,0	2 957,2	100,0	3 100,4	100,0	2 901,8	100,0	2 946,9	100,0	3 132,0	100,0	

Source : Note du Secrétariat de l'ONU (A/42/207 et Corr.1), annexe, tableau A-1.

* Chiffres provisoires.

a/ Y compris les fonds et programmes administrés par le PNUD et les contributions au titre de la participation aux coûts.

b/ Y compris les contributions au Fonds pour le développement industriel de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel.

B. L'aide alimentaire, ressources pour le développement

14. L'aide alimentaire prend de plus en plus d'importance dans le financement des activités de développement, comme en témoigne la forte augmentation des contributions au PAM au cours des six dernières années. La résolution 41/171 de l'Assemblée générale a invité "les organismes concernés à améliorer l'intégration de l'aide alimentaire dans l'ensemble des efforts de développement". Le Programme alimentaire mondial et le Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire ont beaucoup réfléchi à la question. Des orientations et critères en matière d'aide alimentaire, approuvés par le Comité en 1979, montrent comment cette aide peut favoriser le développement.

15. Pour que l'aide alimentaire s'intègre mieux dans l'ensemble des efforts de développement, il faut que les pays bénéficiaires et les pays et organismes donateurs agissent de concert. Le Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire a recommandé que l'aide alimentaire figure dans les plans de développement nationaux des pays bénéficiaires, et que les ministères de ces pays la considèrent comme faisant partie intégrante de l'aide globale au développement lorsqu'ils élaborent ces plans. Il faudrait également que les administrations publiques prennent des dispositions appropriées pour planifier, recevoir et utiliser l'aide alimentaire dans les pays où cette aide constitue une part importante de l'assistance totale.

16. Les pays donateurs et les organismes d'aide ont trop souvent appliqué les différentes formules d'aide alimentaire (programmes, projets, secours d'urgence) de façon disparate, voire conflictuelle, et aussi selon des modalités et à des conditions différentes. Il faut que l'action des donateurs réponde à des concepts et objectifs communs de développement qui conféreront une certaine cohérence et une certaine harmonie à leurs efforts conjugués. Les enseignements tirés de l'octroi de l'aide alimentaire aux pays d'Afrique subsaharienne en vue de faire face à la récente crise alimentaire due à la sécheresse dans la région montrent les avantages de cette approche tant pour les bénéficiaires que pour les donateurs. L'utilisation de l'aide alimentaire à l'appui des programmes d'ajustement structurel et sectoriel offre un autre exemple des avantages que présentent la coopération et la concertation entre les pays et les organismes donateurs. Le Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire a recommandé que le rôle et les fonctions de l'aide alimentaire fassent l'objet d'un examen exprès et qu'ils figurent dans les travaux préparatoires des réunions des groupes consultatifs de la Banque mondiale et des tables rondes du PNUD; ce rôle et ces fonctions devraient faire partie intégrante des débats des réunions en question chaque fois que l'aide alimentaire occupe une place importante dans l'ensemble de l'aide au développement du pays concerné. Il faudrait également tirer parti des examens de planification par pays de l'aide alimentaire du PAM ainsi que d'autres opérations internationales appropriées de coordination et de planification du développement pour s'entendre sur l'utilisation de l'aide alimentaire à titre d'appui des programmes de développement des pays bénéficiaires.

17. L'aide alimentaire reste dans une large mesure circonscrite et de courte durée. Pour qu'elle s'intègre pleinement dans l'ensemble des efforts de développement, les donateurs devraient prendre des engagements pluriannuels liés à l'application, par les pays bénéficiaires, de politiques et de programmes de

développement. Il faudrait également créer, dans les pays bénéficiaires où l'aide alimentaire occupe une large place, des comités de coordination et de consultation appropriés qui réuniraient les représentants des ministères et administrations publiques concernés et les représentants des donateurs et institutions d'aide alimentaire. Le Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire a demandé au PAM d'intensifier ses efforts pour aider les gouvernements bénéficiaires à créer des services de gestion des ressources alimentaires en les conseillant sur les structures et les fonctions de ces services, en détachant, pendant les premières étapes de la création de ces services, des spécialistes de la gestion des ressources alimentaires et de la logistique, en formant du personnel national et en donnant des orientations au sujet de la mise en place de systèmes de données et d'information. Il faut veiller à ce que la création de ces services n'ait pas pour effet de séparer l'aide alimentaire de la planification du développement et d'autres formes d'aide au développement.

18. Si l'aide alimentaire est utilisée à des fins de développement, il faut notamment s'assurer que cette aide ne désorganise pas les activités de production et qu'on tire pleinement parti de la coopération régionale et de la coopération Sud-Sud.

C. Incidences sur le rôle central dévolu au Programme des Nations Unies pour le développement en matière de financement

19. Les tendances évoquées plus haut à la section A concernant le montant et la répartition des ressources affectées aux activités opérationnelles ont à l'évidence des incidences sur le rôle central que joue le PNUD en matière de financement. Depuis 1975, la part du PNUD dans les contributions versées au titre de l'APD aux organismes du système des Nations Unies qui fournissent une aide sous forme de dons a fléchi, passant de 65 à 30 %. Cela étant, la question se pose de savoir si le PNUD peut continuer à tenir ce rôle avec des ressources aussi limitées.

20. Le montant des fonds extra-budgétaires que les Etats Membres versent directement aux institutions spécialisées au titre de projets spécifiques a augmenté rapidement jusqu'en 1982, année où il s'est chiffré à 274 millions de dollars, avant de se contracter légèrement entre 1982 et 1985, puis de se stabiliser; ce montant représentait globalement près de 10 % du total des contributions versées aux organismes d'aide du système. D'après les premières estimations, les contributions versées directement aux institutions spécialisées se sont accrues de plus de 10 % en 1986.

21. L'émiettement des services, des fonds et des activités au sein de l'Organisation proprement dite n'a évidemment pas facilité le financement des activités opérationnelles. Le PNUD compte à lui seul plusieurs fonds. On s'est efforcé d'introduire une certaine spécialisation dans l'exécution des activités de coopération technique en créant des fonds et des programmes semi-autonomes. Les Etats Membres ont, par l'intermédiaire de résolutions de l'Assemblée générale, donné des mandats et fixé des objectifs spécifiques à de petites unités administratives. L'idée selon laquelle des fonds autonomes spécialisés auraient des chances de bénéficier de contributions supplémentaires des Etats Membres ne semble pas confirmée par les faits. Il semble, au contraire, que les petites unités indépendantes soient du point de vue administratif une cause de dépenses que

l'on aurait pu éviter en utilisant les organismes en place : outre qu'elles tiennent des réunions spéciales, qui entraînent des dépenses, ces unités élaborent souvent leurs propres types de projets selon des procédures propres, ce qui rend souvent plus difficile la fourniture d'une assistance technique par les organismes du système des Nations Unies.

22. Sans aller jusqu'à dire qu'il ne faut pas verser de contributions à des fins spéciales aux divers fonds créés par les organismes des Nations Unies, il convient de tenir compte du désir des donateurs de verser des contributions à des fins spécifiques, qui répondent aux vœux de leurs mandats. La création ou le maintien de fonds spéciaux peut être dictée par la nécessité de se concentrer sur tel ou tel problème et telle ou telle région. Par exemple, certains fonds gérés par le PNUD complètent utilement les activités financées par des ressources provenant des chiffres indicatifs de planification. La question est de savoir s'il est indispensable de créer un service distinct pour gérer chaque fonds spécial, quelle que soit la modicité de ses ressources, et si un tel service doit exécuter des projets sur le terrain pour son propre compte. A moins qu'ils n'attirent de très importantes contributions, les fonds spéciaux doivent être considérés comme "des guichets spéciaux" des organismes existants, notamment le PNUD.

23. Lorsqu'il a été créé en 1970, le mécanisme central de financement n'était pas censé s'occuper des contributions à caractère humanitaire et des contributions versées au FISE au titre de situations d'urgence ni des contributions versées au titre de l'aide alimentaire. Etant donné que le FISE et le PAM s'orientent de plus en plus vers les activités de développement, ces deux organismes devraient entretenir des relations encore plus étroites avec le PNUD afin de trouver une formule commune de financement des activités opérationnelles. Il existe déjà un mécanisme de coopération entre le PNUD, le PAM, le FNUAP et le FISE. Il s'agit du Groupe consultatif mixte des politiques, mais celui-ci n'examine pour l'instant que certaines questions opérationnelles présentant un intérêt commun pour les quatre organismes. Ces organismes gagneraient à systématiser et à élargir davantage leurs relations afin d'encourager la programmation commune des activités et d'aborder les problèmes de développement de manière plus cohérente et complémentaire.

24. Il faut se garder de juger le rôle du PNUD uniquement en fonction de la part des contributions qu'il reçoit. Le PNUD est associé directement ou indirectement à d'autres formes de financement des activités opérationnelles, par exemple, à des accords de cofinancement qui sont parfois appelés plans multibilatéraux. On ne dispose pas de statistiques fiables à l'échelle du système sur l'étendue de ces accords à l'heure actuelle, mais ils prennent incontestablement de l'importance. Les fonds complémentaires qui se présentent sous la forme d'opérations de cofinancement peuvent contribuer à renforcer le rôle du PNUD sur le terrain à condition que le volume des ressources au titre des CIP se maintienne à un niveau assez élevé, et ce, même si l'on considère généralement l'assistance fournie par les pays donateurs comme une aide bilatérale. De même, le PNUD joue un rôle important en ce qui concerne la participation aux frais au titre de projets de coopération technique exécutés dans des pays en développement. Le montant des contributions versées au PNUD à titre de cofinancement et de participation aux coûts s'est chiffré à 188 millions de dollars en 1986. Plusieurs coordonnateurs résidents affirment qu'ils consacrent une grande partie de leur temps à servir

d'intermédiaires dans leur pays d'affectation en vue d'aider à la conclusion d'accords de cofinancement. Le PNUD fournit aux pays bénéficiaires, sur leur demande, toute une gamme de services de gestion et autres services d'appui. Il contribue également à établir des liens entre les activités de préinvestissement et d'investissement dans le cadre des accords spéciaux qu'il a conclus avec divers organismes de financement du développement.

25. Etant donné la diversité des modalités de financement des activités opérationnelles et le fait que les fonds disponibles ne sont pas forcément déposés en espèces dans un compte bancaire, l'élément essentiel pour le financement d'un programme ou d'un projet donné est l'aptitude à mobiliser toutes les ressources de provenances diverses, sous leurs diverses formes, et à présenter un programme d'ensemble au gouvernement intéressé. Par financement central, on entend donc la gestion des ressources affectées aux projets de développement autant que le financement de ces projets. Tel est en réalité le rôle que le PNUD joue à l'heure actuelle.

26. Il est cependant essentiel de veiller à ce que le PNUD reçoive une part assez élevée de l'APD, de manière à ce qu'il puisse s'acquitter du mandat que lui ont confié les Etats membres vis-à-vis des autres organismes du système. Si l'on réduit le nombre des unités administratives et des fonds autonomes, il sera possible de regrouper les ressources disponibles et de faciliter la coordination et la concertation. Pour maintenir cette part à un niveau raisonnable, voire l'accroître, le PNUD devra peut-être chercher à préciser la nature de ses activités. D'où la question de savoir si le PNUD doit définir le caractère de son intervention - sur le plan opérationnel ou quant au fond - dans certains domaines prioritaires. Dans son rapport au Conseil d'administration pour 1987, l'Administrateur fournit, à ce sujet, d'utiles renseignements que le Conseil d'administration a certainement examinés lors des débats qu'il a consacrés à cette question.

27. Au-delà du rôle et des activités du PNUD, il convient de mentionner une question essentielle qui se pose désormais. Il s'agit de la différenciation conceptuelle que l'on doit faire entre les activités des institutions financières multilatérales, et celles des organismes des Nations Unies qui octroient aux pays en développement une aide financée par des dons. Le concept d'activités opérationnelles repose sur l'idée que l'assistance fournie par les organismes des Nations Unies favoriserait le transfert de ressources et de connaissances techniques aux pays en développement. Toutefois, les organismes des Nations Unies ont progressivement ajouté à cette assistance des projets visant à développer les capacités de production. De leur côté, les institutions financières se sont engagées de plus en plus dans des activités de coopération technique. Par exemple, la Banque mondiale a déboursé près de 1,041 million de dollars en 1986 au titre de projets de coopération technique. La différence entre le rôle et les fonctions des divers organismes du système des Nations Unies s'estompe. Par conséquent, il est peut-être nécessaire maintenant de mettre au point un nouveau cadre conceptuel qui permette de lier entre elles l'assistance technique et l'aide financière aux pays en développement et de définir clairement les responsabilités et les fonctions de chaque organisme.

III. QUESTIONS RELATIVES A L'ADMINISTRATION ET A LA GESTION DES ACTIVITES OPERATIONNELLES

28. Comme il est indiqué plus haut, les organes directeurs des organismes des Nations Unies ont été invités à communiquer au Conseil économique et social, à sa seconde session ordinaire de 1987, leurs vues et observations sur l'application de la résolution 41/171 de l'Assemblée générale, en particulier des dispositions concernant le rôle des coordonnateurs résidents, l'utilisation du processus de programmation par pays du PNUD comme cadre pour les activités opérationnelles, le regroupement des bureaux extérieurs et l'harmonisation plus poussée des procédures opérationnelles (voir par. 35 de l'annexe à la résolution de l'Assemblée). Les renseignements demandés seront fournis dès qu'ils seront disponibles.

29. En outre, des études de cas sur la gestion des activités opérationnelles sur le terrain sont en cours de réalisation, en application du paragraphe 22 de l'annexe à la résolution 41/171. Les renseignements concernant ces études, accompagnés des vues des pays bénéficiaires sur la question de leur propre participation aux activités opérationnelles, seront présentés aux Etats Membres sous forme d'additif au présent rapport.

30. En attendant, il serait néanmoins utile de revenir sur certaines questions évoquées par la résolution 41/171, afin d'aider les Etats Membres à procéder à l'examen préalable des questions relatives à l'administration et à la gestion des activités opérationnelles.

A. Participation des pays en développement aux activités opérationnelles en faveur du développement

31. La résolution 41/171 exprime avec force la volonté croissante des pays en développement de participer aux activités opérationnelles. Dans ce contexte, les achats et les activités d'exécution menées par les gouvernements sont deux questions à étudier.

Achats de matériel et services

32. Le Conseil exprime, au paragraphe 8 de l'annexe à la résolution 41/171, sa préoccupation face à la diminution de la proportion des achats de matériel faits dans les pays en développement. Le Directeur général a fourni des renseignements sur la question dans son rapport intitulé "Informations statistiques détaillées définitives pour l'année 1985 concernant les activités opérationnelles pour le développement" (A/42/207 et Corr.1, annexe). Cette proportion d'achats (matériel et contrats de sous-traitance) qui s'est située aux alentours de 20 % ces quatre dernières années, contre 2,5 % en 1975, peut être augmentée. A l'heure actuelle, 40 % du volume total des achats correspondent à des achats de matériel d'usage courant que de nombreux pays en développement sont en mesure de fournir.

33. Le rapport (DP/1987/19) présenté au Conseil d'administration du PNUD étudie la situation d'un point de vue qualitatif et analyse les difficultés qui entravent les achats auprès des pays en développement. Au nombre de celles-ci, on cite l'absence d'informations sur les fournisseurs potentiels dans les pays en développement, le

fait que les agents responsables des projets ont tendance à s'approvisionner auprès de fournisseurs traditionnels et, en particulier, le fait que les organismes du système des Nations Unies exigent de tout soumissionnaire qu'il justifie d'une expérience internationale ou régionale. Le prix élevé des transports constitue aussi une difficulté.

34. Le Groupe des services d'achats interorganisations fait d'importants efforts pour aider les pays en développement à surmonter ces obstacles. Le PNUD est censé étudier à fond, par l'intermédiaire du Groupe de travail de son comité plénier, tous les aspects pratiques de la question et élaborer des propositions concrètes susceptibles de contribuer à accroître le volume des achats faits par les organismes du système auprès de pays en développement.

35. Le présent rapport a pour objet de formuler certaines observations d'ordre général de nature à faciliter ce processus. Il faut comprendre tout d'abord que le désir des pays en développement de voir les organismes de l'ONU s'approvisionner davantage auprès d'eux n'obéit pas à de simples considérations commerciales; pour ces pays, ces achats sont considérés comme apportant une contribution essentielle au développement. En deuxième lieu, les achats de biens et de services ont été, jusqu'ici, centralisés et effectués dans le cadre de marchés importants. Les pays développés peuvent avoir un avantage dans la procédure d'appels d'offres internationales qu'implique cette formule. Par conséquent, il faudra peut-être chercher à décentraliser les achats d'articles d'usage courant en en chargeant les bureaux régionaux ou locaux. Troisièmement, en ce qui concerne les marchés importants, il est essentiel pour les organismes du système de chercher à mieux connaître les capacités des pays en développement et, à cet égard, le Groupe des services d'achats interorganisations doit continuer à publier des brochures contenant des renseignements dignes de foi sur les fournisseurs potentiels de différents pays. Quatrièmement, dans nombre de cas, notamment lorsque le gouvernement exécute ses propres projets, on peut faire appel à des entreprises commerciales locales pour l'achat de biens et de services d'importation, puisque ces entreprises assurent habituellement l'entretien du matériel acheté par leur intermédiaire. Cette formule aiderait à promouvoir le commerce, ce qui est une façon d'appuyer l'économie d'un pays donné. Cinquièmement, en recourant davantage aux services de consultants originaires de pays en développement pour identifier et élaborer des projets, les organismes des Nations Unies pourraient mieux se rendre compte de la mesure dans laquelle ces pays peuvent leur fournir des biens et des services.

Exécution de projets par les gouvernements

36. Le nombre de projets exécutés par les gouvernements a augmenté, passant de 3,8 % du nombre total des projets en 1981 à 12,7 % en 1985. Au cours de la même période, le nombre de pays exécutant des projets financés par le PNUD est passé de 25 en 1981 à 54 en 1985. Ces pays vont des grands pays en développement (Chine, Inde et Argentine) à certains des plus petits (Iles Salomon, Fidji, Maurice et Bhoutan). L'exécution de projets par les gouvernements constitue de plus en plus un volet important des activités de coopération technique menées par les organismes des Nations Unies. Plusieurs coordonnateurs résidents indiquent dans leur rapport annuel que l'on utilisera les services d'exécution gouvernementaux pour la première

fois en 1987 dans leur lieu d'affectation. Dans la plupart des cas où un gouvernement exécute des projets, on a demandé aux bureaux extérieurs du PNUD d'apporter une aide directe au gouvernement dans l'exécution de diverses tâches administratives, par exemple la publication d'avis de vacances de postes, le recrutement d'experts, le versement des salaires et l'achat de matériel.

37. A cette fin, le Conseil d'administration du PNUD a, par sa décision 82/8, décidé que lorsque son gouvernement exécute lui-même des projets, les 13 % alloués aux organismes de l'ONU en remboursement des dépenses d'appui lorsqu'ils exécutent un projet viendraient compléter les chiffres indicatifs de planification. On renforcerait ainsi l'aptitude du gouvernement à exécuter des projets, on contribuerait à la formation de personnel gouvernemental en matière d'exécution et, le cas échéant, on pourrait augmenter les effectifs des bureaux extérieurs du PNUD pour qu'ils puissent faire face au volume de travail supplémentaire résultant de l'exécution des projets par les gouvernements.

38. Un certain nombre de raisons ont amené les gouvernements à exécuter eux-mêmes des projets. Dans plusieurs petits pays, il fallait maximiser les CIP très modestes affectés au pays compte tenu du coût élevé des services d'experts offerts par les organismes. Dans des pays plus grands, le gouvernement n'était pas satisfait des services d'experts fournis par les organismes d'exécution au titre de projets de technologie de pointe. Dans d'autres, aucun organisme des Nations Unies n'était en mesure de fournir la technologie nécessaire. Les autorités des pays exécutant leurs propres projets ont affirmé pouvoir obtenir des services d'experts à moindre coût, soit en recourant à différentes modalités (transfert de connaissances par l'intermédiaire des expatriés et coopération technique entre pays en développement, etc.), soit en s'assurant des services de consultants à des coûts inférieurs à ceux pratiqués par les organismes. Toutefois, comme il est indiqué dans le document DP/1987/16, l'exécution de projets par les gouvernements présente certains inconvénients, en particulier l'absence de rapports d'évaluation et de procédures satisfaisantes pour l'évaluation des projets.

39. La multiplication des projets exécutés par les gouvernements entraîne d'importantes conséquences pour les organismes d'exécution des Nations Unies. Le Consensus de 1970 portait du principe que les contributions volontaires au titre des activités opérationnelles seraient versées à un mécanisme de financement central, qui fournirait aux organismes d'exécution les fonds nécessaires pour l'exécution directe de projets. Ces organismes devaient recevoir en contrepartie une rémunération à pourcentage fixe. A mesure que le nombre des projets exécutés par les gouvernements augmente, le montant de la rémunération versée aux organismes d'exécution du système des Nations Unies diminue. La situation actuelle se trouve compliquée par le fait que le Bureau de l'exécution des projets (BEP) du PNUD fait également, dans de nombreux cas, office d'organisme de coopération pour les projets exécutés par les gouvernements et que ses services sont rémunérés en conséquence.

40. Il importe d'aider les gouvernements à exécuter leurs projets, mais il faut également mettre au point un système équitable pour la rémunération des services fournis par les institutions spécialisées. Il faudra peut-être passer progressivement de l'exécution directe de projets par les organismes d'exécution à l'octroi d'un appui aux projets exécutés par les gouvernements; à cet égard, il pourrait s'avérer nécessaire de mettre au point un système approprié de rémunération des organismes d'exécution au titre des services d'appui qu'ils fournissent aux gouvernements.

B. Problèmes qui se posent aux organismes des Nations Unies
au niveau local

1. Bureaux extérieurs

41. Les activités opérationnelles sont exécutées au niveau local à la demande des gouvernements bénéficiaires et sous leur autorité. Les organismes du système doivent donc maintenir une présence efficace sur le terrain afin d'être en mesure de fournir les services demandés par les gouvernements.

42. Chaque bureau extérieur est une source de dépenses pour les pays bénéficiaires. Ces pays contribuent directement à ces dépenses; dans le cas contraire, elles doivent être couvertes au moyen de ressources d'autres provenances, destinées aux activités opérationnelles. Comme les institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies doivent être effectivement représentés dans les pays où ils exécutent des projets opérationnels, aucun effort ne doit être épargné pour réduire au minimum les coûts, sans pour autant compromettre l'exécution des programmes. On peut envisager à cette fin de regrouper les bureaux, ou d'utiliser certains services communs, l'exemple du PAM, du FNUAP et de l'ONUDI pouvant être cité à cet égard.

43. Comme il l'a expliqué dans son rapport intérimaire à l'Assemblée générale, intitulé "Réforme et renouveau à l'ONU" (A/42/234), le Secrétaire général a pris des mesures en vue de rationaliser la représentation de l'ONU sur le terrain dans un souci d'efficacité et de rentabilité. Une étude est en cours sous l'égide du Groupe mixte consultatif des politiques en vue de l'évaluation systématique, pays par pays, des bureaux extérieurs, des organisations sur lesquelles le Secrétaire général a autorité, afin de voir quelles mesures concrètes pourraient être prises pour rationaliser l'utilisation des bureaux, notamment en utilisant des locaux communs, sans que l'efficacité de l'exécution des programmes ait à en souffrir. Le HCR s'est associé à cette initiative. De plus, le Secrétaire général a décidé, avec l'accord de l'Administrateur du PNUD, de fusionner les centres d'information des Nations Unies avec les bureaux des coordonnateurs résidents/représentants résidents lorsque cela n'a pas encore été fait et qu'il apparaît qu'un arrangement commun sera à la fois plus rentable et plus efficace sans nuire à l'exécution des projets. Il faut espérer que cette initiative servira d'exemple au reste du système des Nations Unies.

44. L'organisation future des bureaux extérieurs devra refléter les changements qui pourront intervenir dans leurs attributions. Ainsi, il faudra peut-être dans un avenir proche fournir aux gouvernements une assistance directe accrue en vue de l'exécution des projets ou de la mobilisation des ressources par le biais d'arrangements de cofinancement et de participation aux coûts.

2. Le programme de pays en tant que cadre de référence des activités
opérationnelles

45. Les Etats Membres ont déjà approuvé à maintes reprises l'idée de faire du programme de pays du PNUD le cadre de référence des activités opérationnelles au niveau national. Les études de cas sur le fonctionnement des activités opérationnelles permettront de savoir si cela est effectivement le cas. Il est

important de se souvenir qu'au cours des dix dernières années, les tables rondes et les réunions de groupes consultatifs se sont multipliées. Ces mécanismes devraient donc, au même titre que les plans de développement nationaux, constituer un cadre plus large dans lequel les programmes de pays eux-mêmes pourraient être élaborés. Il convient également de noter que le programme de pays ne couvre que l'assistance technique destinée aux activités de développement. Les programmes du FISE, du HCR et du PAM n'y sont donc pas inclus. Le programme de pays ne couvre pas nombre des activités qu'entreprennent les organismes des Nations Unies au niveau national. Il faudrait peut-être dans ces conditions que les organisations intéressées s'efforcent de collaborer à l'élaboration de programmes d'ensemble de pays afin de jeter les bases d'un programme de pays de grande ampleur. Enfin, les besoins d'assistance technique sont de plus en plus souvent financés au moyen non pas de dons mais au moyen de prêts accordés par la Banque mondiale et les banques de développement régionales. Il serait peut-être utile de tenir compte des activités financées de cette façon lors de l'élaboration des programmes de pays.

46. Dans son rapport sur les orientations du Programme, l'Administrateur du PNUD demande aux autres organismes du système des Nations Unies d'appuyer largement les programmes de pays. Les opérations d'analyse et de programmation nationales de la coopération technique lancées par le PNUD sont une innovation importante et pourraient constituer une base objective en vue de l'élaboration d'un programme de pays global pour les activités de coopération technique de l'ensemble du système.

3. Rôle du coordonnateur résident

47. L'examen des orientations en matière d'activités opérationnelles pour le développement, que le Directeur général a entreprises l'an dernier (A/41/350-E/1986/108), voir annexe), fournit une analyse complète du rôle des coordonnateurs résidents. Les observations formulées dans le présent document viennent s'ajouter à cette précédente analyse.

48. Aux termes de la résolution 32/197 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1977, le mandat des coordonnateurs résidents ne couvre pas normalement les activités d'assistance humanitaire et de secours au niveau des pays. Toutefois, des organisations telles que le HCR, le PAM et le FISE ont toujours accepté sans réserve que le coordonnateur résident joue le rôle de chef d'équipe à l'échelon national. Récemment, lors de la crise africaine, ils n'ont par exemple pas eu d'objections à ce qu'il se charge de la coordination des opérations de secours d'urgence entreprises par le système des Nations Unies dans les pays africains.

49. La relation entre les coordonnateurs résidents et les représentants sur le terrain des organisations issues de l'Accord de Bretton Woods n'a jamais été clairement définie. Au cours des années, des liens se sont créés de façon pragmatique et généralement satisfaisante. Dans les pays auxquels sont consacrées des réunions du Groupe consultatif, le coordonnateur résident joue normalement un rôle important dans la suite à donner à ces réunions au niveau national. Dans la plupart des cas, le coordonnateur résident représente même les organisations du système dispensatrices d'aide lors des réunions du Groupe consultatif.

50. Les responsabilités qui incombent au coordonnateur résident en tant que représentant de l'ensemble du système, consistent à faciliter l'octroi d'une aide technique au gouvernement et à appuyer les activités de coordination de ce dernier. Il est peut-être nécessaire d'établir une distinction plus nette entre les fonctions que l'Assemblée générale a confiées au coordonnateur résident dans sa résolution 32/197 et celles qui reviennent au PNUD. Etant donné la coutume selon laquelle les fonctions de coordonnateur résident des Nations Unies et de représentant résident du PNUD sont normalement exercées par la même personne, certaines organisations du système hésitent à appuyer sans réserve le rôle du coordonnateur résident, parce qu'elles veulent préserver leur indépendance en tant qu'agent d'exécution du PNUD. Elles craignent également que le PNUD/BEP puisse se trouver dans une situation privilégiée en ce qui concerne les questions relatives à la désignation des agents d'exécution pour les projets financés par le PNUD. Etant donné les similitudes qui existent entre les services extérieurs des différentes organisations, le Directeur général a l'intention, en collaboration avec ses collègues, d'étudier les avantages et les inconvénients que pourrait offrir la création d'un organe unique chargé des activités des Nations Unies aux fins du développement à l'étranger.

51. La personnalité du coordonnateur résident, ainsi que l'environnement dans lequel il évolue, sont des éléments qui comptent pour le succès de la mission qui lui est confiée. De plus, il tire véritablement son autorité des gouvernements bénéficiaires d'une part et de la communauté donatrice représentée dans le pays d'autre part. Le coordonnateur résident a joué un rôle prédominant dans les pays où le gouvernement l'appuyait fermement dans ses fonctions de coordination entre organismes du système des Nations Unies. Par contre, il n'a pas pu s'acquitter pleinement de ses responsabilités dans les pays où les gouvernements préféraient traiter séparément avec les organismes des Nations Unies. La tâche du coordonnateur résident se trouve également facilitée si les représentants de la communauté donatrice dans le pays appuient son rôle de coordination vis-à-vis des organismes des Nations Unies dans ce domaine et sont disposés à coopérer avec lui en vue d'assurer une meilleure articulation des programmes d'aide multilatérale et bilatérale. Les directives que le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économique a adoptées en décembre 1986 à l'intention des représentants sur le terrain des programmes d'aide bilatérale devraient se révéler utiles. La décision prise par au moins deux des pays donateurs (République fédérale d'Allemagne et Danemark) d'informer le coordonnateur résident - et de lui demander son assentiment - avant d'accorder aux institutions spécialisées les crédits nécessaires aux projets à exécuter dans son pays d'affectation revêt à ce propos une importance particulière.

C. Administration et gestion des activités opérationnelles

Problèmes qui se posent aux organismes des Nations Unies au niveau mondial

52. Chacune des organisations participant aux activités opérationnelles est dotée d'un conseil d'administration devant lequel elle doit répondre de ses actions et dont elle reçoit des directives pour ses activités à venir. Les bailleurs de fonds des Nations Unies - PNUD, FISE et PAM, qui apportent 75 % des ressources destinées

aux activités opérationnelles - ont tous à leur tête un organe directeur. Chacune des institutions spécialisées a son propre conseil d'administration, qui couvre l'ensemble de son programme de travail, dont les activités opérationnelles ne représentent qu'une faible part.

53. Il y a donc au sein du système des Nations Unies une certaine dispersion en ce qui concerne la prise de décision pour les activités opérationnelles. Cet état de choses se traduit dans de nombreux cas par l'adoption d'orientations judicieuses mais partiales. Chacune des grandes organisations des Nations Unies a bien entendu des problèmes de gestion qui lui sont propres et qui doivent être résolus par son propre conseil d'administration ou par son organe directeur. Mais il existe des problèmes communs qui devraient être traités sur une base plus large à l'échelle du système. C'est là une des responsabilités qui incombent au Conseil économique et social en vertu de l'Article 63 de la Charte des Nations Unies. Il faut également qu'il y ait un dialogue suivi entre les organismes du système tant sur les questions de fond que sur celles qui ont trait aux méthodes et aux procédures. Il convient en particulier d'étudier et de régler les conflits d'intérêts dus à des contradictions entre les décisions et les actions des différents conseils d'administration. Le rapport du Secrétaire général sur la coordination à l'Organisation des Nations Unies et dans le système des Nations Unies (A/42/232-E/1987/68) fournit des informations à cet égard et contient certaines recommandations concernant la structure intergouvernementale à mettre en place au niveau mondial pour administrer et gérer les activités opérationnelles.

54. Le Conseil économique et social examine à intervalles réguliers les objectifs et l'efficacité des activités opérationnelles pour le développement dans le cadre de l'examen d'ensemble triennal des orientations qu'il effectue sur la base du rapport du Directeur général. L'une des solutions pratiques possibles pour faciliter les travaux du Conseil serait d'adopter, entre chaque examen des orientations, un ordre du jour très restreint et précis en ce qui concerne les activités opérationnelles, de manière à pouvoir analyser en profondeur la question ou les questions devant faire l'objet des débats. On pourrait ainsi examiner la structure du système des Nations Unies sur le terrain ou le rôle du programme de pays en tant que cadre de référence de toutes les activités opérationnelles.

55. Un sujet de préoccupation spécial aux Nations Unies est le rapport qui doit exister entre les activités opérationnelles, telles qu'elles sont exécutées par le PNUD par exemple, et les activités de recherche entreprises par le Département des affaires économiques et sociales internationales ou la CNUCED. Il n'existe actuellement aucun mécanisme adéquat pour faire en sorte qu'il y ait interaction entre ces deux types d'activités; les activités de recherche et les activités opérationnelles doivent pourtant s'étayer mutuellement. Le Directeur général projette d'étudier comment établir une relation pratique et utile entre les différentes composantes des Nations Unies.

56. A l'échelle mondiale, enfin, il reste beaucoup à accomplir : l'examen des doubles emplois entre les mandats et les activités des organismes des Nations Unies dans le secteur économique et social des activités opérationnelles. Une étude est en cours d'exécution, conformément à la résolution 41/213 de l'Assemblée générale du 19 décembre 1986, pour définir plus clairement la relation et le partage des

responsabilités entre les services de base des Nations Unies dans ces secteurs afin de parvenir à une répartition plus efficace et cohérente des tâches. Dans le cadre plus limité des activités opérationnelles, le Département de la coopération technique au service du développement du Secrétariat de l'ONU et le PNUD se consultent en vue d'assurer la complémentarité des activités entre les programmes de fond et les programmes opérationnels, d'une part, et entre le financement et l'exécution, d'autre part.

IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

57. Conformément, au paragraphe 35 de l'annexe à la résolution 41/171 de l'Assemblée générale, les organes directeurs du système des Nations Unies communiqueront leurs vues et observations directement au Conseil économique et social dans des documents distincts.

58. D'autres informations et vues sur le fonctionnement des activités opérationnelles pour le développement au niveau des pays seront publiées dans un additif au présent rapport, dans lequel figureront des indications sur les études de cas actuellement en cours de réalisation sous la responsabilité du Directeur général.

59. Les Etats Membres souhaiteront peut-être examiner les recommandations suivantes :

1. Il faut veiller à ce qu'une proportion raisonnable de l'aide publique au développement provienne de contributions versées aux organismes du système des Nations Unies chargés des activités opérationnelles pour le développement;

2. Il faut faire en sorte en particulier que le PNUD reçoive une part suffisante des ressources totales au titre de l'aide publique au développement pour être à même de jouer le rôle qui lui est dévolu en tant que mécanisme central de financement pour les activités opérationnelles pour le développement;

3. Etant donné l'importance croissante des activités en faveur du développement qui sont entreprises par le PAM et le FISE, il convient de resserrer la coopération dans un plus grand nombre de domaines entre ces organisations et le PNUD;

4. Les Etats Membres devraient prendre des mesures pour consolider les services et fonds autonomes des Nations Unies sous l'autorité d'un des grands organismes du système;

5. Etant donné l'importance croissante des banques régionales de développement, il convient d'intensifier les contacts et les échanges entre l'Organisation des Nations Unies et ces institutions;

6. Il faut réaliser un équilibre satisfaisant entre le financement assuré par les institutions financières multilatérales et celui qu'assurent les organismes du système des Nations Unies qui entreprennent des opérations financées au moyen de subventions;

7. Des mesures devraient être prises pour accroître la part relative des pays en développement dans le montant total des achats effectués par les organismes des Nations Unies;

8. Alors qu'un nombre croissant de gouvernements se chargent de l'exécution de projets, il serait peut-être nécessaire d'étudier s'il convient de modifier le système actuel, en vertu duquel les institutions touchent un pourcentage fixe comme rémunération pour l'exécution des projets;

9. Il importe de rationaliser la représentation sur le terrain des organismes du système, en prévoyant notamment l'utilisation de services communs;

10. Pour que le programme de pays puisse servir de cadre de référence aux activités de coopération technique du système des Nations Unies, il faut que le PNUD et les autres institutions de financement déterminent ensemble les éléments de ce programme; le processus d'analyse et de programmation nationales de la coopération technique pourrait servir de base à l'élaboration d'un programme de pays couvrant toutes les activités de coopération technique sur le terrain;

11. Le rôle du coordonnateur résident se trouve renforcé si ce dernier reçoit tant du gouvernement bénéficiaire que des donateurs bilatéraux l'appui nécessaire pour lui permettre de s'acquitter pleinement de ses fonctions;

12. Les Etats Membres devraient envisager la possibilité de choisir un ou deux thèmes précis auxquels seraient consacrés les rapports annuels du Directeur général et les débats du Conseil économique et social sur ce rapport les années où il n'y a pas d'examen d'ensemble triennal des orientations des activités opérationnelles pour le développement.



Assemblée générale
Conseil économique et social

Distr.
GENERALE

A/42/326/Add.1 ✓
E/1987/82/Add.1
23 octobre 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-deuxième session
Point 83 a) de l'ordre du jour
ACTIVITES OPERATIONNELLES POUR
LE DEVELOPPEMENT

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL
Seconde session ordinaire de 1987
Point 14 de l'ordre du jour
ACTIVITES OPERATIONNELLES POUR
LE DEVELOPPEMENT

ACTIVITES OPERATIONNELLES DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

Note du Secrétaire général

Additif

1. Dans son rapport annuel pour 1987 sur les activités opérationnelles pour le développement (A/42/326-E/1987/82), qui traite des questions de politique générale et de gestion, le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale signalait qu'il présenterait à l'Assemblée générale, dans un additif audit rapport, des renseignements tirés d'études de cas portant sur la gestion des activités opérationnelles, réalisées sous sa responsabilité conformément au paragraphe 22 de l'annexe à la résolution 41/171 de l'Assemblée, en date du 5 décembre 1986.

2. En conséquence, le Directeur général présente à l'Assemblée générale, dans l'annexe à la présente note, un rapport récapitulant les conclusions de M. Kurt Jansson, que le Directeur général avait engagé comme consultant principal pour l'aider dans cette tâche. Dans son rapport, M. Jansson a tenté de faire la synthèse des principaux éléments des études de cas réalisées sous sa supervision d'ensemble et avec l'accord des gouvernements intéressés, dans les pays et régions ci-après : Argentine, Maroc, Népal, Pakistan, Togo, Zimbabwe et Pacifique sud. Pour compléter les informations fournies par M. Jansson, le Directeur général a l'intention de publier, dans un autre additif, les vues et observations collectives et individuelles des organisations du système des Nations Unies concernant les principales recommandations du consultant.

3. Le Directeur général considère que le rapport sur les études de cas offre à l'Assemblée générale une bonne base pour examiner les questions et problèmes importants dans le domaine des activités opérationnelles pour le développement. Comme il pourrait être nécessaire d'étudier plus avant certains points soulevés

dans le rapport avant que l'Assemblée puisse en débattre utilement, les Etats Membres voudront peut-être, d'une part, décider de la suite à donner à des questions précises évoquées dans le rapport et, d'autre part, identifier celles qui requièrent un complément d'analyse. Certaines de ces questions pourraient être renvoyées aux organes directeurs des organisations concernées ou, selon le cas, au Conseil économique et social.

ANNEXE

Rapport sur des études de cas relatives à la gestion des activités
opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement
établi par M. Kurt Jansson, coordonnateur des études de cas et
consultant principal auprès du Directeur général au développement
et à la coopération économique internationale

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	1 - 7	5
II. ROLE ET IMPORTANCE DE L'ASSISTANCE FOURNIE PAR LE SYSTEME DES NATIONS UNIES	8 - 16	6
III. MODALITES DE L'ASSISTANCE FOURNIE PAR LE SYSTEME DES NATIONS UNIES	17 - 41	8
A. Programmation	19 - 29	8
1. Rôle du programme de pays du PNUD	21 - 24	11
2. Programmation commune	25 - 29	13
B. Les modalités des activités opérationnelles	30 - 41	14
IV. LA COORDINATION DE L'AIDE	42 - 64	18
A. Le rôle des gouvernements bénéficiaires	42 - 46	18
B. Le rôle du système des Nations Unies	47 - 64	19
1. Rapport sur la coopération pour le développement	55 - 56	21
2. Réunions de coordination entre les organismes des Nations Unies	57 - 62	21
3. Organisations non gouvernementales	63 - 64	23
IV. REPRESENTATION DES ORGANISMES	65 - 73	24
VI. DIALOGUE AVEC LES GOUVERNEMENTS SUR DES QUESTIONS CONCERNANT LES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT	74 - 76	26
VII. L'INFORMATION CONCERNANT LE DEVELOPPEMENT	77 - 81	27
VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	82	29

TABLE DES MATIERES (suite)

Pages

Appendices

I. DIRECTIVES CONCERNANT LES ETUDES DE CAS SUR LA GESTION DES ACTIVITES OPERATIONNELLES DU SYSTEME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT	33
II. COMPOSITION DES MISSIONS	41

I. INTRODUCTION

1. Au paragraphe 22 de l'annexe à sa résolution 41/171, l'Assemblée générale a invité le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale, "avec l'appui de ressources extra-budgétaires, à mener dans un ou plusieurs pays, avec l'accord et la coopération des gouvernements intéressés, des études de cas sur la gestion des activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement, compte tenu de la situation spécifique de chaque pays".
2. Après des consultations avec les gouvernements intéressés, il a été décidé que des études de cas seraient menées en Argentine, au Maroc, au Népal, au Pakistan, au Togo, au Zimbabwe et dans la région du Pacifique sud (Fidji, îles Salomon et Tuvalu). Pour chaque étude, une mission a été désignée et un calendrier a été établi, en consultation avec le gouvernement intéressé et le coordonnateur résident du PNUD en poste dans le pays. Les études de cas ont été réalisées de juin à août 1987. La composition des missions est indiquée dans l'appendice.
3. En outre, MM. Jansson et Mogwanja se sont rendus en République-Unie de Tanzanie pendant une semaine pour examiner sur place certains aspects de la coopération interorganisations, en particulier la programmation commune.
4. Les pays étudiés ont été choisis en fonction de certains critères tels que le type d'arrangements mis en place pour la coordination de l'aide, le produit national brut (PNB) et le niveau d'aide publique au développement (APD) par habitant, et l'emplacement géographique. On s'est efforcé de couvrir une large gamme de pays, depuis de grands pays continentaux très peuplés jusqu'à de petits pays insulaires. Le degré d'intérêt manifesté par les gouvernements et des contraintes d'ordre financier ont également influé sur le choix des pays étudiés. Il convient de considérer ces études de cas comme une première étape dans l'application du paragraphe 22 de la résolution 41/171 de l'Assemblée. De nouvelles études seront envisagées, selon le résultat de cette première série et si l'on dispose de ressources extra-budgétaires supplémentaires.
5. Conformément à leur mandat (voir appendice) et à d'autres rapports des Nations Unies sur la question, les missions d'étude ont traité des activités opérationnelles autres que celles du groupe de la Banque mondiale et des banques régionales de développement. Toutefois, les rapports de mission font référence à certaines de ces institutions, dans la mesure où leurs activités influent sur le fonctionnement du système des Nations Unies dans son ensemble.
6. Les chefs de mission se sont réunis à Genève le 7 mai 1987 pour examiner le mandat, l'organisation et les dates de chaque mission. Dans une lettre datée du 27 mars 1987, le Directeur général a informé les organismes du système des Nations Unies des études de cas envisagées et a sollicité leur entière coopération à cet égard. Des études théoriques avaient déjà été faites dans la plupart des pays intéressés. Les coordonnateurs résidents ont organisé les consultations nécessaires avec des représentants des gouvernements et des organismes du système des Nations Unies, et ils ont également fourni des services d'appui aux missions. Les gouvernements hôtes et les organismes des Nations Unies ont prêté aux missions un concours efficace.

7. Le présent rapport est fondé essentiellement sur les sept rapports de mission, mais il a également été tenu compte d'autres rapports et éléments d'information ayant trait à la gestion des activités opérationnelles du système des Nations Unies.

II. RÔLE ET IMPORTANCE DE L'ASSISTANCE FOURNIE PAR LE SYSTÈME DES NATIONS UNIES

8. Dans sa résolution 35/81 du 5 décembre 1980, l'Assemblée générale a défini le terme "Activités opérationnelles pour le développement" comme "des activités de nature à faciliter la coopération au service du développement en vue de mobiliser ou d'accroître les potentialités et la capacité des pays de promouvoir le développement et le bien-être sur le plan économique et social, y compris le transfert de ressources, sous une forme tangible ou intangible, vers des pays ou régions en développement".

9. Dans le cadre de cette définition d'ensemble et des directives de politique générale émanant des organes directeurs des diverses organisations du système des Nations Unies, le rôle et le fonctionnement du système des Nations Unies ont été conçus en fonction des besoins et des politiques des gouvernements bénéficiaires en matière de développement, ainsi que des structures gouvernementales propres à chaque pays. Dans les pays inclus dans cette série d'études de cas, cette approche s'est trouvée reflétée dans l'orientation générale de l'assistance fournie par le système des Nations Unies, les différentes formes qu'a revêtues cette assistance, et l'attitude des gouvernements touchant l'utilisation des capacités du système des Nations Unies aux fins de l'élaboration de leurs politiques de développement, et de l'utilisation de l'aide extérieure.

10. Les paragraphes qui suivent résument la situation dans les sept pays visités.

11. Dans l'ensemble, en termes quantitatifs, le système des Nations Unies a joué un rôle très modeste. Sauf dans un pays où les organismes des Nations Unies (groupe de la Banque mondiale excepté) ont fourni 12 à 13 % de l'APD et près d'un tiers du volume total de l'assistance technique, la part du système des Nations Unies dans l'APD s'est située entre 1,4 et 8,4 % pour 1985-1986. Il faut noter que ces chiffres englobent l'aide alimentaire d'urgence qui, dans l'un des pays intéressés, a représenté environ 70 % du volume total de l'assistance fournie par les Nations Unies durant la période 1980-1986. La part du système des Nations Unies dans l'assistance technique et l'aide à fonds perdus accordée à ce titre a été plus importante : 7 à 30 % du total, selon les pays.

12. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a généralement apporté l'essentiel (entre 33 et 90 %) des ressources financières provenant du système des Nations Unies (groupe de la Banque mondiale excepté), sauf dans deux pays où une assistance de grande ampleur fournie par le Programme alimentaire mondial (PAM) - sous forme de projets "vivres pour du travail" et de projets à des fins humanitaires - a réduit la part du PNUD, la ramenant à 6 et 10 %, respectivement. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE) a été une source d'aide importante dans plusieurs pays : dans un cas, en 1985, sa part dans l'assistance fournie par le système des Nations Unies a été de 23 %. En 1985, l'apport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), prélevé sur les fonds de dépôt et sur les ressources du programme de coopération technique de l'Organisation, a atteint dans un pays 11 % du volume

total de l'assistance fournie par le système des Nations Unies, et dans quatre autres pays ce pourcentage a varié entre 3,3 et 6,6 %. Dans un pays, l'assistance du Fonds international de développement agricole (FIDA) a représenté 36 % du total.

13. Il faut noter que ces chiffres ne sont pas toujours comparables. Pour certains pays les données du PNUD englobent la participation aux coûts assurée par le Gouvernement ainsi que certains aspects de l'aide alimentaire, tandis que dans d'autres cas ces données ne sont pas prises en compte. La classification statistique des fonds de dépôt et fonds d'affectation spéciale diffère également selon les pays.

14. Une analyse de la répartition sectorielle de l'assistance fournie par le système des Nations Unies montre qu'en 1985, pour deux pays, ce sont les secteurs de l'agriculture et des ressources naturelles qui ont bénéficié de la plus grande partie de cette assistance (32 et 55 %, respectivement). Dans un autre pays, l'aide aux secteurs de l'éducation, de la santé, de la population et de la protection sociale a compté pour 57 % dans le total, et dans un autre pays encore 70 % de l'assistance fournie par les Nations Unies ont été consacrés à l'aide humanitaire. Dans trois pays, le secteur de la planification générale du développement et des questions y relatives a absorbé 19 à 20 % de l'assistance totale, et dans un autre pays 62 % du total ont été affectés au secteur de l'éducation. Dans les autres pays étudiés, la répartition sectorielle de l'assistance technique fournie par le système des Nations Unies ne suit pas de schéma bien défini et aucun secteur n'apparaît comme manifestement privilégié. Ces statistiques donnent simplement une idée générale de la façon dont les gouvernements ont utilisé l'assistance fournie par le système des Nations Unies. Etant donné les problèmes méthodologiques rencontrés, notamment des périodes statistiques différentes et des incertitudes quant à la façon dont les organismes qui exécutent des projets multisectoriels classent leurs différentes formes d'assistance, il a été impossible d'analyser utilement les chiffres disponibles.

15. Les entretiens qu'ont eus les membres des missions avec des hauts fonctionnaires et des dirigeants des pays visités ont bien montré que l'importance qu'attachent les gouvernements à l'assistance qu'ils reçoivent du système des Nations Unies va bien au-delà de la valeur que représente cette assistance en pourcentage du volume du flux de l'aide. Leurs interlocuteurs ont souvent fait observer aux membres des missions d'étude que le caractère multilatéral et apolitique de l'assistance des Nations Unies, la capacité qu'ont les organismes des Nations Unies, dans la plupart des cas, de s'adapter aux politiques et priorités des gouvernements en matière de développement, et le fait qu'il s'agisse d'une aide à fonds perdu, étaient des facteurs importants lorsqu'un gouvernement évaluait l'utilité réelle des activités opérationnelles des Nations Unies. D'autres facteurs mentionnés à cet égard ont été l'expérience des activités de développement acquise à l'échelle mondiale par le système des Nations Unies, et le fait que les pays bénéficiaires sont associés à la définition des politiques régissant les divers programmes d'aide.

16. Les gouvernements des pays visités considèrent généralement que le rôle du système des Nations Unies ne consiste pas simplement à exécuter des programmes d'assistance préalablement convenus. Pour eux, la position des organismes et institutions des Nations Unies, en particulier du PNUD, en tant que partenaires impartiaux des Etats Membres auxquels ils fournissent une aide, leur permet de

/...

jouer un rôle efficace en aidant les gouvernements à définir leurs grandes options en matière de développement et à en évaluer les incidences, à recueillir les renseignements analytiques et les données techniques dont ils ont besoin pour fixer les priorités, à mobiliser l'aide extérieure et à l'utiliser au mieux.

III. MODALITES DE L'ASSISTANCE FOURNIE PAR LE SYSTEME DES NATIONS UNIES

17. Les gouvernements ont le choix entre plusieurs grandes options pour l'utilisation de l'assistance qu'offre le système des Nations Unies. Dans certains des pays visités, le gouvernement avait décidé de consacrer essentiellement les ressources fournies par le PNUD au titre des CIP (chiffres indicatifs de planification) à un petit nombre de secteurs productifs, préférant que les secteurs de la santé, de l'éducation et d'autres secteurs sociaux bénéficient de l'assistance d'autres organismes des Nations Unies et de programmes d'aide bilatéraux. Dans un autre pays, c'est l'inverse qui s'est produit, la priorité absolue étant accordée à l'assistance sociale et humanitaire. D'autres possibilités consistaient à affecter une part importante des fonds fournis par le système des Nations Unies à des projets prévoyant le transfert de technologies et à l'assistance technique associée à des projets d'équipement. Les organismes qui ont des activités de "plaidoyer" ainsi que des groupes cibles et des objectifs acceptés, comme le FISE et le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP) et, dans une certaine mesure, le PAM, ont été en mesure d'exercer une plus grande influence que la plupart des autres organismes du système sur les décisions des gouvernements qui se répercutaient sur l'utilisation de leurs ressources. Dans ces circonstances, l'assistance s'est inscrite dans une sorte de programme au lieu d'être consacrée à des projets spécifiques, l'exécution des activités étant essentiellement confiée aux gouvernements intéressés.

18. La perception du rôle que devait jouer l'assistance fournie par le système des Nations Unies dans le contexte plus large de l'utilisation de l'aide extérieure différait également d'un pays à l'autre. Dans certains pays l'accent était mis sur l'effet catalyseur de l'assistance des Nations Unies. Dans d'autres, en revanche, la principale fonction attribuée à cette assistance était de combler les lacunes laissées par les autres sources d'assistance. Certains pays ont adopté une approche consistant à axer les activités opérationnelles du système des Nations Unies sur le type de projets susceptibles d'attirer une aide bilatérale de grande ampleur. A l'exception d'un pays, les gouvernements n'avaient pas demandé aux organismes des Nations Unies (en dehors de la Banque mondiale) de participer directement à la mobilisation d'une assistance bilatérale et à la coordination de l'aide extérieure en général. Dans une région, le PNUD a joué un rôle constructif en contribuant à mobiliser et à coordonner l'aide extérieure à la suite d'une catastrophe naturelle. La plupart des pays visités ne faisaient pas grand cas de l'utilité des organismes des Nations Unies pour effectuer des analyses et assurer la circulation des informations techniques et des informations sur les politiques de développement.

A. Programmation

19. Les méthodes appliquées par les organismes des Nations Unies pour programmer leur assistance varient considérablement. Les différences d'optique découlent en partie de la diversité qui caractérise les mandats, les sources de financement et

la structure des organismes. Ces différences portent sur les cycles de programmation et leur calendrier, les méthodes appliquées pour définir, formuler, évaluer et approuver les projets et les diverses procédures de décaissement, de comptabilité et de contrôle des fonds.

20. Sur le plan des procédures de programmation il faut distinguer essentiellement entre les organismes qui accordent des allocations par pays [PNUD, FISE, FNUAP et Organisation mondiale de la santé (OMS)] et ceux qui allouent des fonds sur la base de propositions de projets individuelles [FAO, PAM et Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)]. Dans un domaine, des fonds régionaux sont utilisés de façon novatrice grâce à une adaptation de la formule consistant à confier l'exécution des activités aux gouvernements, pour apporter un appui technique et compléter les CIP nationaux peu élevés. Les organismes qui fournissent des allocations par pays et appliquent des programmes par pays ont des programmes de durée différente : le PNUD, le FISE et le FNUAP ont un cycle de cinq ans et l'OMS un cycle de deux ans. Dans certains pays il se trouve par coïncidence que la période de programmation est la même pour le FISE et le PNUD. Abstraction faite de la procédure d'approbation des programmes, la plupart des institutions exigent également que les divers projets soient élaborés et présentés au siège ou à un bureau régional pour être approuvés avant que des fonds soient débloqués. Le FISE dispose d'une plus grande latitude dans la mesure où ses fonds sont alloués à des secteurs ou des programmes particuliers lors de la programmation par pays. Les représentants du PNUD peuvent approuver des projets sur le terrain à concurrence de 400 000 dollars, chiffre resté inchangé depuis le début des années 70. La plupart des organismes confèrent des pouvoirs limités aux bureaux extérieurs pour transférer des ressources d'un projet à l'autre, le FISE accordant la plus grande marge de manoeuvre. Seuls le PNUD et le FNUAP appliquent la notion de "filiales" de projets qui peuvent être approuvées durant un cycle de programmation et déborder sur le cycle suivant. Le FISE et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) appliquent une méthode unique de projets "notés" qui sont exécutés lorsque des fonds d'affectation spéciale sont disponibles. Les fonds destinés aux activités mondiales et régionales sont très importants pour les programmes du FNUAP, de l'OMS et de la FAO, mais moins dans le cas d'autres organismes. Dans les organismes qui élaborent des programmes de pays portant sur plusieurs années, divers types de documents sont établis pour évaluer la situation nationale et passer en revue les activités en cours. La Note des représentants résidents du PNUD et l'"Analyse de la situation des femmes et des enfants" dans le cas du FISE sont parmi les plus complets tandis que le "Rapport sur l'évaluation des besoins d'aide en matière de population" (FNUAP) et l'"Etude sur les soins de santé primaires" (OMS) traitent respectivement du secteur de la population et du secteur de la santé. On trouvera ci-après un tableau récapitulant certaines des principales différences qui distinguent les procédures de programmation et d'approbation.

Tableau

Certains aspects du processus de programmation des organismes
 des Nations Unies

Organisme	Allocation au titre de programmes de pays	Durée normale des programmes	Pouvoir d'appro- bation sur le terrain	Filière de projets	Documentation de base
FAO	Non	N.C.	Limité <u>a/</u>	Oui	Pas de document général mais des études par secteur et par thème
PNUD	Oui	5 ans	A concu- rence de 400 000 dollars par projet après approbation du programme du pays	Oui	Note du Représentant résident
FNUAP	Oui	5 ans	Aucun	Oui	Evaluation des besoins
FISE	Oui	5 ans	Oui après approba- tion du programme	Non, mais des projets spéciaux peuvent être présentés	Analyse de la situation
PAM	Non	N.C.	Aucun	Non	N.C.
OMS	Oui	2 ans	Aucun	Non	Etude des soins de santé primaires

a/ A concurrence de 30 000 dollars par projet et d'un montant annuel total
 de 30 000 à 100 000 dollars par pays.

1. Rôle du programme de pays du PNUD

21. Le programme de pays du PNUD est censé fournir un cadre de référence pour toutes les sources d'assistance technique du système des Nations Unies et servir de mécanisme pour favoriser une approche plus cohérente et coordonnée des activités opérationnelles. Il ressortait des études de cas que la réalité n'a pas répondu à cette attente pour plusieurs raisons. La plupart des gouvernements considèrent le programme de pays purement et simplement comme un plan arrêté pour l'utilisation du CIP. La décision de canaliser les ressources fournies au titre du CIP vers certains secteurs ou domaines prioritaires ou au contraire de les répartir pour combler des lacunes dans plusieurs secteurs, de pair avec le niveau peu élevé des CIP prévus, ont fait que les gouvernements n'ont pas jugé bon d'établir un document de caractère général qui puisse servir de guide à l'ensemble du système. Un autre facteur a été l'aptitude limitée des organismes des Nations Unies à aider les gouvernements à évaluer leurs besoins en matière d'assistance au développement dans l'ensemble des secteurs, tâche qui a été assumée principalement par la Banque mondiale dans la plupart des pays visités. En outre les différences qui existaient entre les méthodes, les cycles et les périodes de programmation, ainsi que la pénurie de personnel et le manque de connaissances techniques ont restreint la participation des organismes à la programmation par pays du PNUD. Des consultations ont eu lieu et des projets de programme de pays ont été communiqués pour observation, mais il semblerait dans l'ensemble que, pour le Fonds, les contributions des divers organismes aient été très limitées. Dans certains pays cette situation s'explique en partie par le rôle important qu'a joué le ministère chargé de la coordination centrale en déterminant l'utilisation des CIP et en traitant presque exclusivement avec le PNUD, laissant ainsi peu de place à un échange de vues avec les autres organismes des Nations Unies sur la teneur du programme du pays. De façon générale, les gouvernements considéraient que le programme de pays sous sa forme actuelle n'était pas suffisamment utile comme instrument de coordination pour justifier que des efforts prolongés, des effectifs importants et d'autres ressources soient consacrés à son élaboration. La situation paraissait différente dans le cas des programmes d'organismes menant des activités de "plaidoyer" et des principaux organismes sectoriels des Nations Unies, en partie parce que leurs programmes prévoyaient des activités venant compléter le programme du pays du PNUD et en partie parce que ces organismes avaient établi des relations fonctionnelles étroites avec les ministères techniques ou les ministères d'exécution compétents.

22. La conclusion générale qui se dégage des rapports de mission est que, sous sa forme actuelle, le programme de pays du PNUD n'avait pas été d'une utilité appréciable pour coordonner et programmer les activités du système des Nations Unies. C'est ainsi que, dans l'un des rapports de mission, on peut lire : "Dans la situation qui prévaut (dans ce pays), nous estimons qu'il y a lieu de mettre en question la programmation par pays du PNUD. Il n'est guère rationnel de demander au bureau local du PNUD, à de nombreux ministères, aux agents d'exécution éventuels et au siège de consacrer des efforts considérables et prolongés à la programmation de 16 millions de dollars, soit moins de 8 % du montant total de l'assistance fournie par le système des Nations Unies, moins de 2,5 % du montant total de l'assistance technique multilatérale et bilatérale et 0,11 % du montant total de l'aide publique au développement. Il s'ensuit que le PNUD devrait adopter une procédure de programmation par pays moins rigide qui laisserait suffisamment de

latitude pour apporter des ajustements importants et conférerait au représentant résident des pouvoirs accrus pour mettre au point avec le gouvernement et les organismes intéressés de type de programme de pays le mieux adapté au montant des ressources fournies au titre des CIP et aux fins auxquelles le gouvernement entend les consacrer.

23. Quant au rôle futur du programme de pays du PNUD, on peut citer les observations suivantes tirées de l'une des études de cas :

"Il existe des moyens susceptibles d'accroître l'utilité du programme de pays aux fins de la coordination. Le PNUD a déjà pris une première mesure à cet effet en incluant dans le programme du pays d'autres ressources effectives ou potentielles qui viennent s'ajouter au CIP (notamment des fonds fournis parallèlement par des donateurs bilatéraux et d'autres donateurs multilatéraux ainsi que des ONG, sous réserve que ces fonds visent expressément à appuyer les objectifs du programme du pays). Cette innovation permettra d'élargir la portée du programme de pays et de fournir au gouvernement et aux organismes des Nations Unies les informations dont ils ont besoin sur les sources de financement éventuelles qui pourraient compléter le CIP peu élevé. Une autre mesure importante consisterait à convaincre les donateurs d'acheminer les fonds d'affectation spéciale et d'autres ressources destinées à des projets multilatéraux essentiellement par l'intermédiaire du PNUD en tant que principal organisme de financement des Nations Unies. Cette formule aurait pour effet non seulement de réduire au minimum les problèmes que pose la gestion de ces fonds dispersés mais également de renforcer le rôle de coordination du PNUD. La méthode du FISE consistant à recueillir des fonds pour des projets "notés" doit être poursuivie dans la mesure où elle joue un rôle de plaidoyer et permet de financer des projets exécutés par les gouvernements dans les secteurs sociaux. Il n'en demeure pas moins que les ressources du FISE doivent être mentionnées dans la nouvelle présentation des programmes de pays du PNUD. Mais, quand bien même ces améliorations seraient apportées, le programme de pays du PNUD continuera d'avoir une utilité limitée pour favoriser une approche coordonnée des activités de coopération technique de l'ensemble du système des Nations Unies. Pour ce faire, il faut prendre d'autres mesures notamment grâce à des opérations communes de programmation telles que celles qu'a proposées le Groupe consultatif mixte des politiques. La coordination et la cohérence des activités ne peuvent être assurées par des directives émanant du siège des organismes mais devraient reposer sur des objectifs et des programmes qui ont obtenu l'accord de plusieurs organismes à l'échelon du pays et du gouvernement du pays hôte. Cette approche permettrait une coordination naturelle et non imposée puisque les organismes seraient motivés par un intérêt commun, qui serait la réalisation des objectifs concertés. La coordination ne devrait plus se faire à l'échelon supérieur mais à l'échelon inférieur grâce à l'application au niveau des bureaux extérieurs de méthodes de programmation et d'exécution qui mettraient en contact les représentants des organismes des Nations Unies pour l'accomplissement d'une tâche arrêtée d'un commun accord. Une fois instaurée, une véritable coopération interinstitutions deviendra une nécessité naturelle."

24. Développant encore la notion de programmation intégrée, une des missions chargées des études de cas a fait sienne une proposition dans laquelle le Président du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCED) suggérait que "toute assistance, tant financière que technique, soit fournie en vue de réaliser des objectifs prioritaires inscrits dans des plans sectoriels, eux-mêmes conformes aux politiques macro-économiques et sociales". Il se peut toutefois que cette conception ne soit pas applicable dans les petits pays en développement, dont certains ne sont pas encore en mesure d'établir des plans aussi détaillés.

2. Programmation commune

25. La question de la programmation commune par des groupes d'organismes des Nations Unies a été soulevée dans plusieurs des pays visités. Cette approche a été mise au point par le Groupe consultatif mixte des politiques et appliquée dans certains pays, dont deux des pays visités lors des études de cas. Dans l'un de ces pays, la programmation conjointe, à laquelle devaient participer quatre organismes, n'avait pu démarrer en partie en raison de l'indifférence des autorités locales. Dans l'autre, un projet de développement rural axé sur une région particulière et visant la satisfaction des besoins fondamentaux de la population et la protection de l'environnement a été amorcé en 1985. Lancée par le PNUD, le FISE, le FNUAP et le PAM, cette entreprise a bientôt rallié l'organisation internationale du travail (OIT) et la FAO. Le programme élaboré en collaboration avec les autorités régionales et locales intéressées comportait à l'origine huit projets, dont chacun bénéficiait de l'appui d'au moins deux organismes des Nations Unies dans leur domaine de compétence.

26. L'expérience acquise jusqu'ici dans le cadre de ce programme a fait ressortir les avantages de la programmation conjointe et certaines de ses limitations. La mise en commun des ressources, tant financières que techniques, de six organismes et la complémentarité des apports convenus par les organismes participants ont assuré que les activités prévues se renforcent mutuellement. Loin d'être un problème, la coordination est devenue une partie intégrante de ces programmes puisqu'il est dans l'intérêt des organismes de collaborer pour atteindre un ensemble d'objectifs arrêtés d'un commun accord. Cette coordination a également permis au personnel des organismes concernés de mieux comprendre les méthodes de travail, les possibilités et les contraintes des organismes des Nations Unies, ce qui devrait exercer un effet positif sur la coopération interinstitutions à une plus grande échelle. La participation des ONG à ce programme a constitué un autre facteur important compte tenu des relations généralement insuffisantes qui existent entre les organismes des Nations Unies et les ONG, comme les missions l'ont constaté dans d'autres pays.

27. Il est trop tôt pour évaluer les résultats de ce programme, mais, de l'avis de la mission, la programmation commune (ou les consultations dans le cadre de programmes) offre des possibilités considérables à l'assistance au développement multisectoriel. Toutefois, à l'heure actuelle cette approche se heurte à plusieurs obstacles qui tiennent principalement à la diversité des méthodes de travail, des procédures et des sources de financement des organismes des Nations Unies. Dans le cas particulier de ce pays, des fonds fournis par plusieurs organismes avaient déjà été engagés et il ne restait plus que des ressources limitées dans le cadre du programme de pays du PNUD pour exécuter ce nouveau programme. Il aurait été

possible d'apporter un appui plus important au titre du CIP si les travaux du Groupe consultatif mixte des politiques avaient été prévus au moment de l'élaboration du programme de pays. Un autre problème provenait de ce que ce type de programmation n'était pas compatible avec certaines règles et procédures en vigueur. Par exemple, un organisme, le FISE, qui possédait précisément la compétence et l'expérience nécessaires pour fournir un apport précis n'était pas un agent d'exécution du PNUD et ne pouvait utiliser des fonds alloués au programme de pays de cet organisme. En conséquence le PNUD lui-même a dû fournir l'apport en question par l'intermédiaire de son Bureau de l'exécution des projets, ce qui a entraîné des retards inutiles. Le fait que les bureaux extérieurs des divers organismes n'avaient pas les mêmes pouvoirs d'approbation a également entravé le déroulement des opérations, provoqué des incertitudes quant à la date des apports et entraîné de longs retards dans le cas des bureaux qui devaient obtenir l'approbation de leur siège.

28. L'avenir de la méthode employée par le Groupe consultatif mixte des politiques dépend en premier lieu de l'attitude des gouvernements bénéficiaires. La mission a conclu cependant que, pour que la programmation conjointe soit adoptée systématiquement pour les programmes qui exigent la contribution de plusieurs organismes des Nations Unies, il est impératif de coordonner dans toute la mesure du possible les procédures opérationnelles, les cycles de programmation et les périodes ainsi que les pouvoirs délégués aux représentants sur le terrain. Il faut prendre des mesures en ce sens non seulement pour faciliter la programmation commune dans certains domaines mais pour amener les organismes des Nations Unies à fonctionner comme un système et non comme un groupe d'institutions disjointes. Cette démarche prendra nécessairement du temps et ne pourra que suivre un rythme différent dans les divers pays en fonction de l'appui des gouvernements et de l'état d'avancement des programmes de chaque organisme. Ce type de réforme s'impose cependant pour améliorer l'aptitude du système des Nations Unies à mieux harmoniser les activités opérationnelles et à répondre plus efficacement à l'évolution des besoins et de la situation des pays en développement. Une étude interinstitutions amorcée et supervisée par le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale donnerait peut-être l'impulsion nécessaire.

29. L'une des missions chargées des études de cas a fait observer ce qui suit dans son rapport : "Il serait avantageux de s'efforcer à l'avenir de programmer systématiquement les apports des organismes des Nations Unies en tirant parti de leur complémentarité. Cette opération exigerait un plus grand effort du coordonnateur résident et de ses collaborateurs et une plus large coopération des sièges des organismes ainsi que la modification éventuelle de certaines procédures. Le cas échéant, le programme qui en résulterait pourrait s'intituler 'programme indicatif du gouvernement pour l'assistance des Nations Unies' (ou une formule analogue) au lieu de programme de pays du PNUD."

B. Les modalités des activités opérationnelles

30. Une bonne part de l'assistance fournie par le système des Nations Unies a pris une forme classique : les organismes des Nations Unies ont élaboré et exécuté des projets, leurs apports consistant en services de consultants et de conseillers

engagés pour des périodes de courte ou de longue durée, en services de formation et en matériel. Les études de cas n'avaient pas pour objet d'évaluer la qualité des projets, ni leurs modalités particulières, mais elles appellent néanmoins un certain nombre d'observations qui intéressent les organismes d'assistance technique du système.

31. Comme on pouvait le prévoir, les membres des missions ont réentendu les critiques auxquelles donnent depuis longtemps prise certains aspects du fonctionnement des organismes des Nations Unies. Les reproches portaient sur la lenteur du processus d'approbation des projets et les longs délais de recrutement, parfois sur la médiocrité du personnel recruté sur le plan international pour exécuter des projets, d'autres fois sur son incapacité à s'adapter à un environnement professionnel et culturel différent. Ces problèmes n'ont pas été imputés exclusivement au système des Nations Unies. La part de responsabilité des gouvernements bénéficiaires a été reconnue et il a été admis que les ministères et organismes publics chargés de la coordination et des aspects techniques ne consacraient pas souvent le temps ni l'énergie voulus à la coopération avec les organismes des Nations Unies. Une plus large délégation du pouvoir de décision, y compris dans certains cas par la commission économique régionale, a été préconisée et il a été jugé particulièrement important que le plafond fixé pour l'approbation de projets par le représentant résident soit considérablement relevé.

32. L'extrait ci-après provient de l'une des études de cas :

"Au cours des 10 dernières années, le plafond de 400 000 dollars par projet s'est tellement contracté en termes réels qu'il n'a plus beaucoup de signification aujourd'hui, compte tenu du prix des biens et des services et du montant des CIP. La création au siège du PNUD, sous la présidence de l'Administrateur, d'un comité chargé d'approuver les projets dépassant 400 000 dollars marque une régression et va à l'encontre de l'avis général qui voudrait que le PNUD soit plus souple et réagisse beaucoup plus rapidement aux demandes des pays en développement. Le plafond devrait être relevé cas par cas, en fonction du CIP et il devrait être doublé quand le CIP figure parmi les plus élevés. Ce serait un premier pas sur la voie d'une décentralisation plus poussée de la gestion des activités du PNUD. En principe, cela devrait finalement déboucher sur la suppression pure et simple du plafond, la seule contrainte étant de rester dans la limite des allocations de fonds aux programmes et des programmes de dépense approuvés par le siège du PNUD. En l'état actuel du processus d'approbation, les apports des services organiques du siège sont extrêmement limités, alors que les délais sont très longs (4 à 6 mois en moyenne pour la plupart des projets), ce qui nuit à l'efficacité du système des Nations Unies. Ce sont les représentants résidents qui devraient s'assurer que les agents d'exécution procèdent, soit au niveau local, soit à leur siège, aux évaluations requises sur le plan technique et de la gestion, et décider s'il y a lieu de consulter le siège du PNUD ou de lui soumettre un projet pour approbation. Au lieu d'approuver les projets, le siège devrait concentrer ses efforts sur la gestion financière, contrôler étroitement la programmation et l'exécution des projets et fournir l'appui fonctionnel demandé par les représentants résidents. C'est aux bureaux extérieurs qu'il faudrait expressément confier la responsabilité d'exécuter le programme convenu, avec l'appui et sous le contrôle du siège, en collaboration avec les

/...

agents d'exécution. Il faudrait pour cela déléguer aux représentants résidents des pouvoirs étendus pour l'administration et l'approbation des projets et affecter les administrateurs régionaux actuellement en poste aux bureaux extérieurs ou leur confier des fonctions de suivi au siège. C'est grâce à la décentralisation du pouvoir de décision que certains des programmes bilatéraux les plus efficaces ont obtenu des succès remarquables."

33. Le système des Nations Unies n'est peut-être pas encore mûr pour une réforme de ce type. Cela dépend beaucoup de la réponse à la question de savoir si les agents d'exécution peuvent participer à l'identification et à la formulation des projets et procéder efficacement aux examens requis sur le plan technique et de la gestion et à l'évaluation des projets proposés. Quelle qu'elle soit, il est manifeste qu'il faut déléguer des pouvoirs d'approbation des projets plus étendus, dans le cadre des programmes de pays du PNUD. Le besoin en devient de plus en plus pressant à mesure qu'augmente la capacité d'exécution des projets par les gouvernements, formule qui exige du PNUD davantage de souplesse et une plus grande rapidité. Les résultats obtenus par le FISE, qui s'appuient sur les gouvernements pour l'exécution, prouvent à quel point il est important de déléguer le pouvoir de décision aux bureaux extérieurs. Certains représentants résidents n'utilisent peut-être pas pleinement les pouvoirs d'approbation qu'ils détiennent. Si cela est, il faut les former, de même que les représentants des agents d'exécution, afin d'améliorer leur compétence en matière de gestion des programmes.

34. En ce qui concerne la qualité des conseillers et des consultants, les opinions varient beaucoup selon les pays et, dans un même pays, selon les ministères, mais celle qui semble l'emporter est que les experts recrutés sur le plan international déçoivent souvent les attentes des pays bénéficiaires. La raison en est peut-être que ceux-ci disposent d'un nombre croissant de personnes qualifiées qui exigent davantage des conseillers étrangers qu'il y a quelques années. Une deuxième raison est qu'au niveau actuel des traitements et prestations offerts par les Nations Unies, il paraît difficile de recruter du personnel très qualifié. Enfin, il faudrait aussi s'interroger sur l'efficacité des services de recrutement des organismes des Nations Unies.

35. Il est évident que l'appui fourni par les agents d'exécution n'est pas satisfaisant, sauf dans le cas de quelques petits organismes techniques. La plupart des organismes d'assistance technique s'en sont plaint, les qualificatifs employés par eux allant de "pas très utile" à "quasiment inexistant". Ils leur ont reproché leur lenteur, mais ont réservé l'essentiel de leur critique au fait que l'appui consistait généralement à formuler des observations banales sans grand intérêt sur le plan technique ou pratique.

36. On a décelé certaines tendances dans les modalités de l'aide. Comme dans bien d'autres pays, le nombre croissant d'experts nationaux rend de moins en moins utile la présence prolongée de conseillers. Il faudra donc que les services de recrutement revoient leur façon de faire. Parallèlement, de plus en plus d'agents sont recrutés sur le plan national. Dans un seul pays, les effectifs affectés aux projets financés par le PNUD comptaient 51 administrateurs recrutés sur le plan national, dont trois conseillers techniques en chef, et, de leur côté, le FISE, le PAM et le HCR utilisaient les services de 47 agents recrutés sur le plan national.

/...

37. Le volume des projets exécutés par le gouvernement augmente dans tous les pays visités, sauf un. Dans l'un d'eux, la part du CIP exécutée par le gouvernement est passée de 11 % en 1986 à 25 % en 1987. L'augmentation n'a pas été aussi forte dans les autres pays, mais les dirigeants et le personnel des organismes intéressés prévoyaient une progression régulière de cette formule au cours des prochaines années. On notera que c'est le plus souvent le gouvernement qui exécute les programmes du FISE, du PAM et du FNUAP et que les chiffres mentionnés ci-dessus ne tiennent pas compte de ces organismes. Si l'on considère l'ensemble du système, la part des projets exécutés par les gouvernements est considérable.

38. On a mentionné, entre autres choses, qu'il faudrait mettre au point des projets pouvant inciter les donateurs multilatéraux et bilatéraux et les ONG à investir et à fournir une assistance technique. Quelques projets de ce type ont été réalisés dans certains des pays étudiés. Par exemple, l'un des gouvernements a établi pour les télécommunications un plan directeur à 20 ans avec l'aide conjointe du PNUD et de l'Union internationale des télécommunications (UIT). On essaiera d'obtenir les 50 millions de dollars nécessaires à son financement auprès des donateurs bilatéraux et de fonds régionaux. Ce type de projet composite permet aux organismes des Nations Unies d'intervenir à une plus grande échelle pour obtenir un financement et une aide de sources extérieures.

39. Autre question abordée : celle de l'intégration de l'aide alimentaire aux projets de développement. Cela s'est fait dans plusieurs pays : des projets de mise en place d'infrastructures, de reboisement et autres projets communautaires exécutés par les gouvernements ont bénéficié de financements considérables, dont des apports de fonds au titre de l'aide alimentaire. L'aide du PAM constitue un complément précieux des autres programmes d'aide. Il faudrait étudier la possibilité de promouvoir une intégration plus poussée sur une plus grande échelle et, notamment, demander au Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire du PAM de revenir sur la décision qu'il a prise de ne pas indiquer les ressources attendues par le PAM à un horizon de deux ou trois ans. Si le Comité acquiesçait, il serait alors possible, comme le suggère l'une des études effectuées, "d'harmoniser" ou de "synchroniser" l'emploi des ressources du PAM avec le cycle de programmation du PNUD.

40. Il ressort de ce résumé que plusieurs des innovations recommandées dans l'optique des "dimensions nouvelles" ont été appliquées, de même que quelques mesures plus récentes, comme celles préconisées par le Groupe consultatif mixte des politiques. En revanche, la formule des NATCAP (analyse et programmation nationales de la coopération technique) n'a pas pris. Trois pays l'ont refusée sans ambages, la jugeant inutile pour le moment, et deux autres ont laissé entendre qu'ils pourraient la mettre à l'essai ultérieurement.

41. L'impression générale des membres des missions est que les gouvernements intéressés sont tout à fait disposés à expérimenter des notions et méthodes nouvelles dans le domaine des activités opérationnelles. C'est donc en grande partie dans la mesure où le système des Nations Unies améliorera ses propres méthodes de gestion et procédures que des véritables réformes et innovations pourront être mises en place au niveau des pays.

IV. LA COORDINATION DE L'AIDE

A. Le rôle des gouvernements bénéficiaires

42. Dans tous les pays couverts par l'étude, les gouvernements ont institué leurs propres mécanismes et procédures de coordination de l'aide multilatérale et bilatérale. En principe, la coordination générale est assurée par le Ministère des finances et de la planification ou son équivalent qui joue le rôle de pivot. Les modalités de la participation des ministères techniques et des organismes parapublics varient d'un pays à l'autre. En général, ils jouissent d'une très grande latitude pour traiter avec les donateurs au cours de la phase d'élaboration des projets, à condition de tenir informé le ministère pivot, à qui revient le privilège d'approuver programmes et projets. Le Ministère des affaires étrangères participe habituellement à la signature des accords généraux d'assistance et des accords de base types.

43. Les missions n'étaient pas chargées d'évaluer l'efficacité de ces arrangements. Au cours de leurs entretiens avec les responsables des ministères intéressés, les membres des missions ont appris que les procédures et exigences des organismes des Nations Unies et des donateurs bilatéraux en matière de programmation, de formulation et d'exécution des projets et d'établissement de rapports soulevaient des difficultés. De l'avis général, ces procédures étaient inutilement compliquées et, dans plus d'un cas, ont été qualifiées de "déconcertantes". Il a donc été demandé qu'elles soient simplifiées, notamment celles relatives à l'établissement de rapports, afin d'alléger le fardeau qu'imposent aux gouvernements les exigences d'un grand nombre de donateurs.

44. Les gouvernements sont manifestement conscients que la coordination de l'aide leur incombe au premier chef; ils y voient une prérogative qu'ils tiennent à garder. Cependant, le plus souvent, leurs moyens sont limités et les mécanismes publics de coordination de l'aide extérieure souffrent de multiples carences. En général, les services de planification des ministères techniques manquent d'effectifs et le ministère pivot, dont les effectifs sont également peu étoffés, ne peut que difficilement les astreindre à suivre une ligne commune dans leurs relations avec les donateurs. La fonction de coordination est encore compliquée du fait qu'il n'y a pas de consultations ni de coordination entre les donateurs bilatéraux et qu'ils sont en compétition pour la réalisation de projets viables.

45. Les organismes des Nations Unies ont fourni une assistance technique aux gouvernements (services de conseillers et de formation) pour les aider à renforcer leurs systèmes de planification et de coordination. Ainsi, un projet du PNUD a permis de mettre sur base de données informatisée les engagements et versements des donateurs et d'élaborer un manuel des procédures propres aux différents organismes d'aide bilatérale et multilatérale, ce qui facilite la gestion de l'aide par le pays bénéficiaire. Il est impératif que les organismes des Nations Unies augmentent leur assistance afin d'aider les gouvernements à renforcer leurs mécanismes de coordination de l'aide.

46. La conclusion générale est que la plupart des gouvernements consultés sont loin de remplir efficacement leur fonction de coordination de l'aide.

B. Le rôle du système des Nations Unies

47. Dans six pays, on a mis en place l'un des mécanismes habituels de coordination (consortium, groupe consultatif, table ronde, réunion consultative de donateurs), la Banque mondiale jouant le rôle principal sur le plan technique et de l'organisation, sauf dans le cas des tables rondes et des réunions consultatives organisées par le PNUD. Dans deux cas, la coopération était relativement étroite entre la Banque mondiale et le PNUD (qui, notamment, assurent à tour de rôle la présidence du mécanisme de coordination), en particulier au niveau sectoriel. Dans les petits pays où la Banque mondiale n'est guère présente, le PNUD a parfois aidé les gouvernements bénéficiaires à coordonner l'aide reçue, y compris les secours en cas d'urgence.
48. Dans un cas, d'ailleurs unique, le PNUD et la Banque mondiale se partagent le rôle moteur dans la mobilisation et la coordination de l'aide. D'après l'étude, le gouvernement intéressé a expressément demandé que le PNUD participe activement à la coordination des programmes d'assistance. C'est la Banque mondiale qui réunit le Groupe consultatif, mais le PNUD participe à la préparation de ses réunions biennales, ainsi que des réunions du groupe local de coordination de l'aide qui sont organisées par le gouvernement. Pour ce qui est de l'exécution des programmes et des projets, la Banque mondiale et le PNUD organisent chaque mois, conjointement, des réunions du groupe local sans la participation mais avec l'accord du gouvernement. Le PNUD organise aussi des réunions de donateurs par secteur et sous-secteur. Il semble que la coopération entre la Banque mondiale, le PNUD et les donateurs bilatéraux soit exceptionnellement étroite dans le pays en question et ce, en raison de l'importance que le gouvernement attache à l'assistance des organismes des Nations Unies. Celle-ci représente 13 % environ du montant total de l'aide extérieure et 30 % environ si l'on ne tient compte que de l'assistance technique. La haute estime dans laquelle le gouvernement et les donateurs tiennent le coordonnateur résident semble aussi avoir joué.
49. Pour ce qui est d'aider les gouvernements à mobiliser et à coordonner l'aide extérieure, il est manifeste que le rôle de chef de file est dévolu à la Banque mondiale dans les pays où c'est la politique officielle. Les organismes des Nations Unies pourraient être plus actifs dans ces domaines, à condition de se doter de moyens d'analyse plus puissants qui leur permettraient notamment de réaliser des études approfondies sur un secteur, plusieurs secteurs ou un thème. A l'heure actuelle, leur capacité est très limitée du fait que les services organiques des bureaux extérieurs ne sont pas assez étoffés et que le personnel consacre presque tout son temps aux activités opérationnelles.
50. Là où le gouvernement n'a pas demandé à la Banque mondiale de participer à la mobilisation et à la coordination de l'aide, le rôle des organismes des Nations Unies est un peu plus important. En général, le coordonnateur résident organise des réunions officielles de donateurs auxquelles participent les représentants des donateurs bilatéraux et des organismes des Nations Unies, y compris de la Banque mondiale. Dans un pays, la présidence est assurée à tour de rôle par le PNUD et par la Banque mondiale. La participation du gouvernement, qui varie selon les pays, s'est lentement renforcée ces dernières années, se manifestant par la présence de représentants du ministère pivot, voire des

ministères techniques lorsque les réunions portent sur un sujet spécialisé ou un programme spécifique. Le premier objectif de ces réunions est d'échanger des informations sur l'aide extérieure. Il n'est publié ni ordre du jour ni procès verbal afin de préserver leur caractère purement officieux, comme le souhaitent les gouvernements, mais il arrive qu'un résumé des débats soit distribué aux participants, surtout lorsque la réunion a porté sur un sujet ou un programme intéressant la plupart des donateurs.

51. Les appréciations des donateurs varient. Pour les représentants de certains organismes d'aide bilatérale, les réunions sont un moyen d'échanger des informations, alors que pour d'autres, elles sont engluées dans la routine, manquent d'un axe précis et ne sont pas suffisamment préparées. Quelques-uns souhaiteraient qu'elles soient plus structurées, tandis que d'autres préféreraient des consultations spécialisées réunissant les donateurs intéressés par le secteur ou le programme examiné. Tous souhaitent vivement que les gouvernements y participent plus étroitement, en partie pour éviter de leur donner l'impression que les donateurs s'y "liquent" contre eux.

52. En résumé, les appréciations des donateurs d'aide bilatérale sur ces réunions vont de "utiles" à "une perte de temps". L'attitude des gouvernements est quelque peu ambiguë. Ils n'ont pas paru enthousiastes et certains hauts fonctionnaires ont déclaré que ces réunions nuisaient à l'efficacité du mécanisme officiel de coordination. En même temps, ils se sont dits prêts à participer à certaines d'entre elles et à y faire des exposés généraux aux donateurs ou, si les circonstances le justifient, à examiner des programmes intéressant un grand nombre de donateurs. Autrement dit, ils consentent à ces arrangements plutôt qu'ils n'y adhèrent pleinement. Il y a là un contraste saisissant avec leur attitude vis-à-vis des consortiums et groupes consultatifs organisés par la Banque mondiale.

53. Les membres des missions ont eu l'impression que l'utilité des mécanismes de coordination parrainés par le PNUD dépendait en grande partie de la qualité des relations du coordonnateur résident avec le gouvernement et les donateurs bilatéraux et l'habileté avec laquelle il aborde les problèmes sensibles. Le rôle de ces mécanismes est appelé à diminuer à mesure que la gestion du développement et la coordination de l'aide seront pris en charge par le gouvernement. A l'heure actuelle, ils remplissent une fonction essentiellement non opérationnelle présentant un intérêt limité, à laquelle le coordonnateur résident doit toutefois continuer d'accorder ses soins en incitant les gouvernements à y participer aussi activement que possible.

54. L'aspect le plus important de la coordination de l'aide extérieure par les organismes des Nations Unies est le renforcement de la capacité nationale de gestion du développement. Le PNUD et les autres organismes du système devraient donc envisager d'accroître en priorité l'assistance déjà considérable qu'ils fournissent aux gouvernements, en donnant à ceux-ci des conseils et une aide pour améliorer leur capacité générale de planification et de contrôle de l'assistance technique externe, quelle qu'en soit la source.

1. Rapport sur la coopération pour le développement

55. Considéré par les organes directeurs comme l'un des principaux documents publiés par les organes multilatéraux à l'échelon des pays, le rapport sur la coopération pour le développement devrait jouer un rôle important dans la coordination et l'échange d'informations. On a constaté au cours de l'étude que les points de vue variaient considérablement quant à son utilité sous sa forme actuelle. Certains donateurs l'ont trouvé intéressant dans l'ensemble car il regroupe dans un même document les engagements et les versements de la quasi-totalité d'entre eux. D'autres ont déclaré qu'il était difficile aux donateurs de donner des renseignements utiles en raison de problèmes de méthode, comme l'illustre l'extrait ci-après tiré d'une étude de cas :

"Les problèmes de méthode portent sur la distinction entre le montant net et le montant brut de l'APD, les engagements et les versements, l'assistance technique et l'assistance financière, et sur la classification des activités à l'aide des codes du CAC, surtout dans les pays où l'aide ne prend généralement pas la forme de projets. Certains de ces problèmes sont inhérents à la gestion de l'aide proprement dite, d'autres à la nature des directives publiées par le Bureau de la politique et de l'évaluation du Programme du PNUD."

56. Le PNUD est en train de revoir les règles d'établissement de rapports. Etant donné que les problèmes soulevés empêchent les donateurs d'aide bilatérale de fournir des renseignements utiles pour insertion dans le rapport sur la coopération pour le développement, il faudrait organiser des consultations étroites entre le CAD et la Banque mondiale et consulter également les gouvernements des pays bénéficiaires. L'aide fournie par les organisations non gouvernementales devrait être indiquée dans le rapport. Il faudrait que l'objectif soit d'arriver à un stade où le rapport serait publié par les gouvernements avec l'aide du PNUD dans le plus grand nombre possible de pays. Il ressort des études de cas que le rapport ne peut faciliter la gestion et la coordination de l'aide qu'à condition d'être amélioré substantiellement, grâce notamment aux techniques informatiques, comme cela s'est fait dans l'un des pays intéressés.

2. Réunions de coordination entre les organismes des Nations Unies

57. Dans les pays où il avait été procédé à des études de cas, la coordination au sein du système des Nations Unies était opérée par des moyens traditionnels. Les réunions des chefs des organismes des Nations Unies concernés étaient convoquées par le coordonnateur résident aux fins de l'échange d'informations sur des questions concernant les programmes et sur des questions administratives et questions connexes. Ces réunions traitaient rarement de questions de fond ou de questions opérationnelles, pour lesquelles on avait recours à d'autres procédures, notamment des réunions sectorielles ad hoc, des réunions de conseillers techniques principaux, des réunions d'examen des programmes et des arrangements spéciaux en vue d'une action commune tels que le Groupe consultatif mixte des politiques.

58. Le rôle du coordonnateur résident dépendait principalement de trois facteurs : l'étendue du contrôle qu'il exerçait sur le financement, la qualité de ses relations avec le gouvernement et ses relations personnelles avec les chefs des

/...

organismes des Nations Unies. La coordination des activités financées par le PNUD posait peu de problèmes au niveau du coordonnateur résident. Il en allait de même pour le FNUAP et le PAM qui étaient représentés par le coordonnateur résident. En ce qui concerne le PAM, les nouveaux arrangements, faisant entrer en jeu un directeur des opérations (ancien représentant adjoint) ayant des responsabilités sous-régionales, risquaient dans certains cas d'aboutir à un relâchement des rapports avec le coordonnateur résident, mais cela ne serait sans doute pas un problème tant que le représentant résident du PNUD demeurerait le représentant du PAM.

59. La coordination avec le FISE et des institutions telles que la FAO, qui avaient des programmes relativement importants financés au moyen de fonds d'affectation spéciale et d'autres sources extérieures au PNUD, entraient dans une catégorie différente. Dans ces cas, le rôle du coordonnateur résident dépendait essentiellement de l'attitude du gouvernement et des relations personnelles que le coordonnateur entretenait avec les représentants de l'institution. Les études de cas avaient fait apparaître que le rôle joué par le coordonnateur résident était le plus déterminant dans les pays où il avait établi d'étroites relations de travail avec le gouvernement à un niveau élevé et avec les donateurs bilatéraux qui, faute d'assurer entre eux la coordination voulue, se trouvaient en situation de concurrence, le coordonnateur résident étant alors appelé à leur donner des informations et des orientations. Dans certains autres pays, le coordonnateur résident, grâce en partie à ses qualités de gestionnaire fortement appréciées par la communauté des donateurs, avait établi de solides relations au sein du système des Nations Unies.

60. Dans un pays, la position du coordonnateur résident avait été décrite par la mission de la façon suivante :

"Compte de ces dispositions (de coordination) bien rodées, prises tant au sein du gouvernement que par l'entremise de la Banque, il n'est pas facile de définir avec précision le rôle que devrait jouer le coordonnateur résident dans ce processus. En général, la mission a eu l'impression que la coordination de l'aide à l'échelle du système n'était actuellement pas très active et qu'on ne savait pas très bien comment elle pourrait être organisée. Bien qu'il existe certains arrangements permettant d'assurer activement la coordination entre certains des organismes du système ainsi qu'entre les divers donateurs et d'autres organismes d'aide multilatérale et bilatérale, le coordonnateur résident n'y prend part qu'exceptionnellement."

La mission ajoutait dans son rapport que :

"des réunions interorganismes sont actuellement rarement organisées, mais plusieurs représentants d'organismes ont indiqué qu'ils seraient favorables à la tenue, à intervalles réguliers, de telles réunions sous la présidence du coordonnateur résident."

61. Il ressortait à l'évidence des études de cas que le rôle et les responsabilités du coordonnateur résident devaient être définis plus clairement et avec plus de précision et être adaptés aux conditions particulières de chaque

pays. Actuellement, l'action des coordonnateurs résidents ne semblait pas être beaucoup plus déterminante que lorsqu'ils avaient la qualité de représentant résident du PNUD. Les représentants des organismes avaient accepté le fait qu'il y avait un coordonnateur résident et avaient accueilli favorablement son rôle en tant que représentant du système pour les questions d'ordre diplomatique et autres questions communes générales. Toutefois, dans la plupart des cas, ils n'avaient apparemment pas accepté le rôle de direction du coordonnateur résident pour les questions de fond et les questions opérationnelles. La position des coordonnateurs résidents était plus solide dans deux pays en raison, semble-t-il, des qualités exceptionnelles des intéressés et des relations étroites qu'ils entretenaient avec le gouvernement.

62. L'appui et l'orientation de coordonnateurs résidents dotés de responsabilités et de pouvoirs clairement définis et acceptés par les organismes et les gouvernements seraient précieux pour tous les organismes des Nations Unies. Le choix des coordonnateurs résidents revêtirait une importance particulière et leurs postes devraient être classés à un niveau élevé dans tous les pays. Cependant, la réforme dans ce sens devait être authentique et non pas superficielle comme l'était la nomination de coordonnateurs résidents dénués de pouvoirs et n'ayant pas l'appui du personnel. Elle devrait peut-être entraîner certaines modifications en ce qui concerne la représentation des organismes au niveau des pays, mais les études de cas, bien qu'elles n'aient porté que sur quelques pays, indiquaient qu'on ne saurait tolérer que la situation actuelle se perpétue.

3. Organisations non gouvernementales (ONG)

63. Dans la plupart des pays où s'étaient rendues des missions, le système des Nations Unies n'avait pas noué de liens fonctionnels avec les ONG en ce qui concerne la coordination de l'aide, bien que les ressources des ONG excèdent celles du système des Nations Unies dans plusieurs pays (selon les estimations du Comité d'aide au développement, les fonds fournis en 1986 par les ONG pour des activités liées au développement dans le monde entier avaient dépassé 3 milliards de dollars et étaient donc largement supérieurs aux ressources du système des Nations Unies). Les contacts avec les ONG étaient en général ponctuels. Celles-ci n'étaient pas invitées à participer aux réunions de coordination convoquées par le coordonnateur résident, telles que les réunions de consultation avec les donateurs, et leurs apports n'apparaissaient pas dans les rapports sur la coopération aux fins du développement.

64. Au niveau des projets, la situation était différente dans certains pays et un certain nombre d'ONG coopéraient avec des organismes des Nations Unies, en particulier le FISE, le HCR, le PAM et le FNUAP. Il faudrait que les coordonnateurs résidents envisagent, avec la collaboration des gouvernements et des organismes, la prise de dispositions pour assurer la coopération avec les ONG, qui pourraient, dans de nombreux pays, apporter une contribution très importante, notamment en ce qui concerne la promotion du rôle des femmes dans le développement. Les ONG avaient généralement leurs propres mécanismes de coordination interne au niveau des pays, et ceux-ci pourraient être reliés à ceux du système des Nations Unies. Cela serait utile étant donné la nouvelle structure des programmes de pays du PNUD, et en particulier pour l'évolution des programmes communs.

V. REPRESENTATION DES ORGANISMES

65. Le mode de représentation des organismes différait peu d'un pays à l'autre. Les organismes les plus importants, y compris le PNUD, le FISE, la FAO et l'OMS, avaient leurs propres représentants et le représentant résident du PNUD représentait de droit le PAM, le FNUAP et plusieurs des organismes techniques de moindre importance ainsi que l'Unesco et l'ONUDI. Le HCR, dans les pays où il avait un programme important, avait son propre représentant. Dans certains cas, les représentants des organismes avaient des responsabilités sous-régionales. Rien n'indiquait que d'autres organismes avaient l'intention de créer de nouveaux bureaux ou de nommer des représentants. Toutefois, dans le cas du PAM, la nomination d'un directeur des opérations, mentionnée plus haut, pourrait avoir des incidences de cette nature.

66. Les représentants des gouvernements et des donateurs bilatéraux interrogés ne s'étaient guère plaints de la prolifération des bureaux des Nations Unies, sauf dans les petits pays insulaires où l'on préférerait traiter avec un organisme central comme le PNUD plutôt qu'avec un grand nombre de bureaux extérieurs. Les ministères spécialisés étaient, pratiquement sans exception, favorables au maintien de bureaux distincts par les organismes des Nations Unies avec lesquels ils coopéraient, et les études de cas n'avaient pas fait état d'opinions différentes de la part du ministère chargé de la coordination centrale, sauf à nouveau dans le cas des tout petits pays. L'extrait ci-après du rapport d'une des missions était représentatif de l'attitude des autorités dans la plupart des pays où elles s'étaient rendues :

"La mission a aussi posé des questions qui laissaient nettement entendre que peut-être un trop grand nombre d'organismes avaient leur propre bureau dans le pays. Ni le gouvernement ni aucun des donateurs n'a réagi en faisant état d'une 'surreprésentation' ou d'une 'prolifération de bureaux'. Au contraire, comme nous l'avons déjà souligné, les deux parties estimaient qu'une plus grande visibilité du système des Nations Unies et une orientation plus marquée de sa part sur des questions, fréquemment délicates, relatives au développement seraient bienvenues. De plus, tant le gouvernement que les donateurs estimaient qu'ils avaient plus facilement accès aux organismes des Nations Unies et à l'expérience que ceux-ci avaient accumulée dans le monde entier lorsqu'ils pouvaient s'adresser à une représentation sur le terrain solidement établie."

67. Dans certains pays, les représentants du Ministère des affaires étrangères avaient exprimé une certaine insatisfaction et avaient fait état du travail administratif qu'entraînaient les nombreux bureaux des Nations Unies.

68. Dans certains pays, les représentants des donateurs bilatéraux étaient nettement favorables au regroupement des parties du système des Nations Unies s'occupant essentiellement de l'assistance technique.

69. Les missions avaient cherché à obtenir des renseignements sur le coût de la représentation des Nations Unies sur le terrain. Cela s'était avéré difficile, en partie parce que certains des bureaux ne disposaient pas sur place de ces données et ne les avaient pas reçues à temps de leur siège et en partie parce que, faute de méthodes comptables et de classement uniformes, les données provenant des divers organismes n'étaient pas compatibles et ne se prêtaient donc pas à l'analyse.

L'un des principaux organismes, suivant en cela les instructions du siège, avait refusé de donner les informations aux missions. Les chiffres provenant de deux pays montraient que le coût des bureaux locaux du système des Nations Unies représentait de 5,5 % à 6 % de la valeur totale de l'assistance fournie en 1986. Ces chiffres devaient être appréciés à la lumière de la composition de l'assistance des Nations Unies à ces pays. Par ailleurs, dans le cas de plusieurs organismes, les bureaux étaient aussi chargés d'un grand nombre d'activités de coopération non technique. Le PAM et le HCR fournissaient une aide humanitaire qui représentait de fortes sommes, mais ils avaient besoin de relativement moins de personnel pour administrer leur aide puisque c'étaient les gouvernements qui se chargeaient de la distribution et de la comptabilité. En tout état de cause, les études de cas n'avaient pas permis de dégager suffisamment de données pour procéder à un examen complet du coût de la représentation sur le terrain.

70. Tous les organismes des Nations Unies n'avaient des locaux communs que dans un pays. Dans les autres, le PNUD, le FNUAP et l'ONUDI, et dans certains cas le PAM, étaient dans le même bâtiment. En règle générale, le bureau de l'OMS se trouvait au Ministère de la santé et celui de l'Unesco au Ministère de l'éducation. Les représentants des organismes étaient partagés sur le point de savoir s'il fallait s'efforcer de trouver des locaux communs pour les organismes des Nations Unies. Ils admettaient en général qu'une telle solution présenterait des avantages, notamment la facilitation des communications et du dialogue, la centralisation des installations et le partage des services, toutes choses qui permettraient de réduire les coûts. Toutefois, elle avait aussi posé des problèmes de hiérarchie et de répartition des locaux, et la surcharge des installations communes avait parfois causé des frictions. Selon les représentants de certains organismes, des locaux communs ne faciliteraient sans doute pas la coopération avec leurs homologues des administrations nationales avec lesquels ils devaient être constamment en contact et il était préférable que leurs bureaux soient situés dans le ministère pertinent.

71. La conclusion générale a été que même si la question des locaux communs ne revêtait pas une importance ou une urgence particulière, il faudrait continuer à s'efforcer de regrouper les organismes des Nations Unies, compte tenu des économies que cela entraînerait et des avantages qui en résulteraient sur le plan de la communication et de la coopération entre ces organismes. Il n'était pas nécessaire qu'absolument tous les organismes des Nations Unies soient dans les mêmes locaux. L'objectif devait être de regrouper les organismes qui devaient coopérer étroitement pour l'exécution des programmes et la fourniture de l'aide et dont la participation à une action commune du système était particulièrement importante. Un tel rapprochement géographique aboutirait à de meilleurs résultats s'il était accompagné d'une plus grande harmonisation des procédures de gestion des divers organismes. Si certains organismes préféraient continuer d'avoir leurs bureaux ou une représentation dans un ministère, il ne fallait pas s'y opposer.

72. Un autre sujet qui touchait à la représentation des Nations Unies sur le terrain était la nécessité d'améliorer les compétences du personnel en matière de gestion. Les études de cas avaient révélé que le personnel ne comprenait pas toujours très bien les pratiques et les procédures des autres organismes du système ni leurs politiques et leurs objectifs. Des séminaires et des ateliers de formation devraient être organisés à l'intention des gestionnaires et des administrateurs de programmes des divers organismes. De telles dispositions pourraient être prises pour des groupes de pays ou dans un seul pays sous la

responsabilité du coordonnateur résident. Elles seraient utiles non seulement comme moyen de formation mais aussi pour favoriser l'esprit d'équipe et la solidarité entre le personnel des divers organismes.

73. Dans les paragraphes 47 à 64 ci-dessus, on a examiné le fonctionnement actuel et futur du système des coordonnateurs résidents et l'on a souligné la nécessité de renforcer le rôle de ces coordonnateurs grâce à un accord interorganismes pour lequel l'appui des gouvernements hôtes était essentiel. L'une des missions allait plus loin en suggérant que le coordonnateur résident devrait devenir "l'ambassadeur des Nations Unies" dans le pays. Elle a déclaré dans son rapport que "ce fonctionnaire serait le 'dépositaire de la politique du système des Nations Unies', en particulier sa politique de développement, telle qu'elle déroulait des décisions adoptées à l'échelon central par les organismes directeurs de l'Organisation des Nations Unies et des institutions et organismes spécialisés. Des pouvoirs considérables devraient lui être délégués afin de lui permettre de jouer un rôle actif dans la détermination et la recommandation des pratiques et politiques des Nations Unies en matière de développement qui convenaient le mieux aux besoins du pays. Cette attitude dynamique - qui contrastait de façon frappante avec le rôle essentiellement passif joué par les organismes des Nations Unies, en particulier le PNUD, donnerait, il fallait l'espérer, à l'"ambassadeur des Nations Unies", à condition qu'il ait la formation et les pouvoirs voulus, suffisamment de poids pour décider en accord avec le gouvernement la meilleure combinaison possible d'apports du système des Nations Unies et la destination de ces apports". Une autre mission avait suggéré un arrangement analogue qui consisterait à mettre en place, à titre expérimental, un bureau extérieur unifié pour le système des Nations Unies, dans lequel les institutions spécialisées détacheraient un coordonnateur résident ayant les compétences techniques nécessaires dans le pays ou la sous-région concerné et dont le rôle serait renforcé.

VI. DIALOGUE AVEC LES GOUVERNEMENTS SUR DES QUESTIONS CONCERNANT LES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT

74. C'était là un aspect important de l'assistance en matière de développement auquel peu d'attention avait été accordée dans les pays où s'étaient rendues les missions. Le rôle des organismes des Nations Unies à cet égard dépendait de l'attitude du gouvernement et de leur aptitude à produire des informations et des idées sur lesquelles fonder le dialogue. Dans certains pays, la formulation des politiques de développement était considérée comme une question strictement interne. A l'échelon central, la discussion des politiques et des priorités avait lieu essentiellement à l'occasion de l'élaboration des programmes de pays du PNUD et des programmes d'autres organismes finançant les programmes, tels que le FISE et le FNUAP. Dans des pays où le gouvernement et les Nations Unies avaient des relations particulièrement étroites, il y avait eu un certain dialogue, mais en règle générale, le rôle joué par le système des Nations Unies dans l'élaboration des politiques de développement avait été très limité au niveau central, bien que les conseillers du PNUD attachés aux ministères des finances et de la planification aient certainement été utiles.

75. Au niveau sectoriel, le système des Nations Unies avait été plus actif. Les organismes des Nations Unies qui avaient à faire un travail de persuasion, en particulier le FISE et le FNUAP, avaient établi d'étroites relations de travail avec plusieurs ministères sectoriels et avaient réussi à faire accepter par le

gouvernement des programmes qu'ils avaient pour mandat de préconiser et à la réalisation desquels ils devaient contribuer. Le fait que ces organismes faisaient exécuter les programmes par les gouvernements avait contribué à ce résultat. Dans le cas du FISE, un autre facteur avait été la considération dont il jouissait, en partie à cause de sa souplesse et de son efficacité et de ses propres arrangements en matière de financement, et en partie à cause du succès qu'il avait obtenu avec des projets ayant bénéficié directement à la population locale. Certains des autres organismes, tels que l'OMS et la FAO, avaient, selon les personnes interrogées dans les ministères sectoriels concernés, fourni des conseils avisés et des informations qui avaient eu une influence sur les politiques du gouvernement. Ce genre d'influence dépendait en grande partie des rapports interpersonnels et de la capacité des organismes de fournir des informations et des conseils qui présentaient une utilité directe pour le pays auquel ils s'adressaient.

76. La conclusion qu'on pouvait tirer des études de cas était qu'à l'échelon central (à l'exception du groupe de la Banque mondiale), le système des Nations Unies n'avait apporté qu'une aide limitée aux gouvernements pour la formulation de leurs politiques et priorités en matière de développement. La situation avait peu de chance de changer tant que le système des Nations Unies n'aurait pas décidé quel rôle les coordonnateurs résidents et les représentants de ses organismes devaient jouer à cet égard. Si ce rôle devait être déterminant, tant sur le plan de la coordination de l'aide que sur celui des questions de fond, les coordonnateurs résidents en poste dans des pays où étaient exécutés d'importants programmes d'aide des Nations Unies et d'aide bilatérale devraient être secondés par quelques spécialistes de la gestion du développement orientée vers l'action. Pour citer une étude de cas, "le coordonnateur résident doit être en mesure de fonder ses travaux sur des données et informations bien établies et fiables. Le renforcement de la coordination de l'aide et, partant, le rôle de direction du coordonnateur résident dépendent donc dans une large mesure du renforcement des capacités analytiques et de l'orientation des bureaux du PNUD sur le terrain ainsi que de celles des bureaux des organismes dans le pays."

VII. L'INFORMATION CONCERNANT LE DEVELOPPEMENT

77. Les études de cas avaient montré que le système des Nations Unies n'était pas efficace pour la fourniture aux gouvernements et aux donateurs des informations voulues pour résoudre les problèmes et formuler les politiques de développement. Cette tâche devenait de plus en plus importante au fur et à mesure que les pays en développement constituaient leurs propres systèmes techniques et de gestion capables d'utiliser les informations et l'expérience accumulées dans le monde entier. Pour citer l'une des études de cas, "au fur et à mesure que les pays renforceront leurs capacités nationales, la notion même d'assistance technique devra évoluer et on devra progressivement passer du transfert de connaissances et compétences spécifiques à la coopération technique et à l'appui à la gestion du développement".

78. Actuellement, les activités d'information spécialisée étaient menées au coup par coup. Certains bureaux extérieurs avaient constitué des bibliothèques et faisaient parvenir des rapports et des publications aux ministères techniques. Ils essayaient de répondre aussi rapidement que possible aux demandes, émanant des ministères, d'informations nécessaires pour l'élaboration des politiques et pour résoudre des problèmes spécifiques, mais cela leur coûtait généralement de longues

et laborieuses recherches et une correspondance nourrie avec le siège ou des bureaux régionaux, même lorsqu'il s'agissait uniquement de trouver des rapports établis par des experts ou des fonctionnaires d'organismes des Nations Unies. Selon les personnes interrogées, ce travail d'information se faisait de façon relativement satisfaisante dans le cas de certains organismes, mais l'opinion générale était que le transfert d'informations était sporadique et lent et présentait de nombreuses lacunes.

79. Il fallait établir au niveau des pays un système d'information au service du développement accessible aux gouvernements, aux organismes des Nations Unies, aux ONG et aux donateurs bilatéraux. Pour ce faire, on pourrait avoir recours aux centres d'information des Nations Unies, qui étaient actuellement placés sous l'autorité des coordonnateurs résidents, mais cela nécessiterait une réorganisation complète des centres d'information qui devraient abandonner le rôle passif et, dans bien des cas, presque inexistant qu'ils avaient actuellement pour s'orienter vers une approche active et dynamique de la diffusion de l'information. Une autre solution serait que les organismes des Nations Unies mettent en place collectivement un service d'information aux fins du développement, du moins dans les grands pays. Cela nécessiterait probablement un système informatisé de stockage et de recherche de l'information. Dans l'un des pays visités, le FISE avait mis en place une "mémoire institutionnelle" informatisée pour ses propres besoins. L'objectif devrait être d'encourager les gouvernements à mettre en place leur propre service d'information aux fins du développement, qui serait également mis à la disposition de la communauté des donateurs.

80. Au niveau international, plusieurs organismes des Nations Unies avaient mis en place d'importants services de documentation qui fournissaient des informations fondées sur leurs propres recherches et sur les travaux réalisés dans des universités et des instituts de recherche du monde entier. Certains avaient établi des systèmes et des bases de données spécialisés, tels que IRIS (OIT), AGRIS (FAO), UNISIS (ONU), INFOCLIMA (OMM) et UNRISD (ONU). La Banque mondiale et certains donateurs bilatéraux avaient établi d'importants systèmes d'information informatisés et d'autres étaient sur le point de le faire. Les gouvernements et les donateurs devraient avoir la possibilité d'avoir accès à ces sources d'information grâce à l'établissement de liens entre les systèmes d'information établis au niveau des pays et les bases de données internationales. C'était là une question très importante qui exigeait une action collective de la part des organismes des Nations Unies.

81. Sur un point connexe, une mission avait indiqué que les activités opérationnelles des Nations Unies étaient peu prisées du public dans la région concernée et que cela posait aux gouvernements des difficultés d'ordre pratique et politique dont les moindres n'étaient pas de mobiliser l'appui du public pour les Nations Unies et d'obtenir des crédits. La mission avait recommandé d'accroître l'effort de publicité au niveau des bureaux extérieurs du PNUD et des autres organismes, en mettant l'accent sur les formes pratiques d'assistance et en mettant en relief les aspects présentant un intérêt sur le plan humain. L'objectif serait de faire prendre conscience au public des aspects positifs des activités des Nations Unies.

VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

82. Les conclusions et recommandations qui suivent sont fondées sur des rapports établis à la suite des études de cas réalisées dans certains pays, des échanges de vues avec des responsables gouvernementaux et des fonctionnaires du système des Nations Unies en poste dans ces pays visités, ainsi que des rapports pertinents publiés par des organismes des Nations Unies. Il est parfaitement possible que, dans d'autres pays, le système des Nations Unies fonctionne autrement et dicterait des conclusions et recommandations quelque peu différentes. Celles qui sont présentées ici pourront néanmoins être utiles pour l'examen des orientations des activités opérationnelles pour le développement demandé dans la résolution 1986/74 du Conseil économique et social et approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 41/171 :

a) Les gouvernements consultés ont estimé que l'importance de l'aide apportée par les organismes des Nations Unies était largement supérieure à la valeur qu'elle représentait dans le volume total des flux d'aide. Pour en apprécier la valeur réelle, il fallait prendre en compte son caractère multilatéral et apolitique, la position impartiale des organismes des Nations Unies en tant que partenaires d'aide, l'expérience mondiale du développement acquise par ces organismes, et le fait que cette aide est apportée à titre gracieux;

b) Les gouvernements et les organismes d'aide ont régulièrement souligné combien il était important, pour que des ressources limitées aient l'effet maximal, qu'à l'échelon des pays l'action des organismes des Nations Unies soit celle d'un système cohérent. Il faut donc poursuivre les efforts pour que les activités opérationnelles du système des Nations Unies soient plus intégrées encore, grâce à la programmation commune et à d'autres méthodes tirant le meilleur parti des complémentarités du système. La méthode de programmation préconisée par le Groupe consultatif mixte des politiques, même si elle n'en est qu'au stade expérimental, semble prometteuse, et devrait continuer d'être appliquée, non seulement en raison de sa valeur propre puisqu'elle permet de mettre en commun les ressources techniques et financières, mais aussi parce qu'elle encourage une véritable coordination interinstitutions à la base;

c) Le rôle de chef d'équipe et les responsabilités opérationnelles des coordonnateurs résidents, ainsi que la manière dont ils se traduisent dans la pratique, devraient être définis plus exactement dans le cadre d'un accord interinstitutions. Il faudrait que les coordonnateurs résidents disposent de l'autorité voulue pour diriger les activités, afin de maximiser les effets globaux du système des Nations Unies. Dans les pays où il existe des programmes importants, des Nations Unies comme bilatéraux, la fonction de coordonnateur résident devrait être distincte de celle de représentant résident du PNUD : il faudrait que dans ces pays le coordonnateur résident dispose de l'appui technique d'une petite équipe expérimentée de spécialistes de la gestion du développement. On pourrait tenter l'expérience en transférant sur le terrain quelques membres du personnel de l'ONU et des institutions. Si les institutions s'accordent en ce sens sur le rôle futur du coordonnateur résident, il devrait être possible de regrouper les bureaux des institutions sous la direction de ce dernier lorsque les

circonstances s'y prêtent. Il serait indispensable de rechercher pour ce type d'arrangements l'appui du gouvernement du pays d'accueil, dont l'attitude vis-à-vis du rôle du coordonnateur résident en détermine en grande partie le succès ou l'échec;

d) Pour aider à appliquer plus largement les méthodes de programmation commune, il faudrait décentraliser la gestion des activités opérationnelles et harmoniser peu à peu, dans la mesure du possible, les procédures des différentes institutions, notamment cycle de programmation, descriptifs de projets, règlements financiers et délégation des pouvoirs de décision aux représentants sur le terrain. Il est important que le Directeur général et les organes de coordination interinstitutions, notamment le Comité consultatif pour les questions de fond (activités opérationnelles), examinent la question;

e) Il faudrait que soient définies plus clairement les méthodes de programmation. Il faudrait privilégier la programmation sectorielle, sous-sectorielle et thématique plutôt que la méthode de programmation projet par projet. Les institutions pourraient alors coopérer plus largement, ce qui aurait un effet bénéfique sur les investissements de source bilatérale et ceux des institutions d'aide financière. A l'échelon des projets, il faudrait se préoccuper davantage de projets susceptibles d'attirer des investissements de sources d'aide extérieure. Dans la plupart des pays, tout plaide en faveur d'une concentration des fonds du système des Nations Unies sur un nombre limité de secteurs et programmes prioritaires, plutôt que d'un financement ponctuel. Le renforcement de l'autosuffisance mérite une attention particulière;

f) Il faudrait que la notion même d'assistance technique et les modalités correspondantes soient continuellement gardées à l'étude, afin que les activités opérationnelles des organismes des Nations Unies conservent tout leur intérêt, et puissent être adaptées selon l'évolution de la situation. Il semble qu'à l'heure actuelle, ce soit pour la gestion du développement, plutôt que pour le transfert de connaissances techniques spécialisées, que les pays les plus avancés, à mesure que croît leur potentiel, recherchent l'aide du système des Nations Unies. Dans les pays les plus pauvres et les moins développés, les activités opérationnelles restent essentiellement de type classique dans la plupart de ces secteurs (conseillers, consultants, matériel et formation). On peut se demander s'il ne faudrait pas réexaminer les critères d'attribution des ressources du PNUD, de manière à en consacrer une part beaucoup plus importante qu'actuellement aux pays les plus pauvres et les moins développés (notamment les petits pays insulaires vulnérables) et d'en maximiser ainsi les effets. L'évolution progressive des besoins des pays en développement les plus avancés, l'importance croissante, en matière d'assistance technique, du groupe de la Banque mondiale (désormais plus de trois fois le volume de l'assistance du PNUD), pourraient inciter à concentrer les ressources très limitées du PNUD sur le petit nombre de pays où l'aide au développement est le plus nécessaire;

g) Il faudrait se préoccuper davantage de renforcer le rôle du PNUD en tant qu'institution centrale de financement. Pour cela, les donateurs devraient être invités à confier au PNUD, dans la mesure du possible, leurs fonds d'affectation spéciale. Il n'y aurait pas lieu d'inclure dans ces arrangements les "institutions de plaidoyer" telles que le FISE, où existent depuis longtemps des formes de programmation de fonds d'affectation spéciale expressément réservés aux objectifs que ces institutions poursuivent. Il y a certes des cas où il est souhaitable que

des fonds d'affectation spéciale soient confiés à des institutions spécialisées pour assurer la complémentarité des ressources, et parfois pour des raisons purement pratiques et techniques, mais il ne faudrait pas que pour autant le PNUD cesse d'être le principal organisme de financement des activités opérationnelles des Nations Unies;

h) Le PNUD serait plus efficace à l'échelon des pays s'il était plus décentralisé. Il faudrait pour cela commencer par relever le montant maximum (400 000 dollars) des projets que les représentants résidents sont autorisés à approuver, en tenant compte de l'importance du CIP et des autres ressources du PNUD. Le but serait finalement d'abolir ce plafond pour certains cas bien choisis et dans la limite des programmes de pays approuvés, afin que le siège du PNUD puisse se consacrer à la mobilisation des ressources, au contrôle, à l'évaluation et à l'appui administratif aux représentants résidents;

i) Le programme de pays du PNUD n'a pas par le passé répondu à ce qu'en attendait le Conseil d'administration, c'est-à-dire "un cadre de référence pour toutes les sources d'assistance technique du système des Nations Unies". Les nouvelles instructions publiées pour le quatrième cycle de programmation, et applicables à partir de 1986, contiennent des innovations importantes qui devraient, si les gouvernements les acceptent, permettre une programmation par pays beaucoup plus large, prenant en compte l'utilisation non seulement du CIP, mais également des autres sources effectives et éventuelles d'aide au gouvernement du pays bénéficiaire, notamment le financement parallèle venu de donateurs bilatéraux et des autres donateurs multilatéraux, ainsi que des organisations non gouvernementales. Pour établir, mettre à jour et appliquer ce type de programme de pays, il faudra une participation beaucoup plus active et précise que par le passé des organismes des Nations Unies, notamment de ceux qui sont indispensables à la programmation commune (Groupe consultatif mixte des politiques). Il reste à voir si le nouveau type de programmes de pays s'avérera assez utile dans tous les pays pour justifier la dépense de temps et de ressources en personnel nécessaire pour les établir, ou s'il ne serait pas préférable de donner aux coordonnateurs résidents et aux représentants des institutions plus de latitude pour définir avec le gouvernement le type de programme le mieux adapté à la situation de chaque pays. Si les méthodes de programmation commune se généralisaient dans le système des Nations Unies, on pourrait être amené à envisager des descriptifs d'un genre différent, qui procéderaient du programme et non pas des projets;

j) Dans bien des pays, la Banque mondiale et les banques régionales deviennent une source d'assistance technique de plus en plus importante. Il faudrait envisager une collaboration plus étroite entre ces différentes sources multilatérales d'assistance financière et les organismes des Nations Unies, notamment pour ce qui est de l'évaluation des besoins d'assistance technique, tant globale que pour des secteurs précis;

k) Il faudrait améliorer la capacité du système des Nations Unies en matière d'analyse à l'échelon des pays, notamment par des réaffectations de personnel technique. Il s'agit tout particulièrement des études approfondies, sectorielles, intersectorielles et thématiques dont on a besoin pour la programmation et la coordination de l'aide. La direction de ces travaux à l'échelle du système serait confiée aux coordonnateurs résidents, assistés par des membres du personnel des différents organismes et au besoin des consultants;

l) Pour les questions d'orientation du développement, il faudrait que la concertation avec les gouvernements soit plus active. On pourrait y arriver en renforçant le rôle des coordonnateurs résidents de la manière suggérée plus haut, et en leur permettant de faire appel à l'ensemble du système pour étayer leur activité. Les organismes ont là un rôle important à jouer, et il serait essentiel qu'un consensus se dégage sur la question entre les organismes des Nations Unies à l'échelon du siège;

m) Il faudrait améliorer grandement le courant d'information sur le développement vers les services extérieurs. Cela revêt d'autant plus d'importance que, dans bien des pays, la notion d'assistance technique est en mutation : de transfert de connaissances techniques spécifiques, elle devient, dans les pays parvenus à un stade plus avancé de développement, collaboration technique et appui à la gestion. Il y a là une question que les organismes des Nations Unies devrait examiner d'urgence, afin que, grâce aux techniques informatiques modernes, gouvernements et donateurs accèdent aisément à l'information;

n) Les organismes des Nations Unies devraient apporter le plus d'aide possible aux gouvernements pour renforcer leur rôle de coordonnateurs de l'aide extérieure. Il est certain que l'on peut aider à rendre plus cohérente l'action des organismes des Nations Unies en tenant régulièrement des consultations mixtes de programmation et par d'autres méthodes "naturelles" de coordination (par opposition à la coordination par exhortations des organes directeurs). Mais la coordination ne sera efficace que si elle est exigée sans ambiguïté par des gouvernements capables de la traduire dans la pratique;

o) Les organisations non gouvernementales disposent de ressources largement supérieures à celles des organismes des Nations Unies. Avec l'accord des gouvernements, elles devraient participer aux arrangements de coordination de l'aide, et être invitées à prendre part à la programmation commune et à l'exécution des projets, notamment dans les secteurs sociaux;

p) Pour ce qui est de la représentation des organismes, les différentes missions d'étude de cas n'ont pas livré de conclusions tranchées. Les responsables gouvernementaux et le personnel des institutions étaient largement favorables au maintien de la configuration existante des bureaux et des représentations sur le terrain. Toutefois, certains gouvernements de pays insulaires et certains représentants de donateurs bilatéraux donnaient une nette préférence au regroupement, à l'échelon des pays, de certaines parties du système des Nations Unies, notamment des organismes d'assistance technique. Il est évident que le manque de précision du statut des coordonnateurs résidents n'était pas étranger à ces différences d'appréciation. Les choses peuvent changer si l'on renforce le rôle de ces derniers. Pour ce qui est de locaux communs, les études de cas permettaient de conclure que, s'il pouvait être intéressant de grouper des bureaux au maximum, il ne s'agissait pas, d'un point de vue opérationnel, d'un aspect très important. Toutefois, il faudrait maintenir comme objectif le regroupement en locaux communs, notamment pour des raisons d'économie.

Appendice I

Directives concernant les études de cas sur la gestion des activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement

I. Généralités

Au paragraphe 22 de l'annexe à sa résolution 42/171, relative à l'examen des orientations des activités opérationnelles, l'Assemblée générale a invité le Directeur général "... avec l'appui de ressources extra-budgétaires, à mener dans un ou plusieurs pays, avec l'accord et la coopération des gouvernements intéressés, des études de cas sur la gestion des activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement, compte tenu de la situation spécifique de chaque pays".

Le but essentiel des études de cas est de donner une vue d'ensemble de la gestion des activités opérationnelles dans certains pays, d'en faire ressortir les principaux aspects positifs ainsi que les principales difficultés et de déboucher sur des recommandations concrètes, qui entreront dans l'effort en cours visant l'amélioration des résultats du système des Nations Unies en matière d'activités opérationnelles.

II. Méthodes générales et choix des pays visés par les études de cas

Comme il est dit de manière plus détaillée plus loin à la section III, les études de cas devraient être d'orientation pratique, exposer la manière dont les activités opérationnelles du système des Nations Unies sont planifiées, financées, exécutées et évaluées, et donner également une idée de leur volume et de leur importance relative dans l'ensemble de l'assistance apportée. Il faudrait également qu'y soient décrites la manière dont les organismes des Nations Unies sont représentés sur place dans le pays, les modalités de coopération et de coordination entre ces bureaux extérieurs et avec le Gouvernement, ainsi que leur situation géographique par rapport les uns aux autres et par rapport aux organismes gouvernementaux.

Les études de cas devraient faire ressortir les caractéristiques particulières de l'aide multilatérale apportée par l'intermédiaire du système des Nations Unies et les problèmes ou les difficultés que pose cette aide aux pays bénéficiaires et aux organes qui y participent. Elles devraient rendre compte également de l'évolution récente des modalités d'exécution (exécution par le Gouvernement, utilisation de spécialistes nationaux, de consultants pour des périodes de courte durée, utilisation de volontaires, coopération avec des organisations et institutions non gouvernementales).

Il est indispensable d'avoir des informations sur l'ampleur et la nature des activités opérationnelles du système des Nations Unies fondées sur une description précise des activités de programmation, d'une part pour comprendre le contexte et disposer des connaissances générales nécessaires, d'autre part pour comprendre si les programmes sont menés de manière efficace et effective dans la poursuite des objectifs fixés. En conséquence, les études de cas devraient comprendre des données qualitatives et quantitatives fournies par chacun des organismes intéressés des Nations Unies, ventilées selon les critères et variables ci-après :

- a) Les différents types de coopération apportée au développement;
- b) Le principal secteur de l'économie sur lequel porte l'aide des Nations Unies;
- c) Les politiques et pratiques en usage pour la programmation, la planification, l'exécution, le suivi et l'évaluation de l'aide au développement avec le gouvernement du pays bénéficiaire et les autres participants, et notamment les procédures administratives appliquées;
- d) Le type de projets auxquels va l'assistance fournie, avec des observations sur les groupes cibles.

Les études de cas devraient comprendre une étude des principales questions d'orientation, de procédures et d'administration, ainsi que des suggestions sur la manière de rendre plus efficace et effective l'aide apportée par les organismes des Nations Unies. Elles devraient utiliser les études d'évaluation, en cours et achevées, qui ont une incidence sur l'assistance des Nations Unies pour le développement.

Les pays dont la liste suit ont été choisis pour ces études de cas (sous réserve de l'accord des gouvernements intéressés) selon les critères suivants :
 a) volume et diversité des activités opérationnelles du système des Nations Unies;
 b) types d'arrangements de coordination de l'aide; c) répartition géographique et linguistique équilibrée; d) stade de développement économique.

<u>Région</u>	<u>Pays</u>	<u>Arrangements de coordination</u>	<u>PNB par habitant (en dollars de 1984)</u>	<u>APD par habitant (en dollars de 1984)</u>
Afrique	Maroc	NC	NC	NC
	Togo	Table ronde	140	43,6
	Zimbabwe	Aucun	760	31,2
Amérique latine	Argentine	Inconnus	2 230	1,6
Asie et Pacifique	Fidji et Iles du Pacifique	NC	NC	NC
	Népal	Groupe consultatif	160	12,3
	Pakistan	Groupe consultatif	380	7,5

Note : Ce choix n'est que provisoire, il pourra être modifié selon les réactions des pays bénéficiaires et le financement disponible.

III. Mandat

Pour chaque pays, il y aura une mission composée de deux membres, chargée de réaliser les études de cas en trois semaines environ. En se fondant sur des études théoriques ainsi que des entretiens sur place avec les gouvernements intéressés, les missions résidentes des principaux donateurs bilatéraux et multilatéraux, le Coordonnateur résident des Nations Unies, les représentants des organismes des Nations Unies et les représentants locaux des organisations non gouvernementales, chacune des missions établira un rapport succinct où figureront les renseignements ci-après.

Il devrait y avoir dans chacun des rapports des données qualitatives et quantitatives fournies par les organismes des Nations Unies, et ventilées selon les principaux critères et variables ci-après.

1. Rôle et importance des activités opérationnelles du système des Nations Unies

Volume annuel de l'aide fournie au pays en question depuis 1980 par le système des Nations Unies (y compris l'aide alimentaire), par rapport à l'ensemble de l'aide publique au développement (APD) reçue par ce pays, toutes sources multilatérales et bilatérales confondues, et par rapport à l'ensemble des dépenses de développement. Noter au besoin les modifications prévues des caractéristiques de l'aide du système des Nations Unies par rapport à l'ensemble des activités de développement.

a) Répartition par secteur des flux d'aide financés par les organismes des Nations Unies, en valeur absolue et relative, selon la classification des secteurs économiques adoptée par le Comité administratif de coordination (CAC);

b) En se fondant sur les rapports des bureaux extérieurs du PNUD concernant la coopération pour le développement, description du financement provenant de chacune des sources d'aide pour toutes les activités du système des Nations Unies, y compris PNUD et fonds administrés par le PNUD, activités financées par des sources multilatérales et bilatérales, par des contributions volontaires extra-budgétaires (y compris fonds d'affectation spéciale, etc.), ainsi que contributions prélevées sur les budgets ordinaires des institutions. Noter en particulier toute modification de la proportion des différentes sources de financement au cours des dernières années, notamment en ce qui concerne l'utilisation des différents organes du système des Nations Unies comme agent d'exécution par d'autres organisations multilatérales ou par des institutions bilatérales d'aide;

c) Principales formes de coopération au développement bénéficiant d'une assistance du système des Nations Unies (avec montants absolus ou pourcentages pour chacune de ces formes);

- i) Services, y compris bourses, experts, consultants, consultants nationaux, volontaires des Nations Unies, sous-traitance et dépenses courantes;
- ii) Biens, notamment fournitures et matériels industriels, agricoles et de consommation;

iii) Biens d'équipement, par exemple fournis par le Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne ou le Fonds d'équipement des Nations Unies;

d) Volume ou part relative de l'aide accordée respectivement à des fins de développement et à des fins d'urgence;

e) Montant absolu ou pourcentage de l'aide, par type de projet (avec, là où c'est possible, les conséquences pour les groupes cibles).

Il est souhaitable que figurent également dans chaque étude de cas l'ampleur et la nature de la participation de ce pays à des activités relevant de projets mondiaux ou régionaux, et le rapport entre ces derniers et les projets nationaux.

2. Représentation locale des organismes des Nations Unies dans le pays et méthodes de travail pour l'exécution des activités de coopération technique

a) Enumérer les organismes des Nations Unies participant aux activités opérationnelles, et indiquer ceux qui sont représentés dans le pays;

b) Indiquer le coût annuel de ces représentations locales, ventilé selon les rubriques ci-après :

- Personnel (recruté sur les plans international et local);
- Coût du bureau;
- Autres frais d'appui;

c) Modification éventuelle de ces bureaux (modification de leur compétence ou des effectifs par exemple);

d) Situation géographique des bureaux de pays des organismes des Nations Unies (PNUD, institutions spécialisées, autres bureaux des Nations Unies tels que HCR, Centres d'information des Nations Unies, PAM, etc.);

e) Modalités de la coopération au développement, notamment méthodes et procédures administratives utilisées par les divers organismes des Nations Unies. Il faudra s'attacher notamment aux points ci-après :

- i) Comment est déterminé le montant des ressources mises à la disposition du pays?
- ii) Comment ces ressources sont-elles programmées?
- iii) Comment les projets sont-ils définis?
- iv) Comment les projets sont-ils élaborés, examinés et approuvés?
- v) Comment les projets sont-ils exécutés et contrôlés?

- vi) Comment sont établis les rapports sur les projets, et comment ces derniers sont-ils évalués?
- vii) Comment est-il mis fin à des projets?

f) Place et importance données lors de la conception des projets aux principes des dimensions nouvelles (recours à des spécialistes nationaux, à des volontaires, à l'exécution par le gouvernement, à la CTPD, à la formation et aux achats locaux) ainsi qu'à des thèmes particuliers (participation des femmes, protection de l'environnement, orientation vers la pauvreté); inclure si possible des exemples concrets. Mentionner les difficultés prévues à cet égard et les possibilités qui s'offrent de les résoudre.

3. Arrangements de coordination de l'aide

a) Les études de cas devraient donner un schéma, succinct mais pertinent, des arrangements en vigueur pour la coordination de l'aide, notamment moyens officiels et officieux en usage sur place (mécanismes gouvernementaux, mécanismes d'appui tels que tables rondes, groupes de coordination de l'aide, groupes consultatifs, coordonnateurs résidents, etc.), participants, fréquence des réunions et leur objet. L'essentiel est d'examiner la manière dont sont harmonisées les orientations et les activités de programmation des différents institutions et organes du système des Nations Unies;

b) Coopération quant au fond entre organismes des Nations Unies (notamment programmation commune, cycle de programmation commun et arrangements financiers communs);

c) Coopération en matière administrative, notamment rôle joué par le Bureau du PNUD pour les paiements et la comptabilité, les transports, les formalités d'approbation des experts, le choix du personnel national et les communications. Rôle du Coordonnateur résident des Nations Unies en matière de sécurité du personnel sur le terrain, et coopération entre institutions à cet égard;

d) Observations sur la manière dont les mécanismes de coordination de l'aide en usage dans le pays s'inscrivent dans l'harmonisation des activités du système des Nations Unies, compte tenu notamment des questions ci-après :

- i) Exemples de documents concernant les activités opérationnelles issus d'organismes des Nations Unies, qui sont mis en commun (ou devraient l'être) avec les organismes participant au processus de coordination et d'autres sources d'assistance, et réciproquement;
- ii) Comparabilité des données statistiques concernant les activités de coopération au développement (définitions et catégories normalisées par exemple), dans la mesure où elle a eu une incidence sur les activités à l'échelon du pays;
- iii) Composition des différents organes locaux de coordination et d'harmonisation.

4. Expérience du pays bénéficiaire en matière d'activités opérationnelles

a) Expérience et vues du gouvernement du pays bénéficiaire, en ce qui concerne sa participation aux activités opérationnelles, notamment :

- i) Participation de l'administration du pays bénéficiaire à l'élaboration des programmes et projets, notamment définition, élaboration, examen, exécution et évaluation des projets;
- ii) Degré d'utilisation, par les divers membres de la communauté des Nations Unies, du plan national du gouvernement bénéficiaire, et correspondance entre les programmes mis au point et les priorités nationales convenues;
- iii) Volume et type de ressources, administratives, financières et en nature, consacrées par le Gouvernement aux activités opérationnelles auxquelles il participe, avec des observations sur les services d'appui demandés au Gouvernement;
- iv) Utilité pour le Gouvernement des pays bénéficiaires des différents types de rapports sur les projets et d'autres études, données et documentation produites par les organes multilatéraux à l'échelon des pays;
- v) Les divers organismes des Nations Unies ont-ils réussi à fournir des avis novateurs (orientations et programmation) à l'échelon du pays, à répondre aux besoins du pays bénéficiaire, à compléter par leurs programmes ceux des autres donateurs et à susciter un financement supplémentaire d'APD;
- vi) Opinion du Gouvernement sur la qualité, la cohésion et l'efficacité des activités opérationnelles des organismes des Nations Unies, et observations sur les mesures précises et l'aide qui permettraient au Gouvernement de mieux travailler en concertation avec le système des Nations Unies;

b) Connaissance qu'ont les gouvernements et les institutions des principes des dimensions nouvelles (exécution par le Gouvernement, appel aux spécialistes nationaux, arrangements de CTPD, formation et achat locaux, par exemple) y compris, si possible, exemples concrets, difficultés éventuelles prévues et possibilité de les résoudre;

c) Opinion des gouvernements sur le rôle futur des organismes des Nations Unies dans le processus de développement. Des modifications de la gestion de ces organismes seraient-elles nécessaires à cet égard?

5. Principales questions et recommandations

On attend d'une étude de cas que, une fois étudiées dans quelques pays les questions énumérées aux quatre principales rubriques ci-dessus, elle débouche sur des conclusions, éventuellement applicables à d'autres pays, sur la gestion des activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement,

visant à rendre lesdites activités de plus en plus intéressantes pour les gouvernements des pays bénéficiaires. Les recommandations devraient en particulier avoir trait aux aspects ci-après :

a) Arrangement visant une coopération plus efficace et une meilleure intégration des efforts d'assistance entre organismes des Nations Unies, et notamment :

- i) Utilisation de la programmation par pays du PNUD comme cadre pour l'ensemble des activités opérationnelles des Nations Unies;
- ii) Evaluation commune des besoins par secteur, par programme et par projet, par exemple au moyen de missions conjointes de programmation et d'évaluation;
- iii) Rôle du Coordonnateur résident des Nations Unies en tant que chef d'équipe responsable de la coordination des activités opérationnelles du système des Nations Unies à l'échelon du pays;
- iv) Méthodes servant à faciliter la mise en commun de l'information et des opinions sur la programmation, les projets et les activités de coopération au développement;
- v) Normalisation des procédures et systèmes locaux ayant trait aux activités opérationnelles du système des Nations Unies (par exemple l'établissement des rapports);
- vi) Ressources humaines (compétence, effectifs et conditions d'emploi) dont dispose le système des Nations Unies pour s'acquitter de ses responsabilités à l'échelon des pays;
- vii) Locaux communs pour les bureaux;
- viii) Partage de services et installations administratives communs (communications, transports, reproduction, dédouanement, etc.);
- ix) Manières de favoriser la coopération plutôt que la concurrence à l'intérieur du système;

c) Relations et liens entre pays bénéficiaires et système des Nations Unies pour les activités opérationnelles :

- i) Ampleur et nature des réunions officielles (tables rondes du PNUD par exemple) et officieuses;
- ii) Domaines où un organisme des Nations Unies peut jouer un rôle unique par rapport au gouvernement bénéficiaire (HCR par exemple) et n'être pas strictement comparable à d'autres organes (de développement) des Nations Unies;

- iii) Documents utilisées à la fois par le pays bénéficiaire et le gouvernement hôte ainsi que les organisations non gouvernementales de ce pays;
- iv) Plan d'organisation des carrières, roulement périodique du personnel national entre le système des Nations Unies et le gouvernement du pays bénéficiaire, ainsi que dans d'autres organismes publics et privés.

IV. Plan de travail et calendrier

Un consultant chevronné sera désigné comme coordonnateur par le Bureau du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale; il sera chargé de planifier et de superviser les études de cas, notamment les études théoriques qui seront réalisées avant que les missions se rendent sur place. Ce consultant devra également déterminer les participants aux missions qui pourront être engagés grâce à des fonds extra-budgétaires fournis par les gouvernements intéressés. Le PNUD a accepté d'offrir à cette fin les services d'une personne au moins à titre gracieux.

Aussitôt que l'on aura arrêté définitivement la liste des pays où des missions se rendront, ce consultant devra préparer des lettres ou des câbles, qui seront signés par le Directeur général, où il sera demandé au Coordonnateur résident d'obtenir des gouvernements intéressés leur accord pour recevoir la visite de ces missions et coopérer avec elles, ainsi que pour le calendrier des visites prévues.

Les études théoriques nécessaires seront entreprises en mars-avril 1987, essentiellement à partir de la documentation générale dont on dispose au Bureau du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale et dans les bureaux régionaux du PNUD, ainsi que d'autres publications. Ces études seront réalisées avec la coopération des bureaux intéressés du PNUD et des autres organismes.

Les chefs des missions d'étude de cas se réuniront à Genève vers le milieu d'avril pour examiner avec le Coordonnateur le mandat et le plan de travail des missions, ainsi que les études théoriques et autres publications qui auront été réunies. Les missions sur le terrain auront lieu en mai-juin 1987.

Appendice II

Composition des missions

Argentine	M. Jaime Balcázar-Araníbar (chef d'équipe)
Fidji	M. l'Ambassadeur McDowell (chef d'équipe) Mme R. Khan (Bureau du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale)
Maroc	M. l'Ambassadeur Anders Forsse (chef d'équipe) M. Antonio Donini (CCI)
Népal	M. L. D'Silva (chef d'équipe)
Pakistan	M. C. Beringer (chef d'équipe) Mme I. Kaul (PNUD)
Togo	M. Emile Syts (chef d'équipe) M. Ph. Hein (CNUCED)
Zimbabwe	M. Kurt Jansson (chef d'équipe) M. Martin Mogwanja (FISE)



Assemblée générale
Conseil économique et social

Distr.
GENERALE

A/42/326/Add.2 ✓
E/1987/82/Add.2
29 octobre 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/FRANCAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-deuxième session
Point 83 a) de l'ordre du jour
ACTIVITES OPERATIONNELLES POUR LE
DEVELOPPEMENT

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL
Seconde session ordinaire de 1987
Point 14 de l'ordre du jour
ACTIVITES OPERATIONNELLES POUR LE
DEVELOPPEMENT

ACTIVITES OPERATIONNELLES DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

Note du Secrétaire général

Additif

1. L'additif 1 du rapport du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale sur les activités opérationnelles pour le développement contient le rapport sur des études de cas relatives à la gestion des activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement, présenté au Directeur général par M. Kurt Jansson, ancien Sous-Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (voir A/42/326/Add.1-E/1987/82/Add.1, annexe). Ce rapport récapitule les conclusions de plusieurs études de cas réalisées dans des pays en développement sous la responsabilité de M. Jansson, conformément au paragraphe 22 de l'annexe à la résolution 41/171 de l'Assemblée générale en date du 5 décembre 1986.

2. Le présent additif expose les vues exprimées individuellement et collectivement par plusieurs organismes des Nations Unies sur les principales conclusions formulées par M. Jansson dans son rapport (voir annexe). Vu le peu de temps dont disposaient les organismes intéressés pour examiner le rapport, certaines des vues exprimées ne sont que des observations préliminaires.

ANNEXE

Vues et observations des organismes des Nations Unies

I. ORGANISATION DES NATIONS UNIES

A. Comité consultatif pour les questions de fond
(activités opérationnelles)

1. Dans ses remarques liminaires, le représentant du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale a indiqué que le rapport sur des études de cas relatives à la gestion des activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement, établi par M. Kurt Jansson (voir A/42/326/Add.1-E/1987/82/Add.1, annexe) serait soumis à l'Assemblée générale et a encouragé les organismes des Nations Unies à présenter aussi leurs vues à l'Assemblée sur les conclusions du rapport.
2. Le rapport ayant été publié tout récemment, les membres n'ont pas pour la plupart eu le temps de l'étudier à fond. Bien que le Comité consultatif ne puisse donc formuler pour l'instant que des observations préliminaires, il estimait que les questions soulevées et les recommandations présentées offraient une base utile pour apporter des précisions sur certains points trop superficiellement traités.
3. Le Comité consultatif s'est déclaré satisfait du rapport qui arrivait à point et qui dans l'ensemble était constructif, traitant de questions fondamentales d'une manière pratique et orientée vers l'action. Il contribuait utilement aux efforts poursuivis pour revaloriser les activités opérationnelles du système des Nations Unies. Il offrait surtout une perspective pratique qui pourrait réellement aider à mieux faire comprendre la complexité des activités opérationnelles et des efforts destinés à accroître les avantages qu'en retireraient les pays en développement; il mettait également en relief l'importance cruciale des responsabilités incombant aux pays bénéficiaires (par exemple, en ce qui concerne la coordination), facteur déterminant du degré de coordination de l'aide apportée par les Nations Unies et aussi de l'aide bilatérale.
4. Le Comité espérait que les études de cas seraient rapidement mises à la disposition de ses membres car elles étaient essentielles à une meilleure compréhension des conclusions et recommandations générales contenues dans le rapport récapitulatif.
5. Le Comité a noté que les conclusions des missions étaient le résultat de visites organisées dans un nombre limité de pays au cours d'une période relativement courte. Fondée sur un échantillon des pays nécessairement restreint, l'étude ne pouvait que formuler des conclusions dont les applications seraient également restreintes. Par ailleurs, on a estimé qu'une évaluation objective serait facilitée si les données présentées étaient harmonisées avec celles qui figurent dans le rapport du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale sur les activités opérationnelles pour le développement (A/42/326-E/1987/82, annexe).

6. Bien qu'approuvant d'une manière générale l'étude réalisée, le Comité estimait que des précisions et des évaluations supplémentaires étaient nécessaires sur un certain nombre de points et de conclusions figurant dans le rapport.

7. Sur la base des observations formulées par le Comité sur les conclusions et recommandations du rapport, des suggestions précises ont été faites par souci de clarté et d'exactitude factuelle. Le Comité a été informé que ces suggestions seraient transmises au Coordonnateur des études de cas par le Bureau du Directeur général. Il a été convenu que le Comité devrait poursuivre en 1988 l'examen détaillé des questions soulevées et des recommandations présentées dans le rapport.

B. Département de la coopération technique pour le développement

8. Le rapport sur des études de cas relatives à la gestion des activités opérationnelles pour le développement du système des Nations Unies (voir A/42/326/Add.1-E/1987/82/Add.1, annexe) fournit de nouveaux renseignements utiles sur ce que pensent les gouvernements de cette question. Les conclusions et recommandations du rapport sont fondées sur un nombre limité d'études de cas. Dans les observations nécessairement brèves présentées ici, le Département de la coopération technique pour le développement souhaite faire part de ses vues sur quelques aspects ayant un lien étroit avec ses travaux et ses expériences.

1. Rôle du programme de pays du PNUD

9. Afin que le programme de pays lui-même ait un caractère plus général et serve davantage de "cadre de référence", il faudrait que les différents organismes des Nations Unies accroissent leur participation. Une plus large utilisation des pratiques et compétences techniques sectorielles de ces organismes permettrait de renforcer l'utilité du document pour la programmation et les activités opérationnelles.

10. Il est inexact d'affirmer que les organismes des Nations Unies n'ont qu'une aptitude limitée à aider les gouvernements à évaluer leurs besoins en matière d'aide au développement dans l'ensemble des secteurs. En fait, le problème est que les organismes n'ont pas beaucoup de latitude pour prendre ce genre d'initiatives et ne peuvent qu'offrir leur aide. Si les compétences techniques et les données d'expérience existantes étaient plus largement utilisées, elles permettraient de répondre aux besoins identifiés dans le rapport.

11. Il pourrait être utile de faire une distinction entre l'établissement d'un programme de pays global et la mise au point d'un plan déterminant l'utilisation des chiffres indicatifs de planification (CIP) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) dans les différents pays. Il serait ainsi possible, lors de la définition des besoins des pays et des activités de coopération technique adaptées à ces besoins, de mieux différencier les questions de programmation des mesures à prendre dans certains domaines en utilisant les fonds disponibles du PNUD. On pourrait concentrer ces mesures sur des programmes hautement prioritaires afin d'en accroître l'impact et éviter par conséquent l'éparpillement des ressources entre les éléments de nombreux programmes ayant des rangs de priorité différents.

2. Modalités des activités opérationnelles

12. Les organismes de financement devraient accélérer leur procédure d'approbation des projets afin de faciliter la prise d'initiatives en temps opportun et de hâter l'exécution des projets, ce qui ne veut aucunement dire qu'il faut sous-estimer l'importance de l'amélioration continue de la qualité de la conception des projets. Pour atteindre ces objectifs, il faudrait absolument renforcer le rôle des agents d'exécution dans la définition et la formulation des projets.

13. Parmi les propositions visant à décentraliser la prise de décisions, il faudrait étudier les mesures permettant d'accroître la rapidité et l'efficacité de l'exécution des projets par les agents d'exécution. On pourrait par exemple confier aux agents d'exécution la révision des apports nécessaires aux projets, dans le cadre des produits et objectifs convenus, qui serait entreprise en consultation avec le gouvernement et le représentant résident.

14. Pour ce qui est du recrutement du personnel chargé des projets, il convient de mieux répondre à la demande, importante et toujours croissante, de consultants pour des périodes de courte durée. Il est essentiel d'affecter rapidement les meilleurs techniciens possibles. Pour améliorer la situation dans ce domaine, il faut que les gouvernements coopèrent davantage et que le système offre des traitements et des prestations susceptibles d'attirer des personnes hautement compétentes. Si ces difficultés étaient surmontées, les fonctions des services de recrutement des organismes s'en trouveraient renforcées.

15. En ce qui concerne l'appui fourni par les organismes, il existe certainement des possibilités d'en améliorer la qualité. Cependant, le problème est surtout d'ordre financier. Les ressources allouées aux projets et les remboursements au titre de l'appui aux projets ne permettent tout simplement pas aux agents d'exécution de se rendre fréquemment dans les pays. Il convient de tenir compte des besoins en matière d'appui au moment de la formulation des projets. Les organismes devraient avoir davantage leur mot à dire à ce propos, puisque ce sont eux qui sont responsables de l'exécution efficace des projets.

16. Les investissements induits sont d'une importance considérable si l'on veut que les activités de coopération technique aient un impact plus important. Il faudrait encourager les organismes des Nations Unies à déterminer les moyens susceptibles d'attirer des investissements d'autres sources, notamment dans des secteurs productifs comme les ressources naturelles, l'industrie et l'agriculture.

3. Coordination de l'aide

17. Dans un certain nombre de pays en développement, les capacités nationales en matière de coordination de l'aide sont limitées mais peuvent être considérablement renforcées grâce à la formation du personnel, à des mesures institutionnelles et à la création de systèmes d'information. La coordination de l'aide devrait être hautement prioritaire dans les activités opérationnelles du système des Nations Unies.

/...

4. Dialogue avec les gouvernements sur des questions
concernant les politiques de développement

18. Ce dialogue pourrait être plus fructueux si les coordonnateurs résidents/représentants résidents tiraient meilleur parti des compétences et services techniques mis à leur disposition par les organismes des Nations Unies, tant au niveau central de la gestion du développement que dans les principaux secteurs organiques.

5. Représentation des organismes

19. Même s'il n'est pas forcément souhaitable de prendre d'autres mesures en matière de représentation générale, le dialogue sectoriel doit être encouragé. Si l'on en croit notamment les conclusions du rapport soulignant combien il est important de permettre aux gouvernements d'avoir plus largement accès aux capacités et aux conseils du système des Nations Unies, les organismes devraient disposer d'une plus grande liberté pour dialoguer avec les gouvernements.

C. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le
développement (CNUCED)

20. La CNUCED considère que le rapport sur des études de cas (A/42/326/Add.1-E/1987/82/Add.1, annexe) est une remarquable contribution à l'effort commun déployé pour améliorer l'efficacité du système des Nations Unies pour le développement. Tout en approuvant d'une manière générale l'ensemble des conclusions, notamment en ce qui concerne les lacunes qui doivent être corrigées, la CNUCED aurait aimé que l'on accordât une plus grande place aux exemples d'opérations exécutées avec succès par le système des Nations Unies dans les pays intéressés. Cela aurait en outre aidé à mieux faire comprendre les avantages comparatifs qu'offre le système des Nations Unies par rapport à d'autres sources de compétences ou d'assistance.

21. L'une des conclusions essentielles du rapport souligne qu'il faut améliorer sensiblement la capacité des organismes du système à mettre en commun leurs apports sectoriels au niveau national dans un cadre cohérent compatible avec la stratégie gouvernementale de développement. Le rapport montre aussi que le système des Nations Unies pour le développement n'est pas en mesure de fournir un "cadre de référence" adéquat pour les apports extérieurs au système.

22. La CNUCED pense aussi que la principale tâche du système des Nations Unies est d'aider à renforcer les capacités des gouvernements en matière de gestion du développement. Les efforts visant à améliorer la coordination des activités opérationnelles devraient être axés sur cet objectif fondamental plutôt que sur la mise au point de nouveaux arrangements et mécanismes de coordination extérieure avec ou sans la participation de sources de compétences ou de financement extérieures au système des Nations Unies.

23. Il faut veiller également à ce que les mesures visant à accroître la capacité analytique des bureaux extérieurs du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ainsi qu'il est suggéré dans le rapport, ne viennent pas se substituer au renforcement des capacités des gouvernements. En outre, la nécessité d'une participation adéquate des petits organismes opérationnels à la programmation n'a pas été suffisamment étudiée.

24. La CNUCED estime que l'on pourrait promouvoir les objectifs ayant trait à l'amélioration de la formulation des politiques de développement, à la planification du développement national et à la programmation des apports extérieurs, y compris la coopération technique de toute provenance, et la coordination de l'aide, par la mise en place de projets de planification pluridisciplinaires qui seraient, dans la plupart des cas, exécutés par les gouvernements et, en tout état de cause, pleinement intégrés au mécanisme de coordination centrale des gouvernements. Ces projets devraient tenir compte des besoins et des carences de chaque pays et offriraient un moyen de mobiliser les compétences existantes soit dans le système des Nations Unies, soit à l'extérieur. Ils pourraient avoir pour but de fournir un appui lors de l'élaboration de plans nationaux de développement et de plans sectoriels connexes, de programmes de pays pour l'assistance extérieure, y compris le PNUD, la préparation de réunions de consultation avec les donateurs, la préparation d'examens de programmes et d'ajustements périodiques.

25. La CNUCED serait heureuse de participer à ces projets à la demande des gouvernements et dans le cadre de ses compétences dans des domaines tels que l'interdépendance des économies et problèmes nationaux, en particulier les problèmes liés au commerce, aux questions monétaires et financières, et à l'interaction des politiques nationales et de la conjoncture économique externe, dans la perspective du développement.

D. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
(ONUDI)

1. Observations générales

26. De manière générale, le nombre d'études de cas figurant dans le rapport est trop restreint pour permettre des recommandations définitives. Au lieu d'entreprendre de nouvelles études de cas qui ne pourraient fournir qu'un échantillon limité, il faudrait se demander si le Comité consultatif pour les questions de fond (activités opérationnelles) ne devrait pas établir un questionnaire qui serait distribué à tous les coordonnateurs résidents, aux organismes des Nations Unies ainsi qu'à certains donateurs bilatéraux, et qui porterait sur les principales questions évoquées dans le rapport, telles que le rôle de la programmation par pays, la coordination entre les flux de l'aide multilatérale et bilatérale, le rôle des coordonnateurs résidents, les courants d'information, la décentralisation, la programmation conjointe, etc.

2. Observations concernant diverses recommandations

27. L'ONUDI souhaite présenter les observations suivantes au sujet de diverses recommandations formulées dans le rapport sur des études de cas (voir A/42/326/Add.1-E/1987/82/Add.1, annexe, par. 82) :

1) Recommandation b) : Les coordonnateurs résidents devraient appliquer un certain nombre de règles minimales dans leurs activités de coordination, comme par exemple la tenue de réunions hebdomadaires. Ces règles pourraient être examinées par le Comité consultatif pour les questions de fond (activités opérationnelles) avant d'être officialisées par le Directeur général.

- 2) Recommandation c) : L'ONUDI appuie sans réserve cette recommandation car elle renforce le rôle du représentant du système des Nations Unies.
- 3) Recommandation d) : La décentralisation sera peut-être difficile à réaliser mais l'harmonisation est de la plus haute importance. Le Comité consultatif pour les questions de fond (activités opérationnelles) devrait examiner attentivement les procédures des différentes activités opérationnelles.
- 4) Recommandation e) : Il n'existe pas de formule idéale pour établir les priorités et attirer les investissements, sinon de bonnes méthodes de programmation.
- 5) Recommandation f) : L'expérience de l'ONUDI montre que les pays avancés ont grand besoin de techniques, mais de techniques de pointe. En outre, nombre de ces pays fonctionnent sur deux types de structures et pourraient avoir besoin d'aide pour résoudre leurs problèmes structurels.
- 6) Recommandation g) : Aucun organisme ne supplante l'ONUDI dans son rôle d'organisme de financement, si ce n'est la Banque mondiale, qui occupe maintenant une place prépondérante dans de nombreux pays. L'ONUDI doute fort que la proposition tendant à inviter les donateurs à acheminer leur fonds d'affectation spéciale par l'intermédiaire du PNUD soit viable. De nombreux fonds sont créés justement parce que les donateurs souhaitent promouvoir un secteur particulier et veulent exercer un contrôle rigoureux sur l'utilisation des fonds qu'ils versent. Les fonds d'affectation sont souvent fournis à des fins spéciales ou pour assurer une plus grande visibilité aux donateurs. Les retards administratifs sont probablement moins longs lorsque la programmation des fonds est plus directe. Il est peu probable que le financement industriel privé puisse être acheminé par l'intermédiaire du PNUD.
- 7) Recommandation h) : Cette recommandation ne peut probablement pas s'appliquer aux projets régionaux et interrégionaux ni aux projets financés à l'aide de fonds d'affectation spéciale.
- 8) Recommandation i) : Les observations critiques concernant la programmation par pays méritent un examen plus approfondi. Jusqu'à présent, le processus est trop axé sur la programmation des fonds du PNUD. A l'avenir, la participation des institutions doit être élargie dès les premières phases de la programmation afin de tirer mieux parti de leurs capacités d'analyse. Cette tâche pourrait entrer dans le cadre des attributions du nouveau type de coordonnateur résident proposé dans la recommandation c).
- 9) Recommandation k) : L'ONUDI n'est pas en mesure de réaffecter dans les bureaux extérieurs son personnel déjà très réduit. Il est préférable que les études approfondies soient confiées au personnel du siège, rationnellement utilisé, suivant des priorités clairement définies telles qu'elles se dégagent du processus de programmation. L'ONUDI est toutefois favorable au renforcement de l'équipe de conseillers hors siège en matière de développement industriel, qui assureraient la liaison entre les bureaux extérieurs et le siège.

10) Recommandation m) : Le courant d'information sur le développement doit être mieux structuré en corrélation avec la programmation et un meilleur établissement des priorités, sinon on risque de fournir un grand nombre d'informations inutiles.

28. L'ONUDI approuve dans l'ensemble les recommandations sur lesquelles elle n'a pas fait d'observations. En raison de son contenu riche et sujet à controverse, le rapport doit faire l'objet d'un examen plus approfondi au sein du Comité consultatif pour les questions de fond (activités opérationnelles).

E. Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

29. Le PNUD accueille avec satisfaction le rapport sur des études de cas relatives à la gestion des activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement.

30. Il a examiné les 16 conclusions et recommandations figurant dans ce rapport (voir A/42/326/Add.1-E/1987/82/Add.1, annexe, par. 82) et, à quelques exceptions près, les a trouvées valables et pratiques, estimant qu'il faudrait leur donner suite. Il approuve ces recommandations sous réserve des quelques observations formulées ci-dessous. Certaines d'entre elles doivent faire l'objet d'un examen plus approfondi ou de nouvelles consultations, auxquels le PNUD serait heureux de participer.

31. Les recommandations ou parties de recommandation au sujet desquelles le PNUD a des objections sont examinées ci-après :

a) Dans la recommandation c), il est dit que "dans les pays où il existe des programmes importants des Nations Unies et des programmes bilatéraux, la fonction de coordonnateur résident devrait être distincte de celle de représentant résident du PNUD". Le PNUD est contre cette recommandation si elle signifie qu'une personne doit assumer les fonctions de coordonnateur résident et une autre celles de représentant résident. Il existe déjà des accords interinstitutions reprenant l'interprétation du Comité administratif de coordination (CAC) concernant les différentes résolutions de l'Assemblée générale relatives au rôle du coordonnateur résident. Les restrictions qui affaiblissent l'autorité du coordonnateur résident ou ses fonctions ont leur source dans les arrangements statutaires et structurels du système des Nations Unies mais ne sont pas, de l'avis du PNUD, liées à l'exercice desdites fonctions par le représentant résident. Toutefois, pour s'en tenir à la suggestion de M. Jansson, le PNUD est fermement convaincu que si les donateurs décidaient d'acheminer davantage de fonds par l'intermédiaire du PNUD, les fonctions de coordination au niveau des bureaux extérieurs en seraient facilitées et renforcées. D'autre part, à l'heure actuelle, la fonction de coordonnateur résident ne confère pas à ce dernier le pouvoir d'entreprendre des activités de fond. Sans fonctions opérationnelles et sans ressources financières, un coordonnateur serait presque certainement amené à opérer dans le vide.

Dans le seul cas où les fonctions de coordonnateur résident et celles de représentant résident étaient exercées par deux personnes distinctes, les résultats ont été très peu satisfaisants.

Pour ce qui est de couvrir les dépenses supplémentaires entraînées par ce type d'arrangement en procédant à des réaffectations de ressources, cette solution doit être considérée comme purement théorique étant donné que la plupart des organismes et institutions travaillent sur la base d'une croissance zéro ou avec des budgets administratifs réduits.

b) Recommandation e) : Tout en reconnaissant que les méthodes de programmation pourraient être plus clairement définies, l'idée que les fonds du système des Nations Unies devraient dans la plupart des pays être concentrés sur un nombre limité de secteurs prioritaires n'est pas confirmée par les exercices de programmation exécutés avec les gouvernements. On sait que le principe de la concentration a de nombreux partisans. Cette question n'a cessé d'être examinée et discutée par le Conseil d'administration du PNUD au cours des 17 dernières années. Il convient de signaler cependant que la concentration est proche du principe des directives imposées de l'extérieur appliqué au développement, et selon lequel des personnes extérieures - donateurs ou experts - prétendent choisir pour le gouvernement un petit nombre de secteurs prioritaires sur lesquels ils souhaitent concentrer leur aide. Si c'est cela la concentration, alors le PNUD lui préfère la méthode suivie par le Programme, qui s'efforce de travailler en collaboration avec les gouvernements pour les aider à comprendre et à peser les avantages et les inconvénients des diverses options offertes et à déterminer comment utiliser et répartir au mieux les fonds disponibles. Il convient d'examiner les besoins de chaque pays séparément et la méthode de programmation doit être fondée sur une analyse des besoins de chaque pays en matière de coopération technique, sur une évaluation des préférences des plans et des avantages comparés des donateurs (y compris le PNUD), et surtout des préférences des pays intéressés, dans le contexte de l'ensemble de ses besoins. Cette méthode peut aboutir soit à une concentration soit à une plus large répartition des fonds mais n'imposerait pas de politique préconçue en faveur de l'une ou l'autre option.

c) Recommandation f) : La proposition tendant à consacrer une part beaucoup plus importante des ressources du PNUD à un plus petit nombre de pays les plus démunis relève d'une décision politique des organes intergouvernementaux. Il convient de noter cependant que, pour les troisième et quatrième cycles de programmation, le PNUD a alloué 80 % de ses ressources aux pays à faible revenu tandis que 86 pays se sont partagé le reste, soit 20 %.

d) Recommandation h) : Le PNUD pense aussi qu'il faudrait relever le montant maximum (400 000 dollars) des projets que les représentants résidents sont autorisés à approuver; il attend la recommandation que devrait lui faire vers la fin de ce mois un groupe de travail constitué il y a environ trois mois pour étudier cette question.

e) Recommandation i) : La seule objection qu'a le PNUD au sujet de cette recommandation concerne la première phrase qui s'énonce comme suit : "Le programme de pays du PNUD n'a pas par le passé répondu à ce qu'en attendait le Conseil d'administration, c'est-à-dire un cadre de référence pour toutes les sources d'assistance technique du système des Nations Unies".

Il ne sera probablement pas possible de répondre à cette attente tant que les institutions et organismes des Nations Unies seront priés d'utiliser le programme du PNUD comme cadre de référence pour leur assistance. On a pu constater une évolution dans les diverses décisions de l'Assemblée générale à ce sujet. Après avoir décidé que le processus de programmation par pays du PNUD devait servir de cadre de référence pour les activités opérationnelles, l'Assemblée a décidé ensuite que le programme de pays lui-même devait servir de cadre de référence.

On pense que la première décision est réalisable. Elle invite d'autres organismes à suivre le processus de programmation par pays entrepris par le gouvernement bénéficiaire et le PNUD pour identifier les programmes non seulement en fonction de leurs priorités mais pour faire en sorte que l'ensemble forme un programme cohérent, viable et durable. Cette formule entraîne presque automatiquement une étroite collaboration dans l'exercice de programmation. Par contre, la proposition tendant à demander aux institutions d'utiliser le programme de pays du PNUD comme cadre de référence soulèvera nécessairement des difficultés.

32. Bien que les conclusions et recommandations reflètent le point de vue mûrement réfléchi de l'auteur du rapport et que le PNUD ait fait part de ses commentaires à ce sujet, quelques paragraphes dans le corps même du rapport ainsi que certaines de ses implications appellent des observations supplémentaires :

a) L'application de certaines conclusions du rapport à l'ensemble des opérations du système doit être envisagée avec beaucoup de prudence. Le rapport est fondé sur des études de cas menées dans sept pays seulement, qui n'ont pas été choisis par un sondage stratifié, représentatif de la situation économique et sociale qui caractérise un grand nombre de pays bénéficiant des programmes d'assistance de l'ONU.

b) Chapitre II - Rôle et importance de l'assistance fournie par le système des Nations Unies : Dans ce chapitre ainsi que dans les conclusions, le rapport souligne l'importance que les gouvernements attachent à l'assistance du système des Nations Unies, estimant que sa valeur dépasse les aspects financiers. En tant que partenaire du développement, le système des Nations Unies, avec son expérience mondiale, joue un rôle unique dans le développement en fournissant une assistance technique à fonds perdus. Si cette remarque importante est fort juste, on aurait cependant pu rédiger et structurer ce chapitre du rapport de façon à mettre en relief ces aspects de l'assistance du système des Nations Unies, et présenter ensuite les chiffres dans un meilleur contexte. Tel qu'il est présenté, le rapport donne l'impression que l'assistance fournie par le système des Nations Unies ne joue qu'un rôle modeste, voire négligeable, dans certains cas. L'importance que les donateurs et bénéficiaires attachent à l'assistance du système des Nations Unies se trouve minimisée du fait que cette assistance - tant financière que technique - est exprimée en pourcentage du volume total de l'aide publique au développement (APD).

A l'exception du groupe de la Banque mondiale, le système des Nations Unies n'est pas un bailleur de fonds. Exprimer la part du système des Nations Unies sous forme de pourcentage du volume total de l'APD, y compris l'assistance technique, donne donc une image déformée de la réalité. Pour être objectif, il conviendrait d'examiner la part du système des Nations Unies dans l'ensemble de l'assistance

technique à fonds perdus. Exprimée en pourcentage du volume total de l'assistance technique à fonds perdus, la part fournie par le système des Nations Unies à tous les pays en développement était d'environ 18,1 % en 1985.

c) Modalités des activités opérationnelles : En ce qui concerne le processus d'approbation des projets, le PNUD est surpris par la déclaration figurant dans l'un des rapports de pays, et dont la citation semble avoir été approuvée, à savoir que la création au siège du PNUD d'un comité chargé d'approuver les projets dépassant 400 000 dollars "marque une régression" et contribue à retarder les approbations. Bien au contraire, il est prouvé que la participation directe de hauts fonctionnaires a eu pour effet non seulement d'accélérer l'examen et l'approbation des projets mais également d'en améliorer nettement la conception et la qualité. Une enquête sur les propositions de projets présentées au Comité confirme que le processus s'est accéléré. Le temps qui s'écoule entre la présentation de propositions au siège et l'approbation du projet était en moyenne de 3,8 mois en février 1987. En septembre 1987, le délai moyen avait été ramené à 2,8 mois. Les projets dépassant 400 000 dollars étaient déjà présentés au siège pour approbation bien avant la création du Comité, et la comparaison des chiffres cités ci-dessus fait apparaître une réduction de 25 % des délais d'approbation.

Bien que le PNUD soit un partisan convaincu de la décentralisation des opérations et de la prise des décisions chaque fois que possible, il n'approuve pas la suggestion selon laquelle le siège ne devrait pas s'occuper de l'approbation des projets mais plutôt concentrer ses efforts sur la mobilisation des ressources, la gestion financière et le contrôle rigoureux de l'exécution des projets. Il faudrait pour cela doter chaque bureau extérieur d'un personnel aux compétences multiples, ce qui serait financièrement impossible. En effet, cela reviendrait à reconstituer dans chaque bureau extérieur la gamme de compétences qu'il est beaucoup plus économique de concentrer au siège.

S'agissant de l'analyse et de la programmation nationales de la coopération technique (NATCAP), cette formule, qui en est encore au stade expérimental, a été prévue pour 10 pays africains. Elle a déjà été mise à l'essai en Zambie, au Swaziland et en République centrafricaine. Avant de l'appliquer à d'autres pays, on a considéré qu'il était essentiel de procéder à une évaluation des résultats obtenus dans ces trois pays. L'évaluation est terminée et le PNUD est en train de réviser la méthodologie utilisée précédemment. Des opérations NATCAP seront ensuite menées non seulement dans la région africaine mais éventuellement dans d'autres régions selon les besoins spécifiques des pays intéressés.

d) Chapitre III - Modalités de l'assistance fournie par le système des Nations Unies : A. Programmation : La description de l'exercice de programmation par pays pratiqué par le PNUD met encore une fois l'accent sur l'importance relative du chiffre indicatif de planification (CIP) par rapport au montant total de l'APD. Dans la plupart des pays, l'exercice de programmation par pays du PNUD déborde largement des activités au titre du CIP. L'examen pluridisciplinaire que requièrent les divers secteurs conduit à la définition d'un programme d'une envergure supérieure au CIP. Cette capacité qu'a le Gouvernement d'utiliser la programmation comme base pour d'autres programmes d'assistance est une importante contribution du processus de programmation par pays du PNUD.

Le rapport mentionne le rôle important que joue dans certains pays le ministère chargé de la coordination centrale en ce qui concerne la préparation des programmes de pays du PNUD, et semble le comparer défavorablement aux programmes "de plaidoyer", pour reprendre les termes du rapport.

Tout l'effort d'assistance du PNUD vise à aider les gouvernements à élaborer, sur la base des meilleurs services consultatifs, un programme rationnel et cohérent de priorités. La fourniture de services consultatifs en vue d'informer les gouvernements des avantages et des inconvénients des différentes politiques possibles constitue, de l'avis du PNUD, la meilleure façon de procéder. Vendre des programmes à un gouvernement pour la simple raison que des fonds seront fournis mais sans s'assurer que les activités envisagées s'intègrent bien dans un programme de priorités, dont on connaît les dépenses renouvelables qui en résulteront, c'est précisément ce que le PNUD voudrait éviter. Dans son processus de programmation et de négociation avec les gouvernements, le PNUD se concentre de plus en plus sur les questions de fond liées aux problèmes et aux projets des pays bénéficiaires et lorsque l'Administrateur ne peut parvenir à une entente avec le gouvernement, il en réfère au Conseil d'administration.

e) Rapport sur la coopération pour le développement : On ne peut nier que des problèmes de méthode se posent pour l'établissement et la présentation du rapport. Des informations de toutes sources sont cependant nécessaires si l'on veut que le rapport couvre tous les programmes. Un groupe de travail du PNUD s'est penché sur cette question et des consultations sont actuellement en cours avec d'autres donateurs multilatéraux et bilatéraux, des représentants résidents du PNUD et d'autres organismes intéressés afin de mettre au point une méthode et une présentation uniformes pour la publication du rapport à partir de 1988.

F. Programme alimentaire mondial (PAM)

33. Le Programme alimentaire mondial (PAM) approuve les conclusions récapitulatives du Comité consultatif pour les questions de fond (activités opérationnelles) bien que, comme il fallait s'y attendre, elles soient exprimées en termes assez généraux. Les vues et les observations plus précises que le PAM souhaite communiquer visent à corriger certaines inexactitudes factuelles en ce qui concerne les activités et les arrangements administratifs pour la fourniture de l'assistance et à préciser sa position en ce qui concerne les conclusions et recommandations contenues dans le rapport.

34. Le PAM considère que dans l'ensemble, le rapport de M. Jansson (A/42/326/Add.1-E/1987/82/Add.1, annexe) est honnête et contient des conclusions concrètes. Toutefois, le PAM estime qu'il importe de noter que certaines conclusions ont été nécessairement influencées par le choix des pays sur lesquels les études ont porté. Si l'on avait inclus des pays qui ont un déficit alimentaire chronique, dont certains sont situés dans la ceinture soudano-sahélienne, ou un plus grand nombre de pays parmi les moins avancés, on aurait donné une image plus exacte de la nature et de la composition de l'assistance du système des Nations Unies pour le développement. C'est pourquoi le PAM est heureux de constater que, comme l'a indiqué M. Jansson, "de nouvelles études seront envisagées", qui viendront compléter certaines des conclusions initiales.

35. En ce qui concerne les différents chapitres du rapport, le PAM souhaite faire les observations suivantes :

- a) Chapitre II : Rôle et importance de l'assistance fournie par le système des Nations Unies
- i) Les chiffres indiqués dans ce chapitre, relatifs à la part de l'assistance fournie par chaque organisme par rapport à l'ensemble de l'assistance pour le développement fournie par le système des Nations Unies aux pays de référence, ne permettent pas de tirer de conclusions probantes. Il est probable que ces chiffres ne représentent pas la part assurée par les organismes des courants de ressources à destination de tous les pays en développement.
 - ii) Il est également indiqué dans ce chapitre que "pour certains pays, les données du PNUD englobent ... certains aspects de l'aide alimentaire, tandis que dans d'autres cas ces données ne sont pas prises en compte". Pour pouvoir établir des données de base comparables, les chiffres disponibles en ce qui concerne l'aide alimentaire doivent être présentés de manière homogène, c'est-à-dire ne pas être intégrés dans les données du PNUD.
 - iii) Dans les cas extrêmes, comme celui de l'assistance des Nations Unies consacrée à raison de 70 % à l'aide humanitaire, il serait utile d'expliquer brièvement les circonstances qui ont mené à l'octroi de cette assistance et d'indiquer par quels organismes elle a été fournie.
 - iv) En résumé, la part relative des courants de ressources fournie par certains organismes dépend, bien entendu, du stade de développement socio-économique atteint par les pays bénéficiaires et des contraintes auxquelles ils sont soumis dans ce processus. Le PAM tient à souligner à cet égard que l'essentiel de l'assistance qu'il fournit aux projets de développement (soit actuellement 84 %) va aux pays à faible revenu qui ont un déficit alimentaire. Les engagements du PAM au titre des projets de développement des pays les moins avancés ont atteint 56 % en 1986. Ces pourcentages, importants en valeur relative, le sont encore plus en valeur absolue étant donné que le PAM vient au premier rang dans le système des Nations Unies, après le Groupe de la Banque mondiale, pour ce qui est du transfert de ressources aux pays en développement.
 - v) Enfin, bien que l'ensemble de l'aide alimentaire du PAM soit fournie sous forme de dons et que les pays bénéficiaires en tirent par conséquent directement profit, d'autres activités, comme l'achat de denrées alimentaires dans les pays en développement et l'affrètement de navires leur appartenant, fournissent à ces pays des avantages indirects importants. En 1986, le PAM a acheté pour une valeur d'environ 55 millions de dollars des Etats-Unis des produits alimentaires dans les pays en développement, ce qui a contribué à leur éviter un effondrement des prix "sortie d'exploitation", à stimuler le développement de leur production vivrière et leur autosuffisance alimentaire, et qui a aussi amélioré la situation de leur balance des paiements.

b) Chapitre III : Modalités de l'assistance fournie par le système des Nations Unies

- i) En ce qui concerne la distinction entre l'approche par projets et l'approche par programmes, il est indiqué dans le rapport que "les organismes qui ont des activités de 'plaidoyer' ainsi que des groupes cibles et des objectifs acceptés, comme le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE) et le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP) et, dans une certaine mesure, le PAM, ont été en mesure d'exercer une plus grande influence que la plupart des autres organismes du système sur les décisions des gouvernements qui se répercutaient sur l'utilisation de leurs ressources. Dans ces circonstances, l'assistance s'est inscrite dans une sorte de programme au lieu d'être consacrée à des projets spécifiques, l'exécution des activités étant essentiellement confiée aux gouvernements intéressés".
- ii) Il semble utile ici d'apporter quelques éclaircissements à cette définition et quelques corrections factuelles, conformément à la terminologie utilisée pour l'aide alimentaire. Les projets de développement appuyés par le PAM sont, bien entendu, exécutés par les gouvernements bénéficiaires, mais ils sont presque toujours, et non pas dans une certaine mesure, conçus au profit de groupes de population déterminés, et dans tous les cas ils visent des objectifs précis sur lesquels le PAM et les gouvernements bénéficiaires se sont mis d'accord. Cette assistance relève d'une approche par projets et non par programmes. L'aide alimentaire fournie par le PAM consiste à fournir à des conditions de faveur des produits alimentaires qui viennent grossir les stocks locaux sans passer par des mécanismes de distribution prédéterminés, comme la fourniture de rations alimentaires quotidiennes aux nécessiteux, en vue de réaliser des objectifs précis. A titre d'exemple, un type d'aide alimentaire fournie dans le cadre d'un programme consisterait à expédier des produits alimentaires uniquement pour éviter une nouvelle détérioration de la position de la balance des paiements du pays bénéficiaire et l'aider à augmenter ses stocks alimentaires.
- c) Section A du chapitre III : Programmation
- i) Le tableau qui figure dans cette section, intitulé "Certains aspects du processus de programmation des organismes des Nations Unies", ainsi que le texte qui le précède, ne donnent pas une idée exacte de la façon dont le PAM programme les ressources qu'il fournit à l'appui des projets de développement. Il faut reconnaître que le PAM n'établit pas à l'avance de programme pour l'ensemble de l'assistance qu'il fournit aux différents pays au cours d'une certaine période. Toutefois, la durée des projets de développement appuyés par le PAM - de trois à cinq ans habituellement - assure la continuité de la fourniture de l'assistance durant cette période, les expéditions annuelles étant ajustées en fonction de la progression de l'exécution et du taux d'absorption. En outre, les projets de développement en cours bénéficient souvent d'une extension de l'assistance sur les années suivantes.

- ii) Le PAM aide à élaborer les filières de projets, ce à quoi il attache une grande importance, surtout lorsque l'on prévoit que les besoins en matière d'aide alimentaire d'un pays bénéficiaire vont probablement nettement augmenter, à la suite par exemple d'une sécheresse latente.
- iii) La programmation multisectorielle de l'assistance du PAM à un pays déterminé se fonde de plus en plus sur les examens de la planification de l'aide alimentaire par pays, dont on prévoit la réalisation progressive dans tous les pays qui reçoivent du PAM une assistance pour le développement.
- iv) Cette section, notamment les commentaires qui figurent dans la rubrique "Programmation commune" gagnerait à évoquer les mécanismes d'évaluation du PAM pour les projets en attente et pour les projets en cours. Le PAM a généralement pour politique de faire participer étroitement l'ONU et les institutions qui lui sont rattachées comme l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), l'Organisation internationale du Travail (OIT) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à l'examen de la faisabilité et des résultats effectifs des projets de développement. Cette participation étroite implique nécessairement que les projets appuyés par le PAM ne sont pas conçus ni exécutés dans le vide mais qu'ils s'intègrent dans une approche globale à l'échelle du système des Nations Unies pour fournir à un secteur ou à un groupe de bénéficiaires déterminés des éléments d'assistance cohérents et complémentaires. Une assistance complémentaire est souvent demandée au PNUD, au FISE et à d'autres organismes des Nations Unies. Les évaluations des projets appuyés par le PAM auxquels participent des experts d'autres organismes des Nations Unies aident aussi à déceler les éventuelles faiblesses dans la réalisation des objectifs des projets et à préparer les mesures correctives à prendre.
- v) Environ les trois quarts des secours d'urgence fournis par le PAM sont destinés aux réfugiés. Ces opérations de secours sont conçues et la fourniture des approvisionnements est coordonnée grâce à un dialogue permanent avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), tant au siège qu'au niveau des bureaux locaux. Dans le cas des vastes opérations d'assistance aux réfugiés, des missions d'évaluation conjointes PAM/HCR sont organisées chaque année pour examiner l'efficacité de ces opérations et évaluer les besoins futurs.
- d) Section B du chapitre III : les modalités des activités opérationnelles
- i) Outre les critiques concernant les longs délais de recrutement et parfois la médiocrité du personnel recruté sur le plan international pour exécuter des projets, la lenteur du processus d'approbation des projets est soulignée dans cette section. Le PAM et son organe directeur, le Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire, ont maintes fois examiné ce dernier point. Actuellement, le Directeur exécutif est autorisé à approuver une assistance du PAM jusqu'à concurrence de 1,5 million de dollars des Etats-Unis en tant qu'apport alimentaire à un

projet de développement (et jusqu'à concurrence de 2 millions de dollars des Etats-Unis dans le cas d'une assistance aux réfugiés). Ce mécanisme est surtout utilisé pour lancer des activités de faible ampleur mais à caractère d'urgence (les "Projets d'intervention rapide") qui, menées sans être soumises à un examen technique très poussé, peuvent être exécutées très rapidement. Il est actuellement proposé au Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire d'examiner, lors de sa session d'octobre 1987, une nouvelle procédure d'approbation selon laquelle les projets de développement seraient soumis par le secrétariat tous les trois ou quatre mois au lieu de tous les six mois comme c'est le cas actuellement.

- ii) Dans le cas des opérations d'urgence, l'évaluation des demandes d'assistance présentées au PAM est généralement faite en une semaine. Ce délai tend à être plus court pour les opérations d'urgence destinées à répondre aux besoins des victimes de catastrophes naturelles subites, l'approbation étant alors donnée en moins de 24 heures. Ces dernières années, la plupart des opérations d'urgence approuvées ont pu être exécutées immédiatement, essentiellement par prélèvement sur les stocks alimentaires disponibles.
- iii) Il est proposé dans cette section du rapport que le Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire indique "les ressources attendues par le PAM à un horizon de deux ou trois ans" pour chaque pays bénéficiaire, afin d'"harmoniser" ou de "synchroniser" l'emploi des ressources du PAM avec le cycle de programmation du PNUD. En réalité, les gouvernements bénéficiaires ont déjà une assez bonne idée du montant de l'assistance que le PAM fournira à l'appui des projets de développement, ceux-ci étant généralement conçus pour une durée de trois à cinq ans et souvent prolongée pour une période de même durée. Dans les pays les moins avancés notamment, les projets de développement sont souvent prolongés plusieurs fois. Il ne devrait donc pas être difficile, en pratique, d'"harmoniser" l'assistance du PAM avec celle du PNUD, ce qui se fait déjà dans un certain nombre de pays, notamment dans ceux pour lesquels d'autres donateurs ont reconnu l'utilité de l'aide alimentaire en tant qu'investissement dans le processus de développement.

Toutefois, il ne serait pas approprié pour une organisation comme le PAM d'officialiser cette manière de procéder comme il est proposé, car ses projets coûtent en moyenne 14 à 15 millions de dollars des Etats-Unis et chacun d'eux est approuvé individuellement par son organe directeur, le Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire du PAM. Même dans le cas de la plupart des opérations de secours d'urgence, c'est-à-dire celles qui sont destinées aux réfugiés et aux personnes déplacées, les engagements futurs sont planifiés bien à l'avance pour assurer un courant ininterrompu d'aide alimentaire à ceux qui ne pourront vraisemblablement pas retourner dans leur pays d'origine et qui continueront par conséquent d'avoir besoin d'une assistance.

Toutefois, c'est un fait que le niveau de production de divers types de denrées alimentaires dans les pays bénéficiaires fluctue souvent considérablement, notamment dans les pays d'Afrique du Sud, mais aussi dans les pays les moins avancés d'autres continents, et qu'il n'est même pas possible de faire des prévisions à cet égard six mois à l'avance. Si l'aide alimentaire était fournie toujours dans les mêmes quantités, cela pourrait empêcher certaines années les pays de faire un usage efficace de leur propre production et d'autres années, ne pas même suffire pour satisfaire leurs besoins les plus pressants. En outre, la situation des ressources du PAM, essentiellement du point de vue de la disponibilité de certains produits alimentaires, est également sujette à des fluctuations d'une année sur l'autre. Pour ces raisons, le PAM considère qu'il serait peu réaliste de conclure avec les pays bénéficiaires des accords analogues aux programmes de pays du PNUD afin de définir le montant global et la composition de l'assistance fournie par le PAM au cours d'une période donnée.

e) Section B.2 du chapitre IV : Réunions de coordination entre les organismes des Nations Unies : Il est indiqué dans le rapport qu'au PAM, l'appellation "directeur des opérations" remplace l'ancienne appellation "représentant adjoint". Ce n'est pas le cas. Les deux appellations peuvent être utilisées simultanément; la première a simplement été substituée à l'ancienne appellation "chef des opérations". On y évoque aussi les responsabilités sous-régionales de certains directeurs des opérations (dénommés directeurs régionaux) et on s'inquiète d'un éventuel relâchement des rapports avec le coordonnateur résident. Cette appréhension n'est pas du tout justifiée, car les directeurs régionaux exercent leurs fonctions en tant que tels, pour le compte du siège du PAM, en dehors du pays pour lequel ils ont été nommés directeurs des opérations et représentants adjoints du PAM.

f) Chapitre V : représentation des organismes

- i) L'avis est exprimé dans le rapport qu' dans le cas du PAM, la désignation d'un directeur des opérations "pourrait avoir des incidences" sur la nature de la représentation de cet organisme. Il est à noter que les règles générales du PAM stipulent que le PAM est représenté par le représentant résident du PAM, et que cela est toujours le cas. Le mémorandum d'accord conclu entre le PAM et le PNUD stipule que le représentant du PAM (du PNUD) a un rôle bien défini en matière de coordination des politiques, alors que le directeur des opérations assume les responsabilités opérationnelles.
- ii) Les conclusions du rapport selon lesquelles "les ministères spécialisés étaient, pratiquement sans exception, favorables au maintien de bureaux distincts par les organismes des Nations Unies avec lesquels ils coopéraient, et les études de cas n'avaient pas fait état d'opinions différentes de la part du ministère chargé de la coordination centrale", et "les représentants des gouvernements et des donateurs bilatéraux interrogés ne s'étaient guère plaints de la prolifération des bureaux des Nations Unies" sont importantes pour les délibérations interinstitutions qui auront lieu à l'avenir sur la question. La mission a également noté

à cet égard que "la question des locaux communs ne revêtait pas une importance ou une urgence particulière".

Le PAM a confirmé que, par principe, il approuvait le partage des locaux, ce qui contribue certainement à renforcer la présence du système des Nations Unies sur le terrain. Chaque fois que possible, le PAM a pris des dispositions en ce sens avec le PNUD et d'autres organismes des Nations Unies, et il partage actuellement les locaux avec d'autres organismes des Nations Unies dans 78 % des pays dans lesquels il est représenté. Le regroupement des bureaux des organismes des Nations Unies dans les lieux d'affectation où cela n'a pas été fait doit être examiné cas par cas en tenant dûment compte du coût et de l'efficacité. (A ce propos, le Groupe consultatif mixte des politiques envisage déjà de publier des directives en ce qui concerne les locaux communs et le partage de services communs, et nous avons proposé que les aspects de ces questions touchant aux politiques soient d'abord présentés à la réunion des chefs de secrétariat du Groupe consultatif mixte des politiques en février 1988, avant que des directives ne soient formulées.)

g) Chapitre VIII : Conclusions et recommandations

- i) Les conclusions et recommandations reflètent bien les constatations faites dans le corps du rapport. L'une des conclusions les plus importantes peut-être - à savoir que "les gouvernements consultés ont estimé que l'importance de l'aide apportée par les organismes des Nations Unies était largement supérieure à la valeur qu'elle représentait dans le volume total des flux d'aide" - a été mise en relief comme il le fallait puisqu'elle figure au premier alinéa des conclusions (voir par. 82 a) du rapport).
- ii) Les références au rôle du PNUD en tant qu'"institution centrale de financement" et que "principal organisme de financement des activités opérationnelles des Nations Unies" sont trop générales et doivent être relativisées par rapport aux courants de ressources assurés par les autres organismes des Nations Unies, notamment dans les domaines d'assistance au développement autres que l'assistance technique.
- iii) La recommandation qui figure à l'alinéa c) du paragraphe 82 du rapport, selon laquelle la fonction de coordonnateur résident "devrait être distincte" de celle de représentant résident du PNUD "dans les pays où il existe des programmes importants des Nations Unies comme bilatéraux", témoigne d'une manière nouvelle et peu orthodoxe d'envisager la question et mérite un examen attentif et objectif. Cela est à rapprocher d'autres références à "l'Ambassadeur des Nations Unies", ou "dépositaire de la politique du système des Nations Unies", etc., faites plus haut dans la section relative à la représentation des organismes. Le Directeur exécutif a proposé en mai 1987 au Directeur général au développement et à la coopération économique internationale et aux chefs de secrétariat du Groupe mixte consultatif des politiques que la question générale de la représentation sur le terrain soit examinée par le Groupe. Le rapport de M. Jansson souligne à juste titre l'importance de cette question. En

fait, étant donné que les recommandations touchant les politiques à suivre contenues dans le rapport ont une portée très large, il nous semble que l'ensemble de la question mériterait d'être examinée par les chefs des organisations membres du Groupe mixte consultatif des politiques lorsqu'ils se réuniront en février 1988.

II. INSTITUTIONS SPECIALISEES

G. Organisation internationale du Travail (OIT)

36. C'est pour répondre à la requête du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale, qui souhaitait que les organismes du système des Nations Unies communiquent leurs vues sur les conclusions et recommandations du rapport sur des études de cas relatives à la gestion des activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement (A/42/326/Add.1-E/1987/82/Add.1, annexe), que les observations ci-dessous sont faites. Comme l'indiquait le Directeur, il ne semble pas que des observations détaillées s'imposent à ce stade; il serait en fait impossible d'accéder à de telles exigences étant donné que le rapport du Coordonnateur n'a été distribué que tout récemment et que les rapports officiels portant sur les différentes études de cas ne sont pas encore parus.

37. Les sept études de cas constituent une contribution opportune et bienvenue aux efforts que ne cessent de déployer les différents partenaires oeuvrant pour le développement pour accroître l'utilité et l'impact des activités opérationnelles du système des Nations Unies. Elles présentent notamment, dans une perspective opérationnelle, intéressante, voire indispensable, les délibérations des organes intergouvernementaux, et pourraient aider à mieux comprendre la complexité des activités opérationnelles et à prendre des mesures concrètes pour améliorer leur efficacité et leur impact et donc à les rendre plus utiles pour les pays en développement.

38. Il convient de noter que les conclusions du rapport sont, par la force des choses, formulées en termes assez généraux, les missions ayant été de courte durée et envoyées dans un nombre restreint de pays. Les études de cas mettent nettement en relief la situation particulière de chaque pays et en fait de chaque sous-région. Ces limites, que l'on doit garder à l'esprit, n'enlèvent cependant rien à la valeur du rapport, à condition (comme il ressort implicitement des conclusions du rapport) que l'on ne tente pas de généraliser l'applicabilité des conclusions formulées, que ce soit en ce qui concerne la prétendue incapacité des gouvernements bénéficiaires à s'acquitter de leurs fonctions de coordination ou à propos de certaines responsabilités des organismes des Nations Unies.

39. Le rapport semble porter principalement sur les entités du système des Nations Unies. Il examine également certains aspects des fonctions spécifiques dont s'acquittent les organismes du système au Siège ou dans les bureaux régionaux sans que l'on ait abordé la question avec eux.

40. L'OIT prend tout particulièrement note des principales conclusions qui corroborent certaines de ses propres vues, vues qu'elle a exprimées dans les instances intergouvernementales et notamment au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale en application du paragraphe 9 de la résolution 40/211 de

l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1985 et du paragraphe 35 de l'annexe à la résolution 41/171 de l'Assemblée du 5 décembre 1986 a/. Ces vues sont notamment les suivantes :

a) Reconnaissance de la valeur des opérations du système des Nations Unies qui sont généralement acceptables; cette valeur est largement supérieure au volume de l'assistance fournie;

b) S'il adopte des approches largement coordonnées, le système, de par sa diversité, apporte une contribution substantielle et permet de promouvoir le développement;

c) Si l'on veut garantir l'utilité et l'impact des programmes d'assistance, il faut que les partenaires du développement, et en particulier les pays bénéficiaires eux-mêmes, partagent les responsabilités qui leur incombent à cet égard;

d) La responsabilité principale en matière de coordination revient aux gouvernements bénéficiaires; la mesure dans laquelle ils s'acquittent de cette responsabilité détermine le degré de coordination générale;

e) C'est la coordination par secteur à l'échelon des pays qui permet le mieux d'améliorer le degré de coordination;

f) Il convient de mieux tirer parti des connaissances et de l'expérience du système des Nations Unies si l'on veut soutenir l'effort de développement des pays bénéficiaires;

g) La situation particulière de chaque pays en développement nécessite une approche par pays.

41. La question générale de la coordination soulève un certain nombre de problèmes tant en ce qui concerne la nature des arrangements à l'échelon des pays que la façon dont les ressources du système des Nations Unies sont mobilisées pour avoir un effet optimal b/. La position de l'OIT est exposée dans ses grandes lignes dans les paragraphes 9 et 6 a) des documents A/41/374/Add.1-E/1986/109/Add.1 et E/1987/89 respectivement; en fait, le rapport sur les études de cas confirme le point de vue figurant à l'alinéa a) du paragraphe 6, selon lequel "l'analyse sectorielle fournit une base essentielle pour l'élaboration des programmes" car elle s'appuie davantage sur les travaux sectoriels et analytiques des organismes à vocation technique du système. Les études de cas confirment également qu'il existe déjà une coordination de fond importante, prenant la forme d'arrangements officiels ou spontanés. A l'avenir, les efforts visant à améliorer le niveau de coordination devraient être orientés vers la coordination par secteur d'une part et vers le renforcement des capacités des gouvernements bénéficiaires de l'autre.

42. Dans le cadre des activités visant à donner suite au rapport, il conviendrait d'examiner aussi les incidences financières du renforcement de la contribution sectorielle et analytique des organismes techniques compte tenu également du rapport sur l'impact des difficultés financières sur le système des Nations Unies et l'avenir de la coopération multilatérale qui a été présenté à l'Assemblée

générale à sa quarante-deuxième session. En fait, les difficultés financières et les problèmes qui en résultent sont des aspects qui doivent également être gardés à l'esprit lorsque l'on examinera d'autres mesures pour donner suite aux études de cas.

43. Le rôle de chef d'équipe du coordonnateur résident a été réaffirmé par l'OIT [voir le paragraphe 6 a) de la communication adressée par le Conseil d'administration en application de la résolution 41/171 de l'Assemblée générale (E/1987/89)]. L'OIT estime que, comme l'expérience l'a démontré, l'efficacité des coordonnateurs résidents dépend moins de l'élargissement de leurs mandats ou de leurs pouvoirs que de leurs compétences, de leur aptitude à représenter réellement le système dans son ensemble et donc à tirer le meilleur parti des connaissances et de l'expérience qu'ils ont acquises. Aussi l'OIT réaffirme-t-elle qu'elle appuie la proposition du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale tendant à opter pour un processus de sélection plus large. En outre, les études de cas elles-mêmes montrent que le rôle du coordonnateur résident varie selon les pays et, comme il est indiqué à l'alinéa e) du paragraphe 1 de la décision 87/11 du Conseil d'administration du PNUD, le Conseil "est fermement d'avis que la définition, au niveau des pays, des activités du coordonnateur résident, dans le cadre des résolutions 32/197 et 41/171, incombe principalement aux gouvernements hôtes" c/.

44. Pour ce qui est des questions de programmation et de cadre de référence, l'OIT a souligné l'importance d'une approche sectorielle et, comme dans d'autres domaines, le rôle central du système des Nations Unies dans le renforcement des capacités des gouvernements. Elle a donc noté avec intérêt la proposition concernant l'établissement d'un "programme indicatif du gouvernement pour l'assistance des Nations Unies". En tout état de cause, l'efficacité du cadre de référence actuel du PNUD "dépendra, ainsi qu'il est implicitement reconnu dans le Consensus, de la façon et de la mesure dont il sera tiré parti des connaissances et de l'expérience sectorielles des organisations du système, à commencer par les analyses sectorielles qui constituent un élément si important de la formulation du programme de pays" [voir E/1987/89, par. 6 b)].

45. Les conclusions des études de cas portant sur les cadres de référence appropriés ainsi que sur les types de projets, par exemple ceux susceptibles d'attirer des investissements sur lesquels pourraient se concentrer les programmes, soulèvent également des questions au sujet des recommandations relatives aux fonds d'affectation spéciale. Comme l'a fait observer le Conseil d'administration de l'OIT, "l'acheminement de ces fonds directement vers l'OIT a accru les courants d'aide multilatérale et répondu aux préoccupations et aux intérêts mutuels des donateurs et des bénéficiaires" (voir A/41/374/Add.1-E/1986/109/Add.1, par. 7) et a souvent permis d'orienter les activités vers les aspects humains et sociaux du développement qui n'attirent pas toujours d'autres sources de financement. Les fonds d'affectation spéciale ont en tout cas été utilisés dans le cadre des plans et priorités nationaux et, dans la mesure du possible, sur la base de cadres de référence plus précis. En outre, les pays qui versent des contributions aux fonds d'affectation spéciale ont récemment réaffirmé qu'ils demeuraient favorables aux arrangements existants.

46. Le rapport relatif aux études de cas mentionne le rôle de plaidoyer important de certains organismes, mais apparemment pas celui que jouent des organisations comme l'OIT à cet égard. Ce rôle, par exemple dans les domaines de l'emploi et des ressources humaines et du développement fondé sur la participation, est d'une importance fondamentale pour la formulation des programmes macro-économiques et d'aide au développement.

47. L'OIT est heureuse de constater que le rôle essentiel joué par son système de représentation sur le terrain est reconnu. Elle tient cependant à rappeler que ses bureaux extérieurs s'acquittent également de responsabilités importantes en matière de coopération non technique [voir E/1987/89, par. 6 b)]. En outre, les tâches de son personnel de coopération technique affecté dans les bureaux extérieurs ne sont qu'en partie administratives. En fait, celui-ci s'occupe essentiellement et directement de promouvoir le développement lui-même et le dialogue avec les gouvernements sur des questions telles que la main-d'oeuvre et l'emploi. L'OIT rappelle également qu'elle ne crée de bureaux extérieurs que "s'il est clairement démontré que les services nécessaires ne peuvent être assurés d'aucune autre façon également rentable. En même temps, les bureaux extérieurs ont clairement pour instruction de collaborer étroitement avec le coordonnateur résident et de ne laisser passer aucune occasion de partager des locaux et des services, comme ils le font d'ailleurs dans de nombreux pays" (*ibid.*).

48. Le rapport demande une plus grande décentralisation des activités opérationnelles et une harmonisation progressive, dans la mesure du possible, des procédures des différentes institutions. L'OIT est dotée en fait d'une structure décentralisée; toutefois, il faut évidemment que sa structure générale soit conçue de façon à faire un usage optimal des ressources humaines et autres relativement modestes dont elle dispose et à améliorer ainsi son efficacité. Sa position sur l'harmonisation des procédures est exposée à l'alinéa d) du paragraphe 6 du document E/1987/89, où il est indiqué que "la poursuite des efforts entrepris pour harmoniser les procédures opérationnelles des organismes du système (par. 23 de la résolution 41/171 de l'Assemblée) reçoit l'appui continu de l'OIT dans le cadre de divers mécanismes interorganisations auxquels l'OIT participe activement. Il convient néanmoins de trouver un équilibre entre les exigences de l'harmonisation, la diversité elle-même pouvant contribuer à l'efficacité, et reflétant d'ailleurs aussi un système qui s'occupe de domaines aussi divers que l'aide alimentaire, les programmes de vaccination, la construction de barrages, les secours d'urgence, la formation professionnelle et l'aide financière. L'accent devrait donc être mis sur la simplification. L'harmonisation et la simplification des procédures au niveau des pays ... méritent qu'on leur accorde une importance particulière".

49. Comme on l'a vu plus haut, l'OIT accueille favorablement ces études de cas, qui constituent une contribution utile aux efforts visant à améliorer l'impact et l'efficacité des activités opérationnelles du système des Nations Unies. Elle les étudiera soigneusement en vue de prendre les mesures de suivi appropriées. Elle souhaite que les organismes du système participent le plus activement possible aux mesures destinées à donner suite aux conclusions et recommandations des études de cas que le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale pourrait être prié de prendre ou dont il prendrait lui-même l'initiative. Pour que ces mesures soient utiles et efficaces, il faut que les organismes du système, et tout particulièrement leurs organes directeurs, tiennent d'étroites consultations.

H. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation
et l'agriculture (FAO)

50. Le rapport sur des études de cas relatives à la gestion des activités opérationnelles du système des Nations Unies (A/42/326/Add.1-E/1987/82/Add.1, annexe), bien que portant nécessairement sur un nombre restreint de pays, offre à l'Assemblée générale une bonne base pour examiner les activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement. Le fait que la plupart des analyses qui y sont faites s'appuient sur des observations sur le terrain en renforcent la valeur et empreint d'un réalisme opportun l'examen des questions et des problèmes importants dans ce domaine. Toutefois, en partie du fait du caractère limité des études, certaines des questions clefs soulevées appellent un examen plus détaillé avant que l'on puisse tirer des conclusions définitives.

51. Dans le cadre de l'examen du rôle et des fonctions du système au niveau opérationnel, il est reconnu dans le rapport que la situation est différente selon les pays. Il est important de tenir compte de ces différences pour déterminer comment le système peut le mieux aider les gouvernements à planifier, programmer et coordonner l'aide extérieure et les courants d'assistance. Cela exige l'adoption d'une approche pragmatique et souple pour déterminer le rôle du coordonnateur résident et la possibilité de l'adapter à la situation particulière de chaque pays. Dans la plupart des cas, la FAO a l'expérience d'une coopération constructive et efficace entre les représentants et les coordonnateurs résidents de la FAO.

52. Le rapport note à juste titre l'importance que revêtent les études et les analyses par secteur, par sous-secteur et par thème pour la programmation et la coordination de l'aide et de l'assistance pour le développement. En tant qu'institution spécialisée technique, la FAO participe activement à ces travaux non seulement à l'échelon national, mais aussi aux niveaux sous-régional, régional et mondial en traitant une large gamme de questions ressortant à l'alimentation et à l'agriculture. Un grand nombre de ces activités, dans lesquelles l'élément formation est prédominant, contribuent à renforcer l'aptitude des gouvernements à gérer le développement, aspect fondamental de l'assistance fournie par le système qui est mis en relief dans le rapport. L'une des raisons pour lesquelles le rapport semble sous-estimer l'ampleur véritable des activités des institutions des Nations Unies dans ce domaine tient peut-être au choix des pays étudiés, cinq des études de cas concernant des pays du Groupe consultatif de la Banque mondiale (où la Banque elle-même joue souvent un rôle prépondérant pour les analyses sectorielles). Il convient de noter en effet que la question du rôle de plus en plus important de la Banque mondiale dans l'assistance technique et l'assistance à la formulation des politiques fournie par le système n'est pas explicitement abordée dans le rapport.

53. Pour l'examen de la question de la décentralisation à l'échelon des pays - politique que la FAO approuve d'une manière générale - il convient de tenir dûment compte des différences de situation entre les pays et de la complexité des programmes et des projets d'assistance technique. Depuis le milieu des années 70, la FAO a pris des mesures concrètes pour décentraliser ses activités, notamment en

nommant plus de 70 représentants auxquels ont été confiées des responsabilités toujours plus importantes tant en ce qui concerne les activités opérationnelles de l'organisation que l'acheminement des apports fournis par le siège et les bureaux régionaux de la FAO et des services prévus dans le programme ordinaire aux gouvernements des pays bénéficiaires. A cet égard, le rapport reconnaît à juste titre le rôle inestimable que jouent ces représentants affectés dans les pays. Il est à noter ici que le rapport fait la part des choses en ce qui concerne d'une part les avantages du regroupement des bureaux extérieurs et d'autre part la nécessité pour les représentants de l'institution d'être proches des ministères sectoriels ou techniques qu'ils appuient.

54. En ce qui concerne la programmation, le rapport souligne bien l'importance déterminante des plans de développement nationaux et sectoriels des pays. Les institutions comme la FAO contribuent souvent dans une large mesure à l'élaboration de ces plans, qui doivent à leur tour déterminer la forme des programmes de pays du PNUD. En ce qui concerne l'établissement de ceux-ci, une participation plus active des institutions techniques ou sectorielles comme la FAO par l'intermédiaire des ministères concernés contribuerait à en renforcer l'intérêt pour l'ensemble du système.

55. La coopération avec les donateurs multibilatéraux et ceux qui versent des contributions aux fonds d'affectation spéciale a été un élément très dynamique des activités opérationnelles du système au cours des 10 dernières années. Le développement constant de ces activités et le nombre croissant de donateurs et de bénéficiaires qui y participent témoignent de la confiance qu'ont les intéressés dans les institutions comme la FAO pour l'exécution des projets prioritaires financés par des fonds d'affectation spéciale dans des domaines spécialisés. De par leur nature, les activités de la FAO financées par des fonds d'affectation spéciale concernent essentiellement les pays les moins avancés, notamment d'Afrique, et l'exécution sur le terrain des programmes d'action spéciaux de la FAO relatifs, par exemple, à l'exploitation forestière collective, au développement de la pêche, à la promotion de la femme ou à la planification de la sécurité alimentaire. Que ce soit par les voies multibilatérales ou par les pays bénéficiaires eux-mêmes, il est amplement prouvé que les ressources affectées à ces activités viennent en général compléter les ressources "centrales" fournies au PNUD. Compte tenu de ces facteurs, la FAO estime que la recommandation faite dans le rapport d'acheminer la plus grande partie, voire la totalité des fonds d'affectation spéciale par l'intermédiaire du PNUD, est prématurée et faite dans un contexte trop étroit.

56. Outre les points signalés plus haut, la FAO estime que le rapport traite une série d'autres questions et sujets intéressants qui méritent un examen attentif de la part de toutes les parties concernées par les activités opérationnelles du système pour le développement. Tout en se félicitant que ces questions soient examinées par l'Assemblée générale et d'autres instances appropriées, la FAO a l'intention de continuer à apporter, dans ce domaine, une contribution constructive et franche.

I. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco)

1. Observations de caractère général

57. Ce rapport aborde certains des aspects fondamentaux de la coopération multilatérale pour le développement sous un angle très concret et orienté vers l'action. Son étude des activités sur le terrain et l'importance qu'il accorde à la responsabilité des pays bénéficiaires en font un rapport pragmatique qui fait autorité.

58. L'importance de l'assistance fournie par le système des Nations Unies aux pays en développement pour l'élaboration des politiques et programmes opérationnels - autre que celle apportée par la Banque mondiale - a été sous-estimée à cause du choix des pays retenus pour ces études de cas, mais ce déséquilibre n'enlève rien à la valeur des autres conclusions du rapport.

2. Observations sur des points précis

a) Politique et capacité d'analyse sectorielle du système des Nations Unies

59. Le rapport réaffirme clairement un point de vue unanime, à savoir que la coordination des activités opérationnelles incombe au premier chef aux pays bénéficiaires. Cela étant, on attend des choses très diverses du rôle complémentaire du système des Nations Unies : la participation appropriée du système va de l'octroi d'une aide modeste aux ministères chargés de la coordination de l'aide à un recours très large par les pays aux mécanismes multilatéraux pour établir leurs priorités en matière de politiques et de programmes de développement, en même temps qu'aux programmes de l'ONU visant à renforcer leur autonomie. Sur les 116 pays qui reçoivent une aide multilatérale pour le développement, 32 seulement se trouvent dans cette dernière catégorie. Il s'agit surtout des pays les moins avancés d'Afrique, qui ont choisi d'avoir recours soit aux réunions de groupes consultatifs de donateurs supervisées par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), soit aux tables rondes de donateurs organisées par le PNUD pour harmoniser l'ensemble de l'aide multilatérale et bilatérale qu'ils reçoivent.

60. Le nombre de pays ayant recours aux tables rondes est à peu près le même que celui des pays ayant recours au mécanisme des groupes consultatifs. Six des études de cas résumées dans le rapport concernent des pays où ces réunions de donateurs constituent une caractéristique importante de la programmation cohérente du système des Nations Unies. Ces études ne comprennent cependant qu'un cas de programmation effectuée dans le cadre d'une table ronde supervisée par le PNUD, les cinq autres pays ayant eu recours à un groupe consultatif. Ce déséquilibre semble avoir débouché sur une surévaluation du rôle de la Banque mondiale en matière de conseils sur les politiques à suivre et d'analyse sectorielle et à une dévalorisation des contributions faites par les autres organismes des Nations Unies.

61. Une bonne partie du travail précédant l'élaboration des plans et stratégies de développement s'appuie sur les travaux de conférences régionales et sous-régionales de ministres ou experts nationaux (par exemple, conférences des ministres de la

recherche et de la technique, des ministres de l'éducation) ou sur des programmes de coopération internationale (par exemple, Commission océanographique intergouvernementale, Institut international de planification de l'éducation, etc.), qui sont au coeur des activités du programme ordinaire des organismes des Nations Unies. Cette base sur laquelle repose les "activités opérationnelles" semble ne pas avoir été prise en compte dans les études de cas. De même, l'analyse sectorielle qui sous-tend la formulation des projets, réalisée au siège des institutions des Nations Unies et dans leurs bureaux régionaux, paraît avoir été négligée.

b) Rôle du coordonnateur résident

62. Le rapport aborde de façon pragmatique un problème que l'on pourrait décrire comme un problème d'"autorité" : dans les 30 à 40 pays où l'objectif commun est de faire jouer au système des Nations Unies un rôle important dans la coordination de l'ensemble des programmes multilatéraux de développement, pourquoi est-il souvent difficile pour le coordonnateur résident de s'acquitter de cette fonction? La résolution 41/171 de l'Assemblée générale demande instamment à tous les organismes des Nations Unies de reconnaître le rôle essentiel du coordonnateur résident et laisse entendre qu'une partie du problème tient au fait que ceux-ci ne participent pas suffisamment aux processus de programmation. Dans les résolutions de leurs organes directeurs et dans leurs déclarations devant des organes tels que le Comité consultatif pour les questions de fond (activités opérationnelles), les organismes ont appuyé sans réserve ce rôle de coordination et la programmation dans le cadre de la programmation par pays du PNUD. Pour sa part, l'Unesco n'a pas manqué d'exprimer officiellement son soutien dans ces deux domaines. Cependant, comme le montre le rapport à l'étude, ces principes n'ont pas toujours été appliqués.

63. Le rapport mentionne deux obstacles principaux qui empêchent le coordonnateur résident de disposer de l'autorité dont il a besoin pour s'acquitter de ses fonctions :

a) Les fonds dont il dispose ne représentent pas une "masse critique" suffisante pour permettre une programmation intégrée. Même dans les 30 à 40 pays où les flux multilatéraux constituent une part non négligeable de l'aide totale, les fonds transitant par le PNUD ne représentent pas plus de 30 % environ du financement multilatéral destiné à la coopération technique. Même lorsque l'aide alimentaire, l'aide aux réfugiés et les prêts multilatéraux viennent s'ajouter à l'aide à la coopération technique, le pourcentage des fonds acheminés par le PNUD semble presque négligeable. Bien que le rapport laisse entendre que le contrôle direct des fonds n'est pas une condition indispensable à l'amélioration de la coordination sur le terrain, il présente plusieurs propositions visant à renforcer cet aspect du rôle du coordonnateur résident :

- i) Modifier le système des CIP afin que les pays les plus pauvres (à savoir ceux où le rôle du coordonnateur résident a le plus besoin d'être renforcé) reçoivent une part plus importante des fonds du PNUD;
- ii) Déléguer dans ces pays des pouvoirs bien plus étendus en matière d'approbation des projets et des programmes au coordonnateur résident (représentant résident);

- iii) Persuader les donateurs de confier au PNUD leurs fonds d'affectation spéciale destinés à des pays particuliers (voir les observations figurant à l'alinéa c) ci-dessous).

b) Les ressources humaines à la disposition du coordonnateur résident, notamment celles susceptibles de fournir un appui en matière d'élaboration des politiques, de planification et de programmation, se trouvent principalement au siège des organismes ou dans des bureaux extérieurs lointains et sont difficiles à mobiliser lorsqu'on en a besoin.

Le rapport aborde là ce qui, à notre avis, est à l'origine du problème de la coordination sur le terrain. La volonté de soutenir l'effort d'harmonisation des contributions du système des Nations Unies à la planification et à la programmation d'une aide multilatérale bien conçue existe, mais il s'est souvent révélé impossible de tirer parti d'une expérience, d'un savoir-faire et d'une capacité analytique dispersés dans 28 sièges centraux et plusieurs centaines de bureaux régionaux et sous-régionaux éloignés. Pour résoudre cette difficulté, le rapport propose essentiellement de détacher de tous ces bureaux centraux ou régionaux le personnel spécialisé nécessaire et de l'envoyer dans les pays qui en ont le plus besoin. Nous souhaitons appeler l'attention sur les aspects suivants d'une telle stratégie :

- i) Pour la plupart des organismes techniques des Nations Unies, il ne serait pas possible de créer des postes locaux permanents dans les 30 à 40 pays qui ont besoin d'une plus grande assistance sectorielle. Deux solutions existent cependant :
 - a. La création d'équipes spéciales interinstitutions dont la composition sectorielle varierait en fonction des besoins des pays et dont la durée du mandat serait limitée à deux ou trois mois au maximum;
 - b. Le renforcement des communications entre les bureaux extérieurs du PNUD et les institutions afin de mieux tirer parti de toutes les données analytiques disponibles lors de l'élaboration des programmes de pays et des tables rondes;
- ii) Il est à l'évidence nécessaire de renforcer le personnel des bureaux extérieurs du PNUD dans les pays où le rôle de coordination du système des Nations Unies doit être important. Il convient cependant d'éviter les doubles emplois et les chevauchements au sein du PNUD et d'avoir recours à la capacité existante du système des Nations Unies.
- c) Acheminement des fonds d'affectation spéciale par l'intermédiaire du PNUD

64. Lorsqu'il défend cette troisième solution pour renforcer la "capacité de financement" du PNUD [les autres possibilités sont décrites au paragraphe 51 a) i) et ii)], le rapport ne tient pas compte des fonds d'affectation spéciale expressément réservés aux objectifs que les institutions poursuivent, et note ensuite que de tels arrangements sont parfois nécessaires pour assurer la complémentarité des ressources. Les arrangements multilatéraux et bilatéraux mis

en place par l'Unesco ne privent pas le mécanisme de financement par CIP du PNUD de ressources à des fins générales. En répondant aux besoins techniques définis par les institutions bilatérales projet par projet, ces arrangements tiennent compte à la fois de l'aspect "plaidoyer" et de l'aspect "complémentarité". Tous les efforts sont faits pour s'assurer que la conception et la mise en oeuvre de ces projets se font en collaboration étroite avec les représentants résidents ou coordonnateurs résidents du PNUD. Nous ne voyons aucun avantage à faire transiter les fonds destinés à des projets précis par le PNUD. Bien au contraire, cette façon de procéder pourrait tout simplement compliquer et retarder l'application de cette formule qui a fait ses preuves.

d) Collaboration du système des Nations Unies avec les organisations non gouvernementales

65. Le rapport appelle l'attention sur ce qu'il qualifie de "relations généralement insuffisantes entre les organisations des Nations Unies et les ONG". Ce jugement ne reflète en aucun cas notre expérience en la matière. Pendant des décennies, l'Unesco a tiré parti de ses relations étroites avec des centaines d'organisations non gouvernementales a) pour élaborer ses plans et programmes à moyen terme et biennaux, b) pour mettre en oeuvre avec leur collaboration une grande partie de ses programmes internationaux financés à partir du budget ordinaire et c) pour concevoir et exécuter un grand nombre de projets financés à l'aide de fonds extra-budgétaires (dans des domaines aussi variés que l'amélioration de l'enseignement scientifique, les campagnes d'alphabétisation, la restauration de monuments, etc.). Une grande partie de sa capacité à trouver des experts pour mener ses activités opérationnelles provient des nombreux contacts professionnels que lui permettent d'avoir les organisations non gouvernementales.

J. Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)

66. L'OACI est parfaitement d'accord avec l'alinéa h) des conclusions et recommandations du rapport sur des études de cas relatives à la gestion des activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement (voir A/42/326/Add.1-E/1987/82/Add.1, annexe, par. 82 c), et estime 1) que la nouvelle structure créée au siège du PNUD pour l'approbation des projets a effectivement contribué à ralentir le processus d'approbation, ce qui a eu pour effet de réduire le taux d'exécution, et 2) que le montant maximum (400 000 dollars) des projets que les représentants résidents sont autorisés à approuver devrait, après être resté inchangé pendant tant d'années, être relevé à un niveau plus raisonnable. Pour le reste, l'OACI approuve d'une manière générale le texte adopté par le Comité consultatif pour les questions de fond (activités opérationnelles).

K. Organisation mondiale de la santé (OMS)

67. L'OMS approuve le texte adopté par le Comité consultatif pour les questions de fond (activités opérationnelles) et se déclare dans l'ensemble satisfaite du rapport sur des études de cas relatives à la gestion des activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement (voir A/42/326/Add.1-E/1987/82/Add.1, annexe, par. 82 c), le jugeant opportun et utile pour la poursuite des efforts visant à améliorer la collaboration au niveau opérationnel dans les différents pays.

68. L'OMS est particulièrement heureuse de constater que lors de leurs entretiens avec les représentants résidents, les membres des missions chargées des études de cas ont indiqué que les conseils judicieux et les informations fournis par les représentants de l'OMS avaient influencé les politiques gouvernementales. En outre, lorsque le coordonnateur résident entretenait d'étroites relations avec le gouvernement, tout en se montrant capable de prendre des initiatives sur des questions de fond intéressant les gouvernements, on a constaté que les relations interinstitutions étaient très solides. Le rapport indique que l'on continuera à regrouper dans des locaux communs les bureaux extérieurs des organismes, mais que si certains organismes préféreraient continuer d'avoir leurs bureaux dans les ministères spécialisés il ne fallait pas s'y opposer.

69. Il est permis de penser que l'analyse continue, les mises au point et l'évaluation dont les recommandations présentées feront l'objet contribueront à mieux faire comprendre les politiques et réalisations sectorielles (par exemple le rôle de l'OMS en matière de plaidoyer et d'analyse au niveau des pays), et serviront ainsi de base à des activités conjointes à l'échelon national.

L. Union postale universelle (UPU)

70. Les conclusions et recommandations du rapport de M. Jansson (voir A/42/326/Add.1-E/1987/82/Add.1, annexe, par. 82) appellent les commentaires suivants de la part de l'Union postale universelle :

1. Programmation coordonnée

71. L'UPU ne voit aucun inconvénient à ce que les organisations ayant des activités de caractère complémentaire adoptent des pratiques de programmation coordonnée en vue d'un système cohérent et harmonieux au niveau des pays. En ce qui concerne l'UPU, étant donné le caractère spécifique de ses activités, il n'y a pas de risque de double emploi avec d'autres institutions. Cependant, une programmation coordonnée pourrait être envisagée entre l'UPU et l'UIT dans le domaine de la formation au sein des écoles nationales des postes et télécommunications.

2. Rôle des coordonnateurs résidents

72. Du fait que l'UPU ne dispose pas de bureaux régionaux, elle considère essentiel d'accroître le rôle des coordonnateurs résidents.

3. Financement des activités d'assistance technique

73. Compte tenu de la nature des activités d'assistance technique de l'UPU, il est difficile d'obtenir le financement d'autres sources extérieures que le PNUD. Le PNUD devant rester la source principale de financement des activités d'assistance technique postale, il importe de maintenir le caractère universel de la coopération au lieu de limiter l'aide à un petit nombre de pays.

4. Approbation de projets par les représentants résidents

74. L'UPU est favorable à l'idée d'accorder plus d'autonomie aux représentants résidents et d'augmenter le montant de 400 000 dollars des Etats-Unis actuellement prévu comme plafond pour les projets pouvant être approuvés par le représentant résident.

5. Programme de pays du PNUD en tant que "cadre de référence pour toutes sources d'assistance technique du système des Nations Unies"

75. L'UPU est d'accord avec la nouvelle approche qui consiste à inclure dans le programme de pays, en plus de l'utilisation du CIP, celle d'autres sources. Cela suppose que toutes les parties concernées seront systématiquement consultées à temps pour qu'elles puissent participer dès le début de l'exercice de programmation.

6. Renforcement de la capacité du système des Nations Unies dans le travail analytique au niveau de pays

76. Dans le cadre du projet interrégional et au titre des ressources propres de l'UPU, des missions de consultants sont ou seront effectuées dans les pays afin d'analyser la situation des services postaux et de déterminer les besoins d'assistance technique. Il est souhaitable que les coordonnateurs résidents ou représentants résidents collaborent plus étroitement avec l'UPU dans ce domaine.

7. Diffusion des informations

77. L'UPU est consciente de la nécessité d'améliorer le système d'information. Elle envisage de moderniser le matériel d'information qu'elle mettra à la disposition des gouvernements et des donateurs. Il est souhaitable que les bureaux des représentants résidents/coordonnateurs résidents coordonnent la diffusion des informations, en collaboration avec les centres d'information des Nations Unies.

M. Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)

78. Le rapport soulève une multitude de points importants et complexes qui méritent de retenir l'attention. L'OMPI approuve dans l'ensemble les observations du Comité consultatif pour les questions de fond (activités opérationnelles).

Notes

a/ Voir A/41/374/Add.1-E/1986/109/Add.1, annexe, et E/1987/89.

b/ Il convient de noter que la Banque mondiale joue évidemment un rôle prédominant en matière de coordination dans la plupart des pays étudiés dans le rapport.

c/ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, 1987, Supplément No 12 (E/1987/27), annexe I.



**Assemblée générale
Conseil économique et social**

Distr.
GENERALE

A/42/326/Add.3 ✓
E/1987/82/Add.3
2 novembre 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-deuxième session
Point 83 a) de l'ordre du jour
ACTIVITES OPERATIONNELLES
POUR LE DEVELOPPEMENT

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL
Seconde session ordinaire
de 1987
Point 14 de l'ordre du jour
ACTIVITES OPERATIONNELLES
POUR LE DEVELOPPEMENT

ACTIVITES OPERATIONNELLES DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

Note du Secrétaire général

Additif

Le présent additif complète le rapport annuel sur les activités opérationnelles du système des Nations Unies pour 1987 (A/42/326) et fournit des données statistiques pour l'année 1986. Il contient un tableau d'ensemble de la situation en ce qui concerne les courants de ressources canalisés par les organisations du système, ainsi que des prévisions de ressources pour les principaux organismes de financement. Faute d'avoir pu disposer en temps voulu de statistiques nationales détaillées, on n'a pas été en mesure de présenter des tableaux faisant état des contributions et des dépenses pays par pays. En revanche, des informations sont fournies sur l'achat de biens et de services par l'intermédiaire du système des Nations Unies.

ANNEXE

Rapport du Directeur général au développement et à
la coopération économique internationale

I. TABLEAU D'ENSEMBLE DE LA SITUATION ACTUELLE

1. D'après les estimations, les ressources pour le développement accordées à des conditions de faveur aux pays en développement par l'intermédiaire du système des Nations Unies se sont élevées au total à 5,5 milliards de dollars en 1986. Ces ressources représentent une part importante du montant total de l'aide publique au développement (APD).
2. Les indications sur la valeur totale des courants d'APD qui figurent dans le rapport du Directeur général (A/42/326) ne tiennent pas pleinement compte des contributions des pays socialistes aux activités de développement. Les chiffres fournis dans ledit rapport doivent donc être complétés par les renseignements fournis directement par les pays concernés, par exemple la République démocratique allemande, dans le document A/42/359, et la République socialiste de Tchécoslovaquie, dans le document A/42/603. L'Union des Républiques socialistes soviétiques a également fourni des informations, qui figurent à l'appendice III du présent additif.
3. L'analyse des ressources mises à la disposition des organismes d'aide du système des Nations Unies montre que l'ensemble des contributions versées à ces organisations ont augmenté, en dollars, d'environ 7 %. Les contributions au PNUD, au FISE et au FNUAP ont augmenté de plus de 17 %. Etant donné la composition complexe des contributions reçues en nature et en espèces, et vu la diversité des monnaies dans lesquelles les contributions sont versées et les dépenses effectuées, il est pratiquement impossible de déterminer si les contributions au système ont augmenté ou non en valeur réelle.
4. L'augmentation des contributions au PNUD et aux fonds qu'il gère mérite d'être soulignée car elle représente un renversement de tendance, après des années de stagnation des contributions. En 1986, le montant total des contributions au PNUD et aux fonds qu'il gère a représenté près de 35 % du total des ressources mises à la disposition des organisations d'aide du système des Nations Unies, contre 30 % en 1985. On notera que les activités d'assistance technique financées par des prêts concessionnels de la Banque mondiale représentent maintenant plus d'un milliard de dollars. Toutefois, ce montant correspond pour l'essentiel à l'assistance technique directement liée aux apports de capitaux. Les prêts de la Banque mondiale au titre de l'assistance technique proprement dite, et les autres formes d'assistance qui s'y rattachent représentent, d'après les estimations, 200 millions de dollars.
5. Malgré l'augmentation sensible des dépenses effectuées par le PNUD et les fonds qu'il gère, il semble que le montant global de l'aide accordée par l'ensemble du système ait diminué en valeur constante : en effet, les dépenses effectuées en 1986 ne font apparaître aucune croissance, même en valeur nominale, par rapport

aux chiffres de 1985. Cette diminution s'explique en partie par la baisse du volume d'activités du PAM en 1986, après un volume extrêmement élevé au plus fort de la crise en Afrique.

6. Les tableaux A3 à A6 ci-dessous donnent une ventilation des contributions extra-budgétaires versées directement aux organisations et institutions du système par les donateurs bilatéraux (voir appendice I). Ces tableaux montrent que l'augmentation des fonds mis à la disposition des institutions financières du système des Nations Unies a été moins importante que l'augmentation des contributions versées directement aux agences d'exécution du système. Les contributions versées directement à la FAO et à l'OMS, en particulier, enregistrent une augmentation notable.

7. Le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale a indiqué dans son rapport annuel sur les activités opérationnelles pour 1987 qu'une part croissante des ressources destinées au financement de ces activités sont fournies sous forme de prêts, par l'intermédiaire de la Banque mondiale et des banques régionales de développement. Les tableaux A1 et A2 du présent rapport, qui indiquent les contributions reçues et les dépenses effectuées par le système des Nations Unies au titre des activités opérationnelles pour le développement, montrent que l'aide accordée sous forme de dons par le système des Nations Unies a stagné en valeur nominale alors que les prêts à des conditions de faveur ont au contraire augmenté sensiblement en valeur nominale (voir appendice I). Etant donné qu'une part importante de l'APD sert à financer des activités directement liées à la mise en valeur des ressources humaines, activités dont les résultats ne sont visibles qu'à long terme, il serait bon de se demander si une augmentation des contributions aux organisations du système des Nations Unies qui fournissent une aide sous forme de dons ne serait pas nécessaire.

II. TENDANCES FUTURES

8. A la demande du Directeur général, les principales institutions financières du système des Nations Unies ont fourni un bref résumé concernant leurs prévisions de ressources pour les deux prochaines années.

IDA/Banque mondiale

9. Les crédits accordés aux pays développement au cours de l'exercice budgétaire 1987 (c'est-à-dire du 1^{er} juillet 1986 au 30 juin 1987) se sont élevés à 3,4 millions de dollars; les engagements de dépenses connexes financés par le Fonds spécial d'aide à l'Afrique subsaharienne et le financement conjoint par les donateurs bilatéraux se sont élevés à 421,4 millions de dollars et 190 millions de dollars, respectivement.

10. La huitième reconstitution des ressources de l'IDA s'élève à 12,4 milliards de dollars pour la période allant du 1^{er} juillet 1987 au 30 juin 1990, soit une augmentation de 3,4 milliards de dollars par rapport à IDA-7. Sous réserve des conditions et des modalités de l'accord conclu pour IDA-8, les échéances pour les pays classés par l'Organisation des Nations Unies dans la catégorie des pays les moins avancés, ou pour les pays qui n'empruntent qu'à l'IDA et dont le PNB par

/...

habitant en 1985 était égal ou inférieur à 400 dollars, sont ramenées de 50 ans à 40 ans. Pour tous les autres pays bénéficiaires de l'aide de l'IDA, les échéances sont ramenées à 35 ans. En outre, les modalités de crédit peuvent être revues et ajustées après une certaine période, compte tenu de l'évolution de la situation dans chaque pays.

11. En vertu de l'accord conclu pour IDA-8, le financement des investissements continuera d'être l'axe central des activités de l'IDA, mais on mettra davantage l'accent sur les prêts pour l'appui à la réforme des politiques et à l'ajustement économique : un montant compris entre 3 et 3,5 milliards de dollars, à prélever sur les ressources d'IDA-8, pourra être consacré à ce dernier type de prêt. En outre, les prêts d'aide à l'ajustement seront utilisés, dans la mesure du possible, en conjonction avec la Facilité d'ajustement structurel du Fonds monétaire international dans les pays qui satisfont aux conditions requises. De plus, aux termes de l'accord, tous les efforts devraient être faits pour que 50 % des ressources de l'IDA aillent aux pays de l'Afrique subsaharienne, si des progrès suffisants ont été réalisés dans leurs programmes d'ajustement économique; en tout état de cause, il est prévu d'accorder à la région au moins 45 % de ces ressources.

PNUD

12. Selon les estimations actuelles, les annonces de contributions volontaires au programme principal du PNUD pour 1987 s'élèvent à 869 millions de dollars, d'après les taux de change en vigueur au 1^{er} octobre 1987, ce qui représenterait une augmentation de près de 12 % (en dollars) par rapport aux ressources de 1986. Cette augmentation est due pour 7 % environ aux gains de change résultant de l'évolution des parités monétaires et, pour le reste, à l'appréciation en valeur réelle des monnaies locales. Les contributions aux ressources de base des différents fonds gérés par le PNUD (y compris le Fonds pour les mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés) sont évaluées à 63,3 millions de dollars pour 1987. En outre, les activités de cofinancement du PNUD et de ses fonds devraient représenter un montant de l'ordre de 177,1 millions de dollars en 1987, ce qui porterait à 1 milliard 109 millions de dollars le montant total des ressources mises à la disposition du PNUD.

13. Les prévisions de ressources du PNUD pour le quatrième cycle de programmation (1987-1991) sont conformes au scénario approuvé par le Conseil d'administration du PNUD à sa trente-deuxième session en juin 1985 en ce qui concerne les ressources disponibles au titre des CIP. On prévoit donc que le PNUD sera en mesure d'atteindre l'objectif de 3 milliards 166 millions de dollars envisagé par le Conseil pour le programme financé au titre des CIP pour la période 1987-1991.

FISE

14. On estime que la masse commune des ressources dont disposera le FISE pour 1987 sera d'environ 320 millions de dollars, soit une augmentation de 7 % par rapport aux ressources de 1986, en valeur nominale en dollars. Cette croissance est essentiellement due aux réactions positives des gouvernements donateurs, qui augmentent leurs contributions volontaires au FISE, à l'appui accru des sources de financement privées et à l'évolution des taux de change. Ainsi, les contributions

des gouvernements à la masse commune des ressources devraient augmenter de 33 millions de dollars, cette augmentation étant due pour moitié environ à l'augmentation des dons en monnaie locale, le reste étant dû aux gains de change. Toutefois, en 1986, la masse commune des ressources avait bénéficié d'un apport exceptionnel résultant des manifestations organisées à l'occasion du quarantième anniversaire du FISE (Sport Aid, Première course autour du monde), apport qui, bien entendu, ne se répétera pas en 1987.

15. Les fonds supplémentaires s'élèveront approximativement à 160 millions de dollars, dont 135 millions de dollars destinés à des projets spécifiques et 25 millions de dollars obtenus en réponse à l'appel d'urgence lancé par le Directeur général en faveur de l'Afrique.

16. Vu le climat économique et politique actuel, le FISE a formulé pour la période 1987-1990 des prévisions qu'il considère comme réalistes : pour la masse commune des ressources comme pour les fonds supplémentaires, il table sur une croissance d'environ 4 % par an pendant la période quadriennale.

PAM

17. Au milieu de l'année 1987, c'est-à-dire six mois après le début du nouvel exercice biennal 1987-1988, 69 donateurs avaient annoncé des contributions aux ressources ordinaires d'un montant de 1 009 600 000 dollars, soit 72 % de l'objectif fixé (1,4 milliard de dollars). Le montant combiné des ressources versées ou annoncées au Programme alimentaire mondial pour 1987-1988 sous la forme de ressources ordinaires, de contributions au titre de la Convention relative à l'aide alimentaire et au titre de la Réserve alimentaire internationale de crise s'élevait à 1 131 600 000 dollars à la fin de juin 1987. Sur la base de l'expérience passée, on prévoit que le montant total des ressources disponibles pour le programme en 1987-1988 pourrait atteindre 1,5 milliard de dollars. Pour l'exercice biennal 1989-1990, le Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire a fixé un objectif de 1,4 milliard de dollars pour les contributions aux ressources ordinaires du PAM.

FIDA

18. Après deux ans et demi de négociations, la deuxième reconstitution des ressources du FIDA, représentant 460 millions de dollars pour la période triennale 1985-1987, a été approuvée par le Conseil des gouverneurs du FIDA à sa neuvième session en janvier 1986 (276 millions de dollars proviennent des pays de la catégorie I, qui comprend 20 pays industrialisés, et 184 millions de dollars proviennent des pays de la catégorie II, qui comprend 12 pays en développement exportateurs de pétrole). La reconstitution a eu lieu le 27 novembre 1986. En outre, des pays de la catégorie III (autres pays en développement) ont annoncé à ce jour des contributions d'un montant de 27,5 millions de dollars pour la deuxième reconstitution. Le faible volume des ressources obtenues lors de la deuxième reconstitution, qui représente moins de la moitié des ressources initiales (1 milliard de dollars) ou des ressources de la première reconstitution (1 milliard 70 millions de dollars), s'explique essentiellement par la conjoncture économique mondiale, qui a amoindri la capacité de contribution des pays en développement

donateurs (catégorie II) : ceux-ci ont vu leur PNB diminuer fortement par suite de la chute des prix du pétrole. Un autre élément qui a joué a été la nécessité, perçue par les pays donateurs développés (catégorie I), de maintenir un certain rapport entre les contributions des pays de la catégorie I et celles des pays de la catégorie II.

19. A sa neuvième session, le Conseil des gouverneurs du FIDA a également approuvé la mise en place du Programme spécial du FIDA pour les pays d'Afrique subsaharienne victimes de la sécheresse et de la désertification, avec un objectif financier de 300 millions de dollars. Les contributions aux ressources du Programme spécial, qui est devenu opérant en mai 1986, s'élevaient à 220 millions de dollars en août 1987. Le Programme a pour objet d'aider les pays d'Afrique à remettre en état le secteur agricole et à rétablir la capacité productive des petits cultivateurs. Les ressources du Programme spécial compléteront celles du programme ordinaire du FIDA. Tous les efforts sont faits pour obtenir les 80 millions de dollars manquants.

20. A diverses reprises, le FIDA a proposé que les pays industrialisés envisagent d'autoriser, au moins sur une base individuelle, les pays les moins avancés d'Afrique, et ceux dont les paiements au titre du service de la dette représentent plus de 20 % des recettes d'exportation (environ 22 pays), à rembourser une partie de leur dette publique bilatérale en monnaie locale. Les fonds ainsi économisés pourraient alors être placés dans un compte détenu par une organisation internationale, comme le FIDA, et serviraient à financer des programmes spécifiques de lutte contre la pauvreté et la faim dans ces pays, ce qui permettrait d'importantes économies de devises.

21. Vu le faible volume des ressources de la deuxième reconstitution, et les ressources mobilisées au titre du Programme spécial, le FIDA ne peut maintenir qu'un volume d'activités très modeste, bien en deça de son potentiel.

22. Afin d'éviter des négociations aussi longues pour la troisième reconstitution et les reconstitutions suivantes des ressources du Fonds, et pour assurer au Fonds une plus grande stabilité financière, le FIDA procède actuellement à un examen de sa base financière, l'objectif étant que les reconstitutions ultérieures se déroulent de façon plus prévisible et que le Fonds parvienne à une plus grande autonomie financière. En conséquence, et comme l'avait demandé le Conseil des gouverneurs à sa neuvième session, le Président a soumis au Conseil à sa dixième session, en décembre 1986, un rapport sur la base financière et la structure futures du FIDA. A la lumière de ce rapport, le Conseil des gouverneurs a décidé de créer un comité intergouvernemental de haut niveau, composé de 12 membres de chacune des catégories I, II et III, qui se réunira sous la direction du Président pour discuter des questions concernant la base financière et la structure futures du FIDA, la priorité étant accordée aux aspects qui auraient une incidence immédiate sur la troisième reconstitution des ressources du Fonds et qui pourraient accroître l'autonomie financière du Fonds.

23. Le Comité présentera un rapport sur ses conclusions à la onzième session du Conseil des gouverneurs, prévue du 26 au 29 janvier 1988.

FNUAP

24. Compte tenu de la décision annoncée à la mi-août par le Gouvernement des Etats-Unis - principal contribuant au FNUAP pendant la période 1970-1985 - à savoir que pour la deuxième année consécutive il ne ferait pas d'annonce de contribution au FNUAP; au 30 août 1987 on prévoyait que les revenus du FNUAP pour 1987 s'élèveraient au total à 151 millions de dollars. Ce chiffre représente une augmentation de 11 millions de dollars, soit 8 %, par rapport au montant total des ressources du FNUAP en 1986; ce sont aussi les recettes annuelles les plus élevées enregistrées au cours des 18 années d'existence du FNUAP. On se rappellera qu'en 1986, le Conseil d'administration du FNUAP avait approuvé un plan de travail pour 1987 fondé sur une "hypothèse haute" de 165 millions de dollars, qui prévoyait que les Etats-Unis verseraient une contribution pour cette année, étant entendu qu'au cas où les ressources escomptées ne se matérialiseraient pas, le Directeur exécutif appliquerait l'hypothèse basse. Le programme du FNUAP pour 1987 est appliqué conformément à ces instructions du Conseil d'administration, c'est-à-dire sur la base d'un volume de ressources inférieur de 9 % environ au montant initialement approuvé pour 1987. Il est d'autant plus difficile de prévoir de façon réaliste les ressources dont le FNUAP disposera pour la période 1988-1990 que l'on ne sait toujours pas si le Gouvernement des Etats-Unis versera ou non des contributions annuelles au FNUAP couvrant la totalité ou une fraction de cette période de trois ans. Actuellement, le FNUAP prévoit que, sans contribution des Etats-Unis, ses recettes s'élèveront à 158 millions de dollars en 1988, 167 millions de dollars en 1989 et 178 millions de dollars en 1990, soit 503 millions de dollars au total pour la période 1988-1990.

III. ACTIVITES D'ACHATS DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

25. Les informations et statistiques figurant dans l'appendice II du présent additif, concernant les activités d'achats du système des Nations Unies, mettent en évidence le fait que les organisations du système doivent prendre de nouvelles mesures pour faire en sorte qu'une part équitable des biens et des services qui sont achetés au moyen des ressources du système, moyennant un coût total de 700 millions de dollars, provienne des pays en développement. Les informations données par le Groupe des services d'achats interorganisations dans l'appendice II et les observations que le Groupe formule à ce sujet sont des éléments qui devraient permettre aux Etats Membres d'agir davantage dans ce sens. Il serait important à cet égard que le Groupe des services d'achats interorganisations puisse continuer à analyser les activités d'achats du système, et qu'on lui alloue des ressources suffisantes à cette fin. A l'heure actuelle, les enquêtes qu'effectue le Groupe, dont les résultats sont inclus dans les rapports du Directeur général, sont financées par le PNUD.

APPENDICE I

Tableau A.1

Contributions des gouvernements et d'autres sources aux activités opérationnelles pour le développement entreprises par le système des Nations Unies (1979-1986)

(En millions de dollars courants)

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	Augmentation ou diminution (en pourcentage) 1986/1985
I. Contributions aux fonds et programmes de l'ONU									
1. Contributions au FNUD a/	736,7	772,7	778,9	779,8	813,7	757,3	768,0	913,6	19
2. Autres contributions au FNUD et à ses fonds d'affectation spéciale b/	38,9	53,6	61,5	67,8	107,4	83,2	79,9	93,2	17
3. Contributions au FNUAP c/	133,4	135,9	129,7	134,4	136,0	131,2	128,2	156,4	22
4. Contributions au FISE d/	218,9	278,7	261,6	352,1	296,8	297,9	340,0	402,4	18
5. Contributions à d'autres fonds et programmes de l'ONU e/	32,9	57,6	56,3	59,7	62,4	81,9	73,0	50,8	-31
II. Autres contributions									
6. Contributions au PAM h/	567,5	659,4	678,8	745,0	661,1	663,5	809,4	724,3	-10
Total partiel 1 à 6	1 738,3	1 957,9	1 966,8	2 138,8	2 077,4	2 014,0	2 198,5	2 340,7	
III. Contributions aux activités opérationnelles des institutions spécialisées									
7. Contributions statutaires f/	121,4	155,0	212,3	198,1	256,8	280,0	290,8	249,4	-14
8. Contributions volontaires g/	254,3	305,2	365,3	379,8	326,9	376,1	340,1	436,8	28
Total partiel 7 et 8	375,7	460,2	577,6	577,9	583,7	656,1	630,9	686,2	
Total I, II et III	2 104,0	2 418,1	2 544,4	2 716,7	2 666,1	2 671,1	2 829,4	3 026,9	
IV. Contributions au groupe de la Banque mondiale et au FIDA									
9. Contributions à l'IDA	2 404,6	2 914,1	2 642,1	3 166,6	2 876,6	2 512,3	2 379,8	2 582,1	8
10. Versements du capital souscrit à la Banque mondiale et à la SFI	144,8	433,0	378,2	1 274,8	410,8	489,3	228,4	757,5	231
11. Contributions au FIDA	271,2	106,4	1/	399,2	299,0	263,5	52,5	154,3	194
Total partiel, 9 à 11	2 820,6	3 453,5	3 020,3	4 840,6	3 586,4	3 265,1	2 660,7	3 493,9	
TOTAL GENERAL	4 924,6	5 871,6	5 564,7	7 557,3	6 247,5	5 936,2	5 490,1	6 520,8	
Pour mémoire									
i. Contributions aux activités d'aide aux réfugiés, d'assistance humanitaire et de secours en cas de catastrophe	474,2	602,5	625,1	581,8	497,5	556,3	593,4	552,2	-7
ii. Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement	.....	.....	35,6	30,3	27,8	25,9	41,2		
iii. Contributions volontaires au Programme principal du FNUD j/	679,5	691,8	688,7	679,7	697,8	651,1	662,8	778,7	19

Source : Etats financiers vérifiés des fonds et programmes des Nations Unies; rapports annuels de la Banque mondiale et du FIDA; DP/1987/59.

a/ Y compris les contributions au titre de la participation aux coûts et les contributions de contrepartie en espèces versées par les gouvernements, et les contributions versées au Fonds pour les mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés.

b/ Il s'agit du Fonds d'équipement des Nations Unies, du Fonds spécial pour les pays en développement sans littoral, du Fonds autorenouvelable des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles, du Fonds bénévole pour les Volontaires des Nations Unies, du Fonds intérimaire pour la science et la technique au service du développement, du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme et du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les activités dans la région soudano-sahélienne visés par la Conférence pour les annonces de contributions, y compris les contributions au titre de la participation aux coûts qui leur sont versés; et des contributions versées à d'autres fonds, comptes et fonds d'affectation spéciale du FNUD, ainsi qu'au titre du programme pour les administrateurs auxiliaires. Ces chiffres comprennent les contributions versées à ces fonds au titre de la participation aux coûts.

c/ Non compris des contributions (3,7 millions de dollars) versées à des fonds d'affectation spéciale du FNUAP en 1986.
Y compris les contributions multilatérales et bilatérales.

d/ Non compris les contributions aux ressources supplémentaires du FISE provenant des autres organismes des Nations Unies et s'élevant à 4 934 000 dollars en 1985.

Non compris, pour 1986, les contributions suivantes (masse générale des ressources et ressources supplémentaires) :

1 825 000 dollars (AGFUND)
13 380 000 dollars (CEE)
2 590 000 dollars (autres organismes des Nations Unies)

(Suite des notes page suivante)

(Suite des notes du tableau A.1)

e/ C'est-à-dire les autres programmes visés par la Conférence pour les annonces de contributions aux activités de développement et les autres contributions aux organismes des Nations Unies.

f) C'est-à-dire la part du budget ordinaire consacrée au financement de la coopération technique.

g/ C'est-à-dire les contributions extra-budgétaires provenant de sources bilatérales publiques ou non et de sources multilatérales autres que les fonds et programmes de l'ONU, y compris les contributions "d'auto-assistance" aux organisations (76 millions de dollars en 1985 et 70 millions en 1986).

h/ Y compris les contributions à la Réserve alimentaire internationale d'urgence et au titre de la Convention relative à l'aide alimentaire, versées par l'intermédiaire du PAM.

i/ Il n'y a pas de données concernant les contributions au FIDA en 1981. D'après le paragraphe 1 c) de l'article IV de l'accord portant création du FIDA, les contributions des membres sont payables en espèces ou par billets à ordre, en une fois ou en trois versements égaux. La plupart des membres s'étaient acquittés de leurs versements initiaux avant le 31 décembre 1981. La première reconstitution des ressources du Fonds a eu lieu en juin 1982. Les contributions reçues en 1981 avant la date d'échéance sont incluses dans les chiffres de 1982.

j/ Il s'agit des annonces de contributions reçues par le PNUD au titre de son programme principal, à l'exclusion des contributions au titre de la participation aux coûts, des contributions des gouvernements et des contributions au Fonds pour les mesures spéciales.

Tableau A.2

Etat récapitulatif des dépenses afférentes aux activités opérationnelles pour le développement
entrepris par le système des Nations Unies (1979-1986)

(En millions de dollars courants)

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	Augmentation ou diminution (en pourcentage)
I. FONDS ACCORDES A DES CONDITIONS DE FAVEUR									
A. Dons									
1. Financés au titre du budget ordinaire des institutions a/	127,7	157,0	212,7	158,9	257,8	281,0	297,7	256,6	-14
2. Financés par le PNUD b/	547,0	677,3	731,6	660,6	560,1	532,6	571,8	631,6	19
3. Financés au moyen de fonds gérés par le PNUD	21,3	31,4	69,9	61,4	64,0	81,0	77,2	94,0	22
4. Financés par le FNUAP	123,6	136,5	122,5	106,3	105,6	119,9	128,5	101,6	-21
5. Financés par le FISE	209,4	251,7	218,3	213,4	246,2	244,4	278,6	326,0	17
6. Financés par des institutions spécialisées ou d'autres organisations au moyen de fonds extra-budgétaires c/	292,2	328,7	380,6	410,3	396,7	420,0	412,8	451,1	9
7. Financés par le PAM	526,7	539,1	541,9	593,8	628,8	678,9	778,9	674,5	-13
Total partiel 1 à 7	1 847,9	2 121,7	2 277,5	2 244,7	2 259,2	2 357,8	2 545,8	2 585,4	
B. Prêts									
8. Décaissés par l'IDA									
a) Montant brut	1 303,1	1 584,6	1 767,7	1 679,3	1 429,3	2 581,9	2 714,6	3 195,5	18
b) Montant net	1 277,6	1 542,8	1 722,6	1 611,4	1 348,4	2 491,6	2 600,6	3 053,4	17
c) Transfert net	1 207,7	1 465,2	1 632,9	1 507,7	1 232,4	2 326,7	2 410,3	2 813,0	17
9. Décaissements nets par le FIDA d/	5,4	53,6	75,2	109,1	149,8	187,7	191,1	200,3	5
Total partiel 8 c) et 9 (transfert net)	1 213,1	1 518,8	1 708,1	1 616,8	1 382,2	2 514,9	2 601,4	3 013,3	
Total 1 à 7, 8 c) et 9	3 061,0	3 640,5	3 985,6	3 861,5	3 641,4	4 872,7	5 147,2	5 598,7	
II. FONDS ACCORDES A DES CONDITIONS NORMALES									
10. Décaissés par la Banque mondiale									
a) Montant brut	4 062,8	4 669,8	5 487,0	6 835,3	7 777,6	8 727,3	6 350,9	10 090,4	21
b) Montant net	2 804,5	3 068,1	3 879,0	4 935,8	5 543,6	5 953,0	5 080,3	5 403,9	6
c) Transfert net	1 070,8	1 081,7	1 830,5	2 634,3	2 835,5	2 797,1	1 496,9	194,1	-87
11. Décaissés par la SFI									
a) Montant brut	244,4	465,1	644,9	387,6	365,0	377,7	368,7	560,6	52
b) Montant net	108,0	295,2	509,7	290,6	166,0	126,6	93,8	156,5	
Transfert net 10 c) et 11 b)	1 178,8	1 376,9	2 340,2	2 924,9	3 001,5	2 923,7	1 590,7	350,6	
TOTAL GENERAL e/	4 239,8	5 017,4	6 325,8	6 786,4	6 642,9	7 796,4	6 735,0	5 949,3	
Pour mémoire :									
i. Coopération technique Banque mondiale/IDA f/	403,6	463,8	516,8	730,7	873,2	845,8	947,1	1 059,3	12
ii. Activités d'aide aux réfugiés, d'assistance humanitaire et de secours en cas de catastrophe	252,5	465,7	647,9	621,3	593,0	627,5	646,4	563,0	-13

Source : Etats financiers vérifiés; voir également DP/1987/59. Pour la définition des termes, voir note ci-dessus sur les renseignements statistiques et notes du tableau A-1.

a/ La majeure partie de ces dépenses est financée par l'OMS. Conformément à la résolution 29.48 de l'Assemblée mondiale de la santé de mai 1976, les allocations imputées sur le budget-programme ordinaire au titre de la coopération technique et de la fourniture de services aux Etats membres de l'OMS devaient atteindre au moins 60 % en termes réels. Les données concernant l'OMS comprennent également des dépenses au titre des services d'appui estimées à 86,7 millions de dollars pour l'exercice biennal 1984-1985 (voir tableau 1, DP/1986/68).

b/ Programme principal du PNUD, y compris les dépenses financées au moyen de contributions au titre de la participation aux coûts et de contributions de contrepartie versées en espèces.

(Suite des notes page suivante)

/...

(Suite des notes du tableau A.2)

c/ Dépenses financées au moyen de fonds non précisés par ailleurs dans le tableau. La rubrique 6 n'est pas immédiatement comparable à la rubrique 7 du tableau A-1, car elle comprend des dépenses financées au moyen de fonds et programmes de l'Organisation des Nations Unies énumérés à la rubrique 5 du tableau A-1.

d/ Y compris quelques dons, qui s'élevaient à 16 millions de dollars en 1984.

e/ Calculé en fonction du transfert net, c'est-à-dire des rubriques 1 à 7, 8 c), 9, 10 c) et 11 b).

f/ Montants bruts décaissés au titre des activités de formation et des services de consultants sous forme de prêts consentis par la Banque mondiale et de crédits accordés par l'IDA aux emprunteurs s'adressant à la Banque mondiale.

Tableau A.3

Contributions volontaires aux activités opérationnelles des institutions spécialisées
et d'autres organisations, par pays contribuant et par organisation, 1986

(En milliers de dollars)

	OIT	FAO	Unesco	OMS	OMM	OMI	CCI	AIEA	Autres	Total
Allemagne, République fédérale d'	2 997	1 043	2 320	1 480	15	441	604	676	6 244	15 820
Arabie saoudite		1 263	32	792				8	64	2 159
Australie		1 323	30	245	96	251			1 251	3 945
Autriche	456	159	13	166				29	969	1 792
Belgique	1 734	3 643	538	142	58	6	458	93	2 999	9 671
Canada	65	734	172	471			1 593	119	1 125	4 279
Danemark	6 641	19 907	145	5 403		137	846	12	1 202	34 293
Etats-Unis d'Amérique	125	3 683	814	8 753	215			1 956	819	16 365
Finlande	1 444	1 731	200	1 383	53	60	840	32	868	6 611
France		973	563	491		117	106	139	3 427	5 816
Italie	1 384	27 147	765	5 710			276	1 879	7 855	45 016
Japon	755	5 391	886	2 680			393	348	10 875	21 328
Norvège	4 930	5 014	2 252	3 787		2 950	1 300	13	2 340	22 586
Pays-Bas	3 543	10 223		6 851	537	1	2 020	31	5 547	28 753
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord		51	97	4 496				417	641	5 702
Suède	1 320	4 656	1 501	11 181		1 527	2 880	57	2 703	25 825
Suisse	1 744	3 429	698	1 146	147		1 762	4	2 224	11 154
Autres pays		3 546	1 625	936		5	309	1 259	8 491	16 171
Total, pays	27 138	93 916	12 651	57 113	1 025	5 244	13 387	7 168	59 644	277 286
AGFUND		2 094	2 391	2 097						6 582
Banque mondiale/IDA			3 282	44 510				9	217	48 018
Autres organisations intergouvernementales	311	23 215	1 447	169	57	164	592	5	1 334	27 294
Organisations non gouvernementales	254	908	834	4 491		189			254	6 930
Total, organisations intergouvernementales/organisations non gouvernementales	565	26 217	7 954	51 267	57	353	592	14	1 805	88 824
TOTAL GENERAL	27 703	120 133	20 605	108 380	1 082	5 597	13 979	7 182	61 449	366 110

Source : DP/1987/59.

Tableau A.4

Contributions volontaires aux activités opérationnelles
des institutions spécialisées et d'autres organisations,
par pays contribuant, 1982-1986

(En milliers de dollars)

	1982	1983	1984	1985	1986
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Allemagne, République fédérale d'	1 415	8 718	7 460	11 615	15 820
Arabie saoudite	8 259	5 880	-646	2 407	2 159
Australie	3 086	2 995	3 922	2 885	3 945
Autriche	1 572	389	808	1 066	1 792
Belgique	3 937	9 546	9 452	7 233	9 671
Canada	2 972	3 635	3 023	4 772	4 279
Danemark	0 773	11 591	25 747	15 253	34 293
Etats-Unis d'Amérique	8 637	2 321	6 591	8 375	16 365
Finlande	3 791	4 374	5 442	6 442	6 611
France	1 841	1 900	2 074	4 111	5 816
Italie	2 105	36 190	36 302	18 745	45 016
Japon	5 250	5 923	5 195	14 133	21 328
Norvège	4 167	15 405	14 701	17 621	22 586
Pays-Bas	0 647	19 559	22 513	25 960	28 753
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	2 600	2 504	2 807	3 376	5 702
Suède	5 785	26 703	19 943	24 588	25 825
Suisse	5 202	7 371	9 254	8 565	11 154
Autres pays	9 732	9 499	6 841	9 014	16 171
Total, pays	1 771	174 503	181 429	192 192	277 286
AGFUND	5 824	3 721	4 225	3 180	6 582
Communauté économique européenne	0	1 464	583	941	0
Banque mondiale/IDA	47 585	41 485	37 975	37 667	48 018
Autres organisations intergouvernementales	20 623	17 414	18 926	16 798	27 294
Organisations non gouvernementales	9 000	8 481	11 882	13 338	6 930
Total, organisations intergouvernementales/ organisations non gouvernementales	83 032	72 565	73 591	71 924	88 824
TOTAL GENERAL	274 803	247 068	255 020	264 116	366 110

Source : DP/1987/59.

Tableau A.5

Contributions volontaires aux activités opérationnelles des institutions
 spécialisées et d'autres organisations, par organisation, 1982-1986

(En milliers de dollars)

	Total général				
	1982	1983	1984	1985	1986
	(1)	(1)	(3)	(4)	(5)
OIT	31 595	25 260	31 065	27 858	27 703
FAO	30 976	87 413	96 789	72 442	120 133
Unesco	31 533	21 132	22 286	19 806	20 605
OMS	90 767	88 710	78 951	81 406	108 380
CCI	12 460	9 333	10 581	10 327	13 979
OMM	3 869	2 883	1 325	1 674	1 082
OMI	3 717	2 857	2 254	2 888	5 597
AIEA	5 667	5 554	8 125	7 889	7 182
Autres	4 219	3 926	3 591	36 974	61 449
TOTAL	274 803	247 068	255 020	264 116	366 110

Source : DP/1987/59.

APPENDICE II

Rapport statistique annuel sur les activités d'achats des organisations pour 1986

Cadre de référence

1. Comme le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale l'avait demandé en 1984, le Groupe des services d'achats interorganisations a établi cette année-là un rapport statistique sur les achats effectués par les organisations aux fins de leurs activités opérationnelles pour 1982-1983. Ce rapport a été inclus dans le rapport du Directeur général sur les activités opérationnelles pour le développement entreprises par le système des Nations Unies, qui a été présenté à l'Assemblée générale lors de sa trente-neuvième session (A/39/417). Dans sa résolution 39/220, l'Assemblée a souligné la nécessité de présenter régulièrement des rapports sur la question.

Travaux préparatoires

2. Conformément aux instructions qui lui avaient été données par le Directeur général au début de janvier 1985, concernant la nécessité de recueillir des statistiques sur les pays d'origine, le Groupe des services d'achats interorganisations a envoyé à toutes les organisations participantes, le 15 janvier 1985, une lettre contenant des indications détaillées pour la préparation du rapport sur 1984 et décrivant les procédures à suivre pour obtenir à l'avenir des données plus précises.

Observations générales

3. Les données relatives à la CEA n'ont pas été reçues à temps, mais étant donné que le volume des achats effectués par cette commission ne représente qu'environ 0,5 % du volume total des achats considérés, le Groupe a estimé que cette omission n'influerait pas sur la qualité des données dans leur ensemble. Il n'a pas été tenu compte des chiffres communiqués par l'OMT, la CNUCED et la Banque mondiale car ils ne concernaient que des achats internes. Le HCR a été ajouté au tableau statistique.

Qualité des statistiques communiquées par les organisations

4. De nouveau, il n'a pas été possible de présenter séparément des statistiques complètes par pays fournisseur et par pays d'origine ou de fabrication, étant donné que le Département de la coopération technique pour le développement (ONU), la FAO, l'OMS, l'AIEA et l'Unesco n'ont pas été en mesure de communiquer des informations sur les pays d'origine. Le Groupe a envoyé à ce propos des lettres de rappel à toutes les organisations, le 9 octobre 1985, le 21 janvier 1986 et le 4 décembre 1986. L'Unesco a fait savoir qu'elle ne pourrait pas donner la ventilation par pays fournisseur et par pays d'origine ou de fabrication avant la fin de 1988. Les autres organisations qui n'avaient pas suivi les instructions du Groupe à cet égard n'ont pas spécifié la date à laquelle elles pourraient communiquer ces informations. Il faut noter également que certaines organisations n'ont pas fourni de ventilation selon l'origine des fonds.

5. Les statistiques qui suivent permettent de voir que le volume total des achats de matériel est passé de 522 038 400 dollars en 1985 à 610 441 000 dollars en 1986, soit une progression de près de 17 %, alors que pour les contrats de sous-traitance, le montant est resté pratiquement stable (104 954 700 dollars en 1986 contre 103 509 300 dollars en 1985). Toutefois, considérant qu'entre 1985 et 1986, en moyenne pondérée, le dollar des Etats-Unis s'est déprécié d'environ 26 % par rapport aux grandes monnaies européennes et au yen japonais, les achats d'équipement, en valeur réelle, ont diminué d'environ 10 % et les contrats de sous-traitance d'environ 25 %, probablement du fait de difficultés financières générales en 1986.

6. Le volume total des achats effectués dans des pays non spécifiés, regroupés sous une rubrique spéciale, a accusé une augmentation, en raison essentiellement de contributions versées par la Communauté économique européenne à l'UNRWA (7,6 millions de dollars) et au HCR (2 millions de dollars).

Achats effectués dans les pays en développement

7. Ce sont toutefois les achats effectués dans les pays en développement qui révèlent la tendance la plus alarmante. Ces achats, d'après les statistiques relatives aux pays fournisseurs, qui en 1985 représentaient 128 727 800 dollars (soit près de 20 %) du volume total des achats, sont tombés en 1986 à 127 663 200 dollars (soit 18 % du total). Cette baisse démontre, d'une part, l'inertie des services d'achats dans tout le système et, d'autre part, la nécessité de fournir aux responsables des achats dans les organisations des informations détaillées et vérifiées sur les articles dont les organismes des Nations Unies ont habituellement besoin et qui sont fabriqués dans les pays en développement.

8. Sept organisations (Bureau de l'exécution des projets du PNUD, OIT, OMM, CEPALC, ONUDI, OMI et CNUEH), dont la part globale dans le volume total des achats considérés est de 24 %, ont communiqué au Groupe des services d'achats interorganisations la ventilation de leurs achats par pays fournisseur et par pays d'origine ou de fabrication. L'analyse de l'élément "matériel" montre que les articles fabriqués localement ont représenté 74 % des achats effectués dans les pays en développement. Le tableau ci-après récapitule les renseignements fournis par les sept organisations :

Achats de matériel

Organisation	Total	Dans les pays en développement				Produits fabriqués localement, en pourcentage des achats effectués dans les pays en développement
		Par pays fournisseur		Par pays d'origine		
		En milliers de dollars	En pourcentage	En milliers de dollars	En pourcentage	
		E.-U.	du total	E.-U.	du total	
PNUD/BEP	29 471,8	5 557,8	18,9	5 893,3	20,0	106,04*
OIT	33 761,5	7 001,9	20,7	3 901,3	11,6	55,72
OMM	6 133,4	811,7	13,2	407,4	6,6	50,19
CEPALC	166,0	85,2	51,3	53,2	32,0	62,44
ONUDI	20 891,5	2 792,5	13,4	2 192,1	10,5	78,50
OMI	1 174,3	123,5	10,5	84,3	5,8	68,26
CNUEH	7 053,2	4 561,5	64,7	2 916,7	41,4	63,94

* Le pourcentage est supérieur à 100 % car certains articles achetés dans des pays développés ont en fait été fabriqués dans des pays en développement, par exemple au Brésil (1,1 million de dollars), au Malawi (88 463 dollars) et au Zimbabwe (29 404 dollars).

9. Toutefois, deux de ces organismes, à savoir le CNUEH et la CEPALC, étant situés dans des pays en développement fortement industrialisés ou disposant d'un vaste potentiel de fabrication locale, on peut présumer que, globalement, la valeur totale des articles fabriqués localement dans les pays en développement représentera environ 50 % de la valeur totale des achats effectués dans ces pays. La part des pays en développement dans le volume total des achats ayant été d'environ 18 % en 1986, on peut présumer que 10 % seulement de ce total correspondent à des articles fabriqués localement.

10. Le Groupe des services d'achats interorganisations, dans le cadre de projets entrepris sous les auspices du Bureau de l'exécution des projets du PNUD, a intensifié ses efforts pour communiquer aux responsables des achats dans toutes les organisations du système des Nations Unies des informations détaillées et vérifiées sur les articles fabriqués dans les pays en développement, de façon à augmenter le volume des achats effectués dans ces pays.

11. Le Groupe des services d'achats interorganisations a pu constater qu'il était souvent plus économique pour les organisations de s'approvisionner auprès des pays en développement, lorsque leurs articles répondent aux normes techniques requises, si bien que dans la plupart des cas, la remise habituelle de 15 % n'a plus de raison d'être.

Résumé

12. Des statistiques exactes sont importantes pour permettre de discerner les tendances en matière d'achats. L'idéal serait naturellement que l'établissement de ces statistiques fasse partie intégrante des procédures d'achats de chaque organisation. Il semble qu'à l'heure actuelle les organisations aient beaucoup de mal à fournir dans ce domaine des statistiques qui fassent bien la distinction entre pays fournisseurs et pays d'origine. Le Groupe des services d'achats interorganisations se rend parfaitement compte du temps et des efforts considérables que cela représente pour les organisations, en particulier à un moment où elles sont généralement aux prises avec des difficultés financières, mais il pense néanmoins qu'à partir de 1987, elles devraient toutes pouvoir présenter les ventilations statistiques demandées par l'Assemblée générale, et qu'il conviendrait de les aviser du caractère obligatoire de cette procédure.

Montant total des achats, par pays

(En milliers de dollars)

Pays	1985		Total (1 + 2)	1986		Total (4 + 5)
	Matériel (1)	Sous-traitance (2)		Matériel (4)	Sous-traitance (5)	
Afghanistan	118,2	-	118,2	67,5	-	67,5
Algérie	8,2	83,0	91,2	13,5	-	13,5
Allemagne, République fédérale d'	44 232,7	4 162,7	48 395,4	49 969,5	1 504,5	51 474,0
Angola	35,9	-	35,9	209,7	-	209,7
Antigua-et-Barbuda	0,3	-	0,3	-	-	-
Arabie saoudite	313,7	5 738,8	6 052,5	1 119,0	-	1 119,0
Argentine	829,4	147,5	976,9	1 728,9	162,5	1 891,4
Australie	2 738,1	8 338,8	11 076,9	3 117,2	19,2	3 136,4
Autriche	7 822,6	582,8	8 405,4	8 629,5	503,8	9 133,3
Bahamas	1,6	-	1,6	-	-	-
Bahreïn	-	-	-	22,5	-	22,5
Bangladesh	1 379,6	876,9	2 256,5	2 133,6	477,5	2 611,1
Barbade	113,0	30,0	143,0	48,7	36,6	85,3
Belgique	7 641,3	247,7	7 889,0	15 433,8	667,2	16 101,0
Belize	30,0	-	30,0	68,7	-	68,7
Bénin	444,7	34,6	479,3	203,0	60,2	263,2
Bermudes	-	24,5	24,5	28,5	87,5	116,0
Bhoutan	88,0	-	88,0	151,6	-	151,6
Birmanie	639,0	3,0	642,0	166,4	-	166,4
Bolivie	1 236,4	223,8	1 460,2	694,9	173,2	868,1
Botswana	212,0	0,3	212,3	564,1	188,6	752,7
Brésil	2 001,8	309,8	2 311,6	1 931,3	138,7	2 070,0
Bulgarie	311,0	38,2	349,2	194,3	-	194,3
Burkina Faso	988,2	3 245,2	4 233,4	1 230,9	2 133,5	3 364,4
Burundi	777,9	23,5	801,4	796,9	4,7	801,6
Cameroun	538,5	37,4	575,9	779,8	255,4	1 035,2
Canada	17 346,7	7 776,8	25 123,5	13 487,1	4 013,9	17 501,0
Cap-Vert	294,1	6,0	300,1	258,6	15,2	273,8
Chili	544,0	775,8	1 319,8	711,5	290,7	1 002,2
Chine	367,6	103,5	471,1	2 378,0	502,3	2 880,3
Chypre	103,5	-	103,5	125,6	86,0	211,6
Colombie	1 083,4	38,6	1 122,0	1 658,3	13,0	1 671,3
Comores	79,2	245,5	324,7	101,9	123,9	225,8
Congo	199,8	-	199,8	104,7	-	104,7
Costa Rica	604,4	226,3	830,7	720,4	43,5	763,9
Côte d'Ivoire	419,4	328,5	747,9	325,8	205,3	531,1
Cuba	351,1	467,5	818,6	192,0	54,0	246,0
Danemark	12 869,1	2 792,0	15 661,1	16 533,0	1 076,1	17 609,1
Djibouti	166,1	-	166,1	1 059,3	-	1 059,3
Dominique	16,8	-	16,8	67,0	-	67,0
Egypte	110,4	15,1	125,5	573,9	1 275,2	1 849,1
El Salvador	102,6	-	102,6	511,5	12,0	523,5
Emirats arabes unis	10,3	-	10,3	47,0	7,8	54,8
Equateur	173,0	-	173,0	509,0	3,5	512,5
Espagne	939,2	197,0	1 136,2	2 314,7	432,4	2 747,1
Etats-Unis d'Amérique	69 639,3	5 497,5	75 136,8	67 724,6	2 455,6	70 180,2
Ethiopie	686,7	-	686,7	368,7	158,8	527,5
Fidji	142,6	5,4	148,0	248,5	6,0	254,5
Finlande	4 440,6	130,0	4 570,6	2 994,1	914,4	3 908,5
France	31 697,7	4 072,9	35 770,6	34 321,2	3 587,2	37 908,4

/...

Pays	1985		Total (1 + 2)	1986		Total (4 + 5)
	Matériel	Sous-traitance		Matériel	Sous-traitance	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Gabon	145,4	-	145,4	14,6	-	14,6
Gambie	55,2	131,6	186,8	57,1	47,0	104,1
Ghana	30,0	1,0	31,0	91,1	72,6	163,7
Grèce	498,4	-	498,4	445,0	-	445,0
Grenade	9,3	-	9,3	2,0	-	2,0
Guatemala	620,0	-	620,0	1 616,5	-	1 616,5
Guinée	219,5	19,7	239,2	293,4	20,7	314,1
Guinée-Bissau	23,2	-	23,2	122,2	-	122,2
Guinée équatoriale	79,8	-	79,8	16,9	40,0	56,9
Guyana	100,9	-	100,9	16,7	-	16,7
Haïti	353,4	18,0	371,4	263,9	172,3	436,2
Honduras	112,3	15,0	127,3	108,2	50,0	158,2
Hongrie	2 491,8	188,4	2 680,2	2 736,0	3 813,1	6 549,1
Iles Caïmanes	8,4	-	8,4	-	-	-
Iles Cook	-	-	-	0,7	-	0,7
Iles Salomon	-	-	-	34,1	-	34,1
Inde	14 146,3	307,0	14 453,3	16 668,2	208,7	16 876,9
Indonésie	1 560,7	392,2	1 952,9	2 441,0	66,7	2 507,7
Iran (République islamique d')	-	-	-	-	-	-
Iraq	240,3	-	240,3	127,5	64,5	192,0
Irlande	891,3	930,5	1 821,8	924,2	24,1	948,3
Islande	149,9	-	149,9	85,7	-	85,7
Israël	2 167,5	128,1	2 295,6	2 488,1	627,0	3 115,1
Italie	47 354,8	11 202,9	58 557,7	41 770,7	57 277,5	99 048,2
Jamahiriya arabe libyenne	-	-	-	3,7	-	3,7
Jamaïque	457,1	-	457,1	219,6	4,0	223,6
Japon	50 754,1	241,6	50 995,7	63 031,2	-	63 031,2
Jordanie	1 085,1	-	1 085,1	1 865,0	20,2	1 885,2
Kampuchea démocratique	-	-	-	-	-	-
Kenya	2 064,4	997,2	3 061,6	2 427,9	83,2	2 511,1
Koweït	41,6	-	41,6	725,5	-	725,5
Lesotho	164,2	7,1	171,3	268,2	34,4	302,6
Liban	1 734,5	447,6	2 182,1	1 055,9	-	1 055,9
Libéria	169,0	-	169,0	158,8	70,0	228,8
Luxembourg	23,2	26,9	50,1	5 629,8	-	5 629,8
Madagascar	314,7	522,9	837,6	210,4	237,9	448,3
Malaisie	780,7	444,5	1 225,2	864,2	192,7	1 056,9
Malawi	636,1	48,9	685,0	337,9	-	337,9
Maldives	27,2	-	27,2	18,1	-	18,1
Mali	1 858,8	126,5	1 985,3	1 818,4	263,3	2 081,7
Malte	-	-	-	14,6	-	14,6
Maroc	218,6	-	218,6	104,3	172,4	275,7
Maurice	157,5	51,6	209,1	71,3	23,5	94,8
Mauritanie	571,7	-	571,7	426,9	145,2	572,1
Mexique	1 190,8	5 033,0	6 223,8	2 549,1	21,4	2 570,5
Mongolie	-	-	-	3,9	-	3,9
Mozambique	163,4	7,0	170,4	203,7	2,0	205,7
Namibie	4,0	-	4,0	-	277,7	277,7
Népal	990,8	324,8	1 315,6	1 077,1	359,7	1 436,8
Nicaragua	225,4	8,3	233,7	380,2	-	380,2
Niger	2 072,9	831,4	2 904,3	1 544,8	212,3	1 757,1
Nigéria	40,4	1 560,4	1 600,8	190,5	55,7	246,2
Norvège	7 767,6	5 685,0	13 452,6	5 964,6	803,9	6 768,5
Nouvelle-Zélande	361,5	539,0	900,5	254,3	-	254,3
Oman	93,9	-	93,9	20,8	-	20,8

Pays	1985		Total (1 + 2)	1986		Total (4 + 5)
	Matériel (1)	Sous-traitance (2)		Matériel (4)	Sous-traitance (5)	
Ouganda	576,7	57,1	633,8	525,4	100,0	625,4
Pakistan	2 266,0	1 652,1	3 918,1	4 119,8	38,4	4 158,2
Panama	762,6	-	762,6	1 122,8	0,7	1 123,5
Papouasie-Nouvelle-Guinée	11,0	-	11,0	25,7	-	25,7
Paraguay	173,0	-	173,0	214,6	-	214,6
Pays-Bas	16 745,6	1 381,6	16 127,2	27 185,8	1 785,4	28 971,2
Pérou	1 151,8	560,9	1 712,7	1 479,6	128,6	1 608,2
Philippines	1 190,4	8 894,5	10 084,9	2 130,1	94,0	2 224,1
Pologne	565,4	31,1	596,5	1 368,9	-	1 368,9
Portugal	356,8	368,5	725,3	1 764,1	40,7	1 804,8
Qatar	4,5	-	4,5	41,4	-	41,4
République arabe syrienne	705,3	61,7	767,0	312,0	950,8	1 262,8
République centrafricaine	150,3	-	150,3	319,4	-	319,4
République démocratique allemande	1 460,5	5,9	1 466,4	2 074,5	412,9	2 487,4
République démocratique populaire lao	220,8	-	220,8	456,0	31,1	487,1
République dominicaine	167,8	-	167,8	277,9	18,6	296,5
République-Unie de Tanzanie	302,7	-	302,7	423,8	54,0	477,8
Roumanie	144,0	14,8	158,8	221,4	27,6	249,0
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	41 462,8	6 149,9	47 612,7	48 211,7	2 918,3	51 130,0
Rwanda	547,1	28,2	575,3	433,9	-	433,9
Saint-Kitts-et-Nevis	9,6	-	9,6	13,1	-	13,1
Sainte-Lucie	0,1	-	0,1	-	-	-
Saint-Vincent-et-Grenadines	18,0	-	18,0	16,2	-	16,2
Samoa	43,6	3,8	47,4	115,9	4,9	120,8
Sao Tomé-et-Principe	4,4	-	4,4	83,9	-	83,9
Sénégal	1 973,5	318,6	2 292,1	2 928,9	402,8	3 331,7
Seychelles	-	-	-	-	-	-
Sierra Leone	202,8	5,8	208,6	271,0	2,8	273,8
Singapour	3 061,2	58,9	3 120,1	1 803,4	633,3	2 436,7
Somalie	353,1	-	353,1	614,8	434,5	1 049,3
Soudan	1 228,2	-	1 228,2	3 407,0	835,5	4 242,5
Sri Lanka	917,8	223,7	1 141,5	682,6	72,3	754,9
Suède	17 239,9	579,2	17 819,1	20 093,7	1 032,0	21 125,7
Suriname	1,3	-	1,3	0,9	-	0,9
Swaziland	132,4	-	132,4	193,5	10,7	204,2
Tchad	594,1	91,2	685,3	781,0	2 791,7	3 572,7
Tchécoslovaquie	319,7	673,9	993,6	616,4	394,0	1 010,4
Thaïlande	3 479,7	1 029,3	4 509,0	4 566,8	1 730,5	6 297,3
Togo	418,7	11,3	430,0	536,6	4,0	540,6
Trinité-et-Tobago	140,7	71,0	211,7	86,3	58,2	144,5
Tunisie	79,9	64,0	143,9	33,7	84,2	117,9
Turquie	367,4	105,8	473,2	752,9	-	752,9
Tuvalu	1,0	-	1,0	11,6	-	11,6
Union des Républiques socialistes soviétiques	3 029,0	2 342,1	5 371,1	4 245,6	29,0	4 274,6
Uruguay	167,3	30,6	197,9	108,6	54,4	163,0
Vanuatu	24,8	12,4	37,2	0,8	-	0,8
Venezuela	305,3	3,6	308,9	377,0	0,8	377,8
Viet Nam	121,8	1,7	123,5	455,3	-	455,3
Yémen (République arabe du)	77,6	326,0	403,6	34,4	16,7	51,1
Yémen démocratique	77,8	-	77,8	1,5	-	1,5

Pays	1985		Total (1 + 2)	1986		Total (4 + 5)
	Matériel	Sous-traitance		Matériel	Sous-traitance	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Yougoslavie	1 424,5	15,0	1 439,5	1 256,3	-	1 256,3
Zaïre	361,2	12,1	373,3	709,9	77,0	786,9
Zambie	223,2	31,7	254,9	103,9	27,9	131,8
Zimbabwe	840,1	83,7	923,8	659,6	90,4	750,0
Non spécifiés	11 736,	49,4	11,785,7	22 141,3	42,2	22 183,5
<u>Etats ou régions non membres</u>						
Hong-kong	3 029,3	9,5	3 038,8	5 839,9	-	5 839,9
Liechtenstein	83,2	-	83,2	5,1	-	5,1
Monaco	7,5	-	7,5	-	-	-
République de Corée	2 858,5	436,1	3 294,6	4 741,7	689,8	5 431,5
République populaire démocratique de Corée	0,6	-	0,6	3,	-	34,2
Suisse	37 947,2	647,6	38 594,8	40 961,2	1 680,4	42 642,9
Taiwan	46,6	-	46,6	32,5	-	32,5
Tonga	7,1	-	7,1	7,2	-	7,2
Total	522 038,4	103 509,3	625 547,7	610 441,0	104 954,7	715 395,7

Montant total des achats effectués par les organisations
(y compris les contrats de sous-traitance)

(En milliers de dollars)

Organisations	1985	1986
Département de la coopération technique pour le développement	41 890,2	50 446,8
ONUDI	33 728,6	29 293,0
CNUEH	4 526,6	7 053,2
CNUCED	543,3	-
UNRWA	22 698,0	27 604,9
CEA	421,2	-
CEPALC	470,8	350,8
CESAO	49,3	596,4
CESAP	2 444,4	580,3
OIT	20 840,7	37 004,1
FAO	104 260,8	83 962,8
Unesco	16 639,0	8 953,7
OACI	15 594,3	15 661,9
OMS	53 271,0	53 208,9
Banque mondiale	15 370,1	-
UPU	315,8	627,2
UIT	7 749,0	6 126,9
OMM	6 058,0	6 133,4
OMI	586,2	1 174,3
OMPI	1 302,4	347,9
AIEA	15 134,3	18 791,5
OMT	91,1	-
PNUD (BEP)	60 060,2	89 798,9
FNUAP	11 401,7	14 573,5
FISE	163 106,7	203 660,1
OPS	26 994,0	32 815,7
HCR	-	26 629,5
Total	625 547,7	715 395,7

APPENDICE III

Informations communiquées par l'Union des Républiques
socialistes soviétiques

1. La participation de l'Union soviétique aux activités opérationnelles du système des Nations Unies s'inscrit dans le cadre de l'assistance économique et technique que ce pays apporte aux pays en développement, et dont la valeur brute a atteint 15,1 milliards de roubles en 1986 pour l'ensemble des pays en développement, dont 2 milliards pour les pays les moins avancés. Cette assistance est en général supérieure d'environ 30 % à son niveau de 1985.
2. Les contributions financières volontaires de l'URSS au PNUD, au FISE et à certains autres programmes d'assistance technique de l'ONU ont augmenté de plus d'un tiers en 1986. Ces ressources sont utilisées pour des transferts de technologie, savoir-faire, matériel et services soviétiques vers les pays en développement, ainsi que pour la formation de personnel national, considérée comme un apport important pour la mise en valeur des ressources humaines des pays bénéficiaires. Plus de 300 ressortissants de 60 pays en développement ont en particulier reçu une formation à l'Université d'Etat de Moscou, dans le cadre d'un programme interrégional de formation et de recherche démographiques.
3. Les représentants de l'URSS aux sessions du Conseil d'administration du PNUD, du Conseil économique et social et d'autres organes de l'ONU ont maintes fois souligné que l'Union soviétique pourrait amplifier encore sa participation aux activités opérationnelles du système des Nations Unies si des mesures réelles étaient prises pour supprimer les obstacles artificiels à l'utilisation effective des millions de roubles que l'URSS verse au PNUD et au programme ordinaire d'assistance technique de l'ONU.



Assemblée générale
Conseil économique et social

Distr.
GENERALE

A/42/326/Add.4 ✓
E/1987/82/Add.4
6 novembre 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-deuxième session
Point 83 a) de l'ordre du jour
ACTIVITES OPERATIONNELLES POUR LE
DEVELOPPEMENT

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL
Seconde session ordinaire de 1987
Point 14 de l'ordre du jour
ACTIVITES OPERATIONNELLES POUR LE
DEVELOPPEMENT

ACTIVITES OPERATIONNELLES DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

Note du Secrétaire général

Additif

Les vues et les observations des organismes des Nations Unies concernant le rapport sur les études de cas relatives à la question des activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement, établi par M. Kurt Jansson (A/42/326/Add.1-E/1987/82/Add.1, annexe), figurent dans l'annexe au document A/42/326/Add.2-E/1987/82/Add.2. On trouvera dans le présent additif les observations du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (voir annexe).

ANNEXE

Vues et observations des organismes des Nations Unies

I. ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE)

1. Introduction

1. Les études de cas et le rapport qui a été établi à leur sujet présentent un avantage unique : ils se fondent sur une expérience concrète acquise à l'échelon des pays. Proches des réalités concrètes dans toute leur complexité, ils apportent une bouffée d'air frais. Bien que ces études de cas n'aient trait qu'à quelques pays, la plupart des observations et des conclusions contenues dans le rapport, de l'avis du FISE, semblent être largement applicables. Plusieurs points essentiels s'en dégagent : il faut mobiliser le système des Nations Unies autour de priorités de programme communes; il est important de structurer les mécanismes de collaboration en fonction de celles-ci; il faut privilégier le pays comme niveau principal d'opération, et il faut mettre l'accent sur la coordination et la collaboration les plus larges.

2. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance prie l'Assemblée générale de consacrer au rapport toute l'attention qu'il mérite afin de donner des directives aux secrétariats et organes directeurs des organisations concernées et aux groupes mixtes, comme le Groupe consultatif mixte des politiques, afin qu'ils appliquent certaines de ces recommandations. Le FISE demande instamment, en outre, que les progrès réalisés dans la réalisation de ces buts fassent l'objet d'un examen par le Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire en 1988.

2. Vers une plus grande concertation dans le choix des priorités communes

3. La nécessité d'une plus grande coordination des travaux des différents organismes faisant partie du système des Nations Unies autour de priorités communes est peut-être l'un des plus importants aspects dégagés dans le rapport. Comme celui-ci l'indique, c'était là une des principales tâches du Groupe consultatif mixte des politiques (utilisant une approche qu'il est préférable de désigner sous le nom de programmation coordonnée).

4. Comme le montre le rapport, le point de départ, pour le choix de ces objectifs communs, a toujours consisté dans les priorités définies par le pays bénéficiaire lui-même, sur place ou au niveau des instances internationales. Cela est à la fois nécessaire et pratique. Quand il porte ses fruits, le travail du système des Nations Unies consiste à s'engager activement, à obtenir un soutien international à ces objectifs prioritaires du gouvernement du pays, et à aider à dégager un consensus international. Comme le montre le rapport, le fait d'obtenir un soutien à des objectifs et des priorités nationaux (et non pour imposer des priorités extérieures) est évoqué dans le rapport sous le nom d'activités de "plaidoyer". L'expérience récente du système des Nations Unies démontre bien le caractère essentiel des recommandations du rapport sur cette question. Les succès récents obtenus par le système des Nations Unies, de la réponse interinstitutions à la

crise de l'Afrique jusqu'aux progrès réalisés dans l'immunisation de l'enfance grâce aux soins de santé primaires, illustrent bien ce point.

5. A l'évidence, toutes les questions actuellement traitées dans le système des Nations Unies ne se prêtent pas à une approche commune concertée. Par exemple, certaines questions peuvent se présenter comme trop "étroites", "triviales", ou ne pas susciter encore un véritable consensus international. Pourtant, le traitement de ces questions par le système des Nations Unies peut continuer à présenter de l'importance pour certains pays bénéficiaires, et doit donc se poursuivre. Cependant, comme l'indique le rapport, il est possible d'accroître notablement l'efficacité du système en privilégiant la sélectivité et le choix d'objectifs prioritaires à l'échelon international. Bien que le rapport ne contienne pas de suggestions précises, le FISE estime que la communauté internationale peut et doit user de toute son autorité afin de trouver une solution à certaines grandes questions, comme l'importance des aspects sociaux du processus d'ajustement, le rôle des femmes dans le développement, l'environnement et le développement, et les moyens d'améliorer la survie et le développement des enfants par des mesures telles que leur immunisation universelle.

3. Modalités de la mobilisation

a) Choix initial de priorités

6. Le rapport montre de façon convaincante que la collaboration et la coordination sont le prolongement logique d'une approche concertée, axée sur les priorités communes. Comme le montrent les exemples donnés dans le rapport, la succession des opérations est donc importante : la coordination et la coopération ont leurs meilleures chances de porter des fruits si elles sont précédées par l'établissement de priorités communes. Cela a été le cas par exemple de la "programmation coordonnée" du Groupe consultatif mixte des politiques, comme l'indique le rapport a). Inversement, le rapport évoque aussi plusieurs exercices de coordination qui n'ont pas vraiment abouti parce qu'ils avaient été menés sans qu'on eût au préalable fixé aux programmes des objectifs communs.

b) Aspects spécifiques

7. Le rapport est nettement favorable à une décentralisation des opérations de programme et des décisions au niveau des pays. Le FISE, dont plus de 80 % du personnel travaillent à l'échelon des pays, est amené, par l'expérience qu'il a acquise, à souscrire entièrement à cette recommandation.

8. Le rapport donne à penser que, dans les pays visités, les réunions interorganisations présidées par le coordonnateur résident du système des Nations Unies abordent rarement les questions de fond. Les services du FISE sur le terrain parviennent souvent à la même conclusion (comme le FISE l'a indiqué, par exemple, à la seconde session ordinaire de 1987 du Conseil économique et social), et le FISE rappelle, dans un esprit entièrement positif, qu'il souhaiterait que des réunions interorganisations sur les questions de fond fussent tenues dans tous les pays à intervalle régulier (tous les mois peut-être) sous la présidence du coordonnateur résident. La fréquence de ces réunions et les progrès qui y seraient faits devraient être suivis de près par le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale et consignés dans les rapports soumis au

Conseil économique et social. Il est important en effet que le siège, à un niveau élevé, puisse suivre les progrès réalisés à ces réunions. Cet aspect, ainsi que d'autres exemples semblables, convainquent le FISE que, dans les limites de leur mandat actuel, les coordonnateurs résidents peuvent atteindre un niveau de réalisations utiles très supérieur au niveau actuel. Il y aurait lieu par conséquent de préférer l'établissement d'objectifs opérationnels et leur application effective à un réexamen, à ce stade, du mandat formel des coordonnateurs résidents.

9. La recommandation c) figurant parmi les conclusions et recommandations du rapport (voir A/42/326/Add.1-E/1987/82/Add.1, annexe, par. 82) propose d'expérimenter dans quelques grands pays la création d'un bureau spécial de coordonnateur résident disposant de quelques membres du personnel de l'ONU transférés sur le terrain. Une telle proposition semblerait avoir deux objectifs : renforcer les ressources disponibles à cette fin et élargir l'éventail des organisations dans lesquelles le personnel du coordonnateur résident pourrait être prélevé. A l'évidence, une telle proposition ouvrirait des perspectives tout en étant à certains égards délicate. Comme on l'a indiqué à la seconde session ordinaire de 1987 du Conseil économique et social, certaines organisations ont bien fait savoir que ce changement aurait un effet positif sur le moral du personnel sur le terrain n'appartenant pas au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), en élargissant leurs possibilités de carrière par rapport à ce que permet le niveau des postes hors siège dans leur organisation. Ce cas n'est cependant pas vraiment applicable au FISE, puisque la plupart des postes de haut niveau y sont déjà hors siège.

10. Plus importante peut-être est la mesure dans laquelle ces possibilités de carrière encourageraient le personnel hors siège à porter un intérêt plus net aux questions interorganisations. Mais cet effet positif risquerait d'être annulé par le découragement qui pourrait se produire au sein de l'organisme qui remplit actuellement la fonction considérée, facteur qu'il ne faut pas négliger. La création d'un bureau distinct de coordonnateur résident a été expérimentée par deux fois dans des opérations d'urgence (qui se distinguent par là de la plupart des opérations de portée seulement nationale). Le FISE porte sur ces deux cas un jugement très positif et croit savoir que la grande majorité des autres organisations et des gouvernements concernés souscrivent à ce point de vue.

11. On examine dans le rapport l'absence d'un véritable cadre de référence complet à l'échelle du système des Nations Unies pour la programmation par pays, et c'est bien le cas dans la plupart des pays. Inévitablement, étant donné le caractère limité des ressources et du nombre des spécialistes, la programmation par pays du PNUD ne peut que mettre d'abord l'accent sur les questions présentant de l'intérêt pour le programme par pays établi par cet organisme. Mettre en place un cadre général unique nécessiterait un personnel important et entraînerait des coûts administratifs très élevés sans que les avantages concrets, pour la réalisation du programme, soient véritablement assurés. Pour l'instant, le système des Nations Unies pourrait souhaiter prendre de préférence plusieurs mesures intermédiaires, comme le renforcement d'un cadre commun de programmation sur les questions de haute priorité (examinées plus haut), une meilleure organisation du travail de chaque organisme dans la préparation du cadre de sa propre programmation par pays (le Groupe consultatif mixte des politiques travaille actuellement à l'élaboration de lignes directrices à cet effet), et l'obtention d'une plus grande

rigueur et d'un approfondissement de la réflexion dans les réunions organisées régulièrement par pays.

4. Autres questions

12. Plusieurs des recommandations figurant dans le rapport (ibid., par. 82) méritent tout particulièrement d'être appuyées :

a) Recommandation k) : Il faudrait améliorer la capacité du système des Nations Unies en matière d'analyse à l'échelon des pays;

b) Recommandation n) : Il faudrait apporter une assistance aux gouvernements en vue de renforcer leur capacité de coordonner l'aide extérieure qu'ils reçoivent;

c) Recommandation j) : Il faudrait envisager des liens plus solides avec les banques régionales et cette collaboration devrait porter à la fois sur l'assistance technique et sur les "opérations de prêt aux programmes", par exemple pour des activités d'ajustement structurel et sectoriel;

d) Recommandation g) : Bien que le FISE ne soit pas directement touché par la question des "fonds d'affectation spéciale", l'expérience qu'il a acquise à ce propos est que ces modes de financement permettent en général d'accroître les ressources d'ensemble disponibles pour le développement, et dans la très grande majorité des cas accroissent la proportion de l'aide au développement acheminée par le canal des institutions multilatérales. Le FISE estime en conséquence que la coordination devrait porter de préférence sur les processus de programmation plutôt que sur l'établissement de distinctions entre les diverses sources de financement;

e) Recommandation f) : Il est nécessaire de mettre l'accent sur les pays les plus pauvres et les moins avancés ainsi que sur la satisfaction des besoins fondamentaux des catégories les plus pauvres de la population de ces pays;

f) Recommandation e) : Le FISE est tout à fait d'avis qu'il faut mettre l'accent sur la programmation thématique plutôt que sur la programmation projet par projet;

g) Recommandation o) : L'expérience du FISE le convainc plus que jamais qu'il est important d'inclure les organisations non gouvernementales dans les mécanismes de coordination.

Note

a/ Le Groupe consultatif mixte des politiques a constaté que la notion de "programmation coordonnée" reflète sa manière de voir de façon plus précise que celle de "programmation conjointe". Cette importante nuance met l'accent sur le caractère complémentaire des apports au programme, laissant à chaque organisation le soin de mobiliser ses apports à partir de ses propres sources de financement et selon ses propres pratiques. Cette approche, fondée sur l'expérience, a permis d'éviter des retards et obstacles bureaucratiques potentiels, étant donné que les différences dans les mécanismes d'application trouvent souvent et fort justement leur origine dans la nature différente des missions de chaque organisation et dans les avantages relatifs qu'elles présentent.



Assemblée générale
Conseil économique et social

Distr.
GENERALE

A/42/326/Add.3 ✓
E/1987/82/Add.3
2 novembre 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-deuxième session
Point 83 a) de l'ordre du jour
ACTIVITES OPERATIONNELLES
POUR LE DEVELOPPEMENT

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL
Seconde session ordinaire
de 1987
Point 14 de l'ordre du jour
ACTIVITES OPERATIONNELLES
POUR LE DEVELOPPEMENT

ACTIVITES OPERATIONNELLES DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

Note du Secrétaire général

Additif

Le présent additif complète le rapport annuel sur les activités opérationnelles du système des Nations Unies pour 1987 (A/42/326) et fournit des données statistiques pour l'année 1986. Il contient un tableau d'ensemble de la situation en ce qui concerne les courants de ressources canalisés par les organisations du système, ainsi que des prévisions de ressources pour les principaux organismes de financement. Faute d'avoir pu disposer en temps voulu de statistiques nationales détaillées, on n'a pas été en mesure de présenter des tableaux faisant état des contributions et des dépenses pays par pays. En revanche, des informations sont fournies sur l'achat de biens et de services par l'intermédiaire du système des Nations Unies.

ANNEXE

Rapport du Directeur général au développement et à
la coopération économique internationale

I. TABLEAU D'ENSEMBLE DE LA SITUATION ACTUELLE

1. D'après les estimations, les ressources pour le développement accordées à des conditions de faveur aux pays en développement par l'intermédiaire du système des Nations Unies se sont élevées au total à 5,5 milliards de dollars en 1986. Ces ressources représentent une part importante du montant total de l'aide publique au développement (APD).

2. Les indications sur la valeur totale des courants d'APD qui figurent dans le rapport du Directeur général (A/42/326) ne tiennent pas pleinement compte des contributions des pays socialistes aux activités de développement. Les chiffres fournis dans ledit rapport doivent donc être complétés par les renseignements fournis directement par les pays concernés, par exemple la République démocratique allemande, dans le document A/42/359, et la République socialiste de Tchécoslovaquie, dans le document A/42/603. L'Union des Républiques socialistes soviétiques a également fourni des informations, qui figurent à l'appendice III du présent additif.

3. L'analyse des ressources mises à la disposition des organismes d'aide du système des Nations Unies montre que l'ensemble des contributions versées à ces organisations ont augmenté, en dollars, d'environ 7 %. Les contributions au PNUD, au FISE et au FNUAP ont augmenté de plus de 17 %. Etant donné la composition complexe des contributions reçues en nature et en espèces, et vu la diversité des monnaies dans lesquelles les contributions sont versées et les dépenses effectuées, il est pratiquement impossible de déterminer si les contributions au système ont augmenté ou non en valeur réelle.

4. L'augmentation des contributions au PNUD et aux fonds qu'il gère mérite d'être soulignée car elle représente un renversement de tendance, après des années de stagnation des contributions. En 1986, le montant total des contributions au PNUD et aux fonds qu'il gère a représenté près de 35 % du total des ressources mises à la disposition des organisations d'aide du système des Nations Unies, contre 30 % en 1985. On notera que les activités d'assistance technique financées par des prêts concessionnels de la Banque mondiale représentent maintenant plus d'un milliard de dollars. Toutefois, ce montant correspond pour l'essentiel à l'assistance technique directement liée aux apports de capitaux. Les prêts de la Banque mondiale au titre de l'assistance technique proprement dite, et les autres formes d'assistance qui s'y rattachent représentent, d'après les estimations, 200 millions de dollars.

5. Malgré l'augmentation sensible des dépenses effectuées par le PNUD et les fonds qu'il gère, il semble que le montant global de l'aide accordée par l'ensemble du système ait diminué en valeur constante : en effet, les dépenses effectuées en 1986 ne font apparaître aucune croissance, même en valeur nominale, par rapport

aux chiffres de 1985. Cette diminution s'explique en partie par la baisse du volume d'activités du PAM en 1986, après un volume extrêmement élevé au plus fort de la crise en Afrique.

6. Les tableaux A3 à A6 ci-dessous donnent une ventilation des contributions extra-budgétaires versées directement aux organisations et institutions du système par les donateurs bilatéraux (voir appendice I). Ces tableaux montrent que l'augmentation des fonds mis à la disposition des institutions financières du système des Nations Unies a été moins importante que l'augmentation des contributions versées directement aux agences d'exécution du système. Les contributions versées directement à la FAO et à l'OMS, en particulier, enregistrent une augmentation notable.

7. Le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale a indiqué dans son rapport annuel sur les activités opérationnelles pour 1987 qu'une part croissante des ressources destinées au financement de ces activités sont fournies sous forme de prêts, par l'intermédiaire de la Banque mondiale et des banques régionales de développement. Les tableaux A1 et A2 du présent rapport, qui indiquent les contributions reçues et les dépenses effectuées par le système des Nations Unies au titre des activités opérationnelles pour le développement, montrent que l'aide accordée sous forme de dons par le système des Nations Unies a stagné en valeur nominale alors que les prêts à des conditions de faveur ont au contraire augmenté sensiblement en valeur nominale (voir appendice I). Etant donné qu'une part importante de l'APD sert à financer des activités directement liées à la mise en valeur des ressources humaines, activités dont les résultats ne sont visibles qu'à long terme, il serait bon de se demander si une augmentation des contributions aux organisations du système des Nations Unies qui fournissent une aide sous forme de dons ne serait pas nécessaire.

II. TENDANCES FUTURES

8. A la demande du Directeur général, les principales institutions financières du système des Nations Unies ont fourni un bref résumé concernant leurs prévisions de ressources pour les deux prochaines années.

IDA/Banque mondiale

9. Les crédits accordés aux pays en développement au cours de l'exercice budgétaire 1987 (c'est-à-dire du 1^{er} juillet 1986 au 30 juin 1987) se sont élevés à 3,4 millions de dollars; les engagements de dépenses connexes financés par le Fonds spécial d'aide à l'Afrique subsaharienne et le financement conjoint par les donateurs bilatéraux se sont élevés à 421,4 millions de dollars et 190 millions de dollars, respectivement.

10. La huitième reconstitution des ressources de l'IDA s'élève à 12,4 milliards de dollars pour la période allant du 1^{er} juillet 1987 au 30 juin 1990, soit une augmentation de 3,4 milliards de dollars par rapport à IDA-7. Sous réserve des conditions et des modalités de l'accord conclu pour IDA-8, les échéances pour les pays classés par l'Organisation des Nations Unies dans la catégorie des pays les moins avancés, ou pour les pays qui n'empruntent qu'à l'IDA et dont le PNB par

habitant en 1985 était égal ou inférieur à 400 dollars. sont ramenées de 50 ans à 40 ans. Pour tous les autres pays bénéficiaires de l'aide de l'IDA, les échéances sont ramenées à 35 ans. En outre, les modalités de crédit peuvent être revues et ajustées après une certaine période, compte tenu de l'évolution de la situation dans chaque pays.

11. En vertu de l'accord conclu pour IDA-8, le financement des investissements continuera d'être l'axe central des activités de l'IDA, mais on mettra davantage l'accent sur les prêts pour l'appui à la réforme des politiques et à l'ajustement économique : un montant compris entre 3 et 3,5 milliards de dollars, à prélever sur les ressources d'IDA-8, pourra être consacré à ce dernier type de prêt. En outre, les prêts d'aide à l'ajustement seront utilisés, dans la mesure du possible, en conjonction avec la Facilité d'ajustement structurel du Fonds monétaire international dans les pays qui satisfont aux conditions requises. De plus, aux termes de l'accord, tous les efforts devraient être faits pour que 50 % des ressources de l'IDA aillent aux pays de l'Afrique subsaharienne, si des progrès suffisants ont été réalisés dans leurs programmes d'ajustement économique; en tout état de cause, il est prévu d'accorder à la région au moins 45 % de ces ressources.

PNUD

12. Selon les estimations actuelles, les annonces de contributions volontaires au programme principal du PNUD pour 1987 s'élèvent à 869 millions de dollars, d'après les taux de change en vigueur au 1^{er} octobre 1987, ce qui représenterait une augmentation de près de 12 % (en dollars) par rapport aux ressources de 1986. Cette augmentation est due pour 7 % environ aux gains de change résultant de l'évolution des parités monétaires et, pour le reste, à l'appréciation en valeur réelle des monnaies locales. Les contributions aux ressources de base des différents fonds gérés par le PNUD (y compris le Fonds pour les mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés) sont évaluées à 63,3 millions de dollars pour 1987. En outre, les activités de cofinancement du PNUD et de ses fonds devraient représenter un montant de l'ordre de 177,1 millions de dollars en 1987, ce qui porterait à 1 milliard 109 millions de dollars le montant total des ressources mises à la disposition du PNUD.

13. Les prévisions de ressources du PNUD pour le quatrième cycle de programmation (1987-1991) sont conformes au scénario approuvé par le Conseil d'administration du PNUD à sa trente-deuxième session en juin 1985 en ce qui concerne les ressources disponibles au titre des CIP. On prévoit donc que le PNUD sera en mesure d'atteindre l'objectif de 3 milliards 166 millions de dollars envisagé par le Conseil pour le programme financé au titre des CIP pour la période 1987-1991.

FISE

14. On estime que la masse commune des ressources dont disposera le FISE pour 1987 sera d'environ 320 millions de dollars, soit une augmentation de 7 % par rapport aux ressources de 1986, en valeur nominale en dollars. Cette croissance est essentiellement due aux réactions positives des gouvernements donateurs, qui augmentent leurs contributions volontaires au FISE, à l'appui accru des sources de financement privées et à l'évolution des taux de change. Ainsi, les contributions

des gouvernements à la masse commune des ressources devraient augmenter de 33 millions de dollars, cette augmentation étant due pour moitié environ à l'augmentation des dons en monnaie locale, le reste étant dû aux gains de change. Toutefois, en 1986, la masse commune des ressources avait bénéficié d'un apport exceptionnel résultant des manifestations organisées à l'occasion du quarantième anniversaire du FISE (Sport Aid, Première course autour du monde), apport qui, bien entendu, ne se répétera pas en 1987.

15. Les fonds supplémentaires s'élèveront approximativement à 160 millions de dollars, dont 135 millions de dollars destinés à des projets spécifiques et 25 millions de dollars obtenus en réponse à l'appel d'urgence lancé par le Directeur général en faveur de l'Afrique.

16. Vu le climat économique et politique actuel, le FISE a formulé pour la période 1987-1990 des prévisions qu'il considère comme réalistes : pour la masse commune des ressources comme pour les fonds supplémentaires, il table sur une croissance d'environ 4 % par an pendant la période quadriennale.

PAM

17. Au milieu de l'année 1987, c'est-à-dire six mois après le début du nouvel exercice biennal 1987-1988, 69 donateurs avaient annoncé des contributions aux ressources ordinaires d'un montant de 1 009 600 000 dollars, soit 72 % de l'objectif fixé (1,4 milliard de dollars). Le montant combiné des ressources versées ou annoncées au Programme alimentaire mondial pour 1987-1988 sous la forme de ressources ordinaires, de contributions au titre de la Convention relative à l'aide alimentaire et au titre de la Réserve alimentaire internationale de crise s'élevait à 1 131 600 000 dollars à la fin de juin 1987. Sur la base de l'expérience passée, on prévoit que le montant total des ressources disponibles pour le programme en 1987-1988 pourrait atteindre 1,5 milliard de dollars. Pour l'exercice biennal 1989-1990, le Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire a fixé un objectif de 1,4 milliard de dollars pour les contributions aux ressources ordinaires du PAM.

FIDA

18. Après deux ans et demi de négociations, la deuxième reconstitution des ressources du FIDA, représentant 460 millions de dollars pour la période triennale 1985-1987, a été approuvée par le Conseil des gouverneurs du FIDA à sa neuvième session en janvier 1986 (276 millions de dollars proviennent des pays de la catégorie I, qui comprend 20 pays industrialisés, et 184 millions de dollars proviennent des pays de la catégorie II, qui comprend 12 pays en développement exportateurs de pétrole). La reconstitution a eu lieu le 27 novembre 1986. En outre, des pays de la catégorie III (autres pays en développement) ont annoncé à ce jour des contributions d'un montant de 27,5 millions de dollars pour la deuxième reconstitution. Le faible volume des ressources obtenues lors de la deuxième reconstitution, qui représente moins de la moitié des ressources initiales (1 milliard de dollars) ou des ressources de la première reconstitution (1 milliard 70 millions de dollars), s'explique essentiellement par la conjoncture économique mondiale, qui a amoindri la capacité de contribution des pays en développement

donateurs (catégorie II) : ceux-ci ont vu leur PNB diminuer fortement par suite de la chute des prix du pétrole. Un autre élément qui a joué a été la nécessité, perçue par les pays donateurs développés (catégorie I), de maintenir un certain rapport entre les contributions des pays de la catégorie I et celles des pays de la catégorie II.

19. A sa neuvième session, le Conseil des gouverneurs du FIDA a également approuvé la mise en place du Programme spécial du FIDA pour les pays d'Afrique subsaharienne victimes de la sécheresse et de la désertification, avec un objectif financier de 300 millions de dollars. Les contributions aux ressources du Programme spécial, qui est devenu opérant en mai 1986, s'élevaient à 220 millions de dollars en août 1987. Le Programme a pour objet d'aider les pays d'Afrique à remettre en état le secteur agricole et à rétablir la capacité productive des petits cultivateurs. Les ressources du Programme spécial compléteront celles du programme ordinaire du FIDA. Tous les efforts sont faits pour obtenir les 80 millions de dollars manquants.

20. A diverses reprises, le FIDA a proposé que les pays industrialisés envisagent d'autoriser, au moins sur une base individuelle, les pays les moins avancés d'Afrique, et ceux dont les paiements au titre du service de la dette représentent plus de 20 % des recettes d'exportation (environ 22 pays), à rembourser une partie de leur dette publique bilatérale en monnaie locale. Les fonds ainsi économisés pourraient alors être placés dans un compte détenu par une organisation internationale, comme le FIDA, et serviraient à financer des programmes spécifiques de lutte contre la pauvreté et la faim dans ces pays, ce qui permettrait d'importantes économies de devises.

21. Vu le faible volume des ressources de la deuxième reconstitution, et les ressources mobilisées au titre du Programme spécial, le FIDA ne peut maintenir qu'un volume d'activités très modeste, bien en deça de son potentiel.

22. Afin d'éviter des négociations aussi longues pour la troisième reconstitution et les reconstitutions suivantes des ressources du Fonds, et pour assurer au Fonds une plus grande stabilité financière, le FIDA procède actuellement à un examen de sa base financière, l'objectif étant que les reconstitutions ultérieures se déroulent de façon plus prévisible et que le Fonds parvienne à une plus grande autonomie financière. En conséquence, et comme l'avait demandé le Conseil des gouverneurs à sa neuvième session, le Président a soumis au Conseil à sa dixième session, en décembre 1986, un rapport sur la base financière et la structure futures du FIDA. A la lumière de ce rapport, le Conseil des gouverneurs a décidé de créer un comité intergouvernemental de haut niveau, composé de 12 membres de chacune des catégories I, II et III, qui se réunira sous la direction du Président pour discuter des questions concernant la base financière et la structure futures du FIDA, la priorité étant accordée aux aspects qui auraient une incidence immédiate sur la troisième reconstitution des ressources du Fonds et qui pourraient accroître l'autonomie financière du Fonds.

23. Le Comité présentera un rapport sur ses conclusions à la onzième session du Conseil des gouverneurs, prévue du 26 au 29 janvier 1988.

FNUAP

24. Compte tenu de la décision annoncée à la mi-août par le Gouvernement des Etats-Unis - principal contribuant au FNUAP pendant la période 1970-1985 - à savoir que pour la deuxième année consécutive il ne ferait pas d'annonce de contribution au FNUAP; au 30 août 1987 on prévoyait que les revenus du FNUAP pour 1987 s'élèveraient au total à 151 millions de dollars. Ce chiffre représente une augmentation de 11 millions de dollars, soit 8 %, par rapport au montant total des ressources du FNUAP en 1986; ce sont aussi les recettes annuelles les plus élevées enregistrées au cours des 18 années d'existence du FNUAP. On se rappellera qu'en 1986, le Conseil d'administration du FNUAP avait approuvé un plan de travail pour 1987 fondé sur une "hypothèse haute" de 165 millions de dollars, qui prévoyait que les Etats-Unis verseraient une contribution pour cette année, étant entendu qu'au cas où les ressources escomptées ne se matérialiseraient pas, le Directeur exécutif appliquerait l'hypothèse basse. Le programme du FNUAP pour 1987 est appliqué conformément à ces instructions du Conseil d'administration, c'est-à-dire sur la base d'un volume de ressources inférieur de 9 % environ au montant initialement approuvé pour 1987. Il est d'autant plus difficile de prévoir de façon réaliste les ressources dont le FNUAP disposera pour la période 1988-1990 que l'on ne sait toujours pas si le Gouvernement des Etats-Unis versera ou non des contributions annuelles au FNUAP couvrant la totalité ou une fraction de cette période de trois ans. Actuellement, le FNUAP prévoit que, sans contribution des Etats-Unis, ses recettes s'élèveront à 158 millions de dollars en 1988, 167 millions de dollars en 1989 et 178 millions de dollars en 1990, soit 503 millions de dollars au total pour la période 1988-1990.

III. ACTIVITES D'ACHATS DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

25. Les informations et statistiques figurant dans l'appendice II du présent additif, concernant les activités d'achats du système des Nations Unies, mettent en évidence le fait que les organisations du système doivent prendre de nouvelles mesures pour faire en sorte qu'une part équitable des biens et des services qui sont achetés au moyen des ressources du système, moyennant un coût total de 700 millions de dollars, provienne des pays en développement. Les informations données par le Groupe des services d'achats interorganisations dans l'appendice II et les observations que le Groupe formule à ce sujet sont des éléments qui devraient permettre aux Etats Membres d'agir davantage dans ce sens. Il serait important à cet égard que le Groupe des services d'achats interorganisations puisse continuer à analyser les activités d'achats du système, et qu'on lui alloue des ressources suffisantes à cette fin. A l'heure actuelle, les enquêtes qu'effectue le Groupe, dont les résultats sont inclus dans les rapports du Directeur général, sont financées par le PNUD.

/...

APPENDICE I

Tableau A.1

Contributions des gouvernements et d'autres sources aux activités opérationnelles pour le développement entreprises par le système des Nations Unies (1979-1986)

(En millions de dollars courants)

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	Augmentation ou diminution (en pourcentage) 1986/1985
I. <u>Contributions aux fonds et programmes de l'ONU</u>									
1. Contributions au PNUD a/	736,7	772,7	778,9	779,8	813,7	757,3	768,0	913,6	19
2. Autres contributions au PNUD et à ses fonds d'affectation spéciale b/	38,9	53,6	61,5	67,8	107,4	83,2	79,9	93,2	17
3. Contributions au FNUAP c/	133,4	135,9	129,7	134,4	136,0	131,2	128,2	156,4	22
4. Contributions au FISE d/	218,9	278,7	261,6	352,1	296,8	297,9	340,0	402,4	18
5. Contributions à d'autres fonds et programmes de l'ONU e/	32,9	57,6	56,3	59,7	62,4	81,9	73,0	50,8	-31
II. <u>Autres contributions</u>									
6. Contributions au PAM h/	567,5	659,4	678,8	745,0	661,1	663,5	809,4	724,3	-10
Total partiel 1 à 6	1 738,3	1 957,9	1 966,8	2 138,8	2 077,4	2 014,0	2 198,5	2 340,7	
III. <u>Contributions aux activités opérationnelles des institutions spécialisées</u>									
7. Contributions statutaires f/	121,4	155,0	212,3	198,1	256,8	280,0	290,8	249,4	-14
8. Contributions volontaires g/	254,3	305,2	365,3	379,8	326,9	376,1	340,1	436,8	28
Total partiel 7 et 8	375,7	460,2	577,6	577,9	583,7	656,1	630,9	686,2	
Total I, II et III	2 104,0	2 418,1	2 544,4	2 716,7	2 661,1	2 671,1	2 829,4	3 026,9	
IV. <u>Contributions au groupe de la Banque mondiale et au FIDA</u>									
9. Contributions à l'IDA	2 404,6	2 914,1	2 642,1	3 166,6	2 876,6	2 512,3	2 379,8	2 582,1	8
10. Versements du capital souscrit à la Banque mondiale et à la SPI	144,8	433,0	378,2	1 274,8	410,8	489,3	228,4	757,5	231
11. Contributions au FIDA	271,2	106,4	i/	399,2	299,0	263,5	52,5	154,3	194
Total partiel, 9 à 11	2 820,6	3 453,5	3 020,3	4 840,6	3 586,4	3 265,1	2 660,7	3 493,9	
TOTAL GENERAL	4 924,6	5 871,6	5 564,7	7 557,3	6 247,5	5 936,2	5 490,1	6 520,8	
Pour mémoire									
i. Contributions aux activités d'aide aux réfugiés, d'assistance humanitaire et de secours en cas de catastrophe	474,2	502,5	625,1	581,8	497,5	556,3	593,4	552,2	-7
ii. Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement	.....	.....	35,6	30,3	27,8	25,9	41,2		
iii. Contributions volontaires au Programme principal du PNUD j/	679,5	691,8	698,7	679,7	697,8	651,1	662,8	778,7	19

Source : Etats financiers vérifiés des fonds et programmes des Nations Unies; rapports annuels de la Banque mondiale et du FIDA; DP/1987/59.

a/ Y compris les contributions au titre de la participation aux coûts et les contributions de contrepartie en espèces versées par les gouvernements, et les contributions versées au Fonds pour les mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés.

b/ Il s'agit du Fonds d'équipement des Nations Unies, du Fonds spécial pour les pays en développement sans littoral, du Fonds autorenewable des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles, du Fonds bénévole pour les Volontaires des Nations Unies, du Fonds intérimaire pour la science et la technique au service du développement, du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme et du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les activités dans la région soudano-sahélienne visées par la Conférence pour les annonces de contributions, y compris les contributions au titre de la participation aux coûts qui leur sont versées; et des contributions versées à d'autres fonds, comptes et fonds d'affectation spéciale du PNUD, ainsi qu'au titre du programme pour les administrateurs auxiliaires. Ces chiffres comprennent les contributions versées à ces fonds au titre de la participation aux coûts.

c/ Non compris des contributions (3,7 millions de dollars) versées à des fonds d'affectation spéciale du FNUAP en 1986.
Y compris les contributions multilatérales et bilatérales.

d/ Non compris les contributions aux ressources supplémentaires du FISE provenant des autres organismes des Nations Unies et s'élevant à 4 934 000 dollars en 1985.

Non compris, pour 1986, les contributions suivantes (masse générale des ressources et ressources supplémentaires) :

1 825 000 dollars (AGFUND)
13 380 000 dollars (CEE)
2 590 000 dollars (autres organismes des Nations Unies)

(Suite des notes page suivante)

(Suite des notes du tableau A.1)

e/ C'est-à-dire les autres programmes visés par la Conférence pour les annonces de contributions aux activités de développement et les autres contributions aux organismes des Nations Unies.

f) C'est-à-dire la part du budget ordinaire consacrée au financement de la coopération technique.

g/ C'est-à-dire les contributions extra-budgétaires provenant de sources bilatérales publiques ou non et de sources multilatérales autres que les fonds et programmes de l'ONU, y compris les contributions "d'auto-assistance" aux organisations (76 millions de dollars en 1985 et 70 millions en 1986).

h/ Y compris les contributions à la Réserve alimentaire internationale d'urgence et au titre de la Convention relative à l'aide alimentaire, versées par l'intermédiaire du PAM.

i/ Il n'y a pas de données concernant les contributions au FIDA en 1981. D'après le paragraphe 1 c) de l'article IV de l'accord portant création du FIDA, les contributions des membres sont payables en espèces ou par billets à ordre, en une fois ou en trois versements égaux. La plupart des membres s'étaient acquittés de leurs versements initiaux avant le 31 décembre 1981. La première reconstitution des ressources du Fonds a eu lieu en juin 1982. Les contributions reçues en 1981 avant la date d'échéance sont incluses dans les chiffres de 1982.

j/ Il s'agit des annonces de contributions reçues par le PNUD au titre de son programme principal, à l'exclusion des contributions au titre de la participation aux coûts, des contributions des gouvernements et des contributions au Fonds pour les mesures spéciales.

Tableau A.2

Etat récapitulatif des dépenses afférentes aux activités opérationnelles pour le développement entreprises par le système des Nations Unies (1979-1986)

(En millions de dollars courants)

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	Augmentation ou diminution (en pourcentage)
I. FONDS ACCORDES A DES CONDITIONS DE FAVEUR									
A. Dons									
1. Financés au titre du budget ordinaire des institutions a/	127,7	157,0	212,7	198,9	257,8	281,0	297,7	256,6	-14
2. Financés par le PNUD b/	547,0	677,3	731,6	660,6	560,1	532,6	571,8	631,6	19
3. Financés au moyen de fonds gérés par le PNUD	21,3	31,4	69,9	61,4	64,0	81,0	77,2	94,0	22
4. Financés par le FNUAP	123,6	136,5	122,5	106,3	105,6	119,9	128,5	101,6	-21
5. Financés par le FISE	209,4	251,7	218,3	213,4	246,2	244,4	278,6	326,0	17
6. Financés par des institutions spécialisées ou d'autres organisations au moyen de fonds extra-budgétaires c/	292,2	328,7	380,6	410,3	396,7	420,0	412,8	451,1	9
7. Financés par le PAM	526,7	539,1	541,9	593,8	628,8	678,9	778,9	674,5	-13
Total partiel 1 à 7	1 847,9	2 121,7	2 277,5	2 244,7	2 255,2	2 357,8	2 545,8	2 585,4	
B. Prêts									
8. Décaissés par l'IDA									
a) Montant brut	1 303,1	1 584,6	1 767,7	1 679,3	1 429,3	2 581,9	2 714,6	3 195,5	18
b) Montant net	1 277,6	1 542,8	1 722,6	1 611,4	1 348,4	2 491,6	2 600,6	3 053,4	17
c) Transfert net	1 207,7	1 465,2	1 632,9	1 507,7	1 232,4	2 326,7	2 410,3	2 813,0	17
9. Décaissements nets par le FIDA d/	5,4	53,6	75,2	109,1	149,8	187,7	191,1	200,3	5
Total partiel 8 c) et 9 (transfert net)	1 213,1	1 518,8	1 708,1	1 616,8	1 382,2	2 514,9	2 601,4	3 013,3	
Total 1 à 7, 8 c) et 9	3 061,0	3 640,5	3 985,6	3 861,5	3 641,4	4 872,7	5 147,2	5 598,7	
II. FONDS ACCORDES A DES CONDITIONS NORMALES									
10. Décaissés par la Banque mondiale									
a) Montant brut	4 062,8	4 669,8	5 487,0	6 835,3	7 777,6	8 727,3	8 350,9	10 090,4	21
b) Montant net	2 804,5	3 068,1	3 879,0	4 935,8	5 543,6	5 953,0	5 080,3	5 403,9	6
c) Transfert net	1 070,8	1 081,7	1 830,5	2 634,3	2 835,5	2 797,1	1 496,9	194,1	-87
11. Décaissés par la SFI									
a) Montant brut	244,4	465,1	644,9	387,6	365,0	377,7	368,7	560,6	52
b) Montant net	108,0	295,2	509,7	290,6	166,0	126,6	93,8	156,5	
Transfert net 10 c) et 11 b)	1 178,8	1 376,9	2 340,2	2 924,9	3 001,5	2 923,7	1 590,7	350,6	
TOTAL GENERAL e/	4 239,8	5 017,4	6 325,8	6 786,4	6 642,9	7 796,4	6 735,0	5 949,3	
Pour mémoire :									
i. Coopération technique Banque mondiale/IDA f/	403,6	463,8	516,8	730,7	873,2	845,8	947,1	1 059,3	12
ii. Activités d'aide aux réfugiés, d'assistance humanitaire et de secours en cas de catastrophe	252,5	465,7	647,9	621,3	593,0	627,5	646,4	563,0	-13

Source : Etats financiers vérifiés; voir également DP/1987/59. Pour la définition des termes, voir note ci-dessus sur les renseignements statistiques et notes du tableau A-1.

a/ La majeure partie de ces dépenses est financée par l'OMS. Conformément à la résolution 29.48 de l'Assemblée mondiale de la santé de mai 1976, les allocations imputées sur le budget-programme ordinaire au titre de la coopération technique et de la fourniture de services aux Etats membres de l'OMS devaient atteindre au moins 60 % en termes réels. Les données concernant l'OMS comprennent également des dépenses au titre des services d'appui estimées à 86,7 millions de dollars pour l'exercice biennal 1984-1985 (voir tableau 1, DP/1986/58).

b/ Programme principal du PNUD, y compris les dépenses financées au moyen de contributions au titre de la participation aux coûts et de contributions de contrepartie versées en espèces.

(Suite des notes page suivante)

/...

(Suite des notes du tableau A.2)

c/ Dépenses financées au moyen de fonds non précisés par ailleurs dans le tableau. La rubrique 6 n'est pas immédiatement comparable à la rubrique 7 du tableau A-1, car elle comprend des dépenses financées au moyen de fonds et programmes de l'Organisation des Nations Unies énumérés à la rubrique 5 du tableau A-1.

d/ Y compris quelques dons, qui s'élevaient à 16 millions de dollars en 1984.

e/ Calculé en fonction du transfert net, c'est-à-dire des rubriques 1 à 7, 8 c), 9, 10 c) et 11 b).

f/ Montants bruts décaissés au titre des activités de formation et des services de consultants sous forme de prêts consentis par la Banque mondiale et de crédits accordés par l'IDA aux emprunteurs s'adressant à la Banque mondiale.

Tableau A.3

Contributions volontaires aux activités opérationnelles des institutions spécialisées
et d'autres organisations, par pays contribuant et par organisation, 1986

(En milliers de dollars)

	OIT	FAO	Unesco	OMS	OMM	OMI	CCI	AIEA	Autres	Total
Allemagne, République fédérale d'	2 997	1 043	2 320	1 480	15	441	604	676	6 244	15 820
Arabie saoudite		1 263	32	792				8	64	2 159
Australie		1 323	30	245	96	251			1 251	3 945
Autriche	456	159	13	166				29	969	1 792
Belgique	1 734	3 643	538	142	58	6	458	93	2 999	9 671
Canada	65	734	172	471			1 593	119	1 125	4 279
Danemark	6 641	19 907	145	5 403		137	846	12	1 202	34 293
Etats-Unis d'Amérique	125	3 683	814	8 753	215			1 956	819	16 365
Finlande	1 444	1 731	200	1 383	53	60	840	32	868	6 611
France		973	563	491		117	106	139	3 427	5 816
Italie	1 384	27 147	765	5 710			276	1 879	7 855	45 016
Japon	755	5 391	886	2 680			393	348	10 875	21 328
Norvège	4 930	5 014	2 252	3 787		2 950	1 300	13	2 340	22 586
Pays-Bas	3 543	10 223		6 851	537	1	2 020	31	5 547	28 753
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord		51	97	4 496				417	641	5 702
Suède	1 320	4 656	1 501	11 181		1 527	2 880	57	2 703	25 825
Suisse	1 744	3 429	698	1 146	147		1 762	4	2 224	11 154
Autres pays		3 546	1 625	936		5	309	1 259	8 491	16 171
Total, pays	27 138	93 916	12 651	57 113	1 025	5 244	13 387	7 168	59 644	277 286
AGFUND		2 094	2 391	2 097						6 582
Banque mondiale/IDA			3 282	44 510				9	217	48 018
Autres organisations intergouvernementales	311	23 215	1 447	169	57	164	592	5	1 334	27 294
Organisations non gouvernementales	254	908	834	4 491		189			254	6 930
Total, organisations intergouvernementales/organisations non gouvernementales	565	26 217	7 954	51 267	57	353	592	14	1 805	88 824
TOTAL GENERAL	27 703	120 133	20 605	108 380	1 082	5 597	13 979	7 182	61 449	366 110

Source : DP/1987/59.

Tableau A.4

Contributions volontaires aux activités opérationnelles
des institutions spécialisées et d'autres organisations,
par pays contribuant, 1982-1986

(En milliers de dollars)

	1982	1983	1984	1985	1986
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Allemagne, République fédérale d'	1 415	8 718	7 460	11 615	15 820
Arabie saoudite	8 259	5 880	-646	2 407	2 159
Australie	3 086	2 995	3 922	2 885	3 945
Autriche	1 572	389	808	1 066	1 792
Belgique	3 937	9 546	9 452	7 233	9 671
Canada	2 972	3 635	3 023	4 772	4 279
Danemark	0 773	11 591	25 747	15 253	34 293
Etats-Unis d'Amérique	8 637	2 321	6 591	8 375	16 365
Finlande	3 791	4 374	5 442	6 442	6 611
France	1 841	1 900	2 074	4 111	5 816
Italie	2 105	36 190	36 302	18 745	45 016
Japon	5 250	5 923	5 195	14 133	21 328
Norvège	4 167	15 405	14 701	17 621	22 586
Pays-Bas	0 647	19 559	22 513	25 960	28 753
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	2 600	2 504	2 807	3 376	5 702
Suède	5 785	26 703	19 943	24 588	25 825
Suisse	5 202	7 371	9 254	8 565	11 154
Autres pays	9 732	9 499	6 841	9 014	16 171
Total, pays	1 771	174 503	181 429	192 192	277 286
AGFUND	5 824	3 721	4 225	3 180	6 582
Communauté économique européenne	0	1 464	583	941	0
Banque mondiale/IDA	47 585	41 485	37 975	37 667	48 018
Autres organisations intergouvernementales	20 623	17 414	18 926	16 798	27 294
Organisations non gouvernementales	9 000	8 481	11 882	13 338	6 930
Total, organisations intergouvernementales/ organisations non gouvernementales	83 032	72 565	73 591	71 924	88 824
TOTAL GENERAL	274 803	247 068	255 020	264 116	366 110

Source : DP/1987/59.

Tableau A.5

Contributions volontaires aux activités opérationnelles des institutions
spécialisées et d'autres organisations, par organisation, 1982-1986

(En milliers de dollars)

	Total général				
	1982	1983	1984	1985	1986
	(1)	(1)	(3)	(4)	(5)
OIT	31 595	25 260	31 065	27 858	27 703
FAO	90 976	87 413	96 789	72 442	120 133
Unesco	31 533	21 132	22 286	19 806	20 605
OMS	90 767	88 710	78 951	81 406	108 380
CCI	12 460	9 333	10 581	10 327	13 979
OMM	3 869	2 883	1 325	1 674	1 082
OMI	3 717	2 857	2 254	2 888	5 597
AIEA	5 667	5 554	8 125	7 889	7 182
Autres	4 219	3 926	3 591	36 974	61 449
TOTAL	274 803	247 068	255 020	264 116	366 110

Source : DP/1987/59.

APPENDICE II

Rapport statistique annuel sur les activités d'achats des organisations pour 1986

Cadre de référence

1. Comme le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale l'avait demandé en 1984, le Groupe des services d'achats interorganisations a établi cette année-là un rapport statistique sur les achats effectués par les organisations aux fins de leurs activités opérationnelles pour 1982-1983. Ce rapport a été inclus dans le rapport du Directeur général sur les activités opérationnelles pour le développement entreprises par le système des Nations Unies, qui a été présenté à l'Assemblée générale lors de sa trente-neuvième session (A/39/417). Dans sa résolution 39/220, l'Assemblée a souligné la nécessité de présenter régulièrement des rapports sur la question.

Travaux préparatoires

2. Conformément aux instructions qui lui avaient été données par le Directeur général au début de janvier 1985, concernant la nécessité de recueillir des statistiques sur les pays d'origine, le Groupe des services d'achats interorganisations a envoyé à toutes les organisations participantes, le 15 janvier 1985, une lettre contenant des indications détaillées pour la préparation du rapport sur 1984 et décrivant les procédures à suivre pour obtenir à l'avenir des données plus précises.

Observations générales

3. Les données relatives à la CEA n'ont pas été reçues à temps, mais étant donné que le volume des achats effectués par cette commission ne représente qu'environ 0,5 % du volume total des achats considérés, le Groupe a estimé que cette omission n'influerait pas sur la qualité des données dans leur ensemble. Il n'a pas été tenu compte des chiffres communiqués par l'OMT, la CNUCED et la Banque mondiale car ils ne concernaient que des achats internes. Le HCR a été ajouté au tableau statistique.

Qualité des statistiques communiquées par les organisations

4. De nouveau, il n'a pas été possible de présenter séparément des statistiques complètes par pays fournisseur et par pays d'origine ou de fabrication, étant donné que le Département de la coopération technique pour le développement (ONU), la FAO, l'OMS, l'AIEA et l'Unesco n'ont pas été en mesure de communiquer des informations sur les pays d'origine. Le Groupe a envoyé à ce propos des lettres de rappel à toutes les organisations, le 9 octobre 1985, le 21 janvier 1986 et le 4 décembre 1986. L'Unesco a fait savoir qu'elle ne pourrait pas donner la ventilation par pays fournisseur et par pays d'origine ou de fabrication avant la fin de 1988. Les autres organisations qui n'avaient pas suivi les instructions du Groupe à cet égard n'ont pas spécifié la date à laquelle elles pourraient communiquer ces informations. Il faut noter également que certaines organisations n'ont pas fourni de ventilation selon l'origine des fonds.

5. Les statistiques qui suivent permettent de voir que le volume total des achats de matériel est passé de 522 038 400 dollars en 1985 à 610 441 000 dollars en 1986, soit une progression de près de 17 %, alors que pour les contrats de sous-traitance, le montant est resté pratiquement stable (104 954 700 dollars en 1986 contre 103 509 300 dollars en 1985). Toutefois, considérant qu'entre 1985 et 1986, en moyenne pondérée, le dollar des Etats-Unis s'est déprécié d'environ 26 % par rapport aux grandes monnaies européennes et au yen japonais, les achats d'équipement, en valeur réelle, ont diminué d'environ 10 % et les contrats de sous-traitance d'environ 25 %, probablement du fait de difficultés financières générales en 1986.

6. Le volume total des achats effectués dans des pays non spécifiés, regroupés sous une rubrique spéciale, a accusé une augmentation, en raison essentiellement de contributions versées par la Communauté économique européenne à l'UNRWA (7,6 millions de dollars) et au HCR (2 millions de dollars).

Achats effectués dans les pays en développement

7. Ce sont toutefois les achats effectués dans les pays en développement qui révèlent la tendance la plus alarmante. Ces achats, d'après les statistiques relatives aux pays fournisseurs, qui en 1985 représentaient 128 727 800 dollars (soit près de 20 %) du volume total des achats, sont tombés en 1986 à 127 663 200 dollars (soit 18 % du total). Cette baisse démontre, d'une part, l'inertie des services d'achats dans tout le système et, d'autre part, la nécessité de fournir aux responsables des achats dans les organisations des informations détaillées et vérifiées sur les articles dont les organismes des Nations Unies ont habituellement besoin et qui sont fabriqués dans les pays en développement.

8. Sept organisations (Bureau de l'exécution des projets du PNUD, OIT, OMM, CEPALC, ONUDI, OMI et CNUEH), dont la part globale dans le volume total des achats considérés est de 24 %, ont communiqué au Groupe des services d'achats interorganisations la ventilation de leurs achats par pays fournisseur et par pays d'origine ou de fabrication. L'analyse de l'élément "matériel" montre que les articles fabriqués localement ont représenté 74 % des achats effectués dans les pays en développement. Le tableau ci-après récapitule les renseignements fournis par les sept organisations :

Achats de matériel

Organisation	Total	Dans les pays en développement				Produits fabriqués localement, en pourcentage des achats effectués dans les pays en développement
		Par pays fournisseur		Par pays d'origine		
		En milliers de dollars E.-U.	En pourcentage du total	En milliers de dollars E.-U.	En pourcentage du total	
PNUD/BEP	29 471,8	5 557,8	18,9	5 893,3	20,0	106,04*
OIT	33 761,5	7 001,9	20,7	3 901,3	11,6	55,72
OMM	6 133,4	811,7	13,2	407,4	6,6	50,19
CEPALC	166,0	85,2	51,3	53,2	32,0	62,44
ONUDI	20 891,5	2 792,5	13,4	2 192,1	10,5	78,50
OMI	1 174,3	123,5	10,5	84,3	5,8	68,26
CNUEH	7 053,2	4 561,5	64,7	2 916,7	41,4	63,94

* Le pourcentage est supérieur à 100 % car certains articles achetés dans des pays développés ont en fait été fabriqués dans des pays en développement, par exemple au Brésil (1,1 million de dollars), au Malawi (88 463 dollars) et au Zimbabwe (29 404 dollars).

9. Toutefois, deux de ces organismes, à savoir le CNUEH et la CEPALC, étant situés dans des pays en développement fortement industrialisés ou disposant d'un vaste potentiel de fabrication locale, on peut présumer que, globalement, la valeur totale des articles fabriqués localement dans les pays en développement représentera environ 50 % de la valeur totale des achats effectués dans ces pays. La part des pays en développement dans le volume total des achats ayant été d'environ 18 % en 1986, on peut présumer que 10 % seulement de ce total correspondent à des articles fabriqués localement.

10. Le Groupe des services d'achats interorganisations, dans le cadre de projets entrepris sous les auspices du Bureau de l'exécution des projets du PNUD, a intensifié ses efforts pour communiquer aux responsables des achats dans toutes les organisations du système des Nations Unies des informations détaillées et vérifiées sur les articles fabriqués dans les pays en développement, de façon à augmenter le volume des achats effectués dans ces pays.

11. Le Groupe des services d'achats interorganisations a pu constater qu'il était souvent plus économique pour les organisations de s'approvisionner auprès des pays en développement, lorsque leurs articles répondent aux normes techniques requises, si bien que dans la plupart des cas, la remise habituelle de 15 % n'a plus de raison d'être.

Résumé

12. Des statistiques exactes sont importantes pour permettre de discerner les tendances en matière d'achats. L'idéal serait naturellement que l'établissement de ces statistiques fasse partie intégrante des procédures d'achats de chaque organisation. Il semble qu'à l'heure actuelle les organisations aient beaucoup de mal à fournir dans ce domaine des statistiques qui fassent bien la distinction entre pays fournisseurs et pays d'origine. Le Groupe des services d'achats interorganisations se rend parfaitement compte du temps et des efforts considérables que cela représente pour les organisations, en particulier à un moment où elles sont généralement aux prises avec des difficultés financières, mais il pense néanmoins qu'à partir de 1987, elles devraient toutes pouvoir présenter les ventilations statistiques demandées par l'Assemblée générale, et qu'il conviendrait de les aviser du caractère obligatoire de cette procédure.

Montant total des achats, par pays

(En milliers de dollars)

Pays	1985		Total (1 + 2)	1986		Total (4 + 5)
	Matériel	Sous-traitance		Matériel	Sous-traitance	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Afghanistan	118,2	-	118,2	67,5	-	67,5
Algérie	8,2	83,0	91,2	13,5	-	13,5
Allemagne, République fédérale d'	44 232,7	4 162,7	48 395,4	49 969,5	1 504,5	51 474,0
Angola	35,9	-	35,9	209,7	-	209,7
Antigua-et-Barbuda	0,3	-	0,3	-	-	-
Arabie saoudite	313,7	5 738,8	6 052,5	1 119,0	-	1 119,0
Argentine	829,4	147,5	976,9	1 728,9	162,5	1 891,4
Australie	2 738,1	8 338,8	11 076,9	3 117,2	19,2	3 136,4
Autriche	7 822,6	582,8	8 405,4	8 629,5	503,8	9 133,3
Bahamas	1,6	-	1,6	-	-	-
Bahreïn	-	-	-	22,5	-	22,5
Bangladesh	1 379,6	876,9	2 256,5	2 133,6	477,5	2 611,1
Barbade	113,0	30,0	143,0	48,7	36,6	85,3
Belgique	7 641,3	247,7	7 889,0	15 433,8	667,2	16 101,0
Belize	30,0	-	30,0	68,7	-	68,7
Bénin	444,7	34,6	479,3	203,0	60,2	263,2
Bermudes	-	24,5	24,5	28,5	87,5	116,0
Bhoutan	88,0	-	88,0	151,6	-	151,6
Birmanie	639,0	3,0	642,0	166,4	-	166,4
Bolivie	1 236,4	223,8	1 460,2	694,9	173,2	868,1
Botswana	212,0	0,3	212,3	564,1	188,6	752,7
Brésil	2 001,8	309,8	2 311,6	1 931,3	138,7	2 070,0
Bulgarie	311,0	38,2	349,2	194,3	-	194,3
Burkina Faso	988,2	3 245,2	4 233,4	1 230,9	2 133,5	3 364,4
Burundi	777,9	23,5	801,4	796,9	4,7	801,6
Cameroun	538,5	37,4	575,9	779,8	255,4	1 035,2
Canada	17 346,7	7 776,8	25 123,5	13 487,1	4 013,9	17 501,0
Cap-Vert	294,1	6,0	300,1	258,6	15,2	273,8
Chili	544,0	775,8	1 319,8	711,5	290,7	1 002,2
Chine	367,6	103,5	471,1	2 378,0	502,3	2 880,3
Chypre	103,5	-	103,5	125,6	86,0	211,6
Colombie	1 083,4	38,6	1 122,0	1 658,3	13,0	1 671,3
Comores	79,2	245,5	324,7	101,9	123,9	225,8
Congo	199,8	-	199,8	104,7	-	104,7
Costa Rica	604,4	226,3	830,7	720,4	43,5	763,9
Côte d'Ivoire	419,4	328,5	747,9	325,8	205,3	531,1
Cuba	351,1	467,5	818,6	192,0	54,0	246,0
Danemark	12 869,1	2 792,0	15 661,1	16 533,0	1 076,1	17 609,1
Djibouti	166,1	-	166,1	1 059,3	-	1 059,3
Dominique	16,8	-	16,8	67,0	-	67,0
Egypte	110,4	15,1	125,5	573,9	1 275,2	1 849,1
El Salvador	102,6	-	102,6	511,5	12,0	523,5
Emirats arabes unis	10,3	-	10,3	47,0	7,8	54,8
Equateur	173,0	-	173,0	509,0	3,5	512,5
Espagne	939,2	197,0	1 136,2	2 314,7	432,4	2 747,1
Etats-Unis d'Amérique	69 639,3	5 497,5	75 136,8	67 724,6	2 455,6	70 180,2
Ethiopie	686,7	-	686,7	368,7	158,8	527,5
Fidji	142,6	5,4	148,0	248,5	6,0	254,5
Finlande	4 440,6	130,0	4 570,6	2 994,1	914,4	3 908,5
France	31 697,7	4 072,9	35 770,6	34 321,2	3 587,2	37 908,4

/...

Pays	1985		Total (1 + 2)	1986		Total (4 + 5)
	Matériel	Sous-traitance		Matériel	Sous-traitance	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Gabon	145,4	-	145,4	14,6	-	14,6
Gambie	55,2	131,6	186,8	57,1	47,0	104,1
Ghana	30,0	1,0	31,0	91,1	72,6	163,7
Grèce	498,4	-	498,4	445,0	-	445,0
Grenade	9,3	-	9,3	2,0	-	2,0
Guatemala	620,0	-	620,0	1 616,5	-	1 616,5
Guinée	219,5	19,7	239,2	293,4	20,7	314,1
Guinée-Bissau	23,2	-	23,2	122,2	-	122,2
Guinée équatoriale	79,8	-	79,8	16,9	40,0	56,9
Guyana	100,9	-	100,9	16,7	-	16,7
Haïti	353,4	18,0	371,4	263,9	172,3	436,2
Honduras	112,3	15,0	127,3	108,2	50,0	158,2
Hongrie	2 491,8	188,4	2 680,2	2 736,0	3 813,1	6 549,1
Iles Caïmanes	8,4	-	8,4	-	-	-
Iles Cook	-	-	-	0,7	-	0,7
Iles Salomon	-	-	-	34,1	-	34,1
Inde	14 146,3	307,0	14 453,3	16 668,2	208,7	16 876,9
Indonésie	1 560,7	392,2	1 952,9	2 441,0	66,7	2 507,7
Iran (République islamique d')	-	-	-	-	-	-
Iraq	240,3	-	240,3	127,5	64,5	192,0
Irlande	891,3	930,5	1 821,8	924,2	24,1	948,3
Islande	149,9	-	149,9	85,7	-	85,7
Israël	2 167,5	128,1	2 295,6	2 488,1	627,0	3 115,1
Italie	47 354,8	11 202,9	58 557,7	41 770,7	57 277,5	99 048,2
Jamahiriya arabe libyenne	-	-	-	3,7	-	3,7
Jamaïque	457,1	-	457,1	219,6	4,0	223,6
Japon	50 754,1	241,6	50 995,7	63 031,2	-	63 031,2
Jordanie	1 085,1	-	1 085,1	1 865,0	20,2	1 885,2
Kampuchea démocratique	-	-	-	-	-	-
Kenya	2 064,4	997,2	3 061,6	2 427,9	83,2	2 511,1
Koweït	41,6	-	41,6	725,5	-	725,5
Lesotho	164,2	7,1	171,3	268,2	34,4	302,6
Liban	1 734,5	447,6	2 182,1	1 055,9	-	1 055,9
Libéria	169,0	-	169,0	158,8	70,0	228,8
Luxembourg	23,2	26,9	50,1	5 629,8	-	5 629,8
Madagascar	314,7	522,9	837,6	210,4	237,9	448,3
Malaisie	760,7	444,5	1 225,2	864,2	192,7	1 056,9
Malawi	636,1	48,9	685,0	337,9	-	337,9
Maldives	27,2	-	27,2	18,1	-	18,1
Mali	1 858,8	126,5	1 985,3	1 818,4	263,3	2 081,7
Malte	-	-	-	14,6	-	14,6
Maroc	218,6	-	218,6	104,3	172,4	276,7
Maurice	157,5	51,6	209,1	71,3	23,5	94,8
Mauritanie	571,7	-	571,7	426,9	145,2	572,1
Mexique	1 190,8	5 033,0	6 223,8	2 549,1	21,4	2 570,5
Mongolie	-	-	-	3,9	-	3,9
Mozambique	163,4	7,0	170,4	203,7	2,0	205,7
Namibie	4,0	-	4,0	-	277,7	277,7
Népal	990,8	324,8	1 315,6	1 077,1	359,7	1 436,8
Nicaragua	225,4	8,3	233,7	380,2	-	380,2
Niger	2 072,9	831,4	2 904,3	1 544,8	212,3	1 757,1
Nigéria	40,4	1 560,4	1 600,8	190,5	55,7	246,2
Norvège	7 767,6	5 685,0	13 452,6	5 964,6	803,9	6 768,5
Nouvelle-Zélande	361,5	539,0	900,5	254,3	-	254,3
Oman	93,9	-	93,9	20,8	-	20,8

/...

Pays	1985		Total (1 + 2)	1986		Total (4 + 5)
	Matériel	Sous-traitance		Matériel	Sous-traitance	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Ouganda	576,7	57,1	633,8	525,4	100,0	625,4
Pakistan	2 266,0	1 652,1	3 918,1	4 119,8	38,4	4 158,2
Panama	762,6	-	762,6	1 122,8	0,7	1 123,5
Papouasie-Nouvelle-Guinée	11,0	-	11,0	25,7	-	25,7
Paraguay	173,0	-	173,0	214,6	-	214,6
Pays-Bas	16 745,6	1 381,6	18 127,2	27 185,8	1 785,4	28 971,2
Pérou	1 151,8	560,9	1 712,7	1 479,6	128,6	1 608,2
Philippines	1 190,4	8 894,5	10 084,9	2 130,1	94,0	2 224,1
Pologne	565,4	31,1	596,5	1 368,9	-	1 368,9
Portugal	356,8	368,5	725,3	1 764,1	40,7	1 804,8
Qatar	4,5	-	4,5	41,4	-	41,4
République arabe syrienne	705,3	61,7	767,0	312,0	950,8	1 262,8
République centrafricaine	150,3	-	150,3	319,4	-	319,4
République démocratique allemande	1 460,5	5,9	1 466,4	2 074,5	412,9	2 487,4
République démocratique populaire lao	220,8	-	220,8	456,0	31,1	487,1
République dominicaine	167,8	-	167,8	277,9	18,6	296,5
République-Unie de Tanzanie	302,7	-	302,7	423,8	54,0	477,8
Roumanie	144,0	14,8	158,8	221,4	27,6	249,0
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	41 462,8	6 149,9	47 612,7	48 211,7	2 918,3	51 130,0
Rwanda	547,1	28,2	575,3	433,9	-	433,9
Saint-Kitts-et-Nevis	9,6	-	9,6	13,1	-	13,1
Sainte-Lucie	0,1	-	0,1	-	-	-
Saint-Vincent-et-Grenadines	18,0	-	18,0	16,2	-	16,2
Samoa	43,6	3,8	47,4	115,9	4,9	120,8
Sao Tomé-et-Principe	4,4	-	4,4	83,9	-	83,9
Sénégal	1 973,5	318,6	2 292,1	2 928,9	402,8	3 331,7
Seychelles	-	-	-	-	-	-
Sierra Leone	202,8	5,8	208,6	271,0	2,8	273,8
Singapour	3 061,2	58,9	3 120,1	1 803,4	633,3	2 436,7
Somalie	353,1	-	353,1	614,8	434,5	1 049,3
Soudan	1 228,2	-	1 228,2	3 407,0	835,5	4 242,5
Sri Lanka	917,8	223,7	1 141,5	682,6	72,3	754,9
Suède	17 239,9	579,2	17 819,1	20 093,7	1 032,0	21 125,7
Suriname	1,3	-	1,3	0,9	-	0,9
Swaziland	132,4	-	132,4	193,5	10,7	204,2
Tchad	594,1	91,2	685,3	781,0	2 791,7	3 572,7
Tchécoslovaquie	319,7	673,9	993,6	616,4	394,0	1 010,4
Thaïlande	3 479,7	1 029,3	4 509,0	4 566,8	1 730,5	6 297,3
Togo	418,7	11,3	430,0	536,6	4,0	540,6
Trinité-et-Tobago	140,7	71,0	211,7	86,3	58,2	144,5
Tunisie	79,9	64,0	143,9	33,7	84,2	117,9
Turquie	367,4	105,8	473,2	752,9	-	752,9
Tuvalu	1,0	-	1,0	11,6	-	11,6
Union des Républiques socialistes soviétiques	3 029,0	2 342,1	5 371,1	4 245,6	29,0	4 274,6
Uruguay	167,3	30,6	197,9	108,6	54,4	163,0
Vanuatu	24,8	12,4	37,2	0,8	-	0,8
Venezuela	305,3	3,6	308,9	377,0	0,8	377,8
Viet Nam	121,8	1,7	123,5	455,3	-	455,3
Yémen (République arabe du)	77,6	326,0	403,6	34,4	16,7	51,1
Yémen démocratique	77,8	-	77,8	1,5	-	1,5

/...

Pays	1985		Total (1 + 2)	1986		Total (4 + 5)
	Matériel	Sous-traitance		Matériel	Sous-traitance	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Yougoslavie	1 424,5	15,0	1 439,5	1 256,3	-	1 256,3
Zaïre	361,2	12,1	373,3	709,9	77,0	786,9
Zambie	223,2	31,7	254,9	103,9	27,9	131,8
Zimbabwe	840,1	83,7	923,8	659,6	90,4	750,0
Non spécifiés	11 736,3	49,4	11,785,7	22 141,3	42,2	22 183,5
<u>Etats ou régions non membres</u>						
Hong-kong	3 029,3	9,5	3 038,8	5 839,9	-	5 839,9
Liechtenstein	83,2	-	83,2	5,1	-	5,1
Monaco	7,5	-	7,5	-	-	-
République de Corée	2 858,5	436,1	3 294,6	4 741,7	689,8	5 431,5
République populaire démocratique de Corée	0,6	-	0,6	34,2	-	34,2
Suisse	37 947,2	647,6	38 594,8	40 962,5	1 680,4	42 642,9
Taiwan	46,6	-	46,6	32,5	-	32,5
Tonga	7,1	-	7,1	7,2	-	7,2
Total	522 038,4	103 509,3	625 547,7	610 441,0	104 954,7	715 395,7

Montant total des achats effectués par les organisations
(y compris les contrats de sous-traitance)

(En milliers de dollars)

Organisations	1985	1986
Département de la coopération technique pour le développement	41 890,2	50 446,8
ONUDI	33 728,6	29 293,0
CNUEH	4 526,6	7 053,2
CNUCED	543,3	-
UNRWA	22 698,0	27 604,9
CEA	421,2	-
CEPALC	470,8	350,8
CESAO	49,3	596,4
CESAP	2 444,4	580,3
OIT	20 840,7	37 004,1
FAO	104 260,8	83 962,8
Unesco	16 639,0	8 953,7
OACI	15 594,3	15 661,9
OMS	53 271,0	53 208,9
Banque mondiale	15 370,1	-
UPU	315,8	627,2
UIT	7 749,0	6 126,9
OMM	6 058,0	6 133,4
OMI	586,2	1 174,3
OMPI	1 302,4	347,9
AIEA	15 134,3	18 791,5
OMT	91,1	-
PNUD (BEP)	60 060,2	89 798,9
FNUAP	11 401,7	14 573,5
FISE	163 106,7	203 660,1
OPS	26 994,0	32 815,7
HCR	-	26 629,5
Total	625 547,7	715 395,7

APPENDICE III

Informations communiquées par l'Union des Républiques
socialistes soviétiques

1. La participation de l'Union soviétique aux activités opérationnelles du système des Nations Unies s'inscrit dans le cadre de l'assistance économique et technique que ce pays apporte aux pays en développement, et dont la valeur brute a atteint 15,1 milliards de roubles en 1986 pour l'ensemble des pays en développement, dont 2 milliards pour les pays les moins avancés. Cette assistance est en général supérieure d'environ 30 % à son niveau de 1985.
2. Les contributions financières volontaires de l'URSS au PNUD, au FISE et à certains autres programmes d'assistance technique de l'ONU ont augmenté de plus d'un tiers en 1986. Ces ressources sont utilisées pour des transferts de technologie, savoir-faire, matériel et services soviétiques vers les pays en développement, ainsi que pour la formation de personnel national, considérée comme un apport important pour la mise en valeur des ressources humaines des pays bénéficiaires. Plus de 300 ressortissants de 60 pays en développement ont en particulier reçu une formation à l'Université d'Etat de Moscou, dans le cadre d'un programme interrégional de formation et de recherche démographiques.
3. Les représentants de l'URSS aux sessions du Conseil d'administration du PNUD, du Conseil économique et social et d'autres organes de l'ONU ont maintes fois souligné que l'Union soviétique pourrait amplifier encore sa participation aux activités opérationnelles du système des Nations Unies si des mesures réelles étaient prises pour supprimer les obstacles artificiels à l'utilisation effective des millions de roubles que l'URSS verse au PNUD et au programme ordinaire d'assistance technique de l'ONU.



**Assemblée générale
Conseil économique et social**

Distr.
GENERALE

A/42/326/Add.4 ✓
E/1987/82/Add.4
6 novembre 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-deuxième session
Point 83 a) de l'ordre du jour
ACTIVITES OPERATIONNELLES POUR LE
DEVELOPPEMENT

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL
Seconde session ordinaire de 1987
Point 14 de l'ordre du jour
ACTIVITES OPERATIONNELLES POUR LE
DEVELOPPEMENT

ACTIVITES OPERATIONNELLES DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

Note du Secrétaire général

Additif

Les vues et les observations des organismes des Nations Unies concernant le rapport sur les études de cas relatives à la question des activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement, établi par M. Kurt Jansson (A/42/326/Add.1-E/1987/82/Add.1, annexe), figurent dans l'annexe au document A/42/326/Add.2-E/1987/82/Add.2. On trouvera dans le présent additif les observations du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (voir annexe).

ANNEXE

Vues et observations des organismes des Nations Unies

I. ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE)

1. Introduction

1. Les études de cas et le rapport qui a été établi à leur sujet présentent un avantage unique : ils se fondent sur une expérience concrète acquise à l'échelon des pays. Proches des réalités concrètes dans toute leur complexité, ils apportent une bouffée d'air frais. Bien que ces études de cas n'aient trait qu'à quelques pays, la plupart des observations et des conclusions contenues dans le rapport, de l'avis du FISE, semblent être largement applicables. Plusieurs points essentiels s'en dégagent : il faut mobiliser le système des Nations Unies autour de priorités de programme communes; il est important de structurer les mécanismes de collaboration en fonction de celles-ci; il faut privilégier le pays comme niveau principal d'opération, et il faut mettre l'accent sur la coordination et la collaboration les plus larges.

2. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance prie l'Assemblée générale de consacrer au rapport toute l'attention qu'il mérite afin de donner des directives aux secrétariats et organes directeurs des organisations concernées et aux groupes mixtes, comme le Groupe consultatif mixte des politiques, afin qu'ils appliquent certaines de ces recommandations. Le FISE demande instamment, en outre, que les progrès réalisés dans la réalisation de ces buts fassent l'objet d'un examen par le Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire en 1988.

2. Vers une plus grande concertation dans le choix des priorités communes

3. La nécessité d'une plus grande coordination des travaux des différents organismes faisant partie du système des Nations Unies autour de priorités communes est peut-être l'un des plus importants aspects dégagés dans le rapport. Comme celui-ci l'indique, c'était là une des principales tâches du Groupe consultatif mixte des politiques (utilisant une approche qu'il est préférable de désigner sous le nom de programmation coordonnée).

4. Comme le montre le rapport, le point de départ, pour le choix de ces objectifs communs, a toujours consisté dans les priorités définies par le pays bénéficiaire lui-même, sur place ou au niveau des instances internationales. Cela est à la fois nécessaire et pratique. Quand il porte ses fruits, le travail du système des Nations Unies consiste à s'engager activement, à obtenir un soutien international à ces objectifs prioritaires du gouvernement du pays, et à aider à dégager un consensus international. Comme le montre le rapport, le fait d'obtenir un soutien à des objectifs et des priorités nationaux (et non pour imposer des priorités extérieures) est évoqué dans le rapport sous le nom d'activités de "plaidoyer". L'expérience récente du système des Nations Unies démontre bien le caractère essentiel des recommandations du rapport sur cette question. Les succès récents obtenus par le système des Nations Unies, de la réponse interinstitutions à la

crise de l'Afrique jusqu'aux progrès réalisés dans l'immunisation de l'enfance grâce aux soins de santé primaires, illustrent bien ce point.

5. A l'évidence, toutes les questions actuellement traitées dans le système des Nations Unies ne se prêtent pas à une approche commune concertée. Par exemple, certaines questions peuvent se présenter comme trop "étroites", "triviales", ou ne pas susciter encore un véritable consensus international. Pourtant, le traitement de ces questions par le système des Nations Unies peut continuer à présenter de l'importance pour certains pays bénéficiaires, et doit donc se poursuivre. Cependant, comme l'indique le rapport, il est possible d'accroître notablement l'efficacité du système en privilégiant la sélectivité et le choix d'objectifs prioritaires à l'échelon international. Bien que le rapport ne contienne pas de suggestions précises, le FISE estime que la communauté internationale peut et doit user de toute son autorité afin de trouver une solution à certaines grandes questions, comme l'importance des aspects sociaux du processus d'ajustement, le rôle des femmes dans le développement, l'environnement et le développement, et les moyens d'améliorer la survie et le développement des enfants par des mesures telles que leur immunisation universelle.

3. Modalités de la mobilisation

a) Choix initial de priorités

6. Le rapport montre de façon convaincante que la collaboration et la coordination sont le prolongement logique d'une approche concertée, axée sur les priorités communes. Comme le montrent les exemples donnés dans le rapport, la succession des opérations est donc importante : la coordination et la coopération ont leurs meilleures chances de porter des fruits si elles sont précédées par l'établissement de priorités communes. Cela a été le cas par exemple de la "programmation coordonnée" du Groupe consultatif mixte des politiques, comme l'indique le rapport a). Inversement, le rapport évoque aussi plusieurs exercices de coordination qui n'ont pas vraiment abouti parce qu'ils avaient été menés sans qu'on eût au préalable fixé aux programmes des objectifs communs.

b) Aspects spécifiques

7. Le rapport est nettement favorable à une décentralisation des opérations de programme et des décisions au niveau des pays. Le FISE, dont plus de 80 % du personnel travaillent à l'échelon des pays, est amené, par l'expérience qu'il a acquise, à souscrire entièrement à cette recommandation.

8. Le rapport donne à penser que, dans les pays visités, les réunions interorganisations présidées par le coordonnateur résident du système des Nations Unies abordent rarement les questions de fond. Les services du FISE sur le terrain parviennent souvent à la même conclusion (comme le FISE l'a indiqué, par exemple, à la seconde session ordinaire de 1987 du Conseil économique et social), et le FISE rappelle, dans un esprit entièrement positif, qu'il souhaiterait que des réunions interorganisations sur les questions de fond fussent tenues dans tous les pays à intervalle régulier (tous les mois peut-être) sous la présidence du coordonnateur résident. La fréquence de ces réunions et les progrès qui y seraient faits devraient être suivis de près par le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale et consignés dans les rapports soumis au

Conseil économique et social. Il est important en effet que le siège, à un niveau élevé, puisse suivre les progrès réalisés à ces réunions. Cet aspect, ainsi que d'autres exemples semblables, convainquent le FISE que, dans les limites de leur mandat actuel, les coordonnateurs résidents peuvent atteindre un niveau de réalisations utiles très supérieur au niveau actuel. Il y aurait lieu par conséquent de préférer l'établissement d'objectifs opérationnels et leur application effective à un réexamen, à ce stade, du mandat formel des coordonnateurs résidents.

9. La recommandation c) figurant parmi les conclusions et recommandations du rapport (voir A/42/326/Add.1-E/1987/82/Add.1, annexe, par. 82) propose d'expérimenter dans quelques grands pays la création d'un bureau spécial de coordonnateur résident disposant de quelques membres du personnel de l'ONU transférés sur le terrain. Une telle proposition semblerait avoir deux objectifs : renforcer les ressources disponibles à cette fin et élargir l'éventail des organisations dans lesquelles le personnel du coordonnateur résident pourrait être prélevé. A l'évidence, une telle proposition ouvrirait des perspectives tout en étant à certains égards délicate. Comme on l'a indiqué à la seconde session ordinaire de 1987 du Conseil économique et social, certaines organisations ont bien fait savoir que ce changement aurait un effet positif sur le moral du personnel sur le terrain n'appartenant pas au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), en élargissant leurs possibilités de carrière par rapport à ce que permet le niveau des postes hors siège dans leur organisation. Ce cas n'est cependant pas vraiment applicable au FISE, puisque la plupart des postes de haut niveau y sont déjà hors siège.

10. Plus importante peut-être est la mesure dans laquelle ces possibilités de carrière encourageraient le personnel hors siège à porter un intérêt plus net aux questions interorganisations. Mais cet effet positif risquerait d'être annulé par le découragement qui pourrait se produire au sein de l'organisme qui remplit actuellement la fonction considérée, facteur qu'il ne faut pas négliger. La création d'un bureau distinct de coordonnateur résident a été expérimentée par deux fois dans des opérations d'urgence (qui se distinguent par là de la plupart des opérations de portée seulement nationale). Le FISE porte sur ces deux cas un jugement très positif et croit savoir que la grande majorité des autres organisations et des gouvernements concernés souscrivent à ce point de vue.

11. On examine dans le rapport l'absence d'un véritable cadre de référence complet à l'échelle du système des Nations Unies pour la programmation par pays, et c'est bien le cas dans la plupart des pays. Inévitablement, étant donné le caractère limité des ressources et du nombre des spécialistes, la programmation par pays du PNUD ne peut que mettre d'abord l'accent sur les questions présentant de l'intérêt pour le programme par pays établi par cet organisme. Mettre en place un cadre général unique nécessiterait un personnel important et entraînerait des coûts administratifs très élevés sans que les avantages concrets, pour la réalisation du programme, soient véritablement assurés. Pour l'instant, le système des Nations Unies pourrait souhaiter prendre de préférence plusieurs mesures intermédiaires, comme le renforcement d'un cadre commun de programmation sur les questions de haute priorité (examinées plus haut), une meilleure organisation du travail de chaque organisme dans la préparation du cadre de sa propre programmation par pays (le Groupe consultatif mixte des politiques travaille actuellement à l'élaboration de lignes directrices à cet effet), et l'obtention d'une plus grande

rigueur et d'un approfondissement de la réflexion dans les réunions organisées régulièrement par pays.

4. Autres questions

12. Plusieurs des recommandations figurant dans le rapport (ibid., par. 82) méritent tout particulièrement d'être appuyées :

a) Recommandation k) : Il faudrait améliorer la capacité du système des Nations Unies en matière d'analyse à l'échelon des pays;

b) Recommandation n) : Il faudrait apporter une assistance aux gouvernements en vue de renforcer leur capacité de coordonner l'aide extérieure qu'ils reçoivent;

c) Recommandation j) : Il faudrait envisager des liens plus solides avec les banques régionales et cette collaboration devrait porter à la fois sur l'assistance technique et sur les "opérations de prêt aux programmes", par exemple pour des activités d'ajustement structurel et sectoriel;

d) Recommandation g) : Bien que le FISE ne soit pas directement touché par la question des "fonds d'affectation spéciale", l'expérience qu'il a acquise à ce propos est que ces modes de financement permettent en général d'accroître les ressources d'ensemble disponibles pour le développement, et dans la très grande majorité des cas accroissent la proportion de l'aide au développement acheminée par le canal des institutions multilatérales. Le FISE estime en conséquence que la coordination devrait porter de préférence sur les processus de programmation plutôt que sur l'établissement de distinctions entre les diverses sources de financement;

e) Recommandation f) : Il est nécessaire de mettre l'accent sur les pays les plus pauvres et les moins avancés ainsi que sur la satisfaction des besoins fondamentaux des catégories les plus pauvres de la population de ces pays;

f) Recommandation e) : Le FISE est tout à fait d'avis qu'il faut mettre l'accent sur la programmation thématique plutôt que sur la programmation projet par projet;

g) Recommandation o) : L'expérience du FISE le convainc plus que jamais qu'il est important d'inclure les organisations non gouvernementales dans les mécanismes de coordination.

Note

a/ Le Groupe consultatif mixte des politiques a constaté que la notion de "programmation coordonnée" reflète sa manière de voir de façon plus précise que celle de "programmation conjointe". Cette importante nuance met l'accent sur le caractère complémentaire des apports au programme, laissant à chaque organisation le soin de mobiliser ses apports à partir de ses propres sources de financement et selon ses propres pratiques. Cette approche, fondée sur l'expérience, a permis d'éviter des retards et obstacles bureaucratiques potentiels, étant donné que les différences dans les mécanismes d'application trouvent souvent et fort justement leur origine dans la nature différente des missions de chaque organisation et dans les avantages relatifs qu'elles présentent.



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/42/328
15 juin 1987
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-deuxième session
Point 120 c) de la liste préliminaire*

COORDINATION ADMINISTRATIVE ET BUDGÉTAIRE ENTRE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES ET LES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES AINSI QUE
L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

Possibilité de créer un tribunal administratif unique

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
Sigles		5
I. INTRODUCTION	1 - 10	6
II. COMMENTAIRE SUR LES RÉFORMES PROPOSÉES EN CE QUI CONCERNE LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES NATIONS UNIES ...	11 - 99	9
A. Composition des tribunaux	11 - 16	9
1. Qualification des membres	11 - 12	9
2. Choix des membres	13 - 14	10
3. Structure des tribunaux	15 - 16	11
B. Extension de la compétence	17 - 32	12
1. Catégories spéciales de personnes employées par les organismes des Nations Unies	19 - 20	13

* A/42/150 et Corr.1.

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
2. Consultants et autres titulaires de contrats de louage de services	21	13
3. Personnes employées par des organes représentant le personnel et par des entreprises du personnel	22 - 23	14
4. Autres différends contractuels	24	15
5. Organes représentant le personnel	25 - 26	15
6. Avis consultatifs	27 - 30	16
7. Actions intentées par les organisations employeurs contre leurs fonctionnaires	31 - 32	18
C. Conditions préalables requises pour l'ouverture d'une procédure	33 - 37	19
1. Délais de présentation des requêtes	33	19
2. Requêtes n'ayant manifestement aucune chance d'aboutir	34 - 37	19
D. Procédures	38 - 47	20
1. Procédure orale	38 - 39	20
2. Intervention	40 - 42	21
3. Participation en qualité d' <u>amicus curiae</u>	43 - 44	22
4. Actions catégorielles et affaires appelées à faire jurisprudence	45 - 47	22
E. Recours	48 - 67	24
1. Renvoi de l'affaire pour reprise de la procédure	48 - 49	24
2. Exécution de l'obligation invoquée	50 - 56	24
3. Montant maximum de l'indemnité offerte en lieu et place d'exécution	57 - 63	27
4. Dépens	64 - 67	29

/...

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragrapbes</u>	<u>Pages</u>
F. Instances intervenant après le prononcé du jugement	68 - 72	30
1. Révision	68 - 69	30
2. Cas où le tribunal doit compléter son jugement	70	30
3. Interprétation	71 - 72	31
G. Réformation des jugements des tribunaux	73 - 95	31
1. Mode de réformation	73 - 89	31
a) Qui peut engager la procédure de réformation	75 - 77	33
b) Quel est l'organe qui procèdera à la réformation	78 - 80	34
c) Quel organe doit trancher la question de savoir s'il y a lieu de procéder à une réformation	81 - 83	35
d) Motifs de réformation	84 - 85	36
e) Optiques possibles	86 - 89	36
2. Réformation de jugements rendus dans des affaires concernant la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies	90 - 92	38
3. Procédures de la Cour internationale de Justice	93 - 95	39
H. Coopération entre les tribunaux	96 - 99	40
1. Propositions générales	96 - 97	40
2. Assesseurs	98 - 99	41
Notes		42

ANNEXES

I. INSTRUMENTS JURIDIQUES PROPOSES	46
A. STATUT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES NATIONS UNIES : REVISIONS PROPOSEES ET COMPARAISONS AVEC LE STATUT DU TAOIT	46
B. REGLEMENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES NATIONS UNIES (EXTRAITS) : REVISION PROPOSEE ET COMPARAISON PARTIELLE AVEC LE REGLEMENT DU TAOIT	64
C. ELEMENTS D'UN PROJET DE RESOLUTION DE L'ASSEMBLEE GENERALE	67

/...

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
II. OBSERVATIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES NATIONS UNIES SUR LA NOTE DU BUREAU DES AFFAIRES JURIDIQUES INTITULEE "HARMONISATION ET DEVELOPPEMENT DES STATUTS, REGLEMENTS ET PRATIQUES DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS DES NATIONS UNIES ET DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL : PROJET DE PROPOSITIONS"	74
III. JURIDICTION DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS DES NATIONS UNIES ET DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL	78

SIGLES

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
CAC	Comité administratif de coordination
CASIP	Comité de coordination des associations et syndicats indépendants du personnel du système des Nations Unies
CCI	Corps commun d'inspection
CFPI	Commission de la fonction publique internationale
CIJ	Cour internationale de Justice
FAFI	Fédération des associations de fonctionnaires internationaux
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
FMI	Fonds monétaire international
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OIT	Organisation internationale du Travail
OMI	Organisation maritime internationale
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

I. INTRODUCTION

1. Le présent rapport est une version presque identique des rapports soumis précédemment à l'Assemblée générale, à ses trente-neuvième et quarantième sessions, sous les cotes A/C.5/39/7 et Corr.1 et 2 et A/40/471, respectivement; il tient compte des faits nouveaux qui ont été signalés à l'Assemblée à sa quarante et unième session (A/C.5/41/8) et des faits qui se sont produits depuis. Bien que ces rapports successifs, auxquels l'Assemblée générale n'a pas eu encore la possibilité de consacrer un examen de fond (voir par. 7 et 8 ci-après), lui aient été soumis à sa demande expresse et pour répondre à son inquiétude au sujet des divergences possibles entre les deux tribunaux actuels du régime commun, en matière de jurisprudence et de pratiques, on peut considérer également qu'il présente un intérêt compte tenu des inquiétudes manifestées récemment au sujet du fonctionnement des procédures de recours à l'Organisation 1/. Enfin, on notera que dans une déclaration qu'il a faite à propos de l'affaire Yakimetz, un membre de la Cour internationale de Justice a recommandé expressément que l'Assemblée examine le rapport du Secrétaire général sur la question, cependant que la Cour et certains juges examineraient d'autres questions (en particulier la procédure de réformation des jugements du Tribunal) dont traite le présent rapport 2/.

2. A sa trente-troisième session, en 1978, à l'occasion de l'examen du point de l'ordre du jour relatif au rapport de la Commission de la fonction publique internationale, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général et ses collègues du Comité administratif de coordination (CAC) d'étudier la possibilité de créer un tribunal administratif unique pour toutes les organisations appliquant le régime commun et de lui rendre compte de cet examen lors de sa trente-quatrième session (voir section I de la résolution 33/117 de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 1978).

3. A sa trente-quatrième session, l'Assemblée générale, après avoir examiné un rapport dans lequel le CAC déconseillait la prise de mesures immédiates en vue de fusionner les deux tribunaux actuels du régime commun (celui de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et celui des Nations Unies) mais suggérait l'harmonisation systématique et le développement des statuts, règlements et pratiques de ces tribunaux (A/C.5/34/31, par. 13), a prié le Secrétaire général et le CAC de poursuivre de telles mesures en vue de renforcer le régime commun et de tendre à la création d'un tribunal unique, et a en outre prié le Secrétaire général de lui rendre compte à sa trente-sixième session (voir décision 34/438 du 17 décembre 1979).

4. Lors des trente-sixième et trente-septième sessions, le Secrétaire général a rendu compte de certaines mesures qui avaient été prises à cet égard par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et par le Bureau international du Travail après l'adoption de la décision de l'Assemblée générale (A/C.5/36/23 et A/C.5/37/23). Il a fait valoir, lors de la trente-sixième session, que les consultations nécessaires avant que des propositions définitives puissent être soumises à l'Assemblée n'étaient pas encore terminées et que l'examen de la procédure de réformation des jugements des tribunaux administratifs paraissait inopportun étant donné que la Cour internationale de Justice était alors saisie d'une demande d'avis consultatif concernant un jugement du Tribunal administratif

des Nations Unies 3/. A la trente-septième session, le Secrétaire général a présenté un aperçu détaillé d'une étude faite par le Secrétariat pour déterminer les éléments des statuts, règlements et pratiques des tribunaux administratifs de l'OIT et des Nations Unies qu'il faudrait envisager d'harmoniser progressivement ou de perfectionner. N'étant pas encore en mesure de présenter à l'Assemblée un ensemble de propositions intégrées, le Secrétaire général a suggéré à l'Assemblée, et celle-ci a accepté, qu'il poursuive les consultations nécessaires aux fins de l'harmonisation progressive et du perfectionnement des statuts, règlements et pratiques des deux tribunaux en vue de renforcer le régime commun et de réduire, autant que possible, les dépenses administratives correspondantes et présente à l'Assemblée un rapport sur la question à l'issue de ces consultations ainsi que des rapports intérimaires sur l'état d'avancement des consultations lors des sessions intermédiaires (voir résolution 37/129 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1982).

5. En 1983, le Secrétariat a présenté une version révisée de l'étude dont il avait donné une description lors de la trente-septième session, à une réunion des conseillers juridiques des organisations appliquant le régime commun des Nations Unies. Cette réunion, qui s'est tenue à New York du 14 au 16 septembre 1983, était également saisie d'un document analytique établi sur le même sujet par le Bureau international du Travail. Après un débat fondé sur ces deux documents, les conseillers juridiques sont parvenus à un accord général sur plusieurs propositions de réformes destinées à améliorer ou à harmoniser les procédures des deux tribunaux administratifs à la juridiction desquels sont soumises les organisations appliquant le régime commun. Après avoir reçu le rapport intérimaire du Secrétaire général sur la question (A/C.5/38/26), l'Assemblée générale, à sa trente-huitième session, a prié le Secrétaire général d'accélérer les consultations nécessaires et de lui rendre compte à ce sujet lors de sa trente-neuvième session (voir décision 38/409 du 25 novembre 1983).

6. Se fondant sur les conclusions des conseillers juridiques, le Secrétariat a établi une série de propositions concernant essentiellement les instruments régissant le Tribunal administratif des Nations Unies et ses pratiques. Ces propositions ont ensuite été communiquées pour observations aux chefs des secrétariats de l'OIT, des deux institutions spécialisées soumises à la juridiction du Tribunal et des autres organisations appliquant le régime commun dont le personnel est autorisé à saisir le Tribunal dans les affaires ayant trait à la Caisse des pensions, ainsi qu'aux membres du Tribunal, au Greffier de la Cour internationale de Justice, au Secrétaire du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, à la Fédération des associations de fonctionnaires internationaux (FAFI) et au Comité de coordination des associations et syndicats indépendants du personnel du système des Nations Unies (CASIP). Une fois ces propositions coordonnées avec celles que l'OIT avait établies au sujet du Tribunal administratif de l'OIT, et une fois prises en compte les observations reçues de cinq des institutions [l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS)], du Tribunal lui-même 4/, du Président et du Greffier de la CIJ, du Secrétaire du Comité mixte de la Caisse

commune des pensions du personnel des Nations Unies, de la FAFI et du CASIP, ainsi que d'un groupe de travail établi par le Comité de coordination entre l'Administration et le personnel (ONU), une série révisée de propositions a été communiquée aux mêmes destinataires. Des observations concernant ces propositions ont été reçues de l'OIT, de l'Union internationale des télécommunications (UIT) et de la FAFI, et ces propositions ont été examinées par le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies à sa trente-troisième session.

7. Les propositions ainsi mises au point ont été soumises à l'Assemblée générale, à sa trente-neuvième session (A/C.5/39/7 et Corr.1 et 2), et l'Assemblée les a renvoyées à la Cinquième Commission. A l'issue de l'examen préliminaire auquel cette commission avait procédé, des consultations ont eu lieu entre le Président de la Cinquième Commission et le Président de la Sixième Commission en vue de rechercher comment la Sixième Commission pourrait contribuer à l'examen des propositions du Secrétaire général 5/. Sur la recommandation de la Cinquième Commission (A/39/842, par. 12), l'Assemblée générale a décidé de renvoyer à sa quarantième session l'examen du rapport du Secrétaire général et de rechercher, à cette session, comment procéder à l'examen de la question (décision 39/450 du 18 décembre 1984).

8. L'année suivante, le Secrétariat a eu de nouvelles consultations avec l'OIT, qui avait saisi son conseil d'administration de propositions correspondantes 6/. A l'issue de ces consultations, l'harmonisation des propositions respectives concernant les statuts des deux tribunaux a marqué de nouveaux progrès, qui ont été exposés dans le rapport soumis à l'Assemblée générale à sa quarantième session (A/40/471). Sur la recommandation de la Cinquième Commission, l'Assemblée a décidé à nouveau de reporter l'examen du rapport du Secrétaire général à sa quarante et unième session (décision 40/465, du 18 décembre 1985), et le Secrétaire général a présenté à ce moment-là un bref rapport de mise à jour (A/C.5/41/8). Sur la recommandation de la Cinquième Commission, l'Assemblée a décidé de reporter à sa quarante-deuxième session l'examen de l'ensemble de la question de la coordination administrative et budgétaire (décision 41/447 du 5 décembre 1986).

9. Depuis le rapport que le Secrétaire général a présenté en 1985 sur cette question, l'OIT a continué d'examiner les questions relatives à son tribunal administratif, notamment les moyens d'en développer le statut et le règlement et de les harmoniser avec ceux du Tribunal administratif des Nations Unies. C'est ainsi que sur la base d'une proposition du Directeur général adressée à la Commission du programme, du budget et de l'administration du Conseil d'administration du BIT à sa deux cent trente et unième session en novembre 1985 7/, la Commission a créé un groupe de travail tripartite restreint qui s'est réuni en février et novembre 1986 pour examiner, avec l'aide du Bureau international du Travail, le sens et la portée des amendements proposés aux statuts des deux tribunaux. Le Groupe de travail a apporté plusieurs changements aux propositions de l'OIT, ces changements étant essentiellement de caractère rédactionnel 8/. En attendant l'examen de fond par l'Assemblée générale des propositions qui lui sont soumises, le Conseil d'administration n'a pris aucune mesure au sujet du rapport du Groupe de travail ou des propositions parallèles présentées par le Directeur général. A sa deux cent trente-quatrième session, en novembre 1986, le Conseil d'administration a décidé toutefois que la position préliminaire exprimée par le Groupe de travail, qui est

favorable en principe aux amendements proposés dans le document de l'OIT, doit être portée à la connaissance de l'Assemblée générale 9/. C'est ce qui est fait dans le présent rapport.

10. Les propositions examinées dans le commentaire qui suit sont consignées dans les parties A, B et C de l'annexe I ainsi qu'il est indiqué ci-après :

a) On trouvera dans la colonne de gauche de l'annexe I A le texte du statut du Tribunal administratif des Nations Unies tel qu'il est actuellement en vigueur (adopté en 1949 et modifié en 1953 et 1955), ainsi que les modifications proposées, les mots que l'on propose d'ajouter étant soulignés et les mots que l'on propose de supprimer étant placés entre crochets; les mots dont l'adjonction n'est proposée qu'à titre indicatif sont à la fois soulignés et placés entre crochets; chaque modification (à l'exception des modifications de forme) fait l'objet d'une note de bas de page renvoyant généralement aux passages pertinents du commentaire figurant dans le présent rapport. Dans la colonne de droite, on trouvera le texte actuel et le texte modifié des dispositions correspondantes du statut du Tribunal administratif de l'OIT; le texte modifié est celui que le Directeur général du Bureau international du Travail a l'intention de soumettre à l'examen du Conseil d'administration de l'OIT et de la Conférence internationale du Travail, sous réserve de consultations et de dernières modifications de forme;

b) Le texte de certains des articles du règlement du Tribunal administratif des Nations Unies figure à l'annexe I B, les modifications proposées étant indiquées et expliquées de la même manière que pour le statut du Tribunal et ce texte étant également comparé avec les dispositions correspondantes du règlement du Tribunal administratif de l'OIT;

c) On trouvera à l'annexe I C le projet de texte d'une résolution par laquelle l'Assemblée générale pourrait adopter les modifications proposées au statut et opérer certaines autres réformes mentionnées dans le commentaire.

II. COMMENTAIRE SUR LES REFORMES PROPOSEES EN CE QUI CONCERNE LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES NATIONS UNIES

A. Composition des tribunaux

1. Qualification des membres

11. Bien qu'aucune qualification particulière ne soit précisée pour les juges du Tribunal administratif de l'OIT ou pour les membres du Tribunal administratif des Nations Unies dans les statuts de ces tribunaux, si ce n'est que dans les deux cas ils doivent tous être de nationalité différente, dans la pratique le Tribunal administratif des Nations Unies se compose de personnes ayant des qualifications très diverses, nombre d'entre elles ayant été pendant quelques années représentantes à l'Assemblée générale (en particulier à la Cinquième Commission), et le Tribunal administratif de l'OIT se compose de juges professionnels venant des tribunaux les plus élevés de leur pays. La plupart des organisations appliquant le régime commun, ainsi que certains des organes représentant le personnel, ont exprimé une nette préférence pour la pratique de l'OIT, que celle-ci propose

maintenant de consacrer dans le Statut de son tribunal et qui l'est déjà dans le Statut du Tribunal administratif de la Banque mondiale qui vient d'être créé. En revanche, le Tribunal administratif des Nations Unies a indiqué qu'il ne souscrivait pas aux propositions allant en ce sens (voir annexe II, par. 2), et la FAFI a mis en garde contre des tribunaux composés exclusivement de juges nationaux.

12. Compte tenu de ces différentes réactions, l'Assemblée générale souhaitera peut-être faire en sorte que la plupart des membres du Tribunal administratif des Nations Unies aient à la fois une expérience judiciaire et une certaine connaissance du droit administratif ou du droit du travail international ^{10/}. Il est donc proposé d'inclure une disposition à cet effet dans le Statut du Tribunal (voir à l'annexe I A, le membre de phrase que l'on propose d'ajouter à la première phrase du paragraphe 1) de l'article 3). L'Assemblée générale pourrait préférer inclure uniquement une instruction correspondante dans sa résolution (voir à l'annexe I C, le passage placé entre crochets au paragraphe 6 du projet). En outre, le caractère impartial et le statut judiciaire du Tribunal pourraient être renforcés si l'Assemblée générale confiait à la Sixième Commission, et non à la Cinquième, le soin de choisir les membres du Tribunal, proposition qui figure également au paragraphe 6 du projet faisant l'objet de l'annexe I C. Bien que cette proposition ne figure pas dans le projet, il serait également possible d'inclure dans la résolution, comme certaines organisations l'ont suggéré, certains critères quant à l'âge des juges.

2. Choix des membres

13. Les membres du Tribunal administratif des Nations Unies sont désignés par l'Assemblée générale (Statut du Tribunal, art. 3, par. 2) et les juges du Tribunal administratif de l'OIT par la Conférence de l'OIT (Statut du Tribunal, art. III, par. 2). La pratique est toutefois très différente pour les deux tribunaux. La candidature des membres du Tribunal administratif des Nations Unies est présentée par les gouvernements, et il y a une "élection" (qui a lieu à la Cinquième Commission et qui est confirmée par l'Assemblée) pour laquelle il est généralement tenu compte de considérations ayant trait à la répartition géographique et sur laquelle ni le Secrétaire général, ni le personnel, ni les autres organisations soumises à la juridiction du Tribunal ne peuvent exercer une influence directe. Les juges du Tribunal administratif de l'OIT, en revanche, sont désignés par le Directeur général du Bureau international du Travail, après consultation avec le syndicat du personnel du Bureau international du Travail et avec les autres organisations soumises à la juridiction du Tribunal; les noms des juges ainsi désignés sont soumis pour approbation au Conseil d'administration, lequel les soumet à son tour à la Conférence de l'OIT qui les approuve sans discussion. Estimant que cette procédure aboutit au choix de juges plus objectifs, le personnel la préfère à celle qui a été adoptée pour le Tribunal administratif des Nations Unies; sur les instances du personnel, une procédure analogue à celle de l'OIT a été expressément prévue par le Statut du Tribunal administratif de la Banque mondiale (art. IV, par. 2).

14. Depuis la création du Tribunal administratif des Nations Unies, il a été créé à l'intérieur des organismes des Nations Unies plusieurs organes interorganisations dont les statuts exigent expressément certaines consultations pour la désignation

des membres (par exemple, le statut de la CFPI, résolution 3357 (XXIX) de l'Assemblée générale, annexe, art. 4, et le statut du CCI, résolution 31/192 de l'Assemblée générale, annexe, art. 3). Il est donc proposé, comme cela est indiqué à l'annexe I A, d'ajouter à l'article 3 du Statut du Tribunal administratif des Nations Unies un nouveau paragraphe A (venant s'insérer après l'actuel paragraphe 2) qui prévoirait une procédure de consultation analogue. Puisque, comme le Tribunal l'a souligné (annexe II, par. 3), le Secrétaire général est - théoriquement du moins - le défendeur dans la plupart des affaires dont le Tribunal est saisi, il est proposé que les consultations soient menées par le Président de l'Assemblée générale, comme c'est le cas pour le choix des membres du CCI. Le libellé proposé permettrait au Président - et c'est voulu - de présenter plus de candidats à l'Assemblée générale qu'il n'y a de postes à pourvoir; toutefois, il est entendu que l'Assemblée ne désignerait aucun membre dont le nom ne figurerait pas sur la liste des candidats sans procéder aux consultations prescrites.

3. Structure des tribunaux

15. Le Tribunal administratif des Nations Unies se compose de sept membres, tous égaux entre eux; toutefois, le Tribunal lui-même élit parmi ses membres un président, un premier vice-président et un second vice-président; ses décisions administratives sont prises par le Tribunal réuni en session plénière (règlement, art. 5, par. 1), mais des chambres de trois membres (plus les suppléants que peut désigner le Président) sont constituées pour chaque affaire; l'un au moins de ces trois membres doit être le Président ou l'un des Vice-Présidents (statut, art. 3, par. 1; règlement, art. 3, par. 3 et art. 6, par. 1); dans la pratique, les chambres sont constituées de façon à utiliser tous les membres disponibles lors d'une session, mais la tendance est d'affecter le Président et les deux Vice-Présidents aux affaires les plus difficiles et les plus importantes. Le Tribunal administratif de l'OIT se compose de trois juges titulaires et de trois juges suppléants, mais comme suite à la demande formulée par le Tribunal, en raison des affaires de plus en plus nombreuses qui lui sont soumises, et à la proposition du Directeur général, le Conseil d'administration a décidé, à sa deux cent trente-troisième session en mai 1986, de recommander à la Conférence générale de l'OIT d'amender l'article 3, paragraphe 1, du statut du Tribunal administratif de l'OIT pour porter de 3 à 4 le nombre des juges suppléants 11/; cette recommandation ayant été acceptée par la Conférence 12/, le Tribunal administratif de l'OIT compte maintenant le même nombre total de juges titulaires et de juges suppléants que le Tribunal administratif des Nations Unies et le Tribunal administratif de la Banque mondiale, c'est-à-dire sept. Le Tribunal lui-même élit parmi les juges titulaires un président et un vice-président. Des chambres composées de trois juges sont constituées pour chaque affaire, l'un des juges au moins devant être un juge titulaire; pendant des années, c'était les trois juges titulaires qui siégeaient systématiquement, à moins que l'un d'entre eux ne fût pas disponible, mais récemment les juges suppléants ont été appelés à participer plus fréquemment.

16. Le statut et le règlement des deux tribunaux diffèrent considérablement en ce qui concerne la structure de ces organes. Mais, comme il a été indiqué, dans la pratique, les différences ne sont pas très marquées, si ce n'est que les affaires courantes dont le Tribunal administratif des Nations Unies est appelé à connaître

sont plus également réparties entre tous ses membres. A moins de vouloir fusionner les deux tribunaux, il ne semble y avoir aucune raison d'essayer d'uniformiser leur structure, uniformisation qui nécessiterait des modifications complexes de l'un des statuts ou des deux.

B. Extension de la compétence

17. Sauf pour ce qui est des recours contre des décisions du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, la compétence du Tribunal administratif des Nations Unies est limitée aux "recours" formés contre l'Organisation par des fonctionnaires de l'Organisation (ou des personnes pouvant justifier de droits dérivés) 13/, qui invoquent l'nonobservation de leur contrat d'engagement; il en va de même pour les institutions spécialisées (OACI et OMI) auxquelles la compétence du Tribunal a été étendue conformément à l'article 14 de son statut. Actuellement, le Tribunal ne peut donc être saisi par une personne autre qu'un fonctionnaire 14/, même si elle est employée par les Nations Unies; il ne peut pas non plus connaître de différends n'ayant pas trait à un contrat d'engagement, ni d'une action intentée par l'Organisation contre un fonctionnaire, ni de différends entre fonctionnaires, ni de différends entre une personne morale (entité) ayant un rapport étroit avec l'Organisation (telle qu'un syndicat ou une entreprise du personnel) et un employé de cette personne morale, ni encore d'un différend entre l'Organisation des Nations Unies et un organe représentant le personnel (une association ou un syndicat du personnel, par exemple). En règle générale, les mêmes restrictions s'appliquent au Tribunal administratif de l'OIT, bien que son statut comporte une disposition (art. II, par. 4) qui lui confère compétence pour connaître des différends issus de contrats auxquels l'OIT est partie dans la mesure où cela est prévu au contrat, disposition que l'OIT propose de modifier de façon à ce qu'elle s'applique également, uniquement pour ce qui est des différends issus de contrats d'engagement, aux autres organisations auxquelles la compétence du Tribunal a été étendue conformément à l'annexe à son statut. Il y a donc un certain nombre de différends, ayant ou non trait aux conditions d'engagement, qui ne peuvent être, ou pour des raisons de principe ne sont généralement pas, soumis à un tribunal national en raison de l'immunité (absolue ou uniquement fonctionnelle) dont jouit l'une des parties, mais dont les tribunaux administratifs actuels ne peuvent toujours pas connaître. A cet égard, il convient de noter que même si l'article 29 de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies (résolution 22 A (I) de l'Assemblée générale) et l'article 31 de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées (résolution 179 (II) de l'Assemblée) ainsi que certains accords de siège exigent que l'organisation intéressée prévoit des modes de règlement appropriés pour les différends de droit privé auxquels l'organisation serait partie, ou dans lesquels serait mis en cause un fonctionnaire jouissant de l'immunité, et si les tribunaux ont été créés pour permettre en partie aux organisations de s'acquitter de ces obligations conventionnelles, ni l'Organisation des Nations Unies ni l'OIT n'est tenue de faire en sorte que son tribunal, ou en fait un tribunal permanent quel qu'il soit, connaisse de tous les types de différends; toutefois, étant donné l'obligation qui leur incombe de prévoir des modes appropriés de règlement des différends, elles pourront juger utile d'utiliser leurs tribunaux pour certains types d'affaires autres que celles entrant dans les catégories limitées pour lesquelles ceux-ci sont actuellement compétents.

18. Avant de décider d'étendre la compétence du Tribunal administratif des Nations Unies à des types de partie et d'affaire différents, il convient de prendre en considération les qualifications spéciales du Tribunal, le fait qu'il serait peu souhaitable de modifier son caractère en le chargeant de nombreuses affaires d'une autre nature que celles dont il connaît normalement, ainsi que de la fréquence, de l'importance et de la difficulté des autres types de différends pour lesquels le Tribunal n'est actuellement pas compétent. Il faudrait également tenir compte de l'avis d'autres organisations internationales apparentées qui pourraient souhaiter accepter la compétence du Tribunal. Toutes ces considérations ont été pesées pour parvenir aux propositions ci-après.

1. Catégories spéciales de personnes employées par les organismes des Nations Unies

19. Au cours des années, l'Assemblée générale a créé un nombre limité, mais qui tend à croître, de catégories de personnes qu'elle charge, à plein temps ou à temps partiel, de certaines fonctions, pour lesquelles celles-ci reçoivent une rémunération, dans plusieurs organes spécialisés de l'Organisation des Nations Unies ou d'autres organismes du système, dont la CFPI, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et le Corps commun d'inspection (CCI). Si le nombre de ces personnes, qui ne font manifestement pas partie du personnel au sens du paragraphe 1 de l'Article 101 de la Charte, est relativement restreint, l'expérience prouve qu'un certain nombre de questions concernant leurs émoluments ou d'autres aspects de leurs conditions d'emploi se posent dans la pratique, et jusqu'à présent ces questions ont dû être résolues par des décisions unilatérales du Secrétaire général. Il est donc proposé de modifier l'article 2 du statut du Tribunal en ajoutant un nouvel alinéa (provisoirement désigné comme l'alinéa a) du paragraphe 2 A à l'annexe I A) aux termes duquel ces personnes auraient automatiquement accès au Tribunal dans les mêmes conditions que les fonctionnaires, si ce n'est qu'elles ne seraient pas tenues de soumettre préalablement leur différend à la Commission paritaire de recours du Secrétariat comme les fonctionnaires doivent le faire en application du paragraphe 1 de l'article 7 du statut du Tribunal.

20. Conformément à une modification que l'on propose d'apporter à la dernière phrase de l'article 14, toute autre organisation à laquelle la compétence du Tribunal est étendue pourrait, sans toutefois y être tenue, prévoir que les personnes qu'elle emploie dans des conditions analogues (c'est-à-dire les personnes désignées par un organe directeur) auront également accès au Tribunal. Des dispositions du même ordre seraient possibles en ce qui concerne les extensions de compétence proposées dans les paragraphes 21 à 23 ci-après.

2. Consultants et autres titulaires de contrats de louage de services

21. L'Organisation des Nations Unies emploie un grand nombre de personnes pendant des périodes plus ou moins longues en vertu de contrats de louage de services ou d'instruments contractuels analogues qui ne constituent pas des lettres de nomination. N'étant pas fonctionnaires, ces employés n'ont pas accès au Tribunal administratif des Nations Unies et les différends éventuels concernant leurs

conditions d'emploi doivent être réglés par des moyens ad hoc, c'est-à-dire par voie de négociation et, en cas d'insuccès, généralement par voie d'arbitrage. Il faut signaler à ce sujet que l'OIT ne connaît pas le même handicap, car ses contrats de louage de services et autres contrats du même ordre prévoient que le Tribunal administratif de l'OIT sera compétent en application du paragraphe 4 de l'article II de son statut (voir plus haut, par. 17). Pour ouvrir à ces consultants des Nations Unies l'accès du Tribunal administratif, il est proposé à l'annexe I A de modifier l'article 2 en y insérant un nouvel alinéa [provisoirement numéroté 2 A b)]. Telle qu'elle est formulée, cette disposition ferait dépendre la possibilité de saisir le Tribunal administratif de l'inclusion d'une clause à cet effet dans le contrat d'engagement; mais on considérerait cependant, qu'en l'absence de toute autre procédure spécialement prévue pour le règlement des différends, le Secrétaire général insérerait dans les contrats de louage de services une disposition établissant la compétence du Tribunal.

3. Personnes employées par des organes représentant le personnel et par des entreprises du personnel

22. Les personnes employées par des organes représentant le personnel et par certaines entreprises du personnel qui ne relèvent pas de la législation nationale peuvent ne pas être en mesure de poursuivre leurs employeurs devant les tribunaux nationaux, car ces employeurs peuvent être considérés comme de simples émanations des organisations internationales auxquelles le personnel en question est lié; mais si les personnes intéressées ne sont pas employées directement par les organisations elles-mêmes, elles ne peuvent pas à l'heure actuelle porter les litiges relatifs à leur emploi devant un tribunal administratif. Que l'obligation des organisations de prévoir une instance pour le règlement des différends échappant aux tribunaux nationaux du fait des immunités internationales s'étende ou non à cette catégorie d'employés, il semble souhaitable en tout état de cause d'ouvrir à ces derniers l'accès aux tribunaux existants si cela est possible, à moins qu'on ne juge préférable de considérer ces relations entre employeurs et employés comme relevant pleinement de la législation locale et de renoncer dans ce cas à invoquer les immunités.

23. Il est donc proposé, à l'annexe I A, d'ajouter à l'article 2 un nouvel alinéa 2 A c) pour permettre aux employés de toute personne morale (entité) non assujettie à la législation nationale et couverte par l'immunité de l'Organisation des Nations Unies (les organes représentant le personnel et les entreprises du personnel, par exemple) de présenter au Tribunal administratif des Nations Unies des requêtes contre leur employeur; une disposition analogue est envisagée en ce qui concerne le Tribunal administratif de l'OIT. Contrairement à ce qui est prévu dans les autres dispositions prévoyant une extension de la compétence qui sont présentées plus haut, aux paragraphes 19 à 21, l'Organisation des Nations Unies ne serait pas défendeur, ni même partie à la procédure. Il faudrait donc que le Secrétaire général, qui est sans aucun doute en mesure de le faire en prenant les mesures administratives appropriées, fasse en sorte que la personne morale employeur assume le rôle de défendeur dans le cas d'une requête de ce type et soit liée par tout jugement qui serait rendu.

4. Autres différends contractuels

24. Outre les contrats d'engagement, l'Organisation des Nations Unies conclut un grand nombre d'autres accords relevant essentiellement du droit privé avec des sociétés-conseils, des fournisseurs, des entreprises de services, etc. Comme elle ne tient généralement pas à porter d'éventuels litiges devant les tribunaux nationaux, ce qui exigerait qu'elle renonce à son immunité si elle est dans la position de défendeur, de nombreux contrats de ce type prévoient le recours à l'arbitrage, soit devant un organisme permanent comme la Chambre internationale de commerce, soit devant un organe ad hoc. Dans certains cas, l'Organisation des Nations Unies pourrait trouver avantage à conférer compétence en la matière au Tribunal administratif des Nations Unies, possibilité voisine de celle dont dispose l'OIT en vertu du paragraphe 4 de l'article II du statut de son tribunal administratif (voir plus haut, par. 15). En revanche, le fait que l'OIT, qui depuis des années a la faculté de recourir à cette possibilité devant son tribunal administratif, envisage actuellement de l'étendre à d'autres organisations, mais uniquement en ce qui concerne les différends issus de contrats d'engagement (ce qui, dans le statut du Tribunal administratif des Nations Unies, correspondrait aux nouveaux alinéas a) à c) du paragraphe 2 A, analysés plus haut, dans les paragraphes 19 à 23 laisse penser que, tout compte fait, il ne serait pas souhaitable d'étendre la compétence du Tribunal administratif des Nations Unies à des affaires d'un autre type. A cet égard, il convient de noter que le Tribunal lui-même s'est déclaré réticent à l'égard de l'extension envisagée (voir annexe II, par. 4).

5. Organes représentant le personnel

25. Certains organes représentant le personnel, notamment la Fédération des associations de fonctionnaires internationaux (FAFI), ont demandé à pouvoir être parties à la procédure autrement qu'en qualité de défendeur comme prévu dans la proposition examinée plus haut, aux paragraphes 22 et 23, dans certains cas énumérés ci-dessous, une telle participation ayant parfois été autorisée devant certains tribunaux administratifs internationaux ne relevant pas du régime commun des Nations Unies. Les organes représentant le personnel souhaiteraient être parties aux instances :

- a) Pour appuyer l'une ou l'autre partie à une procédure normale (c'est-à-dire dans le cas d'une requête formée par un fonctionnaire contre le chef du secrétariat de l'organisation employeur), à condition que ladite partie l'ait demandé, ou, du moins, ne s'y oppose pas;
- b) Pour appuyer un fonctionnaire qui fonde sa requête sur des droits découlant d'un accord entre l'organe représentant le personnel et le chef du secrétariat de l'organisation intéressée;
- c) Pour engager ou, du moins, appuyer une action catégorielle introduite au nom d'un groupe suffisamment nombreux ou d'une catégorie entière de fonctionnaires;
- d) Pour défendre leurs propres droits en tant qu'organes représentant le personnel contre des mesures prises par un chef de secrétariat.

26. L'examen attentif des divers arguments en faveur de la faculté pour les organes représentant le personnel de devenir parties aux instances portées devant les tribunaux administratifs du régime commun a conduit à la conclusion qu'aucun de ces arguments n'était suffisamment probant. Si le but à atteindre est simplement d'appuyer l'une ou l'autre des parties [arguments a), b) et c)], une "intervention" en qualité de partie est inutile et inappropriée pour les raisons exposées plus loin dans les paragraphes 40 à 42, et la participation en qualité d'"amicus curiae", examinée plus loin, aux paragraphes 43 et 44, devrait être suffisante. En outre, s'agissant de l'argument b), il convient de souligner que pour l'instant, il n'existe aucune disposition ni aucune pratique dans le régime commun qui permette de conclure des "accords de négociation collective" d'où certains droits pourraient découler. En ce qui concerne l'argument c), il convient également de se reporter aux paragraphes 45 à 47 ci-après, intitulés "Actions catégorielles et affaires appelées à faire jurisprudence". Enfin, en ce qui concerne l'argument d) (sur lequel la FAFI insiste tout particulièrement), il est certain que les tribunaux, en particulier le Tribunal administratif de l'OIT, ont déjà été saisis de requêtes dont l'objet était, en fait, la réparation d'une atteinte aux droits d'un organe représentant le personnel. Il semble toutefois que les tribunaux n'aient eu aucune difficulté à donner suite à ces requêtes quand elles étaient présentées au nom de membres de l'association ou du syndicat intéressés, alléguant une atteinte à l'exercice effectif de leur droit à la liberté d'association 15/. C'est pourquoi aucune proposition visant à modifier à cet égard le statut, le règlement ou la pratique du Tribunal administratif des Nations Unies ne figure dans le présent rapport.

6. Avis consultatifs

27. A l'heure actuelle, ni le Tribunal administratif des Nations Unies ni celui de l'OIT ne sont compétents pour donner des avis consultatifs 16/. Le principal argument invoqué pour leur reconnaître cette faculté est qu'il y a des cas (qui seront vraisemblablement de plus en plus fréquents à mesure que des modifications seront apportées à la structure de la rémunération et des pensions de retraite de catégories entières de fonctionnaires internationaux) dans lesquels il pourrait être utile de vérifier avant leur adoption, la légalité de mesures envisagées par des organes délibérants ou administratifs. Cela permettrait d'éviter la période d'incertitude, souvent longue, dans laquelle on se trouve lorsqu'une disposition contestée est promulguée, puis appliquée à un, à plusieurs ou à tous les fonctionnaires; certains de ceux-ci peuvent alors contester la validité juridique de cette disposition, d'abord devant la Commission paritaire de recours ou, s'ils y sont autorisés, directement devant un tribunal, qui est parfois amené à prendre une décision de portée restreinte (ne s'appliquant, par exemple, qu'au requérant en cause), ce qui suscite alors de nouvelles "affaires" appelées à faire jurisprudence.

28. Quant aux arguments négatifs, ils portent essentiellement sur la question de savoir qui doit avoir le droit de demander un avis consultatif. Faut-il reconnaître ce droit uniquement au chef du secrétariat de l'organisation ou également à l'organe directeur et éventuellement aux organes représentant le personnel? De toute évidence, plus ce pouvoir sera étendu, plus il est probable que des questions non pertinentes, ou en tout cas inopportunes, seront posées au risque d'entraver des négociations en cours et, éventuellement, d'entraîner le

tribunal dans des querelles politiques ou des conflits du travail. En outre, répondant à une question dans l'abstrait, le Tribunal risque, sinon en fait, du moins dans l'esprit d'éventuelles parties à un litige survenant par la suite à propos de la même question, de compromettre l'impartialité qui doit théoriquement être la sienne.

29. Avec le souci de tenir équitablement compte de ces diverses considérations et préoccupations, l'autorisation de donner des avis consultatifs a été définie dans des limites extrêmement restreintes dans le nouvel article 2 quarto (ainsi qu'à l'alinéa 2 i) de l'article 6 qui s'y rapporte), introduit dans l'annexe I A, pour tenter de donner une idée de la façon dont cette disposition pourrait être formulée. Cet article prévoit que l'organe habilité à donner des avis consultatifs serait le Comité mixte du Tribunal administratif des Nations Unies et du Tribunal administratif de l'OIT, dont la création, répondant à de toutes autres nécessités, est proposée plus loin, dans les paragraphes 86 à 89 (et dont la composition tiendrait compte du rôle qui lui serait confié, à savoir veiller de façon constante à la qualité et à la cohésion de la jurisprudence des deux tribunaux du régime commun). Les demandes d'avis consultatif devraient être limitées aux questions juridiques d'ordre général intéressant les organisations appliquant le régime commun (y compris, bien entendu, les questions se rapportant à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies). A cette fin, il est prévu que les questions ne peuvent être soumises pour avis que par le Secrétaire général de l'ONU, après consultation avec les autres membres du CAC. Cette restriction de la faculté de demander des avis consultatifs est conforme tant à la pratique internationale, notamment celle de la Cour internationale de Justice, qu'à celle des tribunaux nationaux, où le droit de présenter des demandes de cette nature est en général extrêmement limité, même si l'accès normal à ces tribunaux ne l'est pas; il convient aussi de considérer qu'à l'heure actuelle, la compétence des tribunaux administratifs est de toute façon asymétrique (puisque toutes les instances doivent être introduites par des fonctionnaires). Bien entendu, il serait normal que le Secrétaire général accède au vœu d'un organe délibérant important, par exemple la Cinquième Commission, lui recommandant de poser telle ou telle question, et qu'il accorde toute la considération voulue à toute suggestion du même ordre formulée par un organisme technique compétent (CFPI, Caisse commune des pensions ou Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, par exemple); il pourrait aussi donner suite de la même façon à une demande présentée par un organe représentant le personnel, en particulier lorsque l'action de cet organe s'étend à l'ensemble du régime commun (ce qui est le cas de la FAFI ou du CCSA). En limitant ainsi la faculté de demander des avis consultatifs, on pourra vraisemblablement éviter que le processus consultatif ne fasse l'objet de véritables abus (intentionnels ou non). Il convient de noter à cet égard que l'organe chargé de donner des avis (c'est-à-dire le Comité mixte) ne serait pas lui-même sans défense, car il aurait toujours la faculté de refuser de donner un avis si la nature ou les circonstances de la demande lui paraissaient inappropriées ou de nature à nuire à la fonction principale dont il doit s'acquitter.

30. Puisqu'il est proposé de restreindre la portée des questions pouvant faire l'objet de demandes d'avis et le pouvoir du seul organe qui soit habilité à présenter de telles demandes (à savoir le Secrétaire général en consultation avec les membres du CAC), il semble logique que l'OIT n'envisage pas d'insérer une disposition correspondante dans le statut de son tribunal administratif.

7. Actions intentées par les organisations employeurs contre leurs fonctionnaires

31. A l'heure actuelle, ni le Tribunal administratif des Nations Unies ni le Tribunal administratif de l'OIT ne sont compétents pour connaître d'actions que des organisations employeurs intenteraient contre leurs fonctionnaires. Dans les cas donnant lieu à de telles actions (en cas, par exemple, de réparation excessive versée par suite d'erreur ou de dol, de préjudice causé à l'organisation ou à ses biens ou à un autre de ses fonctionnaires, ou, peut-être même, de préjudice causé à un Etat ou à une tierce partie à l'égard duquel l'organisation est responsable), l'organisation cherche en général à régler tout d'abord la question unilatéralement - après avoir fait agir, lorsqu'il y a lieu, un comité de contrôle du matériel ou un comité paritaire de discipline - par voie de déductions opérées sur les émoluments dus au fonctionnaire, laissant à celui-ci la faculté de contester la décision en saisissant lui-même la Commission paritaire de recours ou le tribunal compétent (devant lesquels tous les aspects de la légitimité de l'action mise en mouvement par l'organisation peuvent être mis en cause). Cette façon de procéder donne en général satisfaction, à moins que les sommes dont le fonctionnaire serait redevable ne soient si importantes qu'elles ne puissent être recouvrées par prélèvement sur les émoluments qui sont ou seront dus au fonctionnaire, en particulier si les fonctions de l'intéressé ont dans l'intervalle pris fin, étant donné que les prestations de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies sont intégralement protégées, même à l'égard des créances que ferait valoir l'organisation employeur (Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, statuts, art. 45).

32. Bien qu'en principe l'organisation employeur puisse saisir un tribunal national d'une action dirigée contre un fonctionnaire ou un ancien fonctionnaire en vue de récupérer des sommes qu'elle ne peut retenir sur ce qu'elle doit au fonctionnaire, les organisations internationales se sont montrées peu désireuses de faire intervenir les tribunaux nationaux dans le règlement de différends qui risquent d'avoir trait aux affaires internes des organisations. Par suite, il semblerait préférable de confier de telles affaires au tribunal administratif compétent, l'objectif étant que les tribunaux nationaux qui ont compétence à l'égard des avoirs du défendeur reconnaissent le jugement de ce tribunal qui peut découler de telle ou telle affaire. En conséquence, il est proposé à titre provisoire d'ajouter au statut du Tribunal administratif des Nations Unies un nouvel article 2 bis et, par voie de conséquence, d'ajouter à l'article 6 un nouvel alinéa g) au paragraphe 2, et, à l'article 7, un nouveau paragraphe 4 A; les propositions correspondantes sont présentées en ce qui concerne le statut du Tribunal administratif de l'OIT. En outre, étant donné que la reconnaissance et l'exécution sur le plan national des jugements de tribunaux administratifs internationaux obligeront probablement à développer les principes et pratiques selon lesquels les tribunaux internes reconnaissent les jugements étrangers ou les sentences arbitrales nationales et, parfois, internationales, il est proposé de demander au Secrétaire général d'étudier la question (annexe I C, par. 10).

C. Conditions préalables requises pour l'ouverture d'une procédure

1. Délais de présentation des requêtes

33. Sous réserve des observations formulées plus loin, dans les paragraphes 45 à 47 et de l'adjonction proposée d'un délai spécial concernant la nouvelle compétence que l'on propose, à titre provisoire, de reconnaître au Tribunal et qui est examinée plus haut, aux paragraphes 31 et 32, il semble qu'il n'y ait aucune raison de modifier les diverses dispositions relatives aux délais qui figurent à l'article 7 du statut du Tribunal administratif des Nations Unies. L'OIT envisage cependant d'introduire, dans le règlement de son tribunal, une disposition plus libérale, inspirée de celles du Tribunal administratif des Nations Unies, tendant à porter à un an le délai normal de 90 jours lorsque la requête est introduite par les héritiers d'un fonctionnaire décédé ou les représentants d'un fonctionnaire incapable de gérer ses propres affaires (voir statut du Tribunal administratif des Nations Unies, art. 7, par. 4), bien que l'OIT n'envisage toujours pas de donner à son tribunal le pouvoir plus général de suspendre l'application des dispositions relatives aux délais (voir statut du Tribunal administratif des Nations Unies, art. 7, par. 5).

2. Requêtes n'ayant manifestement aucune chance d'aboutir

34. Le statut du Tribunal administratif des Nations Unies prévoit qu'une requête n'est pas recevable si la Commission paritaire de recours "estime à l'unanimité qu'elle est futile" (art. 7, par. 3). Cependant, bien que les représentants de l'administration aient parfois l'occasion, au cours d'instances portées devant la Commission, d'appeler l'attention des membres de la Commission sur cette disposition, il est très rare que ceux-ci décident de bloquer tout nouveau recours en déclarant formellement la requête futile 17/. Néanmoins, l'existence même de cette disposition a peut-être valu au Tribunal administratif des Nations Unies d'être moins surchargé que celui de l'OIT par des séries d'affaires manifestement dénuées de tout fondement.

35. Le statut du Tribunal administratif de l'OIT ne renferme aucune disposition correspondant à celle du Tribunal administratif des Nations Unies dont il vient d'être question. En de multiples occasions, des requérants déraisonnables ou mal intentionnés ont profité de cette lacune (ainsi que de l'absence de toute obligation de payer les dépens) pour introduire, sur une période de plusieurs années, plus d'une douzaine d'instances différentes, quoique ayant en général un vague lien les unes avec les autres. Le Tribunal a tenté de se protéger (et de protéger les défendeurs) contre ces excès en adoptant et en appliquant la procédure sommaire prévue au paragraphe 3 de l'article 8 de son règlement, qui permet à son Président, s'il apparaît qu'une requête est manifestement dénuée de tout fondement, de décider de surseoir à tout acte de procédure jusqu'à la prochaine session du Tribunal, qui peut alors rejeter la requête sans autre procédure.

36. Outre les moyens indiqués plus haut qui sont utilisés dans le cas du Tribunal administratif des Nations Unies ou dans le cas du Tribunal administratif de l'OIT pour éviter à ces organes d'avoir à examiner quant au fond des requêtes manifestement dénuées de tout fondement, il est possible d'envisager deux autres méthodes mettant en jeu l'une et l'autre des pénalités financières :

a) Obligation pour le requérant de remettre une certaine somme en dépôt lors de l'introduction de la requête (l'article VIII du statut du Tribunal administratif de la Société des Nations Unies, qui prévoyait une telle mesure, fixait ce montant à 1/50e du traitement annuel net du fonctionnaire), cette somme étant restituée par ordre du Tribunal si celui-ci juge la requête suffisamment fondée;

b) Faculté pour le Tribunal de condamner le requérant aux dépens s'il estime que la requête était manifestement dénuée de fondement; pour fixer le montant des dépens, le Tribunal peut tenir compte à la fois des ressources financières du requérant et de la mesure dans laquelle il estime que l'introduction de la requête mérite d'être pénalisée.

37. L'introduction de requêtes manifestement dénuées de fondement constitue un abus non seulement à l'égard des tribunaux, mais aussi à l'égard des organisations défenderesses. Par conséquent, après avoir examiné les quatre possibilités différentes qui ont été mentionnées aux paragraphes 34 à 36 ci-dessus, il est proposé, en ce qui concerne le Tribunal administratif des Nations Unies :

a) De maintenir la procédure actuelle de contrôle préalable par la Commission paritaire de recours, mais, comme indiqué à l'annexe I A, de remplacer "futile" par "n'ayant manifestement aucune chance d'aboutir", remplaçant ainsi une règle subjective peu rigoureuse par une règle objective (comme le fait le paragraphe 3 de l'article 8 du règlement du Tribunal administratif de l'OIT);

b) D'autoriser le Tribunal à condamner le requérant aux dépens pour un montant ne pouvant excéder l'équivalent d'un mois d'émoluments nets (comme cela est proposé dans un nouveau paragraphe 4 de l'article 9) s'il le juge approprié (annexe I A, nouveau paragraphe 2 B de l'article 9) 18/; une proposition analogue est en cours d'élaboration en ce qui concerne le Tribunal administratif de l'OIT.

D. Procédures

1. Procédure orale

38. Sauf si cela est souhaitable pour des raisons d'ordre psychologique, il semble qu'il n'y ait aucune raison objective qu'une procédure orale ait lieu dans la plupart des affaires portées devant le Tribunal, car elles concernent presque exclusivement des questions essentiellement juridiques, les faits ayant en général déjà été établis devant la Commission paritaire de recours. Bien que la procédure orale soit prévue devant les deux tribunaux, l'usage de cette procédure a eu tendance à diminuer au cours des années, au point que récemment, le Tribunal administratif des Nations Unies n'a accordé que très peu d'audiences de cette nature (en moyenne une ou deux fois par an, sur un total d'environ 20 affaires), cependant que le Tribunal administratif de l'OIT n'en a accordé aucune pendant de nombreuses années et ne l'a fait récemment que dans quelques rares affaires. Il semble que cette tendance tienne au fait que la procédure orale représente une charge supplémentaire importante pour les tribunaux et est onéreuse pour les organisations défenderesses (en raison de la nécessité de financer le transport des parties, des conseils et des témoins et, pour ce qui est du Tribunal administratif des Nations Unies, l'établissement des procès-verbaux). Ces arguments pratiques

sont contrebalancés par la nécessité de montrer la justice en action et de répondre au désir maintes fois exprimé des représentants des fonctionnaires de voir plus fréquemment utiliser la procédure orale. A l'heure actuelle par conséquent, bien que le conseil de l'Organisation des Nations Unies puisse indiquer dans tel ou tel cas qu'il est inutile à son avis de recourir à la procédure orale, il est normalement donné suite aux demandes que les requérants formulent à cette fin.

39. Il ne semble pas nécessaire d'envisager de modifier le statut ou le règlement des tribunaux en ce qui concerne la procédure orale. Cependant, les deux tribunaux pourraient envisager d'y recourir plus largement dans les affaires importantes, notamment celles qui sont de nature à avoir des répercussions directes ou indirectes sur un grand nombre de fonctionnaires, et chaque fois que l'audition de témoins se révélera nécessaire pour établir les faits.

2. Intervention

40. Quiconque est autorisé à "intervenir" au cours d'une instance devant un tribunal devient généralement partie à l'instance, mais sans nécessairement se ranger du côté de l'une ou l'autre des parties (c'est-à-dire le requérant ou l'organisation défenderesse). L'intervenant est donc généralement autorisé à participer pleinement à la procédure au moyen de communications écrites ou orales, car il se trouvera lui aussi pleinement lié par toute partie du jugement qui lui sera applicable. En revanche, les simples participants à une procédure, que l'on appelle parfois "amicus curiae" (et dont il sera question plus loin, aux paragraphes 43 et 44), ne deviennent pas parties à la procédure, ne sont pas liés par les jugements et, par conséquent, ne se voient accorder que peu d'occasions de présenter leur manière de voir.

41. Le chapitre VII du règlement du Tribunal administratif des Nations Unies et l'article 17 du règlement du Tribunal administratif de l'OIT prévoient l'intervention des personnes et des organisations employeurs ainsi que de leurs caisses des pensions dont les intérêts sont susceptibles d'être affectés par un jugement, ce qui, dans la plupart des cas, les rend effectivement parties aux côtés du requérant. Ces dispositions, bien qu'elles soient formulées de façon différente, ne semblent pas avoir suscité de difficultés particulières ni de divergences notables dans la pratique.

42. Les organes représentant le personnel ont parfois manifesté le désir d'être autorisés à "intervenir" dans des affaires en cours. Il est probable qu'ils n'entendaient par cela que le droit de participer à la procédure, en tant que "amicus curiae" (voir plus loin, par. 43 et 44). En fait, l'intervention au sens juridique du terme, c'est-à-dire celle qui les rendrait parties à la procédure, exigerait que les jugements du tribunal leur soient opposables, qu'ils aient gain de cause ou non; cela ne pourrait s'appliquer qu'aux rares situations dans lesquelles un jugement concerne directement les droits ou obligations d'un organe représentant le personnel. En outre, une intervention de cette nature ne pourrait être admise que si les organes représentant le personnel pouvaient formellement devenir parties à l'instance portée devant le tribunal, ce qui n'est possible ni aux termes du statut actuel, ni en vertu des dispositions proposées (sauf peut-être en qualité de défendeur dans le cas de requêtes introduites par le personnel que ces organes représentent; voir plus haut, par. 22 et 23 et 25 et 26).

3. Participation en qualité d'amicus curiae

43. Aux termes du paragraphe 1 de l'article 23 du règlement du Tribunal administratif des Nations Unies, le Tribunal peut "entendre" toute personne qui a accès au Tribunal en vertu du paragraphe 2 de l'article 2 du statut (fonctionnaires, anciens fonctionnaires, personnes ayant succédé aux droits d'un fonctionnaire, etc.) et, aux termes du paragraphe 2 de l'article 23 de son règlement, il peut "décider" d'entendre des représentants du personnel. Bien qu'aucune de ces deux dispositions ni aucune autre ne vise de façon générale des personnes physiques ou des personnes morales, le Tribunal administratif des Nations Unies a en fait autorisé les Etats-Unis à participer tant à la procédure écrite qu'à la procédure orale dans l'affaire Powell (jugement N 237). En revanche, on ne trouve dans le règlement du Tribunal administratif de l'OIT aucun article permettant à des personnes physiques ou à des personnes morales autres que les parties (y compris les parties intervenantes) de participer à une instance et le Tribunal a considéré que cette lacune ne lui permettait pas d'autoriser une telle participation, même lorsqu'il s'agissait de représentants d'associations du personnel. Cette position quelque peu rigoureuse a été critiquée, mais, dans certains cas, l'interdiction peut être tournée lorsque la position du requérant est analogue à celle d'une association du personnel, à condition que le requérant fasse figurer dans ses conclusions écrites des déclarations consignait la position de l'association ou qu'il fasse établir ses conclusions par un avocat engagé par l'association. Ces dispositions et cette pratique admise par les deux tribunaux se sont révélées satisfaisantes en général, malgré l'existence de certaines divergences; on peut noter cependant qu'il y a eu relativement peu d'affaires dans lesquelles les associations de personnel ont demandé à participer à la procédure, même quand elles s'y intéressaient suffisamment pour contribuer financièrement aux frais engagés par le requérant pour présenter son affaire.

44. Il est proposé à l'annexe I B que le Tribunal administratif des Nations Unies envisage d'améliorer l'article 23 de son règlement et de le rendre plus conforme à la pratique en prévoyant, d'une part, que le Tribunal peut autoriser les membres d'organes représentant le personnel à présenter des communications écrites et à participer à la procédure orale (ce qui serait toutefois loin de satisfaire la FAFI, qui demande à avoir le droit de participer à la procédure automatiquement ou si l'une ou l'autre des parties en a fait la demande ou a donné son approbation) et, d'autre part, que le Tribunal est habilité à accorder des droits analogues à toute personne physique ou morale. A l'annexe I A, il est proposé d'apporter en conséquence une modification mineure au paragraphe 2 e) de l'article 6, dont l'équivalent est également proposé pour le statut du Tribunal administratif de l'OIT.

4. Actions catégorielles et affaires appelées à faire jurisprudence

45. Pour améliorer les dispositions applicables par les tribunaux et en particulier celles qui concernent le Tribunal administratif des Nations Unies, il a été envisagé de prévoir la faculté pour plusieurs requérants d'introduire une "action catégorielle" lorsqu'ils souhaitent porter devant le tribunal une question d'intérêt commun 19/. Des instances de cette nature sont quelquefois prévues devant les tribunaux nationaux, dans un ou plusieurs des cas suivants : soit pour

permettre aux demandeurs de satisfaire aux conditions relatives au montant minimum nécessaire pour pouvoir saisir certains tribunaux, lorsque aucune des demandes n'atteindrait individuellement ce montant; soit pour créer un mécanisme permettant à des demandeurs, complètement étrangers les uns aux autres, de partager des frais de justice qui seraient disproportionnés par rapport au montant de chaque requête individuelle; soit pour éviter de porter devant des tribunaux différents des litiges ayant un élément commun, notamment en ce qui concerne les faits. En pratique, presque aucune de ces considérations n'est valable dans le cas des tribunaux administratifs internationaux. En effet, il n'y a pas de montant minimum à des fins juridictionnelles, les frais à la charge du requérant sont généralement peu élevés ou, en tout cas, des arrangements sont possibles, notamment par l'intermédiaire d'un organisme représentant le personnel, pour partager ces frais dans le cas d'une "affaire appelée à faire jurisprudence" (voir ci-après) et, enfin, il n'est pas possible de choisir entre plusieurs tribunaux puisqu'il n'existe qu'une seule possibilité selon le défendeur en cause.

46. En outre, il est entendu que lorsque le tribunal compétent a définitivement tranché une question juridique particulière à l'égard d'un défendeur déterminé (s'il s'agit, par exemple, de prendre une décision au sujet de la signification ou de la validité d'un règlement, d'une disposition ou d'une directive déterminée), le défendeur appliquera automatiquement cette décision à l'égard de tous les fonctionnaires qui peuvent se prévaloir du même principe juridique, sans que ceux-ci soient obligés d'introduire à leur tour une requête. Cela serait inutile car, bien que le strict respect du précédent (stare decisis), au sens de la common law, ne soit pas un principe de droit administratif international, on peut penser que chaque tribunal respectera sa propre jurisprudence pour régler des questions juridiques nettement définies. Par suite, lorsque des questions juridiques intéressant un grand nombre de fonctionnaires se sont posées, il a été convenu qu'un ou plusieurs de ces fonctionnaires introduiraient une instance ou un nombre limité d'instances pour résoudre le problème 20/; les défendeurs ont coopéré à ces arrangements, car il n'est pas de leur intérêt de multiplier ou de compliquer inutilement les procédures contentieuses, en exigeant par exemple que tous les requérants éventuels interviennent en bonne et due forme dans une affaire appelée à faire jurisprudence.

47. Cependant, s'agissant des affaires appelées à faire jurisprudence, il pourrait y avoir intérêt à apporter une modification mineure aux dispositions applicables par les tribunaux. Lorsqu'une instance est introduite dans une affaire de ce genre, le défendeur peut s'engager à appliquer le jugement à tous les fonctionnaires se trouvant dans la même situation juridique. Toutefois, même en faisant preuve de la meilleure volonté de part et d'autre, il est possible qu'une affaire considérée comme "appelée à faire jurisprudence" soit tranchée par le tribunal eu égard à la situation particulière du requérant et que la décision ne soit applicable à aucun des autres intéressés qui espéraient bénéficier du principe reconnu dans le jugement ou qu'elle ne soit applicable qu'à certains d'entre eux. En outre, même si le jugement rendu dans une affaire appelée à faire jurisprudence a une portée générale, d'autres requérants virtuels ou le défendeur peuvent considérer qu'une conclusion différente s'imposerait. Mais avant qu'une décision ait pu être prise, il se peut que les délais prévus pour l'introduction d'une requête soient venus à expiration et même si le défendeur acceptait de ne pas

appliquer les dispositions relatives aux délais (ce à quoi il peut en fait s'être engagé d'avance), le tribunal ne serait pas obligé d'en tenir compte. Il est donc proposé, à l'annexe I B, que l'article 24 du règlement du Tribunal administratif des Nations Unies soit élargi de façon à imposer au Tribunal l'obligation d'accepter de la part du défendeur une décision de cette nature dans les cas précis qui viennent d'être analysés. Une disposition en ce sens éviterait aux requérants d'avoir à introduire leur requête en temps voulu à la seule fin de se protéger contre le risque de voir expirer les délais obligatoires avant l'issue d'une procédure relative à une affaire appelée à faire jurisprudence.

E. Recours

1. Renvoi de l'affaire pour reprise de la procédure

48. Aux termes du paragraphe 2 de l'article 9 du statut du Tribunal administratif des Nations Unies, le Tribunal peut renvoyer une affaire, avec l'accord du Secrétaire général, pour que les procédures antérieures (devant, par exemple le Comité paritaire de discipline ou la Commission paritaire de recours) soient reprises; le Tribunal peut même accorder au requérant une indemnité équivalant au montant net du traitement de base pour une période de trois mois en réparation du préjudice subi par suite du retard. Le Tribunal administratif de l'OIT n'a pas de dispositions analogues, mais il arrive pratiquement aux mêmes résultats (à l'exception de l'octroi d'une indemnité en réparation du préjudice subi par suite du retard) en annulant la décision viciée et en laissant l'administration défenderesse prendre toutes les mesures de redressement qu'elle juge bon, y compris une reprise des procédures antérieures. Ainsi, même s'il semble y avoir une divergence entre les statuts des deux tribunaux quant à la possibilité de renvoi d'une affaire, il ne semble pas que des différences importantes d'ordre pratique soient apparues; l'OIT se propose toutefois de modifier le statut de son Tribunal administratif pour l'aligner sur la disposition mentionnée plus haut du statut du Tribunal administratif des Nations Unies.

49. A l'heure actuelle, aux termes du paragraphe 2 de l'article 9 du statut du Tribunal administratif des Nations Unies, l'indemnité que le Tribunal peut accorder en raison d'un retard est limitée "au montant net du traitement de base pour une période de trois mois". Cette limite ne semble avoir aucun rapport avec la nature et l'importance du préjudice qu'un requérant peut avoir subi en raison d'un retard imputable à la procédure suivie, et il est en conséquence proposé à l'annexe I A de supprimer cette limite; l'OIT ne propose pas de prévoir une telle limite dans la nouvelle disposition envisagée. Cependant, s'il est décidé de continuer à fixer une limite dans le statut du Tribunal administratif des Nations Unies (telle qu'elle est formulée actuellement ou sous une forme différente), cette limite devrait être modifiée dans le sens du paragraphe 63 ci-après.

2. Exécution de l'obligation invoquée

50. L'une des différences les plus controversées entre les deux tribunaux concerne les pouvoirs différents dont ils disposent en matière d'exécution. S'ils reconnaissent le bien-fondé d'une requête, les deux tribunaux sont tenus d'ordonner l'annulation de la décision contestée ou l'exécution de l'obligation invoquée

(art. VIII du statut du Tribunal administratif de l'OIT; par. 1 de l'article 9 du statut du Tribunal administratif des Nations Unies). Mais, les deux statuts renferment des dispositions sensiblement différentes pour le cas où l'annulation ou l'exécution ne serait pas considérée comme possible ou souhaitable :

a) S'agissant du Tribunal administratif de l'OIT, c'est le Tribunal lui-même qui décide si l'annulation ou l'exécution "n'est pas possible ou opportune", auquel cas il accorde au requérant une indemnité (qui n'est pas soumise à une limite spécifique, voir plus loin, par. 57 à 63); cependant, dans le cas extrêmement délicat de la réintégration d'un fonctionnaire, le Tribunal administratif de l'OIT n'a, dans la pratique, que très rarement exigé l'exécution, et seulement dans le cas de fonctionnaires de rang peu élevé, sans laisser à l'organisation défenderesse le choix de verser une indemnité;

b) S'agissant du Tribunal administratif des Nations Unies, c'est le Tribunal qui doit automatiquement fixer, dans son jugement initial, le montant de l'indemnité qui sera versée au requérant (sous réserve d'une limite conditionnelle; voir plus loin, par. 57 à 63), en laissant au Secrétaire général la faculté de décider, "dans l'intérêt de l'Organisation des Nations Unies", s'il préfère se conformer à l'ordre d'annulation ou d'exécution ou au contraire verser le montant indiqué par le Tribunal; dans la pratique, et en particulier dans les cas de cessation de service, le Secrétaire général choisit presque toujours de verser l'indemnité plutôt que d'accorder la réintégration.

51. Ainsi, s'il n'y a pas, en dernière analyse, de distinctions marquées entre la pratique des deux tribunaux, les répercussions psychologiques sont sensiblement différentes. Plus particulièrement, les dispositions du Tribunal administratif des Nations Unies sont généralement mal comprises ou mal interprétées (tant par les fonctionnaires que par des observateurs extérieurs), de sorte que le Secrétaire général est accusé de ne pas tenir compte des décisions du Tribunal ou que le Tribunal administratif des Nations Unies est considéré comme ayant simplement pouvoir de donner des avis au Secrétaire général (c'est-à-dire de n'être qu'une commission paritaire de recours plus haut placée) et donc comme n'étant pas un organe véritablement judiciaire. L'une des demandes les plus instantes du personnel est par suite que le Tribunal administratif des Nations Unies dispose des mêmes pouvoirs que le Tribunal administratif de l'OIT en ce qui concerne l'exécution de l'obligation invoquée.

52. Le principal argument en faveur de l'acquiescement à ce désir très vif du personnel est que l'effet pratique de cette mesure serait minimal si le Tribunal administratif des Nations Unies suivait l'exemple du Tribunal administratif de l'OIT : il se réduirait à l'obligation, très rare, de réintégrer un fonctionnaire de rang peu élevé, même si le Secrétaire général préférerait que ce fonctionnaire cesse ses services et soit indemnisé. Mais, bien que les effectifs du Secrétariat soient à présent beaucoup plus importants qu'ils ne l'étaient lorsque le Tribunal administratif des Nations Unies a été créé et qu'il serait par suite plus facile de trouver une place pour un fonctionnaire imposé par le Tribunal au Secrétaire général, il n'est pas souhaitable, en raison du caractère hautement politique de nombre des activités du Secrétariat, d'enlever au Secrétaire général un pouvoir de cette nature pour le conférer au Tribunal, sauf peut-être dans des cas où il ne s'agit pas de réintégration ou d'affectation.

53. Après avoir examiné cette question de façon approfondie, la Banque mondiale a opté, lorsqu'elle a créé son nouveau tribunal en 1980, pour une solution analogue à celle du Tribunal administratif des Nations Unies, à une différence près : le montant maximal de l'indemnité (en lieu et place d'exécution) que le Tribunal administratif de la Banque mondiale peut fixer sans donner d'explication particulière correspond au montant net du traitement de base pour une période de trois ans, et non de deux ans comme pour le Tribunal administratif des Nations Unies (statut du Tribunal administratif de la Banque mondiale, art. XII, par. 1).

54. Il convient de noter à cet égard qu'une amélioration sensible pourra être réalisée, même sans sortir du cadre de la disposition du Tribunal administratif des Nations Unies, si le Tribunal fixe des indemnités qui soient davantage en rapport avec le préjudice effectivement subi par un fonctionnaire qui, de l'avis du Tribunal, a été licencié de façon injuste. D'une part, si une telle indemnité existe, le choix d'une mesure de redressement plutôt qu'une autre peut être assez indifférent au requérant; d'autre part, l'exécution spécifique pourrait être envisagée plus sérieusement si la non-exécution était trop coûteuse. Si la raison pour laquelle le Tribunal fixe généralement une indemnité peu élevée tient certainement en partie à la limite conditionnelle examinée plus loin, dans les paragraphes 57 à 63, il semblerait que la situation soit due également au fait que les juges du Tribunal administratif des Nations Unies ne se rendent peut-être pas bien compte de l'importance réelle du préjudice subi par un fonctionnaire licencié qui a occupé pendant de nombreuses années un poste international où il a effectué un travail spécialisé.

55. En conséquence, il est proposé à l'annexe I A que les dispositions pertinentes du paragraphe 1 de l'article 9 du statut du Tribunal administratif des Nations Unies (qui sera divisé pour des raisons techniques en deux paragraphes : 1 et 1 A) demeurent sensiblement inchangées, à une différence près : la solution de rechange à l'exécution spécifique est retenue uniquement dans les cas où le requérant doit être réintégré ou la décision de le licencier annulée, ou lorsqu'il doit bénéficier d'une affectation particulière. Dans d'autres cas, par exemple si le Tribunal demande qu'une indemnité soit versée, qu'une promotion soit accordée ou que la participation à la Caisse commune des pensions soit prévue dans un contrat d'engagement, ces mesures devront être prises comme le Tribunal l'a ordonné, à moins que le Tribunal ne décide lui-même d'y substituer une compensation pécuniaire.

56. Il convient de noter, au sujet de cette proposition, que le Groupe de travail de l'OIT (voir par. 9 ci-dessus) a fait remarquer "qu'à cet égard le Statut du TA/NU [Tribunal administratif des Nations Unies] est partiellement aligné sur les procédures du TA/OIT [Tribunal administratif de l'OIT]" et il s'est déclaré d'avis "que le Conseil d'administration pourrait, dans son rapport sur cette question, noter avec regret que les projets d'amendements du TA/NU n'harmonisaient pas totalement les procédures avec celles du TA/OIT que le Groupe de travail jugeait équilibrées et conformes aux principes juridiques" 21/.

3. Montant maximum de l'indemnité offerte en lieu et place d'exécution

57. La compensation pécuniaire n'est prévue dans les statuts des deux tribunaux qu'en remplacement de l'exécution, bien que, comme il l'a été signalé plus haut, les deux tribunaux prévoient des conditions différentes pour le versement de l'indemnité : ainsi le statut du Tribunal administratif des Nations Unies (qui a été modifié spécialement à cet effet en 1953) prévoit, à la différence du statut du Tribunal administratif de l'OIT, une limite pour le montant de l'indemnité qui peut être versée. Plus particulièrement, aux termes du statut, l'indemnité versée en lieu et place d'exécution "ne peut être supérieure au montant net du traitement de base pour une période de deux ans"; mais le Tribunal administratif des Nations Unies peut, "dans des cas exceptionnels, lorsqu'il juge qu'il y a lieu de le faire, ordonner le versement d'une indemnité plus élevée", auquel cas "un exposé des motifs accompagne chaque décision de ce genre prise par le Tribunal".

58. Il convient de noter tout d'abord que, bien que la disposition susmentionnée soit formulée en termes généraux comme si elle s'appliquait à tous les jugements, elle n'est applicable en réalité qu'aux jugements concernant une cessation de service controversée. Dans les autres cas, la limite fixée est soit inapplicable, soit non pertinente. Par exemple, si le jugement requiert le versement d'une indemnité contestée, normalement le Tribunal n'envisage même pas la possibilité que le Secrétaire général puisse ne pas obtempérer, et il ne fixe donc pas d'autre réparation, tandis que le montant accordé en vertu d'un tel jugement peut, au cours des années, dépasser de loin en réalité la limite fixée. Dans d'autres cas, s'il s'agit, par exemple, d'une indemnité accordée à l'occasion d'un accident imputable au service ou à titre de dommages-intérêts en réparation d'un préjudice subi, il serait facile de comparer, chiffres à l'appui, une telle somme forfaitaire avec la limite fixée, mais la limite en question risque alors de sortir totalement du cadre statutaire dans lequel elle s'inscrit.

59. En deuxième lieu, il convient de noter que la limite peut être interprétée quant au fond ou sur le simple plan de la procédure. Dans le premier cas, il s'agirait d'une directive de l'Assemblée générale selon laquelle, quel que soit le montant de l'indemnité auquel un requérant aurait droit si le Secrétaire général décidait de ne pas exécuter spécifiquement le jugement du Tribunal, il ne recevra au maximum, à titre de réparation, que le montant du traitement de base pour une période de deux ans, à moins qu'il n'y ait eu un facteur "exceptionnel" (c'est-à-dire non seulement le fait que ce montant serait insuffisant, mais également l'existence de tout autre élément inhabituel, par exemple un comportement clairement répréhensible de la part de l'Organisation). Cependant, considérée comme une simple mesure de procédure, l'imposition de cette limite signifierait que, bien que le Tribunal soit autorisé à accorder l'indemnité qu'il juge appropriée, il doit exposer les motifs de sa décision chaque fois que le montant accordé dépasse l'équivalent de deux années de traitement de base. Tant le Tribunal que les observateurs du personnel qui critiquent le statut du Tribunal semblent retenir la première interprétation. Depuis l'imposition de cette limite en 1953, le Tribunal administratif des Nations Unies n'a usé qu'une seule fois de sa faculté d'accorder, en la justifiant, une indemnité plus élevée, et il est généralement resté dans ses décisions bien en deçà de la limite fixée.

60. En troisième lieu, comme il l'a été signalé plus haut au paragraphe 54, la fixation d'une indemnité peu élevée a notamment pour résultat de ne pas offrir au défendeur d'éléments réalistes lui permettant de décider s'il vaut mieux procéder spécifiquement à l'exécution ou verser une indemnité; en d'autres termes, si l'indemnité offerte en lieu et place d'exécution est trop faible, le défendeur considère presque toujours qu'il est de "l'intérêt de l'Organisation des Nations Unies" de verser une indemnité plutôt que de procéder à l'exécution.

61. En quatrième lieu, il convient de noter que le statut du Tribunal administratif de la Banque mondiale, qui a été récemment adopté, s'inspire beaucoup à cet égard de la disposition du Tribunal administratif des Nations Unies, mais que la limite fixée correspond "au montant net du traitement pour une période de trois ans" (statut du Tribunal administratif de la Banque mondiale, art. XII, par. 1).

62. Eu égard aux considérations susmentionnées, deux solutions différentes sembleraient possibles :

a) Supprimer entièrement la limite fixée au paragraphe 1 de l'article 9 du statut du Tribunal administratif des Nations Unies, ce qui permettrait d'aligner plus étroitement cet article sur le statut du Tribunal administratif de l'OIT et de réfuter l'argument, présenté avec une vigueur particulière par la FAFI, selon lequel si le Tribunal considère que telle ou telle indemnité est objectivement justifiée, toute réduction de cette indemnité qui aurait pour objet de respecter une limite fixée constituerait nécessairement une injustice;

b) Relever la limite, au moins jusqu'au niveau fixé dans le statut du Tribunal administratif de la Banque mondiale (trois années de traitement), étant entendu que le but recherché n'est pas de restreindre la faculté du Tribunal administratif des Nations Unies d'accorder une indemnité appropriée, mais simplement de donner au Secrétaire général et à l'Assemblée générale une explication raisonnable en cas d'indemnité particulièrement élevée. Tout bien considéré, il semble que le deuxième argument, qui ne diminuera pas les droits proprement dits des requérants, soit plus convaincant; une modification appropriée de la fin de la première phrase du nouveau paragraphe 1 A de l'article 9 du statut du Tribunal administratif des Nations Unies est donc proposée à l'annexe I A. De plus, le mot "normalement" a été ajouté dans cette phrase, et il est proposé de supprimer les mots "dans des cas exceptionnels" dans la phrase suivante.

63. Il convient aussi de noter que d'un point de vue strictement technique, une limite fondée sur le "montant net du traitement de base" ne correspond plus à la réalité. Le montant net du traitement de base ne comprend ni l'indemnité de poste payable au lieu d'affectation où le requérant était en poste, ni même l'ajustement opéré en fonction de la MPIP (moyenne pondérée des indemnités de poste), qui correspond à l'écart qui s'est creusé à l'échelle mondiale entre les traitements de base et le montant effectif de la rémunération des Nations Unies, sous l'effet de l'inflation et des ajustements monétaires. Pour cette raison, l'Assemblée générale a, sur recommandation de la CFPI, décidé ces dernières années que tous les montants correspondants fixés par le Statut du personnel seraient exprimés, pour les administrateurs et les fonctionnaires de rang supérieur ainsi que pour les agents

du Service mobile, "en traitement brut, ajusté en fonction de la moyenne pondérée des indemnités de poste, déduction faite des contributions du personnel", et pour les agents de la catégorie des services généraux et les catégories apparentées "en rémunération considérée aux fins de la pension, déduction faite des contributions du personnel" (par exemple, Statut du personnel, annexe III). A cet égard, la limite telle qu'elle est actuellement exprimée ne permet pas au Tribunal de tenir compte du fait que certains Etats peuvent assujettir à l'impôt l'indemnité accordée par le Tribunal administratif des Nations Unies, alors que la plupart des Etats ne le font pas. Il est en conséquence proposé à l'annexe I A qu'une nouvelle modification soit apportée à la fin de la première phrase du nouveau paragraphe 1 A de l'article 9 du statut du Tribunal administratif des Nations Unies, et qu'un nouveau paragraphe 4 soit ajouté à l'article 9 en vue de préciser les différentes limites pécuniaires dans le statut du Tribunal administratif des Nations Unies, de façon que toutes les modifications pertinentes que l'Assemblée générale apporte de temps à autre au Statut du personnel se reflètent automatiquement dans le statut du Tribunal.

4. Dépens

64. Ni le statut du Tribunal administratif des Nations Unies, ni celui du Tribunal administratif de l'OIT ne prévoient le paiement des dépens. Mais les deux tribunaux, suivant en cela l'exemple du Tribunal de la Société des Nations, ont décidé qu'ils pourraient accorder les dépens dans le cas des requérants ayant eu gain de cause 22/, et ils le font d'une manière générale. Cependant, ces indemnités sont généralement très peu élevées, notamment dans le cas du Tribunal administratif des Nations Unies et elles n'ont pas augmenté au même rythme que les honoraires des avocats à New York, à Genève ou ailleurs en Europe.

65. Lorsqu'ils accordent les dépens, les deux tribunaux, et en particulier le Tribunal administratif des Nations Unies, tiennent compte implicitement ou expressément (conformément aux directives adoptées en 1950 par le Tribunal administratif des Nations Unies (A/CN.5/R.2)), de la question de savoir si le requérant était effectivement obligé d'engager des dépenses en faisant appel à un conseil de l'extérieur, alors qu'une assistance juridique gratuite, donnée par des conseils souvent beaucoup plus compétents que les conseils de l'extérieur, est généralement disponible à l'Organisation, ou parfois dans une autre organisation. Une interprétation plus libérale en la matière pourrait amener les fonctionnaires à recourir plus fréquemment aux services de conseils de l'extérieur, mais cette façon d'agir ne serait pas nécessairement bénéfique pour les requérants, car ces conseils ne sont généralement pas au courant des procédures administratives internationales et cela pourrait même parfois nuire au bon fonctionnement des tribunaux.

66. Il serait donc souhaitable de trouver une formule selon laquelle les tribunaux continueraient à demander au fonctionnaire de fournir des justifications lorsqu'il engage un conseil de l'extérieur; si une justification acceptable est produite, les dépens devraient correspondre à des honoraires raisonnables, compte tenu naturellement de la difficulté et de l'importance de l'affaire, et ils devraient être limités aux cas où les requérants ont obtenu gain de cause ou ont du moins soulevé une question d'une importance exceptionnelle.

67. Eu égard aux considérations susmentionnées, il est proposé, à l'annexe I A, d'ajouter un nouveau paragraphe 2 A à l'article 9 du statut du Tribunal administratif des Nations Unies; aux termes de ce paragraphe le Tribunal serait expressément habilité à accorder les dépens; une proposition analogue est actuellement élaborée en ce qui concerne le Tribunal administratif de l'OIT. Des directives plus rigides ou plus précises pour le Tribunal ne sembleraient pas nécessaires, mais par une modification ayant trait à la même question (insertion d'un nouvel alinéa k) au paragraphe 2 de l'article 6), le Tribunal aurait à adopter à ce sujet une clause, qui s'inspirerait vraisemblablement des directives adoptées en 1950 par le Tribunal administratif des Nations Unies.

F. Instances intervenant après le prononcé du jugement

1. Révision

68. L'article 12 du statut du Tribunal administratif des Nations Unies prévoit la révision d'un jugement en raison de la découverte d'un fait de nature à exercer une influence décisive, à condition que la demande soit formée dans un délai de 30 jours après la découverte du fait et dans un délai d'un an à compter du jugement. Le statut du Tribunal administratif de l'OIT ne renferme pas une telle disposition et il n'y a pas dans la jurisprudence de ce tribunal d'exemple précis à cet égard, mais il est proposé d'ajouter au statut de ce tribunal une disposition en ce sens.

69. Les délais de 30 jours et d'un an prévus par le statut du Tribunal administratif des Nations Unies peuvent être considérés comme trop courts, mais il semble qu'une limite soit souhaitable, ne serait-ce que pour décourager les demandes de mauvaise foi présentées des années plus tard. (Le statut du Tribunal administratif de la Banque mondiale ne prévoit, au paragraphe 1 de son article XIII, qu'un délai de six mois après la découverte du fait, sans qu'il y ait de limite absolue.) Il est en conséquence donc proposé à l'annexe I A de porter à trois mois le délai de 30 jours et à trois ans le délai d'un an dans la deuxième phrase de l'article 12 (qui fera partie du nouveau paragraphe 1 de cet article). D'autres modifications mineures concernent la formulation qui est actuellement proposée pour les articles correspondants du statut du Tribunal administratif de l'OIT ou visent à assurer une cohérence plus grande avec d'autres dispositions de l'article 12.

2. Cas où le tribunal doit compléter son jugement

70. Ni le statut du Tribunal des Nations Unies ni celui du Tribunal de l'OIT ne prévoient de recours si un jugement ne statue pas sur toutes les conclusions de la requête. Des plaintes étant formulées de temps à autre à cet égard, il est proposé d'insérer une disposition appropriée dans le statut des deux tribunaux. Pour le Tribunal administratif des Nations Unies, on propose, à l'annexe I A, d'ajouter un nouveau paragraphe 3 à l'article 12 du statut; un nouveau paragraphe analogue est proposé pour le Tribunal administratif de l'OIT.

3. Interprétation

71. Ni le statut du Tribunal administratif des Nations Unies ni celui du Tribunal de l'OIT ne prévoient de procédure pour préciser ou pour interpréter les jugements. Toutefois, les deux tribunaux ont parfois accepté d'interpréter des jugements antérieurs.

72. Il semblerait souhaitable toutefois d'introduire dans les statuts des deux tribunaux des dispositions visant expressément l'interprétation des jugements. Pour le Tribunal administratif des Nations Unies, il est proposé, à l'annexe I A, d'ajouter un nouveau paragraphe 4 à l'article 12 du statut; un nouveau paragraphe analogue est proposé pour le Tribunal administratif de l'OIT. Comme les jugements des tribunaux sont normalement exécutés immédiatement, les questions d'interprétation se posent presque toujours peu après le prononcé du jugement; la suggestion du Tribunal administratif des Nations Unies tendant à ce que les demandes d'interprétation soient présentées dans un délai d'un an a donc été incorporée au texte.

G. Réformation des jugements des tribunaux

1. Mode de réformation

73. La méthode limitée qui est prévue à l'heure actuelle pour réformer les jugements des tribunaux ou, en un sens, faire appel de ces jugements, constitue l'un des aspects les plus complexes et les plus contestés du fonctionnement de ces organes. Un historique même sommaire s'impose pour comprendre et décrire la situation actuelle ainsi que les incidences d'améliorations éventuelles :

a) Le statut du Tribunal administratif de la Société des Nations ne prévoyait ni réformation ni appel. Toutefois, à sa dernière session, l'Assemblée de la SDN a refusé d'exécuter une série de jugements du Tribunal pour le motif que celui-ci aurait outrepassé sa compétence en examinant des décisions de l'Assemblée elle-même; faute de tout mode de réformation judiciaire de ces jugements ou de contestation des décisions de l'Assemblée, le refus de l'Assemblée a prévalu;

b) Dans le statut du Tribunal administratif de l'OIT, qui a pris le relais du Tribunal administratif de la Société des Nations, des dispositions (article XII) ont en conséquence été prises pour autoriser le Conseil d'administration de l'OIT à contester une décision du Tribunal administratif de l'OIT affirmant sa compétence ou un jugement qui, de l'avis du Conseil d'administration, serait vicié par une erreur essentielle de procédure, en sollicitant de la CIJ un avis consultatif qui serait considéré comme ayant force obligatoire. Lorsque le statut du Tribunal administratif de l'OIT a été modifié en vue d'étendre, le cas échéant, la compétence de ce tribunal à d'autres organisations, les organes directeurs de ces organisations ont été autorisés à demander à la Cour la réformation de jugements du Tribunal sur une base analogue (bien qu'en fait, ces organes directeurs ne puissent le faire que s'ils ont été autorisés par l'Assemblée générale à saisir la Cour, cette faculté étant réservée aux institutions spécialisées et organismes analogues). C'est ainsi que le Conseil exécutif de l'Unesco a obtenu la réformation (mais non la modification) d'un jugement du Tribunal administratif de l'OIT au profit de plusieurs fonctionnaires licenciés pour des motifs prétendument politiques 23/;

c) Bien que le Tribunal administratif des Nations Unies ait été créé après le Tribunal administratif de l'OIT, son statut ne renfermait pas à l'origine de disposition correspondant à l'article XII du statut du Tribunal administratif de l'OIT. Toutefois, après que la CIJ eut signalé en 1955 à l'Assemblée générale (à propos d'une série d'affaires concernant des licenciements pour des motifs prétendument politiques) que faute d'une telle disposition, aucun motif ne pouvait être valablement invoqué pour contester un jugement du Tribunal administratif des Nations Unies et qu'aucune possibilité d'appel ou de réformation d'un tel jugement n'était prévue 24/, l'Assemblée a ajouté au statut du Tribunal administratif des Nations Unies l'article 11, inspiré du précédent du Tribunal administratif de l'OIT; en outre, et essentiellement afin de rendre la procédure plus équitable pour les requérants, elle a introduit deux innovations : les requérants ont eux aussi été autorisés à engager la procédure de réformation (conjointement avec les Etats et le chef du secrétariat, qui sont en fait les seules personnes morales autorisées à ce faire selon une procédure semblable à celle du Tribunal administratif de l'OIT étant donné qu'eux seuls ont automatiquement accès aux organes directeurs des organisations), cependant que deux motifs supplémentaires de réformation étaient prévus : un manquement présumé du Tribunal à exercer sa compétence et des erreurs présumées de droit touchant la Charte. Enfin, faute d'un organe de l'ONU correspondant aux organes directeurs des institutions spécialisées, l'Assemblée a donné compétence, pour solliciter des avis consultatifs à propos d'un jugement du Tribunal administratif des Nations Unies, à un comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif spécialement créé à cet effet. Des procédures ont été engagées devant ce comité à 44 reprises, au cours d'une trentaine d'années, une tendance à l'augmentation ayant cependant été enregistrée récemment; elles l'ont été une fois par un Etat et toutes les autres fois par les requérants. Le Comité a soumis des questions à la Cour à propos de trois jugements rendus par le Tribunal administratif des Nations Unies, à savoir dans les affaires Fasla 25/ et Yakimetz 26/ (jugements No 158 et 33?) sur proposition des requérants respectifs, ainsi que dans l'affaire Mortished 27 (jugement No 273), sur proposition d'un Etat Membre. Dans ces trois affaires où un avis consultatif a été donné, cet avis a en fait confirmé le jugement du Tribunal. Bien que d'autres organisations qui acceptent la juridiction du Tribunal administratif des Nations Unies ne soient pas automatiquement tenues à l'écart de cette procédure de réformation, les organisations (l'OACI et l'Organisation maritime internationale) qui ont accepté cette juridiction ont (en vertu d'accords conclus en application de l'article 14) refusé la possibilité de réformation, comme d'ailleurs toutes les organisations qui ont décidé d'autoriser leur personnel à en appeler au Tribunal administratif des Nations Unies d'une décision du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies en se fondant sur l'article 48 des statuts de la Caisse (voir plus loin, par. 90 à 92).

74. Les dispositions qui viennent d'être exposées soulèvent un certain nombre de questions distinctes, quoique liées. On s'est efforcé, sous les rubriques qui suivent, de traiter séparément chacune de ces questions dans toute la mesure possible, mais il convient de faire observer que seul un examen global permet de saisir le problème dans son ensemble.

a) Qui peut engager la procédure de réformation

75. Le paragraphe 1 de l'article 11 du statut du Tribunal administratif des Nations Unies indique clairement qui peut engager la procédure de réformation devant le Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif : tout Etat Membre, le Secrétaire général et le requérant (ou son successeur légal) dans l'instance engagée devant le Tribunal. A l'article XII du statut du Tribunal administratif de l'OIT, la question n'est aucunement précisée; il est toutefois évident que seules les personnes morales habilitées à saisir de propositions en bonne et due forme le Conseil d'administration de l'OIT (ou l'organe directeur de toute autre organisation ayant accepté la juridiction du Tribunal administratif de l'OIT et ayant été autorisée à solliciter des avis consultatifs de la Cour internationale de Justice) peuvent le faire : les membres du Conseil d'administration, le Directeur général et peut-être, dans une mesure limitée, le Syndicat du personnel du Bureau international du Travail.

76. En ce qui concerne le Tribunal administratif des Nations Unies, on a souvent fait valoir qu'il était anormal, peut-être même irrégulier, qu'un Etat Membre qui n'est évidemment pas "partie" à la procédure engagée devant le Tribunal soit en mesure de solliciter une réformation du jugement rendu à l'issue de cette procédure. En fait, la CIJ elle-même a réservé cette question dans l'affaire Fasla et l'a attentivement réexaminée dans l'affaire Mortished, où elle a conclu, bien qu'avec une certaine réticence, qu'il n'y avait pas d'obstacle juridique insurmontable. Pour ce qui est du principe, il convient d'observer que, premièrement, le défendeur dans une procédure engagée devant le Tribunal est (expressément dans le cas du Tribunal administratif de l'OIT et implicitement dans celui du Tribunal administratif des Nations Unies) 13/ l'organisation plutôt que le chef de son secrétariat. Deuxièmement, s'agissant d'engager la procédure de réformation d'un jugement du Tribunal administratif des Nations Unies, un Etat Membre est placé en fait sur un pied d'égalité avec le Secrétaire général et le requérant alors que, s'agissant d'un jugement rendu par le Tribunal administratif de l'OIT, un Etat membre de cette organisation a un net avantage sur le requérant en matière de procédure (en fait, aucun requérant n'a jamais réussi à engager une procédure de réformation d'un jugement rendu par le Tribunal administratif de l'OIT). Enfin, il faut se rappeler (voir plus haut alinéas b) et c) du paragraphe 73) que les procédures de réformation de jugements rendus par le Tribunal administratif n'ont pas été établies essentiellement aux fins d'offrir aux requérants, ni même aux chefs de secrétariat, la possibilité de saisir une instance supérieure, mais l'ont été plutôt pour permettre aux Etats de contester des jugements leur paraissant, pour quelque raison, inacceptables et de le faire devant l'organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations Unies plutôt qu'à un organe représentatif (comme l'Assemblée générale de la Société des Nations ou l'Assemblée générale des Nations Unies) où il se pourrait que les décisions d'un organe subsidiaire tel qu'un tribunal administratif soient écartées au nom de considérations essentiellement politiques.

77. En conséquence, toute proposition tendant à supprimer ou à limiter sérieusement le droit des Etats d'engager la procédure de réformation semblerait incompatible avec les fins en vue desquelles cette procédure a initialement été instituée, et si une telle proposition était néanmoins acceptée, elle risquerait à

long terme de menacer l'autorité des tribunaux eux-mêmes. En revanche, il ne paraît pas essentiel que la procédure de réformation ouverte aux Etats soit la même que celle qui est offerte au requérant et au chef du secrétariat, ni que les motifs de réformation recevables soient les mêmes dans les deux cas. Ces questions seront examinées plus loin.

b) Quel est l'organe qui procédera à la réformation

78. Aux termes du statut du Tribunal administratif des Nations Unies et du statut du Tribunal administratif de l'OIT, c'est la Cour internationale de Justice qui est chargée de procéder à la réformation des jugements de ces deux tribunaux. Encore qu'il ait parfois été dit que la Cour internationale n'est pas, tant en raison de son éminente dignité que de son expérience, l'organe approprié pour statuer sur des questions intéressant tel ou tel fonctionnaire, le choix de l'organe judiciaire principal s'explique par le fait que la procédure de réformation a principalement pour objet de donner suite aux demandes par lesquelles les Etats contestent les décisions des tribunaux en leur qualité d'organes subsidiaires des principaux organes politiques de leurs organisations respectives. Les tentatives relativement fréquentes par lesquelles les requérants cherchent à saisir la Cour par l'intermédiaire du Comité des demandes de réformation (deux requérants seulement y sont parvenus jusqu'ici) n'avaient pas été prévues lorsque la procédure de réformation a été instituée et ne sont évidemment pas possibles dans le cas de tous les jugements rendus par le Tribunal administratif de l'OIT ni même dans celui des jugements rendus par le Tribunal administratif des Nations Unies en ce qui concerne des requérants d'organisations autres que l'Organisation des Nations Unies ou des affaires intéressant la Caisse des pensions.

79. Il semble par suite utile de rechercher si la CIJ est l'organe approprié pour procéder à la réformation de jugements du Tribunal administratif dans les cas où une procédure de réformation est engagée par un requérant ou par le chef du secrétariat, ou s'il conviendrait soit d'empêcher complètement ces personnes d'engager une procédure de réformation (comme c'est en fait le cas, dans le régime commun, pour tous les fonctionnaires, hormis les fonctionnaires et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies), soit de les diriger vers quelque autre organe de réformation. A supposer qu'un tel organe doive être envisagé, il devrait, semble-t-il, s'agir d'un organe existant, pour éviter d'avoir à créer un mécanisme judiciaire supplémentaire. Qui plus est, ses membres devraient, si possible, avoir une expérience approfondie des questions administratives internationales. Enfin, cet organe devrait de toute évidence être un organe judiciaire de façon à empêcher un organe politique ou administratif de réformer les décisions d'un organe judiciaire.

80. Les conditions susmentionnées donnent à penser que tout organe de réformation substitué en tout ou partie à la CIJ devrait se composer pour l'essentiel de juges de tribunaux administratifs existants. Diverses solutions pourraient être envisagées : une chambre principale composée de tous les juges du même tribunal que celui dont une chambre de trois membres aura rendu le jugement initial; un organe mixte composé des juges les plus anciens du Tribunal administratif des Nations Unies et du Tribunal administratif de l'OIT (qui pourrait contribuer à harmoniser la jurisprudence des deux tribunaux); ou des juges d'autres tribunaux administratifs comme celui de la Cour mondiale.

c) Quel organe doit trancher la question de savoir s'il y a lieu de procéder à une réformation

81. A supposer que la CIJ soit appelée, dans le cadre de ses fonctions consultatives, à procéder à un type quelconque de réformation, elle doit au préalable être saisie d'une requête pertinente par un organe habilité à ce faire. Aux termes de l'Article 96 de la Charte des Nations Unies, ces organes sont l'Assemblée générale elle-même et, s'ils y sont autorisés par l'Assemblée, d'autres organes principaux ou subsidiaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées. En conséquence, aucune des personnes morales autorisées par le statut du Tribunal administratif des Nations Unies à engager une procédure de réformation (voir plus haut par. 75) ne peut saisir la Cour directement (encore que l'Assemblée puisse autoriser le Secrétaire général à le faire). En fait, le Comité des demandes de réformation, organe subsidiaire de l'Assemblée générale, a principalement été créé pour faire fonction d'organe habilité à formuler de telles requêtes.

82. On a objecté que le Comité des demandes de réformation était un organe essentiellement politique - encore que la même observation puisse s'appliquer au Conseil d'administration de l'OIT et aux organes directeurs qui sont autorisés à solliciter la réformation de jugements du Tribunal administratif de l'OIT - et qu'il était irrégulier d'introduire un tel organe entre deux organes judiciaires (les tribunaux administratifs et la CIJ). C'est mal comprendre le rôle de l'organe requérant, qui n'est pas vraiment censé intervenir dans le processus judiciaire, mais doit prendre, au nom de l'organisation défenderesse, la décision de principe de savoir s'il convient d'interjeter appel; en tout état de cause, la décision finale est toujours une décision judiciaire : soit celle du Tribunal administratif (si aucun appel n'est introduit), soit celle de la Cour internationale de Justice (s'il a été décidé de faire appel). En outre, si l'on veut que la procédure de réformation atteigne son objet essentiel, à savoir défendre les tribunaux contre des contestations d'ordre politique (voir plus haut par. 76), l'organe qui tranche la question de savoir s'il y a lieu de saisir la Cour de la contestation d'un Etat Membre doit nécessairement être un organe politique.

83. Les mêmes considérations ne s'appliquent toutefois pas pour autant que le rôle de la procédure de réformation est de permettre au requérant et au chef du secrétariat d'introduire des appels ordinaires contre des jugements du Tribunal. A cette fin, un organe judiciaire serait préférable. De fait, si l'organe appelé à procéder à la réformation doit se composer de juges du Tribunal (voir plus haut par. 80) et s'il n'est par suite pas nécessaire de prévoir dans le détail comment il sera créé ou convoqué, une décision de procéder à une telle réformation ne s'imposera pas : l'organe de réformation lui-même pourra prendre cette décision dans le cadre de son examen du "recours". Qui plus est, cet organe pourrait - étant donné que, quelle que soit sa composition, il serait un organe subsidiaire de l'Assemblée générale - être autorisé par celle-ci à adresser une demande d'avis consultatif à la Cour si, selon lui, il se trouvait confronté à une question juridique d'une importance et d'une complexité suffisantes pour qu'un avis du principal organe judiciaire international soit nécessaire.

d) Motifs de réformation

84. L'article XII du statut du Tribunal administratif de l'OIT ne prévoit que deux motifs pour lesquels une demande de réformation d'un jugement peut être adressée à la CIJ [voir plus haut, par. 73, alinéa b)], et le paragraphe 1 de l'article 11 du statut du Tribunal administratif des Nations Unies en prévoit deux autres [voir plus haut, par. 73, alinéa c)]. Il ressort d'un examen de ces motifs que si la procédure de réformation a uniquement pour objet de permettre le renvoi à la CIJ des affaires particulièrement délicates (voir plus haut par. 76), les motifs prévus sont peut-être trop nombreux, et on pourrait sans doute ne retenir que les situations dans lesquelles le tribunal aurait outrepassé sa juridiction ou celles dans lesquelles il aurait commis une erreur de droit concernant un instrument international (la Charte des Nations Unies ou l'acte constitutif d'une autre organisation internationale, ou encore un accord relatif à des privilèges et immunités, par exemple).

85. En revanche, si la procédure de réformation doit avoir pour objet d'ouvrir une voie de recours plus générale et ne doit pas être confiée à la CIJ, on pourrait élargir les motifs pour lesquels la réformation de jugements peut être demandée, sans toutefois les rendre illimités, en prévoyant certains motifs supplémentaires, tenant, par exemple, à un jugement fondé sur un moyen dont aucune des parties ne s'est prévaluée et au sujet duquel aucun argument n'a donc été développé devant le tribunal, ou à un jugement qui s'écarterait, sans explication, de la jurisprudence établie de l'un des deux tribunaux du régime commun, motif qui contribuerait notamment à une plus grande harmonisation de la jurisprudence de ces tribunaux.

e) Optiques possibles

86. Il ressort de l'analyse ci-dessus qu'il pourrait être préférable d'établir deux procédures distinctes :

a) L'une ouverte aux Etats qui saisiraient la Cour internationale de Justice par l'intermédiaire du Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif, essentiellement comme cela se passe actuellement, mais avec deux différences : les motifs de réformation se aient limités à deux et le Comité aurait la faculté de demander l'avis du Comité mixte (voir alin. b) ci-après), en particulier pour la formulation des questions à adresser à la Cour;

b) L'autre ouverte au requérant et au chef du secrétariat qui pourraient saisir directement un comité qui serait commun au Tribunal administratif des Nations Unies et au Tribunal administratif de l'OIT (ce qui servirait l'objectif de l'harmonisation), et ce pour plusieurs motifs (essentiellement les quatre motifs prévus actuellement, plus éventuellement les deux autres motifs évoqués plus haut, au paragraphe 85). Ledit Comité mixte pourrait d'emblée refuser d'examiner le jugement, ou pourrait éventuellement être habilité à le confirmer ou à le modifier s'il le considère fautif du point de vue de l'un des motifs pouvant être invoqués pour le contester, ou encore, dans des cas rares, demander un avis consultatif à la Cour. En tout état de cause, sa procédure devra être rapide et ne pas être trop lourde pour les parties et, à cette fin, elle devra être régie par des règles spéciales. Un double système de ce genre est proposé à l'annexe I A dans l'article 11 révisé et dans le nouvel article 11 bis proposé.

87. Il est possible, bien entendu, d'envisager de nombreuses variantes de la proposition exposée ci-dessus. On pourrait, par exemple, décider de supprimer purement et simplement la procédure de réformation ouverte aux Etats (art. 11 révisé) ou la procédure d'appel proposée pour les requérants et les chefs de secrétariat (nouvel article 11 bis), ou encore supprimer purement et simplement la procédure actuelle, la procédure proposée dans le nouvel article 11 bis étant alors également ouverte aux Etats. S'agissant de cette dernière possibilité, on pourrait prévoir deux variantes : le Comité mixte n'examinerait pas la question au fond et servirait uniquement d'intermédiaire judiciaire pour adresser ces demandes à la Cour ou, à l'inverse, cette dernière fonction pourrait être supprimée, le Comité mixte devenant alors l'instance de recours suprême. Enfin, le Comité des demandes de réformation pourrait être tenu de demander l'avis du Comité mixte, au lieu d'avoir simplement la faculté de le faire.

88. Les considérations relatives au point de savoir s'il convient de prévoir la réformation des jugements du Tribunal administratif des Nations Unies et quelles en seraient les modalités s'appliquent pour l'essentiel dans la même mesure aux jugements intéressant l'Organisation des Nations Unies elle-même et aux jugements intéressant d'autres organisations appliquant le régime commun. Par suite, il est suggéré, à l'annexe I A, d'insérer dans la nouvelle clause finale proposée à l'article 14 une référence expresse aux articles 11 et 11 bis afin qu'il soit plus facile aux organisations qui ont accepté la compétence du Tribunal d'accepter également ces dispositions. En outre, il est proposé au paragraphe 5 de l'annexe I C que l'Assemblée générale recommande aux organisations ayant accepté la compétence du Tribunal administratif des Nations Unies d'accepter également les dispositions relatives à la réformation des jugements.

89. En raison de la différence entre la structure de l'Organisation des Nations Unies et celle de l'OIT (en particulier l'absence dans la première organisation d'un organe correspondant au Conseil d'administration) et des conditions quelque peu différentes qui doivent être remplies pour qu'un avis consultatif puisse être demandé à la CIJ (c'est ainsi que l'OIT n'a pas pu créer un organe tel que le Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif), il n'est pas possible d'uniformiser totalement les mécanismes par lesquels les jugements des deux tribunaux peuvent être renvoyés à la Cour. Ainsi, bien que l'OIT propose de créer un comité mixte analogue à celui dont la création est proposée dans le cadre du statut du Tribunal administratif des Nations Unies (voir annexe I A, art. 11 bis, par. 3 proposé), ses fonctions seraient quelque peu différentes, c'est-à-dire que le Comité mixte donnerait simplement des avis au Conseil d'administration quant aux questions à adresser à la CIJ. A part le fait qu'il serait plus automatique et plus contraignant, le rapport entre le Conseil d'administration et le Comité mixte serait très semblable au rapport facultatif prévu entre le Comité mixte et le Comité des demandes de réformation [annexe I A, art. 11, par. 2, adjonction proposée à la première phrase, et 11 bis, par. 4, alin. a)]. Afin de confirmer l'identité juridique du Comité mixte que l'on propose de créer dans le cadre des deux statuts, il est suggéré que ceci soit précisé à l'alinéa b) du paragraphe 4 du nouvel article 11 bis proposé à l'annexe I A.

2. Réformation de jugements rendus dans des affaires concernant la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

90. Compte tenu de l'alinéa c) de l'article 48 des statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, il semblerait que la procédure prévue à l'article 11 du statut du Tribunal administratif des Nations Unies ne soit pas applicable pour les jugements rendus par le Tribunal en cas de contestation d'une décision du Comité mixte de la Caisse. En outre, toutes les organisations affiliées à la Caisse qui ont conclu avec l'Organisation des Nations Unies des accords aux termes desquels elles ont accepté la juridiction du Tribunal dans les affaires concernant la Caisse (comme l'exige l'article 48 a) i) des statuts de la Caisse) ont spécifié expressément dans ces accords que les jugements du Tribunal sont définitifs et sans appel, disposition qui vise à l'évidence à exclure la procédure prévue à l'article 11. A ce sujet, il convient de signaler que l'application de cette procédure à un jugement rendu par le Tribunal administratif des Nations Unies dans le cas d'un recours formé contre une décision du Comité mixte de la Caisse soulèverait des questions complexes telles que le point de savoir si - ou la mesure dans laquelle - le Comité mixte de la Caisse assumerait les fonctions assignées au Secrétaire général par l'article 11, puisque c'est la décision du Comité de la Caisse (et non celle du Secrétaire général) qui fait l'objet du jugement en question.

91. Bien que la plupart des recours formés jusqu'à présent contre des décisions du Comité mixte de la Caisse commune des pensions concernent des questions intéressant exclusivement le requérant, il semble probable qu'à l'avenir certains recours au moins porteront sur des questions intéressant des groupes importants de prestataires actuels ou futurs et risqueront donc d'avoir une incidence sur une part très importante des ressources de la Caisse. En conséquence, nombre des raisons justifiant l'octroi de la faculté, même restreinte, de demander la réformation de jugements du Tribunal concernant une décision d'un chef de secrétariat, qui ont été examinées plus haut, dans les paragraphes 73 à 77, valent également pour les jugements concernant des décisions du Comité mixte de la Caisse des pensions.

92. En conséquence, il est proposé :

a) De modifier l'alinéa c) de l'article 48 des statuts de la Caisse, comme indiqué au paragraphe 4 du projet de résolution figurant à l'annexe I C, de façon à rendre applicables les dispositions visées à l'alinéa b) ci-dessous. Comme l'exige l'alinéa a) de l'article 49 des statuts de la Caisse, le Comité mixte de la Caisse a été consulté au sujet de l'amendement proposé et a indiqué qu'il y souscrivait 28/;

b) L'applicabilité des dispositions concernant la réformation des jugements du Tribunal (c'est-à-dire l'article 11 du statut du Tribunal et l'article 11 bis que l'on propose d'y ajouter), ainsi que des diverses instances postérieures au jugement qui sont prévues ou que l'on propose de prévoir à l'article 12 du statut, devrait être expressément spécifiée dans la deuxième phrase du paragraphe 1 du nouvel article 2 ter, dont l'insertion dans le statut du Tribunal est proposée et qui incorporerait dans le statut du Tribunal, au moins par voie de référence, les

dispositions relatives au Tribunal qui ne figurent à l'heure actuelle qu'à l'article 48 des statuts de la Caisse des pensions. Les mots "mutatis mutandis" figurant dans cette phrase signifieraient que, pour la réformation de jugements rendus dans des affaires concernant la Caisse des pensions, le Comité mixte de la Caisse devrait se substituer, du moins dans une certaine mesure, au Secrétaire général; la mesure dans laquelle le Comité mixte de la Caisse devrait se substituer au Secrétaire général serait indiquée dans le règlement intérieur du Comité des demandes de réformation et dans les dispositions du règlement du Comité mixte visées dans la dernière phrase du paragraphe 3 du nouvel article 11 bis proposé;

c) Comme il est proposé à titre provisoire dans la dernière partie, placée entre crochets, de la phrase visée à l'alinéa b) ci-dessus que les organisations affiliées à la Caisse (autres que l'Organisation des Nations Unies) continuent à avoir la faculté, si elles le désirent, de spécifier que ces dispositions ne leur sont pas applicables, le paragraphe 5 de l'annexe I C devrait comporter une recommandation de l'Assemblée générale contre l'exercice de cette option.

3. Procédures de la Cour internationale de Justice

93. L'une des objections contre l'actuel système de réformation par le biais d'avis consultatifs de la Cour tient à ce que la procédure de la Cour risque d'être "tronquée". Comme on n'a pas trouvé de moyen qui permettrait aux requérants de se présenter devant la Cour, par l'intermédiaire d'un conseil, au cours d'une procédure orale, l'Assemblée générale, au paragraphe 2 de la résolution 957 (X), par laquelle elle a adopté l'article 11 du statut du Tribunal administratif des Nations Unies, a recommandé que les Etats et le Secrétaire général s'abstiennent de présenter des exposés oraux à la Cour dans le cadre d'une telle procédure. Jusqu'à présent le Secrétaire général et tous les Etats intéressés se sont conformés à cette recommandation, mais on s'est inquiété du fait que cet état de choses ne permettait pas à la Cour de suivre sa procédure normale 29/, et on a fait valoir que dans certains cas une procédure orale pourrait être nécessaire pour exposer convenablement l'affaire, et que toute la procédure était ainsi à la merci de tout Etat qui pourrait insister pour exercer son droit de faire un exposé oral conformément au paragraphe 2 de l'article 66 du Statut de la Cour (ce qui placerait le requérant dans une position d'infériorité telle que la Cour mettrait presque certainement fin à la procédure).

94. Toutefois, il semblerait que ces problèmes de procédure puissent être surmontés. En application du paragraphe 2 de l'article 11 du statut du Tribunal administratif des Nations Unies, le Secrétaire général est tenu de transmettre à la Cour l'opinion exposée par le requérant dans la procédure devant le Tribunal au sujet de laquelle l'avis de la Cour est demandé. A l'occasion des "recours" formés jusqu'à présent devant la Cour en application de l'article 11 du statut du Tribunal administratif des Nations Unies et de l'unique recours formé en application de l'article XII du statut du Tribunal administratif de l'OIT, l'opinion du requérant a été présentée à la Cour par l'intermédiaire du chef de secrétariat intéressé (le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Directeur général de l'Unesco respectivement), qui a transmis directement à la Cour toutes les communications écrites reçues du requérant ou de son conseil, sans y apporter la moindre modification et sans les censurer. De la même façon, s'il devait y avoir

une procédure orale, le conseil choisi par le requérant (et rencontrant l'agrément de la Cour) pourrait se présenter devant la Cour, en tant que représentant spécial du Secrétaire général, pour exposer l'opinion du requérant. En ce qui concerne cette proposition, le Président de la Cour a indiqué que la Cour, qui a insisté à plusieurs occasions sur le maintien du principe de l'égalité entre les parties, continuera d'en tenir compte pour arrêter sa propre procédure dans chaque cas d'espèce.

95. Que l'article 11 du statut du Tribunal administratif des Nations Unies soit ou non maintenu tel quel, ou que son application soit limitée aux procédures engagées par les Etats (comme il l'est proposé plus haut à l'alinéa a) du paragraphe 86), ou encore qu'un nouveau type de renvoi à la Cour soit prévu (comme il l'est proposé plus haut à l'alinéa b) du paragraphe 86), l'Assemblée générale pourrait envisager de modifier la recommandation figurant dans sa résolution 957 (X) dans le sens indiqué à la fin du paragraphe 94 ci-dessus. Cette recommandation devrait être formulée en termes suffisamment vagues pour qu'elle puisse également s'appliquer aux réformations demandées en vertu de l'article XII du statut du Tribunal administratif de l'OIT. Une proposition en ce sens est consignée au paragraphe 7 du dispositif du texte figurant à l'annexe I C.

H. Coopération entre les tribunaux

1. Propositions générales

96. Dans le rapport qu'il a présenté à la trente-quatrième session de l'Assemblée générale (voir plus haut par. 3), le CAC avait émis l'avis que l'on pourrait instituer une sorte de mécanisme commun auquel l'un ou l'autre des deux tribunaux pourrait avoir recours pour résoudre des questions de droit intéressant le régime commun (voir A/C.5/34/31, par. 12). A cette fin, toute une série de possibilités devraient être envisagées :

a) De simples contacts officieux (éventuellement par le biais de réunions régulières ou ad hoc des juges des tribunaux) pour régler des problèmes communs n'ayant pas trait à telle ou telle affaire;

b) Un mécanisme administratif commun, aux fins de l'établissement d'index ou de répertoires des jugements, par exemple;

c) Des échanges de renseignements au sujet de la jurisprudence respective des deux tribunaux, que ce soit ou non à l'occasion de telle ou telle affaire;

d) Des demandes d'avis adressées en bonne et due forme par l'un des tribunaux à l'autre tribunal;

e) L'examen conjoint d'affaires connexes, c'est-à-dire soit d'affaires opposant le même requérant à différentes organisations mais au sujet de la même question (par exemple, l'organisation employeur et la Caisse des pensions), soit d'affaires mettant en cause des parties différentes mais portant essentiellement sur les mêmes questions;

f) La création d'un organe mixte pour l'examen des recours et des demandes d'avis consultatifs, comme il l'est proposé plus haut aux paragraphes 80, 86 b) et 29.

97. Les possibilités visées aux alinéa a), b) et c) ci-dessus ne nécessiteraient en règle générale aucune structure particulière ni aucune consécration formelle dans le statut ou le règlement des tribunaux, mais pourraient être expressément encouragées par l'Assemblée générale, comme il l'est suggéré aux paragraphes 8 et 9 du projet figurant à l'annexe I C; il est toutefois une proposition aux paragraphes 98 et 99 concernant la nomination d'un assesseur, examinée ci-après, qui pourrait être reflétée dans le statut des deux tribunaux (voir, annexe I A, le nouvel article 5 bis proposé). La possibilité évoquée à l'alinéa d) nécessiterait probablement une modification du statut des deux tribunaux, afin de leur permettre, d'une part, d'adresser des demandes d'avis à l'autre tribunal et, d'autre part, de répondre à celles qu'ils recevraient; quant à la possibilité évoquée à l'alinéa e), elle devrait pouvoir être réalisée grâce à l'insertion de dispositions appropriées dans le règlement des deux tribunaux, mais elle nécessiterait probablement aussi une modification de leur statut; toutefois, il est probable que les occasions d'avoir recours à l'un ou l'autre de ces procédés seraient rares. Enfin, la possibilité envisagée à l'alinéa f) est consacrée au paragraphe 3 du nouvel article 11 bis proposé à l'annexe I A ainsi que dans l'article 2 quarto proposé à titre provisoire.

2. Assesseurs

98. Une solution qui pourrait être adoptée à la fois pour aider l'un des tribunaux ou les deux tribunaux à faire face au travail de plus en plus lourd qui leur incombe et pour contribuer à l'harmonisation de leur jurisprudence serait la nomination d'un ou plusieurs "asseesseurs". Ces personnes, que l'on retrouve sous diverses dénominations dans un certain nombre d'instances supérieures nationales ainsi que dans des tribunaux internationaux tels que la Cour de justice des communautés européennes, aident les juges des instances auxquelles elles sont affectées en procédant à des analyses impartiales et approfondies de toutes les affaires soumises à ces instances, ou de certaines de ces affaires, mettant ainsi à la disposition des juges, auxquels tous les pouvoirs de décision sont bien entendu réservés, une étude exhaustive de la législation et de la jurisprudence pertinentes - jurisprudence qui devient de plus en plus volumineuse dans toutes les juridictions, y compris celles du régime commun des Nations Unies. S'agissant des tribunaux du régime commun, on pourrait envisager de nommer des assesseurs pour l'un des tribunaux ou pour les deux, en fonction de leurs besoins respectifs, ou un assesseur unique, ou encore éventuellement une équipe d'asseesseurs commune aux deux tribunaux. Que ceux-ci travaillent à plein temps ou peut-être à temps partiel à un premier stade, ils complèteraient les études que les juges peuvent faire pendant le temps limité dont ils disposent au cours des sessions relativement brèves des tribunaux et en particulier, ils permettraient aux juges de se tenir officiellement en rapport avec l'autre tribunal pour favoriser l'harmonisation de la jurisprudence des deux tribunaux.

99. Bien que l'on n'ait pas l'intention de nommer immédiatement des assesseurs, il semblerait que la révision d'ensemble des statuts des deux tribunaux, à laquelle on ne procédera sans doute pas à nouveau avant longtemps, offre une excellente

occasion d'introduire dans les deux statuts des dispositions parallèles qui permettraient, le moment venu, de nommer des assesseurs. Conformément au nouvel article 5 bis proposé à l'annexe I A (qui serait complété par le paragraphe 2 a) de l'article connexe 6), il serait nécessaire, avant d'appliquer cette disposition, que les tribunaux intéressés mettent au point, séparément ou conjointement, des règles concernant le choix, les modalités de nomination et les attributions de l'assesseur, les dispositions financières que les autorités budgétaires compétentes devraient prendre et les conditions dans lesquelles le tribunal ou les tribunaux donneraient leur accord à telle ou telle nomination.

Notes

1/ Voir, en particulier, les résolutions 40/252, section XV, et 40/258 A, par. 7, ainsi que la décision 41/462 de l'Assemblée générale et le rapport du Corps commun d'inspection sur l'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies (A/41/640).

2/ Demande de réformation du jugement No 333 du Tribunal administratif des Nations Unies, Avis consultatif, C.I.J. Recueil 1987, p. ____, Déclaration du juge Lachs, et par. 25-26 de l'Avis et des Avis séparés des juges Elias et Ago.

3/ Qui ont abouti à l'Avis consultatif donné le 20 juillet 1982 par la Cour internationale de Justice (Demande de réformation du jugement No 273 du Tribunal administratif des Nations Unies, avis consultatif, Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances de la Cour, 1982, p. 325).

4/ A la demande du Tribunal, le texte des observations du Tribunal administratif des Nations Unies est reproduit à l'annexe II au présent document.

5/ A/C.5/39/SR.33, par. 12 à 30; SR.42, par. 7; SR.46, par. 54; SR.39, par. 17 et 18; SR.52, par. 62 à 65; A/C.6/39/SR.64, par. 77; SR.66, par. 12 et 13.

6/ Documents de l'OIT GB.228/PFA/11/11 et GB.229/PFA/12/8.

7/ Document de l'OIT GB.231/PFA/17/5.

8/ Document de l'OIT GB.234/PFA/11/17.

9/ Document de l'OIT GB.234/11/31, par. 74 a).

10/ Cette suggestion a été approuvée au paragraphe 43 du rapport du Corps commun d'inspection mentionné à la note 1 ci-dessus.

11/ Document de l'OIT GB.233/PFA/8/14.

12/ Conférence internationale du Travail, compte rendu provisoire, soixante-douzième session (Genève, 1986), No 18 et 25.

13/ Dans le cas des recours (c'est-à-dire des requêtes) formés auprès du Tribunal administratif des Nations Unies, à l'exception de ceux qui concernent des affaires ayant trait à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, le défendeur est le chef de secrétariat, ce que reflète le titre de l'affaire et du jugement (par exemple, X c. Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies). Dans les affaires portées devant le Tribunal administratif de l'OIT, le défendeur est l'organisation employeur, bien que le titre du jugement lui-même n'indique que le nom du requérant (par exemple, In re X). Une harmonisation sur ce point ne semble pas nécessaire; toutefois, si l'on voulait harmoniser la pratique des deux tribunaux, il serait sans doute préférable que dans les deux cas le défendeur soit l'organisation et que le titre du jugement prenne la forme suivante : X c. l'Organisation... (qui est d'ailleurs la forme déjà utilisée dans la table des matières des fascicules contenant les jugements de chacune des sessions du Tribunal administratif de l'OIT).

14/ Le Tribunal administratif des Nations Unies est ouvert à tous les fonctionnaires de l'Organisation, y compris ceux qui sont employés par des organes subsidiaires (FISE, HCR, PNUD, etc.), à l'exception du personnel local de l'UNRWA (environ 17 000 personnes), dont le statut du personnel prévoit la création d'un jury spécial ("special panel of adjudicators") devant lequel le personnel peut en appeler des décisions administratives ou des mesures disciplinaires (art. 11.2 du statut du personnel de l'UNRWA applicable au personnel local), et à l'exception du personnel du Greffe de la CIJ, dont le statut du personnel (art. 11 et annexe VI, adoptés à titre provisoire) prévoit la soumission des différends dans un premier temps à l'un des juges de la Cour désigné par la Cour pour connaître des recours formés par le personnel et, si besoin est, à la Cour elle-même.

15/ Voir, par exemple, affaire Connolly-Battisti (No 7) c. FAO (jugement No 403 du Tribunal administratif de l'OIT); affaire Garcia et Marquez (No 2) c. PAHO (OMS) (jugement No 496 du Tribunal administratif de l'OIT).

16/ Le Tribunal administratif des Nations Unies a confirmé qu'il n'était pas en mesure de répondre à une demande d'avis consultatif du Secrétaire général lorsqu'il a refusé de se prononcer sur la question de savoir si le Secrétaire général pouvait prendre une certaine mesure administrative (il s'agissait de l'abrogation du remboursement de l'impôt sur le revenu frappant les versements partiels d'une somme en capital par la Caisse des pensions), qui a ensuite été examinée dans l'affaire Powell c. le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (jugement No 237). Lorsque le Tribunal administratif de l'OIT a été saisi d'une demande du Directeur général du Bureau international du Travail, soutenue par le Conseil d'administration et le Syndicat du personnel, ses trois membres titulaires ont donné à titre personnel un avis sur la question de savoir si le Directeur général pouvait diminuer les traitements des agents des services généraux en poste à Genève sans avoir négocié avec le Syndicat du personnel, alors que ces traitements avaient été fixés en accord avec le Syndicat; cet avis n'a pas été considéré comme une décision du Tribunal.

17/ Le Tribunal administratif des Nations Unies a cependant fait valoir que même si l'organe de recours intéressé estime à l'unanimité qu'une requête est futile et si le Tribunal se trouve ainsi empêché de l'examiner quant au fond, il peut néanmoins rechercher si la conclusion de l'organe paritaire a été viciée par une irrégularité; voir l'affaire Bartel c. le Secrétaire général de l'OACI (jugement No 259), décision confirmée dans l'affaire Marrett c. le Secrétaire général de l'OACI (jugement No 288).

18/ Cette proposition a été expressément approuvée aux paragraphes 82, 101 et 103 [recommandation 4 b)] du rapport du Corps commun d'inspection mentionné à la note 1 ci-dessus.

19/ Ces actions multiples sont déjà courantes devant le Tribunal administratif de l'OIT par le biais de la procédure de "l'intervention"; voir, notamment, l'affaire Nuss c. l'Office européen des brevets (jugement No 369 du Tribunal administratif de l'OIT), où les intervenants étaient au nombre de 31, et l'affaire Benard et Coffino c. l'Organisation internationale du commerce/accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (jugement No 380 du Tribunal administratif de l'OIT), où les intervenants étaient au nombre de 134.

20/ Voir, par exemple, les affaires Powell, Carlson et Masiello (jugements No 237 à 239 du Tribunal administratif des Nations Unies), l'affaire Mortished (jugement No 273 du Tribunal administratif des Nations Unies) et, en particulier, les affaires Molinier, Aggarwal, Akrouf, Davis, Goffman et Noaman (jugement No 370 du Tribunal administratif des Nations Unies), dans lesquelles le Tribunal a rejeté les demandes d'intervention de six autres fonctionnaires, ayant noté que le défendeur avait déclaré qu'il "appliquerait automatiquement la décision du Tribunal à tous les fonctionnaires qui peuvent se prévaloir du même principe juridique" (*ibid.*, par. III); l'Assemblée générale a ultérieurement spécifiquement approuvé l'application de ce jugement à tous les fonctionnaires intéressés (voir A/C.5/41/35 et la résolution 41/209, sect. VIII).

21/ Document de l'OIT GB.234/PFA/11/17, par. 10.

22/ Dans quelques cas, le Tribunal administratif des Nations Unies a accordé les dépens à des requérants qui n'ont pas eu gain de cause (par exemple, Harpignies, jugement No 182), lorsqu'il a considéré que la requête soulevait un point de droit ou un principe d'une importance exceptionnelle.

23/ Jugements du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail sur requêtes contre l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Avis consultatif, C.I.J. Recueil 1956, p. 77.

24/ Effet de jugements du Tribunal administratif des Nations Unies accordant indemnité, Avis consultatif, C.I.J. Recueil 1954, p. 47.

25/ Demande de réformation du jugement No 158 du Tribunal administratif des Nations Unies, Avis consultatif, C.I.J. Recueil 1973, p. 166.

26/ Demande de réformation du jugement No 333 du Tribunal administratif des Nations Unies, Avis consultatif, C.I.J. Recueil 1987, p. ____.

27/ Demande de réformation du jugement No 273 du Tribunal administratif des Nations Unies, Avis consultatif, C.I.J Recueil 1982, p. 325.

28/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-neuvième session, Supplément No 9 (document A/39/9), par. 121 et annexe IX.

29/ Demande de réformation du jugement No 273, op. cit., Opinion individuelle de M. Mosler, sect. I.2, troisième alinéa, p. 380 et 381.

ANNEXE I

INSTRUMENTS JURIDIQUES PROPOSES

A. Statut du Tribunal administratif des Nations Unies : révisions proposées et comparaisons avec le statut du TAOIT

Texte du TANU

Texte du TAOIT

(CREATION) *

ARTICLE PREMIER

Le présent Statut crée un Tribunal qui portera le nom de Tribunal administratif des Nations Unies.

ARTICLE PREMIER

Un tribunal est constitué par le présent Statut, sous la dénomination de "Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail".

(COMPETENCE)

ARTICLE 2

1. Le Tribunal est compétent pour connaître des requêtes invoquant l'inobservation du contrat d'engagement des fonctionnaires du Secrétariat des Nations Unies ou des conditions d'emploi de ces fonctionnaires, et pour statuer sur les requêtes. Les termes "contrat" et "conditions d'emploi" comprennent toutes dispositions statutaires et réglementaires pertinentes en vigueur au moment de l'inobservation invoquée, y compris les dispositions statutaires relatives aux pensions du personnel.

1. Le Tribunal est compétent pour connaître des requêtes invoquant l'inobservation, soit quant au fond, soit quant à la forme, des stipulations du contrat d'engagement des fonctionnaires du Bureau international du Travail et des dispositions du Statut du personnel qui sont applicables à l'espèce.

2. Le Tribunal est ouvert :

a) A tout fonctionnaire du Secrétariat des Nations Unies, même si son emploi a cessé, ainsi qu'à toute personne qui a succédé mortis causa aux droits de ce fonctionnaire;

6. Ont accès au Tribunal :

b) A toute autre personne qui peut justifier de droits résultant d'un contrat d'engagement ou de conditions d'emploi, notamment des dispositions du statut [du personnel] 1/ et de tout règlement dont aurait pu se prévaloir un [le] 1/ fonctionnaire. 2/

a) Le fonctionnaire, même si son emploi a cessé, ainsi que toute personne ayant succédé mortis causa aux droits du fonctionnaire;

b) Toute personne autre pouvant justifier de droits résultant du contrat d'engagement du fonctionnaire décédé ou des dispositions du Statut du personnel dont pouvait se prévaloir ce dernier.

* Les tirets entre crochets figurant dans la présente annexe n'apparaissent dans le texte ni du statut du TANU ni du statut du TAOIT. Peut-être sera-t-il jugé bon de les y inclure.

ARTICLE 2 (suite)

3/ Le tribunal est également compétent pour connaître :

- a) Des requêtes invoquant l'inobservation des conditions d'emploi de toute personne nommée par l'Assemblée générale à un poste rémunéré des Nations Unies; 4/
- b) Des requêtes invoquant l'inobservation du contrat d'engagement de toute autre personne employée par les Nations Unies ou assurant des services en vertu d'un contrat avec les Nations Unies, si les termes de son engagement ou de son contrat prévoient la compétence du Tribunal; 5/
- c) Des requêtes invoquant l'inobservation du contrat d'engagement de personnes employées par toute entité reconnue créée ou administrée par des fonctionnaires des Nations Unies, dès lors que la compétence des tribunaux nationaux est exclue. 6/

Le paragraphe 2 du présent article s'applique mutatis mutandis.

3. En cas de contestation touchant sa compétence, le Tribunal décide.

[4. Toutefois, le Tribunal n'est pas compétent pour connaître d'une requête si les faits qui la motivent sont antérieurs au 1er janvier 1950.] 7/

ARTICLE 2 bis

Le Tribunal est aussi compétent pour se prononcer, à la demande du Secrétaire général, sur le bien-fondé de toute action financière que les Nations Unies intenteraient contre une personne visée à l'alinéa a) de l'article 2, à l'alinéa a) du paragraphe 2A ou à l'alinéa b) du paragraphe 2A de l'article 2. 8/

ARTICLE II (suite)

4. Le Tribunal est compétent pour connaître des requêtes invoquant l'inobservation des dispositions de leur contrat formées par des personnes employées par l'Organisation internationale du Travail, ou lui prêtant leurs services, lorsque ledit contrat lui attribue compétence, ainsi que des différends issus de contrats auxquels l'Organisation internationale du Travail est partie et qui lui attribuent compétence en cas de différend au sujet de leur exécution.

4 bis. Le Tribunal est compétent pour connaître des requêtes invoquant l'inobservation de leur contrat d'engagement formées par des personnes employées par des entités reconnues créées ou administrées par des fonctionnaires de l'Organisation, dès lors que les tribunaux nationaux ne sont pas à même d'exercer leur juridiction à leur égard.

7. En cas de contestation sur le point de savoir s'il est compétent, le Tribunal décide, sous réserve des dispositions de l'article XII.

ARTICLE II BIS

Le Tribunal est également compétent pour se prononcer, à la demande du Directeur général, sur la validité de toute revendication pécuniaire de l'Organisation à l'encontre d'un fonctionnaire ou d'un ancien fonctionnaire ou d'une personne visée à l'article II, paragraphe 4, ci-dessus, même si son emploi a cessé.

Texte du TANO

ARTICLE 2 TER 3/

1. Dans le cas des requêtes invoquant l'inobservation des statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies résultant de décisions du Comité mixte de la Caisse commune, le Tribunal a la compétence indiquée dans les Statuts de la Caisse. 9/ Les articles 11, 11 bis et 12 s'appliquent mutatis mutandis [1] sauf dans la mesure où l'organisation affiliée intéressée de la Caisse n'en décide autrement]. 10/

2. Le Secrétaire général conclura un accord spécial avec chacune des organisations affiliées à la Caisse commune des pensions qui ont accepté la compétence du Tribunal dans les affaires mettant en cause la Caisse commune. 11/

(AVIS CONSULTATIFS)

ARTICLE 2 QUARTO

Le Comité mixte créé en application du paragraphe 3 de l'article 11 bis peut, à la demande du Secrétaire général faite en consultation avec les membres du Comité administratif de coordination, donner un avis consultatif sur toute question générale de droit intéressant les organisations qui appliquent le régime commun d'administration du personnel des Nations Unies et concernant les dispositions qui figurent ou qu'il est proposé de faire figurer dans les contrats d'engagement ou les conditions d'emploi visés au paragraphe 1 de l'article 2. Les fonctionnaires à titre individuel et les représentants des organes représentatifs reconnus du personnel sont autorisés à participer, aux conditions que fixe le Comité, à la procédure sur la base de laquelle cet avis est donné.] 12/

(COMPOSITION)

ARTICLE 3

1. Le Tribunal se compose de [1] membres, tous de nationalité différente, qui, normalement, doivent occuper ou avoir occupé des fonctions élevées dans la magistrature et qui devront de préférence avoir une expérience des questions d'administration et de relations du travail sur le plan international. 13/ Trois d'entre eux seulement siègent dans chaque espèce, mais un quatrième peut siéger en tant que suppléant, étant entendu qu'il ne peut participer aux décisions que si l'un des autres membres est empêché. 14/

Texte du TAOIT

ARTICLE II (suite)

3. Le Tribunal est compétent pour connaître des requêtes invoquant l'inobservation du Règlement de la Caisse des pensions ou des règles en application de ce dernier et formées par un fonctionnaire, le conjoint ou les enfants d'un fonctionnaire ou par toute catégorie de fonctionnaires à laquelle s'appliquent ledit Règlement ou lesdites règles.**

ARTICLE III

1. Le Tribunal comprend trois juges titulaires et quatre juges suppléants qui, normalement, sont des personnes exerçant ou ayant exercé de hautes fonctions judiciaires et qui, de préférence, possèdent une expérience des questions d'administration et de travail sur le plan international, et dont chacun doit appartenir à une nationalité différente.

** Cette clause vise exclusivement la Caisse des pensions du Bureau international du Travail, reprise à la Société des Nations lors de la dissolution de la SDN, et qui ne compte plus aucun membre actif.

ARTICLE 3 (suite)

2. Les membres sont désignés pour trois ans par l'Assemblée générale, et leur mandat est renouvelable l, étant entendu toutefois que, parmi les premiers membres désignés, deux membres sont désignés pour un an seulement et deux autres pour deux ans] 7/. Le membre désigné en remplacement d'un membre dont le mandat n'est pas expiré ne l'est que pour le reste du mandat de son prédécesseur.

2A. L'Assemblée générale procède à la désignation des membres ou au renouvellement de leur mandat à partir d'une liste de candidats établie par son président après les consultations voulues avec les Etats Membres, avec les chefs de secrétariat des organisations avec lesquelles des accords spéciaux ont été conclus en application de l'article 14 ou de l'article 2 bis, paragraphe 2, et avec les organes représentatifs du personnel. 15/

5[3]. 16/ Le Tribunal élit parmi ses membres son président et ses deux vice-présidents.

14. Le Secrétaire général fournit au Tribunal un secrétaire et tout autre personnel jugé nécessaire.] 17/

3[5]. 16/ Un membre du Tribunal ne peut être relevé de ses fonctions [par l'Assemblée générale] que si les autres membres jugent [estiment] à l'unanimité, et que l'Assemblée générale décide, qu'il n'est plus qualifié pour les exercer. 18/

4[6]. 16/ Un membre du Tribunal qui désire résigner ses fonctions adresse sa démission au Président [du Tribunal] 1/, qui la transmet au Secrétaire général. Cette dernière notification entraîne vacance du siège.

ARTICLE III (suite)

4. Le Tribunal, pour siéger, doit être composé de trois membres, à désigner par le Président, dont l'un au moins doit être un juge titulaire.

2. [Sous réserve des dispositions figurant sous 3 ci-dessous.] Les juges titulaires et les juges suppléants sont nommés pour une durée de trois ans [par la Conférence internationale du Travail]. Le Directeur général du Bureau international du Travail en propose la nomination après telles consultations qui paraîtront appropriées avec les chefs de secrétariat des organisations visées au paragraphe 5 de l'article II et avec les représentants du personnel, et la Conférence internationale du Travail procède à leur nomination sur recommandation du Conseil d'administration du Bureau international du Travail.

ARTICLE 2 DU REGLEMENT

1. A sa session annuelle, le Tribunal élit le président et le vice-président pour une durée d'un an. Le président et le vice-président élus entrent en fonctions immédiatement. Ils sont rééligibles.

2. En tous cas, le président et le vice-président sortants restent en fonctions jusqu'à la désignation de leurs successeurs.

3. Les élections se font à la majorité.

ARTICLE III (suite)

3. La durée du mandat des juges titulaires et des juges suppléants qui étaient en fonctions au ler janvier 1940 est prolongée jusqu'au ler avril 1947 et, au-delà, jusqu'à ce qu'il en soit décidé autrement par l'organe approprié de l'Organisation internationale du Travail. Toute vacance de siège qui se produira pendant la période en question sera pourvue par ledit organe.] Un juge titulaire ou juge suppléant ne peut être relevé de ses fonctions que si les autres membres du Tribunal jugent à l'unanimité qu'il n'est plus qualifié pour les exercer et que la Conférence internationale du Travail en décide ainsi.

ARTICLE 4

Le Tribunal se réunit en session ordinaire aux dates fixées par son règlement, à condition qu'il y ait des affaires au rôle et que, de l'avis du président, ces affaires justifient la tenue de la session. Le président peut convoquer des sessions extraordinaires si les affaires inscrites au rôle le justifient.

(ARRANGEMENTS ADMINISTRATIFS)

ARTICLE 5

0. Le Secrétaire général affecte au Tribunal un secrétaire et tout autre personnel jugé nécessaire. 17/ Le Secrétaire et son personnel sont nommés, et les conditions de leur engagement sont réglées, par voie de consultations entre le Tribunal et le Secrétaire général. Dans l'exercice de leurs fonctions, le Secrétaire et son personnel relèvent exclusivement du Tribunal. 19/

1. Le Secrétaire général [des Nations Unies] 1/ prend les mesures administratives nécessaires au fonctionnement du Tribunal.

2. Sous réserve des accords spéciaux conclus en application des articles 2 ter ou 14, 20/ les dépenses du Tribunal sont à la charge de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE 5 BIS

1. Un assesseur permanent peut être nommé, avec l'accrément du Tribunal, pour assister le Tribunal et - si des arrangements appropriés peuvent être pris en ce sens - le Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail. 21/

ARTICLE IV

Le Tribunal se réunit en session ordinaire aux dates fixées par son règlement, sous réserve qu'il y ait des affaires au rôle et que, de l'avis du président, ces affaires justifient la tenue de la session. Une session extraordinaire pourra être convoquée à la demande du président du Conseil d'administration du Bureau international du Travail.

(Article III bis)

2. Le Tribunal est pourvu d'un greffier et du personnel qui lui est nécessaire. Le Greffier et son personnel sont nommés par le Directeur général du Bureau international du Travail en consultation avec le Tribunal. Ils ne répondent de l'exercice de leurs fonctions qu'au seul Tribunal.

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail prend, en consultation avec le Tribunal, les mesures administratives nécessaires à son fonctionnement.

ARTICLE IX

[1. Le Bureau international du Travail prend, en consultation avec le Tribunal, les mesures administratives nécessaires au fonctionnement de celui-ci.]

[2]1. Les frais occasionnés par les sessions du Tribunal seront à la charge du Bureau international du Travail.

(Voir aussi plus loin l'annexe au Statut, art. IX, par. 2.)

ARTICLE III BIS

3. Avec l'accrément du Tribunal, un assesseur permanent peut être nommé pour assister le Tribunal et, si des dispositions appropriées peuvent être prises à cette fin, il exerce les mêmes fonctions à l'égard du Tribunal administratif des Nations Unies.

ARTICLE 5 BIS (suite)

2. L'assesseur a pour rôle de présenter par écrit au Tribunal une analyse indépendante et objective des requêtes soumises au Tribunal, en tenant compte plus particulièrement de la jurisprudence du Tribunal et de celle du Tribunal de l'Organisation internationale du Travail de même que, le cas échéant, de celle d'autres tribunaux administratifs internationaux. L'analyse de l'assesseur est publiée en même temps que le texte du jugement auquel elle a trait. 21/

3. Les règles concernant le choix de l'assesseur, ses conditions de son engagement et sa participation à la procédure sont arrêtées après les consultations appropriées. 21/

ARTICLE 6

1. Sous réserve des dispositions du présent Statut, le Tribunal arrête son Règlement.

2. Le Règlement contiendra des dispositions concernant :

a) L'élection du président et des vice-présidents;

a') Le choix, les conditions d'emploi et les attributions de l'assesseur; 22/

b) La composition du Tribunal pour ses sessions;

c) Les règles à suivre pour l'introduction des requêtes et le déroulement de la procédure;

d) L'intervention de personnes auxquelles le Tribunal est ouvert en vertu du paragraphe 2 de l'article 2 et dont les droits sont susceptibles d'être affectés par le jugement à intervenir;

e) L'audition, à titre d'information, de participants, d'organes représentatifs du personnel et d'autres entités [de personnes qui, sans être parties au procès, ont accès au Tribunal en vertu du paragraphe 2 de l'article 2] 23/ même s'ils ne sont pas parties au procès;

ARTICLE III BIS (suite)

4. L'assesseur permanent a pour fonction de soumettre au Tribunal par écrit une analyse indépendante et objective des requêtes dont il est saisi, en tenant compte plus particulièrement de la jurisprudence du Tribunal et de celle du Tribunal administratif des Nations Unies, ainsi que, le cas échéant, de celles d'autres tribunaux administratifs internationaux. Cette analyse est publiée avec le jugement correspondant.

5. Les règles concernant la désignation de l'assesseur permanent, ses conditions de service et sa participation à la procédure sont arrêtées après les consultations appropriées.

(RÈGLEMENT)

ARTICLE X

1. Sous réserve des dispositions du présent Statut, le Tribunal arrête le règlement concernant :

a) L'élection du président et du vice-président;

f) la désignation de l'assesseur permanent, les conditions de sa nomination et sa place dans le déroulement de la procédure;

b) la convocation et la tenue des sessions;

c) les règles à suivre pour l'introduction des requêtes et le développement de la procédure y compris l'intervention dans l'instance des personnes qui, comme fonctionnaires, peuvent voir leurs droits affectés par le jugement à intervenir;

e) [et, d'une façon générale, toutes les questions relatives à son fonctionnement qui ne sont pas régies par le présent statut.] les conditions et les modalités dans lesquelles des particuliers, des représentants du personnel ou des groupements peuvent être entendus à titre d'information, même s'ils ne sont pas parties au litige;

Texte du TRAITÉ

ARTICLE 6 (suite)

- f) La procédure applicable aux requêtes et différends relevant de l'article 2, paragraphe 2A, 24/
- g) La procédure applicable aux actions introduites en application de l'article 2 bis, 25/
- h) La procédure applicable aux requêtes introduites en application de l'article 2 ter, 26/
- i) La procédure applicable aux avis consultatifs donnés en application de l'article 2 quater, 27/
- j) La procédure sommaire à utiliser dans le cas des requêtes introduites en application de l'article 12, 28/
- k) Les frais à allouer en application de l'article 9, paragraphe 2A, 29/ et, d'une façon générale,

l) [f)] Toutes autres questions relatives au fonctionnement du Tribunal.

ARTICLE 7

1. Une requête introduite en application de l'article 2, paragraphe 1 30/ n'est recevable que si le requérant [l'intéressé] 1/ a préalablement soumis le différend à l'organisme paritaire de recours prévu par le Statut du personnel et si cet organisme a communiqué son avis au Secrétaire général, sauf lorsque le Secrétaire général et le requérant sont convenus de soumettre directement la requête au Tribunal [administratif] 1/.

2. [Dans le cas et] 1/ Dans la mesure où les recommandations de l'organisme paritaire sont favorables au requérant [font droit à la requête présentée] 1/, une requête [devant le Tribunal] 1/ est recevable si le Secrétaire général :

Texte du TRAITÉ

ARTICLE X (suite)

- d) la procédure applicable aux requêtes et différends soumis au Tribunal en vertu des paragraphes 3, 4 et 4 bis de l'article II, ainsi qu'aux demandes soumises en vertu de l'article II bis;

[g)] d'une façon générale, toutes les questions relatives au fonctionnement du Tribunal qui ne sont pas réglées par le présent Statut [anciennement alinéa e)].

2. Le Tribunal a qualité pour amender le Règlement.

(REQUÊTES)

ARTICLE VII

1. Une requête n'est recevable que si la décision contestée est définitive, l'intéressé ayant épuisé tous moyens de recours mis à sa disposition par le Statut du personnel.

ARTICLE 7 (suite)

- a) A rejeté les recommandations;
- b) N'a pas pris de décision dans les trente jours qui suivent la communication de l'avis; ou
- c) N'a pas donné suite aux recommandations dans les trente jours qui suivent la communication de l'avis.

3. [Dans le cas et] 1/ Dans la mesure où les recommandations faites par l'organisme paritaire et acceptées par le Secrétaire général ne font pas droit à la demande du requérant, la requête est recevable, sauf si l'organisme paritaire estime à l'unanimité qu'elle n'a manifestement aucune chance d'aboutir [futile]. 31/

4. La requête, pour être recevable, doit être introduite dans les quatre-vingt-dix jours à compter des dates et périodes visées au paragraphe 2 du présent article ou dans les quatre-vingt-dix jours à compter de la date où est communiqué l'avis de l'organisme paritaire dont les recommandations ne font pas droit à la requête. [Si le fait rendant la requête recevable par le Tribunal, conformément aux paragraphes 2 et 3 ci-dessus, est antérieur à la date à laquelle la première session du Tribunal a été annoncée, le délai de quatre-vingt-dix jours commencera à courir à compter de cette date.] 7/ Toutefois, ce délai sera porté à un an lorsque les héritiers d'un fonctionnaire décédé ou le représentant d'un fonctionnaire incapable de gérer ses propres affaires introduisent la requête au nom de ce fonctionnaire.

[4A. Une requête en application de l'article 2 bis doit être introduite devant le Tribunal dans l'année qui suit la date à laquelle est née l'action à laquelle elle a trait. 25/]

- 5. Le Tribunal peut, dans tout cas particulier, décider de suspendre l'application des dispositions relatives aux délais.
- 6. L'introduction d'une requête n'a pas pour effet de suspendre l'exécution de la décision contestée.

ARTICLE VII (suite)

3. Au cas où l'administration, saisie d'une réclamation, n'a pris aucune décision touchant ladite réclamation dans un délai de soixante jours à dater du jour de la notification qui lui en a été faite, l'intéressé est fondé à saisir le Tribunal, et sa requête est recevable au même titre qu'une requête contre une décision définitive. Le délai de quatre-vingt-dix jours prévu au paragraphe précédent est compté à dater de l'expiration du délai de soixante jours imparti à l'administration pour prendre une décision.

2. La requête, pour être recevable, doit, en outre, être introduite dans un délai de quatre-vingt-dix jours, à compter de la notification au requérant de la décision contestée ou, s'il s'agit d'une décision affectant toute une catégorie de fonctionnaires, de la date de sa publication. Ce délai est porté à une année si les ayants droit d'un fonctionnaire décédé, ou le représentant d'un fonctionnaire incapable de gérer ses propres affaires, déposent la requête au nom dudit fonctionnaire.

5. Toute demande soumise en vertu de l'article II bis au Tribunal doit être introduite dans un délai d'une année à compter de la date où la revendication à laquelle elle se rapporte est née.

- 4. L'introduction d'une requête n'a pas pour effet de suspendre l'exécution de la décision contestée.

ARTICLE 7 (suite)

7. Les requêtes peuvent être introduites dans l'une quelconque des [cinq] langues officielles de l'Assemblée générale [de l'Organisation des Nations Unies]. 32/

(PROCEDURE ORALE)

ARTICLE 8

La procédure orale devant le Tribunal sera publique, à moins que le Tribunal ne décide que des circonstances exceptionnelles exigent qu'elle se déroule à huis clos.

ARTICLE V

Le Tribunal décidera dans chaque cas du point de savoir si les débats à intervenir devant lui seront, en tout ou en partie, tenus en public ou à huis clos.

(POUVOIRS DU TRIBUNAL SUR LE FOND)

ARTICLE 9

1. S'il reconnaît le bien-fondé d'une [de la] 1/ requête, le Tribunal ordonne l'annulation de la décision contestée, ou l'exécution de l'obligation invoquée.

ARTICLE VIII

1. Dans les cas visés à l'article II, le Tribunal, s'il reconnaît le bien-fondé de la requête, ordonne l'annulation de la décision contestée ou l'exécution de l'obligation invoquée, à moins qu'après avoir examiné les observations présentées en la matière par l'organisation défenderesse et par le requérant, il n'estime que [si] cette annulation ou exécution n'est pas possible ou opportune, auquel cas il attribue à l'intéressé une indemnité pour le préjudice souffert.

1A. 33/ [En même temps, le Tribunal fixe] Si une décision rendue en application du paragraphe 1 du présent article touchant une requête introduite en vertu du paragraphe 1 de l'article 2 annule une décision de cessation de service ou requiert que le requérant soit rétabli dans une affectation donnée, le Tribunal fixe en même temps 34/ le montant de l'indemnité qui sera versée au requérant pour le préjudice subi si, dans un délai de trente jours à compter de la notification du jugement, le Secrétaire général décide, dans l'intérêt de l'Organisation des Nations Unies, de verser une indemnité au requérant, sans qu'une nouvelle procédure soit nécessaire; toutefois, cette indemnité ne peut normalement être supérieure au montant net des émoluments [du traitement de base] 36/ du requérant pour une période de trois [deux] 35/ ans. Cependant, le Tribunal peut, [dans des cas exceptionnels,] lorsqu'il juge qu'il y a lieu de le faire, ordonner le paiement d'une indemnité plus élevée. Un exposé des motifs accompagne chaque décision de ce genre prise par le Tribunal.

Texte du TANU

ARTICLE 9 (suite)

2. Si le Tribunal estime que la procédure prescrite par le Statut [du personnel] et le Règlement [du personnel] n'a pas été suivie, il peut, à la demande du Secrétaire général et avant de statuer sur le fond, ordonner le renvoi de l'affaire pour que la procédure requise soit suivie ou reprise. Lorsqu'il décide de renvoyer une affaire, le Tribunal peut ordonner le paiement au requérant d'une indemnité en réparation de tout préjudice subi par suite de retard imputable à la procédure suivie [; cette indemnité ne peut être supérieure au montant net du traitement de base pour une période de trois mois]. 38/

2A. Si le Tribunal reconnaît le bien-fondé de tout ou partie de la requête, ou s'il considère que celle-ci soulève un point de droit d'une importance exceptionnelle, il peut allouer au requérant une indemnité au titre des frais que celui-ci aura pu raisonnablement engager pour porter l'affaire devant le Tribunal. 39/

2B. S'il conclut que la requête n'a manifestement aucune chance d'aboutir, le Tribunal peut, s'il le juge bon, ordonner au requérant de payer les frais engagés par le Tribunal et par le défendeur, à concurrence de l'équivalent d'un mois d'émoluments nets. 40/

3. Lorsqu'il y a lieu à indemnité, celle-ci est fixée par le Tribunal et versée par le défendeur [L'Organisation des Nations Unies ou, le cas échéant, par l'institution spécialisée à laquelle la compétence du Tribunal s'étend aux termes de l'article 14]. 41/

4. Lorsque, aux termes du présent article, une indemnité ou un paiement sont plafonnés par référence aux "émoluments nets" d'une période donnée, le plafond est calculé sur la base des émoluments courants du requérant ou de ses émoluments finaux avant la cessation de service, compte tenu des émoluments spécifiés comme entrant dans le calcul du montant d'une indemnité de licenciement aux termes du Statut du personnel, et s'entend sous réserve du remboursement de tout impôt national sur le revenu qui frapperait l'indemnité ou le paiement. 36/

Texte du TAOIT

ARTICLE VIII (suite)

2. Si le Tribunal estime que la procédure prescrite par le Statut du personnel n'a pas été suivie, il peut, à la demande du Directeur général et avant de statuer sur le fond, ordonner le renvoi de l'affaire pour que la procédure requise soit suivie ou reprise. Lorsqu'il décide de renvoyer une affaire, le Tribunal peut ordonner le paiement au requérant d'une indemnité en réparation de tout préjudice subi par suite de retard imputable à la procédure suivie.

4. Si le Tribunal reconnaît le bien-fondé de tout ou partie de la requête, ou s'il considère qu'elle a soulevé une question de droit d'une importance exceptionnelle, il lui est loisible d'accorder au requérant une indemnité couvrant les frais qu'il a pu raisonnablement engager pour porter l'affaire devant le Tribunal.

3. Si le Tribunal conclut qu'une requête n'avait manifestement aucune chance d'aboutir, il lui est loisible, s'il l'estime appropriée, d'ordonner au requérant de payer les frais exposés par le Tribunal et par la défenderesse, à concurrence d'un montant n'excédant pas l'équivalent d'un mois d'émolument net de l'intéressé.

ARTICLE IX

[3.]2. Les indemnités accordées par le Tribunal sont supportées par le budget de l'Organisation internationale du Travail.

(Voir aussi plus loin, l'annexe au Statut, article IX, par. 3.)

3. Lorsque, aux termes du présent Statut, une indemnité ou un paiement sont plafonnés par référence aux "émoluments nets" d'une période donnée, le plafond est calculé sur la base des émoluments courants du requérant ou de ses émoluments finaux avant la cessation de services, compte tenu des émoluments spécifiés comme entrant dans le calcul du montant d'une indemnité de licenciement aux termes du Statut du personnel, et s'entend sous réserve du remboursement de tout impôt national sur le revenu qui frapperait l'indemnité ou le paiement.

(JUGEMENTS)

ARTICLE 10

1. Le Tribunal décide à la majorité des voix.
2. Sous réserve des dispositions des articles 11, 11 bis 42/ et 12, les jugements du Tribunal sont définitifs et sans appel.
3. Les jugements sont motivés.
4. Les jugements sont rédigés dans l'une quelconque des [cinq] 32/ langues officielles de l'Assemblée générale [de l'Organisation des Nations Unies] 32/, en deux originaux qui sont déposés aux archives [du Secrétariat] de l'Organisation 1/ des Nations Unies.
5. Il est remis une expédition du jugement à chacune des parties. Il en est également remis copie, sur requête, à tout intéressé.

(REFORMATION DES JUGEMENTS A LA DEMANDE D'ETATS OU D'ORGANES)

ARTICLE 11

1. Si un Etat Membre, le Secrétaire général ou la personne qui a été l'objet d'un jugement rendu par le Tribunal (y compris toute personne qui a succédé mortis causa à ses droits) 43/ conteste un [le] 1/ jugement en alléguant que le Tribunal a outrepassé sa juridiction ou sa compétence [ou n'a pas exercé sa juridiction] 44/ ou a commis une erreur de droit concernant les dispositions de la Charte des Nations Unies ou de tout autre traité international applicable 44/ [ou a commis, dans la procédure, une erreur essentielle qui a provoqué un mal-jugé], 44/ cet Etat [Membre] [, le Secrétaire général ou l'intéressé] 43/ peut, dans les trente jours suivant le jugement 45/, demander par écrit au Tribunal 46/ d'inviter le Comité créé en vertu du paragraphe 4 du présent article [d'inviter le Comité] 46/ à prier la Cour internationale de Justice de donner un avis consultatif sur la question.

Texte du TAOIT

Article VI

1. Le Tribunal statue à la majorité des voix. [;] Sous réserve des dispositions de l'article XII, ses jugements sont définitifs et sans appel.
2. Tout jugement doit être motivé...
3. Les jugements sont rédigés en un seul exemplaire, qui sera déposé aux archives du Bureau international du Travail, où il sera à la disposition de tout intéressé.
2. ... Le jugement sera communiqué par écrit au Directeur général du Bureau international du Travail et au requérant.
(Voir aussi, plus loin, l'annexe au Statut, art. VI, par. 2 et 3.)

ARTICLE XII

2. **Dans tout litige auquel il est partie et où le Conseil d'administration de la Caisse des pensions considère que le Tribunal a outrepassé ou méconnu sa compétence ou que son jugement est vicié par une faute essentielle de procédure, la question de la validité du jugement du Tribunal peut également être soumise à la Cour internationale de Justice par le Conseil d'administration, après avoir demandé l'avis de la chambre conjointe visée au paragraphe 3.

** N. B. Cette clause vise exclusivement la Caisse des pensions du personnel du Bureau international du Travail, reprise à la Société des Nations lors de la dissolution de la SDN, et qui ne compte plus aucun membre actif.

ARTICLE 11 (suite)

2. Dans les trente jours suivant la réception de la demande visée au paragraphe 1 du présent article 47/, le Comité décide si cette demande repose sur des bases sérieuses; il peut à cette fin demander l'avis du Comité mixte créé en vertu du paragraphe 3 de l'article 11 bis. 48/ Si le Comité décide que la demande repose sur des bases sérieuses, il prie la Cour de donner un avis consultatif, et le Secrétaire général prend les dispositions voulues pour transmettre à la Cour l'opinion de la personne qui a été l'objet du jugement rendu par le Tribunal (y compris toute personne qui a succédé mortis causa à ses droits) [qui est visée au paragraphe 1]. 43/

3. Si aucune demande n'est faite en vertu du paragraphe 1 du présent article ou si le Comité ne décide pas de demander un avis consultatif dans les délais prescrits par le présent article, le jugement du Tribunal devient définitif. Chaque fois que la Cour est priée de donner un avis consultatif, le Secrétaire général ou bien donne effet à l'avis de la Cour, ou bien prie le Tribunal de se réunir spécialement pour confirmer son jugement initial ou rendre un nouveau jugement, conformément à l'avis de la Cour. S'il n'est pas invité à se réunir spécialement, le Tribunal, à sa session suivante, confirme son jugement ou le rend conforme à l'avis de la Cour.

4. Aux fins du présent article, il est créé un Comité, autorisé en vertu du paragraphe 2 de l'Article 96 de la Charte à demander des avis consultatifs à la Cour. Le Comité est composé des Etats Membres représentés au Bureau de la dernière en date des sessions ordinaires de l'Assemblée générale. Le Comité se réunit au Siège de l'Organisation et établit son propre règlement, y compris les définitions des délais prévus aux paragraphes 1 et 2 du présent article. 49/

ARTICLE XII (suite)

4. [2] Lorsque le Conseil décide de solliciter un avis consultatif, l'avis rendu par la Cour a force obligatoire et, si besoin est, le Tribunal modifie son jugement pour le rendre conforme à l'avis.

ARTICLE 11 (suite)

5. Lorsque le Tribunal a accordé une 1/ indemnité à la personne intéressée et que le Comité a prié la Cour de donner un avis consultatif en application du paragraphe 2 du présent article, le défendeur [Secrétaire général] 50/, s'il considère qu'il serait difficile à l'intéressé de défendre ses intérêts, lui avance, dans les quinze jours suivant la décision du Comité demandant un avis consultatif, un tiers de l'indemnité totale accordée par le Tribunal, déduction faite des prestations de licenciement qui auraient déjà été versées. Cette avance est faite étant entendu que, dans les trente jours suivant la décision que le Tribunal rend en application du paragraphe 3 du présent article, l'intéressé rembourse au défendeur [à l'Organisation des Nations Unies] 50/ la différence éventuelle entre cette avance et la somme à laquelle il a droit en vertu du jugement rendu par le Tribunal en application dudit paragraphe [de l'avis de la Cour]. 1/

ARTICLE XII (suite)

5. Tout jugement qui n'a pas été contesté dans les trente jours après qu'il a été prononcé doit être exécuté, ou, s'il a été ainsi contesté, il doit être exécuté, selon le cas :
i) quand le Conseil d'administration décide de ne pas solliciter un avis consultatif de la Cour internationale de Justice; ii) quand la Cour internationale de Justice confirme le jugement du Tribunal; ou iii) quand le Tribunal a modifié son jugement pour le rendre conforme à l'avis donné par la Cour.

6. Lorsque le Tribunal a accordé une indemnité à la personne intéressée et que le Conseil d'administration a prié la Cour de donner un avis consultatif en application du paragraphe 1 du présent article, le Directeur général du Bureau international du Travail, s'il considère que l'intéressé serait en position défavorable pour défendre ses intérêts, lui avance, dans les quinze jours suivant la décision du Conseil demandant un avis consultatif, un tiers de l'indemnité totale accordée par le Tribunal, déduction faite des prestations de licenciement qui auraient déjà été versées. Cette avance est faite étant entendu que, dans les trente jours suivant la décision que le Tribunal rend en application du paragraphe 4 du présent article, l'intéressé rembourse au Directeur général la différence éventuelle entre cette avance et la somme à laquelle il a droit en vertu du jugement du Tribunal en application dudit paragraphe.

(REFORMATION DE JUGEMENTS A LA DEMANDE DE PARTIES)

ARTICLE 11 bis

1. Le Secrétaire général ou le requérant peut, par requête écrite adressée au Tribunal dans les trente jours de la date du jugement, demander la réformation du jugement au motif que le Tribunal :

- a) A outrepassé sa juridiction ou sa compétence;
- b) N'a pas exercé sa juridiction
- c) A commis une erreur de droit concernant les dispositions de la Charte des Nations Unies ou de tout autre traité international applicable;

ARTICLE XII

1. [Au cas où le Conseil d'administration du Bureau international du Travail ou le Conseil d'administration de la Caisse des pensions conteste une décision du Tribunal affirmant sa compétence, ou considère qu'une décision du Tribunal est viciée par une faute essentielle dans la procédure suivie, la question de la validité de la décision rendue par le Tribunal sera soumise par le Conseil d'administration, pour avis consultatif, à la Cour internationale de Justice.] Lorsque le Conseil d'administration du BIT est saisi d'une contestation relative à un jugement rendu par le Tribunal, soit par un Etat membre de l'OIT ou un membre du Conseil d'administration, au motif que le Tribunal a outrepassé ou méconnu sa compétence ou qu'il a commis une erreur de droit à l'égard d'une disposition

ARTICLE 11 bis (suite)

- d) A commis, dans la procédure, une erreur essentielle [qui a provoqué un mal-jugé]; 51/
- e) A fondé son jugement sur un motif non invoqué par l'une ou l'autre des parties;
- f) S'est écarté, sans raison, d'une jurisprudence bien établie par lui-même ou par le Tribunal administratif de l'Organisation Internationale du Travail concernant le régime commun d'administration du personnel]. 52/

Il ne peut être demandé de réformation d'un jugement rendu en application de l'alinéa c) paragraphe 2A de l'article 2.

2. Le Comité mixte créé en vertu du paragraphe 3 du présent article examine les demandes de réformation d'un jugement présentées en application du paragraphe 1 - et se prononce - dans les meilleurs délais; il peut :

- a) Décider de ne pas examiner le jugement;
- b) [Confirmer ou modifier le jugement; les articles 9 à 12 sont applicables, mutatis mutandis, aux décisions du Comité mixte] 53/
- c) Prier la Cour internationale de Justice de donner un avis consultatif sur le jugement; au reçu de cet avis, le Comité mixte rend une décision conforme à cet avis; les paragraphes 2, 3 et 5 de l'article 11 sont applicables mutatis mutandis 54/.

3. Aux fins du présent article [et de l'article 2 quarto] 27/, il est créé un Comité mixte composé du Président du Tribunal (ou, s'il est empêché ou demande à être déchargé, de celui des membres disponibles qui a le plus d'ancienneté), du Président du Tribunal administratif de l'Organisation Internationale du Travail (ou, s'il est empêché ou demande à être déchargé, de celui des membres de ce tribunal disponibles qui a le plus d'ancienneté) et d'un président nommé pour une période déterminée par le Président de la Cour internationale de Justice après consultation des Présidents des deux tribunaux. Le Comité mixte arrête un règlement lui permettant de s'acquitter de ses fonctions avec célérité sur la base de conclusions écrites succinctes 55/.

ARTICLE XII (suite)

constitutionnelle ou d'un traité international applicable à l'espèce, soit par l'une des parties au jugement pour l'un ou l'autre des motifs susmentionnés ou parce que le jugement est vicié par une faute essentielle dans la procédure suivie, le Conseil d'administration du BIT pourra soumettre la question de la validité du jugement du Tribunal pour avis consultatif à la Cour internationale de Justice, après avoir demandé l'avis de la Chambre conjointe visée au paragraphe 3 ci-dessous. Ladite contestation doit être présentée dans les trente jours suivant la date du jugement par le truchement du Greffier du Tribunal.

3. La Chambre conjointe est composée du Président du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail (ou, en cas d'empêchement ou de récusation, du membre le plus ancien du Tribunal qui est disponible), du Président du Tribunal administratif de l'Organisation des Nations Unies (ou, en cas d'empêchement ou de récusation, du membre le plus ancien du Tribunal qui est disponible) et du Président de la Chambre conjointe, désigné pour une durée spécifiée par le Président de la Cour internationale de Justice après consultation des présidents des deux tribunaux. Si la Chambre conjointe (à la majorité) constate que la contestation est mal fondée, il recommande dans des conclusions motivées, de n'y donner aucune suite. Si elle la considère fondée, elle formule, en vue de l'examen par le Conseil d'administration,

ARTICLE 11 bis (suite)

4. En outre, le Comité mixte créé en application du paragraphe 3 du présent article :

- a) Conseille le Comité créé en application du paragraphe 4 de l'article 11, s'il en fait la demande, sur le libellé de toute demande d'avis consultatif à adresser à la Cour en application du paragraphe 2 dudit article; 48/
- b) S'acquiesce des fonctions que peut lui conférer le Statut du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail. 56/

(REVISION DES JUGEMENTS)

ARTICLE 12

1. 57/ A la demande de l'une des parties, [le Secrétaire général ou le requérant peut demander au Tribunal la révision d'un jugement] le Tribunal peut réviser un jugement en raison de la découverte d'un fait ou d'un élément de preuve de nature à exercer une influence décisive et qui ne pouvait être invoqué lors de la procédure initiale par la partie qui demande la révision [et qui, avant le prononcé du jugement, était inconnu du Tribunal et de la partie qui demande la révision, sans qu'il y ait eu faute à l'ignorer]. La demande doit être formée dans le délai de quatre-vingt-dix [trente] jours après la découverte du fait ou de l'élément de preuve et dans le délai de trois ans [d'un an] à dater du jugement. 58/

2. 57/ Le Tribunal peut à tout moment, soit d'office soit sur la demande de l'une des parties, rectifier, dans ses jugements, toute erreur matérielle ou erreur de calcul, ou toute erreur résultant d'une inadvertance ou d'une omission. 1/

3. Si le Tribunal, à la demande de l'une ou l'autre des parties présentée dans les quatre-vingt-dix jours de la date du jugement, constate qu'il n'a pas statué sur l'une des conclusions lors de la procédure initiale, il complète son jugement. 59/

la question ou les questions à soumettre à la Cour internationale de Justice. La Chambre conjointe arrête son propre règlement en vue d'une conduite expéditive de ses travaux sur la base de conclusions succinctes des parties présentées par écrit.

[ARTICLE VIII bis]

1. A la demande d'une partie, le Tribunal peut réviser un jugement au vu d'un fait ou d'un élément de preuve de nature à exercer une influence déterminante sur la décision et que la partie faisant la demande n'était pas à même d'invoquer lors de la procédure initiale. Cette demande doit être déposée dans les quatre-vingt-dix jours suivant la découverte du fait ou de l'élément de preuve et dans les trois ans suivant la date du jugement.

2. Le Tribunal peut à tout moment, soit d'office, soit sur demande de l'une des parties, rectifier, dans ses jugements, toute erreur de transcription ou erreur de calcul, ou toute erreur résultant d'une inadvertance ou d'une omission.

3. Dans l'éventualité où, à la demande d'une partie présentée dans les quatre-vingt-dix jours suivant le jugement, le Tribunal constate qu'il a omis de se prononcer sur une conclusion soumise lors de la procédure initiale, il se prononce alors sur ladite conclusion.

Texte du TANU

ARTICLE 12 (suite)

4. En cas de différend quant à la signification ou à la portée d'un jugement, le Tribunal précise à la demande de l'une ou l'autre des parties [présentée dans l'année qui suit la date du prononcé du jugement]. 60/

ARTICLE 13

Le présent Statut peut être amendé par décision de l'Assemblée générale.

(AMENDEMENT DU STATUT)

ARTICLE XI

Le présent Statut demeurera en vigueur tant qu'il plaira à la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail. Il pourra être amendé par la Conférence ou par tout autre organe que la Conférence pourra désigner.

Texte du TAOIT

[ARTICLE VIII bis] (suite)

4. En cas de différend quant à la signification ou la portée d'un jugement, le Tribunal, saisi d'une demande à cet effet par l'une des parties présentée dans l'année qui suit la date du jugement, en donne une interprétation.

ARTICLE 14

La compétence du Tribunal peut être étendue à toute organisation qui a accepté le Statut de la Commission de la fonction publique internationale [à toute institution spécialisée reliée à l'Organisation des Nations Unies conformément aux Articles 57 et 63 de la Charte] ou à toute autre organisation internationale désignée par l'Assemblée générale, 61/ dans des conditions à fixer par un accord que le Secrétaire général [des Nations Unies] 1/ conclura avec elle à cet effet. 61/ Pareil accord prévoira expressément que cette organisation [institution] 61/ sera liée par les décisions du Tribunal et qu'elle sera chargée du paiement de toute indemnité allouée à un de ses fonctionnaires ou autres employés 62/ par le Tribunal. Dans l'accord figureront notamment des dispositions relatives à la participation de l'organisation [de l'institution] 61/ aux arrangements administratifs visant le fonctionnement du Tribunal et à sa contribution aux dépenses du Tribunal; chaque accord devra en outre préciser si les dispositions des articles 2, 12 bis, 7, 9, 11 et 11 bis seront applicables, mutatis mutandis, à la procédure intéressant l'organisation en question, et dans quelle mesure elles le seront. 63/

(COMPÉTENCE A L'EGARD D'AUTRES ORGANISATIONS)

ARTICLE II

5. Le Tribunal connaît en outre des requêtes invoquant l'inobservation, quant au fond ou quant à la forme, des stipulations du contrat d'engagement des fonctionnaires ou des dispositions du Statut du personnel des autres organisations internationales de caractère étatique agréées par le Conseil d'administration qui auront adressé au Directeur général du Bureau international du Travail une déclaration reconnaissant, conformément à leur constitution ou à leurs règles administratives internes, la compétence du Tribunal à l'effet ci-dessus, de même que ses règles de procédure. Une telle déclaration peut aussi reconnaître la compétence du Tribunal aux termes des dispositions du paragraphe 4, mais seulement pour ce qui est des contrats d'emploi ou des services, et des paragraphes 4 bis) de cet article et de l'article II bis).

(Voir aussi l'annexe au Statut, ci-dessous.)

Texte du TAOIT

ANNEXE AU STATUT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE L'ORGANISATION
INTERNATIONALE DU TRAVAIL***

Le Statut du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail s'applique intégralement aux organisations internationales de caractère interétatique qui, conformément à leur Constitution ou à leurs règles administratives internes, reconnaissent la compétence du Tribunal et déclarent formellement adopter ses règles de procédure conformément au paragraphe 5 de l'article II du Statut, sous réserve des dispositions suivantes, qui dans les clauses intéressant l'une desdites organisations, sont applicables dans les termes qui suivent :

Article VI, paragraphe 2.

Tout jugement doit être motivé. Il sera communiqué par écrit au Directeur général du Bureau international du Travail, au Directeur général de l'organisation internationale faisant l'objet de la requête et au requérant.

Article VI, paragraphe 3.

Les jugements sont rédigés en deux exemplaires, dont l'un sera déposé aux archives du Bureau international du Travail et l'autre aux archives de l'organisation internationale faisant l'objet de la requête, où ils seront à la disposition de tout intéressé.

*** La présente annexe, où sont énoncées les modifications à apporter au statut du TAOIT tel qu'il s'applique aux organisations intergouvernementales qui ont accepté la juridiction de ce tribunal conformément à l'article II.5 du Statut, doit être révisée compte tenu des modifications qu'il est proposé d'apporter au Statut tel qu'il s'applique à l'OIT. Il est notamment envisagé d'étendre à toutes les organisations qui ont accepté la juridiction du TAOIT la compétence de ce tribunal en matière de contrats conclus avec des personnes employées par une organisation autre que l'OIT ou assurant des services pour le compte de cette autre organisation; de même, il faudra préciser la façon dont l'article XII, sous sa forme modifiée, s'appliquera aux organisations autres que l'OIT.

Article IX, paragraphe 2.

Les frais occasionnés par les sessions ou audiences du Tribunal administratif seront à la charge de l'organisation internationale objet de la requête.

Article IX, paragraphe 3.

Les indemnités accordées par le Tribunal sont supportées par le budget de l'organisation internationale objet de la requête.

Article II bis) et article VIII, paragraphe 2

Le chef du secrétariat de l'organisation intéressée présentera la demande.

[Article XII, paragraphe 1.

Au cas où le Conseil exécutif d'une organisation internationale ayant fait la déclaration prévue à l'article II, paragraphe 5, du Statut du Tribunal conteste une décision du Tribunal affirmant sa compétence ou considère qu'une décision dudit Tribunal est viciée par une faute essentielle dans la procédure suivie, la question de la validité de la décision rendue par le Tribunal sera soumise par ledit Conseil exécutif, pour avis consultatif, à la Cour internationale de Justice.]

Article XII

L'article XII du Statut du Tribunal s'applique, mutatis mutandis, aux organisations qui ont fait la déclaration mentionnée à l'article II, paragraphe 5), du Statut du Tribunal.

Article XII, paragraphe 6

Le chef du secrétariat de l'organisation intéressée effectuera le paiement en question.

B. Règlement du Tribunal administratif des Nations Unies (extraits)
Révision proposée et comparaison partielle avec le règlement du TAOIT

Texte du TANU

Chapitre premier. Organisation

Chapitre II. Sessions

ARTICLE 6

1. Le Président désigne les trois membres du Tribunal qui, conformément à l'article 3 du Statut, composent le Tribunal siégeant dans chaque affaire ou groupe d'affaires. Il peut également désigner en qualité de suppléant[s] un membre [un ou plusieurs autres membres] du Tribunal, qui ne participe pas aux décisions du Tribunal si ce n'est en l'absence de l'un des membres désignés en application de la première phrase. 64/

Chapitre III. Procédure par écrit

ARTICLE 13

Tout requérant peut défendre personnellement sa cause tant par écrit qu'oralement. Sous réserve des dispositions de l'article 7 du présent règlement, il a la faculté de se faire représenter par un membre du personnel de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une des organisations visées à l'article 14 du Statut [institutions spécialisées] 65/, ou par un conseil qui est autorisé dans un des Etats membres de l'organisation intéressée à représenter en justice. Le Président ou le Tribunal, s'il est en session, peut autoriser un requérant à se faire représenter par un membre du personnel retraité de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une des organisations susmentionnées [institutions spécialisées]. 65/

Texte du TAOIT

Chapitre premier. Organisation

Article III du Statut

4. Le Tribunal, pour siéger, doit être composé de trois membres, dont l'un, au moins, doit être un juge titulaire.

Chapitre II. Procédure

ARTICLE 13

1. Aux fins du débat oral, le requérant peut, soit présenter personnellement sa cause, soit se faire représenter par un mandataire inscrit au barreau d'un Etat membre de l'organisation mise en cause. Sur autorisation du président, le requérant peut se faire représenter par un fonctionnaire d'une organisation ayant reconnu la compétence du Tribunal et possédant les qualifications nécessaires.

Chapitre IV. Procédure orale

Chapitre V. Production de preuves supplémentaires
au cours de la procédure

Chapitre VI. Renvoi d'une affaire en application
de l'article 9, paragraphe 2, du Statut

Chapitre VII. Intervention

ARTICLE 19

1. Toute personne à qui le Tribunal est ouvert en vertu de l'article 2, 2^{ter} ou [par. 2, et de l'article] 66/14 du Statut, peut demander, à tout moment, à intervenir dans une affaire en cours, en faisant valoir qu'elle possède un droit qui est susceptible d'être affecté par le jugement que le Tribunal doit rendre. Elle établit et dépose à cet effet, en la forme prévue à l'annexe II, une demande d'intervention conformément aux conditions fixées par le présent article.

ARTICLE 20

Le Secrétaire général des Nations Unies, le chef du secrétariat d'une organisation visée à l'article 14 du Statut [d'une institution spécialisée] 65/ à laquelle la compétence du Tribunal a été étendue en conformité du Statut, ainsi que le Secrétaire [Président] 67/ du Comité mixte de la Caisse commune des pensions ont la faculté d'intervenir à tout moment, après en avoir avisé préalablement le Président du Tribunal, s'ils estiment que leurs administrations respectives peuvent être affectées par le jugement qui doit être rendu par le Tribunal.

Chapitre VIII. Requêtes invoquant l'inobservation
des Statuts de la Caisse commune des pensions du
personnel des Nations Unies

Chapitre IX. Dispositions diverses

ARTICLE 23

2[1]. Le Tribunal peut, s'il le juge bon, accepter d'entendre [à titre d'information] toute autre personne ou entité [les personnes qui, même sans être parties au procès, ont accès au Tribunal en vertu du paragraphe 2 de l'article 2 du Statut, lorsque ces personnes sont] susceptibles de fournir des renseignements se rapportant à l'affaire. 68/

ARTICLE 17

2. Toute personne ayant accès au Tribunal, aux termes de l'article II du Statut, peut demander à intervenir dans une affaire, en faisant valoir qu'elle est titulaire de droits susceptibles d'être affectés par le jugement qui doit être rendu.

4. Les demandes d'intervention peuvent être formulées à tout moment. Le Tribunal statue sur leur recevabilité.

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail, le Président du Conseil d'administration de la Caisse des pensions ou leur représentant, dans le cas où ils estimeront que leurs administrations respectives peuvent être affectées par la décision éventuelle du Tribunal, ont la faculté d'intervenir, après en avoir avisé préalablement le Président du Tribunal.

Texte du TANU

ARTICLE 23 (suite)

1[2]. Le Tribunal peut décider d'entendre des représentants reconnus [dûment autorisés] des organes représentatifs [de l'association] 69/ du personnel de l'organisation intéressée. 68/

ARTICLE 24

1. Le Tribunal ou, dans l'intervalle de ses sessions, le Président ou le membre président peut réduire ou augmenter tous délais fixés par le présent règlement.

2. Dans les cas où le défendeur a proposé à un requérant éventuel de surseoir à l'introduction de sa requête jusqu'à ce que le Tribunal ait rendu un jugement sur une autre requête relative à des questions analogues, le Tribunal suspend en tant que de besoin les clauses de délai énoncées dans le présent règlement et dans l'article 7 du Statut, pour le cas où le différénd avec le requérant éventuel ne se trouverait pas réglé de façon satisfaisante comme suite audit jugement. 70/

(NOUVEAUX CHAPITRES PROPOSES)

A. Déroulement de la procédure aux fins des alinéas a) à c) du paragraphe 2A de l'article 2 du Statut (requêtes émanant de personnes autres que des fonctionnaires) 71/

[B. Déroulement de la procédure aux fins de l'article 2 bis concernant l'action intentée par l'organisation employeur 71/]

[C. Déroulement de la procédure consultative aux fins de l'article 2 quarto, du Statut 71/]

D. Déroulement de la procédure de réformation aux fins du paragraphe 1 de l'article 12 du Statut 71/

E. Déroulement de la procédure de la rectification aux fins du paragraphe 2 de l'article 12 du Statut 71/

F. Déroulement de la procédure d'interprétation aux fins du paragraphe 4 de l'article 12 du Statut 71/

G. Les frais à allouer aux fins du paragraphe 2A de l'article 9 du Statut 71/

H. Choix, conditions d'engagement et attributions de l'assesseur aux fins de l'article 5 bis du Statut 71/

[I. Procédure conjointe avec le Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail] 72/

Texte du TAOIT

ARTICLE 18

Le Tribunal ou, dans l'intervalle des sessions, le Président peut abréger ou proroger tout délai fixé par le le présent règlement.

C. Éléments d'un projet de résolution de l'Assemblée générale

Harmonisation et développement des statuts, règlements et pratiques des tribunaux administratifs des Nations Unies et de l'Organisation internationale du Travail

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 351 A (IV) du 24 novembre 1949 par laquelle elle a créé le Tribunal administratif des Nations Unies et adopté le Statut de ce tribunal, ainsi que ses résolutions 782 B (VIII) du 9 décembre 1953 et 957 (X) du 8 novembre 1955 par lesquelles elle a modifié ce Statut,

Etant saisie du rapport du Secrétaire général sur la question (A/42/328), présenté comme suite aux décisions 34/438 du 17 décembre 1979 et 36/453 du 18 décembre 1981, à la résolution 37/129 du 17 décembre 1982 et à la décision 38/409 du 25 novembre 1983,

Ayant examiné les passages pertinents du rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies pour 1984 73/,

1. Décide de modifier le Statut du Tribunal administratif des Nations Unies avec effet au 1er janvier 1988 pour ce qui est des jugements rendus par le Tribunal après cette date, dans le sens indiqué à l'annexe I A du rapport du Secrétaire général;

2. Prie le Tribunal administratif des Nations Unies d'envisager de modifier son règlement dans le sens indiqué à l'annexe I B du rapport du Secrétaire général;

3. Recommande à l'Organisation internationale du Travail d'envisager de modifier le Statut de son Tribunal administratif, et au Tribunal de modifier son règlement dans le sens indiqué dans le rapport du Secrétaire général;

4. Décide de modifier comme suit l'alinéa c) de l'article 48 des statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies :

"c) Sous réserve des dispositions applicables du Statut du Tribunal, les jugements du Tribunal portant sur toute requête présentée en application du présent article sont définitifs et sans appel." 74/;

5. Recommande en outre aux organisations auxquelles la compétence du Tribunal administratif des Nations Unies est étendue en application de l'article 14 de son statut, et à celles qui acceptent la compétence du Tribunal à l'égard des affaires intéressant la Caisse commune des pensions du personnel en application des statuts de la Caisse et comme suite à la résolution 678 (VII) du 21 décembre 1952, d'accepter aussi la compétence du Tribunal dans le cas de la procédure de réformation des jugements du Tribunal énoncée dans les articles 11 et 11 bis de son Statut 75/;

6. Décide que la question de la nomination des membres du Tribunal administratif des Nations Unies sera confiée à la Sixième Commission 76/ [laquelle devra tenir compte de l'aptitude des candidats à exercer des fonctions judiciaires et de leur expérience des questions d'administration ou de relations du travail sur le plan international] 77/;

7. Retire la recommandation qu'elle avait faite au paragraphe 2 de sa résolution 957 (X), étant entendu qu'il appartient à la Cour internationale de Justice de décider de sa propre procédure dans chaque espèce, conformément à son Statut et à son règlement 78/;

8. Recommande aux tribunaux administratifs des Nations Unies et de l'Organisation internationale du Travail de poursuivre leurs rapports informels, notamment au moyen de réunions conjointes, pour régler leurs problèmes et questions d'intérêt commun et échanger des renseignements sur leur jurisprudence respective, et d'envisager de mettre en place un dispositif administratif commun pour l'élaboration d'index ou de répertoires de leurs décisions 79/;

9. Prie le Secrétaire général, en sa qualité de président du Comité administratif de coordination, d'aider les deux tribunaux à se conformer aux recommandations énoncées au paragraphe 8 ci-dessus 79/;

10. Prie le Secrétaire général de rechercher comment assurer, de la part des tribunaux nationaux, la reconnaissance et l'affirmation du caractère exécutoire des jugements du Tribunal concernant toute action intentée par une organisation employeur 80/.

Notes

1/ Modification de forme.

2/ Cet alinéa semble avoir une portée étendue, mais les travaux préparatoires et la façon dont le TANU l'a interprété par la suite [voir en particulier Kimpton c. le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (jugement No 115)] indiquent qu'il vise uniquement certains ayants droit de fonctionnaires [c'est-à-dire les personnes visées au paragraphe 6 b) de l'article II du Statut du TAOIT].

3/ Par souci de clarté, les paragraphes ou articles qu'il est proposé d'insérer entre des dispositions existantes reçoivent dans la plupart des cas une numérotation temporaire dans le présent projet, laquelle sera remplacée par une numérotation consécutive si les amendements proposés sont adoptés.

4/ Voir le paragraphe 19 du commentaire ci-dessus (sauf indication contraire, tous les paragraphes auxquels renvoient les présentes notes sont des paragraphes de la section "Commentaire" du présent rapport).

5/ Voir par. 21.

6/ Voir par. 23.

7/ Suppression proposée d'une disposition transitoire qui n'est plus d'actualité.

8/ Voir par. 32.

9/ Pour supprimer une anomalie qui fait qu'un domaine non négligeable de la compétence du Tribunal, à savoir celui qui a trait à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, n'est mentionné nulle part dans le Statut du Tribunal, il est proposé d'ajouter un nouvel article 2 ter libellé de telle sorte qu'une modification des dispositions pertinentes des statuts de la Caisse des pensions (l'article 48 actuel) ne nécessitera normalement aucune nouvelle modification du Statut du Tribunal.

10/ Voir par. 92.

11/ Cette disposition codifierait la pratique en vigueur.

12/ Voir par. 30.

13/ Voir par. 12. Une autre solution serait d'ajouter au paragraphe 6 du texte proposé dans l'annexe I C pour le projet de résolution de l'Assemblée générale le passage qui y figure entre crochets.

14/ Suggestion du TANU (annexe II, par. 21), qui vise évidemment à préciser un point évoqué par la Cour internationale de Justice dans l'avis consultatif qu'elle a donné dans l'affaire Mortished (op. cit., p. 375, par. 35 à 37).

15/ Voir par. 14.

16/ Il est proposé de renuméroter les paragraphes 3, 5 et 6 de l'article 3 dans un ordre plus logique.

17/ Il est proposé de faire du paragraphe 4 actuel de l'article 3 la première phrase d'un nouveau paragraphe 1 de l'article 5, où il semblerait trouver plus logiquement sa place.

18/ Il s'agit de préciser la procédure selon laquelle un membre du TANU peut être relevé de ses fonctions; une disposition allant dans le même sens est proposée pour le statut du TAOIT.

19/ Proposition du TANU (annexe II, par. 24).

20/ Cette addition vise à assurer la cohérence avec l'avant-dernière clause de l'article 14 et elle tient compte du paragraphe 2 du nouvel article 2 ter proposé.

21/ Voir par. 97.

22/ Modification consécutive à l'addition proposée à l'article 5 bis.

23/ Voir par. 44.

24/ Modification consécutive à l'extension proposée de la compétence du Tribunal (voir par. 17 et 18) qui résulterait de l'adjonction du nouveau paragraphe 2 A proposé pour l'article 2.

25/ Modification consécutive à l'extension provisoirement proposée de la compétence du Tribunal (voir par. 32) qui résulterait de l'adjonction du nouvel article 2 bis.

26/ Modification consécutive à l'adjonction proposée du nouvel article 2 ter (voir la note 9 ci-dessus). De telles dispositions existent déjà dans le chapitre VIII du règlement du Tribunal.

27/ Modification consécutive à l'adjonction, proposée provisoirement, du nouvel article 2 quarto.

28/ Etant donné le nombre croissant de requêtes présentées en vertu de l'article 12 actuel et l'addition proposée de deux nouvelles clauses (les paragraphes 3 et 4), il pourrait être utile aux parties de recevoir des indications sur la façon de déclencher et de mener la procédure devant le Tribunal une fois le jugement prononcé.

29/ Modification consécutive à l'adjonction proposée d'un nouveau paragraphe 2 A à l'article 9. Voir par. 67.

30/ Modification consécutive à l'adjonction proposée, à l'article 2, d'un nouveau paragraphe 2 A auquel l'article 7 serait inapplicable.

31/ Voir al. 37 a).

32/ Modification exigée par le paragraphe 1 de la résolution 35/219 A de l'Assemblée générale. Avec le libellé proposé, les langues utilisées par le Tribunal seraient à l'avenir, et de façon automatique, toujours les mêmes que celles de l'Assemblée générale (à l'heure actuelle, il s'agit des six langues spécifiées à l'article 51 du document A/520/Rev.15).

33/ Etant donné que la deuxième phrase et les phrases subséquentes du paragraphe 1 actuel de l'article 9 ne peuvent s'appliquer aux requêtes présentées en application du nouveau paragraphe 2 A de l'article 2 ou du nouvel article 2 ter proposés, il est suggéré de faire de ces phrases un nouveau paragraphe 1 A distinct de l'article 9, qui s'appliquerait uniquement aux requêtes présentées en application du paragraphe 1 de l'article 2.

34/ Voir par. 55.

35/ Voir l'alinéa b) du paragraphe 62.

36/ Voir par. 63.

37/ Pour étendre la portée de cette clause aux requêtes présentées en application du nouveau paragraphe 2 A de l'article 2 et du nouvel article 2 ter proposés, il est suggéré de reprendre ici une partie de la deuxième phrase du paragraphe 1 de l'article 2.

38/ Voir par. 49.

39/ Voir par. 67 et note 23 du paragraphe 64.

40/ Voir l'alinéa b) du paragraphe 37.

41/ Cette modification découle pour partie de la présence de l'alinéa c) du nouveau paragraphe 2 A qu'il est proposé d'ajouter à l'article 2, ainsi que de l'article 2 ter, qui pourraient aboutir à une procédure dans laquelle l'Organisation des Nations Unies ne serait pas le défendeur, et pour partie de la modification proposée de l'article 14.

42/ Modification consécutive au nouvel article 11 bis proposé.

43/ Voir par. 75 et 76 et al. a) du paragraphe 83.

44/ Voir par. 84 et al. a) du paragraphe 86.

45/ Aux termes du paragraphe 1 de l'article II du Règlement intérieur du Comité chargé des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif (A/AC.86/2/Rev.3), la date du jugement du Tribunal "est réputée être celle à laquelle les parties à la procédure devant le Tribunal ont reçu copie du jugement; les parties sont réputées avoir reçu copie du jugement à l'expiration d'un délai de deux semaines à compter de la date d'expédition desdites copies par le Secrétaire du Tribunal". De plus, le Comité est convenu que cette date "ne faisait qu'établir une présomption : chacune des parties à la procédure conservait la faculté d'apporter la preuve qu'elle avait en fait reçu copie d'un jugement du Tribunal administratif plus de deux semaines après l'expédition de ladite copie par le Secrétaire du Tribunal" (ibid., note 1/, et A/AC.86/28, par. 4).

46/ Il est proposé que désormais, les demandes adressées au Comité chargé des demandes de réformation soient soumises au Tribunal (c'est-à-dire à son secrétaire), comme ce serait le cas, aux termes du paragraphe 1 de l'article 11 bis proposé, pour les demandes adressées au Comité mixte, ce qui signifierait que le Comité n'aurait plus besoin d'un secrétaire qui lui soit attaché.

47/ Aux termes de la disposition visée dans la note 45, "la date de réception d'une demande est la date à laquelle des copies de cette demande sont expédiées aux membres du Comité [chargé des demandes de réformation] par le secrétaire du Comité".

48/ Voir l'alinéa a) du paragraphe 86.

49/ Addition visant à assurer que des règles telles que celles qui sont visées dans les notes 45 et 47 sont considérées comme valides.

50/ Par souci de cohérence et pour tenir compte des cas où l'Organisation des Nations Unies n'est pas l'organisation défenderesse (en application de l'article 2 ter proposé ou de l'article 14).

51/ Les mots entre crochets, qui ne figurent pas au paragraphe 1 de l'article XII du statut du TAOIT, ont été inclus au paragraphe 1 de l'article 11 du statut du TANU au moment où cette clause, adaptée de la clause antérieure du texte du TAOIT, y a été ajoutée.

52/ Voir par. 85 et al. b) du paragraphe 86.

53/ Voir par. 80 et al. b) du paragraphe 86.

54/ Voir par. 83 et al. b) du paragraphe 86.

55/ Voir al. b) du paragraphe 86.

56/ Voir par. 89.

57/ Etant donné que la procédure de révision d'un jugement sur la base de faits nouvellement découverts diffère de la procédure de rectification d'erreurs, il est proposé de scinder l'article 12 actuel en deux paragraphes; l'addition proposée de deux nouvelles procédures à utiliser après le jugement (nouveaux paragraphes 3 et 4) rend cette modification d'autant plus souhaitable.

58/ Voir par. 69.

59/ Voir par. 70.

60/ Voir par. 72.

61/ L'article 14 ayant pour objectif essentiel de permettre au TANU de servir aussi les autres organisations du régime commun, il est proposé de supprimer la référence explicite aux institutions spécialisées (dont certaines, comme la Banque mondiale et le FMI, n'appliquent pas le régime commun) et d'y substituer le critère actuel d'appartenance au régime commun (c'est-à-dire l'acceptation du statut de la CFPI), ce qui engloberait aussi des organisations, telle l'AIEA, qui ne sont pas des institutions spécialisées. Outre les organisations du régime commun, qui peuvent accepter la compétence du TANU sans que l'Assemblée générale ait à intervenir, il est proposé de permettre à d'autres organisations internationales spécifiées par l'Assemblée générale d'avoir accès au Tribunal.

62/ Voir par. 20.

63/ Pour permettre aux organisations qui acceptent la compétence du Tribunal en application de l'article 14 de préciser dans quelle mesure elles souhaitent se prévaloir des dispositions touchant :

a) Les instances autres que celles introduites sur requête d'un fonctionnaire (art. 2, par. 2 A);

b) Les actions intentées par les organisations employeurs contre leurs fonctionnaires (art. 2 bis);

- c) Les procédures de recours internes (art. 7);
- d) Les indemnités et dépens (art. 9);
- e) La réformation des jugements (art. 11 et 11 bis).

64/ Modification consécutive à l'addition proposée au paragraphe 1 de l'article 3 du Statut.

65/ Modification consécutive à un amendement proposé à l'article 14 du statut (voir note 61/ ci-dessus).

66/ Modification consécutive à l'addition proposée aux paragraphes 2 A et 2 ter de l'article 2 du statut.

67/ C'est le secrétaire de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, désigné conformément à l'article 7 a) des statuts de la Caisse, qui correspond le mieux au chef du secrétariat d'une institution spécialisée et qui sera logiquement chargé des préavis visés à l'article 20 du règlement du TANU.

68/ Voir par. 44.

69/ Pour tenir compte du nouveau libellé de l'alinéa b) de l'article 8.1 du Statut du personnel de l'ONU.

70/ Voir par. 47.

71/ Ces nouvelles dispositions sont nécessaires du fait des nouveaux alinéas f) à k) et a') qu'il est proposé d'ajouter au paragraphe 2 de l'article 6 du statut (voir les notes 22/ et 24/ à 29/ ci-dessus).

72/ Voir al. e) du paragraphe 96 et par. 97.

73/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarantième session, Supplément No 9 (A/40/9).

74/ Voir al. a) du paragraphe 92.

75/ Voir al. c) du paragraphe 92.

76/ Voir par. 12.

77/ Voir par. 12. Ce texte peut être considéré comme une variante du libellé qu'il est proposé d'ajouter au paragraphe 1 de l'article 3 du statut (voir annexe I A).

78/ Voir par. 95.

79/ Voir al. a) à c) du paragraphe 96 et par. 97.

80/ Voir par. 32.

ANNEXE II

Observations du Tribunal administratif des Nations Unies sur la note du Bureau des affaires juridiques intitulée "Harmonisation et développement des statuts, règlements et pratiques des tribunaux administratifs des Nations Unies et de l'Organisation internationale du Travail : projet de propositions"*

1. Le Tribunal est heureux de constater que l'Assemblée générale a entrepris d'étudier les mesures à prendre pour harmoniser la procédure des deux tribunaux administratifs du régime commun et, parallèlement, améliorer les statuts et règlements de ces deux tribunaux. Si l'Assemblée générale décide de poursuivre la question, le Tribunal sera heureux de répondre aux questions que pourraient lui poser les Etats Membres et de présenter des observations sur le déroulement de l'étude, éventuellement sous la forme d'un exposé oral. Le Tribunal voudrait d'autre part suggérer de faire appel au concours de Mme Paul Bastid, l'un des principaux architectes du Statut du Tribunal, qui a été membre du Tribunal de 1950 à 1982 et qui en a assuré la présidence pendant deux longues périodes; l'avis de Mme Bastid sur de nombreux aspects des travaux du Tribunal et sur les problèmes qu'ils soulèvent pourrait être particulièrement utile.
2. Composition du Tribunal (par. 11 à 16). Le Tribunal ne saurait accepter l'idée d'exiger des membres du TANU qu'ils aient occupé des fonctions élevées dans la magistrature de leur pays. Cette condition a été considérée comme indûment contraignante même dans le cas de la Cour internationale de Justice et, si elle avait été exigée, aurait privé le TANU de certains de ses membres les plus éminents. Le Tribunal considère donc qu'il y a lieu de maintenir le libellé actuel de l'article 3 du Statut et la pratique qui en découle.
3. Le Tribunal ne saurait non plus appuyer la proposition d'abandonner le mode actuel de nomination et d'élection et de charger le Secrétaire général de proposer les membres du TANU. Il est souhaitable de conserver au Tribunal son indépendance, et il n'y a donc pas lieu de confier au Secrétaire général - qui est, après tout, défendeur dans la plupart des affaires soumises au TANU - un rôle plus important dans le choix des membres.
4. Compétence (par. 17 à 32). Le Tribunal ne voit pas d'objection à ce que sa compétence soit étendue a) à certaines catégories spéciales et limitées de personnes qui, sans être fonctionnaires, occupent un poste rémunéré des Nations Unies, b) aux consultants et autres titulaires de contrats de louage de services, et c) aux employés d'organes représentatifs du personnel et d'entreprises gérées par le personnel. Mais il a les plus grandes réserves quant à l'idée de lui attribuer compétence sur d'"autres différends contractuels", que la proposition

* Ces observations se rapportent à une version antérieure du présent rapport et ne tiennent donc pas compte des modifications qui y ont été apportées ultérieurement, que ce soit la suite desdites observations ou non, si ce n'est que les renvois aux paragraphes ont été adaptés en fonction du présent rapport.

ne définit pas mais qui, s'ils étaient de nature essentiellement commerciale plutôt qu'axés sur des questions de personnel ou d'administration, risqueraient d'entraîner le Tribunal dans des domaines entièrement nouveaux.

5. Le Tribunal doute fort que l'administration du Secrétariat ait quoi que ce soit à gagner à la proposition tendant à donner au TANU le pouvoir de donner des avis consultatifs à la demande du Secrétaire général. Tout ce qui pourrait inciter le Secrétaire général à s'adresser d'abord au Tribunal, avant de se prononcer sur des questions difficiles ou controversées, rendant par là le Tribunal partie prenante dans le fonctionnement du Secrétariat, serait contre-indiqué. Mieux vaut, selon le Tribunal, limiter son rôle à l'examen des affaires au stade où les décisions du Secrétaire général viennent à être contestées, comme cela est le cas depuis qu'il a été créé par l'Assemblée générale.

6. Préliminaires de l'instance (par. 33 à 37). Le Tribunal doute qu'il faille donner à la Commission paritaire de recours le pouvoir d'empêcher la soumission d'une requête au TANU dans les cas où la Commission conclut à l'unanimité que cette requête est "manifestement dépourvue de toute valeur". D'un point de vue purement juridique, il est préférable que le Statut laisse au Tribunal le soin de décider en dernier ressort, au vu de sa propre jurisprudence, si une requête est ou non dépourvue de valeur.

7. On peut se demander aussi si le Tribunal devrait être autorisé à condamner un requérant à des dépens, même limités à un mois d'émoluments nets. Bon nombre des affaires soumises au TANU concernent des personnes qui ne sont plus au service de l'Organisation des Nations Unies, ce qui signifie qu'en pareil cas les dépens seraient difficiles à recouvrer.

8. Procédure (par. 38 à 47). Le Tribunal n'a pas d'observations à présenter.

9. Recours (par. 48 à 67). Il semble inutile au Tribunal de porter de deux ans à trois ans d'émoluments le montant maximum de l'indemnité qu'il peut allouer, comme dans le cas du Tribunal de la Banque mondiale (il n'y a pas de limite dans le cas du Tribunal de l'OIT); depuis 1950, le TANU n'a invoqué qu'une seule fois son pouvoir d'accorder à titre exceptionnel une indemnité dépassant deux années de traitement de base net. Il s'agit là d'une question de principe qui dépend en partie de la mesure dans laquelle l'Assemblée générale souhaitera faire avancer l'"harmonisation".

10. Le nouveau paragraphe 2 A qu'il est proposé d'ajouter à l'article 9 du Statut pour fixer des normes d'attribution d'indemnités à un requérant semble inutilement compliqué. Si une modification est jugée souhaitable, mieux vaudrait aller dans le sens de la proposition faite pour le TAOIT, c'est-à-dire réviser le Statut du TANU en disposant que "s'il reconnaît le bien-fondé de tout ou partie de la requête, le Tribunal peut allouer au requérant une indemnité pour les frais que celui-ci aura pu raisonnablement engager pour porter l'affaire devant le Tribunal".

11. Procédure postérieure au prononcé du jugement (par. 68 à 72). Le Tribunal estime lui aussi qu'il convient d'autoriser les demandes en interprétation ou en élucidation d'un jugement, mais pense qu'il faudrait fixer un délai d'un an pour leur présentation.

12. Réformation des jugements du Tribunal (par. 73 à 95). Le Tribunal s'estime tenu à un certain devoir de réserve pour tout ce qui a trait à la réformation de ses jugements.

13. Le Tribunal a étudié les diverses propositions présentées par le Bureau des affaires juridiques. Il tient à rappeler que le système actuel institué par l'Assemblée générale - réformation des jugements du TANU par la Cour internationale de Justice - s'est révélé viable et utile. L'autorité éminente de la Cour, dont témoignent les avis rendus dans les affaires Fasla et Mortished, amène le Tribunal à penser qu'il faut conserver à la Cour son rôle dans ce domaine. Le système proposé dans l'article 11 bis, et les modifications qu'il faudrait apporter au Statut du TAOIT par souci d'"harmonisation" susciteraient de nouveaux problèmes encore plus difficiles à résoudre.

14. Le Tribunal estime qu'il convient de conserver le système actuel, en vertu duquel la réformation peut être demandée par les Etats Membres, par le Secrétaire général ou par le requérant.

15. Le Tribunal note en outre qu'en règle générale un requérant aura déjà utilisé la procédure complexe de la Commission paritaire de recours.

16. Il ne semble pas y avoir de raison d'interposer une instance supplémentaire - une "chambre de réformation" composée de membres du TAOIT et du TANU - comme le propose le Bureau des affaires juridiques dans son article 11 bis, adjonction qui rendrait la procédure judiciaire sensiblement plus coûteuse et plus longue.

17. Le Tribunal tient à cet égard à souligner qu'il faudrait alléger les contraintes auxquelles sont soumises les commissions paritaires de recours. Ces commissions constituent une première étape essentielle de l'examen des plaintes de fonctionnaires pour inobservation des contrats d'engagement ou des conditions d'emploi. Depuis longtemps déjà, le travail des diverses commissions, à New York, Genève et Vienne, est sérieusement entravé par le manque de ressources humaines, financières et administratives. Le Tribunal a eu l'occasion, dans plusieurs de ses jugements, de rappeler que lenteur de justice vaut déni de justice. Or il a eu à rendre, au printemps de 1984, un jugement dans une affaire dans laquelle la procédure devant la Commission paritaire de recours (de Genève) n'avait pas duré moins de cinq ans, aucune partie du retard n'étant imputable au fonctionnaire intéressé. Le Tribunal sait aussi qu'à New York le très petit nombre de fonctionnaires affectés par le Bureau des services du personnel à la préparation des répliques de l'Administration est tout à fait irréaliste, ce qui empêche les intéressés de mener à bien leur tâche dans des délais raisonnables.

18. Le Tribunal demande donc instamment que l'on fournisse aux commissions paritaires de recours les ressources voulues pour leur permettre de s'acquitter des tâches en vue desquelles l'Assemblée générale les a créées lorsqu'elle a adopté l'article 11, paragraphe 1, du Statut du personnel il y a de cela 35 ans. Le Tribunal administratif lui-même ne prend pas de retard dans ses travaux, mais l'impossibilité dans laquelle se trouvent les commissions paritaires de recours de s'acquitter de leurs fonctions dans des délais raisonnables est préjudiciable aux fonctionnaires de l'Organisation, au système de recours et aux Nations Unies elles-mêmes.

19. Coopération entre les deux tribunaux (par. 96 à 99). Le Tribunal souhaite et cherche à encourager des contacts plus étroits entre les membres et les secrétariats du TANU et du TAOIT, en vue de faciliter la solution de leurs problèmes communs. Il serait partisan d'une réunion conjointe régulière à l'occasion de la session de printemps du TANU, lorsque les deux tribunaux siègent dans la même ville (Genève).

20. Le Tribunal estime aussi qu'il faudrait envisager la préparation de répertoires ou index communs des jugements du TAOIT et du TANU, ce qui devrait aider beaucoup à harmoniser davantage encore les travaux des deux tribunaux.

21. Questions diverses. Depuis longtemps, le Tribunal juge utile de désigner un quatrième membre pour siéger en tant que suppléant dans une espèce donnée, lorsque l'un des membres est empêché. Si l'Assemblée générale décide de réviser le Statut, le Tribunal suggère de codifier cette pratique en modifiant comme suit la deuxième phrase de l'article 3, paragraphe 1, du Statut : "Trois d'entre eux seulement siègent dans chaque espèce, mais le Président peut désigner, en qualité de suppléant, un quatrième membre qui participe aux décisions si l'un des autres membres est empêché."

22. Le Tribunal, soucieux de son indépendance, estime qu'il faudrait, à l'occasion d'une révision de son Statut, bien préciser que les conditions d'emploi et la nomination même du Secrétaire et de son personnel doivent recueillir l'agrément du Tribunal plutôt que d'être laissées entièrement à la discrétion du Secrétaire général, lequel est partie à la plupart des affaires soumises au Tribunal. Le Secrétaire et son personnel, étant au service d'un organe judiciaire, doivent disposer de l'indépendance voulue à l'égard des parties aux instances. Le Tribunal suggère donc à l'Assemblée générale d'ajouter au Statut un article 3, paragraphe 4, qui pourrait être ainsi conçu :

"Le Secrétaire et les autres membres du secrétariat du Tribunal sont nommés - et leurs conditions d'emploi sont fixées - par voie de consultation entre le Tribunal et le Secrétaire général. Dans l'exercice de leurs fonctions, le Secrétaire et son personnel relèvent exclusivement du Tribunal."

ANNEXE III

Juridiction des tribunaux administratifs des Nations Unies
et de l'Organisation internationale du Travail

A. Tribunal administratif des Nations Unies (pour tous les différends concernant le personnel)

Organisation des Nations Unies a/	(ONU)
Organisation de l'aviation civile internationale	(OACI)
Organisation maritime internationale	(OMI)

B. Tribunal administratif des Nations Unies (pour les décisions du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies)

Greffe de la Cour internationale de Justice	(CIJ)
Fonds international de développement agricole	(FIDA)
Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels b/	(ICCROM)

C. Tribunal administratif des Nations Unies (pour les décisions du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies) et Tribunal administratif de l'OIT (pour tous les autres différends concernant le personnel)

Organisation internationale du Travail c/	(OIT)
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	(FAO)
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	(Unesco)
Organisation mondiale de la santé	(OMS)
Union internationale des télécommunications	(UIT)
Organisation météorologique mondiale	(OMM)
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle	(OMPI)
Agence internationale de l'énergie atomique	(AIEA)
Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce	(CIOIC/GATT)
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	(ONUDI)

D. Tribunal administratif de l'OIT (pour tous les différends concernant le personnel) d/

Union postale universelle	(UPU)
Organisation européenne pour la recherche nucléaire b/	(CERN)
Organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne b/	(EUROCONTROL)
Office européen des brevets b/	(OEB)
Organisation européenne pour des recherches astronomiques dans l'hémisphère austral b/	(ESO)

Conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre <u>b/</u>	(CIPEC)
Association européenne de libre-échange <u>b/</u>	(AELE)
Union interparlementaire <u>b/</u>	(UIP)
Laboratoire européen de biologie moléculaire <u>b/</u>	(LEBM)
Organisation mondiale du tourisme <u>b/</u>	(OMT)
Centre africain de formation et de recherche administrative pour le développement <u>b/</u>	(CAFRAD)
Office central des transports internationaux par chemins de fer <u>b/</u>	(OCTI)
Centre international d'enregistrement des publications en série <u>b/</u>	(CIEPS)
Office international des épizooties <u>b/</u>	(OIE)

Notes

a/ A l'exception du Greffe de la Cour internationale de Justice (voir partie B de la présente annexe) et du personnel local de l'UNRWA (voir Commentaire, note 14).

b/ N'applique pas le régime commun des Nations Unies.

c/ Tribunal administratif de l'OIT également pour la Caisse des pensions du personnel du BIT et certains contrats de droit privé.

d/ Ces organisations ne sont pas membres de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. La seule organisation membre de la Caisse qui n'ait pas encore accepté de saisir un tribunal des différends concernant les décisions du Comité mixte de la Caisse est l'Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes (OEMPP), qui n'applique pas le régime commun des Nations Unies.



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/42/329
8 juin 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

Quarante-deuxième session
Point 33 de la liste préliminaire*

POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT SUD-AFRICAÎN

Lettre datée du 4 juin 1987, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente du Nicaragua auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-après le texte d'un communiqué publié par le Ministère des relations extérieures de la République du Nicaragua le 3 juin 1987.

"Communiqué en date du 3 juin 1987

Le Ministère des relations extérieures de la République du Nicaragua, face aux nouveaux actes de terrorisme qui se sont produits en Afrique australe, informe la communauté internationale et le peuple nicaraguayen que :

Conformément aux principes fondamentaux du Mouvement des pays non alignés, le Nicaragua condamne très vigoureusement les attaques lancées par le Gouvernement raciste de Pretoria contre les Etats de première ligne.

Ces actes d'agression ont visé récemment les principaux centres urbains du Zimbabwe et du Mozambique, lesquels ont essuyé des tirs de roquettes et subi des incursions de commandos terroristes envoyés par Pretoria. Ces actes criminels ont entraîné la mort de nombreux civils sans défense.

Cette escalade semble être le prélude à de nouvelles agressions plus importantes encore contre les peuples et les gouvernements frères des Etats de première ligne.

Le Nicaragua lance un appel à la communauté internationale et au Mouvement des pays non alignés pour qu'ils dénoncent et condamnent catégoriquement ces actes terroristes qui portent atteinte à la souveraineté et à l'autodétermination des Etats de première ligne.

* A/42/50 et Corr.1.

Ces faits prouvent une fois de plus que la persistance de l'apartheid en Afrique australe est au coeur des problèmes de cette région et que l'on ne pourra assurer une paix stable et durable qu'en extirpant à la racine ce fléau qu'est la discrimination raciale.

Le Nicaragua estime qu'il est urgent d'intensifier les efforts déployés par les pays membres du Mouvement à l'Organisation des Nations Unies ainsi que par d'autres instances internationales pour contenir les attaques dirigées contre les Etats de première ligne et d'insister sur la nécessité de respecter strictement les résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Conseil de sécurité."

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte dudit communiqué comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 33 de la liste préliminaire.

L'Ambassadrice,

Représentante permanente,

(Signé) Nora ASTORGA



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/42/332✓

S/18908

10 juin 1987

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-deuxième session
Point 33 de la liste préliminaire*
POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT
SUD-AFRICAIN

CONSEIL DE SECURITE
Quarante-deuxième année

Lettre datée du 10 juin 1987, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent du Botswana auprès de l'Organisation
des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le communiqué de presse publié par mon gouvernement au sujet de la bombe qui a explosé dans la capitale de mon pays, Gaborone, le 8 avril 1987. Nous demandons que ce communiqué de presse soit distribué comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 33 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) Legwaila J. M. J. LEGWAILA

* A/42/50 et Corr.1

ANNEXE

Communiqué de presse publié par le Gouvernement du Botswana
le 9 juin 1987

Il ressort de l'enquête policière menée au sujet de l'engin explosif qui a tué trois nationaux du Botswana et détruit des maisons à Gaborone West le 8 avril que le véhicule (immatriculé sous le numéro JKG 375T) dans lequel se trouvait l'engin en question est entré au Botswana par le poste frontière de Tlokweng le 4 avril; il était conduit par Keith Charles Mackenzie, domicilié 344 John Sidney Drive, Ersterus, Pretoria. Des personnes proches de Mackenzie déclarent qu'il leur a dit qu'avant son départ pour le Botswana, le 4 avril, son véhicule était resté pendant trois jours entre les mains de la police sud-africaine et que, lorsque celle-ci lui avait rendu le véhicule, elle lui avait conseillé de conduire prudemment étant donné qu'il avait été équipé d'un dispositif de détection. Il est manifeste que Mackenzie est un agent de la police sud-africaine et que si un dispositif de détection a été posé sur le véhicule, il s'agissait en fait d'un engin que l'on devait faire détoner par la suite dans un but inconnu.

Mackenzie a reçu de la police sud-africaine instruction de ne pas conduire le véhicule hors du secteur du Gaborone Sun Hotel et de l'Oasis Motel. Il a reçu en outre l'ordre d'abandonner le véhicule et de rentrer en Afrique du Sud s'il faisait l'objet d'une fouille à un barrage routier installé par les forces de défense du Botswana. Contrairement aux instructions, le véhicule a été conduit en dehors du secteur indiqué, et il s'est finalement trouvé à Francistown où une personne d'origine inconnue l'aurait remis à un certain Basnar Pule pour qu'il le ramène à Gaborone.

Il semble qu'après que le véhicule a été ramené dans le secteur d'opération convenu à Gaborone, la police sud-africaine, craignant qu'il ne soit plus en la possession de Mackenzie et qu'il tombe entre les mains de la police du Botswana, a fait détoner par télécommande l'engin explosif qui se trouvait à bord afin de détruire les preuves qui auraient pu conduire à la filière sud-africaine. Elle l'a fait sachant pertinemment que le véhicule était probablement garé dans un quartier très peuplé de Gaborone.

On ignore où se trouve Mackenzie à l'heure actuelle et on le recherche très activement pour faciliter l'enquête policière. Toute personne qui serait au courant des déplacements de Mackenzie ou qui posséderait des renseignements qui pourraient aider la police à le retrouver est priée de se présenter au poste de police le plus proche.

Le Gouvernement du Botswana a protesté auprès du Gouvernement sud-africain et a exigé des explications au sujet de la participation de la police sud-africaine à cette affaire. Il attend une réponse.



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/42/333
11 juin 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-deuxième session
Points 63, 67 et 74 de la liste préliminaire*

DESARMEMENT GENERAL ET COMPLET

EXAMEN DE L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS ET DECISIONS ADOPTÉES
PAR L'ASSEMBLEE GENERALE A SA DIXIEME SESSION EXTRAORDINAIRE

MISE EN PLACE D'UN SYSTEME GENERAL DE PAIX ET DE SECURITE INTERNATIONALES

Lettre datée du 10 juin 1987, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de la Tchécoslovaquie auprès
de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer une lettre de M. Gustáv Husák, Président de la République socialiste tchécoslovaque, dont le texte se lit comme suit :

"Comme vous le savez, la République socialiste tchécoslovaque fait tout ce qui est en son pouvoir pour contribuer, par sa politique de dialogue et de coopération pacifique, à l'élimination des affrontements dans le monde et à l'amélioration de la situation internationale. Guidée par la volonté de préserver la paix pour les générations futures, elle travaille en faveur de l'adoption de mesures de désarmement efficaces qui mettront fin à la dangereuse course aux armements et conduiront à un désarmement général et complet sous contrôle international efficace.

Je suis convaincu qu'au moment où la réunion au sommet entre l'Union soviétique et les Etats-Unis à Reykjavik a placé la question du désarmement nucléaire à un niveau plus élevé et où, grâce aux nouvelles initiatives de l'Union soviétique, apparaît une possibilité réelle d'éliminer les arsenaux nucléaires en Europe, il est du devoir de tous les Etats européens, qu'ils soient grands, moyens ou petits, de répondre à ces efforts. A titre de contribution réelle dans ce sens, le Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque, conjointement avec le Gouvernement de la République démocratique allemande, a proposé au Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne le 3 avril 1987 d'entamer sans retard des négociations sur la création d'un couloir dénucléarisé en Europe centrale. J'ai donc l'honneur de vous informer de cette initiative, qui a déjà obtenu l'appui de nombreux

* A/42/50 et Corr.1.

gouvernements, partis politiques, parlements et d'une large part de la communauté publique progressiste.

La République socialiste tchécoslovaque et la République démocratique allemande considèrent que ce couloir - d'où tous les systèmes d'armes nucléaires devraient être retirés - devrait s'étendre sur environ 150 kilomètres le long des deux côtés de la frontière entre les trois Etats susmentionnés. Ultérieurement, il serait élargi pour englober toute la région de l'Europe centrale comme prévu pour les négociations de Vienne sur les réductions mutuelles des forces armées et des armements en Europe centrale.

Selon moi, cette mesure régionale proposée réduirait le risque d'un conflit armé entre l'OTAN et le Traité de Varsovie, serait un pas décisif vers le renforcement de la confiance et appuierait efficacement les négociations menées dans ce domaine par l'Union soviétique et les Etats-Unis à Genève. Son importance est encore plus grande compte tenu de la proposition de l'Union soviétique visant à conclure sans retard un accord séparé sur l'élimination en Europe centrale des missiles à portée moyenne de l'Union soviétique et des Etats-Unis. Je suis fermement convaincu que la création d'un couloir dénucléarisé en Europe centrale faciliterait grandement les négociations sur la réduction et l'élimination des missiles déployés sur le continent européen à des fins opérationnelles et tactiques, qu'elle constituerait une voie réaliste vers l'élimination des armes nucléaires tactiques et qu'elle accélérerait le règlement de la question de la réduction des forces armées et des armements traditionnels en Europe.

Nous sommes très heureux de voir que l'Union soviétique a clairement affirmé qu'elle était prête à retirer de ce couloir, sur une base de réciprocité, la totalité de ses forces nucléaires et à assurer et respecter le statut dénucléarisé dudit couloir. Nous aimerions également que d'autres puissances nucléaires suivent cet exemple.

Le peuple de la République socialiste tchécoslovaque est extrêmement reconnaissant des efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies pour préserver la paix et la sécurité internationales, ainsi que de votre contribution personnelle à cette fin. L'activité de toutes les forces éprises de paix qui vise à sauvegarder l'humanité d'une catastrophe nucléaire et à reprendre la politique de détente internationale et de sécurité durable, renforce mes espoirs de voir l'initiative tendant à créer un couloir dénucléarisé en Europe centrale obtenir également l'appui de l'Organisation des Nations Unies.

Permettez-moi de vous assurer que le peuple et le Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque feront tout leur possible à l'avenir pour assurer la paix mondiale et parvenir à des mesures de désarmement efficaces."

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document officiel de l'Assemblée générale au titre des points 63, 67 et 74 de la liste préliminaire.

(Signé) Jaroslav CESAR



Assemblée générale
Conseil économique et social

Distr.
GENERALE

A/42/335 ✓
E/1987/84
11 juin 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-deuxième session
Point 12 de la liste préliminaire*
RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET
SOCIAL

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL
Seconde session ordinaire
de 1987
Point 15 de l'ordre du jour
provisoire**
COOPERATION ET COORDINATION
INTERNATIONALES DANS LE
CADRE DU SYSTEME DES
NATIONS UNIES

Mise en valeur des ressources humaines

Note du Secrétaire général

1. Dans sa résolution 1986/73, le Conseil économique et social a prié le Secrétaire général, compte tenu des études antérieures ainsi que des échanges de vues qui auraient lieu à la vingt-deuxième série de réunions communes du Comité du programme et de la coordination et du Comité administratif de coordination, de soumettre un rapport sur la mise en valeur des ressources humaines et sur les activités de l'ensemble du système des Nations Unies dans ce domaine, avec des conclusions et des recommandations, à l'Assemblée générale des Nations Unies à sa quarante-deuxième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, pour examen et décision.

2. Comme suite à cette demande, le Secrétaire général souhaite appeler l'attention du Conseil et de l'Assemblée générale sur un certain nombre de rapports parus récemment qui fournissent aux Etats Membres des informations sur les activités des organismes des Nations Unies dans le domaine de la mise en valeur des ressources humaines :

a) La vingt-deuxième série de réunions communes du Comité du programme et de la coordination et du Comité administratif de coordination doit se tenir les 22 et 23 juin 1987. A ces réunions, les deux comités seront saisis d'un rapport

* A/42/50 et Corr.1.

** E/1987/100.

officieux, relatif à la coordination des activités du système des Nations Unies en matière de mise en valeur des ressources humaines et efficacité de ces activités vis-à-vis des objectifs économiques et sociaux des pays en développement. Ce document a été établi par l'Organisation internationale du Travail, en étroite consultation avec tous les organismes intéressés du système des Nations Unies. Les deux comités seront également saisis d'une brève note du Comité administratif de coordination énumérant les questions qui pourraient être examinées en quelque détail lors des réunions communes;

b) Le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), qui se réunit du 16 mai au 19 juin 1987, est saisi d'un bref rapport sur le rôle du PNUD et de ses agents d'exécution en matière de mise en valeur des ressources humaines, intitulé "Examen annuel des programmes thématiques établis par le Conseil : ressources humaines" (DP/1987/15 et Add.2);

c) Le Conseil économique et social, à sa seconde session ordinaire de 1987, sera saisi d'un résumé de l'étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique en 1986 (E/1987/60). Dans la deuxième partie de ce résumé, sont passés en revue les problèmes, politiques et perspectives en matière de mise en valeur des ressources humaines dans l'Asie et le Pacifique, notamment en ce qui concerne la population, la nutrition et la santé, l'enseignement, l'égalité d'accès aux services et l'échange d'informations.

d) Le Conseil sera également saisi d'un rapport intérimaire du Secrétaire général sur le rôle du personnel national qualifié dans le développement économique et social des pays en développement (A/42/275-E/1987/76).

3. Le Secrétaire général souhaite aussi signaler qu'une équipe spéciale interorganisations est en train d'établir des documents pour la Conférence internationale sur la mise en valeur des ressources humaines en Afrique, qui doit se tenir au Gabon en octobre 1987.



Assemblée générale
Conseil économique et social

Distr.
GENERALE

A/42/341 ✓
E/1987/78
16 juin 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-deuxième session
Point 12 de la liste préliminaire*
RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE
ET SOCIAL

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL
Seconde session
ordinaire de 1987
Point 6 de l'ordre du jour
provisoire**
SOVERAINETE PERMANENTE SUR
LES RESSOURCES NATIONALES
DANS LES TERRITOIRES
PALESTINIENS ET AUTRES
TERRITOIRES ARABES OCCUPES

Pratiques économiques israéliennes dans les territoires palestiniens
et autres territoires arabes occupés

Note du Secrétaire général

1. Dans la décision 40/432 du 17 décembre 1985 sur les pratiques économiques israéliennes dans les territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'établir un rapport sur les pratiques financières et commerciales des autorités d'occupation israéliennes dans les territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés, et de soumettre le rapport à l'Assemblée à sa quarante et unième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social; elle a invité aussi le Secrétaire général à employer les services des organes compétents de l'ONU pour l'établissement du rapport.

2. Sur la base d'une note du Secrétaire général (A/41/410-E/1986/97), le Conseil économique et social a décidé ensuite, par sa décision 1986/155 du 18 juillet 1986, que le rapport susmentionné serait soumis à l'examen de l'Assemblée générale à sa quarante-deuxième session, par l'intermédiaire du Conseil à sa seconde session ordinaire de 1987.

* A/42/50.

** E/1987/100.

3. La CNUCED a entrepris, dans le cadre de son programme de travail pour 1986-1987, une étude approfondie du secteur financier dans les territoires palestiniens occupés de la rive occidentale et de la bande de Gaza. L'étude, qui traite de divers aspects des mécanismes financiers et fiscaux de ces territoires, a été établie en association avec la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) et devait être achevée à la fin de 1986 (une étude analogue du secteur commercial dans les territoires palestiniens occupés est envisagée dans le cadre du prochain programme de travail de la CNUCED).

4. L'étude, intitulée "Le secteur financier palestinien sous occupation israélienne" (UNCTAD/ST/SEU/3) devrait être soumise au Conseil du commerce et du développement à sa trente-quatrième session en octobre 1987. Elle comprend cinq chapitres. Le chapitre I donne une description générale de l'économie des territoires palestiniens occupés et analyse l'évolution récente des grands agrégats et les développements sectoriels. Le chapitre II examine divers aspects des mécanismes monétaires et bancaires, et leur rôle dans le financement des activités économiques dans les territoires. Le chapitre III est consacré à une analyse des déterminants fiscaux de l'économie palestinienne, particulièrement au rôle du système d'imposition. Le chapitre IV contient une analyse détaillée des flux financiers extérieurs vers les territoires occupés et se concentre sur les rapatriements de salaires et les transferts privés et publics. Le chapitre V récapitule les constatations et conclusions de l'étude, et examine les possibilités de solutions concrètement applicables du problème de la satisfaction des besoins croissants de ressources financières de l'économie palestinienne.

5. En raison de la longueur du document, le Secrétaire général diffuse en annexe à la présente note le chapitre V de l'étude. L'étude complète sera soumise au Conseil du commerce et du développement à la première partie de sa trente-quatrième session.

ANNEXE

Conclusions et recommandations de l'étude du secteur financier
dans les territoires palestiniens occupés de la rive occidentale
et de la bande de Gaza a/

1. Le présent chapitre reprend les constatations et conclusions de l'étude, passe en revue les solutions qu'il serait possible d'apporter aux problèmes économiques des territoires occupés et examine spécialement le rôle spécifique du secteur financier. Il faut espérer que les propositions faites ici contribueront à la définition des principes d'action aux divers niveaux dans les territoires tant par les parties directement intéressées que par la communauté internationale. On s'attachera donc principalement à certaines des grandes questions d'importance essentielle pour l'avenir de l'économie palestinienne.

A. Situation économique générale

2. La période qui a suivi immédiatement l'occupation des territoires par Israël en 1967 a été marquée par une forte croissance économique dans les territoires. Cependant, les changements structurels radicaux de l'économie des territoires provoqués par l'application de mesures décidées par l'autorité militaire ont brisé l'élan. La production intérieure et sa part dans le produit national brut ont ensuite diminué régulièrement durant les dernières années.

3. Alors que la part relative du secteur traditionnel dans la production intérieure a baissé rapidement, celle de l'industrie est restée à peu près stable, tandis que la main-d'oeuvre dépendait de plus en plus fortement du marché de l'emploi en Israël et dans le reste du monde. La fermeture de banques et autres institutions financières depuis l'occupation des territoires a privé ces secteurs et le reste de l'économie de sources de financement à court et long terme. L'assèchement du crédit a dressé un obstacle sérieux aux tentatives de développer la production de ces mêmes secteurs. Dans le domaine du commerce, les territoires sont devenus progressivement le plus grand importateur de produits israéliens (non militaires), ce qui a creusé le déficit de la balance commerciale dont l'équilibre est désormais tributaire des rapatriements de salaires des travailleurs émigrés et des transferts en provenance de l'étranger.

4. L'incapacité de la production intérieure de répondre à l'expansion de la demande et l'augmentation des importations de biens en provenance d'Israël, ajoutées à l'utilisation de la monnaie israélienne en dépréciation constante comme monnaie libératoire dans les territoires sont responsables de niveaux des prix élevés. L'épargne et les investissements ont été touchés à leur tour, les institutions financières existantes étant incapables d'absorber une partie des liquidités injectées de l'étranger.

5. La contribution intérieure à l'épargne a été négative. La tendance à l'augmentation du revenu disponible total des particuliers n'a pas eu l'effet approprié sur le niveau de l'épargne des ménages. La formation brute de capital a eu aussi tendance à diminuer ces dernières années. Même si le secteur privé est responsable de l'essentiel de la formation totale de capital, une grande partie des investissements s'est orientée vers les bâtiments et les travaux publics,

principalement pour répondre à la grave pénurie de logements et comme refuges contre les taux d'inflation élevés. L'instabilité politique et économique permanente, l'absence de possibilités d'investissement dans les secteurs producteurs de biens et les pratiques de confiscation des terres des autorités d'occupation ont poussé davantage encore l'épargne privée vers les activités spéculatives.

6. En général, l'économie des territoires se caractérise à présent par une forte fragmentation qui correspond à une distorsion de plus en plus nette dans la structure de la production et du revenu, un écart qui ne cesse de grandir entre la production intérieure et la production nationale et une grande ouverture qui la rend vulnérable aux forces économiques et politiques extérieures. Faute d'institutions appropriées pour sauvegarder les intérêts de l'économie locale, à l'aide d'instruments directifs, les problèmes de la gestion économique autochtone dans les territoires n'ont fait que s'aggraver et la dépendance de l'économie locale envers celle des autorités d'occupation s'est affirmée.

7. Des mesures vigoureuses s'imposent pour renverser cette situation, notamment a) par l'adoption d'une politique visant à développer l'économie des territoires; b) par l'accélération de l'accumulation de capital afin d'accroître la capacité productive de l'agriculture et de l'industrie; c) par l'établissement d'incitations pour encourager les investisseurs nationaux et étrangers dans les secteurs productifs de l'économie; d) par l'assouplissement des restrictions et des procédures de licence relatives à la production et à la commercialisation des produits agricoles et industriels; e) par l'instauration de relations commerciales équitables entre Israël et les territoires, notamment en ce qui concerne la limitation en vigueur des exportations agricoles palestiniennes vers Israël; f) par l'autorisation de la réapparition des institutions financières locales et l'encouragement de leur intermédiation financière; g) par le redressement du marché de l'emploi dans les autres secteurs; et h) par l'encouragement de l'esprit d'entreprise qui est à l'origine des efforts et des réalisations économiques dans les territoires. Seuls une politique et un engagement délibérés dans ce sens, joints à des mesures concrètes à divers niveaux peuvent tirer l'économie des territoires de la stagnation et lui ouvrir la voie de la croissance et du développement soutenus. En outre, la réussite de l'entreprise nécessite aussi la création et le développement d'organismes locaux capables de gérer l'économie au jour le jour et de planifier son avenir.

8. Il faut noter cependant que l'orientation politique des mesures de relance de l'économie des territoires doit exprimer les aspirations de la population palestinienne des territoires sous forme d'objectifs et de stratégies de développement général. Compte tenu des ressources dont dispose l'économie, de sa structure actuelle déformée et des perspectives d'avenir, les objectifs fondamentaux suivants peuvent être envisagés parmi d'autres pour constituer un cadre de référence en vue de choisir des mesures directives appropriées pour chacun des domaines économiques et sociaux :

a) Porter le rythme de la croissance de l'économie nationale à un niveau suffisant pour répondre aux besoins créés par l'accroissement naturel de la population et pour élever le revenu par habitant;

- b) Augmenter la productivité dans les secteurs négligés de l'agriculture et de l'industrie, et développer la production de biens essentiels en favorisant les industries de substitution aux importations fondées sur les matières premières locales et en diversifiant les exportations, réduisant ainsi le déficit extérieur global et celui de la balance commerciale;
- c) Stabiliser le niveau général des prix et diminuer les prix des produits essentiels;
- d) Créer des possibilités d'emploi productif dans l'ensemble des territoires pour absorber l'augmentation naturelle de la main-d'oeuvre et intégrer les travailleurs migrants palestiniens employés en Israël et dans le reste du monde;
- e) Elever le taux des dépenses de développement afin de créer l'infrastructure de base qui donne des avantages extérieurs à l'économie et d'accroître la capacité d'absorption des territoires en prévision de nouveaux investissements productifs;
- f) Créer et renforcer les institutions financières appropriées pour mobiliser, affecter et gérer les ressources nationales selon les besoins de l'économie;
- g) Etablir les capacités institutionnelles nécessaires au sein de l'administration publique des territoires pour concevoir et exécuter efficacement des mesures d'intervention économique et sociale.

9. Il va sans dire que, pour atteindre ces objectifs, qui correspondent aux besoins connus des territoires, il faudra pouvoir compter sur des institutions capables de gérer l'interaction déterminante de différents instruments d'intervention économique et sociale. A l'évidence, ces institutions font défaut dans les territoires et les décisions relèvent d'organes qui dépendent des autorités d'occupation.

10. La présente étude a examiné l'un des domaines auxiliaires importants, le système financier, qui contribue à la satisfaction de certains besoins économiques et sociaux, reconnus ou non par la société comme ses objectifs. Les faiblesses institutionnelles et décisionnelles dans ce domaine sont frappantes, non pas tant à cause du vide existant à cet égard qu'à cause de la détérioration subie par le secteur financier depuis l'occupation des territoires.

B. Monnaie et système bancaire

11. Immédiatement après l'occupation de la Cisjordanie et la bande de Gaza en 1967, les autorités israéliennes ont publié des décrets militaires, ordonnant la fermeture de toutes les banques et établissements de crédit opérant dans ces territoires, et déclaré le cours légal de la monnaie israélienne. Ultérieurement, cependant, la circulation du dinar jordanien a été autorisée en Cisjordanie, tandis que la livre égyptienne était déclarée illégale dans la bande de Gaza. Les territoires occupés n'ont donc pas de monnaie propre. La dépréciation rapide de la monnaie israélienne et l'importance des échanges commerciaux avec Israël ont lié étroitement l'économie de ces territoires aux réalités économiques israéliennes

caractérisées, entre autres, par des taux d'inflation élevés. Les banques israéliennes ont ouvert des agences dans les territoires occupés, surtout dans les principales colonies israéliennes où elles répondent aux besoins des colons israéliens. La Banque d'Israël en est donc venue à exercer les fonctions qui étaient celles des banques centrales jordanienne et égyptienne jusqu'en 1967.

12. La population des territoires a été privée ainsi d'un système qui gérât les activités monétaires par la régulation de la masse monétaire, l'orientation du crédit et le contrôle des opérations des banques et autres institutions financières en vue de favoriser la production, l'emploi, l'augmentation des revenus et les investissements dans les territoires. Les statistiques monétaires publiées sont trop incomplètes pour que l'on puisse évaluer précisément le fonctionnement du système apparu sous l'occupation, spécialement lorsque l'analyse du comportement des agrégats monétaires et de leur interaction avec les activités économiques conduirait à apprécier les moyens d'intervention employés.

13. Les agences des banques israéliennes ouvertes dans les territoires n'ont pas réussi à ramener les opérations bancaires à leur niveau d'avant 1967. En particulier, elles n'ont pas pu jouer le rôle fondamental d'intermédiation entre les déposants et les emprunteurs arabes qui avait traditionnellement l'ancien système bancaire pour mobiliser et affecter les ressources dans l'économie des territoires. Une grande part des ressources mobilisées par ces banques dans les territoires est transférée et utilisée en Israël par le jeu des comptes des agences auprès de leurs sièges. En outre, à l'exception de certaines opérations bancaires courantes, ces banques ne sont guère ou pas intervenues pour financer, à moyen ou à long terme, la croissance et le développement de l'économie palestinienne.

14. En conséquence, après 20 ans d'occupation, les territoires sont privés des services normalement fournis par les banques et autres établissements financiers spécialisés pour stimuler la croissance et le développement des secteurs vitaux de l'économie. Les entreprises qui opèrent dans les territoires ont dû, pour répondre à leurs besoins financiers à court et à long terme, compter sur leur maigre épargne et recourir aux pratiques prohibitives du marché financier informel caractérisées par des taux d'intérêt élevés et des exigences de garantie difficiles. Même ainsi, les sommes qu'elles ont pu obtenir ont été très limitées et les conditions, draconiennes. Les tentatives extérieures, comme celles qui ont été faites par l'intermédiaire du comité mixte jordano-palestinien, pour remédier à cette situation durable en fournissant un financement à moyen et à long terme se sont heurtées à des restrictions. On peut donc dire que les besoins de financement du développement de l'économie palestinienne n'ont pas été satisfaits au cours des 20 ans d'occupation.

15. La situation est particulièrement grave dans les campagnes où les coûts et les conditions des moyens de financement, même pour le crédit saisonnier, dépassent de loin les capacités de l'habitant moyen. Ce type de crédit est fourni le plus souvent par les usuriers, les fournisseurs de facteurs de production agricole, les revendeurs et autres agents analogues. Les coopératives rurales, qui prêtent généralement à des conditions acceptables, souffrent elles-mêmes d'un manque de moyens et de techniciens et cadres administratifs. La situation ne manque pas d'ironie si on la rapproche de celle des pays en développement où les besoins de crédit de la population rurale sont prioritaires pour les autorités locales et bénéficient en outre de l'attention de nombreuses organisations internationales.

16. Le rôle des compagnies d'assurance est également négligeable, voire inexistant. Leur activité se borne généralement à l'assurance de véhicules automobiles. Les revenus accumulés ainsi sont, pour la plupart, simplement déposés auprès des banques, étant donné les restrictions qui pèsent sur les projets d'investissements nouveaux. Les agences des compagnies d'assurance israéliennes transfèrent les primes encaissées au compte de leur siège en Israël. Le secteur des assurances ne joue donc pas le rôle qui devrait être le sien dans l'économie.

17. Les efforts faits pour redresser la situation n'ont pas réussi. L'absence de système bancaire local, le cours de deux, voire trois monnaies différentes, et l'augmentation des besoins de financement de l'économie ont suscité l'apparition de structures locales informelles qui cherchent à combler le vide. Le rôle des changeurs est particulièrement significatif à cet égard. Leurs opérations consistent principalement à convertir les monnaies israélienne et jordanienne reçues par les habitants des territoires. Ils n'ont pas pu remplir le vide créé dans l'intermédiation financière. La relative stabilité de la monnaie israélienne dans la période récente, les taux d'intérêt réels élevés, la chute du dollar des Etats-Unis et, surtout la baisse des rapatriements de gains et les transferts vers les territoires augurent mal de l'avenir des changeurs. La décision récente des autorités israéliennes de réglementer et d'imposer les opérations des changeurs ajoutera probablement aux difficultés de la profession. Il faut chercher activement à substituer aux arrangements ad hoc, très fragiles et vulnérables, des institutions financières capables de répondre aux besoins pressants de l'économie dans les domaines qui viennent d'être indiqués.

18. Les tentatives de rouvrir les banques locales dans la bande de Gaza n'ont abouti qu'à la réouverture de la Banque de Palestine en 1981 sous le contrôle direct de la Banque d'Israël. Cet événement a coïncidé avec l'aggravation de la situation économique dans ce territoire. Toutefois, en raison des nombreuses restrictions imposées à ses opérations, la Banque de Palestine n'a guère eu d'effet sur les conditions de financement et de crédit dans la bande. En effet, contrairement aux agences des banques israéliennes, la Banque de Palestine n'est pas autorisée à pratiquer les opérations sur devises ni à ouvrir de nouvelles agences couvrant une circonscription plus vaste, ni à intervenir dans l'approbation des projets d'investissement. Elle a donc été empêchée de financer le commerce extérieur et d'attirer les dépôts en devises, de fournir ses services dans les localités où n'existent ni banques ni établissements de crédit, et ce qui est plus grave, de remplir la fonction cruciale d'intermédiation financière. Ajoutées au manque de capitaux et à la dévaluation permanente de la monnaie israélienne, ces contraintes ont forcé la Banque de Palestine à adopter une attitude d'extrême prudence dans ses opérations de prêt. Il est particulièrement urgent de réexaminer tous les éléments qui ont entravé le fonctionnement de cette banque et l'ont empêchée de jouer le rôle qui devrait être le sien, alors même que l'activité économique de la bande de Gaza subit la récession la plus grave des 20 ans d'occupation.

19. En Cisjordanie, les efforts en faveur de la réouverture des banques fermées en 1967 se sont heurtés à diverses conditions non conformes à la législation et à la réglementation en vigueur avant l'occupation. Après de nombreuses tentatives, l'ouverture d'une succursale de la Cairo-Amman Bank à Naplouse a finalement été autorisée dans les derniers mois de 1986 sous certaines conditions. Si cette

ouverture permet de penser que l'on s'engage sur la bonne voie, la réussite de l'opération dépendra largement du régime accordé à la Banque en ce qui concerne sa base de ressources et la nature et la portée de ses opérations. C'est un aspect important si l'on veut éviter de renouveler l'expérience de la Banque de Palestine.

20. Tout d'abord, les ressources de l'agence récemment ouverte doivent être augmentées par apports extérieurs jusqu'à ce qu'elle ait réussi à mobiliser une épargne intérieure suffisante. La Banque centrale de Jordanie pourrait non seulement servir de dépositaire des réserves, mais encore promouvoir les opérations et intervenir comme prêteur en dernier ressort pour aider l'agence à prendre des risques calculés. Cette dernière pourrait aussi être autorisée à ouvrir d'autres agences dans les territoires occupés pour mobiliser l'épargne de la population dans une zone plus vaste et ainsi effectuer l'intermédiation financière et financer les domaines d'extrême priorité, notamment l'agriculture, l'industrie et le logement. L'activité combinée des agences augmenterait la capacité globale de création de crédit de la banque dans l'ensemble des territoires. Il est aussi essentiel qu'elle puisse établir des liens avec les entités formelles et informelles, telles que les coopératives, les compagnies d'assurance, les prêteurs et les nombreuses institutions professionnelles en vue de mobiliser davantage d'épargne. Il est important qu'elle ne se limite pas aux opérations en milieu urbain, qu'il s'agisse du financement du commerce ou de celui de l'industrie. La banque pourrait être autorisée à effectuer des opérations sur devises afin d'élargir le champ de ses activités et de concurrencer les agences des banques israéliennes opérant dans les territoires.

21. Elle pourrait de même être autorisée à pratiquer des taux d'intérêt modulables afin d'élever les taux d'intérêt au-delà du taux de l'inflation et attirer ainsi l'épargne privée. Si nécessaire, cela pourrait s'accompagner, conformément aux lois en vigueur dans les territoires, d'autres mesures d'incitation, telles qu'une exonération fiscale des revenus des dépôts bancaires ou des revenus des entreprises nouvellement créées. La banque pourrait jouer un rôle pilote dans cette évaluation. Pour vaincre plus efficacement l'indifférence éventuelle du marché à l'égard d'un taux d'intérêt unique, il serait possible d'établir des taux d'intérêt différenciés selon les types de crédit afin de mieux orienter les ressources vers les domaines voulus. Une politique fiscale complémentaire pourrait renforcer l'efficacité de telles mesures. Etant donné la nature diffuse du marché, il est possible que des mesures dans ce sens ne produisent guère d'effets immédiatement. Il ne faudrait pas pour autant conclure à leur inefficacité. Dans toute tentative de créer des conditions dynamiques propices à des investissements autonomes, il peut en effet falloir accepter une période de gestation assez longue pour que les mesures produisent effet.

22. Il faut noter toutefois que, parallèlement à ce type d'action, on peut chercher aussi à favoriser la discipline financière parmi les utilisateurs des services bancaires. Un mécanisme pourrait être établi pour évaluer les demandes de crédit et suivre les prêts pour s'assurer de leur efficacité et veiller au remboursement rapide du principal et au paiement des intérêts.

23. Etant donné la complexité des mesures décrites ci-dessus, le succès de la succursale ouverte naguère dépendra largement de sa capacité de former les cadres techniques et administratifs qualifiés indispensables pour évaluer la viabilité économique et financière des propositions.

24. Enfin, il faut établir un cadre juridique approprié pour soutenir l'action de la banque en prévoyant les fondements indispensables de ses obligations contractuelles et de celles de ses clients, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur dans les territoires. De même, il faut préciser le rôle de la Banque centrale de Jordanie à l'égard des opérations de la banque, y compris les opérations sur le dinar jordanien, le shekel israélien et les autres monnaies.

25. Malgré l'évolution récente, il n'y a pas de dispositif institutionnel pour répondre aux besoins de financement à moyen et à long terme de l'agriculture, de l'industrie, du tourisme et du logement. La situation des petits exploitants agricoles, des petits industriels et des petits commerçants demeure précaire. Il faut créer des institutions financières spécialisées pour appuyer l'initiative privée dans ces domaines. Les efforts en vue de créer un établissement de financement arabe méritent un appui sans réserve, car une telle institution pourrait être le point de départ d'un dispositif de financement à long terme, ayant notamment la faculté d'attirer des ressources extérieures bilatérales et multilatérales à des conditions de faveur.

C. Finances publiques

26. Les budgets publics, celui d'Israël comme celui des autorités palestiniennes locales, sont les déterminants publics qui influent sur le niveau des revenus et de la demande et fournissent des services de base, influencent les activités économiques et encouragent la croissance et le développement. Il faut noter toutefois que le volume restreint du budget public, joint à l'absence d'une politique de croissance et de développement font que, dans ces domaines, le budget n'a qu'un rôle accessoire.

27. Bien que les dépenses publiques aient été divisées en dépenses de fonctionnement et dépenses de développement, le niveau global des recettes et des dépenses publiques manifeste la neutralité du budget dans les territoires. En fait, on part des recettes pour déterminer les dépenses. L'ensemble des dépenses et les dépenses de développement ne représentent qu'une part négligeable du revenu national. La pression inflationniste incessante réduit encore l'impact de ces dépenses limitées. En conséquence, les territoires ont un bas niveau de services publics de base, qu'il s'agisse de l'éducation, de la santé, des services sociaux, des travaux publics, de la poste ou des télécommunications. Quant aux dépenses de développement, la faiblesse de la contribution du secteur public à la formation de capital intérieure brute a entraîné le quasi-abandon de diverses infrastructures, matérielles et humaines, qui fournissent pourtant des avantages externes à l'économie nationale. En l'absence d'une politique favorisant et encourageant les investissements privés dans les secteurs productifs, la contribution du secteur privé à la formation brute de capital s'est concentrée dans les secteurs du logement et de la construction. Pendant une grande partie des deux décennies d'occupation des territoires, c'est donc le niveau des ressources extérieures autonomes qui a eu un certain impact sur le revenu et la demande et sur l'activité économique.

28. Le domaine fiscal est le seul où les pouvoirs publics aient appliqué une politique budgétaire interventionniste. Depuis 1967, de nombreux décrets et proclamations militaires ont modifié profondément le régime fiscal. Il n'ont pas changé seulement la structure et les taux des prélèvements, mais ont aussi établi

des impôts nouveaux, non pas tant pour stimuler l'activité économique que pour augmenter les recettes publiques. En fait, le seul souci d'élever les recettes a inspiré ces changements; l'affectation des ressources, l'équité ou la stabilisation n'ont eu aucune part dans les décisions, alors que ce type d'objectifs est généralement visé en priorité dans toute transformation d'un régime fiscal. Peut-être ont-ils été jugés sans pertinence dans le cas de l'économie sous occupation des territoires.

29. Du côté de l'impôt sur le revenu, le seuil d'imposition a été abaissé par une diminution du revenu minimum imposable, des abattements personnels et familiaux et des exonérations. En outre, les taux effectifs marginaux et globaux ont été augmentés dans l'ensemble du barème. En conséquence, un taux d'imposition plus élevé s'applique désormais à des montants qui représentent généralement moins de la moitié du revenu imposable tel qu'il était défini par la loi au moment de l'occupation des territoires. La population est donc désavantagée si l'on considère l'attitude plus libérale adoptée en Jordanie et en Israël alors même que le revenu par habitant y est plus élevé et que la population a donc une plus grande capacité contributive. Dans la situation de récession actuelle, il ne semble guère souhaitable d'entretenir ou de renforcer les distorsions qui influent sur les incitations à travailler, à épargner et à investir.

30. Les modifications les plus notables du régime de l'impôt sur le revenu portent sur les procédures de recouvrement prévues au chapitre 14 de la loi en vigueur dans les territoires au moment de l'occupation. Ces dispositions ont été remplacées par des décrets militaires qui ont introduit des mesures qui ont modifié la liquidation et le recouvrement de l'impôt. Plus important encore, les compétences de la juridiction de recours en matière d'impôt sur le revenu et les recours devant une juridiction supérieure relèvent désormais d'un "Comité des objections" où les autorités militaires ont le dernier mot. En fait, les recours à divers niveaux ont été supprimés et bornés à un comité administrativo-militaire.

31. Les réformes décousues apportées au régime de l'impôt sur le revenu, comme la suppression des procédures administratives qui laisse la liquidation et l'interprétation au soin des inspecteurs des impôts, le recours à des mesures de contrainte pour le recouvrement de l'impôt et, par-dessus tout, l'arbitraire introduit dans les recours en matière fiscale, semblent avoir entamé la confiance du public dans les objectifs et l'impartialité de la fiscalité du revenu. Les contribuables n'ont pas été consultés ni directement ni indirectement avant la modification du système. Sans même considérer la question de la légitimité de ces mesures, il importait au premier chef, pour respecter le droit, d'accompagner les réformes par la publication de manuels détaillés destinés aux contribuables et aux fonctionnaires des impôts. Dans tous ces domaines, la participation active du public, par l'intermédiaire des organisations et groupes d'intérêt légitimes, est réputée jouer un rôle majeur pour assurer l'efficacité de tout système fiscal. L'application de cette procédure capitale laisse beaucoup à désirer dans les territoires.

32. La liquidation de l'impôt des artisans et des commerçants qui ne peuvent pas ou ne veulent pas tenir de livres de comptes mérite plus ample examen. L'objectivité et le réalisme commandent de s'appuyer sur des éléments comme le capital, le volume d'affaires, le type d'activité commerciale, le niveau normal des bénéfices, l'emplacement, etc. Ces éléments peuvent être déterminés par

consultation avec les autorités locales, les chambres de commerce, les associations professionnelles de contribuables ou les experts fiscaux. Une telle démarche semble préférable à la liquidation analytique directe fondée sur des données peu fiables. Une attitude de coopération devrait dissiper le climat de méfiance et de mésentente qui empoisonne les relations entre les contribuables et l'administration fiscale.

33. Il faut aussi envisager d'établir des procédures comptables normalisées comportant des instructions appropriées et claires, complétées par une formation adaptée aux méthodes et techniques pertinentes. Les autorités locales pourraient jouer un rôle important en organisant des programmes de formation à divers aspects du régime fiscal, notamment les modalités de la liquidation, les techniques ou les méthodes comptables et d'autres aspects de la fiscalité. Ce n'est qu'en procédant ainsi, avec réalisme et cohérence, que l'on apportera des solutions acceptables aux problèmes rencontrés par les contribuables et les autorités.

34. Le succès de ces mesures dépendrait évidemment d'un certain nombre de facteurs. En premier lieu, les contribuables doivent être convaincus que les lois fiscales applicables sont celles qui étaient en vigueur dans les territoires avant l'occupation et que les amendements qui y sont apportés sont conformes à des modifications des lois elles-mêmes. Deuxièmement, la liquidation et les procédures de recouvrement de l'impôt doivent être plus réalistes, comme on l'a remarqué ci-dessus. Troisièmement, les recettes provenant de l'ensemble des impôts doivent être comptabilisées clairement et correctement, et servir à répondre aux besoins les plus urgents des territoires. Sur tous ces points, il faut donner au contribuable un sentiment d'équité et de participation à l'action visant à améliorer ses conditions de vie et le rendre ainsi fier de contribuer à la réalisation de cet objectif; c'est là un moyen de dynamiser tous les aspects de la vie dans les territoires, quel que soit leur statut politique actuel.

35. Le champ d'application du droit fiscal dans les territoires a été touché considérablement par le régime fiscal réservé par les autorités israéliennes aux citoyens israéliens (colons) et personnes morales israéliennes résidant dans les territoires. Selon le principe de l'"utilisation territoriale de l'impôt", les revenus des Israéliens résidant dans les territoires devraient normalement être assujettis aux lois des territoires d'où ces revenus sont "tirés", où ils sont "perçus ou obtenus".

36. En vertu d'un amendement de l'ordonnance sur l'impôt sur le revenu des Israéliens, le revenu qu'un Israélien produit dans les territoires est considéré comme produit, obtenu ou reçu en Israël et est donc assujetti à l'impôt sur le revenu israélien. L'amendement accorde en outre au contribuable un crédit équivalent au montant de l'impôt qu'il a éventuellement déjà payé dans les territoires. Cette mesure visait à éviter la double imposition; elle est courante dans de nombreux régimes fiscaux nationaux. Toutefois, dans la pratique, aucun impôt n'était payé aux territoires. La fraction de l'impôt revenant aux territoires et celle qui revenait aux autorités israéliennes ont fini l'une et l'autre dans les caisses israéliennes. L'objectif de l'amendement était d'empêcher que les territoires deviennent un paradis fiscal pour les citoyens israéliens et les personnes morales israéliennes. En fait, les Israéliens résidant dans les territoires ne payaient pratiquement aucun impôt avant l'adoption de l'amendement à la loi israélienne. Les statistiques publiées ne permettent pas de calculer le montant des recettes qui devraient revenir aux territoires de cette source.

37. Le Gouvernement israélien a aussi suivi une politique interventionniste à l'égard des importations des territoires. Les droits de douane qui les frappent sont les mêmes que ceux qui s'appliquent aux importations en Israël. Il s'y ajoute le paiement de la taxe à la valeur ajoutée perçue sur les importateurs israéliens. L'objectif global était de protéger les produits israéliens et d'augmenter les recettes publiques. On ne dispose pas là non plus de statistiques précises pour apprécier l'utilité de ces droits pour l'économie des territoires ni évaluer les recettes qu'en tire le budget israélien.

38. Outre les modifications apportées au régime fiscal des territoires, un impôt introduit en Israël en 1976 - la taxe à la valeur ajoutée (TVA) - a été étendu ensuite aux territoires au titre des "droits et redevances" qui frappent presque toutes les opérations. L'objectif était encore une fois d'éviter que les territoires deviennent un paradis fiscal pour les Israéliens et d'augmenter les recettes publiques. Quand les habitants des territoires formèrent un recours contre cette décision en se fondant sur les conventions internationales, la Cour suprême de justice israélienne soutint la décision d'étendre la taxe aux territoires.

39. Abstraction faite de l'aspect juridique, l'imposition de ce prélèvement dans les territoires n'est pas sans injustice. Son adoption en Israël avait été justifiée par le fait que les augmentations de prix qu'elle entraînerait seraient contrebalancées par une réduction de l'impôt sur le revenu, la pression fiscale totale restant inchangée. En outre, pour maintenir l'équilibre en faveur des familles économiquement faibles qui ne bénéficieraient pas de la réduction des impôts directs, on avait envisagé d'augmenter les allocations familiales et les pensions de retraite, ainsi que les services d'aide sociale. Les habitants des territoires n'ont bénéficié d'aucune de ces mesures compensatoires. Au contraire, comme on l'a noté ci-dessus, la pression fiscale s'est alourdie alors que le revenu intérieur restait relativement bas ou diminuait. Dans l'ensemble, au cours des dernières années, la TVA est devenue l'un des obstacles fiscaux les plus graves au développement de l'industrie et du commerce palestiniens. En fait, si cet impôt est maintenu, pour autant qu'il est justifié juridiquement, il faut réexaminer complètement l'ensemble du système fiscal, et le régime de l'impôt sur le revenu en particulier.

40. Etant donné l'attitude générale des pouvoirs publics vis-à-vis de l'économie palestinienne, le régime fiscal a été, dans une grande mesure, cantonné dans son rôle traditionnel, qui est d'alimenter les caisses de l'Etat. Par contre, il n'a contribué en rien à améliorer l'affectation des ressources en influant sur les décisions des entrepreneurs. Aucun mécanisme - ancien ou nouveau - de stimulation des investissements ne fonctionne plus dans les territoires bien que les lois pertinentes demeurent théoriquement en vigueur. Au contraire, les modifications apportées au régime existant et l'introduction d'impôts nouveaux ont eu pour effet de décourager les entrepreneurs. En revanche, de nombreux avantages ont été concédés aux colons israéliens et à leurs entreprises dans les territoires occupés.

41. L'économie palestinienne, dans son état actuel, a un besoin extrême d'aide et d'appui. Dans le domaine fiscal comme dans celui de la politique monétaire, des incitations pourraient contribuer fortement à appuyer la réalisation de bien des objectifs mentionnés précédemment dans ce chapitre. En fait, une combinaison d'incitations monétaires et fiscales conformes aux lois en vigueur dans les

territoires pourrait encourager les investissements productifs. Le régime fiscal a un rôle propre à jouer. Les profits générés par les incitations fiscales ne feraient pas qu'encourager les investissements, même dans les secteurs marginaux, en élevant leur rentabilité, mais contribueraient aussi à une meilleure répartition géographique des entreprises dans les territoires, malgré les difficultés qu'entraîne le manque de services de base. Les taux d'imposition étant élevés et les déductions limitées, l'avantage de toute incitation fiscale accordée aux personnes physiques ou morales palestiniennes serait considérable. On pourrait soutenir que ces incitations fiscales entraîneraient un manque à gagner alors que les recettes publiques sont déjà peu élevées. C'est peut-être vrai à court terme, mais en longue période, de telles mesures susciteraient probablement un climat favorable à l'investissement qui, à son tour, créerait davantage de matière imposable et élargirait la base d'imposition dans l'ensemble de l'économie.

42. On pourrait s'attacher plus particulièrement à encourager les sociétés commerciales. Le taux d'imposition des sociétés pourrait être diminué et la mesure pourrait viser aussi les sociétés à responsabilité limitée et d'autres formes d'entreprises et de sociétés. Leurs bénéfices non distribués pourraient être imposés à un taux uniforme inférieur au taux actuel. Toute distribution de bénéfices serait assujettie à l'impôt sur le revenu des personnes physiques au taux en vigueur. En cas de distribution des bénéfices, un prélèvement à un taux uniforme supplémentaire - égal ou inférieur au taux marginal de l'impôt sur le revenu à sa tranche initiale - pourrait être retenu et il en serait tenu compte ensuite lors de la liquidation de l'impôt total à la charge du titulaire du revenu. En l'absence d'un système bancaire et d'un marché des capitaux adéquats, pareille mesure pourrait, au moins, encourager dans une certaine mesure l'autofinancement.

43. Les défauts du système fiscal qui viennent d'être décrits brièvement pourraient être examinés en détail, cas par cas, en même temps que les solutions possibles des principaux problèmes. Toutefois, le redressement individuel de ces insuffisances ne contribuerait probablement pas à améliorer le système fiscal dans son ensemble. En effet, la structure fragmentée du système est issue de retouches isolées qui ont visé avant tout à augmenter les recettes publiques, tandis que les préoccupations d'équité, de stabilisation - et surtout, d'affectation - étaient négligées. Comme dans le cas des instruments de la politique monétaire, on estime que l'absence d'une vision économique globale explique la politique du coup par coup appliquée dans la modification du régime fiscal.

44. Il faut donc envisager une réforme globale de la fiscalité par un ensemble de mesures intégrées et coordonnées visant des objectifs économiques et sociaux à court terme et à long terme dans les territoires. Une telle démarche est plus susceptible d'adapter les structures et les principes fiscaux aux besoins d'un système dynamique qui renforcerait le processus de développement économique et social dans les territoires.

45. L'aide de la communauté internationale, dans les domaines étudiés dans ce chapitre, pourrait être sollicitée à juste titre. Outre qu'elle permettrait de remédier aux anomalies qui ont été relevées, elle contribuerait aussi de façon décisive à l'établissement d'institutions autochtones ayant les moyens techniques et la capacité de gestion nécessaires. Dans ce domaine, et dans les domaines connexes, le savoir-faire de l'Organisation des Nations Unies pourrait être mis à profit.

D. Ressources extérieures

46. La grave insuffisance des sources intérieures de financement publiques et privées a contraint les habitants des territoires à dépendre de plus en plus d'un appui financier extérieur pour subvenir à leurs besoins et accumuler le capital. Comme dans le cas de l'augmentation des rapatriements de gains des travailleurs employés en Israël, l'interaction qui s'est établie avec les pays arabes a permis aux territoires de contrebalancer l'effet des restrictions imposées à l'économie locale et de faire face aux difficultés créées par le renforcement des liens avec l'économie israélienne. Néanmoins, il faut examiner soigneusement les effets positifs éventuels de ces flux extérieurs vers les territoires et voir s'ils peuvent communiquer à l'économie locale, au fil des ans, l'élan nécessaire à une croissance et un développement soutenus. L'absence d'organe régulateur a rendu cette question d'autant plus critique que le volume et l'orientation de ces flux continuent à échapper au contrôle des territoires.

47. Deux sources de financement extérieur, distinctes mais liées entre elles, se sont manifestées pour les territoires : le revenu des facteurs et les transferts sans contrepartie provenant de l'étranger. Le revenu des facteurs est constitué en majeure partie par les gains des résidents palestiniens des territoires qui travaillent en Israël et dans les pays arabes, en raison du manque d'emplois offerts sur place. Au début des années 80, la main-d'oeuvre palestinienne migrante employée en Israël représentait à elle seule près des deux cinquièmes du total de la main-d'oeuvre palestinienne des territoires. Selon les statistiques israéliennes, le revenu du travail effectué en Israël atteignait près des quatre cinquièmes du revenu total des facteurs transféré vers les territoires. La part du montant total du revenu des facteurs dans le PNB a augmenté régulièrement depuis l'occupation, à mesure qu'une main-d'oeuvre palestinienne plus nombreuse a été déplacée et donc absorbée à l'extérieur des territoires. A un moment, cette part a représenté presque la moitié du produit intérieur brut, soit une proportion vraiment très élevée. En chiffres absolus, la tendance était récemment à la baisse.

48. En l'absence de politiques et de mesures appropriées, une grande partie des recettes tirées de cette source importante a été absorbée par une forte consommation, qui a entraîné une augmentation du déficit de la balance commerciale des territoires. Le revenu des facteurs s'est investi surtout dans les logements et autres constructions, tandis que l'agriculture et l'industrie ont continué à manquer de ressources financières à court et à long terme. La dépendance de plus en plus marquée à l'égard d'une source unique de revenu des facteurs (la main-d'oeuvre employée en Israël) a encore aggravé la vulnérabilité de l'économie fragile des territoires. La contribution de ce revenu à l'établissement d'une base saine pour une croissance et un développement soutenus de l'économie palestinienne a été quasiment nulle.

49. Le manque d'institutions financières autochtones a contribué aussi à limiter la part du revenu des facteurs canalisée par les voies officielles vers des investissements productifs. Les divers plans d'incitation (taux d'intérêt plus élevés sur les dépôts en devises, taux de change avantageux et/ou investissements productifs) imaginés par les pays exportateurs de main-d'oeuvre pour attirer davantage de rapatriements de gains par les travailleurs à l'étranger font défaut dans les territoires. Si, pour la majorité des travailleurs palestiniens employés à l'étranger, le revenu de leur travail leur a permis tout juste de subvenir à

leurs besoins, pour beaucoup d'autres familles, il constitue une source supplémentaire de revenu. Néanmoins, à cause des restrictions, une portion de ces revenus n'entre jamais dans les territoires. Non seulement il n'y a pas eu d'incitation à des investissements productifs pour cette catégorie de travailleurs, mais des restrictions ont été imposées quant aux montants effectifs dont l'entrée dans les territoires était autorisée. Les restrictions n'ont été assouplies que tout récemment, alors que l'activité économique, notamment dans les pays arabes producteurs de pétrole et importateurs de main-d'oeuvre, est à son niveau le plus bas.

50. Toute la question de l'exportation de main-d'oeuvre et des revenus qui en découlent est à examiner soigneusement, compte tenu de la détérioration de la situation économique dans les territoires. Des programmes d'incitation conformes aux orientations indiquées plus haut pour revivifier l'économie palestinienne pourraient fournir un cadre de référence utile à l'action visant à augmenter la contribution de cette source de revenu à la croissance et au développement économiques.

51. La deuxième grande source extérieure de financement, les transferts privés et publics, a pris aussi de plus en plus d'importance ces dernières années. Elle a diminué en fait la dépendance à l'égard du revenu des travailleurs palestiniens employés en Israël. La combinaison des deux éléments donne encore plus de poids à l'ensemble des flux financiers extérieurs. Les transferts comprennent des flux provenant d'organismes publics israéliens, de Palestiniens qui ont émigré des territoires depuis 1967 et de l'aide publique de sources arabes et non arabes.

52. Si le volume des transferts provenant d'Israël a augmenté, celui des territoires vers Israël a progressé à un rythme plus rapide, faisant apparaître un transfert net négatif des territoires par rapport à Israël. Cette situation tend à donner raison à ceux qui affirment que les territoires paient en fait une taxe d'occupation. Les autorités d'occupation tirent ainsi, sous forme de prélèvements fiscaux et autres versements, des territoires, plus de ressources qu'elles leur en transfèrent. Avec la détérioration actuelle de l'économie des territoires, une telle évolution n'est guère soutenable.

53. Comme le revenu du travail des résidents des territoires employés en Israël ou ailleurs, les paiements faits par les migrants palestiniens qui conservent des liens familiaux dans les territoires constituent un élément important du montant total des recettes extérieures. Selon des statistiques non israéliennes, cette source de revenu a fourni annuellement aux territoires un montant considérable depuis 1980. Cela montre que l'économie locale dépend encore plus des rapatriements de gains des migrants que l'indiquent les statistiques israéliennes et qu'elle est donc beaucoup plus dépendante des sources de financement non intérieures.

54. Une source de financement de plus en plus importante pour les territoires est l'appui international arabe et non arabe qui correspond à une assistance humanitaire et à la volonté politique et à l'engagement de la communauté internationale. Mais étant donné le statut actuel des territoires, il est probable que le montant de ces ressources et leur champ d'affectation subissent l'influence de toute une série de facteurs qui échappent au contrôle des territoires.

55. Parmi les sources arabes de financement, le Gouvernement jordanien a continué de fournir une assistance aux territoires, depuis 1967, sous diverses formes : traitements et salaires des fonctionnaires palestiniens, loyers des locaux administratifs, subventions aux municipalités, garantie de prêts bancaires aux institutions palestiniennes locales, subventions directes et fourniture de certains services (enseignement, santé et autres). Des organismes de bienfaisance jordaniens semi-publics complètent cette assistance. Les transferts d'autres sources arabes et islamiques viennent notamment du Fonds pour Jérusalem, du Fonds arabe de développement économique et social et du Comité mixte jordano-palestinien. Ce dernier, créé en 1978, joue le rôle d'un mécanisme institutionnel qui achemine l'aide arabe destinée à permettre aux Palestiniens des territoires de "tenir bon".

56. Le Comité mixte a pu orienter vers divers secteurs socio-économiques des territoires des sommes considérables provenant de fonds arabes dont il a assuré la gestion. Sa part représentait quatre cinquièmes du total du financement arabe dans les territoires. Néanmoins, l'aide en provenance de cette source a commencé à baisser ces dernières années, surtout parce que les engagements de donateurs n'ont pas été tenus. Mais l'ampleur et l'étendue de ces opérations, et le rôle actif joué par les institutions palestiniennes locales dans les projets de développement, montrent que le peuple palestinien est capable de diriger et de gérer des ressources dans différentes activités sociales et économiques. Une grande partie des ressources acheminées sont allées au secteur de l'enseignement; viennent ensuite les services de santé, les municipalités, l'aide sociale, le logement, l'agriculture, les petites industries et les artisans. Grâce à sa vaste expérience et aux relations qu'il entretient avec un grand nombre d'institutions à l'intérieur et à l'extérieur des territoires, le Comité a servi en fait d'organisme de développement et a été de plus en plus en mesure de stimuler une approche intégrée des questions économiques et sociales auxquelles sont confrontés les territoires.

57. Malgré ces succès, les travaux du Comité ont néanmoins rencontré certaines difficultés. Il s'agit notamment des contraintes imposées par les autorités d'occupation en matière d'entrée de fonds dans les territoires, le manque de personnel et de cadres, les problèmes de formulation des projets, le gel total des contributions arabes, la mise en place et l'évaluation des prêts, y compris le suivi opérationnel. Ces insuffisances méritent un examen sérieux en ce moment critique, d'autant plus que le Comité recommence à pouvoir disposer de ressources à investir dans les territoires. Le Comité mixte comme les institutions palestiniennes locales constituent un potentiel énorme pour développer davantage les capacités locales de formuler, d'évaluer, de programmer et de coordonner l'intervention actuelle et future de l'aide internationale en faveur des territoires.

58. Les sources internationales non arabes de financement comprennent surtout les organismes du système des Nations Unies et les organisations bénévoles privées internationales qui acheminent aussi une grande partie de l'aide publique européenne et des Etats-Unis aux territoires; toutefois, la Communauté économique européenne est aussi depuis peu une source distincte, pour modeste qu'elle soit. C'est l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) qui continue à fournir à l'ensemble des territoires l'essentiel de l'assistance provenant de ces sources, dans les domaines de l'aide sociale et du développement (enseignement, santé, abris, assainissement

et autres services sociaux de base en faveur des réfugiés). A la contribution de l'UNRWA s'ajoute de plus en plus celles d'autres organismes des Nations Unies comme le programme spécial du PNUD, dont l'action a surtout porté sur l'enseignement et l'infrastructure, et d'autres institutions spécialisées dans divers domaines, dans le contexte d'un Programme d'assistance économique et sociale des Nations Unies en faveur du peuple palestinien comme l'a demandé l'Assemblée générale. Les organisations bénévoles privées ont aussi augmenté leur assistance dans divers domaines avec de nombreux projets humanitaires et d'aide sociale et un certain nombre d'activités de développement en faveur de l'agriculture.

59. Toutefois, il faut noter que, quelle que soit l'origine des fonds, le nombre et le caractère des propositions dont le financement a été approuvé ont souvent dépendu de considérations qui ne répondaient pas à la hiérarchie manifeste des besoins prioritaires des territoires. En conséquence, si les priorités telles qu'elles sont perçues et exprimées sur place exercent un effet initial sur le mode de déploiement de l'aide extérieure dans les territoires, le résultat final est cependant modifié par divers autres facteurs, comme les préférences des donateurs, des considérations opérationnelles et techniques ou les politiques suivies par les autorités d'occupation en ce qui concerne la nature et l'orientation de l'aide extérieure.

60. Dans l'ensemble, l'aide extérieure a pris généralement la forme de subventions, ce qui s'explique surtout par l'absence d'institutions financières capables de trouver sur place des fonds de contrepartie dans les secteurs public ou privé. Le financement par un élément prêt dans les projets a été introduit à l'origine dans les territoires par le Comité mixte. Ce n'est que récemment que les arrangements de financement direct ou de crédit renouvelable ont été considérés aussi comme des instruments appropriés pour l'acheminement de l'aide extérieure par des organisations volontaires privées. Néanmoins, le montant des ressources pouvant être affectées aux arrangements de crédit renouvelable a été passablement limité.

61. Pour mieux utiliser l'aide extérieure, il faut non seulement assouplir les procédures d'approbation de projets, mais aussi créer et développer des institutions financières locales capables de fournir sur place des fonds de contrepartie. Les institutions financières locales devraient participer davantage à l'orientation et à la gestion du revenu des facteurs et des flux de gains rapatriés, et les capacités palestiniennes locales d'influer sur le déploiement de l'aide vers les territoires devraient être renforcées avec une plus grande participation locale aux efforts de financement du développement, les ressources financières extérieures pourraient être utilisées plus efficacement.

Note

a/ Ce texte reproduit ici est celui du chapitre V de l'étude intitulée : "Le secteur financier palestinien sous occupation israélienne". Le texte complet sera diffusé en tant que document de la CNUCED sous la cote UNCTAD/ST/SEV/3.



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/42/343
15 juin 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-deuxième session
Point 63 de la liste préliminaire*

DESARMEMENT GENERAL ET COMPLET

Lettre datée du 15 juin 1987, adressée au Secrétaire général par
le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la
République démocratique allemande auprès de l'Organisation des
Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint des lettres du Ministre des affaires étrangères de la République démocratique allemande, M. Oskar Fischer (annexe I), et du Secrétaire général du Comité central du Parti socialiste unifié d'Allemagne et Président du Conseil d'Etat de la République démocratique allemande, M. Erich Honecker (annexe II), et de vous prier de bien vouloir les faire distribuer en tant que document officiel de l'Assemblée générale au titre du point 63 de la liste préliminaire.

Le Conseiller,

Chargé d'affaires par intérim,

(Signé) Gerhard RICHTER

* A/42/50 et Corr.1.

ANNEXE I

Lettre datée du 14 juin 1987, adressée au Secrétaire général
par le Ministre des affaires étrangères de la République
démocratique allemande

J'ai l'honneur de vous transmettre une lettre du Secrétaire général du Comité central du Parti socialiste unifié d'Allemagne et Président du Conseil d'Etat de la République démocratique allemande, M. Erich Honecker, concernant la proposition commune de la République démocratique allemande et de la République socialiste tchécoslovaque en vue de la création d'un couloir exempt d'armes nucléaires en Europe centrale. La République démocratique allemande est convaincue que cette proposition offre une possibilité concrète d'éliminer les armes nucléaires tactiques en Europe centrale. Avec l'option "double zéro", elle permettrait à cette partie de l'Europe, où s'affrontent directement les groupements de forces armées les plus puissants et dotés des équipements les plus modernes du monde, d'être complètement débarrassée des armes nucléaires.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la lettre du Secrétaire général du Comité central du Parti socialiste unifié d'Allemagne et Président du Conseil d'Etat de la République démocratique allemande en tant que document de l'Assemblée générale au titre du point 63 de la liste préliminaire.

Le Ministre des affaires étrangères
de la République démocratique
allemande,

(Signé) Oskar FISCHER

ANNEXE II

Lettre datée du 14 juin 1987, adressée au Secrétaire général
par le Secrétaire général du Parti socialiste unifié d'Allemagne
et Président du Conseil d'Etat de la République démocratique
allemande

Comme vous le savez, la République démocratique allemande a fait tout ce qui était en son pouvoir pour contribuer, grâce à sa politique suivie de dialogue et de coopération pacifique, à l'élimination des affrontements dans le monde et à l'amélioration de la situation internationale. Guidée également par le souci de préserver la paix pour les générations à venir, elle s'est efforcée de faire adopter des mesures de désarmement efficaces propres à mettre fin à la dangereuse course aux armements et à promouvoir le désarmement général et complet sous strict contrôle international.

Je suis convaincu qu'au moment où le Sommet URSS-Etats-Unis à Reykjavik a porté la question du désarmement nucléaire sur un plan différent et où, à la suite des nouvelles initiatives de l'Union soviétique, il existe une possibilité réelle d'éliminer les arsenaux nucléaires en Europe, tous les Etats européens, grands, moyens et petits, sont en devoir de continuer à oeuvrer en ce sens. Désireux de contribuer de façon concrète à cette entreprise, le Gouvernement de la République démocratique allemande et le Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque ont proposé, le 3 avril 1987, au Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne d'engager immédiatement des pourparlers en vue de la création d'un couloir exempt d'armes nucléaires en Europe centrale. Je saisis donc cette occasion de vous donner des renseignements plus complets sur cette initiative qui a déjà reçu l'appui de nombreux gouvernements, partis politiques, parlements et des éléments progressistes de l'opinion publique.

La République démocratique allemande et la République socialiste tchécoslovaque pensent que le corridor - dont le territoire devrait être débarrassé de tout système d'armes nucléaires - pourrait mesurer environ 150 kilomètres de large de chaque côté de la frontière entre les trois Etats mentionnés ci-dessus. Lors de la phase suivante, le couloir serait élargi pour couvrir l'entière superficie de l'Europe centrale, telle qu'elle est définie aux fins des pourparlers de Vienne sur les réductions mutuelles des forces armées et des armements en Europe centrale.

Je suis d'avis que la mesure envisagée à l'échelon régional diminuerait le risque d'affrontements militaires entre les membres de l'OTAN et du Pacte de Varsovie, contribuerait à renforcer le climat de confiance et donnerait une impulsion favorable aux pourparlers URSS-Etats-Unis de Genève. Elle prend d'autant plus d'importance que l'Union soviétique a proposé de conclure immédiatement un accord séparé sur l'élimination des missiles à moyenne portée soviétiques et américains en Europe. Je suis fermement convaincu que la création d'un couloir exempt d'armes nucléaires en Europe centrale faciliterait grandement les pourparlers sur la réduction et l'élimination des missiles tactiques opérationnels déployés sur le continent européen, qu'elle pourrait constituer un moyen réaliste d'éliminer également les armements nucléaires tactiques et qu'elle pourrait faciliter la solution des questions de réduction des forces armées et des armements classiques en Europe.

Je me félicite du fait que l'Union soviétique ait indiqué clairement qu'elle était prête à retirer de ce couloir, à charge de réciprocité, toutes les forces nucléaires soviétiques et à respecter et à garantir son statut de zone exempte d'armes nucléaires. Nous serions heureux que d'autres puissances nucléaires suivent cet exemple.

Le peuple de la République démocratique allemande apprécie hautement les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies pour préserver la paix et la sécurité internationales ainsi que votre contribution personnelle dans ce domaine. L'activité menée par toutes les forces de la paix pour sauver l'humanité d'une catastrophe nucléaire, rétablir la politique de détente internationale et instaurer une sécurité durable me permet d'espérer que le projet de création d'un couloir exempt d'armes nucléaires en Europe centrale bénéficiera également d'un large appui de la part de l'Organisation des Nations Unies.

Je puis vous assurer que le peuple et le Gouvernement de la République démocratique allemande continueront à l'avenir à faire tout leur possible pour sauvegarder la paix mondiale et promouvoir l'application de mesures efficaces en faveur du désarmement.

Le Secrétaire général du Comité
central du Parti socialiste unifié
d'Allemagne et Président du Conseil
d'Etat de la République démocratique
allemande,

(Signé) Erich HONECKER



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/42/344
15 juin 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/FRANCAIS

Quarante-deuxième session
Point 83 de la liste préliminaire*

DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

Lettre datée du 11 juin 1987, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de l'Italie
auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte de la Déclaration économique publiée à l'issue du Sommet économique de Venise qui s'est tenu du 8 au 10 juin 1987 (voir l'annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de cette lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 83 de la liste préliminaire.

L'Ambassadeur;

(Signé) Maurizio BUCCI

* A/42/50 et Corr.1.

ANNEXE

Déclaration du Sommet économique de Venise tenu du 8 au 10 juin 1987

Introduction

1. Nous, chefs d'Etat ou de gouvernement des sept grands pays industrialisés, ainsi que les représentants de la Communauté européenne, réunis à Venise du 8 au 10 juin 1987, avons examiné les progrès accomplis individuellement et collectivement sur l'application des politiques auxquelles nous nous sommes engagés lors de précédents sommets. Nous demeurons résolus à poursuivre ces politiques de croissance, de prospérité et de stabilité pour nos pays et pour l'économie mondiale. Nous pouvons revenir sur un certain nombre d'éléments positifs.

2. Depuis qu'il y a un an nous nous sommes rencontrés, nous pouvons observer rétrospectivement un certain nombre de développements positifs. La croissance se poursuit pour la cinquième année consécutive, bien que ce soit à des taux plus bas. Les taux d'inflation moyens ont diminué. Les taux d'intérêt ont dans l'ensemble baissé. Des modifications sont intervenues dans les relations entre les principales monnaies ce qui, à terme, contribuera à l'établissement d'une configuration plus durable des balances courantes/positions des comptes et ce qui a ramené les taux de change dans des bandes globalement compatibles avec les données économiques fondamentales. En termes de volumes, l'ajustement des flux commerciaux est en cours, bien qu'en termes nominaux, les déséquilibres demeurent jusqu'à présent trop importants.

Macro-économie et taux de change

3. Depuis Tokyo, les pays du Sommet ont intensifié leur coordination des politiques économiques afin d'assurer la cohérence interne des politiques nationales et leur compatibilité au niveau international. Ceci est essentiel pour parvenir à une croissance globale plus forte et soutenue, réduire les déséquilibres extérieurs et assurer une plus grande stabilité des relations de change. Compte tenu des accords conclus au Louvre et à Washington D. C., de nouvelles variations substantielles des taux de change pourraient s'avérer contre-productives pour les efforts menés en vue de faciliter l'ajustement et accroître la croissance. Nous réaffirmons notre engagement à mettre en oeuvre de façon rapide et complète ces accords.

4. Nous devons maintenant régler les problèmes qui demeurent dans certains de nos pays : des déséquilibres extérieurs encore importants, la persistance d'un chômage élevé, d'importants déficits publics et des taux d'intérêt réels élevés. Il y a aussi la persistance de restrictions commerciales, des pressions protectionnistes accrues, la dépression persistante de nombreux marchés de produits de base et des perspectives moins favorables pour les pays en voie de développement d'assurer leur croissance, de trouver les marchés dont ils ont besoin et de faire face au service de leur dette extérieure.

/...

5. La correction des déséquilibres extérieurs sera un processus long et difficile. Les variations des taux de change seules ne corrigeront pas ces déséquilibres tout en maintenant la croissance. Les pays excédentaires définiront leurs politiques de manière à renforcer la demande interne, réduire leurs excédents extérieurs tout en maintenant la stabilité des prix. Les pays déficitaires, tout en suivant des politiques destinées à encourager une croissance régulière avec une inflation faible, réduiront leurs déséquilibres budgétaires et extérieurs.

6. Nous invitons les autres pays industrialisés à participer à l'effort de soutien de l'activité économique dans le monde. Nous invitons aussi les économies nouvellement industrialisées qui connaissent une croissance rapide et disposent d'importants excédents extérieurs à assumer une plus grande responsabilité afin de préserver un système commercial ouvert, en réduisant les barrières commerciales et en poursuivant des politiques permettant à leurs monnaies de refléter plus complètement les données économiques.

7. Au sein des pays du Sommet, la discipline budgétaire demeure un important objectif à moyen terme et la réduction des déséquilibres actuels dans le secteur public, une nécessité pour plusieurs d'entre eux. Les pays du Sommet qui ont fait des progrès significatifs de consolidation budgétaire et disposent de larges excédents externes, maintiennent leur engagement à suivre des politiques budgétaires et monétaires visant à renforcer leur demande interne dans le cadre d'objectif budgétaire à moyen terme. La coordination des politiques monétaires devrait aussi soutenir une croissance non inflationniste et favoriser la stabilité des taux de change. Etant donné les perspectives de faible inflation dans de nombreux pays, une nouvelle baisse des taux d'intérêt entraînée par le marché serait utile.

Politiques structurelles

8. Nous convenons également de la nécessité de politiques structurelles efficaces, en particulier pour créer des emplois. A cette fin, nous devons :

- a) Promouvoir la concurrence afin d'accélérer l'ajustement industriel;
- b) Réduire les déséquilibres majeurs entre l'offre et la demande agricoles;
- c) Encourager les investissements créateurs d'emploi;
- d) Améliorer le fonctionnement des marchés du travail;
- e) Promouvoir l'ouverture plus grande des marchés intérieurs;
- f) Encourager l'élimination des imperfections et des restrictions sur les marchés des capitaux et l'amélioration du fonctionnement des marchés financiers internationaux.

Coordination des politiques économiques et surveillance multilatérale

9. Nous nous félicitons chaleureusement des progrès réalisés par le Groupe des sept ministres des finances en ce qui concerne la formulation et la mise en oeuvre de dispositifs renforcés pour la surveillance multilatérale et la coordination économique, comme cela avait été demandé à Tokyo, l'an dernier. Le nouveau processus de coordination qui comporte l'utilisation d'indicateurs économiques confortera les efforts faits par nos pays pour poursuivre des politiques plus cohérentes et mutuellement compatibles.

10. Les chefs d'Etat ou de gouvernement réaffirment les importants engagements politiques et les initiatives adoptés lors des réunions du Groupe des Sept au Louvre et à Washington, y compris en ce qui concerne les taux de change. Ils conviennent toutefois que si, dans l'avenir, la croissance économique mondiale est insuffisante, des actions additionnelles seront requises pour atteindre leurs objectifs communs. En conséquence, ils demandent à leurs ministres de définir, si nécessaire, des mesures de politique économique additionnelles et appropriées à cet effet et de continuer à coopérer étroitement pour favoriser la stabilité des taux de change.

11. La coordination des politiques et des performances économiques est un processus permanent qui évoluera et dont l'efficacité ira en s'améliorant. Les chefs d'Etat et de gouvernement approuvent ce qui a été convenu par le Groupe des sept ministres des finances pour renforcer avec l'aide du FMI, la surveillance de leurs économies en utilisant des indicateurs économiques qui comprennent les taux de change. En particulier :

a) L'engagement pris par chaque pays d'élaborer des objectifs et des projections à moyen terme pour son économie, et celui pris par le Groupe d'élaborer des objectifs et des projections, qui soient mutuellement cohérents tant individuellement que collectivement;

b) L'utilisation d'indicateurs de performance pour examiner et évaluer les tendances économiques en cours et pour déterminer s'il y a des divergences importantes par rapport à la trajectoire prévue, qui nécessitent d'envisager des mesures correctrices.

12. Les chefs d'Etat ou de gouvernement considèrent que ces mesures sont des étapes importantes pour promouvoir une croissance soutenue et non inflationniste, ainsi qu'une plus grande stabilité des changes. Ils invitent le Groupe des sept ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales à :

a) Intensifier leurs efforts de coordination afin de parvenir à une mise en oeuvre rapide et efficace des engagements et des mesures convenues;

b) Contrôler étroitement l'évolution de la situation économique en coopération avec le Directeur général du FMI;

c) Envisager de nouvelles améliorations, si nécessaire, afin de rendre le processus de coordination plus efficace.

Commerce

13. Nous constatons avec une grande inquiétude la montée des pressions protectionnistes. L'"Uruguay Round" peut jouer un rôle important en maintenant et en renforçant le système commercial multilatéral et en libéralisant davantage les échanges commerciaux au bénéfice de tous les pays. Compte tenu de l'interdépendance entre croissance, commerce et développement, il est essentiel d'améliorer le système multilatéral fondé sur les principes et les règles du GATT et de soumettre une part plus grande des échanges commerciaux mondiaux à des disciplines multilatérales convenues, efficaces et ayant force exécutoire. Des mesures protectionnistes pourraient aller à l'encontre des objectifs visés, et augmenteraient encore le risque d'instabilité des taux de change et exacerberaient le problème du développement et de l'endettement.

14. Nous approuvons pleinement l'engagement d'adopter des mesures appropriées conformes aux principes de statu quo et de démantèlement qui ont été réaffirmées dans la déclaration ministérielle de l'"Uruguay Round". Il est important d'établir au sein du GATT un cadre multilatéral de principes et de règles pour le commerce des services, les mesures concernant les investissements liés au commerce et les droits de la propriété intellectuelle. Cet élargissement du système commercial multilatéral permettrait également aux pays en développement d'améliorer leur croissance et d'accroître les échanges, les investissements et les transferts de technologie.

15. Nous fondant sur la déclaration ministérielle de l'"Uruguay Round" adoptée à Punta del Este et sur les principes du GATT, nous invitons toutes les parties contractantes à négocier de manière globale, franche, et avec toute la rapidité voulue afin d'assurer l'avantage mutuel de tous les participants et de leur apporter des bénéfices accrus. Le Canada, le Japon, les Etats-Unis et la CEE soumettront dans les mois à venir à Genève un large éventail de propositions substantielles. Les progrès de l'"Uruguay Round" seront attentivement suivis sur le plan politique. Dans ce contexte, le lancement, la conduite et la mise en oeuvre des résultats des négociations devraient être considérés comme formant un tout. Néanmoins, les accords conclus dans les premières phases de négociations pourraient être mis en oeuvre à titre provisoire ou définitif s'il en était ainsi convenu avant la conclusion officielle des négociations, et devraient être pris en compte dans l'établissement du bilan global des négociations.

16. Un GATT fort, crédible et efficace est essentiel pour la prospérité de tous les pays participant au commerce et il est le meilleur rempart contre la montée des pressions protectionnistes bilatérales. Le fonctionnement du GATT devrait être amélioré en renforçant son rôle de maintien d'un système multilatéral ouvert et ses capacités de régler les différends et en assurant une meilleure coordination entre le GATT, le FMI et la Banque mondiale. Nous considérons qu'il serait utile que le Comité de négociation commerciale se réunisse au niveau ministériel s'il y a lieu au cours des négociations.

Agriculture

17. A Tokyo, nous avons reconnu la gravité du problème agricole. Nous étions convenus de la nécessité d'ajuster la structure de la production agricole, selon les perspectives de la demande mondiale, et nous avons exprimé notre volonté d'apporter notre entier soutien aux travaux de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) dans ce domaine. Ce faisant, nous reconnaissons tous l'importance de l'agriculture pour le bien-être de nos communautés rurales. Au cours de l'année dernière, nous avons activement oeuvré selon l'approche définie à Tokyo et nous nous félicitons de l'accord contenu dans la déclaration ministérielle adoptée à Punta del Este sur les objectifs des négociations sur l'agriculture des "négociations de l'Uruguay Round".

18. Nous réaffirmons notre soutien à l'accord important sur l'agriculture exprimé dans le communiqué ministériel de l'OCDE du 13 mai 1987, notamment l'analyse de l'étendue et de l'urgence du problème qui nécessite qu'une réforme concertée des politiques agricoles soit mise en oeuvre de manière équilibrée et flexible; l'analyse des graves conséquences tant pour les pays développés que pour les pays en développement des déséquilibres croissants entre l'offre et la demande des principaux produits agricoles; la reconnaissance d'une responsabilité partagée quant aux problèmes eux-mêmes et quant à leur solution juste, efficace et durable; les principes de réforme et les mesures requises. L'objectif à long terme est de permettre aux signaux du marché d'influer sur l'orientation de la production agricole, au moyen d'une réduction progressive et concertée du soutien à l'agriculture ainsi que par tous autres moyens appropriés, prenant en considération les aspects sociaux ainsi que la sécurité alimentaire, la protection de l'environnement et l'emploi.

19. Nous réaffirmons notre volonté d'oeuvrer ensemble pour réaliser les ajustements nécessaires des politiques agricoles tant dans nos pays que par la voie de négociations globales dans l'"Uruguay Round". Dans ce domaine comme dans les autres, nous entendons présenter des propositions détaillées pour les négociations qui devront être menées au cours des mois à venir, conformément au mandat de la déclaration ministérielle. Nous nous proposons d'examiner, à notre prochaine rencontre, les progrès qui auront été accomplis et les tâches qui demeureront.

20. Dans l'intervalle, afin de créer un climat de plus grande confiance qui renforcerait les perspectives de progrès rapides de l'"Uruguay Round" dans sa globalité et d'avancer vers le résultat à long terme à attendre de ces négociations, nous sommes convenus et appelons les autres pays à convenir de s'abstenir de recourir à des actions qui, en stimulant la production des produits agricoles excédentaires, en augmentant la protection et en déstabilisant les marchés mondiaux, dégraderaient le climat des négociations et, plus généralement, porteraient atteinte aux relations commerciales.

Pays en développement et dette

21. Nous attachons une importance particulière à promouvoir un progrès économique continu dans les pays en développement dans toute la diversité de leur situation et de leurs besoins. Les problèmes de nombreux pays en développement lourdement endettés sont un motif de préoccupation économique et politique et peuvent constituer une menace pour la stabilité politique ayant des régimes démocratiques. Nous saluons les efforts courageux que font nombre de ces pays pour réaliser la croissance économique et la stabilité.

22. Nous soulignons l'importance persistante de l'aide publique au développement et nous félicitons des efforts accrus de certains d'entre nous dans ce domaine. Nous rappelons l'objectif déjà établi par les organisations internationales (0,7 %) pour le niveau futur de l'aide publique au développement et nous notons que les flux financiers globaux sont importants pour le développement. Nous soutenons fermement les activités des institutions financières internationales, y compris les banques régionales de développement qui encouragent les réformes de politique économique des emprunteurs et financent leur programme d'ajustement structurel. En particulier :

a) Nous soutenons le rôle central que joue le FMI par ses avis et ses financements et encourageons une coopération plus étroite entre le FMI et la Banque mondiale, en particulier dans leurs prêts d'ajustement structurel;

b) Nous notons avec satisfaction la contribution que représente la huitième reconstitution de l'Association internationale pour le développement (AID);

c) Nous soutenons une augmentation générale du capital de la Banque mondiale lorsque ce sera justifié par une demande accrue de prêts de qualité, par son rôle accru dans la stratégie de la dette et par la nécessité de maintenir la solidité financière de l'institution;

d) A la lumière des différentes contributions de nos pays en matière d'aide publique au développement, nous saluons la récente initiative du Gouvernement japonais d'offrir un nouveau schéma qui accroîtra l'apport de ressources par le Japon aux pays en développement.

23. Pour les principaux pays débiteurs à revenus moyens, nous continuons de soutenir la stratégie actuelle d'approche au cas par cas, orientée vers la croissance, et n'y voyons aucune solution de rechange applicable. Trois éléments sont nécessaires pour renforcer les perspectives de croissance des pays débiteurs : l'adoption de réformes macro-économiques et structurelles d'ensemble par les pays débiteurs eux-mêmes, l'augmentation des prêts des institutions financières internationales, en particulier de la Banque mondiale, et des flux de prêts suffisants des banques commerciales pour soutenir les réformes des pays débiteurs. Nous jouerons notre rôle en aidant au soutien de la croissance et au développement du commerce. Un certain nombre d'accords relatifs à la dette ont permis une certaine reprise de la croissance, une correction des déséquilibres, et des progrès importants en restaurant la solvabilité de certains pays. Mais il manque encore à certains des politiques appropriées d'ajustements structurels et de croissance

destinées à encourager une utilisation efficace de l'épargne intérieure, le rapatriement des capitaux évadés, un accroissement des flux d'investissements directs étrangers et en particulier des réformes des marchés financiers.

24. Une mobilisation rapide et effective des concours des banques commerciales est également nécessaire. Dans ce contexte, nous soutenons les efforts des banques commerciales et des pays débiteurs pour proposer un éventail de procédures de négociations et de techniques financières, afin d'apporter un soutien continu aux pays débiteurs.

25. Des mesures devraient être prises, notamment par les pays débiteurs, pour faciliter les flux de capitaux non générateurs de dettes, en particulier les investissements directs. A cet égard, l'Agence de garantie multilatérale des investissements (AMGI) devrait commencer à remplir ces objectifs dès que possible. Il importe que la souplesse nécessaire soit apportée par les organismes de crédit à l'exportation pour reconstituer rapidement ou augmenter la couverture financière des pays qui mettent en oeuvre des programmes d'ajustement d'ensemble.

26. Nous reconnaissons les problèmes des pays en développement dont l'économie dépend exclusivement ou pour une part prédominante de l'exportation de produits de base dont les prix sont déprimés de manière persistante. Il est important d'améliorer le fonctionnement des marchés des produits de base - au moyen, par exemple, d'une meilleure information et d'une plus grande transparence. Il est également important de favoriser une plus grande diversification de l'économie de ces pays avec l'aide des institutions financières internationales, par des politiques destinées à soutenir leurs efforts en vue d'une meilleure transformation de leurs produits, à améliorer leurs possibilités par la libéralisation de l'accès aux marchés, et à renforcer l'environnement international favorable à l'ajustement structurel.

27. Nous reconnaissons que les problèmes de certains pays parmi les plus pauvres, notamment en Afrique subsaharienne, sont exceptionnellement difficiles et nécessitent un traitement spécial. Ces pays ont pour caractéristiques une très grande pauvreté, des ressources extrêmement limitées pour investir dans leur propre développement, des charges d'endettement ingérables et une dépendance très lourde par rapport à un ou deux produits de base, et le fait que la dette de ces pays est due pour la plupart au gouvernement des pays industrialisés eux-mêmes ou aux institutions financières internationales. Pour ceux des pays les plus pauvres qui ont entrepris des efforts d'ajustement, il conviendra d'étudier la possibilité d'appliquer des taux d'intérêt plus bas à leur dette existante, et un accord devra être atteint, en particulier au club de Paris, sur des périodes de remboursement et de grâce plus longues pour alléger la charge du service de leur dette. Nous saluons les différentes propositions faites en ce domaine par plusieurs d'entre nous ainsi que la proposition du Directeur général du FMI pour une augmentation significative des ressources de la facilité d'ajustement structurel sur les trois prochaines années à compter du 1er janvier 1988. Nous demandons instamment que les discussions sur cette proposition soient conclues d'ici la fin de l'année.

28. Nous prenons acte du fait que la septième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement offre une enceinte de discussions avec les pays en développement en vue de parvenir à une compréhension commune des problèmes majeurs et des questions politiques qui caractérisent l'économie mondiale.

Environnement

29. Dans la ligne de notre engagement antérieur visant à préserver un environnement salubre et à le transmettre aux générations futures, nous accueillons avec satisfaction le rapport présenté par les experts en matière d'environnement sur l'amélioration et l'harmonisation des techniques et des pratiques de contrôle de l'environnement. En conséquence, nous encourageons le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) à instituer un forum d'échange d'informations et de consultations, ceci en coopération avec l'Organisation internationale de normalisation (ISO) et le Conseil international des unions scientifiques (CIUS), et avec l'assistance d'autres organisations internationales et de pays intéressés, afin de permettre des progrès réguliers dans ce domaine important. Les problèmes prioritaires d'environnement définis dans leur rapport par les experts en matière d'environnement doivent être examinés de façon approfondie.

30. Nous soulignons la responsabilité qui nous incombe d'encourager les efforts visant à faire face efficacement aux problèmes d'environnement de portée mondiale, tels que la diminution de l'ozone stratosphérique, les modifications climatiques, les pluies acides, les espèces menacées, les substances dangereuses, la pollution aérienne et la pollution des eaux, et la destruction des forêts tropicales. Nous avons également l'intention d'étudier d'autres questions concernant l'environnement, par exemple des normes strictes dans ce domaine, de façon à encourager les innovations et la mise au point de technologies propres et rentables économisant les ressources, ainsi que la promotion d'échanges internationaux portant sur les produits peu polluants, les usines peu polluantes et d'autres technologies de protection de l'environnement.

31. Nous nous félicitons des progrès importants réalisés depuis Tokyo dans le développement efficace de la coopération internationale, notamment à l'Agence internationale de l'énergie atomique, pour renforcer l'efficacité de la coopération internationale en matière de sûreté de la gestion de l'énergie nucléaire.

Autres questions

32. Nous prenons note de l'initiative de programme scientifique sur la frontière humaine présentée par le Japon, concernant la coopération internationale sur la recherche fondamentale sur les fonctions biologiques. Nous saluons les dispositions ayant permis à des scientifiques étrangers de participer à certains des débats relatifs à la faisabilité de cette initiative. Nous prenons note de ce que cette étude sera poursuivie et nous serons tenus informés de ses progrès.

33. Nous nous félicitons de la contribution positive apportée par la Conférence des experts de haut niveau sur le rôle futur de l'enseignement dans notre société, qui a eu lieu à Kyoto en janvier 1987.

34. Nous continuerons à poursuivre l'examen des implications éthiques liées au développement des sciences biologiques. Après les conférences organisées par les pays du Sommet - en 1984 par le Japon, en 1985 par la France, en 1986 par la République fédérale d'Allemagne et en 1987 par le Canada -, nous saluons avec satisfaction l'offre du Gouvernement italien d'accueillir la prochaine conférence de bioéthique en avril 1988 en Italie.

Prochain sommet économique

35. Nous sommes convenus de nous réunir à nouveau l'année prochaine et nous avons accepté l'invitation du Premier Ministre canadien au Canada.
